3 1761 09427274 7

UNIVERSITY OF TORONTO.
KING ALFRED LIBRARY OF HISTORY
FOUNDED BY
GOLDWIN SMITH AND HARRIET SMITH
1901

Digitized by the Internet Archive
in 2014

https://archive.org/details/recueildetraitsn06mart

Law
Internat
M376rg

NOUVEAU RECUEIL GÉNÉRAL

DE

TRAITÉS,

CONVENTIONS ET AUTRES TRANSACTIONS REMARQUABLES,

SERVANT À LA CONNAISSANCE DES RELATIONS

ÉTRANGÈRES DES PUISSANCES ET ÉTATS

DANS LEURS RAPPORTS MUTUELS.

RÉDIGÉ SUR DES COPIES AUTHENTIQUES

PAR

FREDÉRIC MURHARD.

Continuation du grand Recueil de feu

M. DE MARTENS.

Tome VI.

Comprenant l'an 1844, avec des Supplémens aux Tomes antérieurs.

À GOTTINGUE,
À LA LIBRAIRIE DE DIETERICH.
1849.

131518
9/2/14

NOUVEAU

RECUEIL GENERAL.

Tome VI.

1.

Documens relatifs aux négociations commerciales entre la Prusse au nom de l'union douanière et l'Angleterre.

I.

Lettre du Ministre des affaires étrangères de la Grande-Bretagne adressée au Comte de Westmoreland, Envoyé à Berlin.

Londres, ministère des affaires étrangères, 28 novembre 1843.

Mylord, etc.

Les dépêches que vous avez envoyées jusqu'au n' 147 inclusivement, ont été soumises à S. M. Bien que, suivant vos derniers rapports, l'augmentation de droits projetée sur les fers, contre laquelle vous avez reçu à différentes reprises l'ordre de faire des représentations, ne paraisse pas se réaliser *pour le moment,* cependant S. M. ne saurait se dissimuler que ce résultat doit être attribué à d'autres causes qu'à la prise en considération des représentations faites par le gouvernement anglais ou au désir de maintenir sur un pied amical et avantageux à l'un et l'autre pays les relations commerciales entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne. Ce n'est qu'avec vif regret que le gouvernement de S. M. a gagné cette conviction; mais les dispositions hostiles des états de l'union douanière sous le rapport commercial se sont manifestées dans les derniers tems d'une manière si évidente, qu'à cet égard l'Angleterre ne saurait plus conserver aucune illusion. Dans de pareilles circonstances, le gouvernement de S. M. désire faire parvenir au gouvernement prussien cette dernière déclaration, non pas dans le but de reprendre d'anciennes négociations ou de renouveler des propositions qui se sont montrées si souvent sans résultat, mais dans le but de prévenir des explications qui pourraient survenir plus tard, si l'un des deux états prenait des mesures que l'autre regarderait comme préjudiciables à ses intérêts.

1.

Noten gewechselt zwischen Preussen Namens des Zollvereins und England.

I.

Der brittische Minister des Auswärtigen Lord Aberdeen an den Grafen Westmoreland, Gesandten Grossbrittaniens zu Berlin.

London, Departement des Auswärtigen, 28. November 1843.

Mylord!

Ew. etc. Depeschen bis Nr. 147 incl. sind eingelaufen und Ihrer Maj. vorgelegt worden. Wenn schon, Ihren neueren Berichten zufolge, die beabsichtigte Erhöhung der Zölle von Eisen, wogegen zu remonstriren Sie wiederholt angewiessn sind, für jetzt, scheint es, nicht eintreten soll, so kann Ihrer Maj. Regierung sich doch nicht verbergen, dass das Ergebniss andern Ursachen als der Berücksichtigung der diesseitigen Gegenvorstellungen oder dem Wunsche die Handelsbeziehungen zwischen Deutschland und Grossbritannien auf einem freundlichen und wechselseitig förderlichen Fusse zu erhalten, zugeschrieben werden muss. Nur mit lebhaftem Bedauern ist Ihrer Maj. Regierung zu dieser Ueberzeugung gekommen; allein die feindselige Stimmung der Zollvereinsstaaten in commerciellen Beziehungen ist zuletzt so ganz unverhohlen hervorgetreten, dass man darüber englischerseits sich keinen ferneren Täuschungen hingeben kann. Unter diesen Umständen wünscht Ihrer Maj. Regierung der preussischen Regierung diese letzte Erklärung zu übermachen, nicht in der Absicht alte Verhandlungen wieder aufzunehmen oder Anträge, welche sie so oft und so erfolglos gestellt, zu wiederholen, sondern um Erörterungen vorzubeugen, welche später vielleicht entstehen könnten, wenn einer der beiden Staaten Maassregeln ergriffe, die von dem andern als seinen Interessen nachtheilig angesehen

1843/44 Et d'abord je dois rappeler à V. S. que déjà au commencement de 1842 le bruit courait qu'à la prochaine réunion générale des plénipotentiaires des états de l'union, on se proposait d'augmenter les droits, déjà si onéreux, sur les demi-fabricats, tels que les mousselines de laine, et de les élever au niveau de ceux perçus sur les cotonnades. Aux justes représentations élevées à cet égard par l'Angleterre, le gouvernement prussien répondit qu'il ne croyait pas que ce bruit se confirmerait. Cependant lorsqu'approcha l'époque de la réunion générale, les assurances à ce sujet devinrent moins satisfaisantes, et à la fin le gouvernement britannique apprit que le projet d'augmenter le tarif en question non seulement avait été adopté, mais que c'était surtout à la Prusse qu'on était redevable de son adoption.

Au commencement de cette année, des bruits semblables ont couru sur une augmentation des droits sur les fers, et bien que le gouvernement anglais y ajoutât peu de foi, attendu qu'il s'agissait d'une matière brute de première nécessité, tandis que dans le cas précédent l'élévation du tarif frappait un article entièrement mis en oeuvre, néanmoins cette nouvelle s'est malheureusement confirmée, et l'on a proposé un tarif, qui, s'il venait à être adopté, équivaudrait presque au prix, auquel les fers bruts ont été vendus en Angleterre, lors de la dernière détresse de cette industrie, et à la moitié du prix environ auquel on pourra plus tard les importer en Allemagne quand ils seront exempts de droits. Quoique ce projet n'ait pas encore passé, cependant le gouvernement anglais ne saurait se faire illusion sur l'esprit dans lequel cette mesure a été proposée; il est convaincu que les mêmes circonstances peuvent se reproduire à l'avenir pour d'autres articles.

En conséquence, le gouvernement de S. M. se voit dans la nécessité de prendre en considération la situation peu satisfaisante dans laquelle se trouvent placés vis-à-vis l'un de l'autre deux gouvernemens amis, par suite de ses mesures, et de soumettre au gouvernement

würden. Ew. etc. muss ich vorerst in das Gedächtniss 1843/44
zurückrufen, wie schon zu Anfang des Jahrs 1842 das Gerücht verlautete, dass man damit umgehe, den damaligen schweren Zoll des deutschen Zollvereins auf gemischte Fabricate, sogenannte Mousselines de Laine, bei nächster Versammlung der Bevollmächtigten zur Generalconferenz auf den noch schwereren Zollsatz für Baumwollenwaaren zu erhöhen. Als Antwort auf die gerechten Vorstellungen, die man brittischerseits über diesen Gegenstand machte, wurde von preussischer Seite die Erwartung erregt, dass jenes Gerücht sich als grundlos erweisen würde. Als jedoch der Zeitpunkt der Generalconferenz herannahte, lauteten die Versicherungen in diesem Betreff minder befriedigend, und am Ende vernahm die brittische Regierung, dass der Vorschlag auf Erhöhung der erwähnten Tarifsätze nicht nur durchgegangen, sondern dass diese Maassregel sogar von Preussen selbst durchgesetzt worden sei. Zu Anfang dieses Jahrs liefen ähnliche Nachrichten von einer beabsichtigten Erhöhung der Eisenzölle ein, und wenn schon die brittische Regierung den diesfälligen Gerüchten noch weniger Glauben schenken wollte, weil es sich um einen Rohstoff von erster Nothwendigkeit handelte, während in jenem Falle die Tarifsteigerung einen völlig verarbeiteten Artikel betraf, so haben sich doch die Nachrichten leider bestätigt, und ein Zoll ist in Vorschlag gebracht, welcher im Fall der Annahme fast den Betrag erreichen würde, zu welchem Roheisen in der jüngsten gedrückten Zeit des Eisenhandels in England verkauft wurde, und nach diesseitigem Ermessen ungefähr die Hälfte des Betrags, zu welchem später das Eisen unverzollt in Deutschland wird bestellt werden können. Obschon dieser Antrag bis jetzt noch nicht durchgegangen ist, so kann die brittische Regierung sich doch nicht über den Geist täuschen in welchem die Maassregel vorgeschlagen ist, es hat sich ihr die Ueberzeugung aufgedrungen, dass ebendieselben Umstände in Zukunft in Betreff anderer Handelsgegenstände wiederkehren können. Ihrer Maj. Regierung befindet sich daher in der Nothwendigkeit die wenig befriedigende Frage, in welche zwei sonst befreundete Regierungen durch solche Maassnahmen zu einander gebracht sind, in Erwägung zu ziehen, und der preussischen Regierung Betrachtungen vorzulegen, welche auf alle solche

1843/44 prussien des vues qui paraissent s'appliquer à tous les cas de cette nature pour faire connaître une fois pour toutes, sans aucune réserve, ses principes et son point de vue relativemeut aux objets ici en question.

V. S. déclarera ouvertement au gouvernement prussien qu'en faisant des représentations au sujet des dites mesures, le gouvernement anglais a eu égard aux intérêts du commerce en général et non pas en particulier et exclusivement à ceux du commerce britannique. Le gouvernement anglais convient qu'il ne se reconnaît pas le droit de s'élever comme parti dans cette affaire, ni d'apprendre aux autres nations ce qui est conforme à leurs intérêts ou ce qui ne l'est pas; il ne peut qu'intervenir à cause du préjudice évident que de pareilles mesures doivent nécessairement porter au commerce du royaume-uni. Mais, en avouant franchement que les intérêts britanniques sont directement en jeu dans cette question, le gouvernement anglais se croit aussi autorisé à exprimer sa conviction, et à cet égard il a en vue les intérêts de l'Allemagne, non moins que ceux de l'Angleterre. Il pense qu'une élévation des droits sur les fers serait plus nuisible aux consommateurs allemands qu'aux producteurs britanniques. Quant aux effets que le changement de tarif proposé aurait pour l'Angleterre, il faut remarquer que la production annuelle des fers dans ce pays s'élève de 1,200,000 tonnes à 1,500,000. Dans ce moment, les prix sont à la hausse et les demandes continuent. De 1838 à 1841, il a été exporté annuellement pour toute l'Allemagne en moyenne 27,000 tonnes tout au plus de fer et d'acier, ce qui fait en *poids* à peu-près 2 pour cent de toute la production, et en *valeur* probablement beaucoup moins encore. Sans doute, le changement de tarif diminuera les demandes pour l'Allemagne; cependant en Angleterre l'on est loin de penser que les demandes puissent cesser entièremet; on croit que cette mesure augmentera les prix pour les consommateurs, plutôt que de les diminuer pour ceux qui importeront cet article. Ainsi le dommage qui en résulte pour l'Angleterre n'est pas si grand; mais l'esprit qui a dicté cette mesure à une époque où le commerce du monde prend une extension si considérable, a fait une douloureuse impression sur le gouvernement anglais.

Fälle Anwendung zu finden scheinen, um ihre Princi- 1843/44
pien und Gesichtspunkte in dem in Rede stehenden Betreff ein für allemal ohne Rückhalt kund zu thun. Wollen Ew. etc. der preussishen Regierung offen zu erkennen geben, dass die brittische Regierung bei den Vorstellungen wegen der gedachten Maassnahmen ihrer Ueberzeugung nach die Interessen des Handelsverkehrs im allgemeinen, und nicht des brittischen Handels in ausschliesslicher oder besonderer Weise in Betracht gezogen hat. Die brittische Regierung räumt ein, ihr Recht als Partei in der Sache aufzutreten, kann nicht davon hergeleitet werden, dass sie sich etwa befugt erachte andere Nationen zu lehren, was deren Interessen entsprechend sei und was nicht; sie darf nur ins Mittel treten wegen des unmittelbaren Nachtheils welchen derartige Maasregeln nothwendig auch auf den Handel des Vereinigten Königreichs üben. Indem aber die brittische Regierung offen gesteht, dass brittische Interessen bei der vorliegenden Frage direct betheiligt sind, glaubt sie auch die Befugniss ansprechen zu dürfen ihre Ueberzeugung auszudrücken, wobei sie das Interesse der Betheiligten in Deutschland, wie derer in England im Auge hat. Sie ist der Ansicht dass der aus Erhöhung der Eisenzölle entspringende Nachtheil mehr auf die Consumenten in Deutschland als auf die Producenten in dem Vereinigten Königreiche zurückfallen werde. Anlangend den Einfluss der vorgeschlagenen Tarifänderung auf England, so ist zu bemerken, dass die jährliche Erzeugung von Eisen in England 1,200,000 bis 1,500,000 Tonnen beträgt. Die Preise sind dermalen im Steigen und die Nachfrage nimmt fortwährend zu. Die Ausfuhr von Eisen und Stahl, verarbeitetem und unverarbeitetem, nach ganz Deutschland hat für die Zeit von 1838 bis 1841 im Durchschnitt einen Betrag von höchstens 27,000 Tonnen oder ungefähr 2 Proc. der gesammten Production Englands an Gewicht, und wahrscheinlich viel weniger dem Werthe nach erreicht; zwar wird die beabsichtigte Tarifänderung, wenn sie eintritt, ohne Zweifel eine Minderung in der Nachfrage für Deutschland herbeiführen, indess ist man brittischerseits weit entfernt anzunehmen, dass die Nachfrage ganz würde aufhören können; man glaubt, dass die Maassregel eher die Wirkung haben werde die Preise für den Consumenten zu

1843/44

Il est indubitablement vrai que, tandis que l'importation en Allemagne n'a été en 1839 que de 18,000 tonnes, elle s'est élevée en 1841 à 50,000. Quelques personnes voient dans cette augmentation un motif d'élever les droits sur cet article, comme si le développement des relations commerciales prouvait qu'il faut les troubler ou les restreindre. Il est cependant très vraisemblable que l'augmentation prodigieuse de l'exportation pour l'Allemagne devait être attribuée à l'excessive diminution des prix en Angleterre, et que même sans mesures législatives, l'importation rentrera dans de plus étroites limites, quand même elle ne redescendrait pas au chiffre insignifiant de l'année 1838. Ce n'est pas au gouvernement anglais qu'il appartient de discuter les résultats qu'aurait pour l'Allemagne l'augmentation artificielle du prix du fer, métal si nécessaire à la fabrication et à toute espèce d'industrie, mais le gouvernement anglais se permet de faire observer que, dans les dernières années, les marchandises anglaises de fer et d'acier ont commencé à ressentir la concurrence de ces mêmes produits allemands sur quelques marchés étrangers, et que par conséquent les prix plus élevés auxquels les fabricants allemands devront se procurer les matières premières, seront un grand avantage pour leurs concurrens.

Le gouvernemont de S. M. sait bien qu'on a cherché à justifier la dite mesure en alléguant le système protecteur de l'Angleterre tel qu'il existait autrefois; mais quel qu'ait été ce système, on peut dire qu'il n'a jamais été composé d'une série de mesures, dont chacune était dirigée à dessein contre des relations commerciales existantes et avantageuses par leurs résultats. S'il faut ajouter foi aux nouvelles qui nous parviennent, il se fait question de conclure entre les états de l'union et

steigern als sie für den Einführer zu ermässigen. Der 1843/44
Nachtheil der für England daraus entspringt, wird also keineswegs von so erheblicher Bedeutung sein; aber der Geist, welcher die Maassregel ins Leben ruft, zu einer Zeit wo der Welthandel so gewaltig an Ausdehnung zunimmt, hat einen sehr schmerzlichen Eindruck auf die brittische Regierung gemacht. Unzweifelhaft wahr ist es, dass, während die Einfuhr nach Deutschland im J. 1839 nur 18,000 Tonnen betrug, dieselbe im J. 1841 auf 50,000 gestiegen ist; dieser Umstand wird von einigen als Beweis für die Nothwendigkeit einer Zollerhöhung geltend gemacht, als ob die Zunahme eines Handelsverkehrs an sich einen Beweis liefern könnte für die Nothwendigkeit diesen Verkehr zu stören oder zu beschränken. Es ist jedoch sehr wahrscheinlich dass die reissendschnelle Zunahme der Ausfuhr nach Deutschland der unverhältnissmässigen Herabdrückung der Preise in England zuzuschreiben war und dass auch ohne legislative Maassregeln die Einfuhr von selbst in engere Schranken zurücktreten wird, wenn sie auch nicht wieder zu dem unbedeutenden Betrage wie im J. 1838 herabsinkt. Nicht der brittischen Regierung liegt es ob die Erfolge zu erörtern, welche für Deutschland die künstliche Steigerung der Kosten eines für die Fabrication und für jede Art von Industrie so nothwendigen Metalls, wie das Eisen ist, haben würde; aber in einer Hinsicht, worin diese Steigerung das brittische Interesse berührt, erlaubt man sich die Bemerkung, dass in den letzten Jahren brittische Eisen- und Stahlwaaren die Concurrenz ähnlicher deutschen Artikel auf dritten Märkten wohl zu fühlen angefangen haben, und dass sonach der höhere Preis, welchen die deutschen Fabricanten nunmehr für das rohe Material werden zu entrichten haben, ihren Concurrenten nicht geringe Erleichterung gewähren wird. Wie Ihrer Maj. Regierung weiss, haben Einige die fragliche Maassregel damit zu rechtfertigen versucht, dass sie auf das Schutzsystem Englands, wie es sonst bestand, Bezug genommen; aber wie auch dieses System gewesen sein mag, jedenfalls, darf man sagen, war es nicht aufgebaut aus einer Reihe von Maassregeln, deren jede beflissentlich und absichtlich einen bestehenden und heilsamen Verkehr treffen, und commercielle Liberalität gerade der Nation vergelten sollte, welche bei einer oder der andern solchen Maass-

1843/44 un autre état étranger une convention particulière qui exempterait les fers de ce dernier de l'augmentation projetée, de manière que cette mesure serait dirigée exclusivement contre le commerce anglais. Le gouvernement de S. M. ne doute pas un instant que cette exemption n'ait été accordée qu'en retour de concessions équivalentes faites par l'état précité, mais le gouvernement anglais ne peut s'empêcher de faire observer qu'un avantage accordé à ce pays, et qui serait envisagé nécessairement comme une atteinte portée à l'Angleterre, devrait considérablement augmenter le mécontentement que provoque cette mesure dans toute la Grande-Bretagne.

Conformément à la dépêche de V. S. du 4 octobre, le gouvernement anglais croit pouvoir à quelque égard expliquer la mesure du gouvernement prussien, au sujet de l'augmentation des droits sur les fers, par le refus de la part de l'Angleterre de diminuer les droits d'entrée sur les velours de coton. Certes, il y a une grande différence entre le refus de réduire des droits existans qui résultent d'une foule de considérations de diverses espèces, et l'introduction d'un droit onéreux sur un article qui auparavant était affranchi de tout droit.

Ce n'est pas une moindre différence de décliner la demande d'une réduction de droits sur un article entièrement fabriqué et de charger une matière brute, telle que le fer, des droits les plus accablans. Mais quelles furent les circonstances dans lesquelles le refus de diminuer ces droits et le dessein de les augmenter furent mis réciproquement en évidence? En 1842, l'Angleterre accomplit de grands changemens dans son système de commerce, bien que dans le pays ces changemens rencontrassent une forte opposition. Aucun état n'en a tiré comparativement plus de profit pour son commerce que l'Allemagne du Nord. Peu de semaines après que ces changemens furent introduits, l'union douanière augmenta

regel mehr als irgend eine berührt werden musste. In 1843/44
der That, wenn den uns zugekommenen Nachrichten Glauben geschenkt werden darf, so wäre eine besondere Uebereinkunft zwischen den Zollvereinsstaaten und einem andern fremden Staate im Werke, wodurch der Eisenhandel dieses letztern von den Folgen der beabsichtigten Maassregel ausgenommen würde, so dass deren Folgen ausschliesslich nur den brittischen Verkehr treffen würden. Ihrer Maj. Regierung zweifelt nicht einen Augenblick, dass diese Exemtion nur gegen Gewährung von Aequivalenten von Seite des angedeuteten Staates bewilligt würde, allein die brittische Regierung kann sich des Gefühls nicht erwehren, dass ein diesem Lande eingeräumter Vortheil, der nothwendig eine Verletzung Englands mit sich brächte, die Missstimmung in England über die in Rede stehende Zollerhöhung beträchtlich erhöhen müsste. Ew. etc. Depesche vom 4. Oct. d. J. Nr. 117 zufolge glaubt die brittische Regierung annehmen zu dürfen, dass man preussischerseits die dermalen wegen des Roheisens beabsichtigten Maassregeln in gewisser Beziehung dadurch zu rechtfertigen gedenke, dass England den Antrag wegen erheblicher Verminderung des brittischen Eingangszolles auf Baumwollensammet abgelehnt habe. Aber zwischen der Weigerung einen bestehenden Zoll zu ermässigen, welcher das Resultat einer Menge von Rücksichten verschiedener Art ist, und zwischen der Einführung eines schweren Zolls da wo vorher kein Zoll bestand, ist sicherlich ein grosser Unterschied. Nicht minder ist es ein Unterschied das Verlangen einer Zollermässigung auf einen völlig fabricirten Artikel abzulehnen, und einen solchen Rohstoff, wie das Eisen, mit dem drückendsten Zolle zu belasten. Welcher Art waren aber die Umstände, unter denen die Verweigerung der Zollermässigung und die Absicht der Zollerhöhung gegenseitig an das Licht traten? Im J. 1842 führte England grosse Veränderungen in seinem Handelssystem durch, wiewohl diese Veränderungen im Inland auf vielfache Opposition stiessen. Kein Staat hat davon vergleichsweise grösseren Vortheil für seinen Handelsverkehr gezogen als gerade Norddeutschland. Wenige Wochen nach dem Eintritt der fraglichen Veränderungen erhöhte der Zollverein den Tarifsatz für die aus Baumwolle und Wolle gemischten Zeuge mousselines de Laine von einem schon hohen

1843/44 le tarif des étoffes miparties de coton et de laine (mousselines de laine) et, d'assez élevé qu'il était déjà, le porta à un montant presque prohibitif. On fit des représentations à ce sujet, et le gouvernement britannique insinua même alors qu'en cas d'adoption de cette mesure, il ne serait pas impossible qu'on usât de représailles; malgré cela, la mesure fut mise en vigueur.

D'abord après, la Prusse fit deux propositions, à savoir, que les droits sur le velours de coton fussent diminués et que les vaisseaux prussiens fussent placés sur le même pied que les vaisseaux anglais pour l'exportation dans des pays tiers et à l'égard de ce qu'on appelle communément commerce indirect. Tandis qu'on refusa la permière de ces demandes, on accorda la seconde. Cependant la première demande ne fut pas rejetée par la raison qu'en Allemagne on donnait l'exemple de mesures restrictives; la seconde demande fut accordée malgré ces antécédens, et à cette occasion le gouvernement britannique donna au traité de 1824 une interprétation en faveur de la Prusse, qui contredisait le point de vue duquel les deux parties contractantes avaient conclu le traité et qu'elles avaient longtems gardé d'un commun accord; interprétation qu'il eût été bien aisé au gouvernement britannique de repousser s'il n'avait voulu témoigner son désir de voir les rapports commerciaux entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne gagner en facilité et en étendue. Voilà le point où étaient les affaires. En 1842, du côté de l'Angleterre, des mesures pour faciliter le commerce dans une étendue qui dépassait tous les cas antérieurs; du côté de l'Allemagne, des mesures pour limiter considérablement le commerce. En 1843, nulles représailles de la part de la Grande-Bretagne, mais au contraire une concession nouvelle; de la part de l'Allemagne, des mesures encore plus décidément hostiles pour restreindre le commerce. On ne saurait guère trouver juste que, parce que la Grande-Bretagne n'accorde pas chaque demande qui lui est adressée, parce qu'au milieu d'une foule de concessions elle fait une réserve isolée, l'union douanière exécute des mesures de tout genre qui, d'une année à l'autre contrarient davantage le commerce entre ces deux nations, et cela sous les auspices d'un état

Zollsatz auf einen fast prohibitiven Betrag. Es wurde 1843/44 dagegen remonstrirt, wobei die brittische Regierung sogar darauf hindeutete, dass im Fall der Annahme jener Maassregel die Ergreifung von Repressalien nicht ausser der Möglichkeit liegen dürfte; dessen ungeachtet wurde die Maassregel durchgeführt. Gleich nachher trat Preussen mit zwei Anträgen hervor, nämlich dass der Zoll auf Baumwollen-Sammet ermässigt werden, und dass preussische Schiffe beim Export nach dritten Ländern hinsichtlich dessen was der indirecte Handel genannt zu werden pflegt, auf gleichen Fuss mit englischen Schiffen gesetzt werden mögen. Während man den erstern Antrag ablehnte, wurde der zweite bewilligt. Der erstere Antrag ward aber nicht darum abgelehnt, weil man in Deutschland mit beschränkenden Maassregeln vorging, der zweite Antrag ward dieser Vorgänge ungeachtet bewilligt, wobei die brittische Regierung zu Gunsten Preussens dem Vertrage von 1824 eine Auslegung gab, welche der von beiden contrahirenden Theilen bei Abschluss des Vertrags gesetzten und von ihnen lange Zeit hindurch übereinstimmend festgehaltenen Ansicht zuwiderlief; eine Auslegung welche die brittische Regierung sehr leicht hätte zurückweisen können, wenn es ihr nicht darum zu thun gewesen wäre ihren Wunsch nach Erleichterung und Ausdehnung der commerciellen Beziehungen zwischen England und Deutschland an den Tag zu legen. So standen die Dinge. Im Jahre 1842 auf Seite Englands Maassregeln commercieller Erleichterung in einer Ausdehnung über alle früheren Fälle hinaus; auf Seite Deutschlands Maassregeln von erheblicher commercieller Beschränkung. Im Jahr 1843 keine Repressalien auf Seite Englands, sondern im Gegentheil ein neues Zugeständniss; auf Seite Deutschlands noch entschieden feindseligere Maassregeln zur Beschränkung des Handels. Es lässt sich wohl nicht rechtfertigen dass, weil England nicht jeden an dasselbe gerichteten Antrag bewilligt, weil es unter einer Menge von Concessionen einen einzelnen Vorbehalt macht, von Jahr zu Jahr von Seite des Zollvereins Feindseligkeiten jeder Art gegen den Handel zwischen beiden Nationen in Ausführung kommen, unter den Auspicien eines Staats dessen Regierung wenigstens in der vorliegenden Beziehung eine mit seiner Politik in directem Widerspruch stehende Sprache führt. Nach-

1843/44 dont le gouvernement, du moins sous le rapport en question, tient un langage diamétralement contraire à sa politique. Après donc avoir remontré les désavantages des changemens qu'on a en vue, et avoir prouvé que les mesures commerciales de la Grande-Bretagne lui donnaient droit à un tout autre procédé de la part de l'Allemagne, il ne me reste plus qu'à charger V. S. de faire savoir au gouvernement prussien que tout récemment encore le gouvernement britannique a regardé comme certain que l'on effectuerait le changement de tarif proposé pour le fer, mais que, soit que ce changement s'opère ou non, il n'adressera à la Prusse ni à présent ni à l'avenir aucune proposition relativement à cet objet. Convaincu qu'il n'est pas compatible avec la dignité de l'Angleterre de faire des propositions qui sont continuellement repoussées, le gouvernement anglais a fini par acquérir la conviction que pour tout ce qui concerne les facilités commerciales, il ne peut compter ni sur les sympathies ni sur l'appui de la Prusse et des autres pays de l'union douanière, et ainsi il croit de son devoir de prendre à l'avenir ses mesures, sans tenir compte des considérations auxquelles, dans des circonstances plus heureuses, il eût sincèrement et sérieusement désiré avoir égard.

V. S. voudra bien communiquer copie de cette dépêche au ministre des affaires étrangères de Prusse.

Je suis, etc. Signé: Aberdeen.

II.

Dépêche du baron de Bulow, Ministre des affaires étrangères de la Prusse au Chevalier Bunsen, Envoyé Prussien à Londres.

La question de l'augmentation des droits sur les fers, discutée entre les états de l'union douanière, a engagé lord Aberdeen à adresser, sous la date du 28 novembre de l'année dernière, au comte de Westmoreland, envoyé britannique près cette cour, une dépêche dans laquelle sont exposées les opinions du cabinet de S. M. britannique, non seulement sur cet objet en particulier, mais encore sur les prétendus efforts de l'union douanière vis-à-vis de la Grande-Bretagne. Le

dem ich somit wegen der Nachtheile der beabsichtigten 1843/44
Veränderungen Vorstellung gemacht, und dargethan habe, dass die commerciellen Maassregeln Englands diesem Staate wohl Anspruch auf eine ganz andere Behandlung von Seite Deutschlands hätten erwerben dürfen, hab' ich nur noch Ew. etc. zu beauftragen, die preussische Regierung davon in Kenntniss zu setzen, dass man brittischerseits noch ganz neuerlich so gut wie gewiss angenommen habe, dass die vorgeschlagene Tarifänderung beim Eisen in Wirkung treten werde, dass man aber, möge dies geschehen oder nicht, weder jetzt noch in Zukunft irgend einen Antrag wegen dieses Gegenstandes an Prussen richten werde. Ueberzeugt dass es sich nicht mit Englands Würde veträgt, mit Anträgen fortzufahren, welche unveränderlichen Abweisungen begegnen, ist die brittische Regierung zu dem Schlusse gekommen, dass sie bei allen Erwägungen über commercielle Erleichterungen nicht auf die Sympathie und Unterstützung Preussens und der übrigen Staaten des Zollvereins rechnen darf, und sie muss es daher als ihre Pflicht erachten ihre Maassregeln in Zukunft völlig unabhängig von Erwägungen zu nehmen, welche unter glücklicheren Verhältnissen zu berücksichtigen ihr aufrichtiger und ernstlicher Wunsch gewesen sein würde. Belieben Ew. etc. eine Abschrift dieser Depesche dem preussischen Minister der auswärtigen Angelegenheiten mitzutheilen.

Ich bin etc. (gez.) Aberdeen.

II.

Minister Frhr. v. Bülow an Geheimrath Bunsen.

Lord Aberdeen hat sich durch die zwischen den Staaten des Zollvereins obschwebende Frage über eine Erhöhung der Eisenzölle veranlasst gesehen unterm 28. November v. J. eine Depesche an den hiesigen ausserordentlichen Gesandten Ihrer Maj. der Königin von England, Grafen Westmoreland, zu richten, worin die Ansichten dargelegt werden, die das Cabinet Ihrer Maj. nicht allein in Bezug auf diesen besondern Gegenstand, sondern auch über das vermeintliche Gesammtbestreben des Zollvereins England gegenüber hegt. Graf Westmoreland erhielt den ausdrücklichen Auftrag mir diese

1843/44 comte Westmoreland a été formellement autorisé à me soumettre une copie de cette dépêche; je me trouve donc à même de la porter à votre connaissance et la joins ici dans une annexe.

Après l'avoir parcourue, vous vous convaincrez vous-même que cette dépêche ne pouvait rester sans réplique; si j'ai tardé jusqu'à présent à vous faire parvenir une réponse pour la mettre sous les yeux de lord Aberdeen, c'est uniquement parce que j'avais conçu la ferme espérance que nous connaîtrions bientôt les résultats des délibérations des gouvernemens de l'union au sujet de cette question; toutefois je ne crois pas maintenant devoir tarder plus longtems, afin que, dans le cas où le ministre aurait l'intention de soumettre sa dépêche au parlement, il soit instruit auparavant (ce qui pourrait être de quelque importance pour lui) de la réponse que nous avons à y faire. Avant de vous communiquer mes observations sur ce document, je vous ferai encore remarquer qu'il n'est pas d'usage que les communications du ministre britannique près cette cour soient faites uniquement en anglais; qu'au contraire, de même que les communications du ministère prussien à l'envoyé britannique près notre cour sont rédigées en français et non en allemand, de même le dit envoyé doit ajouter à ses communications rédigées en anglais le texte français, qui est la langue officielle. Je veux croire cependant que dans le cas présent lord Aberdeen a préféré nous laisser le soin d'interpréter de la manière la moins défavorable pour nous ceux des passages de sa dépêche qui ne respirent rien moins qu'un esprit amical. Quant à moi, je tiens à ce que le sens de ma réponse, rédigée également dans la langue de notre pays, soit rendu dans la traduction anglaise aussi fidèlement que possible. Ainsi je vous laisse le choix d'accompagner ma présente dépêche, dont vous voudrez bien remettre une copie à lord Aberdeen, d'une traduction anglaise, qu'il est plus facile de se procurer à Londres qu'ici, si vous êtes persuadé qu'on n'en peut faire une entièrement exacte au ministère des affaires étrangères.

Lord Aberdeen dit au commencement de sa dépêche, que l'élévation des droits sur les fers, au sujet de laquelle le comte Westmoreland avait été chargé à plusieurs reprises de faire des représentations, ne s'effectuera pas en apparence *quant à présent*, mais que le gouverne-

Depesche in Abschrift vorzulegen; ich finde mich daher 1843/44.
im Stande dieselbe in der Anlage abschriftlich ergebenst zu Ew. Hochwohlgeboren Kenntniss zu bringen. Dass eine Antwort darauf nicht ausbleiben darf, davon werden auch Sie sich bei dem ersten Ueberblick des Inhalts überzeugen. Nur weil ich mich der bestimmten Erwartung hingeben konnte, dass das Resultat der Erörterung der Zollvereins-Regierungen über die obenerwähnte Frage bald vorliegen werde, habe ich bis jetzt die Rückäusserung zurückgehalten, welche ich durch Ew. etc. dem Grafen Aberdeen auf dessen Depesche zugehen zu lassen beabsichtige; indessen glaube ich jetzt um so weniger länger säumen zu dürfen, als wenn dieser Minister die Absicht haben sollte sie dem Parlament vorzulegen es ihm vielleicht von Wichtigkeit ist, vorher davon unterrichtet zu sein, was wir darauf zu entgegnen finden. Indem ich mich daher anschicke Ew. etc. meine Bemerkungen über dieses Document mitzutheilen, muss ich noch erwähnen, dass die Mittheilungen des englischen Gesandten am hiesigen Hofe in bloss englischer Sprache ungebräuchlich sind; dass vielmehr, so wie die diesseitigen Communicationen an die hiesige brittische Gesandtschaft nicht in deutscher, sondern in französischer Sprache erfolgen, so auch die gedachte Gesandtschaft ihren in englischer Sprache abgefassten Mittheilungen eine französische Uebersetzung, die für officiell gilt, beifügt. Ich will indessen annehmen, dass Lord Aberdeen im vorliegenden Falle gewünscht hat es uns zu überlassen die in seiner Depesche vorkommenden nichts weniger als freundlichen Stellen uns so milde als möglich zu übersetzen. Mir dagegen ist daran gelegen, dass der Sinn meiner ebenfalls in unserer Landessprache erfolgenden Erwiederung vollkommen richtig im Englischen wiedergegeben werde. Ew. etc. stelle ich daher ergebenst anheim meine gegenwärtige Depesche, welche Sie Lord Aberdeen in Abschrift übergeben wollen, mit einer englischen Uebersetzung, welche dort leichter zu beschaffen ist als hier, begleiten zu wollen, wenn Sie nicht die Ueberzeugung haben sollten, dass eine solche im dortigen auswärtigen Amte vollkommen genau angefertigt werden kann. Im Eingange der Depesche des Grafen Aberdeen heisst es, eine Erhöhung der Eisenzölle im Zollverein, gegen welche Graf Westmoreland zu remonstriren wiederholt

1843/44 ment britannique voyait avec regret qu'il fallait attribuer ce résultat à d'autres causes qu'à la prise en considération des représentations faites par le gouvernement anglais ou [illegible] désir de maintenir sur un pied amical les relations commerciales réciproques. Il part de là pour s'étendre une dernière fois sur ce qu'il appelle les hostilités commerciales si ouvertement manifestées (*so undisguised commercial hostility*) des états de l'union douanière [illegible] reprendre d'anciennes [illegible] propositions toujours [illegible] des discussions qui [illegible] si l'une des deux [illegible] ut parler ici que du [illegible] à des mesures que [illegible] oles à ses intérêts.

[illegible] roduction; nous re- [illegible] que jusqu'à présent [illegible] douanière au sujet [illegible] le fer n'ont amené [illegible] arif de cet article [illegible] r conséquent, aussi [illegible] pas décidé autre- [illegible] t entrer librement [illegible] iche ils acquittent [illegible] n France 7 francs [illegible] francs pour 100 [illegible] uvent entrer par [illegible] droit d'environ 3 [illegible] *fers en barres* [illegible] e que les aciers [illegible] t raffinés, pour- [illegible] le passé dans le [illegible] oit de 1 thaler [illegible] articles sont frap- [illegible] Autriche de 3 fl. 20 kr. jusqu'à 6 fl. par quintal, en France de 28 fr. 88 c. jusqu'à 132 fr. pour 100 kilogrammes, et qu'en Belgique les fers en barres paient 13 fr. 35 c. pour 100 kilogrammes, et en Russie environ 4 thalers 15 silbergros par quintal; dans ce dernier pays, les fers en barres ne peuvent non plus que les fers bruts être importés que par terre.

Quelque haut prix que l'union douanière attache au

angewiesen worden sei, werde zwar dem Anschein nach 1843/44
für jetzt nicht eintreten, das brittische Gouvernement nehme aber mit Bedauern wahr, dass dieses Resultat andern Gründen als der Berücksichtigung seiner Vorstellungen oder dem Wunsche die wechselseitigen Handelsbeziehungen auf einem freundschaftlichen Fusse zu erhalten, zugeschrieben werden müsse. Dies bildet die Einleitung, um zum letztenmale sich über die in jüngster Zeit, wie er sagt, so unverhüllt hervorgetretene commercielle Feindseligkeit (so undisguised commercial hostility) der Staaten des Zollvereins auszusprechen, und zwar nicht um alte Verhandlungen wieder aufleben zu machen, oder um oft und vergebens gestellte Anträge zu wiederholen, sondern gleichsam als Warnung um Discussionen vorzubeugen, wenn in der Folge von einem oder dem andern Theile, worunter hier wohl nur die brittische Regierung verstanden sein kann, Maassregeln ergriffen würden, welche die andere Seite als ihrem Interesse nachtheilig betrachtete. Bleiben wir zunächst bei diesem Eingange stehen, so erkennen wir als richtig, dass die Berathungen der Staaten des Zollvereins über die künftige Verzollung des Eisens für jetzt noch nicht zu einer Abänderung ihrer bisherigen Tarifsätze in Betreff dieses Artikels geführt haben; dass mithin, solange der Zollverein es noch für angemessen erachtet, das englische Roheisen in dessen Gebiet völlig frei eingehen wird, während es in Oesterreich mit 2 fl. 24 kr. pro Centner, in Frankreich mit 7 Fr. pro 100 Kilogr., in Belgien mit 5 Fr. pro 100 Kilogr. besteuert, in Russland aber für den Eingang zur See verboten ist, und zu Lande 10 Rubel 30 Kop. Silber pro Berkowetz, mithin etwa 3 Rthl. 11 Sgr. preuss.Cour. für den Centner zu entrichten hat. Ebenso wird das gröbere Stabeisen nicht minder als der Roh- und Cementstahl, Guss- und raffinirte Stahl noch ferner zu 1 Rthlr. pro Centner in das Gebiet des Zollvereins eingeführt werden können, während diese Gegenstände in Oesterreich 3 fl. 20 kr. bis 6 fl. pro Centner, in Frankreich 28 Fr. 88 C. bis 132 Fr. für 100 Kilgr.; in Belgien das Stabeisen 13 Fr. 35 C. f. 100 Kilg. zu entrichten haben, und in Russland die Einfuhr des Stabeisens zur See verboten, zu Land aber mit 13 Rub. 80 Kop. Silber pro Berkowetz, also etwa 4 Rthl. 15 Sgr. pro Centner belegt ist. — So viel Werth auch der Zollverein darauf legt, dass fremd-

1843/44 maintien d'amicales relations commerciales avec l'Angleterre, nous nous écarterions de la vérité si nous affirmions que les dites représentations du gouvernement britannique avaient exercé une influence particulière sur la détermination qu'elle a prise de maintenir pour le moment son tarif actuel sur les fers. Les gouvernemens des états de l'union, dans leur communauté, sont tenus, aussi bien que chaque gouvernement qui a son propre système de douanes, d'avoir tout particulièrement égard, dans la fixation de leurs tarifs, aux besoins de leurs pays, sans pour cela se croire moins autorisés à repousser de la manière la plus formelle le reproche d'hostilité qu'on voudrait en déduire.

Ce reproche, lord Aberdeen cherche à le motiver plus particulièrement: 1° par les changemens que l'union douanière se porposait en 1842 d'introduire dans les droits sur les mousselines de laine et qui ont reçu leur exécution à partir du 1er janvier 1843; 2° par l'élévation des droits sur les fers, qui a été discutée dans les conférences de l'année dernière; cette élévation, comme nous l'avons fait observer, n'a pas encore été réalisée; néanmoins le comte Westmoreland a reçu la mission expresse d'informer le gouvernement prussien que le gouvernement anglais regardait cette mesure comme certaine.

Quant au premier point, nous avons été grandement surpris de la manière dont on revient sur cet objet, à l'égard duquel nous n'avons pas hésité un instant à donner avec une entière franchise au gouvernement britannique tous les rensoignemens qu'il désirait. Quelque éloigné que je sois d'imputer au comte Aberdeen l'intention de dénaturer les faits, je déplore bien vivement d'autre part que dans sa dépêche il n'ait pas mis plus de soin à détourner du gouvernement prussien le reproche si peu fondé de dissimulation ou de tromperie préméditée, reproche que ce gouvernement peut se rendre le témoignage de ne mériter en aucune manière. Lord Aberdeen dit dans sa dépêche que, déjà au commencement de l'année 1842, le gouvernement anglais avait reçu la nouvelle que l'union douanière se proposait, dans sa prochaine conférence générale, d'augmenter les droits sur les mousselines de laine; que, en réponse aux représentations faites à ce sujet par ce même gouvernement, le cabinet prussien *avait fait espérer*

liche Handelsverhältnisse mit England erhalten werden, 1843/44
so würde es doch der Wahrheit widersprechen, wollten wir behaupten, die erwähnten Remonstrationen der brittischen Regierung hätten auf jenes vorläufige Verbleiben bei seinen bisherigen Eisenzöllen einen besondern Einfluss geübt. Die Regierungen des Zollvereins finden sich in ihrer Gemeinschaft sowohl als jedes einzelne Gouvernement, welches sein eigenes Zollsystem hat, verpflichtet bei ihren Tarifordnungen ihrer Ueberzeugung von dem Bedürfnisse die vorzüglichste Rücksicht einzuräumen, ohne sich desshalb für minder berechtigt zu achten einen daraus hergeleiteten Vorwurf der Feindseligkeit auf das bestimmteste zurückzuweisen. Einen solchen Vorwurf sucht die Depesche Lord Aberdeens hauptsächlich näher zu begründen: 1) durch Hinweis auf die von den Vereinsstaaten im Jahr 1842 beschlossene und am 1. Januar 1843 zur Ausführung gebrachte Veränderung in der Verzollung der Mousselines de Laine; 2) durch die im vorigen Jahre erörterte Erhöhung der Eisenzölle, welche zwar, wie schon bemerkt, noch nicht eingetreten ist, hinsichtlich deren aber Graf Westmoreland den ausdrücklichen Auftrag erhält, die diesseitige Regierung davon in Kenntniss zu setzen, dass man dieselbe brittischerseits noch bis auf die letzte Zeit als gewiss angenommen habe. Was den erstern Punkt betrifft, so musste uns in hohem Grade die Art befremden, wie man auf diesen Gegenstand zurückkommt, über welchen wir keinen Anstand genommen hatten, der brittischen Regierung mit voller Offenheit und ohne die mindeste Zögerung die gewünschte Auskunft zu ertheilen. So weit ich auch entfernt bin dem Grafen Aberdeen die Absicht einer Entstellung des Sachverhältnisses zuschreiben zu wollen, so tief muss ich es doch bedauern, dass in dessen Depesche nicht sorgfältiger vermieden wurde, den Anschein des Vorwurfs der Hinterhaltigkeit oder absichtlicher Täuschung auf die preussische Regierung fallen zu lassen, welche sich vollkommen bewusst ist dies in keiner Hinsicht zu verdienen. Es geschieht dies aber, indem angeführt wird, dass schon früh im Jahre 1842 der brittischen Regierung die Nachricht zugekommen sei, der Zollverein gehe damit um bei seiner nächsten Generalconferenz den Zoll auf die Mousselines de Laine zu erhöhen; dass, in Erwiederung auf die gerechten Vorstellungen

1843/44 que cette nouvelle ne se confirmerait pas, mais qu'à l'approche de la conférence générale, les *assurances étaient devenues moins positives*, et *qu'à la fin* le gouvernement anglais avait appris que non seulement la mesure en question avait été adoptée, mais qu'elle l'avait été surtout à la sollicitation de la Prusse. Lord Aberdeen ne saurait disconvenir que les personnes qui ne sont pas au courant de cette affaire, ne soient portées à croire que le gouvernement prussien a tû la vérité, qu'il a agi longtems de la sorte vis-à-vis du gouvernement anglais, et que ce dernier n'a été désabusé que vers la fin d'octobre, lors de la publication des changemens de tarifs qui ont été résolus dans la conférence générale close le 26 septembre 1842. Pour notre tranquillité, le public anglais a pu connaître la vérité par les copies et *extracts of dispatches from Her Majesty's Ministers abroad having reference to the recent modifications in the tarif of the German Custom's Union*, présentés à la chambre des communes au mois de mars de l'année dernière. Sans vouloir garantir la stricte exactitude de tout ce qui y est dit sur les explications que j'ai données oralement au comte Westmoreland, les dates qui s'y trouvent fournissent un moyen infaillible de rectifier tout malentendu. Il résulte des dites dépêches (No. 4) que M. Kuper, consul britannique à Francfort sur Mein, a informé lord Aberdeen, sous la date du 10 juin 1842, que dans la prochaine conférence générale de l'union douanière, la Prusse proposerait une augmentation de droits sur les mousselines de laine; que là-dessus le comte Westmoreland, dans la dépêche (No. 5) en date du 28 juin, a reçu l'ordre de demander au cabinet prussien si cette nouvelle était vraie; que ce ministre s'est acquitté de suite de sa mission (No. 8), et que moi, après avoir pris des informations à ce sujet auprès du ministre des finances, je lui ai donné, déjà le 6 juillet, franchement et sans réserve, tous les renseignemens désirables.

Lord Aberdeen se rapellera également que vous n'a-

der erwähnten Regierung hierüber, preussischerseits die 1843/44
Erwartung rege gemacht worden, dass diese Nachricht sich als ungegründet erweisen werde; dass aber, als der Augenblick der Generalconferenz sich genähert die diessfallsigen Zusicherungen weniger befriedigend geworden seien, und dass am Ende die brittische Regierung erfahren habe wie der Antrag der fraglichen Maassregel nicht nur angenommen, sondern sogar von Preussen selbst durchgesetzt worden sei. Lord Aberdeen wird nicht in Abrede stellen können, dass hierdurch der Nichtunterrichtete zu der Ansicht gebracht wird, als sei hier mit der Wahrheit zurückgehalten worden, als habe dies die preussische Regierung lange Zeit hindurch gegen England fortgesetzt, und als sei darüber die brittische Regierung erst zu Ende Octobers bei der Veröffentlichung der Tarifänderungen, welche auf der am 26 Sept. 1842 geendeten Generalconferenz beschlossen wurden, enttäuscht worden. Zu unserer Beruhigung ergibt sich für das brittische Publicum die Wahrheit aus den im März v. J. dem Unterhause vorgelegten Copies and extracts of dispatches from Her Majesty's Ministers abroad having reference to the recent modifications in the tarif of the German Custom's Union. Ohne dass ich, indem ich mich auf diese Papiere beziehe, alles für wörtlich richtig erklären will, was darin über meine mündlichen Aeusserungen gegen den Grafen Westmoreland gesagt ist, gewähren doch schon die darin vorkommenden Zeitangaben einen untrüglichen Anhalt zur Berichtigung jedes etwaigen Missverständnisses. Aus den gedachten Depeschen (Nr. 4) erhellt, dass Hr. Kuper, brittischer Consul in Frankfurt a. M., unter dem 10 Jun. 1842 Lord Aberdeen von einer preussischerseits bei der nächsten Generalconferenz des Zollvereins vorzuschlagenden Zollerhöhung auf Mousselines de Laine in Kenntniss setzte; dass darauf (Nr. 5) Graf Westmoreland am 28 Junius den Auftrag erhielt sich bei der preussischen Regierung zu erkundigen ob dies wahr sei; dass letzterer diesen Auftrag sogleich erfüllte (Nr. 8), und dass ich, nachdem ich darüber bei dem k. Finanzministerium Nachricht eingezogen, ihm schon am 6 Julius, etwa zwei Tage später, ohne allen Rückhalt die gewünschte Auskunft ertheilte.

Lord Aberdeen wird sich ferner erinnern, dass auch

1843/44 vez pas tardé à lui adresser une commnnication détaillée au sujet de la nouvelle classification des mousselines de laine, plus appropriée aux circonstances, et des motifs de cette mesure, qui à notre avis ne pèse pas généralement sur l'importation dans les états de l'union des produits de laine anglais. Cette opinion s'est confirmée en tous points.

Depuis le 1er janvier 1843, où ce nouveau tarif est entré en vigeur, il est notoire que non seulement on continue d'importer dans les états de l'union, surtout à l'époque des foires, des mousselines de laine étrangères, mais qu'en 1843 il y a eu encore accroissesement d'importation pour toutes les marchandises de laine, qui de 1836 à 1842 s'étaient déjà élevées de 12,000 quintaux environ à 38,000 quintaux.

Pour ce qui est de l'élévation des droits sur les fers, lord Aberdeen fait observer que cette mesure affecte, il est vrai, les intérêts britanniques, mais que cependant elle ne leur portera pas un grand préjudice, attendu qu'il en résultera plutôt une augmentation de prix pour les consommateurs qu'une diminution dans l'importation, en tant que cette dernière, comme on le croit assez positivement en Angleterre, ne rentrera pas d'elle-même sans intervention législative dans les limites plus circonscrites. Cette opinion se trouve aussi exprimée dans un article très remarquable concernant l'union douanière allemande et qui est inséré dans l'*Edinburgh-Review* du mois de janvier. „Heureusement, dit le savant auteur de cet article, nous ne pouvons que croire qu'il s'écoulera encore bien du tems avant que l'importation des fers anglais en Allemagne diminue considérablement. Il se passera bien des années avant que la production du fer indigène prenne un développement tel qu'elle puisse approvisionner toute l'Allemagne, car il est impossible à la production indigène de suffire à cet approvisionnement."

Si en présence d'une pareille opinion, à laquelle se rattache lord Aberdeen, qui est convaincu que la dite mesure, indépendamment du tort qu'elle ferait aux consommateurs allemands, faciliterait aux fabricans de fer

Euer etc. unverweilt in Stand gesetzt worden sind, dem- 1843/44
selben ausführliche Mittheilung über die beabsichtigte, den Verhältnissen angemessenere neue Classification der Mousselines de Laine und über die Gründe dieser Maassregel zu machen, in welcher wir im Ganzen keine Erschwerung der Einfuhr wollener Zeuge aus England zu erblicken vermochten. Diese unsere Ansicht wurde vollkommen bestätigt. Nicht nur sind seit dem 1. Jan. 1843, wo dieser Zollsatz eintrat, notorisch noch immer fremde Mousselines de Laine in das Gebiet des Zollvereins und namentlich auf den Messen eingeführt worden, sondern es hat auch die Gesammteinfuhr wollener Waaren in dieses Gebiet, welche von dem Jahre 1836 bis zum Jahre 1842 von etwa 12,000 Centnern auf 38,000 Centner gestiegen, noch im Jahre 1843, soweit sich aus den vorliegenden Resultaten seiner drei ersten Vierteljahre ersehen lässt, wiederum zugenommen.

Hinsichtlich der Erhöhung der Eisenzölle ward von Lord Aberdeen bemerkt: diese Maassregel berühre zwar das brittische Interesse, doch werde ihr Nachtheil für dasselbe nicht von grosser Bedeutung sein, da ihre Wirkung mehr in einer Erhöhung der Eisenpreise für die Verbraucher, als in einer Verminderung der Einfuhr, soweit diese Einfuhr, wie man brittischerseits für höchst wahrscheinlich ansieht, nicht schon von freien Stücken ohne legislative Dazwischenkunft in beschränktere Gränzen zurückkehren wird, bestehen werde. Dies findet sich auch in einem sehr bemerkenswerthen Aufsatze eines auf jeden Fall sehr unterrichteten Verfassers ausgesprochen, welchen das Januarheft des diesjährigen Edinburgh-Review über den deutschen Zollverein enthält und worin es heisst: „Wir können glücklicherweise nur glauben, es werde eine sehr lange Zeit vergehen müssen, ehe der Betrag der Einfuhr des brittischen Eisens nach Deutschland wesentlich sich vermindern werde. Viele Jahre werden verfliessen ehe die einheimische Eisenproduction auf eine solche Höhe gebracht sein wird, um dem ganzen Bedarf Deutschlands genügen zu können, einem Bedarf mit welchem Schritt zu halten der einheimischen Erzeugung rein unmöglich ist.

Wenn wir bei solcher Ansicht, welcher sich in Lord Aberdeens Depesche der Ausdruck der Ueberzeugung beigesellt, dass die erwähnte Maassregel, abgesehen von ihrem Nachtheile für die vereinsländischen Consumenten,

1843/44 étrangers la concurrence avec les fabricans de l'union sur les marchés étrangers, nous nous croyons dispensé d'entrer ici dans une discussion plus approfondie de cette question du point de vue de l'intérêt des fabricans des fers anglais, qui d'après les termes mêmes de la dépêche n'ont importé en Allemagne, même dans les deux dernières années, où la production a été une des plus fortes, qu'environ le 2 pour cent du poids et encore moins de la valeur totale des marchandises de fer fabriquées en Angleterre, nous ne pouvoins qu'être étrangement surpris de voir que les délibérations qui ont eu lieu entre les états de l'union au sujet d'une aggravation de droits sur les fers étrangers eussent provoqué chez le gouvernement anglais une disposition qui s'est manifestée d'une manière vraiment déplorable dans la dépêche de lord Aberdeen. Déjà au mois d'août de l'année dernière, le comte Westmoreland m'avait fait savoir que parmi les changemens de tarifs dont on prétendait que s'occupait l'union douanière, il était aussi question d'augmenter les droits sur les fers, et qu'il était chargé de me faire observer que son gouvernement considérerait une aggravation de droits sur une matière brute si peu précieuse en proportion de sa masse, comme une mesure préjudiciable aux intérêts commerciaux des deux pays, et qui paraissait dénoter de la part de l'union douanière l'intention d'apporter de nouvelles entraves au commerce britannique, et de circonscrire d'année en année les relations entre deux pays dont les ressources et la population sont dans un progrès continuel. On tient maintenant les mêmes propos; on donne à entendre que le fer est un des articles de première nécessité; on représente l'esprit de la dite mesure comme hostile à l'Angleterre, et avec une exagération que je ne veux qu'indiquer sans qu'il soit besoin de la réfuter on prétend que d'année en année *l'union douanière' se montre plus hostile* au commerce des deux nations, et cela sous les auspices d'un état dont le gouvernement, du moins dans le cas présent, tient un langage entièrement opposé à sa politique.

auch den ausländischen Eisenfabrikanten die Mitwerbung 81 43/44
mit den vereinsländischen Fabricanten auf ausländischen Märkten erleichtern würde, uns der Aufgabe überhoben glauben, hier in eine nähere Erläuterung der Sache aus dem Gesichtspunkt des besondern Interesses der brittischen Eisenindustrie einzugehen, die nach Angabe der Depesche selbst in den letztern Jahren, wo eine übertriebene Production stattfand, nur etwa 2 Proc. nach dem Gewicht, und noch weit weniger nach dem Werth der gesammten brittischen Erzeugung an Eisen und Eisenwaaren nach Deutschland abgesetzt hat: so musste es uns nur noch mehr befremden, dass die Erörterung zwischen den Staaten des Zollvereins über eine höhere Belastung des fremden Eisens bei der brittischen Regierung eine Stimmung hervorrief die, in Lord Aberdeens Depesche nur zu sichtbar ausgeprägt, auf wahrhaft bedauerliche Weise in dieselbe übertragen worden ist. Schon im August v. Js. hatte Graf Westmoreland mir eröffnet, dass unter den Tarifänderungen, womit der Zollverein dem Gerüchte nach umgehe, auch von einer Erhöhung des Zolls auf Eisen die Rede sei, und dass er sich beauftragt sehe mir zu bemerken, dass seine Regierung eine Zollerhöhung auf einen im Verhältniss zu seiner Masse so wenig werthvollen Rohartikel, als eine die Handelsverhältnisse zwischen beiden Ländern besonders beeinträchtigende Maassregel betrachte, welche auf die Tendenz des Zollvereins zu deuten scheine dem brittischen Handel neue Beschränkungen aufzulegen, und alljährlich mehr den Verkehr zwischen zwei Ländern zu beschränken deren Mittel und deren Bevölkerungen in stetem Fortschreiten begriffen seien. Dieselben Andeutungen werden auch jetzt wiederholt; es wird darauf hingewiesen, dass das Eisen ein Rohmaterial der ersten Nothwendigkeit sei; noch weit schärfer wird der Geist der fraglichen Maassregel als ein Geist der Feindseligkeit gegen England bezeichnet, und mit einer Uebertreibung, die ich nur anzudeuten, nicht zu widerlegen brauche, wird die Behauptung hingestellt, dass Jahr für Jahr von Seiten des Zollvereins Feindseligkeiten aller Art gegen den Handel zwischen beiden Nationen unter den Auspicien eines Staats in Ausführung gebracht werden, dessen Regierung wenigstens in der vorliegenden Beziehung eine Sprache führe, die mit seiner Politik in directem Widerspruche stehe.

1843/44 Et d'abord pour ce qui est du reproche que l'union douanière se propose d'imposer le fer, matière brute de première nécessité, nous ne connaissons réellement pas un état qui eût moins que l'Angleterre le droit de déverser le blâme sur nous, elle qui depuis une longue suite d'années a si patemment violé le principe de ne pas imposer les matières brutes. Il est bien vrai que l'Angleterre ne prélève qu'un droit modique sur l'importation du fer, parce qu'aucun pays ne songe à y en importer, mais elle a frappé de droits onéreux d'autres articles de première nécessité, tels que le blé, la laine, le bois, et ces droits sont bien autrement préjudiciables aux intérêts de ses propres consommateurs que ne le sera jamais pour les états de l'union douanière une légère augmentation des droits sur les fers. Sans parler ici du blé ni de laine, nous citerons à l'égard du bois l'opinion d'un juge compétent en ce qui concerne les intérêts commerciaux de l'Angleterre. Voici comme s'exprime à ce sujet M. M'Gregor dans son excellent ouvrage: *Commercial Tariffs and regulations of the several States of Europe and America, etc.*, 5e partie: „S'il y a un article quelconque, qui plus que tout autre doive être regardé comme une matière première et par conséquent affranchi de droits, ou du moins imposé uniquement pour la forme, c'est certainement le bois. Cet article, par sa nature et par son usage, est le dernier dont on dût faire une source de revenus. Déjà le célèbre Hume, qui n'adoptait jamais un principe théorique qu'il n'en eût mûrement examiné tous les rapports pratiques, pensait que, puisque nous avions en abondance des charbons et des fers exempts de droits, il ne nous manquait plus que d'avoir aussi en abondance des bois exempts d'impositions pour être approvisionnés complètement et à peu de frais des trois matières brutes de première classe, absolument nécessaires á notre principale industrie. Quant aux droits élevés tendant à limiter l'usage des bois étrangers et à augmenter celui des bois coloniaux, il est plus que douteux que les colonies de l'Amérique du Nord retirent un véritable avantage des droits élévés perçus sur les bois étrangers. Mais ce qui est certain, c'est que ces droits ont considérablement préjudicié au bien-être et aux intérêts de millions d'habitans du royaume-uni."

Blicken wir zunächst auf den Tadel, dass der Zollverein darauf ausgehe das Eisen, als ein Rohmaterial der ersten Nothwendigkeit, mit einem Zoll zu belegen, so wissen wir in der That nicht welchem Staate es weniger zukommen könnte, als England, einen solchen Tadel auf uns zu werfen, England, welches den Grundsatz Rohstoffe nicht zu besteuern seit einer langen Reihe von Jahren selbst so augenfällig verletzt hat. Zwar hat England die Einfuhr des Roheisens nur gering belegt, weil kein Land daran denken kann dort Eisen einzuführen, aber es hat die nothwendigsten Bedürfnisse von Roherzeugnissen, Getreide, Wolle, Holz, mit schweren Zöllen belastet, mit Zöllen, welche die Interessen seiner eigenen Consumenten in ganz anderer Weise treffen, als eine geringe Mehrbesteuerung des Eisens innerhalb des Zollvereins dies jemals thun wird. Mag hier, um nicht von Korn und Wolle zu reden, nur hinsichtlich des Holzes die Stimme eines competenten Beurtheilers der brittischen Handelsinteressen angeführt werden. Hr. M'Gregor sagt in seinem verdienstvollen Werke: Commercial Tariffs and regulations of the several States of Europe and America etc. Pars V: „Gibt es irgend einen Artikel, der mehr als ein anderer als ein Rohstoff angesehen und daher von Taxen befreit, oder dessen Einfuhr einer bloss nominellen Abgabe unterworfen werden sollte, so ist dieser Artikel das Holz. Dasselbe ist seiner wahren Natur und seinem Gebrauche nach der letzte, welcher zum Gegenstand eines Einkommens gemacht werden sollte. Es war längst die Ansicht des verstorbenen Hume, welcher nie sich für ein theoretisches Princip erklärte, welches er nicht in allen seinen praktischen Beziehungen erwogen hatte, dass, da wir Ueberfluss an unbesteuerten Kohlen und Ueberfluss an unbesteuertem Eisen haben, uns nur noch Ueberfluss an unbesteuertem Holze ermangle, um vollständig und wohlfeil mit den zur Benutzung und zum nothwendigen Bedarf erforderlichen drei Rohmaterialien erster Classe versehen zu sein. Was die hohen Zölle zur Beschränkung des Gebrauchs des fremden Holzes, um den Verbrauch des Colonialholzes zu vermehren, betrifft, so ist es mehr als zweifelhaft, ob den nordamerikanischen Colonien irgend ein wirklicher Vortheil aus den auf das fremde Holz gelegten hohen Zöllen erwachsen ist. Gewiss aber ist, dass diese Zölle dem Wohlstande und

1843/44

1843/44

Nous serions donc parfaitement en droit de renvoyer à l'Angleterre les observations que le cabinet britannique a cru devoir nous faire sur l'inopportunité de l'imposition du fer de la part des états de l'union douanière, comme aussi de faire retomber sur son propre système commercial le reproche adressé à ces états d'avoir laissé percer des dispositions hostiles dans la récente fixation de leurs tarifs, reproche que nous devons formellement repousser. Le gouvernement anglais pourrait-il soutenir que l'union douanière frappe des droits les plus onéreux, et même des droits différentiels, les principaux produits de l'Angleterre et de ses colonies, comme nous, nous supportons ces droits depuis une longue série d'années à l'égard du blé, du bois, de la laine, et cela sans user de représailles? ou bien lord Aberdeen voudrait-il défendre ces droits? Pour paraître tout-à-fait impartial, nous voulons, ici encore, laisser parler des hommes dont l'autorité est d'un grand poids en matière commerciale. M. Bowring, que le gouvernement anglais, dont il possédait l'entière confiance, envoya en Allemagne en 1839 pour apprendre à connaître les rapports de l'union douanière, a été jusqu'à dire dans le rapport qu'il a présenté aux deux chambres du parlement sur le résultat de sa mission, que l'établissement de l'union douanière devrait être envisagé comme une mesure de propre défense contre la législation hostile d'autres nations (*as measure of seldefence against the hostile legislation of foreign nations*) et en particulier contre les droits prélevés par l'Angleterre sur les blés et le bois (*and especially the corn et timber laws of Great-Britain*). Voici d'autres passages de ce rapport: „Les droits prélevés par l'Angleterre sur les blés et le bois, voilà ce qui affecte les principaux intérêts des états de l'union dans leurs relations commerciales avec la Grande-Bretagne." — „Les lois céréales actuelles font le plus grand tort à l'agriculture et au commerce des états de l'union." — „Nos lois céréales ne sont pas seulement nuisibles aux laboureurs et aux ouvriers, elles portent atteinte aux intérêts commerciaux de toute l'Europe. Après la question des lois céréales, la plus importante est celle des droits perçus sur les bois. Le tarif de cet article équiva aut à une prohibition, et le

den Interessen von Millionen in dem vereinigten Kö- 1843/44
nigreiche höchst nachtheilig gewesen sind."

Dürfen wir uns hienach für vollkommen berechtigt betrachten die Bemerkungen, welche die brittische Regierung über die Unzweckmässigkeit der im Zollverein in Frage gestellten Besteuerung eines Rohmaterials uns vorlegen zu müssen glaubte, gegen ihr eigenes System zurückzuwenden, so würden wir nicht minder reiche Veranlassung haben, auch den Vorwurf des feindseligen Geistes, der die Vereinsstaaten bei ihren letzten Tarifanordnungen geleitet haben soll, und den wir durchaus in Abrede stellen, auf das brittische System zurückfallen zu lassen. Kann die brittische Regierung etwa behaupten, der Zollverein belaste die Haupterzeugnisse Englands und seiner Colonien mit den schwersten Zöllen, sogar mit Differentialzöllen, wie wir unsererseits dies schon seit einer langen Reihe von Jahren hinsichtlich des Korns, des Holzes, der Wolle ertragen haben ohne Retorsionsmaasregeln dagegen zu ergreifen? Oder sollte Lord Aberdeen diese Zölle etwa vertheidigen wollen? Um ganz unpartheiisch zu erscheinen, wollen wir auch hierüber gewichtige Stimmen englischer Sachverständigen sprechen lasssn. Hr. Bowring, welchen die brittische Regierung als einen Mann ihres Vertrauens im Jahre 1839 nach Deutschland sendete um die Verhältnisse des Zollvereins zu erforschen, glaubte in dem über seine Mission erstatteten beiden Parlamentshäusern auf Befehl Ihrer Majestät vorgelegten Berichte so weit gehen zu müssen, die Errichtung des Zollvereins als eine Maassregel der Selbstvertheidigung gegen die feindselige Gesetzgebung anderer Nationen (as measure of selfdefence against the hostile legislation of foreign nations) und besonders der Korn- und Holzzölle Grossbritanniens (and especially the corn and timber laws of Great Britain) zu betrachten. An andern Stellen seines Berichtes sagt derselbe: „Die Hauptinteressen der deutschen Staaten in Bezug auf ihre Handelsverhältnisse zu England bilden die englischen Zölle auf Korn und Holz" — „die gegenwärtigen Korngesetze Englands bringen sowohl dem Ackerbau-, als dem Handelsinteresse der Vereinsstaaten den äussersten Nachtheil." — „Unsere Korngesetze berühren nicht allein den Landbauer und den Arbeiter, sie stören alle Handelsinteressen Europa's. Nächst der Frage der Korngesetze ist die der Zölle auf

1843/44 système de mesure d'après lequel ces droits sont perçus, leur donne un caractère plus hostile encore."

M. Mac Grégor, dans l'ouvrage cité plus haut, reconnaît la justice des plaintes de l'Allemagne sur le système commercial anti-libéral de l'Angleterre. A l'endroit de son ouvrage où il parle de l'établissement de l'union douanière, il dit: „Il faut avouer que l'on a blâmé avec raison les systèmes de commerce anti-libéraux de l'Angleterre et de la France, mais surtout de l'Angleterre vis-à-vis de l'Allemagne, qui a été de tout tems son principal marché, et celui sur lequel elle a trouvé les acheteurs les plus exacts et les plus fidèles sous le rapport du paiement."

Nous lisons dans l'article de l'*Edinburgh-Review*, auquel nous avons fait allusion plus haut: „Il faut nous décider à admettre sous de faciles conditions les produits de l'Allemagne si nous voulons qu'elle se montre plus favorable pour nos manufactures. C'est précisément depuis la paix que la législation britannique s'est montrée le plus hostile aux intérêts de l'Allemagne. Notre tarif pour deux des principaux articles allemands, le blé et le bois, équivaut à une prohibition. Excepté la Hollande, l'Angleterre était le seul pays qui eût besoin des blés allemands; en refusant de les admettre, elle fit son possible pour retirer les capitaux allemands de l'agriculture et les faire servir au développement des manufactures. Par nos droits élevés et notre échelle mobile, nous avons fait du commerce des blés allemands une des spéculations les plus hasardées, un commerce européen qui dépend de la baisse et de la hausse du baromètre anglais. L'Angleterre a aussi maintenu longtems d'énormes droits différentiels sur les bois de construction allemands, en prélevant sur eux un droit de 55 shell., tandis que les bois des colonies ne payaient qu'un droit de 10 shell."

A quel titre, demanderons-nous, l'Angleterre se plaint-elle d'une modification de tarifs de la part de l'union douanière à l'égard d'une très faible partie des produits de laine étrangers, quand l'importation de ces produits ne fait qu'augmenter au profit des fabricans étrangers et de ceux de l'Angleterre en particulier? A quel titre se plaint-elle d'avance, elle dont les tarifs sont si onéreux qu'ils prohibent pour ainsi dire nos produits, de la possibilité d'une élévation de droits sur

Nutzholz die wichtigste. Die Tarifsätze die auf die 1844
gewöhnlichen Qualitäten desselben gelegt sind, kommen einem Verbot gleich, während das Gesetz einen noch zurückstossenderen uud verbietenderen Charakter erhält durch das System des Maasses, nach welchem die Zölle erhoben werden." Hr. Mac Gregor erkennt in seinem eben angeführten Werke die Gerechtigkeit der Klagen Deutschlands über die Illiberalität des brittischen Handelsystems an, indem auch er, von den Veranlassungen der Errichtung des Zollvereins handelnd, sagt: „Die illiberalen Handelssysteme Englands und Frankreichs, insbesondere aber Englands, dessen grösster Abnehmer und promptester und sicherster Bezahler immer Deutschland gewesen, werden besonders, und wir müssen es gestehen, mit gerechtem Grunde hervorgehoben."

In der oben erwähnten Abhandlung des Edinburgh-Review lesen wir: „Wir müssen uns dazu verstehen die Erzeugnisse Deutschlands unter leichten Bedingungen zuzulassen, ehe wir erwarten dürfen dass dasselbe unsern Manufacturwaaren gegenüber günstiger verfahren werde. Es kann nicht in Abrede gezogen werden dass gerade seit dem Frieden die brittische Gesetzgebung den Interessen Deutschlands so feindlich als möglich gewesen ist. Unser Tarif ist gegen die zwei Hauptartikel der deutschen Naturerzeugnisse, Korn und Holz, verbotähnlich. England war das Land welches dem deutschen Getreide am nächsten lag; es war in der That, ausser Holland, das einzige Land welches dessen bedurfte; indem es sich weigerte es anzunehmen, that es sein Aeusserstes die deutschen Capitalien von dem Landbau ab- und den Manufacturen zuzuwenden. Durch unsre hohen Zölle und unsre gleitenden Skalen haben wir den deutschen Kornhandel zu der gewagtesten Speculation, einem Weltgeschäfte gemacht welches von dem Fallen und Steigen des englischen Barometers abhängt. Auch hat England auf deutsches Bauholz lange ungeheure Differentialzölle beibehalten, indem es dasselbe 55 Sh. entrichten liess, während von unserm Colonialholze nur 10 Sh. erhoben wurden."

Wir dürfen fragen, mit welchem Rechte beschwert sich England über eine einen sehr geringen Theil der fremden Wollenwaaren betreffende Tarifänderung des Zollvereins, bei welcher die Einfuhren der Wollenwaaren im Ganzen zum Vortheil der fremden, und inson-

1843/44 les fers, sur laquelle les états de l'union douanière avaient encore à délibérer et qui, suffisamment motivée par la situation déplorable des fabricans de fer de l'union, serait d'ailleurs, comme le gouvernement anglais le sait fort bien, si peu considérable, qu'elle ne pourrait en aucune façon être comparée aux droits élevés et exorbitans dont les fers étrangers sont frappés en France, en Autriche, en Belgique et en Russie? Est-il équitable de rattacher à des faits si isolés le reproche qu'adresse l'Angleterre à l'union douanière d'être continuellement animée à son égard de dispositions hostiles, tandis que la Prusse depuis 25 ans, et l'union douanière depuis 10 ans, ont généralement maintenu un tarif qui, malgré les prétendus inconvéniens que présente, au dire du gouvernement anglais, le principe de l'imposition d'après le poids, a augmenté annuellement l'importation étrangère et particulièrement celle des produits manufacturés anglais? Il est évident, dit M. Mac Grégor dans son ouvrage, que l'importation des produits manufacturés anglais dans l'union douanière a augmenté d'une manière surprenante tant en valeur qu'en quantité, comme le prouvent les rapports soumis au parlement sur le commerce du royaume-uni avec les différens pays étrangers et les colonies britanniques pendant les années 1831 jusqu'à 1840; néanmoins je vous envoie dans l'annexe un tableau comparatif de l'importation de plusieurs articles non sans importance pour le commmerce anglais dans le territoire de l'union pendant les années 1836 jusqu'à 1842, que je vous prie de vouloir présenter à lord Aberdeen. Les résultats très favorables qu'ils présentent pour la Grande-Bretagne doivent être attribués au tarif de l'union douanière; en le comparant aux tarifs, que je joins également ici, de l'Autriche, de la Grande-Bretagne, de la France et de la Russie pour ceux des articles qui intéressent particulièrement le commerce britannique, lord Aberdeen verra combien il est plus favorable pour l'Angleterre que ceux d'autres nations.

derheit auch der englischen Fabricanten im Steigen 1843/44
bleibt? Mit welchem Rechte beschwert es sich, im Angesicht seiner unsre Haupterzeugnisse drückenden, ja ausschliessenden Zölle im voraus über eine mögliche, zwischen den Vereinsstaaten aber erst in Berathung gekommene Zollerhöhung des Eisens, welche ihren dringenden Grund nur in der traurigen Lage der vereinsländischen Eisenproducenten haben, und, wie der brittischen Regierung nicht unbekannt geblieben sein wird, von so mässigem Betrage sein würde, dass die vermehrten Zölle immer noch in gar keinen Vergleich gebracht werden könnten mit den Verboten und verbotähnlichen Abgaben, mit denen, wie im Eingange dieser Depesche näher bezeichnet wurde, das fremde Eisen in Frankreich, Oesterreich, Belgien und Russland belegt ist? Ist es irgend billig an so einzelne Thatsachen den Vorwurf fortschreitender feindseliger Tendenzen des Zollvereins gegen England zu knüpfen, während Preussen seit 25 Jahren, der Zollverein seit 10 Jahren im wesentlichen einen Tarif beibehalten haben, welcher trotz der Nachtheile, die er nach der Ansicht der brittischen Regierung durch sein Princip der Verzollung nach dem Gewicht haben soll, eine jährliche Vermehrung der fremden Einfuhren, besonders auch brittischer Manufacturerzeugnisse möglich gemacht hat? Hr. Mac Gregor erklärt in seinem Werke: es sei offenbar, dass die Ausfuhr brittischer Manufacturwaaren nach dem Zollverein dem Werthe und der Menge nach zugenommen habe; die dem Parlament vorgelegten Tabellen über den Handel des vereinigten Königreichs mit den verschiedenen fremden Ländern und den brittischen Colonien während der Jahre 1831 bis 1840 beweisen diess in überraschenden Zahlen; indess nehme ich keinen Anstand Ew. etc. in der Anlage auch eine vergleichende Uebersicht der Einfuhren mehrerer für den englischen Handel nicht unwichtiger Artikel in das Gebiet des Zollvereins während der Jahre 1836 und 1842 mit dem ergebensten Ersuchen zu übersenden dieselbe Lord Aberdeen vorzulegen. Das für Grossbritannien so vortheilhafte Resultat das sich daraus ergiebt, ist eine Frucht des Tarifs des Zollvereins, und wie günstig dieser in Vergleich gegen die Tarife anderer Staaten dem brittischen Handel ist, möge Lord Aberdeen aus der gleichfalls beiliegenden vergleichenden Zusammenstellung der Tarife des Zollvereins,

1843/44 On voit par ce rapprochement quelles sont les plaintes que l'Angleterre serait fondée à faire entendre. En effet, on pourrait à bon droit demander si l'union douanière n'aurait pas dû depuis longtems, en présence des procédés si peu généreux de la Grande-Bretagne, élever pour cette dernière ses tarifs à la hauteur de ceux des nations précitées; mais quand l'union douanière maintient depuis 10 ans un tarif aussi modéré, il est par trop déraisonnable de se plaindre de quelques modifications sans jeter un regard impartial sur son propre système.

Tout gouvernement peut équitablement exiger que dans le jugement qu'on porte sur les mesures qu'il adopte en matière de tarif on parte de la supposition qu'il y a été décidé par les intérêts de son propre pays. C'est sous ce point de vue que nous avons jugé les récentes dispositions que l'Angleterre a introduites dans son tarif. Si nous avons été bien éloignés de penser que les légères modifications introduites en 1842 dans le tarif anglais, et sur la portée desquelles je m'étendrai plus bas, eussent été adoptées dans l'intérêt d'autres nations, nous n'avons pas supposé non plus que dans les modifications plus importantes qui ont eu lieu plus tard, telles que le bill sur le blé du Canada, par exemple, ou dans l'élévation de quelques articles de ce tarif, on ait eu l'intention de porter préjudice à d'autres nations. Tout récemment encore le gouvernement britannique a porté d'un pence par livre à 25 p. c. de sa valeur l'acide prussique (*ferrocynate of potassa*), un des articles assez considérables que la Prusse importe en Angleterre, mais le gouvernement prussien n'a pas eu la pensée d'y voir l'effet de dispositions hostiles contre la Prusse. Par la manière dont ils ont procédé jusqu'à présent, les états de l'union douanière avaient cru s'être acquis le droit incontestable de voir les dispositions de leur tarif jugées avec la même équité par d'autres pays.

Cependant je ne saurais passer sous silence qu'un des principaux argumens qu'a cru devoir employer lord Aberdeen pour prouver les tendances hostiles de l'union

Oesterreichs, Grossbritanniens, Frankreichs und Russlands in den Artikeln, welche den brittischen Handel vorzüglich interessiren, ersehen. Diese Zusammenstellung ergiebt, wo Grossbritannien allenfalls zu klagen Grund haben dürfte. In der That, es könnte wohl die Frage gezogen werden ob es nicht vielleicht längst den Interessen des Zollvereins angemessen gewesen sein würde die brittische Handelsunfreundlichkeit gegen denselben durch die Annahme ähnlicher Zollsätze, wie die der gedachten andern Staaten, zu erwiedern; aber bei der Fortdauer eines solchen Tarifs, wie der des Zollvereins, bloss wegen einzelner Modificationen Klagen zu erheben ohne unparteilich auf sein eigenes System einen Blick zu werfen, ist eine grosse Unbilligkeit. — Jede Regierung kann billiger Weise verlangen, dass man bei Beurtheilung ihrer Maassregeln in Tarifsachen von der Voraussetzung ausgehe, dass sie dazu durch das Interesse ihres eignen Landes bestimmt worden sei. Von diesem Gesichtspunkte aus wurden bei uns auch die neueren Tarifanordnungen Englands betrachtet. So wenig man sich diesseits damit schmeichelte dass die im Jahre 1842 in dem brittischen Tarife vorgenommenen Ermässigungen, über deren Werth ich weiter unten sprechen werde, aus besonderer Freundschaft gegen andere Nationen stattgefunden haben, ebensowenig hat man vorausgesetzt, dass bei demnächst ebenfalls vorgekommenen weiteren wichtigen Veränderungen, wie z. B. der canadischen Kornbill, oder bei Erhöhung einzelner Sätze jenes Tarifs die Absicht vorgewaltet habe andere Nationen damit zu schädigen. Erst ganz neuerlich hat die brittische Regierung den Eingangszoll von einem nicht unwichtigen Artikel der Ausfuhr aus Preussen nach England, dem blausauren Kali (ferrocynate of potassa), von 1 P. pro Pfund auf 25 Procent vom Werthe hinaufgesetzt, ohne dass es der preussischen Regierung eingefallen wäre hierin das Hervortreten einer feindseligen Gesinnung gegen Preussen zu erblicken. Die Zollvereinsstaaten glauben durch ihre ganze bisherige Handlungsweise den unbestreitbaren Anspruch erworben zu haben ihre Tarifanordnungen mit gleicher Billigkeit beurtheilt zu sehen. 1843/44

Indessen darf ich nicht übergehen dass Lord Aberdeen einen ganz besonderen Grund für seine Anschuldigung, dass das Benehmen des Zollvereins feindselig sei,

1843/44 douanière, c'est qu'il oppose l'élévation des droits sur les mousselines de laine qui a eu lieu en 1842 et les négociations de 1843 sur l'imposition des fers, à la libéralité dont la Grande-Bretagne prétend avoir fait preuve en 1842, en modifiant son tarif, et particulièrement à l'égard de la Prusse, en 1843, en accordant pour le commerce indirect aux navires prussiens qui importent des marchandises dans des contrées tierces les mêmes avantages qu'aux navires anglais.

Le résultat qu'on en tire: „Tel était l'état des choses. En 1842, de la part de l'Angleterre, facilités commerciales d'une extension jusqu'alors sans exemple; de la part de l'Allemagne, importantes restrictions commerciales. En 1843, aucunes représailles de la part de l'Angleterre, au contraire, nouvelles concessions; de la part de l'Allemagne, mesures plus hostiles encore, dans le but de restreindre le commerce", est assurément très surprenant, aussi est-il nécessaire que je parle un peu au long de ces mesures libérales.

Et d'abord pour ce qui concerne les modifications faites en 1842 au tarif anglais, les gouvernemens de l'union douanière auraient pu sans doute, supposé qu'ils en eussent été informés assez tôt, discuter la question de savoir si ces modifications étaient de nature à exercer quelque influence sur leurs délibérations au sujet de la prochaine augmentation des droits sur les mousselines de laine dans le cas où cette mesure aurait été dans un rapport quelconque avec le tarif anglais. Mais comme ce n'était pas le cas, que ce changement n'était point dirigé contre la Grande-Bretagne, mais que c'était simplement une rectification conforme au système du tarif, il n'y avait pas la moindre raison de ne pas l'adopter par égard au nouveau tarif anglais. Mais indépendamment de cela, notre gouvernement, et cest là ce qui est le plus important, doit vivement regretter de ne pouvoir aucunement reconnaître que le changement du tarif anglais a pour l'union douanière la valeur que lord Aberdeen semble lui attribuer en préten-

daraus herleiten zu müssen geglaubt hat, dass er die 1843/44
Thatsachen die sich im Zollvereine zugetragen haben, nämlich die veränderte Besteuerung der Mousselines de laine im Jahre 1842 und die Verhandlung über die Eisenzölle im Jahre 1843, der Liberalität gegenüberstellt, welche Grossbritannien im Jahre 1842 durch die Veränderung seines Tarifs geübt und im Jahre 1843 Preussen besonders durch Gleichstellung der preussischen Schiffe bei der Ausfuhr nach dritten Ländern hinsichtlich des sogenannten indirecten Verkehrs mit den englischen Schiffen bewiesen haben soll. Das daraus gezogene Resultat: „So standen die Dinge. Im Jahre 1842 von Seiten Grossbritanniens Maassregeln commercieller Erleichterung in einer Ausdehnung über alle früheren Beispiele hinaus; — von Seiten Deutschlands Maassregeln bedeutender commercieller Beschränkung. Im Jahre 1843 keine Vergeltung von Seiten Englands, vielmehr ein neues Zugeständniss; von Seiten Deutschlands noch entschieden feindseligere Maassregeln in Bezug auf Beschränkung des Handels", klingt allerdings auffallend; umsomehr liegt mir die Pflicht ob über diese Liberalitäten der brittischen Regierung mich näher zu verbreiten. Was zuvörderst die im Jahre 1842 eingetretenen Veränderungen des brittischen Tarifs betrifft, so würden die Regierungen des Zollvereins, vorausgesetzt dass sie früh genug davon benachrichtigt worden wären, allerdings sich haben veranlasst finden können die Frage, ob diesen Veränderungen ein Einfluss auf ihre Berathung wegen der künftigen Verzollung der Mousselines de laine einzuräumen sei, zu erörtern, wenn diese Maassregel in irgend einer Beziehung zu dem englischen Tarif gestanden hätte. Da diess aber nicht der Fall war, die Veränderung keineswegs den Zweck einer gegen England gerichteten Maassregel hatte, sondern bei der Erwägung und Beschlussnahme lediglich als eine dem System des Tarifs entsprechende Rectification erschien, so konnte nicht die entfernteste Veranlassung vorhanden sein sie aus Rücksicht auf den neuen englischen Tarif zu unterlassen. Aber auch davon abgesehen, muss — was das wichtigste ist — unsere Regierung innig bedauern, es keineswegs anerkennen zu können dass die brittischen Terifänderungen irgend von dem Werthe für den Zollverein seien, welchen Lord Aberdeen bezeichnen zu wollen scheint durch die Be-

1843/44 dant qu'aucun état n'en a proportionnement tiré plus d'avantages que l'Allemagne septentrionale. Je ne veux pas examiner jusqu'à quel point cette assertion est exacte pour Hanovre, Oldenbourg et les villes anséatiques; mais pour ce qui concerne l'union douanière, ces mesures n'ont pas eu des effets essentiellement favorables pour son commerce; au contraire, outre que le nouveau tarif anglais n'est pas plus favorable que le précédent à l'importation des produits manufacturés, on peut assurer qu'il n'a apporté aucun avantage à nos articles d'entrepôt. A cet égard je puis encore me référer à l'article précité de l'*Edinburgh-Review*. L'auteur y dit:

„Quoique les mesures de l'administration actuelle aient l'air de vouloir abroger les prohibitions et diminuer les droits sur les matières premières, elles n'ont cependant rien ou presque rien fait à cet égard pour l'agriculture de l'Allemagne; au contraire, le résultat pratique de la nouvelle loi des céréales par rapport aux importations des années 1842 et 1843 est que les droits se trouvent en effet augmentés. En 1842, le droit prélevé sur le froment fut porté de la moyenne de 5 sh. 7 p. que payait le quarter sous l'ancienne loi à 8 sh. 5 p. sous la nouvelle; le droit sur la farine de froment, de 2 sh. à 2 sh. 8 p. pour le quintal; sur l'orge, de 4 sh. 8 p. à 8 sh. 11 p.; et sur le seigle, de 3 sh. 8 p. à 7 sh. En 1843, le plus bas tarif auquel on importait du froment, était de 14 sh. pour le quarter, et nous croyons que la moyenne de ce droit sera d'environ 16 sh. 6 p. Le bill de la dernière session touchant les céréales du Canada a procuré à l'importation du produit des Etats-Unis des facilités moyennant un droit fixe et modéré; mais cette gratification, si charitable qu'en soit le but, n'a été étendue à aucun autre pays étranger. Aussi l'Angleterre a-t-elle maintenu sur le bois de construction de l'Allemagne d'énormes droits différentiels, prélevant 55 sh. sur cet article au lieu de 10 sh. que payaient nos bois coloniaux. Sans doute, le montant véritable de ces droits fut diminué par le tarif de 1842, mais la proportion en est toujours de 50 à 100 p. c. de la valeur pour les bois étrangers; elle est moins équitable que jamais entre les droits sur l'article étranger et celui des colonies, un load de bois de

hauptung, dass kein Staat davon verhältnissmässig grö- 1843/44
ssern Vortheil für seinen Handelsverkehr habe als gerade Norddeutschland. Ich kann dahin gestellt sein lassen, inwieweit diese Behauptung in Bezug auf Hannover, Oldenburg und die Hansestädte richtig sei; was aber den Zollverein anlangt, so sind besonders günstige Wirkungen jener Maassregeln für den Handelsverkehr desselben nicht wahrzunehmen gewesen; im Gegentheil lässt sich behaupten dass — ganz abgesehen davon dass der neue englische Tarif der Einfuhr von Manufacturwaaren wenig oder gar nicht günstiger als der vorige ist — derselbe unsern Stapelartikeln keineswegs Vortheil gebracht hat. Auch in dieser Beziehung kann ich mich auf die eben erwähnte Abhandlung des Edinburgh-Review berufen. Der Verfasser sagt: „Obgleich die Maassregeln der jetzigen Verwaltung den Grundsatz an der Stirne tragen, sie wollen die Verbote aufheben und die Zölle auf Rohstoffe ermässigen, so haben sie doch in dieser Hinsicht wenig oder nichts für den Ackerbau Deutschlands gethan; im Gegentheil das praktische Ergebniss des neuen Korngesetzes hinsichtlich der Einfuhren der Jahre 1842 und 1843 ist dass die Abgaben wirklich sich erhöht finden. Im Jahre 1842 stieg die Abgabe auf Weizen von dem Durchschnitt von 5 Sh. 7 P. vom Quarter unter dem alten Gesetze, auf 8 Sh. 5 P. unter dem neuen; auf Weizenmehl von 2 Sh. auf 2 Sh. 8 P. vom Centner; auf Gerste von 4 Sh. 8 P. auf 8 Sh. 11 P.; und auf Roggen von 3 Sh. 8 P auf 7 Sh. Im Jahre 1843 war der niedrigste Zollsatz, zu welchem Weizen eingeführt wurde, 14 Sh. vom Quarter, und die Durchschnittsabgabe wird, wie wir glauben, sich auf etwa 16 Sh. 6 P. stellen. Die canadische Kornbill der letzten Session hat der Einfuhr des Erzeugnisses der vereinigten Staaten unter einem mässigen festen Zolle Erleichterungen gewährt; aber dieses Geschenk, so wohlthätig sein Endzweck auch sein mag, ward auf kein anderes fremdes Land ausgedehnt. Auch hat England lange auf deutsches Bauholz ungeheure Differentialzölle beibehalten, indem es dasselbe 55 Sh. entrichten liess gegen je 10 Sh., welche von unserm Colonialholze erhoben wurden. Der wirkliche Abgabenbetrag ward zwar durch den Tarif von 1842 ermässigt, aber das Abgabenverhältniss stellt sich bei fremdem Holze noch immer auf wenigstens 50 bis 100 Proc. vom Werthe,

1843/44 construction de la Baltique étant actuellement imposé à 25 sh., pendant que la même quantité de bois de construction du Canada ne paie que 1 sh. De plus, nous chargeons de droits onéreux le beurre et le fromage étrangers, qui, non moins que la viande et d'autres comestibles, paient des droits différentiels quatre fois plus forts que le produit de nos colonies. C'est ainsi que nous prélevons sur les laines allemandes un droit différentiel de 5 à 10 p. c., au lieu que la laine de nos colonies océaniennes, qui gagne rapidement du terrain sur le marché anglais, entre sans rien payer. Nos droits sur diverses branches de manufactures allemandes, comme par exemple sur le lin et la soie, ne sont rien moins que modiques; ceux sur la soie doivent à la vérité consister en 30 p. c. de la valeur; mais comme les employés aux douanes sont libres de faire payer selon le poids, ces droits se montent en réalité à 70 p. c.; on en peut dire autant par rapport aux velours mi-partis de soie et de coton, qui à Londres paient plus de 70 p. c. de leur valeur: procédé qui nous semble impossible à justifier, lors même qu'on voudrait en cela user de représailles envers l'union douanière qui a augmenté les droits sur les mousselines de laine."

A un autre endroit il est dit:

„Les tarifs élevés sur nos tissus de coton et de laine ne datent pas de l'union douanière actuelle. Il y a environ 30 ans qu'ils étaient établis dans les états allemands, et depuis 1833 ils ont été réduits pour quelques articles. Il est vrai que nous sommes menacés d'une augmentation de droits de 6 sh. sur le fil de coton et d'un nouvel impôt de 1 sh. par quintal sur le fer brut; il est vrai aussi que le droit sur les mousselines de laine a été augmenté récemment de 40 pour cent. Mais il ne l'est pas moins que quand le blé étranger est à un prix moyen au-dessous de 51 sh., nous l'imposons à 20 sh. par quarter, ce qui fait 40 à 50 pour cent de sa valeur; qu'enfin nous faisons subir aux fabricats étrangers de soie ou mi-partis de soie et de coton une charge de 60 à 80 pour cent. On ne saurait davantage disconvenir que les nations étrangères n'aient à se plaindre de nos

und das Missverhältniss zwischen den Abgaben von dem 1843/44
fremden und dem Colonialartikel ist grösser als je, da ein Load baltischen Bauholzes jetzt mit 25 Sh. belastet ist, während dieselbe Quantität canadischen Bauholzes nur 1 Sh. zahlt. Ferner legen wir schwere Zölle auf fremde Butter und Käse, welche ebensowohl als Fleisch und andere Lebensmittel differentiell und viermal höher als das Erzeugniss unserer Colonien belastet sind. Wir belasten auch die deutsche Wolle mit einem Differentialzoll von 5 bis 10 Proc., während die Wolle unserer australischen Colonien, welche schnell auf dem englischen Markte Boden gewinnt, zollfrei zugelassen wird. Unsere Zölle auf verschiedene Zweige deutscher Manufactur, wie z. B. auf Leinen und Seide, sind nichts weniger als mässig; diejenigen auf Seide sollen zwar in 30 Proc. des Werthes bestehen; da aber die Zollbeamten nach ihrer Wahl den Zoll nach dem Gewichte erheben dürfen, so wird derselbe in der Ausführung auf 70 Proc. gesteigert; dasselbe ist der Fall hinsichtlich der aus Seide und Baumwolle gemischten Sammete, welche in London mit mehr als 70 Proc. vom Werthe belastet werden — ein Verfahren welches wie uns dünkt nicht gerechtfertigt werden kann, selbst wenn man damit eine Vergeltung der im Zollverein eingetretenen Zollerhöhung auf Mousselines de laine beabsichtigen sollte."

An einer anderen Stelle heisst es:

„Die hohen Abgabensätze auf unsere Baumwollen- und Wollenwaaren sind nicht mit dem jetzigen Zollverein entstanden. Sie waren in den deutschen Staaten vor etwa 30 Jahren aufgelegt, und sind seit dem Jahre 1833 bei einigen Artikeln herabgesetzt worden. Es ist wahr, wir sind mit einer Zollerhöhung auf Baumwollengarn von 6 Sh. und mit einer neuen Abgabe auf Roheisen von 1 Sh. vom Centner bedroht; es ist auch wahr dass die Abgabe von Mousselines de laine neuerlich um 40 Proc. hinaufgesetzt worden ist. Aber es ist ebenso unläugbar, dass wir den fremden Weizen, wenn der Durchschnittspreis unter 51 Sh. steht, mit 20 Sh. vom Quarter, was 40 bis 50 Proc. vom Werthe beträgt, besteuern; dass wir fremde Fabricate aus Seide oder aus Seide und Baumwolle gemischt mit 60 bis 80 Proc. belasten. Eben so wenig kann in Abrede gestellt werden, dass die fremden Nationen Ursache haben über

1843 échelles mobiles, de nos droits différentiels et de nos lois de navigation."

Ne croyant pas devoir rien ajouter à ce jugement très exact et parfaitement d'accord avec les convictions de notre gouvernement, pour réduire à leur juste valeur, à la valeur qu'elles ont pour l'union douanière, les réductions de droits, vantées comme étant sans exemple, du nouveau tarif britannique, je passe à la seconde concession que lord Aberdeen loue son gouvernement d'avoir faite, et qui consiste à ne faire nulle différence entre vaisseaux prussiens et anglais touchant l'exportation dans le commerce indirect. Sans doute il entend dire par là qu'enfin l'on a eu égard à la plainte portée par nous nombre d'années de suite par rapport à ce que, contrairement à notre traité avec la Grande-Bretagne du 2 avril 1824, les navires prussiens devaient payer pour les charbons qu'ils transportaient des ports britanniques dans ceux d'états tiers, des droits d'exportation qui n'étaient pas perçus des navires anglais se trouvant en cas pareil. Si nous sommes bien informé, les avocats de la couronne de S. M. britannique, invités enfin à donner leur avis au sujet de notre plainte, ont reconnu que le gouvernement de la Grande-Bretagne, par la manière dont est conçu le traité réciproque de 1824, n'a point le droit d'imposer les vaisseaux prussiens plus que les siens propres, non plus par conséquent dans le cas dont nous parlons, pour quelque lieu que soit destinée la cargaison; mais on trouva en même tems que, comme il s'agissait de supprimer un impôt fixé par acte du parlement, il fallait qu'on produisît une requête particulière pour légitimer ce cas, et que la même mesure devait s'étendre à la Russie, vu que le traité de réciprocité qui venait d'être récemment conclu avec cet état, se trouvait littéralement d'accord avec celui passé en 1824 avec la Prusse. En harmonie avec cela, la trésorerie adressa aux chefs des douanes une ordonnance en date du 30 juin de l'an passé, pour mettre déjà préalablement les navires prussien et russes sur le même pied que les navires anglais touchant l'exportation de charbons dans des pays tiers; on y lit au préambule.

„Je suis chargé par les lords de la trésorerie de vous

unsere gleitenden Scalen, Differentialzölle und Schiff- 1843/44
fahrtsgesetze sich zu beschweren."

Indem ich diesem sehr richtigen, mit der Ueberzeugung der diesseitigen Regierung vollkommen übereinstimmenden Urtheile nichts weiter beifügen zu müssen glaube, um die als beispiellos gerühmten Zollerleichterungen des neuen brittischen Tarifs auf ihren wahren Werth, den Werth den sie für den Zollverein haben, zurückzuführen, komme ich nun zu dem zweiten Zugeständniss, das Lord Aberdeen seiner Regierung nachrühmt, nämlich zu der Gleichstellung der preussischen Schiffe mit den englischen bei der Ausfuhr im indirecten Verkehr. Ohne Zweifel versteht er darunter die endliche Berücksichtigung der von uns eine Reihe von Jahren hindurch geführten Beschwerde dass, in Widerspruch mit unserm Vertrage mit Grossbritannien vom 2. April 1824, preussische Schiffe von den Kohlen, welche sie aus brittischen Häfen nach den Häfen dritter Staaten führten, eine Ausfuhrabgabe zu entrichten hatten, welche von den im gleichen Fall befindlichen englischen Schiffen nicht erhoben ward. Sind wir recht unterrichtet, so haben die Kronanwälte Ihrer brittischen Majestät, als ihnen endlich unsere Beschwerde zur Begutachtung vorgelegt wurde, anerkannt, dass die brittische Regierung durch die Fassung des Gegenseitigkeitsvertrags von 1824 verpflichtet sei von den preussischen Schiffen keine höhern Abgaben zu fordern als von brittischen, also auch in dem fraglichen Fall ohne Unterschied des Bestimmungsortes der Ladung; zugleich fand man aber dass, da es sich um die Aufhebung einer durch Parlamentsacte festgestellten Abgabe handle, eine besondere Bitte eingebracht werden müsse, um diesen Fall gesetzlich zu machen, und dass dieselbe Maassregel auch auf Russland ausgedehnt werden müsse, da der neuerlich mit diesem Staate abgeschlossene Reciprocitätsvertrag nach dem Wortlaute des im Jahr 1824 mit Preussen eingegangenen abgefasst sei. Ueberein damit stimmt die Weisung, welche das Schatzkammeramt unterm 30 Jun. v. J. an die Zollbehörden erliess, um die preussischen und russischen Schiffe schon vorläufig den englischen Schiffen bei der Kohlenausfuhr nach dritten Ländern gleich zu stellen und in deren Eingang gesagt ist: „Ich bin von den Lords Ihrer Majestät Schatzkammer beauftragt Sie in Kenntniss zu setzen, wie von den Lords der Geh.

1843/44 faire savoir, ainsi qu'ils l'ont représenté au comité du conseil privé pour le commerce, qu'il est en contradiction avec les termes du traité conclu entre la Grande-Bretagne et la Russie, que des charbons exportés du royaume-uni sur des navires russes dans les pays étrangers autres que la Russie paient des droits d'exportation autres ou plus élevés que si l'exportation se faisait sur un vaisseau britannique, etc." Le gouvernement prussien reconnaît volontiers qu'en ce point, quoique tard, le gouvernement britannique lui a rendu enfin justice, une justice que dans le cas inverse il n'aurait pas renvoyée si longtems; mais il n'a aucune raison de faire regarder comme une concession de sa part ce qui n'est que le juste accomplissement d'une obligation contractée.

Un autre point de la dépêche de lord Aberdeen que je ne puis passer sous silence, le voici: Selon un rapport du comte Westmoreland, le gouvernemeut britannique croit pouvoir admettre que la Prusse justifie la mesure qu'elle se propose par rapport au fer brut, par le refus du gouvernement britannique de satisfaire à sa demande tendant à ce que les droits d'importation sur le velours soient considérablement réduits. Je me rapelle fort bien avoir parlé à diverses reprises au comte Westmoreland des plaintes qu'élèvent nos fabricans de soie au sujet des droits énormes que l'Angleterre prélève sur cette marchandise, mais s'il a supposé que ces plaintes sont pour quelque chose dans la question relative à un impôt sur le fer, je ne puis attribuer cela qu'à un malentendu. Cependant je ne crois pas devoir négliger cette occasion de rendre encore une fois le comte Aberdeen attentif à l'injustice qu'il y a à imposer les velours, et surtout nos demi-velours. Le droit perçu en Angleterre sur cet article est de 22 sh. par livre, soit de 100 liv. st. par quintal, droit qui dépasse sept fois le taux le plus élevé que l'union douanière prélève sur un article quelconque. La charge qui, par conséquent, pesait sur les velours faits de soie et de coton, était expressément ordonnée par un précédent décret. (Min. Com. Cus., 1er mai 1830.)

„Ces droits seront prélevés sur tous les velours, mêlés de coton ou d'autre chose. Des étoffes autres que

Raths-Committee für Handel vorgestellt worden ist, es 1843/44
stehe in Widerspruch mit den Worten des zwischen Grossbritannien und Russland abgeschlossenen Vertrags, dass Kohlen bei der Ausfuhr aus dem vereinigten Königreich auf russischen Schiffen nach andern fremden Ländern als nach Russland mit andern oder höhern Ausfuhrzöllen belegt worden, als wenn die Ausfuhr auf einem brittischen Schiffe erfolgt etc." Die preussische Regierung erkennt gern an, dass ihr in diesem Punkte, wenn gleich spät, endlich von der brittischen Regierung Gerechtigkeit widerfahren ist — eine Gerechtigkeit, mit welcher sie im umgekehrten Fall nicht so lange gezögert haben würde; sie kann aber einen Act gerechter Erfüllung einer vertragsmässigen Verpflichtung sich unmöglich als ein besonderes Zugeständniss anrechnen lassen. — Noch einen besondern Punkt der Depesche Lord Aberdeens darf ich nicht mit Stillschweigen übergehen, nämlich dass die brittische Regierung nach einem Berichte des Grafen Westmoreland annehmen zu dürfen glaubt, Preussen rechtfertige die wegen des Roheisens beabsichtigte Maassregel durch die Weigerung der brittischen Regierung auf seine Forderung einer erheblichen Ermässigung des auf Sammet liegenden brittischen Eingangszolls einzugehen. Ich erinnere mich zwar recht gut mit dem Grafen Westmoreland wiederholt von den Beschwerden unserer Seidenfabricanten über die ungeheuern englischen Seidenzölle gesprochen zu haben, muss es aber einem Missverständniss zuschreiben, wenn derselbe vorausgesetzt hat, dass die Frage über die Besteuerung des Eisens im Zollverein irgend mit diesen Beschwerden in Zusammenhang stehe. Ich glaube indess nicht unterlassen zu dürfen bei dieser Gelegenheit den Grafen Aberdeen noch einmal auf das Unbillige der Besteuerung der Sammete, besonders der diesseitigen Halbsammete aufmerksam zu machen. Der englische Zoll von diesem Artikel beträgt 22 Sh. vom Pfd., also 100 Pf. St. vom Centner — ein Zoll, der den höchsten Zoll des Zollvereins auf irgend einen Artikel um das Siebenfache übersteigt. Der besondere Druck, welcher hiedurch auf den von Seide und Baumwolle gefertigten Velötins haftete, war durch eine frühere Verordnung ausdrücklich vorgeschrieben. (Min. Com. Cus. 1 Mai 1830). „Diese Zölle sollen von allen Sammeten, mit Baumwolle oder

1843/44 les velours, où il entre pour plus de la moitié de coton et d'autres élémens que de la soie, ne seront point regardés comme soieries ni traitées conformément aux dispositions existantes pour les soieries, mais seront affectées d'un droit de 20 p. c. ad valorem, en tant que ce sont des fabricats sans désignation propre."

Cette disposition pernicieuse, dont le but était d'empêcher que les demi-velours qui sont proportionnellement à meilleur marché, pussent jouir du faible avantage de ne payer que 30 p. c. ad valorem, a été suivie d'une autre (Min. Com. Cus. 19 déc. 1831), qui semblait abolir l'injustice des précédentes. Voici ce qu'on y lit:

„Sur une représentation de Howelland James au sujet des droits que paient certains articles de soie et de laine, les lords de la trésorerie ont exprimé cet avis, que dans tous les cas où les droits prélevés selon le poids sur des artilces mêlés dépasseraient évidemment le 30 p., à cause du poids de la laine ou d'un autre élément à part la soie, il serait convenable de prélever le droit sur cet article selon la valeur."

Néanmoins on ne nous accorde pas de payer au 30 p. c. selon la valeur les velours mi-partis de soie et de coton, qui seuls peuvent entrer de la Prusse en Angleterre; au contraire, on exige un paiement au poids qui en réalité se monte à 80 p. c. et plus de la valeur, tandis que la France jouit du privilège d'importer en Angleterre tous ses articles mi-partis de soie pour le droit de valeur, conformément à la dernière disposition citée. Nous ne cesserons de regarder comme fort peu amical ce procédé que le passage cité plus haut de l'article de l'*Edinburgh-Review* désigne comme injustifiable, et d'en attendre le changement de l'équité du gouvernement britannique.

En terminant, je prie V. S. de faire observer au comte Aberdeen, relativement à ce que les griefs de sa dépêche sont particulièrement dirigés contre la Prusse, que dans l'union douanière c'est la communauté de ses membres qui décide les changemens de tarifs, et que la Prusse, de même que chacun des autres membres, n'y a

anderweit gemischt, erhoben werden. Andere als 18$\frac{43}{44}$
Sammetwaaren, welche mehr als zur Hälfte aus Baumwolle und andern Bestandtheilen als Seide zusammengesetzt sind, sollen nicht als Seidenfabricate angesehen und nicht nach den für die Seidenwaaren geltenden Bestimmungen behandelt, sondern mit einem Zolle von 20 Proc. ad valorem als Fabricate, die nicht anderweit aufgezählt oder bezeichnet sind, belegt werden." Auf diese nachtheilige Bestimmung, welche bezweckte die verhältnissmässig wohlfeilern Halbsammete des geringen Vortheils mit 30 Proc. ad valorem besteuert zu werden nicht geniessen zu lassen, ist eine spätere gefolgt (Min. Com. Cus. 19 Dec. 1831), welche die Unbilligkeit der frühern aufzuheben schien. Es heisst darin: „Auf eine Vorstellung von Howelland James in Betreff der Zölle von einigen Artikeln von Seide und Wolle haben die Lords der Schatzkammer ihre Meinung dahin abgegeben, dass in allen Fällen wo die Zölle nach dem Gewicht auf gemischte Artikel offenbar 30 Proc. übersteigen würden, sei es wegen des Gewichts der Wolle oder eines andern Bestandtheils ausser der Seide, es angemessen wäre den Zoll von dem Artikel nach dem Werthe zu erheben." Dennoch wird uns nicht gestattet die aus Seide und Baumwolle gemischten Sammete welche allein aus Preussen nach England eingeführt werden können, nach dem Werthe mit 30 Proc. zu verzollen, vielmehr wird eine in Wahrheit 80 und mehr Procente des Werthes betragende Verzollung nach dem Gewichte verlangt, während Frankreich des Vorzugs geniesst nach der zuletzt angeführten Bestimmung, alle seine halbseidenen Waaren zu dem Werthzoll in England einführen zu dürfen. Wir werden nicht aufhören dieses Verfahren, welches die obenangeführte Stelle der Abhandlung im Edinburgh-Review als unverantwortlich bezeichnet, für äusserst unfreundlich zu halten und von der Billigkeit der brittischen Regierung eine Abänderung desselben zu erwarten.

Zum Schlusse ersuche ich Euer etc. noch ergebenst dem Grafen Aberdeen, in Beziehung darauf dass die Beschwerden in seiner Depesche vorzugsweise gegen Preussen gerichtet sind, bemerklich machen zu wollen, dass im Zollverein die Gemeinschaft der Glieder desselben es ist welche die Zollveränderungen bestimmt, und dass Preussen dabei gleich jedem andern Mitgliede

1843/44 qu'une voix, qu'enfin elle n'a jamais non plus désiré que le poids de son suffrage l'emportât dans la décision. Attendu que tout changement de tarif ne peut être introduit qu'à l'unanimité des suffrages, et qu'en raison de la différence des rapports dans les divers états de l'union tous les intérêts de la production directe, de l'industrie et du commerce sont représentés en même tems que ceux des consommateurs, cela même renferme la garantie que l'union ne se livrera jamais à un odieux système prohibitif, non plus qu'aucun de ses membres ne pourrait se refuser, par simple égard pour d'autres gouvernemens, à appuyer les mesures de tarif, qui, d'après sa sérieuse conviction, seraient nécessitées par les circonstances. Lorsque l'union douanière fut instituée, on nourrit pendant longtems en Angleterre des craintes sur ses motifs, dont, à ce que nous croyons, la nullité de fondement est devenue assez patente. Espérons qu'une réflexion calme et impartiale triomphera aussi des opinions exprimées dans la dépêche de lord Aberdeen.

Berlin, 19 mars 1844.

Signe: Bulow.

nur Eine Stimme besitzt, auch nie ein entscheidendes 1843/44
Gewicht in der Beschlussnahme begehrt hat. Da jede Tarifveränderung nur mit Einhelligkeit der Stimmen eingeführt werden kann und bei der Verschiedenheit der Verhältnisse in den einzelnen Vereinsstaaten alle Interessen der Urproduction, der Industrie und des Handels neben denen der Consumenten vertreten werden, so liegt schon hierin die Bürgschaft dass der Verein sich nie einem verwerflichen Verbotsystem hingeben werde, so wenig auch jedes einzelne Mitglied desselben bloss aus Rücksicht für andere Regierungen es sich würde versagen können diejenigen Tarifmaassregeln zu unterstützen welche nach seiner gewissenhaften Ueberzeugung durch die Verhältnisse gefordert werden möchten. Als der Zollverein gegründet wurde, hegte man in England lange Zeit hindurch über die Endziele desselben Besorgnisse, die wie wir glauben, sich als ungegründet erwiesen haben. Wir wollen hoffen dass eine unpartheiische und ruhige Erwägung auch über die Ansichten welche in Lord Aberdeens Depesche ausgesprochen sind, den Sieg davon tragen werde.

Berlin, 19 März 1844.

(Gez.) Bülow.

An den k. preuss. ausserord. Gesandten etc. Hrn. Dr. Bunsen Hochwohlgeboren in London.

Tableau comparatif du tarif de l'union douanière allemande a les tarifs de l'Autriche, de la Grande-Bretagne, de la France et la Russie, par rapport aux articles qui intéressent particulièrem

ARTICLES DE MARCHANDISE.		PRUSSE.	AUTRICHE.	GRANDE-BRETAGNE.
		Ecus. Silb. Ds.	Ecus. Silb. Ds.	Ecus. Silbg. Ds.
Canelle et casse,	le quintal de 50 kil.	6 15 —	92 19 5	18 15 6
Noix de muscade,	— —	6 15 —	24 21 2	128 18 10
Fleur de Muscade,	— —	6 15 —	24 21 2	92 10 9
Clous de girofle, piment et poivre	— —	6 15 —	12 15 —	18 5 6 pour cloux de rofle et poi 1 19 2 pour piment
Cacao,	— —	6 15 —	6 7 6	12 10 4
Café,	— —	6 15 —	13 3 9	24 20 8
Sucre non raffiné,	— —	5 — —	4 20 7	21 5 6
Sucre raffiné,	— —	10 — —	11 7 6	44 10 1 sucre raff. l 56 14 6 — b
Thé,	— —	11 — —	55 14 7	77 4 9
Tabac en feuilles,	— —	5 15 —	9 11 3	111 3 4
Indigo	— —	— 15 —	4 20 7	— 19 8
Eau-de-vie ordinaire,	— —	8 — —	3 3 9	64 14 2
Arrak, rum, liqueur,	— —	8 — —	8 10 —	85 14 3 à l'except. du
Bière en bouteille,	— —	8 — —	3 3 9	5 14 3
— tonneau,	— —	2 15 —	— 26 6	85 14 3
Fer brut,	— —	Franc.	1 15 —	— 2 4

commerce anglais, auquel tableau se réfère M. le baron de Bulow, inistre des affaires étrangères à Berlin, dans sa note adressée à nvoyé de Prusse à Londres.

FRANCE.				RUSSIE.			
us.	Silbg.	Ds		Ecus.	Silb.	Ds.	
9	20	4	importé dans des navires français.	32	24	4	
4	20	—	imp. dans des nav. étrang. ou p. terre.				
4	10	4	imp. dans des navires français.	59	1	10	
9	—	4	imp. dans des nav. étrang. ou p. terre.				
6	20	—	imp. dans des navires français.	65	18	9	
8	20	—	imp. dans des nav. étrang. ou p. terre.				
6	12	—	pour cl. d. g. imp. dans des navires français.	10	15	—	p. poivre entier
				12	7	11	pour poivre en poudre.
4	—	—	pour cl. d. g. imp. dans des navires étrangers ou par terre.	50	25	—	pour clous de girofle.
3	6	—	pour piment imp. dans des navires français.				
6	26	—	pour piment imp. dans des navires étrangers ou par terre.				
1	22	—	pour poivre imp. dans des navires français.				
5	12	—	pour poivre imp. dans des navires étrangers ou par terre.				
8	22	—	imp. dans des navires français.	20	10	3	
5	12	—	imp. dans des nav. étrang. ou p. terre.				
3	28	—	imp. dans des navires français.	20	5	4	
5	12	—	imp. dans des nav. étrang. ou p. terre.				
9	16	—	imp. dans des navires français.	12	14	—	
2	14	—	imp. dans des nav. étrang. ou p. terre.				
			Prohibé	Prohibé.			
3	10	—	imp. dans des navires français.	Prohibé.			
8	—	—	imp. dans des nav. étrang. ou p. terre.				
			Prohibé au profit de la régie.	19	20	7	
7	10	—	imp. direct. dans des navir. français.	19	—	11	
8	20	—	imp. direct. dans des nav. étrang. ou par terre.				
9	10	—	pour l'import. indirecte dans des navires français.				
8	20	—	pour l'import. indirecte dans des navires étrang. ou par terre.				
			Prohibé.	Prohibé.			
2	11	9		Prohibé à quelques faibles modifications près, par exemple le rum qui entre dans certain cas en payant			
				31	8	3	
–	20	1		Prohibé.			
–	20	1		Prohibé.			
1	—	4		3	11	4	par terre
				Prohibé par mer			

ARTICLES DE MARCHANDISE.	PRUSSE.	AUTRICHE.	GRANDE-BRETAGNE
	Ecus. Silb. Ds.	Ecus. Silb. Ds.	Ecus. Silb. Ds.
Fer battu, en barre, etc. — —	1 — —	3 22 6	— 15 —
Acier fondu et raffiné, — —	1 — —	2 5 7	— 15 — ce fo
Ouvrages en fer fondu, grossiers, —	1 — —	3 11 2	15 p. c. de la valeur
— battu, grossiers, —	6 — —	7 15 —	15 — —
Ouvrages en fer fin, — —	10 — —	37 15 —	15 — —
Fil de fer, — —	4 — —	7 15 —	15 — —
Fer en tôle, noir, — —	3 — —	6 — —	— — —
— blanc, — —	4 — —	9 11 3	— 25 1
Ouvrages en cuivre, — —	10 — —	24 14 4	15 p. c. de la valeur
— — jaune, — —	10 — —	37 15 —	15 p. c. —
— en étain, grossiers — —	2 — —	33 22 6	
— — fins, vernis — —	10 — —		15 p. c. —
Salpêtre dépuré — —	— 5 —	2 1 3	— 4 11
— non dépuré — —	— 5 —	5 18 9	
Verre blanc, concave, non poli —	3 — —	4 5 —	10 13 7 et de plus 34 19 6 pour l'accise
— poli — —	6 — —	12 15 —	30 p. c. de la valeur et de p 6 12 — accise
Soieries, — —	110 — —	617 19 —	407 12 2 ou 25 p. c. d valeur p. la soierie uni 555 16 8 ou 30 p. c. la valeur p. la soierie faç
Demi-soieries, — —	55 — —	222 10 7	30 p. c. de la valeur ou p les produits européen 407 12 2
Coton, — —	franc	1 1 3	— 28 8
Fil de coton écru, — —	2 — —	9 11 3	10 p. c. de la valeur
— teint, — —	8 — —	18 22 —	

FRANCE.				RUSSIE.
as.	Silb.	Ds.		Ecus. Silb. Ds.
4	7	—	imp. dans des navires français.	4 15 10 par terre
4	19	8	imp. dans des nav. étrang. ou par terre.	Prohibé par mer
8	24	—	imp. dans des navires français.	4 3 —
9	18	2	imp. dans des nav. étrang. ou par terre.	
7	18	—	imp. dans des navires français.	
8	25	4	imp. dans des nav. étrang. ou par terre.	
			Prohibé.	4 15 10 par terre.
				Prohibé par mer
			Prohibé.	11 24 4
			Prohibé.	Prohibé, à l'exception de quelques cas, où le quintal paie.
				787 16 4
8	24	—	imp. dans des nav. français.	5 27 2
9	18	2	imp. dans des nav. étrang. ou par terre.	
5	26	—	imp. dans des navires français.	
6	13	—	imp. dans des nav. étrang. ou par terre.	11 24 4
0	8	—	imp. dans des navires français.	
1	4	4	imp. dans des nav. étrang. ou par terre.	
			Prohibé.	22 19 2
			Prohibé.	22 19 2
8	24	—	imp. dans des navires français.	39 11 3
9	12	2	imp. dans des nav. étrang. ou par terre.	
			Prohibé.	
2	6	—	imp. des pays hors d'Europe dans des navires français.	Prohibé.
3	20	—	imp. des pays hors d'Europe dans des navires étrang. ou par terre.	
2	28	—	imp. d'ailleurs dans des navires français.	5 27 2
3	20	—	imp. d'ailleurs dans des navires étrangers ou par terre.	
14	—	—	imp. dans des navires français.	59 1 10
18	12	—	imp. dans des nav. étrang. ou par terre.	
			Prohibé.	sans garniture, franc.
				26 2 7 avec garniture.
34	20	—	jusqu'à 454 20 imp. dans des nav. français.	Les soieries et demi-soieries qui ne sont pas prohibées paient de
58	21	—	jusqu'à 500 4 imp. d. des nav. étr. etc.	
				656 8 7 jusqu'à
90	20	—	imp. dans des navires français.	3281 12 11
09	22	—	imp. dans des nav. étrang. ou par terre.	
2	28	—	imp. dans des navires français.	— 24 7
5	4	—	imp. dans des nav. étrang. ou par terre.	
			Prohibé en partie, du reste payant	21 9 10
02	20	—	imp. dans des navires français.	
12	28	—	imp. dans des nav. étrang. ou par terre.	
				26 7 8
				49 26 3 pour fil rouge de turquin.

ARTICLES DE MARCHANDISE.	PRUSSE.	AUTRICHE.	GRANDE-BRETAGNE.
	Ecus. Silb. Ds.	Ecus. Silb. Ds.	Ecus. Silb. Ds.
Marchandises de coton uni — —	50 — —	308 24 —	10 p. c. de la valeur
— — avec dessin —	50 — —	741 5 3	20 p. c. de la valeur
Laine crue — —	franc	— 9 4	1 16 3 à 3 2 7
Fil de laine — —	8 — —	3 3 9	18 15 6
Marchandises de laine, — —	30 — —	222 10 7	15 à 20 p. c. de la val
Lin, fil écru — —	— 5 —	— 15 7	— 9 10
Toile écrue, non apprêtée, — —	2 — —	25 22 —	
— blanche, teinte, imprimée —	11 — —	185 8 9	15 p. c. de la valeur
Marchandises de cuir ou peau, grossières	10 — —	9 11 3	3 — — jusqu'à 9 15 pour bottes et souli
— — fines — —	22 — —	25 — —	— 23 4 jusqu'à 1 15 pour gants du reste 15 p. c. de la vale
Savon ordinaire blanc — —	3 10 —	2 15 —	10 — 5 p. le savon c 6 22 — p. le savon m
Chandelle de suif	4 — —	4 5 —	3 8 5
— de cire — —	4 — —	17 21 3	12 10 4

FRANCE.	RUSSIE.
Silb. Ds.	Ecus. Silb. Ds.
Prohibè.	Prohibé en grande partie.
Prohibé.	Celles dont l'entrée est permise paient de 108 28 3 jusqu'à. 1240 11 6
30 p. c. de la valeur, imp. dans des navires français ou par terre.	6 7 —
32 p. c. de la val. imp. dans des nav. étr.	56 18 1
Prohibé, à l'exception du cordonnet, lequel paie.	
20 — imp. dans des navires français, et.	
28 — imp. dans des nav. étrang. ou par terre.	Prohibé en grande partie.
Prohibé.	Celles dont l'entrée est permise paient 157 15 3 jusqu'à 1968 25 11 15 22 6
17 2 jusqu'à 18 10 imp. dans des navires français.	
3 10 jusqu'à 19 20 9 imp. dans des nav. étrang. ou par terre.	
24 — jusqu'à 68 14 9	Les toiles imprimées sont prohibées; pour les autres elles payent
6 — jusqu'à 119 24 9	78 22 7 jusqu'à 1207 16 1
Prohib2.	Les ouvrages de cuir sont prohibés.
Prohibé.	16 12 2
Prohibé.	Prohibé.
20 — imp. dans des navires français.	
1 — imp. dans des nav. étrang. ou par terre.	32 24 4
10 — jusqu'à 12 14 pour cire brune	
2 — jusqu'à 18 7 5 pour cire blanche	

2.

Pièces relatives à l'occupation des Isles de la société (Taïti) dans l'Oceanie par la France. Novembre 1843—*Septembre* 1844.

I.

Rapport de l'Amiral Dupetit-Thouars à son arrivée à Taïti au Ministre de la marine à Paris.

„Taïti, le 3 novembre 1843.

A mon arrivée ici, le 1er, j'ai fait parvenir à la Reine et aux grands chefs la lettre que je joins ici, par laquelle je leur annonce l'acceptation du protectorat et la ratification donnée par le Roi au traité du 9 septembre 1842.

Le 3. ayant reconnu que la Reine était toujours malavisée et faisait de l'opposition en hissant un pavillon qu'elle disait avoir reçu de la Reine d'Angleterre, ne pouvant plus tolérer tant d'actes provocateurs et insultans pour notre considération nationale et voulant mettre un terme à tant de tergiversations, j'ai pris, en conformité de nos droits de souveraineté extérieure, la décision que je lui ai adressée, en vertu de laquelle je placerai le pavillon de France successivement sur tous les points de défense et de protection des îles de la Société.

Je suis, etc. Signé: Dupetit-Thouars.

La question qui se rapporte au pavillon n'est que la consequence, vous le voyez, des faits provocateurs qui se produisaient depuis quatorze mois.

Permettez-moi, à cet égard, à defaut de documens officiels, de faire usage d'une correspondance publiée dans un journal qui a la confiance du gouvernement; voici ce qu'on lit dans une lettre de M. Gosse, publiée dans le *Journal des Débats:*

Quelques jours s'étaient à peine écoulés depuis l'arrivée du consul et du commodore anglais, que le drapeau du protectorat avait disparu de la maison assez élégante et assez confortable qu'on apelle palais de la Reine. Pomaré

s'empressa de lui substituer un pavillon assez bizarre 1843/44
que lui donna le commandant de la *Vindictive*. Le commodore Nicholas voulut faire plus; il débarqua des canons et essaya de les placer en batterie dans les positions propres à défendre l'entrée de la rade.

La France n'avait alors à Papeïti qu'une seule corvette de 24. Mais le commandant de la *Boussole*, et après lui celui de *l'Embuscade*, adressèrent au capitaine anglais des représentations si energiques que celui-ci se décida à renoncer à des tentatives aussi decidément hostiles contre une nation amie, et reprit ses canons. Deux mois durant cependant, le commodore Nicholas resta sur rade, ne laissant échapper aucune occasion de traiter avec dérision le protectorat français, et de vexer le gouvernement provisoire institué par l'amiral Dupetit-Thouars. Quelque tems encore, et le commandant de la *Vindictive*, un de ces vieux marins qui cultivent jusqu'à la démence le souvenir des vieilles luttes nationales, aurait pu payer cher la haine absurde et acharnée qu'il a vouée à tout ce qui porte le nom français.

Mais aucun grand navire de guerre sous pavillon tricolore n'avait pu encore se trouver en face de ses injurieuses extravagances, quand l'amiral Thomas, commandant la station anglaise dans la mer du Sud, lui donna l'ordre de s'éloigner. Il a laissé à la place de la *Vindictive*, dans la mer du Sud, la frégate la *Dublin*, qui jusqu'ici s'est montrée paisible spectatrice des intérêts qui se sont débattus devant elle, et pleine de courtoisie pour nos officiers.

Cependant il devenait urgent de régler définitivement nos relations avec les iles de la Société et d'en finir avec les obstacles que nous opposaient l'irrésolution de la Reine et la malveillance de ses conseillers.

II.

La Reine Pomare à l'amiral Dupetit-Thouars.

Papeïti, 4. novembre 1843.

Amiral,

J'ai reçu la lettre que vous m'avez écrite relativement au pavillon. M. Carpegna m'a aussi rapporté tout ce que vous l'aviez chargé de me dire.

Je ne puis, en aucune manière, me rendre à la de-

1843/44 mande que vous me faites d'amener mon pavillon; il porte l'emblême de ma souveraineté: tel est le motif pour lequel je tiens à le conserver. En outre, la traité ne stipule rien a l'égard du pavillon.

Toute personne qui porterait atteinte à mon pavillon serait coupable.

Recevez, etc. Signe: POMARE.

La Reine Pomare à l'amiral Dupetit-Thouars.

Monsieur l'amiral,

Papeïti, 5 novembre 1843.

J'ai reçu la lettre que vous m'avez écrite. Vous pensez que je me laisse guider par les conseils des personnes qui m'entourent, qui ne sont point favorables aux projets de la France, me dites-vous, et qui pourraient même attirer de grands malheurs sur ma personne et sur mon peuple, Vous vous trompez entièrement; j'agis d'après ma propre impulsion. Quant au pavillon que j'ai adopté, s'il porte une couronne, c'est parce que j'ai desiré qu'il en fût ainsi, et que cet emblême me rapelle celui de ma souveraineté: tel est le motif pour lequel je désire le conserver.

Je désire voir mon pavillon flotter comme par le passé, sans que nul changement y soit apporté; rien n'est stipulé à cet égard dans le traité; aussi ne dois-je avoir aucune crainte. Le seul motif qui m'avait engagée à donner ma signature, le 9 septembre 1842, était la crainte d'exposer mon peuple à quelque malheur.

Recevez, etc. Signé: POMARE.

III.

Reponse de l'amiral français Dupetit-Thouars aux réclamations de la Reine Pomaré.

Le contre-amiral commandant en chef la station de France dans l'océan Pacifique à S. M. la Reine Pomare.

Baie de Papaïti, frégate la *Reine-Blanche*, le 4 novembre 1843.

Madame,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre en date de ce jour, et je m'empresse d'y répondre.

J'ai l'honneur d'informer Votre Majesté que l'on

s'efforce toujours et très malheureusement à lui inculquer des principes faux et de tous points contraires au droit des gens et aux intérêts de Votre Majesté et de son peuple. 1843/44

Du jour où la Reine Pomaré a signé la demande du protectorat de la France et le traité conclu avec moi le 9 septembre 1842, elle était irrévocablement engagée envers la France, et n'avait plus, de ce moment, le pouvoir de faire un acte de souveraineté à l'égard des étrangers, puisqu'elle avait abandonné la souveraineté extérieure des îles de la Société à S. M. le Roi des Français, et elle n'avait pas non plus le pouvoir d'apporter le plus petit changement à l'état de choses existant au moment du traité, jusqu'à ce que la réponse officielle de S. M. Louis-Philippe fût connue.

Tel est le droit des gens, telle est la vérité, tels sont les principes dont on ne peut s'écarter sans blesser la foi des traités. Toute personne qui a pu dire le contraire à V. M. a commis un acte offensant pour le Roi de France. C'est en quelque sorte une véritable hostilité envers nous, et je dirai même envers V. M. puisqu'on cherche à l'entrainer à faire des actes contraires à son honneur, puisque sa foi était engagée, et qu'en persistant dans son refus, V. M. s'expose à des conséquences graves et à prolonger les maux de son peuple, dans l'intérêt duquel pourtant le protectorat a été fondé.

Bien loin de vouloir empêcher Votre Majesté d'arborer un signe de souveraineté qui fasse reconnaître sa royale demeure, j'ai été le premier à l'engager, par ma lettre d'hier, à me faire savoir son désir à cet égard. Qu'elle me désigne la forme, les couleurs du pavillon qu'elle veut prendre, et je suis prêt à le reconnaitre et à le saluer; personne, plus que moi, n'a de respect et de considération pour V. M.

Mais que Votre Majesté sache bien que je ne reconnaîtrai jamais un pavillon qui a été pris depuis la signature du traité avec le Roi des Français, et créé sous l'influence de personnes qui étaient animées d'un esprit d'hostilité à ce même traité et à la France.

Dans le refus que je fais, à cet égard, il n'y a rien de personnel pour Votre Majesté; et si elle veut bien réfléchir un instant, son bon esprit et sa haute intelligence lui feront voir que je ne puis faire autrement.

1843/44 Que Votre Majesté, se rendant à mes avis, salutaires pour elle et pour son peuple, veuille seulement faire un changement quelconque, substituer, par exemple, une couronne d'étoiles d'or ou d'étoiles blanches à la couronne massive qui est dans le pavillon actuel, et au même moment, et à l'heure qu'elle me signalera, je m'empresserai de lui rendre les honneurs royaux. (Bruits confus).

Puisse la divine Providence porter la vérité dans l'esprit de Votre Majesté, et lui faire comprendre enfin quels sont ses intérêts et ceux de son peuple !

Je suis avec un profond respect, de Votre Majesté, le très-humble et très obéissant serviteur,

Signé: A. Dupetit-Thouars.

IV.

La Reine Pomaré à l'amiral Dupetit-Thouars.

Papéiti, le 6 novembre 1843.

Amiral,

Je ne me suis écartée en rien du traité que j'ai conclu le 9 septembre 1842, traité auquel j'ai souscrit sous l'influence de la peur. Oui, je dois le répéter, si j'ai donné ma signature, c'est uniquement par crainte.

Je puis l'assurer, en plaçant une couronne dans mon pavillon, je n'ai nullement eu l'intention de rompre mon traité, ni de me mettre en opposition avec les gouvernemens européens. Telle a été ma volonté royale.

Je ne désire en aucune manière susciter le moindre éloignement entre moi et le Roi de France; bien loin, de là, je suis pleine de respect pour sa personne ainsi que pour le traité conclu avec lui.

Je me suis rendue au désir que vous m'avez exprimé ces jours derniers dans une de vos lettres, où vous me demandiez de vouloir bien prévenir tous les chefs pour qu'ils se réunissent et que vous puissiez leur présenter le commissaire du Roi de France et donner communication des lettres dont il est porteur.

Je désire qu'aucun désordre n'ait lieu dans mon gouvernement; telle est ma volonté que j'ai fait connaître à mon peuple.

Un de mes plus ardens désirs est de souffrir seule des circonstances qui se présentent aujourd'hui; mais,

je vous en prie, ne m'enlevez pas ma souveraineté; 1843/44
laissez-moi tout ce qui m'appartient, et ne vous établissez pas sur la petite île de *Houtououta.*

Je place toute ma confiance en Dieu, et je le prie de protéger votre Roi.

Recevez mes salutations.

POMARE, Reine de Taïti.

V.

Lettre adressée au Roi des Français écrite dans la langue du pays par la Reine Pomaré et parvenue au Roi Louis-Philipp par l'intermédiaire de l'Amiral Dupetit-Thouars.

Taiti, 9 Novembre 1843.

O Roi!

J'ai été privé dans ce jour de mon gouvernement. Ma Souveraineté a été violée et Votre amiral s'est emparé, les armes à la main de mon territoire, parceque j'étais accusée de ne pas observer le traité conclu le 9 septembre 1842.

Je n'eus jamais l'intention, en mettant la couronne dans mon pavillon, de condamner ledit traité et de Vous insulter o Roi!

Je suppose que Vous ne considérez pas le fait d'avoir mis la couronne dans mon pavillon comme un crime; votre amiral ne demandait le changement que d'une petite partie; mais si j'y avais consenti, ma Souveraineté aurait été méprisée par les grands chefs. Je ne connaissais, non plus aucune partie du traité qui déterminât la nature de mon pavillon. Je proteste formellement contre la dure mesure prise par votre amiral; mais j'ai confiance en Vous, et j'attends ma délivrance de Votre compassion, de Votre justice et de Votre bonté pour une Souveraine sans pouvoir. Ma prière, la voici: Puisse le Tout-Puissant adoucir Votre coeur! Puissiez Vous reconnaitre la justice de ma demande et me rendre la souveraineté et le gouvernement de mes ancêtres! Soyez béni par Dieu, o Roi, et que Votre règne soit long et florissant! Telle est ma prière.

Signé: POMARE.

1843/44

VI.

Rapport du Contre-Amiral Dupetit-Thouars sur les affaires de Taïti, déposé par les Ministres des affaires étrangères et de la Marine à Paris sur le bureau du président de la chambre des députés.

Station navale de France dans l'Ocean-Pacifique.

Le contre-amiral Dupetit-Thouars à S. Exc. M. le ministre de la marine.

Frégate la *Reine-Blanche*, 15 novembre 1843.

Monsieur le ministre,

Moins pressé aujourd'hui, je vais avoir l'honneur d'écrire avec détail à V. Exc. sur les affaires de Taïti; je lui rendrai un compte fidéle de la situation où je les ai trouvées, et lui ferai connaître le cours qu'elles ont suivi depuis l'acceptation du protectorat. Des intrigues inouïes ont eu lieu, non seulement pour engager la reine Pomaré à enfreindre le traité qu'elle avait conclu de son libre arbitre, et qu'elle avait même sollicité d'accord avec les grands chefs de l'archipel, en septembre de l'année dernière, mais encore pour arriver à annuler ce traité ou à en empêcher l'exécution, en préparant des obstacles de nature à faire croire à de la violence et à des procédés outrageans de notre part envers la reine.

Afin de mieux faire connaître la position de la société à Taïti, je suis forcé de remonter dans le passé, jusqu'à une époque assez reculée, celle du ministère de M. Canning. Dans ce tems, le nombre des blancs s'était déjà tellement accru dans les îles de la Société que les missionnaires qui, comme tout le monde sait, avaient été choisis dans les derniers rangs de la société de Londres, et pris parmi les ouvriers, tels que forgerons, charpentiers, maçons ou autres, n'étant point assez éclairés pour faire de bonnes lois, capables de servir de base à une société bien organisée, reconnurent leur insuffisance, ou les chefs indigènes la reconnaissant pour eux, crurent devoir s'adresser au gouvernement de la Grande-Bretagne, qui alors était à-peu-près le seul dont ils eussent entendu parler, et prièrent S. M. britannique

de vouloir bien les prendre sous sa protection immé- 1843/44
diate, et de leur accorder le pavillon anglais.

L'amirauté fut alors consultée, et, sur son avis motivé que l'accession de cet archipel à la couronne d'Angleterre serait une charge plus onéreuse qu'avantageuse pour l'état, M. Canning, premier ministre dirigeant les relations extérieures, répondit en conséquence par un refus, mais par un refus poli; cela se conçoit, il était nécessaire de pallier la dureté d'un pareil procédé.

Qui aurait pu croire alors que cette preuve de mauvais vouloir à rendre un service indispensable à ce pauvre peuple qui le réclamait pour sortir de son état de dégradation, deviendrait un jour un titre que l'on revendiquerait pour en réclamer la domination?

C'est pourtant ce qui arrive, et cette prétention, tout exagérée qu'elle est, a été la base de la conduite des officiers anglais qui se sont crus en droit d'intervenir ouvertement dans les affaires qui ne les regardaient pas. Il est vrai, pourtant, que le gouvernement de la Grande-Bretagne, mieux informé, n'a point élevé cette ridicule prétention qui ne peut avoir l'ombre d'un droit. Et, en effet, il est plus logique d'inférer du refus de protection que fit alors l'Angleterre, qu'elle reconnaissait tacitement, au gouvernement de Taïti, la faculté d'appeler, pour le diriger, qui bon lui semblerait. J'avoue que c'est cette considération, si simple et si naturelle, qui m'a décidé à ne pas rejeter le protectorat lorsqu'il m'a été offert. J'étais bien convaincu à l'avance que notre position aux Marquises entraînerait les officiers de la marine britannique à chercher à s'établir à Taïti; et on ne peut douter que, sans le pavillon du protectorat, le leur eût été arboré sur cette île, avant que le roi eût eu la faculté de se prononcer. Mes prévisions se sont justifiées de point en point. Ce qui d'un autre côté prouverait que nos droits sont réels, c'est qu'ils ont été respectés, du moins en partie; sans quoi les Anglais eussent très certainement planté leur drapeau sur cet archipel; ne le pouvant faire, ils ont imaginé d'user d'autres armes; mais quoi qu'ils fassent, la vérité se fait évidente comme le soleil, par l'exercice tranquille de notre protectorat pendant quatre mois! Tout le monde était heureux, à Taïti, de voir enfin la justice établie, là où règnaient auparavant l'anarchie,

1843/44 l'assassinat, le vol et tous les vices honteux qu'entraînent à leur suite l'ivrognerie et la débauche.

La lettre de la reine au gouvernement provisoire, en date du 16 décembre 1842, celle du même jour qu'elle écrivait au régent, pour se plaindre qu'il n'appuyait pas suffisamment les mesures du gouvernement provisoire, lui ont-elles été arrachées par la crainte? Evidemment non! Nous n'avions là que deux officiers, seuls, sans troupes, sans navires. Ces lettres ne sont-elles pas, au contraire, les preuves irrécusables de son libre acquiescement à tout ce qui a été fait? Qu'on produise les instructions données par sir Georges Gipps, gouverneur de la Nouvelle-Galles du Sud, au commandant Sullivan, de la corvette la *Favorite*, et le rapport de cet offfcier à son retour à la Nouvelle-Hollande. On y verra qu'envoyé à Taïti pour recueillir des plaintes contre nous, il n'y a entendu que des éloges sur notre administration! Ce dont il a loyalement rendu compte, à ce que j'ai appris par M. le capitaine de vaisseau Lavaud, auquel il l'a dit.

Que faut-il de plus pour se convaincre? Rien, ce me semble, parce que ce serait vouloir nier la lumière! Nous n'avions aucune force de terre ni de mer pour imposer, deux officiers seulement ont suffi à cette oeuvre, parce qu'elle avait pour elle l'assentiment de la reine, des chefs et du peuple.

Les troubles à Taïti n'ont recommencé qu'à l'arrivée de la corvette le *Talbot*, en janvier 1843; l'officier qui commandait ce bâtiment ne pouvant placer le pavillon de la Grande-Bretagne sur ces îles, but qu'il se proposait, souffla la discorde, chercha, aidé des missionnaires, à faire revenir la reine sur ses actes les plus formels et sur ses engagemens les plus sacrés. Dès lors commencèrent des intrigues qui se sont continuées ensuite, sans décesser, jusqu'à mon retour. Tous les petits moyens ont été mis en jeu; tantôt c'était un essai, tantôt un autre, soit pour entraver la marche du gouvernement provisoire, soit pour se faire faire des concessions, afin de se créer des titres sinon réels, du moins apparens.

M. Pritchard aborda, peu après le départ du *Talbot*, sur la frégate la *Vindictive*, et n'attendit pas qu'elle allât au mouillage; il se fit mettre à terre au point le plus voisin et prêcha immédiatement une croi-

sade contre nous et contre le gouvernement provisoire. 1843/44
„Il faut les chasser et arracher le pavillon du protectorat!“ s'écria-t-il. Et il appelait les indigènes aux armes. Tous ces actes sont prouvés par des lettres d'Anglais, surtout par celle écrite par M. Smith en réponse à M. le commandant de la *Vindictive*, qui l'avait prié de prendre des informations sur ces faits. Ils sont, de plus, confirmés par Salmon, Anglais, beau-frère de l'ex-reine Pomare, qui les entendit et vit dès lors, avec chagrin, tous les torts que feraient les mauvais conseils de M. Pritchard à sa belle-soeur et à sa famille.

L'époque de l'arrivée de ce missionnaire-consul est signalée par un redoublement de désordres. C'est alors que l'on imagina ce pavillon de fantaisie que l'on fit prendre à la reine, malgré ses engagemens envers la France, afin d'en tirer parti plus tard.

Il serait trop long de faire l'analyse de toutes les pièces qui prouvent comment le commandant de la *Vindictive,* s'est conduit envers nous; il n'a pas fait une seule action ou une seule démarche qui n'ait eu une tendance hostile envers la France. Un jour il demanda, ou plutôt il avisa, sous forme de demande, qu'il allait mettre un homme à terre pour garder des embarcations en réparation. Ce fut d'abord un soldat sans uniforme qu'il envoya en service, bientôt ce fut un soldat en uniforme et sans armes, puis un soldat armé, puis deux, puis trois, enfin jusqu'à huit ou dix. Un autre jour, il dit qu'il va envoyer un matelot voir si on pourrait découvrir un navire qu'il attendait, peu après l'on vit le matelot porter un mât de signaux; enfin ce fut bientôt un poste complet de signaux qu'il établit sans égards pour le traité existant entre la reine Pomare et la France. Il se conduisit de même en tout. Il n'a jamais agi que par essais, par empiètemens successifs à notre égard.

Je joins à ce rapport les duplicata des lettres et pièces officielles auxquelles ont donné lieu mes dernières transactions à Taïti. V. Exc. trouvera en outre la copie, primata, de la lettre de la reine au roi, qu'elle m'avait fait transmettre après l'entrée en fonctions du gouverneur, et que je lui ai envoyée.

Par ma correspondance avec le capitaine Tucker, commandant de la frégate *la Dublin*, V. Exc. reconnaîtra quel était le véritable but des envahissemens et

1843 empiètemens successifs du commandant de *la Vindictive*. Ce dernier officier a évidemment cherché à leur donner toute leur valeur! Mais il m'a semblé que les réclamations faites par le capitaine Tucker, des établissemens indûment concédés à M. le commandant de la frégate *la Vindictive*, soulevaient toutes une question préjudicielle, qui est celle de savoir quel droit aurait eu la reine de faire à un pouvoir etranger des concessions de cette nature, ayant, préalablement à ces actes, complétement et irrévocablement transmis la souveraineté extérieure des îles de la Société à S. M. le roi des Français? Il m'a paru évident qu'elle n'avait plus un tel pouvoir, et que du jour où elle avait apposé sa signature au traité, elle avait définitivement renoncé à toutes relations directes avec les gouvernemens étrangers, et qu'en conséquence, tout acte de cette portée, nécessairement vicié dans son origine, devait être nul de plein droit.

Il est facile de voir que, par toutes ses menées, le capitaine Toup Nicolas ne révait qu'au moyen d'engager son pays à prendre parti contre le nôtre: tout respect de l'indépendance des souverains et du droit des gens était par lui mis au néant. Cependant, et très certainement, il eût trouvé fort mauvais et très injuste qu'un pouvoir quelconque fût intervenu en Chine après le traité fait avec l'Angleterre, et fût venu dire à l'empereur: „Manquez à votre traité avec S. M. britannique, nous vous defendrons et nous vous soutiendrons.“ Telle a été pourtant la conduite qu'il a tenue envers nous! Bien plus, lorsqu'il rendait des honneurs ridicules à un pavillon inventé et établi comme signe de renonciation au traité, n'intervenait-il point directement dans des affaires qui eussent dû lui rester étrangères, et n'était-ce point une démonstration patente d'hostilité contre la France? Quels traités seraient possibles et respectés, si de pareilles interventions étaient permises.

Ce pavillon, il ne l'a tant fêté que parce que, ne pouvant faire flotter celui de la Grande-Bretagne, il espérait qu'un jour il deviendrait un obstacle à l'organisation du protectorat, ou que la nécessité où l'on nous placerait de l'amener, puisqu'on l'établissait comme un signe de révolte contre le traité, donnerait lieu à une espèce de conflit, d'où on inferait que nous aurions rompu le traité, puisque nous serions amenés à faire

plus qu'il ne statuait; et que de là on prendrait sans 1843/44
doute aussi occasion de tirer des conséquences très logiques, pour crier à l'oppression de *la pauvre reine Pomare* et donner à nos actes une couleur *d'odieuse persécution*, tout en se plaignant bien haut de notre *insatiable ambition*! Enfin, la vérite est que l'on a pensé que, par cette mesure, on arriverait à faire naître le moyen de soulever toute l'Angleterre contre la France!

M. Prichard cherchait à effrayer la reine en lui disant que je voulais la faire enlever et l'envoyer en France! Ce qui, dans ces îles où l'exil est plus redouté que la mort, avait pour but de l'obliger à chercher un asile dans sa maison, d'où il ne voulait pas qu'elle sortît même pour me recevoir; il avait la prétention de vouloir que les affaires de Taïti fussent traitées dans son consulat, et lorsque la reine, malgré lui, me reçut chez elle, j'ai su qu'elle s'était décidée à amener son pavillon, mais que M. Pritchard, par obsession, l'avait drpuis lors fait revenir sur cette décision en lui promettant que si nous amenions son pavillon, il amenerait le sien, et que comme le sien se relèverait, celui de Pomare reparaîtrait en même tems! M. Pritchard n'amena pourtant le pavillon de son consulat que près d'une demi-heure après que celui de fantaisie de la reine eût été amené et remplacé par le pavillon français Mais aussitôt il imagina de faire faire une visite par la reine à bord de la frégate *la Dublin*, pour avoir occasion de faire relever ce chiffon mystique et de le faire saluer de vingt-et-un coups de canon par cette frégate qui, avant mon arrivée, l'avait déjà salué. Mais, très heureusement, je fus averti à tems de cette nouvelle provocation insultante, et je réussis à en empêcher l'exécution en écrivant aussitôt à M. le capitaine Tucker à ce sujet.

En dernière analyse, pour resumer tous les faits, les bien préciser et faire connaître le tems de leur succession, je crois encore devoir ajouter un mot.

Arrivé seul à Taïti, le 1er novembre, je mouillai à Papeïti où déjà se trouvait la corvette française *l'Embuscade*, en station en ce port depuis le moins de juin, et la frégate anglaise la *Dublin*, arrivée le 1er octobre. L'amiral Thomas, qui ordinairement la monte, n'était point à bord; il était resté aux Sandwich. Le jour même de mon mouillage, je notifiai à la reine l'accep-

1843/44 tation du protectorat par S. M. Louis-Philippe Ier, la ratification pleine et entière du traité du 9 septembre 1842, et je lui annonçai la prochaine arrivée du commissaire nommé par le roi pour resider près d'elle. J'écrivis le même jour à MM. les consuls étrangers pour leur communiquer cette nouvelle.

Je passai la journée du 2 à prendre une connaissance exacte de la situation des choses, et je reconnus que les conseillers de la reine avaient fondé sur le maintien d'un pavillon qu'ils lui avaient fait adopter depuis la signature du traité du 9 septembre 1842 et fait arborer solennellement, un signe d'hostilité à ce traité, après l'arrivée de la frégate la *Vindictive*. Je me décidai donc afin de faire prendre à la reine une décision plus conforme à son honneur et à ses engagemens, de lui écrire pour l'engager à amener ce pavillon que ne je pouvais regarder que comme une insulte à notre dignité nationale; et pour l'y déterminer plus promptement, je lui annonçai le 3 que, le pavillon du protectorat n'ayant pas suffi pour garantir nos droits vis-à-vis des étrangers, je me trouvais dans la nécessité de le remplacer, sur tous les points de *protection*, par notre pavillon national. Conformément à cet avis, le 4 au matin, notre drapeau national fut arboré sur l'île de Moutou-Outa; *la Reine-blanche* et *l'Embuscade*, entièrement pavoisées, le saluèrent, ainsi que le fort de Moutou-Outa, de vingt-et-un coups de canon. Le commandant de *la Dublin s'excusa de ne point prendre part au salut*, n'ayant pas encore d'ordre de son gouvernement.

Vers midi, les frégates *l'Uranie* et *la Danaé* arrivèrent en vue du port, où elles mouillèrent vers quatre heures; elles pavoisèrent aussitôt par mon ordre, et prirent part avec nous au salut du coucher du soleil. Le 4, au matin, m'étant aperçu que la reine persistait à mettre sur sa maison ce prétendu pavillon royal, qu'elle ne hissait et n'amenait qu'en même tems que la frégate la *Dublin*, ce qui indiquait clairement d'où venait sa resistance, je lui fis donner de nouveaux avis par M. le commandant Mallet. Etant aussi restés sans effet, je lui notifiai le 5, que si elle ne m'écrivait pas pour s'excuser et renoncer franchement à son opposition au traité, je me verrais, bien malgré moi, dans la nécessité de passer outre, de ne plus la reconnaître,

et enfin de prendre possession definitive de l'archipel des îles de la Société. Cette tentative n'ayant point été couronnée d'un meilleur succès, je me rendis le même jour au soir, pour tenter un dernier effort; nous ne fûmes point reçus; elle se trouvait chez M. Pritchard, et je ne pus même en obtenir la promesse d'une audience pour le lendemain matin; elle me répondit cependant qu'elle verrait, et que si elle devait me recevoir, elle m'écrirait et me le ferait savoir avant le jour. Dans la nuit, je reçus une lettre de la reine qui m'accordait un rendez-vous pour le lendemain huit heures du matin. Je suspendis alors l'exécution des ordres que j'avais donnés pour déscendre au jour et occuper. A huit heures du matin, le 6, je me rendis à l'audience que j'avais obtenue; là je rappelai à la reine toute la suite des évènemens, et je lui représentai le danger réel auquel elle s'exposait par son opiniâtreté. N'ayant pu obtenir aucune réponse soit positive, soit négative, je pris congé en lui annonçant que si, avant midi, son pavillon était amené, je descendrais avec le commissaire du roi et que nous établirions le protectorat; mais que si son pavillon n'était point amené, je donnerais cours à l'exécution des mesures que j'avais prises et seulement suspendues jusqu'à sa réponse, et qu'alors je prendrais possession définitive de l'archipel des îles de la Société et dépendances. Le pavillon n'étant point amené à l'heure signalée, nous avons pris, au nom du roi et de la France, possession définitive de l'Archipel des îles de la Société et dependances. 1843 44

Je suis, etc.

VII.

Lettre de la Reine Pomare aux Chefs d'Taïti, en date du 1 *Janvier* 1844.

Santé à vous tous! N'écoutez pas les hommes qui veulent vous attrister en vous disant que nous ne serons pas aidés. La Bretagne (*Britain*) ne veut pas nous rejeter. Conduisons-nous bien et attendons que les dépêches arrivent.

C'est ce que j'ai à vous dire. Qu'aucun rapport ne vous induise à faire le mal. Ne maltraitez nullement les Français; ayez grande patience; prenz-moi pour

1843/44 modèle, et agissez comme moi; prions tous Dieu qu'il nous délivre de nos maux, comme il délivra autrefois Ezéchiel.

Paix à vous tous. POMARE.

VIII

Copie de l'ordre du commandant particulier, relativement a la mise en état du siége de Papeïti.

Le commandant particulier des îles de la Société arrête ce qui suit :

Art. 1. Jusqu'au retour de S. E. M. le gouverneur, les établissemens de la baie compris entre la pointe des Cocotiers et la caserne de l'Uranie sont déclarés en état de siége.

Art. 2. Tout résident européen ou indien doit être rentré dans son habitation au coup de canon de retraite et n'y recevoir personne après cette heure.

Art. 3. Depuis le coup de canon de retraite jusqu'à celui de la diane, les patrouilles commandées par un officier et les rondes de police pourront se faire ouvrir, ou ouvrir de vive force, et visiter en détail toute maison qui leur paraîtra suspecte, ou dans laquelle on soupçonnera une réunion de personnes autres que celles qui habitent la maison.

Art. 4. Au coup de canon de retraite ,tous les feux des cases indiennes doivent s'éteindre.

Art. 5. Les embarcations des bâtimens étrangers, à quelque nation qu'ils appartiennent, doivent avoir quitté le rivage au coup de canon de retraite, emmenant avec elles toutes les personnes de leur équipage et tous les passagers descendus à terre dans la journée. Il est interdit à tout officier, matelot ou passager d'avoir à terre un logement de nuit.

Art. 6. D'un coup de canon à l'autre les bâtimens étrangers sont prévenus qu'en outre des coups de feu auxquels ils exposeraient leurs hommes, en envoyant un canot à terre, l'équipage serait arrêté et l'embarcation immédiatement sabordée ou détruite.

Art. 7. Si les patrouilles ou rondes de gendarmes trouvent dans les maisons qu'elles visiteront des personnes qui ne les habitent pas, en outre de l'arrestation

de ces personnes, de celle du propriétaire, de la confiscation ou de la destruction immédiate de tout vin, alcool ou autres esprits, les maisons pourront être détruites, et leurs matériaux transportés à la convenance du commandant supérieur, pour construire des corps de garde, magasins ou abris utiles à la garnison. 1844

Art. 8. Soit que l'établissement conserve sa tranquillité ou qu'il vienne à être troublé de nuit par une cause quelconque, il est expressément défendu aux Européens et Indiens de sortir de chez eux; ceux qui ne se conformeraient pas à cet ordre s'exposeraient à recevoir le feu d'une patrouille.

Art. 9. Les agens de la police indigène qui devront veiller la nuit seront rendus chaque soir, à sept heures, à la caserne de gendarmerie, d'où ils ne sortiront pour leur service qu'avec de la lumière, et accompagnés par un gendarme français.

Art. 10. MM. les employés de l'établissement que leur service ou toute autre motif appellera hors de chez eux après la retraite devront se faire accompagner d'une lumière.

Art. 11. Au coup de canon de retraite, toutes les baleinières, canots et pirogues appartenant aux résidens et aux Indiens devront être hâtés à terre, à dix longueurs d'embarcations au moins de la haute mer; toute embarcation trouvée à flot après huit heures sera sabordée ou détruite.

Art. 12. Toutes les baleinières, pirogues armées par des Indiens ou en contenant, qui voudront entrer dans la baie ou qui voudront en sortir, devront accoster le stationnement, afin qu'on les visite pour s'assurer qu'elles ne contiennent ni vin, ni alcools, ni munitions de guerre, ni armes, ni rien de suspect.

Art. 13. Les embarcations des bâtimens de guerre français qui voudront venir à terre ou y stationner après la retraite, devront se munir d'une lumière, ainsi que MM. les officiers de la flotte.

Art. 14. Il est défendu aux Européens et Indiens de tirer des coups de fusil ou de faire partir des boîtes, soit de jour, soit de nuit, sur tout l'espace mis en état de siége; les contrevenants seront immédiatement arrêtés, leurs armes saisies et leurs maisons fouillées.

Papeïti, 2 mars 1844. Signé: D'Aubigny.

1843/44

IX.

Copie d'une proclamation de M. le commandant particulier des îles de Société.

Etablissement Français de l'oceanie.

Une sentinelle française a été attaquée dans la nuit du 2 au 3 mars 1844.

En représailles, j'ai fait saisir le nommé Pritchard, seul moteur et instigateur journalier de l'effervescence des naturels. Ses propriétés répondront de tout dommage occasionné à non valeurs par les insurgés; et, si le sang français venait à couler, chaque goutte en rejaillirait sur sa tête.

Papeïti, 3 mars 1844. Signé: D'Aubigny.

X.

Dépêche de M. Bruat gouverneur français à Taïti à l'amiral Mackau, ministre de la marine à Paris.

Papeïti, 21 mars 1844.

Monsieur le ministre,

Les copies de la correspondance que m'a adressée le commandant d'Aubigny pendant mon séjour à Taravau vous feront connaître la nécessité où il s'est trouvé de mettre Papeïti en état de siège et d'arrêter M. Pritchard, ex-consul d'Angleterre. Dans l'agitation où se trouvait le pays, cette mesure était nécessaire; mais je n'ai dû approuver ni la forme ni le motif de cette arrestation. Cependant la gravité des événemens était telle, que je ne pouvais revenir sur ce qui avait été fait sans décourager notre parti et raffermir les révoltés.

A mon arrivée, j'ai de suite fait transférer M. Pritchard du blockhaus à bord de *la Meurthe*, en donnant au commandant Guillevin l'ordre de le recevoir à sa table. Considérant que M. Pritchard n'était qu'un simple résident anglais dont l'influence sur l'ex-reine Pomare et le parti révolté était devenue dangereuse pour la tranquillité de l'île, j'ai écrit au capitaine du *Cormoran* pour l'encourager à quitter Papeïti où il n'avait aucune mission, et à emmener M. Pritchard que je promis de mettre à sa disposition dès que le bâtiment quitterait le port.

XI. 1843/44

Le comte de Jarnac chargé d'affaires de la France à Londres à M. Guizot, ministre des affaires étrangères à Paris.

Londres, le 4 août 1844.

Monsieur le ministre,

Les dernières nouvelles de Taïti ont produit en Angleterre la sensation la plus vive et la plus générale. Jamais depuis mon arrivée à Londres, je n'ai vu un incident de la politique extérieure exciter une telle impression.

Le parti religieux, si puissant en lui-même, si influent par ses affinités avec les sentimens les plus élevés comme avec les plus aveugles préjugés de ce pays-ci, s'est le premier ému. Des réunions de *saints* ont été convoqués dans toute l'Angleterre, des discours violens et amers ont été prononcés, des imprimés et des gravures ont été répandus reproduisant la proclamation de M. d'Aubigny du 3 mars, et représentant les diverses circonstances de l'arrestation et de l'emprisonnement de M. Pritchard; rien enfin n'a été négligé pour lui concilier les sympathies populaires et pour l'élever au rang des martyrs de la foi évangélique.

La presse politique de son côté n'est pas demeurée en retard, se fondant sur les versions les plus incorrectes et les plus exagérées des faits; les feuilles qui soutiennent habituellement la politique ministérielle, comme celles qui la combattent, se sont accordées pour constituer en affront national la conduite de nos officiers. Sans vouloir reconnaître la position véritable de M. Pritchard, on répète, dans la société comme dans le public, qu'un consul d'Angleterre, agent de la Reine non seulement à Taïti, mais dans un autre groupe (Fiendly-Islands) a été, en plein exercice de ses fonctions, arrêté, incarcéré dans un véritable cachot pendant plusieus jours avec des procédés d'une sévérité telle que sa santé en a été gravement atteinte, expulsé enfin sans qu'aucune accusation intelligible ait été produite contre lui. On affirme que tout le langage, toute la conduite de nos agens sont empreints cette fois d'une animosité, d'une hostilité si évidente contre l'Angleterre, qu'il est impossible à ce pays-ci de ne plus les ressentir profondément, et de n'en pas prévoir les conséquen-

1843/44 ces extrêmes. Je dois ajouter encore, Monsieur le ministre, que ces sentimens ne me semblent point résulter du fait de notre protectorat à Taïti ou de l'occupation subséquente de l'île, mais bien des événemens que les dernières nouvelles viennent de livrer à la discussion publique. Je trouve lord Aberdeen chaque jour plus préoccupé de cette difficulté nouvelle, et s'il tient à conserver le plus longtemps possible un caractère confidentiel et amical à toutes nos communications, il ne paraît pas moins convaincu qn'une satisfaction est impérieusement due à l'honneur de la Grande-Bretagne. Désirant toujours laisser à Votre Excellence l'initiative de toute proposition, il n'a précisément exprimé, dans nos entretiens, aucune mésure spéciale; mais il m'a positivement dit qu'il n'hésiterait point, pour sa part, à désavouer et à censurer hautement tout agent de l'Angleterre qui eût tenu le langage officiel et la conduite attribuée ici à l'un de nos officiers; et je sais d'autre part que le renvoi direct et immédiat de M. Pritchard à Taïti, a été formellement proposé et discuté dans le conseil.

Je ne cesse, Monsieur le ministre, de prémunir, et lord Aberdeen et toute personne avec laquelle je crois devoir accepter la conversation sur ces événemens, contre la déplorable confiance accordée ainsi aux premières versions de la presse et des parties intéressées. Je ne cesse de rappeler que c'est surtout en vue d'accidens et d'épreuves pareils pour nos relations, qu'une politique de confiance mutuelle a été proclamée par les deux gouvernemens. Mais je n'en dois pas moins appeler sur cet état général des esprits toute l'attention de Votre Excellence, et réclamer d'elle toutes les informations qui me permettront de rectifier des jugemens évidemment aussi erronés. Quant à aujourd'hui, il importerait particulièrement de pouvoir faire reconnaître les faits mêmes imputés à M. Pritchard, et de donner ainsi quelque précision à des accusations qui ne se produisent encore que sous la forme d'assertions vagues et banales.

Déjà la situation des affaires du Maroc et l'arrivée de M. de Nesselrode à Londres avaient excité quelques doutes sur le maintien des relations intimes des deux cabinets. J'ai lieu de craindre que, sans une prudence très grande de part et d'autre, la politique proclamée

par les deux couronnes, il n'y a pas encore six mois, 1843/44
ne soit gravement menacée.

XII.

M. Guizot au comte de Jarnac.

Paris, 8 août 1844.

Monsieur le comte, j'ai reçu la dépêche que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 4 de ce mois et dans laquelle, en me rendant compte de l'effet général produit en Angleterre par les nouvelles de Taïti, vous me signalez toute la gravité de cet incident. Plus les esprits s'en montrent passionnément préoccupés, plus il importe de leur laisser le temps de se calmer. Nous nous abstiendrons donc, en ce moment, de toute communication, de toute discussion officielle à ce sujet. Mais votre réserve ne doit pas être inactive, et je vous invite à faire au Foreign-Office d'abord, et aussi partout ailleurs, tout ce qui sera en votre pouvoir pour combattre et rectifier les erreurs de faits, les fausses appréciations qui pourraient égarer de plus en plus l'opinion publique et entrainer le gouvernement britannique lui-même à des résolutions ou à des manifestations qui rendraient plus difficile la solution d'une question délicate. Si je ne me trompe, l'irritation qui se manifeste en Angleterre tient surtout à ce qu'on y croit que M. Pritchard, lorsqu'il a été arrêté et ensuite embarqué, était revêtu du caractère de consul de S. M. britannique. Rien n'est moins exact. M. Pritchard avait, par une lettre du 7 novembre 1843, adressée à M. l'amiral Dupetit-Thouars, formellement déclaré qu'il amenait son pavillon et cessait ses fonctions consulaires; et il les avait en effet complétement cessées. Ce n'était donc plus que comme simple particulier, comme étranger qu'il résidait à Taïti. Or, le droit d'éloigner d'un établissement colonial, quelle qu'en soit la forme, tout étranger dont la présence trouble l'ordre et compromet la sûreté de l'établissement, est non seulement un droit partout reconnu et pratiqué, mais il résulte pour nous à Taïti de la convention même du 9 septembre 1842, qui porte que „la direction de toutes les affaires avec les gouvernemens étrangers, de même que tout ce qui concerne les résidens, est placé à Taïti entre les mains

1843/44 du gouvernement français et de la personne nommée par lui."

M. le gouverneur Bruat avait donc incontestablement le droit d'éloigner de Taïti M. Pritchard, et d'après les faits tels qu'ils nous sont jusqu'à présent connus, il y a tout lieu de penser que, pour la sûreté de l'établissement français dans cette île, pour celle même des troupes françaises chargées de la défendre, il y a en nécessité d'user de ce droit, en renvoyant de Taïti le chef moral et le principal instigateur des mouvemens insurrectionnels qui avaient éclaté sur quelques points et menaçaient Papeïti même.

Quant aux circonstances qui ont accompagné le renvoi de M. Pritchard, je ne me dissimule point qu'elles ne sauraient être justifiées toutes, et qu'on y rencontre des procédés et des paroles qui choquent l'équité, l'humanité et la convenance. Mais je ne dois pas et je veux exprimer à cet égard mon jugement que lorsque j'aurai scrupuleusement recueilli et examiné, sur cet incident, tous les renseignemens propres à m'éclairer.

XIII.

Le comte de Jarnac à M. Guizot.

Londres, le 10 août 1844.

Monsieur le ministre,

J'ai revu plusieurs fois depuis quelques jours lord Aberdeen ou sir Robert Peel. L'un et l'autre m'ont parlé, dans les termes les plus formels, de l'importance qu'ils attachent aux derniers événemens de Taïti. Ils m'ont vivement pressé tous deux de réclamer au plus tôt de Votre Excellence quelques communications qui leur fassent connaître les vues du gouvernement du Roi sur les difficultés nouvelles, et qui puissent calmer l'effervescence qu'elles ont soulevée dans tout le pays. Le principal secretaire d'Etat continue à déplorer profondément des événemens qui, contrairement au voeu si éminent des deux gouvernemens, viennent placer ainsi en conflit l'honneur de la Grande-Bretagne et de la France. Mais fidèle au principe que, dès notre premier entretien, il a exposé dans le langage le plus amical, il persiste à m'assurer qu'il veut s'en remettre à la justice et à la loyauté du gouvernement du Roi pour toute proposition d'accommodement, persuadé que le

simple examen des faits établira pleinement le caractère juste et légitime des réclamations de l'Angleterre. Ainsi aucune mesure de satisfaction ou de réparation à prendre par le gouvernement du Roi n'a encore été formulée par lord Aberdeen, ou ne sera indiquée par lord Cowley. Le principal secrétaire d'Etat s'est borné jusqu'ici à reproduire parfois la première pensée du retour de M. Pritchard à Taïti, pour réfuter les accusations élévées contre lui, et à me témoigner le désir de connaître sur ce point l'opinion de Votre Excellence. Malgré cette réserve de lord Aberdeen et la modération de son langage, toujours plein de bienveillance pour la France et d'amitié pour Votre Excellence, je crois remarquer que le désaveu formel, sinon le rappel d'un de nos agens de Taïti, ou qnelque mesure au moins équivalente, lui paraît au fond pleinement due à l'honneur de l'Angleterre. Cette impression est évidemment celle du public autant que celle de la presse. 1843/44

Il est incontestable toutefois, Monsieur le ministre, que les premières opinions de la portion la plus éclairée du pays et du gouvernement anglais lui-même se sont insensiblement rectifiées depuis le jour où j'ai eu d'abord l'honneur de les signaler à Votre Excellence. Je craindrais d'abuser de ses momens en lui rendant compte avec plus de détails de mes longs entretiens avec lord Aberdeen; mais elle peut être assurée que je n'ai négligé aucun argument ou aucun effort pour contribuer à ce résultat. Déjà je suis heureux de voir que l'on n'insiste plus à Londres sur le caractère officiel de M. Pritchard à Taïti, lors de son arrestation, et que l'on ne conteste plus guère, en thése générale, notre droit d'expulsion que j'avais revendiqué dès l'origine comme inhérent au régime et consacré par la pratique de tout établissement colonial. Je ne désespère même plus d'amener le gouvernement anglais à reconnaître qu'au fond toute la question est dans la conduite réelle de M. Pritchard. Il n'est pas douteux, en effet, comme je ne cesse de le répéter ici, que sauf certaines formes et certains procédés sur lesquels, en attendant de plus amples informations, j'avais, dès le principe, refusé la discussion, et quant auxquels Votre Excellence m'a fait depuis connaître son regret et sa désapprobation, la mesure prise contre M. Pritchard, dans son ensemble, pourrait être pleinement justifiée, si sa complicité directe et patente

1843/44 avec l'insurrection était prouvée. Aussi Votre Excellence comprendra-t-elle facilement le prix que j'attacherais à être informé au plus tôt de faits clairement établis contre lui, ou qui lui seraient imputés avec quelque fondement. Je n'ai pas à dire, monsieur le ministre, que tant d'attaques banales, ou évidemment exagérées de notre presse contre M. Pritchard, ne sont ici d'aucun secours et ne sauraient constituer un argument sérieux auprès du principal secrétaire d'Etat, qui persiste à le considérer comme victime des accusations les plus injustes comme des procédés les plus arbitraires.

Je dois encore ajouter ici que, d'après quelques paroles de lord Aberdeen, dans notre dernier entretien, j'ai cru remarquer chez lui la pensée qu'une compensation pécuniaire, allouée à M. Pritchard, pourrait être accueillie par le gouvernement anglais et contribuer essentiellement à l'accommodement du différend. Avant de connaître quelle serait l'opinion de Votre Excellence sur une mesure pareille, j'ai dû éviter d'engager à ce sujet aucune conversation, même pour obtenir les éclaircissemens que j'aurais voulu lui transmettre dès aujourd'hui; mais je ne crois pas me tromper en soumettant à l'appréciation de Votre Excellence cette impression nouvelle qui m'a paru se manifester chez le principal secrétaire d'Etat.

Je regrette de trouver, monsieur le ministre, que la sollicitude continuelle de lord Aberdeen sur la conséquence de ces derniers événemens de Taïti, est toujours très vivement partagée par le public, et il m'est facile de voir autour de moi à quel point le principal secrétaire d'Etat doit être pressé lui-même sur cette question par le conseil comme par le pays.

XIV.

M. Guizot au comte de Jarnac.

Paris, le 15 août 1844.

Monsieur, j'ai reçu la dépêche que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 10 de ce mois. Je comprends l'impatience q'uéprouve lord Aberdeen de recevoir de nous quelque communication positive sur l'affaire de Taïti; mais, puisque les deux gouvernemens ne sont pas d'accord dans leur appréciation des faits imputés à M. Pritchard, il faut avant tout éclaircir ces faits; c'est

le seul moyen d'arriver à des termes d'arrangement qui, 1843/44
de part et d'autre, puissent être jugés équitables. Je fais donc recueillir et je m'empresserai de vous envoyer tous les élémens de cette espèce d'enquête. En attendant, appliquez-vous à bien établir que le renvoi de M. Pritchard à Taïti, de quelque manière que ce soit, est absolument inadmissible, car son retour aggraverait infailliblement les désordres dont ses menées ont été la première cause.

Quant à l'idée que vous avez cru entrevoir dans l'esprit de lord Aberdeen d'une indemnité à allouer à M. Pritchard pour les mauvais traitemens qu'il a subis et pour les pertes qu'ils peuvent lui avoir causées, tenez-vous dans une réserve qui nous laisse toute notre liberté. Il ne faut ni se presser d'accueillir cette indication, qui a besoin d'être mûrement examinée, ni la repousser absolument, car elle pourrait nous fournir un moyen de solution pour une question qui devient bien délicate et bien grave.

XV.

Le ministre de la marine à M. le gouverneur Bruat.

Paris, le 20 août 1844.

Monsieur le gouverneur, vos rapports des mois de janvier, février et mars me sont simultanément parvenus. Ils m'ont fait connaître les événemens qui se sont succédé à Taïti pendant cette periode, les mesures que vous avez été conduit à adopter pour la répression des troubles, et les correspondances que vous avez échangées à cette occasion avec les officiers de la marine anglaise.

Votre conduite, en ces graves circonstances, a complétement répondu à la confiance du gouvernement du Roi. Les dispositions que vous avez prises avec tant d'activité, pour arrêter le désordre, et la promptitude avec laquelle vous vous êtes porté personnellement sur le théâtre de l'insurrection témoignent tout à la fois de votre prudence et de votre énergie, et méritent mon entière approbation.

J'ai lu avec la plus grande attention les rapports que vous a adressés M. le capitaine de corvette d'Au-

1843/44 bigny sur ce qui s'est passé à Papeïti pendant qu'il s'est trouvé appelé à en exercer momentanément le commandement supérieur. J'ai recherché dans ces documens, et dans ceux qui rendent compte des circonstances antérieures et postérieures à l'arrestation de M. Pritchard, les élémens d'une appréciation exacte des faits qui ont déterminé et accompagné l'exécution de cette mesure.

Vous déclarez que dans l'état d'agitation où se trouvait le pays le renvoi de M. Pritchard était nécessaire; je le reconnais avec vous, à raison de la gravité des faits que vous me signalez.

Vous ajoutez que vous n'avez pu toutefois approuver ni la forme ni le motif de l'arrestation ordonnée par M. le commandant particulier. Je partage également, sur ce point, votre opinion. Je regrette ce qui s'est passé à cette occasion, et je vous charge de le faire connaître à M. d'Aubigny. Dans la situation difficile où le laissait votre absence, cet officier a montré d'ailleurs une activité et un dévouement que j'aurais aimé à pouvoir louer sans aucune restriction.

Recevez, etc. baron de Mackau.

XVI.

Le comte de Jarnac à M. Guizot.

Londres, le 21 août.

Monsieur le ministre,

La nouvelle de l'attaque de Tanger et du départ de l'escadre pour Mogador a produit à Londres une sensation d'autant plus vive, que l'on s'était plu à compter, d'après les nouvelles antérieures, sur une solution pacifique de nos différends avec le Maroc. Je regrette de trouver encore, sur cette question et sur notre démonstration devant Tunis, des préventions très injustes mêlées à de sincères inquiétudes sur le maintien des bonnes relations entre les deux cours. J'entends sans cesse contester autour de moi, dans le public, le caractère inévitable de cette guerre, préjudiciable surtout, affirme-t-on, aux grands intérêts commerciaux de l'Angleterre au Maroc. Les vues les plus ambitieuses et les plus hostiles à la Grande-Bretagne sont ouvertement prêtées à la France. L'exemple du sort de l'Algérie et de la destruction de toutes les relations commerciales de l'Angleterre avec la

régence est sans cesse invoqué. On répète enfin que la 1843/44
paix du monde entier est maintenant à la merci de chaque incident d'une guerre qui semble placer en conflit inévitable les intérêts majeurs de la France et de l'Angleterre.

J'ai lieu de craindre, monsieur le ministre, que les impressions sinistres du public anglais n'aient pénétré que trop avant dans le conseil. J'ai tout lieu de croire que, sauf la confiance personnelle qu'inspirent le gouvernement du Roi et les déclarations publiques de Votre Excellence, le gouvernement britannique eût déjà été entraîné à de fortes démonstrations maritimes. Quoi qu'il en soit, j'ai toujours revendiqué hautement, et je ne cesse de proclamer dans toute son intégrité, notre doit de poursuivre, selon les intérêts de la France, une guerre qui lui a été imposée par de si flagrantes provocations. Je ne trouve, Monsieur le ministre, chez le principal secrétaire d'Etat lui-même, aucune disposition à contester le caractère légitime de nos griefs contre le Maroc ou la modération de nos demandes; mais il me rappelle chaque jour combien d'intérêts politiques et commerciaux de la Grande-Bretagne sont également engagés dans les affaires. L'indépendance de Tanger surtout, placé aux portes de Gibraltar, et nécessaire au ravitaillement de la place, lui paraît une condition indispensable pour l'Angleterre. Il faut le dire aussi, Monsieur le ministre, le souvenir des événemens d'Alger pèse de tout son poids sur cette question et vient ébranler ici à chaque instant la confiance des hommes qui se trouvent encore une fois responsables devant leur pays des conséquences que cette guerre peut entraîner pour ses intérêts.

Déjà en 1830, me dit-on, les griefs du gouvernement français étaient justes et fondés; les motifs les plus plausibles ont pu être invoqués pour sa rupture avec la régence. Des explications et des promesses, jugées alors satisfaisantes, avaient rassuré les puissances étrangères contre toute vue intéressée ou ambitieuse de la France. Et pourtant, malgré la sincérité apparente du gouvernement de cette époque, le territoire entier de la régence a depuis, par la force des événemens, été successivement annexé à la France? Qui garantira aujourd'hui ces mêmes puissances contre un résultat semblable. La guerre a ses nécessités, la politique ses exigences. Le déplaisir, même le plus légitime des cours étrangères, sera invoqué

1843/44 contre elles par la passion populaire. Et cependant il doit être évident pour quiconque étudie les intérêts et les devoirs des différens gouvernemens, qu'aucune puissance européenne ne saurait réclamer à la fois et à ses portes même la sécurité de la paix et les bénéfices de la conquête; et que si tant d'événemens imprévus ont pu détourner les conséquences naturelles de l'occupation définitive de l'Algérie par la France, tout nouvel accroissement de son territoire ne saurait s'accomplir qu'au prix de ses relations actuelles avec ses alliès.

En réponse à ces considérations, sans cesse reproduites, je me suis borné à rappeler que toute défiance semblable serait incompatible avec l'esprit qui préside à la politique des deux cabinets, et ne pourrait, en définitive, aboutir qu'à la négation des principes les plus élémentaires de la diplomatie. Les inquiétudes générales que je ne cesse ainsi de combattre, mais que je rencontre partout autour de moi, sont aggravées encore par les questions qu'ont soulevées les dernières nouvelles de Taïti. Depuis plusieurs jours, lord Aberdeen tient entre les mains la minute d'une dépêche préparée par lui-même et qui annoncerait à lord Cowley la résolution du cabinet de renvoyer à tout hasard M. Pritchard à Taïti, sur un vaisseau anglais. Je veux encore espérer, Monsieur le ministre, que les conseils de la sagesse et de la modération prévaudront; mais je ne vois personne qui ne me parle de la situation actuelle avec une vive appréhension.

Je suis, etc.

XVII.

Le comte de Jarnac à M. Guizot.

Londres, le 28 août 1844.

Monsieur le ministre,

Mes entretiens avec lord Aberdeen sur chacune de nos difficultés actuelles, et particulièrement sur les affaires de Taïti, n'ont cessé d'être très fréquens et très intimes.

Voyant trop souvent le principal secrétaire d'Etat envisager, soit des solutions que Votre Excellence n'accepterait point, soit des mesures prises directement par l'Angleterre pour réparer ce que le gouvernement et le pays considèrent comme un affront national, j'ai été heureux de remarquer quelquefois aussi que sa pensée

se reportait encore sur une nature de satisfaction qui 1843/44
ne saurait en aucune façon engager l'honneur de la France. Dès que j'ai vu paraître chez lui l'impression qu'un dédommagement pécuniaire pour M. Pritchard pourrait, suivant d'innombrables précédens, constituer une partie essentielle de la solution que ce gouvernement est maintenant irrévocablement engagé à poursuivre, je me suis empressé d'en informer Votre Excellence, d'après ses instances confidentielles. Je n'ai jamais écarté depuis lors la perspective d'un arrangement pareil, quand je l'ai vue se présenter à l'esprit de lord Aberdeen. J'ai lieu de croire, Monsieur le ministre, qu'une simple compensation pécuniaire, offerte pour les dommages et pour les souffrances qu'a pu éprouver M. Pritchard, mais qui eût laissé encore le gouvernement du Roi et la France solidaires de tous les procédés dont il a été l'objet, n'eût pu être considérée en Angleterre comme une solution suffisante. Mais si quelques unes des simples expressions d'improbation et de regret que Votre Excellence m'a dès le principe adressées étaient officiellement communiquées au gouvernement britannique, au nom du gouvernement du Roi, peut-être la proposition simultanée d'une indemnité pourrait-elle être présentée par lord Aberdeen au conseil comme une transaction satisfaisante pour les amours-propres si fatalement engagés de part et d'autre dans cette question.

Je suis loin d'affirmer encore, Monsieur le ministre, qu'après les premières et si vives manifestations du gouvernement et du public anglais, et la persistance avec laquelle une portion très influente de la presse a réclamé le désaveu solennel de nos agens, comme condition indispensable de tout accommodement, une solution pareille pourrait être accueillie à Londres, ou satisfaire à l'attente générale, mais assurément elle serait conforme à l'impression que dès l'origine Votre Excellence m'a témoignée sur ces événemens. La gravité des circonstances actuelles m'autorise à soumettre ces considérations à l'attention toute particulière de Votre Excellence.

Je suis, etc.

XVIII.

Le comte de Jarnac à M. Guizot.

Londres, le 28 août 1844.

Monsieur le ministre,

La situation des affaires extérieures, qui ordinaire-

1843/44 ment occupe une si faible part de l'attention publique, est devenue depuis quelques jours l'objet de l'intérêt et de la sollicitude universelle.

Déjà, et sans parler des provocations incessantes des deux presses, les projets prêtés à la France sur la régence de Tunis et sur l'empire du Maroc, les bruits répandus sur une activité nouvelle remarquée dans nos arsenaux, et sur des armemens projetés également en Angleterre, avaient fait naître les plus vives inquiétudes et les pressentimens les plus sinistres. A la nouvelle de la destruction de Mogador et de l'occupation de l'île qui en ferme le port, une impression plus alarmante s'est répandue. Dès le principe, on avait proclamé que des intérêts majeurs de l'Angleterre, ceux qui rendent légitime, nécessaire peut-être un appel aux armes, étaient, par la nature même des choses, engagés dans cette guerre. Aujourd'hui on voit ces mêmes intérêts placés presque en conflit direct avec ceux de la France. Enfin, Monsieur le ministre, l'absence de toute communication officielle du gouvernement du Roi sur les derniers événemens de Taïti, après un délai de près d'un mois, a encore accrédité l'idée que, malgré le désir des deux souverains et des deux cabinets, une rupture entre les deux pays est à la veille d'éclater. Il est de mon devoir de le dire à Votre Excellence, et assurément je ne suis plus seul à l'en informer; la guerre, ses conséquences probables, les forces, les ressources, les alliances respectives des deux pays sont devenues ici le thême général de la conversation, et les classes qui par leurs habitudes et leurs intérêts seraient le moins portées à admettre ces formidables éventualités, se prêtent aujourd'hui à les prévoir et à les discuter. Je ne remarque chez la portion vraiment influente du public aucune animosité contre la France, aucun désir de pousser le gouvernement à des démonstrations prématurées ni provocantes; l'impression dominante me paraît être, que par la force même de tant de circonstances adverses et par suite de l'état des esprits en France, une lutte est à la veille de devenir inévitable pour l'Angleterre.

Le conseil tout entier, et le principal secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères particulièrement se montrent préoccupés au plus haut point de cette situation des esprits comme de l'ensemble de ces difficultés qui

semblent surgir de toutes parts pour se conjurer contre 1843/44
l'oeuvre des deux cabinets. Mais de toutes ces graves questions, Monsieur le ministre, celles qu'ont soulevées l'emprisonnement et l'expulsion de M. Pritchard n'ont cessé de tenir le premier rang dans la pensée de lord Aberdeen. Je n'ai pas à dire à Votre Excellence que les retards prolongés de toute démarche officielle de la part du gouvernement du Roi qui pût dégager de l'affaire l'honneur de la Grande-Bretagne, augmentent chaque jour sensiblement les inquiétudes que m'a témoignées dès le principe lord Aberdeen. Votre Excellence aura elle-même remarqué que le rappel de lord Cowley a été formellement indiqué, sinon réclamé ces jours-ci par le principal organe de l'opinion publique. Je sais d'ailleurs, à ne pouvoir en douter, que les membres les plus influens du conseil se sont vivement émus de cette situation, qu'un changement complet dans la politique extérieure de la Grande-Bretagne est discuté chaque jour, que les partis les plus extrêmes, enfin ceux qui rendraient impossible peut-être le maintien des rapports diplomatiques entre les cours, sont sans cesse passés en revue. J'ai tout lieu de craindre que si aucun arrangement des différends actuels ne pouvait être arrêté, une politique au plus haut point compromettante pour les relations des deux cours ne saurait longtemps encore tarder à prévaloir dans le conseil.

En attendant la décision du gouvernement du Roi, que tous les amis d'une union intime avec la France, et ceux même qui ne peuvent la voir sans quelque ombrage dans des circonstances plus favorables, me pressent de réclamer au plus tôt de Votre Excellence, je ne néglige aucun effort pour rassurer et pour contenir les appréhensions et les impatiences que je rencontre autour de moi. Je rappelle que les deux souverains ayant proclamé solennellement, il y a peu de mois, une politique d'entente cordiale, il serait déplorable que l'année ne pût s'achever sans que les faits n'eussent démenti les assurances royales. Je répété plus encore, que les difficultés actuelles sont si graves qu'elles ne peuvent évidemment tomber d'elles-mêmes en oubli, et qu'elles aboutiront nécessairement maintenant, soit à une solution satisfaisante pour les deux parties, soit à une rupture. Dans le premier cas, regretterons-nous, une fois le résultat obtenu, quelques délais, quelques

1843/44 explications confidentielles, sans lesquelles il n'aurait pu être atteint? Si au contraire nous devions être entrainés à des partis extrêmes, quelle réaction n'éclaterait pas plus tard des deux côtés de la Manche, avec quelle sévérité l'histoire et la conscience publique ne demanderaient-elles pas compte à chaque partie de toute démarche, ou de toute parole, qui eût pu précipiter d'aussi formidables extrémités?

Recevez, etc.

XIX.

M. Guizot au comte de Jarnac.

Paris, le 29 août 1844.

Monsieur le comte, j'ai rendu compte au Roi, dans son conseil, des entretiens que j'ai eus avec l'ambassadeur de S. M. britannique relativement au renvoi de M. Pritchard de l'île de Taïti et aux circonstances qui l'ont accompagné. Le gouvernement du Roi n'a voulu exprimer aucune opinion ni prendre aucune résolution sur cet incident, avant d'avoir recueilli toutes les informations qu'il pouvait espérer et mûrement examiné tous les faits, car il a à coeur de prévenir tout ce qui pourrait porter quelque altération dans les bons rapports des deux Etats.

Après cet examen, le gouvernement du Roi est demeuré convaincu:

1° Que le droit d'éloigner de l'île de Taïti tout résident étranger qui troublerait ou travaillerait à troubler et à renverser l'ordre établi, appartient au gouvernement du Roi et à ses représentans, non seulement en vertu du droit commun de toutes les nations, mais aux termes mêmes du traité du 9 novembre 1842, qui a institué le protectorat français et qui porte:

„La direction de toutes les affaires avec les gouvernemens étrangers, de même que tout ce qui concerne les résidens étrangers, est placé à Taïti entre les mains du gouvernement français en la personne nommée par lui."

2° Que M. Pritchard, du mois de février au mois de mars 1844, a constamment travaillé, par toutes sortes d'actes et de menées, à entraver, troubler et détruire l'établissement français à Taïti, l'administration de la justice, l'exercice de l'autorité des agens français et leurs rapports avec les indigènes.

Lors donc qu'au mois de mars dernier une insurrection a éclaté dans une partie de l'île de Taïti et se préparait à Papeïti même, les autorités françaises ont eu de légitimes motifs et se sont trouvées dans la nécessité d'user de leur droit de renvoyer M. Pritchard du territoire de l'île, où sa présence et sa conduite fomentaient parmi les indigènes un esprit permanent de résistance et de sédition. 1843/44

Quant à certaines circonstances qui ont précédé le renvoi de M. Pritchard, notamment le mode et le lieu de son emprisonnement momentané et de la proclamation publiée, à son sujet, à Papeïti, le 3 mars dernier, le gouvernement du Roi les regrette sincèrement, et la nécessité ne lui en paraît pas justifiée par les faits; M. le gouverneur Bruat, dès qu'il a été de retour à Papeïti, s'est empressé de mettre un terme à ces facheux procédés, en ordonnant l'embarquement et le départ de M. Pritchard.

Le gouvernement du Roi n'hésite pas à exprimer au gouvernement de S. M. britannique, comme il l'a fait connaître à Taïti même, son regret et son improbation des circontances que je viens de rappeler.

Le gouvernement du Roi a donné, dans les îles de la Société, des preuves irrécusables de l'esprit de modération et de ferme équité qui règle sa conduite. Il a constamment pris soin d'assurer aux étrangers comme aux nationaux la liberté du culte la plus entière et la protection la plus efficace. Cette égalité de protection pour toutes les croyances religieuses est le droit commun et l'honneur de la France. Le gouvernement du Roi a consacré et appliqué ce principe partout où s'exerce son autorité. Les missionnaires anglais l'ont eux-mêmes reconnu; car la plupart d'entre eux sont demeurés étrangers aux menées de M. Pritchard, et plusieurs ont prêté aux autorités françaises un concours utile. Le gouvernement du Roi maintiendra scrupuleusement cette liberté de conscience et le respect de tous les droits; et en même temps il maintiendra aussi et fera respecter les droits indispensables pour garantir à Taïti le bon ordre ainsi que la sûreté des Français qui y résident et des autorités chargées d'exercer le protectorat.

Nous avons la confiance que l'intention du cabinet britannique s'accorde avec la nôtre, et que, pleins l'un pour l'autre d'une juste estime, les deux gouvernemens

1843/44 ont le même désir d'inspirer à leurs agens les sentimens qui les animent eux-mêmes, de leur interdire tous les actes qui pourraient compromettre les rapports des deux Etats, et d'affermir, par un égal respect de leur dignité et de leurs droits mutuels, la bonne intelligence qui règne heureusement entre eux.

Je vous invite à donner à lord Aberdeen communication de cette dépêche, et à lui en laisser copie.

XX.

M. Guizot au comte de Jarnac.

Paris, le 2 septembre 1844.

Monsieur le comte, en exprimant au gouvernement de S. M. britannique son regret et son improbation de certaines circonstances qui ont précédé le renvoi de M. Pritchard de l'île de Taïti, le gouvernement du Roi s'est montré disposé à accorder à M. Pritchard, à raison des dommages et des souffrances que ces circonstances ont pu lui faire éprouver, une équitable indemnité. Nous n'avons point ici les moyens d'apprécier quel doit être le montant de cette indemnité, et nous ne saurions nous en rapporter aux seules assertions de M. Pritchard lui-même. Il nous paraît donc convenable de remettre cette appréciation aux deux commandans des stations française et anglaise dans l'Océan Pacifique, M. le contre-amiral Hamelin et M. l'amiral Seymour. Je vous invite à faire, de notre part, cette proposition au gouvernement de S. M. britannique, et à me rendre compte immédiatement de sa réponse.

XXI.

Depêche de Lord Aberdeen, Secrétaire d'état au département des relations extérieures à Londres à Lord Cowley, ministre plénipotentiaire de la Grande-Bretagne à Paris.

Foreigne-Office, le 6 septembre 1844.

Mylord,

Je joins ici, pour l'instruction de Votre Excellence, les copies de deux dépêches adressées par M. Guizot au comte de Jarnac, et qui ont été mises entre mes mains par le chargé d'affaires de France.

Votre Excellence verra, par la première de ces dé- 18$\frac{43}{44}$
pêches, que M. Guizot, tout en se plaignant de la conduite de M. Pritchard à Taïti, et en justifiant son expulsion de l'île, par suite des actes d'hostilité qui lui sont imputés contre les autorités françaises, n'hésite pas à exprimer le regret sincère du gouvernement français pour les circonstances qui ont accompagné cette affaire; et M. Guizot ajoute que ces procédés ont déjà reçu le blâme du gouvernement français.

Dans la seconde dépêche, M. Guizot annonce qu'en conséquence des dommages et des souffrances que les procédés en question peuvent avoir occasionnés à M. Pritchard, le gouvernement français est disposé à lui accorder une indemnité équitable; il suggère que le chiffre exact devra être fixé par les deux amiraux commandant les escadres française et anglaise dans l'Océan Paifique, et il désire connaître l'opinion du gouvernement de S. M. en réponse à cette proposition.

Afin de mettre Votre Excellence à même de se conformer à la demande de M. Guizot, je crois ne pouvoir mieux faire que de vous renvoyer aux termes du discours prononcé hier dans les deux Chambres du Parlament par les lords commissaires au nom de la Reine, comme exprimant l'entière satisfaction éprouvée par le gouvernement de S. M. du résultat des discussions qui ont eu lieu récemment entre nous.

Ma conviction est que le désir sincère des deux gouvernemens de cultiver l'entente la meilleure et la plus cordiale rend presque impossible que des incidens de cette nature, s'ils sont vus sans passion et traités dans un esprit de justice et de modération, puissent jamais aboutir autrement qu'à une issue amicale et heureuse.

Quant à M. Pritchard, il lui est dû de déclarer qu'il a constamment nié la vérité des allégations portées contre lui, et qu'il a demandé les plus strictes investigations sur sa conduite. Mais comme il a déjà reçu une autre destination au service de S. M. avant les événemens auxquels nous faisons allusion, et comme cette nomination a été confirmée depuis, le gouvernement de S. M. n'a pas trouvé nécessaire d'entrer dans un examen plus approfondi de sa conduite à Taïti.

Agréez, etc. Signé: Aberdeen.

1843/44

XXII.

Lettre de la Reine Pomare au Roi des Isles de Sandwich.

(Traduction anglaise.)

To His Majesty Kamehameha III.

O King of the Sandwich Islands, may You be saved by the true God! This is my word to You. In a certain news paper, printed and circulated at Honololu, called The *Polynesian*, there are made known to all men some false statements spoken by Frenchmen and those who agree with them. I write this little word to You, to tell You to undo the wrong and injury done to me, your sister, Queen of the Islands of the South, and tell the editor and printer to print in the *Polynesian* this word, the copy of a letter that I have written to the King of the French, and which makes known the truth, and the truth only. Beware of the Roman Catholics and the friends of the Roman Catholics.

Encampment of Vaioau, Island of Raiatea, this 25th of September 1844.

POMARE.

XXIII.

Lettre de la Reine Pomare adressée au Roi des Français, qu'elle a fait publier dans le Polynesian, Journal des Isles Sandwich; contenant un exposé des griefs dont la Reine croit avoir de se plaindre de la part de l'amiral français Dupetit-Thouars et du capitaine Bruat et un appel à la justice du Roi et de son gouvernement. Datée du camp de Vaivau, dans l'Isle de Raiatea, le 25 septembre 1844.

Au Roi des Français.

O grand Roi des Français, puissiez-vous être sauvé par le vrai Dieu! Ceci est la parole que je vous adresse, ô Roi! Je vous fais connaître la vérité relativement à ce qui s'est passé dans mes îles, depuis le commencement jusqu'à la fin, entre moi, une partie de mon

peuple et vos officiers de marine. Lorsque vous m'aurez entendue, décidez alors, et dites-moi si Dupetit-Thouars a agi avec justice envers moi, en m'extorquant tout d'abord 2,000 dollars, en me forçant ensuite par menaces à accepter le traité du protectorat, et en se saisissant de mon gouvernement. Sachez tout d'abord, ô Roi, que les Français qui résidaient dans mes îles avant l'année 1842 n'étaient qu'au nombre de neuf. C'étaient: 1° Joseph Lefebvre, surnommé *Joseph-le-Tatoué.* Il arriva ici dans l'année 1832, à bord du vaisseau anglais *Harriet;* il venait des Marquises, où il vivait au milieu des Cannibales. Il avait été tatoué par eux sur la figure et le corps. C'était un homme colère et vantard, qui querellait sans cesse et menaçait mon peuple. 2° Nicolas; il arriva ici en 1839, à bord d'un navire américain. C'était un homme de mauvaise conduite; il vendait de l'eau-de-vie, et tenait une maison mal famée. Il avait été condamné pour violation des lois du pays. 3° Victor. Il arriva en 1840. Il était cuisinier à bord d'un vaisseau américain. Son caractère et sa conduite n'étaient pas meilleurs que le caractère et la conduite de Nicolas: il avait été condamné aussi pour violation de mes lois. 4° Bremond. Il vint en 1834 comme charpentier à bord d'un navire américain. Sa conduite était meilleure que celle des autres; mais il vendait aussi de l'eau-de-vie, et s'était fait condamner pour violation de mes lois. Mais ni Bremond, ni Victor, ni Nicolas, ni Lefèvre n'ont eu de raisons de dire qu'ils avaient été maltraités. Chacun sait qu'ils avaient été condamnés justement. 5° Louis. Il arriva en 1830. Il appartenait à un schooner chilien. Sa conduite était bonne; ce n'était pas un homme colère, et jamais il n'avait été accusé de quoi que ce soit. 6° Lucas. Il arriva à bord d'un vaisseau sur lequel il faisait le commerce, vers l'année 1838. Il amena ensuite sa famille, et résida toujours depuis parmi nous. C'était un homme juste dans les affaires: on ne s'est jamais plaint de lui, et il ne s'est jamais plaint de personne. C'était un honnête homme. 7° William le Français. Il vient ici en 1838. C'est un homme doux, ami de mon peuple; il réside encore parmi nous. 8° Bernard. Il était maître à bord d'un navire. Il toucha ici plusieurs fois dans ses voyages de Valparaiso à Sidney. En 1841, il vécut environ un an

1843/44

1843/44 ici. Il fut arrêté une fois pour voies de fait envers un constable dans l'exercice de ses fonctions. Comme mes gens le transportaient sur leurs epaules à la prison, il fut délivré d'après le désir que montra le consul américain. C'était un homme respectable; il vit aujourd'hui dans les îles Sandwich. Il fut très content de se tirer si bien de ce mauvais pas. 9° Maurac. il était capitaine d'un brick français. Il arriva ici vers 1828, et il habite maintenant à Hanahine. Un jour son chien attaqua le mien; comme mes gens étaient en train de les séparer, un des constables, nommé Moia, membre de ma famille, poussa Maurac; Maurao lui porta un coup violent, et Moia tomba par terre. C'est dans ces circonstances qu'un Allemand nommé Morenhout, dont les affaires étaient en très mauvais état, et qui, par des mensonges et des intrigues, s'était fait donner par Dupetit-Thouars la charge de consul français, insista pour que Moia fût jugé et banni; comme je croyais cette punition trop sévère relativement à l'offense, j'en commuai une partie. N'avais-je pas le droit d'en agir ainsi? Ce Morenhout, qui était accoutumé à vendre de l'eau-de-vie par bouteilles à mon peuple, et même qui vit encore avec la femme d'un autre individu, sans honte aucune, et au mépris de mes lois, a dit fréquemment que les Français étaient mieux traités que tous les autres étrangers; Il pouvait savoir la vérité, car, lorsque son office de consul américain lui fut enlevé, il fut nommé, comme je l'ai dit, consul français.

Voyez, ô Roi! combien sont faux et sans fondement les rapports de Dupetit-Thouars, que les Français avaient été maltraités, que leurs maisons avaient été démolies, leurs biens saisis, et tant d'autres choses de cette sorte! Voici autre chose relativement aux deux missionnaires qui vinrent ici en 1836. Ils abordèrent clandestinement, sans permission. Il ne me convenait pas de leur permettre de résider sur ces bords, non parce que je pensais du mal d'eux comme hommes, non parce que je détestais leur croyance, mais parce que je savais qu'ils venaient répandre parmi nous une doctrine différente de celle qui avait été enseignée à mon peuple, et parce que cela seul aurait causé des divisions, des malheurs et des disputes parmi nous. Ils n'eurent point d'égard pour mes ordres et violèrent les réglemens du port qui défendaient à tous les passagers de venir à

terre sans en avoir obtenu la permission. Si mes lois 1843/44
ou mes règlemens de ports avaient été injustes, ils se seraient plaints à leur gouvernement; mais comme il n'était pas convenable de violer mes lois et mes règlemens, ils furent renvoyés à bord de leur vaisseau. Il est faux qu'ils aient été maltraités. Quel est donc mon crime envers ces hommes? Ils furent blâmables, mais Dupetit-Thouars fut plus blâmable encore, parce que, comme amiral français, il devait savoir de quel côté étaient les torts. Dans l'année 1838, Dupetit-Thouars arriva devant ces îles, à bord d'un grand vaisseau appelé *la Vénus*. Morenhout se rendit près de lui, et lui dit: „Ces îles seraient de bonnes terres pour la France, et, si vous voulez m'écouter, nous pourrons un jour les obtenir." Alors Dupetit-Thouars entra dans le port et s'y ancra. Je résidais à cette époque dans la petite île de Motunta, tout près de l'endroit où *la Vénus* était ancrée, et vis-à-vis de la ville de Papeïti. Dupetit-Thouars m'envoya immédiatement un de ses lieutenans avec une lettre, et dit que le Roi des Français était très courroucé des mauvais traitemens commis sur les Français, et spécialement de ma manière d'agir envers les deux prêtres Laval et Caset. Il dit aussi que l'affaire qui l'amenait était de se faire donner l'indemnité due à cette grande et vaillante nation, et me demanda une somme de 2,000 dollars. Le lieutenant qui apporta la lettre paraissait très en colère, et portait fréquemment la main sur son épée. Il me demanda comment j'osais provoquer une si grande nation que la France. Mes gens pensèrent que le lieutenant français voulait me percer de son épée, et ils me dirent de fuir. Ils me dirent qu'il y avait 60 vaisseaux aussi grands que celui de Dupetit-Thouars. J'était très effrayée, car j'étais accouchée depuis huit jours seulement.

Les amis qui m'entouraient, quelques missionaires, hommes bons qui m'avaient appris la prière du Seigneur qui toujours m'avaient donné de bons conseils, dirent qu'ils rassembleraient la somme pour moi, et alors je dis que je la paierais. Le lieutenant devint poli alors, et il retourna à son vaisseau. Je montai immédiatement à bord d'un canot, et je ramai promptement vers Paofi. Je ne partis pas dans un bateau, de peur que Dupetit-Thouars ne le sût et ne me retint. Je venais

1843/44 à peine de quitter Motunta que Dupetit-Thouars y envoya des soldats, et, comme j'en ai été depuis informée, pour me détenir jusqu'à ce que l'argent lui eût été remis; mais ils ne m'attrapèrent pas. J'allai dans les montagnes, à quelque distance de Papeïti, et mon peuple se réunit autour de moi pour me protéger.

Voilà la véritable relation de ces choses; et pouvez-vous, ô Roi d'une grande nation, approuver une telle conduite d'un de vos officiers envers une femme faible et sans défense? Il est une autre chose que je veux vous dire: Dans l'année 1839, un autre vaisseau français, *l'Arthémise*, vint ici. Il toucha sur un roc, devant la côte de Tesharoua, il ne sombra point, grâce à l'habileté et à l'activité d'un Anglais nommé Ebrill, qui se chargea de piloter le navire, et à l'aide de plusieurs centaines de mes sujets qui travaillèrent aux pompes jour et nuit; par ce moyen, *l'Arthémise* fut amenée à terre. Les réparations durèrent deux mois. Nous coupâmes et nous donnâmes au capitaine Laplace quelques uns de nos plus beaux arbres et bien d'autres choses pour réparer son navire. Lorsqu'il eut fini, que son vaisseau fut tout prêt à prendre la mer, Laplace convoqua subitement une assemblée des chefs, et avec ses canons chargés, il nous commanda d'abolir une de nos lois qui faisait de la religion protestante la religion du pays, et de donner des portions de terrains pour y ériger des églises catholiques romaines. Laplace ne peut cacher cette vérité, quoique par lui-même il soit un incrédule. Pouvez-vous, ô Roi, approuver cette conduite? Pouvez-vous être surpris que mon peuple soit offensé de la présence des Français? — Pendant ce temps, Dupetit-Thouars était retourné en Europe, et recueillant toutes les paroles de Morenhout, il revint ici dans l'année 1842. Il écrivit alors une déclaration que je n'ai pas vue, mais on m'a dit qu'il s'y trouvait plusieurs accusations fausses contre moi. Il dit qu'il ferait feu sur la ville si je ne lui donnais pas 10,000 dollars, et il savait que je n'avais pas cet argent.

Par suite d'intrigues et d'intimidation et par l'intermédiaire de quelques uns de mes chefs gagnés par Morenhout à force de menaces et de promesses, je signai contre mon gré le traité du protectorat; je me soumis tranquillement, j'ordonnai à mon peuple d'en faire autant, parce qu'il n'y avait pas de remède et

parce que Reine et Carpegna, qui appartenaient au conseil du gouvernement, étaient de braves gens qui ne me menaçaient pas. Nous nous soumîmes tranquillement. J'espère que vous les récompenserez. Morenhout, qui avait plus de puissance qu'eux et qui avait été nommé commissaire royal, m'a maltraité. Il m'a montré les poings, l'écume à la bouche, et il m'a dit de grots mots en présence de beaucoup d'étrangers et de quelques officiers anglais. O Roi, renvoyez cet homme; moi et mon peuple nous ne pouvons endurer ses mauvais traitemens, c'est un homme sans pudeur. Dupetit-Thouars est retourné à Valparaiso et il a envoyé à son gouvernement un récit très inexact de ce qui s'était passé; non content de cela, il est revenu en 1843. Il m'a encore menacé, et il m'a dit que j'avais mal agi pendant son absence, et que j'avais commis un grand crime en continuant des relations amicales avec les missionnaires et les Anglais, mes anciens amis, qui m'ont toujours soutenu. 1843/44

Le traité de protectorat ne disait pas que je devais renvoyer les hommes qui avaient converti mes ancêtres et qui nous avaient appris à faire de bonnes oeuvres; était-ce un crime, à moi, d'aimer et d'honorer ces hommes? de les consulter dans mes perplexités? On a dit qu'ils me conseillaient de contrarier les Français; cela n'est pas vrai, c'est tout à fait faux. Ils m'aidaient à retenir mon peuple et à le rendre calme; mais ils versaient des pleurs quand je pleurais à cause de la mauvaise conduite de Dupetit-Thouars et de Morenhout à mon égard. Eux et moi nous pleurions tous les jours de voir la mauvaise conduite de mon peuple encouragée par les mauvaises habitudes et la conduite immorale des soldats français débarqués sur mon territoire, qui ne respectaient pas le jour du sabbat et qui donnaient de mauvais exemples à mon peuple: quelques officiers mêmes se conduisaient moins bien que les soldats.

Dupetit-Thouars a insisté pour que je n'arborasse pas mon pavillon, prétendant que c'était un pavillon anglais. Cela n'était pas; il le savait bien, ses officiers aussi. Comme je ne voulus pas baisser mon pavillon, il s'empara de ma maison, de mon territoire, de mon gouvernement. Je me sauvai chez le consul d'Angleterre, mon bon et constant ami; et lorsque je ne trouvai plus un refuge auprès de lui, moi et mes enfans nous nous

1843 sauvâmes à bord du bon petit navire *le Basilisk*. J'y suis restée quatre mois. Quoique le bâtiment fût si près de terre qu'on aurait pu y jeter du rivage un fruit de l'arbre à pin, je n'osais pas descendre. Le gouverneur français aurait bien voulu m'avoir avec mes enfans, mais je n'avais garde de croire à ses protestations. Le capitaine Hunt fut insulté pour m'avoir protégée. Le consul d'Angleterre, M. Pritchard, fut arrêté pour m'avoir soutenu, et jeté dans un mauvais et sombre cachot. Un homme qu'on appelle d'Aubigny se vanta, dans une proclamation, que la tête de M. Pritchard paierait pour tout le sang français versé par mon peuple. Justifiez-vous une telle conduite, ô Roi?

Maintenant qu'a fait Bruat? Je vais vous le dire: il a divisé mon territoire en quatre parties, et il a donné chacune de ces parties aux chefs gagnés par Morenhout, savoir: Hitote, Toti, Atomi et Paricita. Mon peuple a été furieux, mécontent de voir récompenser des chefs rebelles, tandis qu'eux, toujours fidèles, et sans fraude ni trahison, ils étaient dépouillés de leurs terres. Puis est venue l'affaire de Taïraibut, et voici comment: des hommes débarqués du vaisseau français enlevèrent quelques femmes sur le rivage malgré leurs maris. La guerre commença alors. Bruat attira dans un piége quatre de mes chefs qu'il jeta, chargés de fers, sur *l'Uranie*, parce que, disait-on, ils n'avaient pas fait attention à sa proclamation. Puis il voulut s'emparer d'autres chefs. Mon peuple fut très irrité de ces choses et il s'assembla. Mais il n'alla pas à Papeïti se battre, ni brûler les maisons, ni tuer les Français; moi et les missionnaires nous l'en avons empêché. Bruat ne se contenta pas de cela; il prêta l'oreille aux paroles de Morenhout; il conduisit ses armées à Mahaena; là, une horrible bataille eut lieu: 90 hommes de mon peuple furent tués. Les Français ne firent aucun quartier; ils disent qu'ils ont eu 50 hommes tués, mais on sait qu'il en a été tué beaucoup plus. Ils n'ont pas poursuivi mon peuple au delà de la portée des grands canons des vaisseaux; ils savaient bien ce qui les attendait s'ils l'avaient fait; ils ont été charmés de rentrer à Papeïti. Ensuite il y a eu d'autres batailles; ils ont attaqué mes postes à Haapape et Faaaa. Là ils ont eu moins de succès qu'à Mahaena: ce fut leur bateau à vapeur qui les sauva.

Bruat, en rendant compte de ces affaires, en a parlé 1843/44
comme de grandes victoires. Mais le fait est qu'elles ont découragé les soldats français et ranimé mon peuple. Demandez plutôt aux étrangers et aux officiers français. qui ont assisté à ces affaires. Ils vous diront la verité et ils vous diront aussi comme moi, que mon peuple n'aime pas les manières ni la conduite des soldats français, etque nous ne nous entendons pas avec les missionnaires catholiques romains. On nons a apprit à croire à d'autres doctrines que la leur. Pas un homme de mon peuple ne s'est converti à leur religion, ni n'a abjuré sa première croyance, pas même les chefs qui se sont vendus. Pourquoi nous impose-t-on ces gens-là avec tant d'obstination? Mais ô Roi, vous êtes juste et sage, agissez en conséquence.

Je suis bien fâchée d'avoir à dire ces choses, je les dis à regret, mais je ne veux rien vous cacher. Peu de temps après la bataille de Haapape et de Faaaa il y a quatre mois, Joseph Lefebvre, dont j'ai déjà parlé, a été tué par quelques hommes de mon peuple, du camp de Buaanina. C'était un espion; il avait conduit le méchant major Fergus, Polonais, que Bruat avait envoyé pour s'emparer d'un de mes chefs; il avait bien souvent trahi mon peuple pendant qu'il vivait au milieu de nous. Vers le même temps, Nicolas et un autre Français que je ne connais pas ont été tués également. Je ne justifie pas ces meurtres, j'en suis affligée, bien que ces hommes aient été tués en temps de guerre et à une époque où les soldats français ne faisaient pas quartier à mon peuple. Le meurtre de ces trois hommes ne m'a pas été agréable. Si la loi demande que les meurtriers soient punis, eh bien! qu'ils le soient! Nous venons d'apprendre que la conduite de Dupetit-Thouars et de Morenhout ne vous plaît pas, Roi, et que vous avez ordonné que mon gouvernement me soit rendu.

Je vous en suis très reconnaissante, et c'est, du reste, ce que mes amis me disaient que j'avais à attendre de la part du grand et juste Roi des Français. Mais Bruat ne m'a rendu ni ma maison ni mon territoire; il n'a pas arboré mon pavillon, et il continue à bâtir des forts et à construire des maisons; il donne à Toti, à Hitote et à Paraisa, en qualité de gouverneurs, 1,000 dollar par an. Utami n'a rien voulu recevoir, il ne reçoit rien. Bruat paie quelques gens pour servir de juges, et il a nommé des employés; ce sont les seuls

1843/44 qui s'entendent ou prétendent s'entendre avec les Français. Ne croyez pas Bruat s'il vous dit que la plupart des chefs et la population s'entendent avec la France. Cela n'est pas, quoiqu'il se trouve des gens désireux de recevoir de l'argent des Français. Hitote, qui est un homme dépravé, a donné une fête à quelques gens de mon peuple. Bruat a été invité à cette fête, il a fourni le vin. Beaucoup d'hommes se sont enivrés. Hitote et d'autres ont adressé à Bruat des discours pour lui être agréables, mais d'autres lui ont dit la vérité. Ils lui ont dit qu'ils voulaient bien de son vin, mais qu'ils ne voulaient ni de lui ni des Français, mais la Reine Pomare.

Bruat n'a pas le droit de se mêler du gouvernement de mon peuple, maintenant qu'il sait que le gouvernement des Français, et le Roi des Français et une partie de ses conseillers ne sont pas contens de Dupetit-Thouars, et lui ont ordonné de me rendre mon gouvernement. Je rejetterai sur Bruat tous les maux résultant de son réfus d'obéir au voeu des sages conseillers de la France et aux ordres de son Roi. Bruat a envoyé son bateau de vapeur me chercher; il aurait bien voulu me tenir. Je me suis sauvée dans les montagnes, où j'occupe maintenant une mauvaise hutte. Je n'ai pas reçu son messager parce que je ne puis pas me fier à sa parole, parce qu'il ne rétablirait pas mon pavillon, et parce qu'il ne me rendrait pas ma maison ni mon territoire. Il dit aussi que je suis coupable parce que je ne veux pas abandonner mes vieux amis les Anglais. Je ne les abandonnerai jamais, je n'abjurerai jamais ma croyance, et mon peuple en fera autant, quelque chose qui arrive. Je réside maintenant dans l'île de Raïatea: ce n'est pas mon territoire, ce n'a jamais été mon territoire jusqu'à ce jour. Tahaa, Raïatea, Huahine, Maïaviti, Borabora et Maurua sont des gouvernemens distincts; ils ont des Rois différens, mais tous sont mes amis; ils ne m'abandonneront pas; ils me protégeront. Je les consulterai dans mes peines, je consulterai aussi les Anglais.

J'attends de France le dernier mot, ainsi que de mon amie et grande et bonne soeur la Reine Victoria, et je compte sur la justice et la loyauté du Roi Louis-Philippe. Je sais que vous avez de bons et sages conseillers et hommes d'Etat qui pensent favorablement de

nous et qui parleront en ma faveur: moi et mon peuple 1843/44
nous les aimerons et nous leur témoignerons notre gratitude. Maintenant, ô Roi, traitez-moi comme vous voudriez être traité vous-même. Pensez que je suis une femme, prête à donner le jour à un nouvel enfant. J'apprends que la Reine de France est une excellente femme, et qu'elle est mère aussi; elle saura compatir à mes peines; je la prie de me soutenir.

Voilà tout ce que j'ai à vous dire, et j'ai dit la vérité. Si ce n'est pas la vérité, je ne mérite pas d'être bien traitée. Daigne le vrai Dieu vous protéger.

XXIV.

Lettre adressée a la Reine Pomare par les chefs de Taïti dans le camp avant l'ouverture des hostilités contre les Français.

A Arii Taaite.

Puissiez-vous être sauvée dans le Seigneur Jésus, le Messie! Au millieu de la grande épreuve et des tourmens que vous endurez, nous compatissons tous à vos peines: mais soyez forte, ô Reine, soyez diligente. C'est à cause de votre patience et de votre longanimité que nous vous obéissons, afin que vos paroles aient un bon effet et que nous patientions et ne traitions pas mal les Français. Nous sommes toujours du côté des Anglais et nous désirons que cette assurance vous fasse du bien. Il faut que notre sang ne soit pas versé inconsidérément, de peur que ceux qui nous assistent lorsqu'ils arriveront ne nous donnent tort et n'aient mauvaise opinion de nous. Voilà le peu de mots que nous avons à vous dire. Ne croyez pas que nous soyons Français, nous vous disons que nous ne sommes pas Français. Nous sommes à vos ordres, désirant que nos femmes et nos enfans puissent rester en sûreté sur le territoire, jusqu'au jour de la venue de ceux qui doivent nous assister. Puissiez-vous être sauvée en Dieu.

(*Suivent les signatures des chefs.*)

3.

Arrangement à l'amiable conclu par les Commissaires Yucatanais avec le gouvernement mexicain pour mettre fin aux différends entre le Yucutan et le Mexique. En date de Mexico, le . . . . Janvier 1844.

Principaux termes de l'arrangement par suite duquel le Yucatan est réuni de nouveau à la république mexicaine:

Le Yucatan se gouvernera à l'intérieur conformément à ses propres intérêts pour autant qu'ils ne porteront préjudice à ceux des autres départemens.

Le Yucatan nommera son gouverneur et ses fonctionnaires civils.

Cette province sera exempte de fournir un contingent de soldats pour l'armée de terre, mais elle sera tenue de fournir sa quote-part pour le maintien de la marine.

Le Yucatan pourra maintenir sur pied ses forces actuelles militaires, qui cependant resteront soumises à a république mexicaine, tandis que le gouverneur de province en sera *ex officio* le commandant général.

La république ne pourra envoyer des troupes dans leYucatan, ni en retirer celles qui s'y trouvent, si ce n'e dans la vue de comprimer une insurrection ou pou repousser une aggression étrangère.

Yucatan se soumet à l'autorité de la république en tou matière ecclésiastique. Il est exempt des contributio et impôts fédéraux. Il a la faculté de régler les droi qu'il perçoit sur les importations d'après les traités e vigueur avec d'autres états. Mais il ne peut importer ns les autres provinces, ou en exporter des marchandi étrangères que d'après les lois générales en vigueur ns la république.

Le Yuca ne se servira que des couleurs nationales; il doit tretenir les forces navales nécessaires à la défense du pays, et dont les commandans seront

nommés sur la présentation du gouverneur de cette province. 1844

Le Yucatan enverra ses députés au Congrès national; il y émettra les votes fixés par la constitution, et concourra également au choix des hauts fonctionnaires de la république.

Une amnistie générale sera publiée en faveur des personnes et des biens compromis dans les derniers évènemens politiques du Yucatan.

4.

Traité de Gwalior, conclu par la compagnie des Indes-orientales de la Grande-Bretagne d'une part et S. A. Ali-Jahjiac-Rao-Scindia de l'autre part. En date du 13 *Janvier* 1844.

Extrait donné par le *Standard* de Londres.

L'article 1er porte que tous les traités de paix conclus à des époques antérieures entre la compagnie des Indes orientales et le Gwalior, à partir de celui conclu en 1803 par le général Sir Arthur Wellesley jusqu'à la date du présent traité, resteront en pleine vigueur en tant qu'ils ne seront pas contraires au traité de paix actuel.

L'article 2 porte que les revenus du montant de 500,000 roupies par an, assurés par le dernier maharajah Junkajée-Rao-Scindia à la compagnie des Indes orientales pour l'indemniser des frais d'entretien des troupes de la dite compagnie, chargées de protéger le maharajah et de maintenir son autorité dans ses états, seront augmentés dans la proportion de l'accroissement des forces militaires nécessité par les circonstances actuelles. Le nombre des districts dont les revenus sont affectés à cette fin et qui seront occupés par les troupes de la compagnie, sera augmenté dans la même proportion. Un tableau annexé indique les noms de ces districts, ainsi que de leurs revenus.

1844 L'article 3 porte que si les revenus des dits districts dépassaient la somme annuelle de 18 lacks de roupies, le surplus en sera versé dans le trésor du maharajah, tandis qu'en cas de déficit, le manquant devra être bonifié par S. A.

L'article 4 décide que l'administration civile des nouveaux districts à occuper par les forces militaires de la compagnie, sera conférée au gouvernement britannique sur le même pied que cela s'est pratiqué dans les autres districts appartenant au maharajah, et dont les revenus avaient été aliénés dans le même but à des époques antérieures.

L'article 5 porte que tant pour la liquidation des sommes annuellement dues au gouvernement britannique, que pour indemniser celui-ci des frais occasionnés par la dernière démonstration militaire contre le Gwalior, cet état aura à payer dans l'espace de 15 jours, à partir de la date où ce traité a été signé et ratifié, une somme de 26 lacks de roupies. Comme garantie de l'exécution de cet article, trois autres districts avec leurs revenus sont assignés pour être egalement occupés par les troupes de la compagnie.

L'article 6, après avoir établi que le gouvernement britannique s'est engagé à protéger la personne et les états du maharajah, tant contre une invasion étrangère que contre les désordres intérieurs, et que l'armée actuellement au service du maharajah est trop nombreuse, d'où il résulte qu'elle n'est qu'un embarras pour le maharajah et un motif d'inquiétude pour les états voisins, stipule qu'elle sera réduite à 9000 hommes. Par le même article, le maharajah s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour opérer cette réduction, tandis que le gouvernement britannique, de son côté, promet d'accorder son assistance à S. A., si elle devenait nécessaire à l'exécution de la susdite mesure.

L'article 7 impose au maharajah l'obligation de payer aux troupes congédiées la solde arriérée et d'accorder une gratification à ceux des officiers, sous-officiers et soldats qui ne feraient pas partie des troupes qui seront retenues à son service.

L'article 8 fixe la majorité du maharajah actuel à l'âge de 18 ans, ce qui revient à l'epoque de 1853; ensuite que la régence, qui, durant la minorité du maharajah, dirigera les affaires de l'état, devra se confor-

mer aux conseils du résident britannique dans tous les 1844
cas où ses conseils lui seront offerts, et finalement qu'aucun changement ne sera fait dans les personnes dont se compose la régence sans l'assentiment du résident brittanique, agissant sous l'autorité expresse du gouverneur-général.

L'article 9 s'explique sur la composition du conseil de régence, qui consiste en six membres dont Rao-Ram-Phalkeea-Bahador-Shumshere-Jung remplira les fonctions de président.

L'article 10 accorde à la Reine douairière une subvention du montant de trois lacks de roupies par an.

Par l'article 11 le gouvernement britannique s'engage à employer, comme jusqu'ici, son influence et ses bons offices au maintien des droits du maharajah et de ses sujets.

Ce traité porte les Signatures de Fréderic Currie Esq. Secrétaire du gouvernement des Indes orientales et du Lieutenant Colonel Guillaume Henry Sleeman, plénipotentiaires anglais d'une part et les Sirdars, dont se compose la régence, nommée pour diriger les affaires de l'état durant la minorité du Prince, de l'autre part.

Proclamations de Lord Ellenborough, gouverneur-général des Indes orientales *).

I.

Camp devant, 13 Janvier 1844.

Les mauvais conseils des personnes malintentionnées qui n'ont eu en vue que leurs propres intérêts, sans se soucier du bien-être du Gwalior, ainsi que la détermination de l'armée mahratte, qui, présumant trop de ses forces, n'a eu d'autre but que de conserver les avantages qui lui étaient dévolus par le pouvoir qu'elle s'était arrogé sur le gouvernement, ont amené deux combats entre les forces britanniques et celles du Gwalior, combats qu'on doit déplorer vivement parce que des deux côtés ils ont coûté la vie à de vaillans guerriers,

*) Ces proclamations très explicites tracent la ligne de conduite que le gouvernement anglais des Indes orientales se propose de suivre desormais vis à vis du jeune Maharajah de Gwalior, ainsi qu'à l'égard des populations soumises à l'autorité de ce Prince.

1844 mais qui cependant ont eu pour résultat définitif d'assurer la suprématie britannique.

Le gouverneur-général, victorieux sur le champ de bataille, est cependant resté fidèle aux principes sur lesquels l'intervention du gouvernement britannique dans les affaires du Gwalior a constamment été basée. Le pouvoir que la victoire a mis entre ses mains, le gouverneur-général ne l'a employé que pour mettre à exécution les mesures nécessaires pour assurer la tranquillité future sur les frontières des deux états, pour consolider l'autorité légitime du gouvernement du maharajah, et finalement pour régler l'exercice de cette autorité pendant la minorité de Son Altesse.

Pour atteindre ces buts légaux, ainsi que pour garantir l'exécution des anciennes conventions, un nouveau traité a été signé aujourd'hui même entre les plénipotentiaires britanniques et le conseil de régence du Gwalior. Ce traité a été aussitôt ratifié tant par le gouverneur-général que par S. A. le maharajah Jyajée Rao Scindia.

En consequence, les relations amicales habituelles entre le gouvernement britannique et l'état du Gwalior sont maintenant rétablies sur l'ancien pied et l'armée britannique rentrera sans délai dans ses propres cantonnemens. Cette notification est signée par ordre du gouverneur-général.

F. Currie,
secrétaire du gouvernement des Indes.

II.

Camp de Gwalior, 14 Janvier 1844.

Le gouverneur-général porte à la connaissance de tous les sujets du maharajah Jyagee Rao Scindia, ainsi que de tous les habitans des états limitrophes, que les relations d'amitiè viennent d'être rétablies entre le gouvernement britannique et le maharajah; que le gouvernement britannique recevra de S. A. les fonds nécessaires pour entretenir des forces suffisantes, à l'effet de maintenir le bon ordre dans les états de S. A. lesquels états, ainsi que la personne et l'autorité de S. A. sont dès à présent placés sous la protection du gouvernement britannique.

En conséquence, le gouverneur-général prévient ceux

qui tenteraient de troubler la paix ou de se montrer 1844
récalcitrans contre la juste autorité de S. A. le maharajah, que leurs actes coupables ne seront pas tolérés, et il les exhorte à s'en abstenir, comme ne pouvant manquer d'attirer sur leurs têtes le châtiment de S. A. et le plus sérieux mécontentement du gouvernement britannique.

Par ordre du très honorable gouverneur-général:
Le secrétaire du gouvernement des Indes.
F. Currie.

5.

Publication semiofficielle du gouvernement Prussien concernant les rapports de l'union douanière allemande vis à vis du royaume de Hanovre. Faite à Berlin au mois de Janvier 1844.

Mit dem ersten Tage dieses Jahres ist der Herzoglich braunschweigische Harz- und Weser-Distrikt (namentlich die Aemter Harzburg, Lutter am Barenberge, Seesen, Gandersheim, Greene, Eschershausen, Stadt Oldendorf, Holzminden und Ottenstein) aus dem Steuer-Vereine Hannovers und Oldenburgs ausgetreten und in den grossen Zoll- und Handels-Verein aufgenommen. Ein Artikel in Nr. 13 des Hamburger Correspondenten bezeichnet dieses Ereigniss als eine Handlung der Feindseligkeit gegen Hannover, ausgegangen von der Absicht, Hannover zu zwingen, auch seinerseits dem Zoll-Vereine beizutreten; dabei werden die aus den politischen Predigten des Dr. Faber bekannten Protestationen und Verdächtigungen Preussens wiederholt. Indem wir annehmen zu dürfen glauben, dass auch in jenem Artikel, wie in früheren ähnlichen Geistes, der Dr. Faber es ist, welcher sich vernehmen lässt, bezweifeln wir zwar nach der ganzen, genugsam bekannten Eigenthümlichkeit dieses jetzt in vielerlei Gestalten auftretenden Pamphletisten, dass es seinen Worten gelingen

1844 werde, in Deutschland — Hannover nicht ausgenommen — grossen Eindruck zu machen; dennoch halten wir es aber für angemessen, hier über die Zustände Preussens und des Zoll-Vereins und über dessen Verhältniss zu Hannover einige Nachricht mitzutheilen, da dasselbe, was in dem bezeichneten Artikel von dem hannoverschen Doktor als Verdächtigung gegen Preussen ausgesprochen wird, früher und von ganz anderen Seiten her als die vom Zoll-Vereine gegen Hannover zu befolgende Politik empfohlen wurde.

Wer erinnert sich nicht des reichen Masses feindseliger Insinuationen, welches über Preussen zu der Zeit ausgegossen wurde, als man den mitteldeutschen Zoll-Verein schloss, einen Verein, der, in sich unverständlich, den Keim der Auflösung mit auf die Welt brachte und längst spurlos verschwunden ist. Kurhessen wollte sich nicht mehr von der Stimme der Leidenschaft leiten lassen, sondern verband sich, aufgeklärt über seine wahren Interessen, mit Preussen und dem Grossherzogthum Hessen zu einem gemeinschaftlichen Zoll-Systeme. Unmittelbar darauf bildete sich der grosse Zoll-Verein; Baiern, Sachsen, Würtemberg, die Grossherzoglich und Herzoglich sächsischen Lande, so wie die übrigen Fürsten Thüringens, schlossen mit Preussen und den beiden Hessen diesen Verein, dem Preussen, ausser einigen in seinem Gebiete enklavirten fremden souverainen Landestheilen, auch die anhaltischen Herzogthümer, das Grossherzoglich oldenburgische Fürstenthum Birkenfeld, das landgräflich hessische Ober-Amt Meisenheim und das Fürstenthum Pyrmont, Württemberg die Fürstlich hohenzollerschen Lande, und das Grossherzogthum Hessen den übrigen Theil des landgräflich hessischen Gebietes gleichzeitig zuführten. In kurzen Zwischenräumen traten auch Baden, Nassau, die freie Stadt Frankfurt dem Vereine bei, und in den letzten Jahren sind Braunschweig, Lippe und Luxemburg gefolgt.

Mit Zuversicht berufen wir uns auf die öffentliche Meinung Deutschlands, wenn wir fortfahren, diesen Verein als einen grossen Fortschritt der Humanität und Civilisation zu preisen, als ein Band des Vertrauens und der Freundschaft so vieler deutschen Fürsten und deutschen Stämme. Nicht umsonst hat Deutschland das Wegräumen der Schlagbäume, welche Deutsche von Deutschen absperrten, mit Frohlocken begrüsst; seine

Hoffnungen sind nicht getäuscht. Die Landeskassen füllen sich von Jahr zu Jahr mehr, dabei aber, und dies ist die Hauptsache, mehrt sich in gleichem Maasse der Wohlstand der Unterthanen. In jedem Theile des Zoll-Vereins-Gebiets hat der Gewerbfleiss zugenommen; es ist nicht wahr, dass die alten Fabriken die neuen nicht aufkommen lassen, und dass die Fabriken verschiedener Staaten bei einer durch Zölle nicht mehr gehemmten Konkurrenz sich einander zu Grunde richten. Die gleichartigen Fabriken Preussens, Sachsens, Thüringens bestehen nicht allein neben einander, sondern sind noch zu grösserer Blüthe gelangt. In Baden und im übrigen Süd-Deutschland sind viele neue Fabriken entstanden, und die Intelligenz und Thätigkeit ihrer Unternehmer steht den Producten norddeutscher Industrie in nichts nach. 1844

Die Kurzsichtigkeit, welche den Zollverein als den Sieg einer schlauen Politik Preussens betrachtet hat, ist längst in ihrem Unverstande gehörig gewürdigt. Wir leugnen nicht, dass jeder Staat durch seinen Beitritt zum Zoll-Vereine einen Theil seiner Souverainetäts-Rechte aufgiebt und gewiss einen sehr wichtigen Theil! Aber dieses Opfer ist nicht minder gross für Preussen wie für irgend einen andern Vereinstaat; ja, man kann wohl sagen, dass bei diesen gegenseitigen Verzichtleistungen gerade der Staat das grössere Opfer bringe, der nach dem Umfange und der geographischen Lage seiner Länder am meisten, vielleicht allein unter allen Vereinstaaten im Stande war, dem Auslande gegenüber mit einer selbstständigen Zoll- und Handels-Politik aufzutreten. Die Zölle haben die Bestimmung, eine gegenwärtig sehr ausgedehnte Consumtion der Unterthanen in Bezug auf die Gegenstände des Auslandes, namentlich die Kolonialwaaren, zu besteuern und durch die Belastung der Produkte fremder Industrie die inländische zu bevorzugen; sie haben mithin gleiche Wichtigkeit für die Finanzen, für die Gewerbe und den Handel des Landes. Im Zoll-Vereine setzt kein Staat seine Zölle selbstständig fest, vielmehr werden die Zölle festgesetzt durch den einhelligen Beschluss sämmtlicher Staaten des Zoll-Vereins. So liegt in der Minderung der Souverainetäts-Rechte jedes Staats auch eine Erweiterung, eine Ausdehnung derselben über sein Gebiet hinaus. Was konnte aber Baiern, nach Preussen und

1844 Oesterreich der mächtigste Staat Deutschlands, und diejenigen Staaten, welche gleichzeitig mit Baiern den Zoll-Verein schlossen, bewogen haben, in dieser Art einen Theil ihrer Souverainetäts-Rechte zum Opfer zu bringen? Ein überwiegender Einfluss Preussens? Dies wird Baiern am wenigsten zugeben, und im Angesichte des deutschen Bundes, im Angesichte der Macht Oesterreichs existirt ein solches Uebergewicht des Einflusses nicht. Die preussische Kunst der Ueberredung und Verhandlung? Allein jeder Staat kennt seine Rechte und Interessen; hier liegen sie klar zu Tage, darüber sich zu täuschen, ist unmöglich. Hatten Baiern, Sachsen, Württemberg nicht das dringende Bedürfniss, durch die Zoll-Verbindung mit anderen Staaten, namentlich mit Preussen, ihre Finanzen wesentlich zu verbessern, den Erzeugnissen ihres Bodens und ihrer Industrie im ganzen Gebiete des Zoll-Vereins einen vermehrten und gesicherten Absatz zu gewähren; wäre den Unterthanen nicht der Druck der Zollschranken fast unerträglich geworden; nimmermehr hätten diese Staaten und andere einen Zollverein geschlossen. Baiern und Württemberg hatten schon einen Versuch gemacht; allein ihr Zollverein zeigte sich unzureichend, die Finanzen und Gewerbe beider Staaten hatten sich nicht wohl dabei befunden; nur in einem grössern Vereine waren die erzielten Vortheile zu erreichen.

So ist der Zoll-Verein das Ergebniss eines Bedürfnisses, welches sich den Regierungen und den Unterthanen in gleicher Stärke fühlbar gemacht hat.

Die Erfolge des grossen Zoll-Vereins in den ersten Jahren seines Bestehens waren für Preussen nicht ermuthigend. Seine Finanzen erlitten die empfindlichsten Einbussen. Die Zoll-Einnahmen Preussens in den Jahren 1834, 1835, auch noch 1836 und 1837 standen hinter denen der frühern Jahre um Millionen zurück. Es ist nicht mehr unbekannt, dass Preussen auf den Fall, dass seine finanziellen Verluste eine gewisse Höhe erreichten, sich eine Kündigung, den Austritt aus dem Vereine, vorbehalten hatte, und es fehlte im Jahre 1836 nicht an preussischen Staatsmännern, welche vorschlugen, von diesem Vorbehalte Gebrauch zu machen. Allein die Anwandlungen des Kleinmuths wurden überwunden, und das Vertrauen in eine bessere Zukunft ist nicht zu Schanden geworden.

Der grosse Zollverein war jedoch zunächst überhaupt 1844
nur auf eine nicht lange Reihe von Jahren geschlossen, nur bis zum Ende des Jahres 1841. Bis dahin hatte jedes Mitglied des Vereins Zeit, Erfahrungen zu sammeln, Vortheile und Nachtheile der Verbindung abzuwägen, den Austritt aus demselben oder seine Fortsetzung in reifliche Ueberlegung zu ziehen. Bei einem so wichtigen Gegenstande durften die Regierungen aber nicht einseitig verfahren; wie über den Eintritt in den Zoll-Verein, so mussten sie auch über dessen Fortsetzung mit ihren Ständen, mit den verfassungsmässigen Vertretern der Landes-Interessen verhandeln. Es verdient dieser Umstand alle Beachtung. Wer erinnert sich nicht der lebhaften Debatten in einigen Stände-Versammlungen über die Frage des Anschlusses an den Zoll-Verein! In den badischen Kammern waren die Stimmen für und gegen fast gleich getheilt, und nur mit einer geringen Majorität ward für den Anschluss gestimmt. Ganz anders finden wir die Stimmung der Stände-Versammlungen nach den ersten sechs Jahren des Zoll-Verbandes bei den Verhandlungen über dessen Fortsetzung. Allgemein waren die Stände-Versammlungen einverstanden über die segensreichen Folgen des Zoll-Vereins, allgemein wünschte und beantragte man dessen Fortdauer, und auch Modificationen desselben von irgend einer Wichtigkeit wurden von den Ständen nirgends verlangt.

Bei den Verhandlungen, welche den Verträgen vom 8. Mai 1841 über die Fortsetzung des Zoll-Vereins vorhergingen, kamen die wichtigsten Fragen zur Erörterung. Der Zoll-Verein besteht gegenwärtig aus mehr als 27 Millionen Menschen und vielen Landestheilen, deren Kultur-, Productions- und Consumtionsstand sehr verschieden ist. Es ist allbekannt, dass die Haupt-Revenüen des Zoll-Vereins aus den Eingangs-Abgaben von Zucker, Kaffee, Taback, Wein zusammenfliessen. Sämmtliche Zoll-Intraden werden im Vereine (abgesehen von der freien Stadt Frankfurt a. M.) gleichmässig nach der Kopfzahl der Bevölkerung vertheilt. Sollte nun die Consumtion jener hochbesteuerten die Haupt-Einnahme gewährenden Gegenstände sehr ungleich im Vereine sein, so würde jener Maassstab der Vertheilung, wenigstens ohne eine anderweite Ausgleichung, unhaltbar sein. Denn jeder Staat hat ein Recht auf

1844 diejenigen Steuern, welche seine Unterthanen von ihrer Consumtion entrichten, es kann nicht die Absicht sein, dieses Recht zu beeinträchtigen, und kein Staat wird den Ertrag der Steuern seiner Unterthanen verschenken oder von einem anderen ein solches Geschenk annehmen wollen. Im preussischen Staate ist der Weinbau nur in einem Theile der Rheinprovinz von Bedeutung, dagegen sind Nassau, Baden, Württemberg, Rheinhessen, Rheinbaiern und Franken die ergiebigsten Weinlande; sie versorgen ganz Deutschland und vorzugsweise den gesammten Zoll-Verein mit Wein, und es ist natürlich, dass in diesen Landen der Verbrauch fremden (der Eingangs-Steuer unterliegenden) Weines sehr gering ist. Es lässt sich nicht leugnen, dass die Lande, welche selbst keine oder wenig und geringe Weine erzeugen, mehr fremde Weine verbrauchen und versteuern, als die Wein-Productions-Länder. Die Erfahrung lehrt ferner, dass in Ländern, in denen ein grosser Theil der Bevölkerung sich mit Fabrik-Arbeiten beschäftigt, mehr Zucker und Kaffee verbraucht wird, als in denjenigen Ländern, in denen man vorzugsweise Ackerbau treibt. Aus diesen Verhältnissen wurde gefolgert, dass in einigen Ländern des Zoll-Vereins der Verbrauch von ausländischem Weine, Zucker und Kaffee stärker sein müsse, als in den anderen, und es kam in Frage, ob jenen Ländern für diesen Mehr-Verbrauch, also auch Mehr-Versteuerung, eine Entschädigung gebühre. Zuerst ergab sich, dass bei dem freien Verkehr, der im Zoll-Vereine mit allen einmal versteuerten Gegenständen stattfindet, sich die Grösse der Mehr-Consumtion in einem einzelnen Vereinslande sehr schwer feststellen lässt; dann aber konnte nicht verkannt werden, dass sich eben wegen jenes freien Verkehrs die Ungleichheiten der Consumtion im Vereine mannichfach ausgleichen. Jene Fabrik-Arbeiter, welche viel Zucker verbrauchen, verfertigen Waaren, welche in andern Ländern des Zoll-Vereins abgesetzt werden, die nicht so viel fabriziren, nicht so viel Zucker und Kaffee verbrauchen, allein die Waare und Arbeit jener Fabrik-Arbeiter bezahlen ihnen dadurch Unterhalt und somit auch die Möglichkeit des Mehr-Verbrauchs von Zucker und Kaffee gewähren. Auch die Betrachtung erschien von Wichtigkeit, dass die Fabriken den Schutz hoher Zölle auf fremde Fabrikate geniessen; dass dadurch die

fremde Waare vertheuert, der inländische Fabrikant 1844
aber in die Lage gebracht wird, seine Waare zu einem nach Maasse des Zolls höheren Preise zu verkaufen, mithin diese Waare von dem Käufer annähernd um so viel theurer bezahlen zu lassen, als der Preis der fremden wohlfeileren Waare durch den Schutzzoll erhöht wird. Man hat hieraus gefolgert, dass die Schutzzölle des Vereins-Tarifs Abgaben seien, welche die Konsumenten zahlen müssen, zwar nicht zum Besten der Staats-Kasse, aber wohl der Fabrikanten. Wie sich diese Abgaben im Zoll-Vereine vertheilen, lässt sich gar nicht darthun. Man zog ferner in nähere Erwägung, wie allenfalls eine Entschädigung oder Ausgleichung für die Mehr-Consumtion gewisser Gegenstände, namentlich des Weins, gewährt werden sollte. Etwa durch ein Präzipuum bei der Theilung der Zoll-Erträge? Wie wäre aber ein richtiger Betrag desselben zu ermitteln? Oder durch Ausnahme eines solchen Gegenstandes von der Zoll-Gemeinschaft? Aber die nothwendige Folge hiervon würde eine Beschränkung der Verkehrs-Freiheit mit dem eximirten Gegenstande sein müssen, und Nichts schien dem Hauptgrundsatze des Vereins mehr entgegen, als solche Beschränkung. Nach sehr reiflicher Erwägung aller dieser und anderer Umstände beschloss man, von allen auf Mehrconsumtion etwa zu gründenden Ansprüchen und Gegen-Ansprüchen abzugehen und bei dem einfachen Grundsatze der Revenüen-Vertheilung nach der Kopfzahl zu verharren.

Zwischen einzelnen Staaten des Zoll-Vereins besteht auch eine Gemeinschaft gewisser innerer Consumtions-Steuern vom Branntwein, vom Bier, vom Wein- und Tabacksbau; die Mehrzahl der Vereinsstaaten hat sich indess vorbehalten, solche Steuern nach eigenem Ermessen festzusetzen und für sich einzuziehen. Es bedurfte besonderer Verabredungen (deren Schwierigkeit einleuchtet) über die Abgaben, welche von jenen Gegenständen, Branntwein, Bier, Taback, Wein, zu entrichten sind, wenn sie aus dem Vereinslande der Production in ein anderes Vereinsland zum Verbrauche übergehen. Sehr umständliche Verhandlungen waren nothwendig, um das Maass und die Art der Besteuerung des im Lande gewonnenen Runkelrüben-Zuckers zu bestimmen, auch überzeugte man sich, dass die Steuer vom Rübenzucker wegen dessen Einflusses auf

1844 den Verbrauch vom fremden Zucker gemeinschaftlich werden müsse, sobald sie aufhöre, eine blosse Kontroll-Steuer zu sein.

Noch über viele andere Gegenstände musste man sich einigen, allein nicht über den Vereins-Zolltarif. Die Zweckmässigkeit desselben hatte sich in Bezug sowohl auf die davon zu erzielende Einnahme, als auf den dadurch dem inländischen Gewerbe zu gewährenden Schutz, für sämmtliche Staaten des Vereins bewährt. Keinesweges war man der Meinung, dass es bei den bestehenden Tarifsätzen für immer bleiben sollte, man hielt manche Veränderungen für nothwendig; allein keine einzige war von der Erheblichkeit, dass sie als Bedingung der Fortdauer des Vereins anzusehen und darüber nicht auf den regelmässigen General-Konferenzen des Vereins zu verhandeln und sich zu einigen wäre. Doch wir kommen auf den Vereins-Zolltarif später noch einmal zurück.

Zur allgemeinen Zufriedenheit ward die Fortsetzung des Zoll-Vereins auf neue 12 Jahre vom 1. Januar 1842 an vereinbart.

Werfen wir nun einen Blick auf den Steuer-Verein Hannovers. Hannover, welches mit Würtemberg etwa gleiche Einwohnerzahl hat, ist ein im Ganzen wohl arrondirtes Land, das dem überseeischen Verkehr offen steht, durch seine Lage an der Nordsee, seine Häfen an der Elbe, Weser und Ems. Das Grossherzogthum Oldenburg ist von Hannover landwärts völlig eingeschlossen, zum Theil sind dies auch die Herzoglich braunschweigischen Lande. Es war daher sehr angemessen, dass Hannover, als der mitteldeutsche Zoll-Verein in sich zerfiel, sich mit Oldenburg und Braunschweig im Jahre 1835 zu einem Steuer-Vereine nach Maassgabe des Zoll-Vereins verband. Die Steuer-Vereinslande zählten wenig über 2 Millionen Einwohner; ihre Zollsätze sind bei dem geringen Umfange des Vereins niedrig gehalten, und fast ausschliesslich Finanz-, nicht Schutzzölle für das Gewerbe.

Niemals wurde der neue Verein von Preussen angefeindet oder irgendwie mit Eifersucht betrachtet. Selbst der Wunsch einer Erweiterung in dieser Richtung konnte dem Zollvereine nur fern liegen, welcher so kurze Zeit nach seiner Errichtung mit Zoll-Anschluss-Verhandlungen und den dadurch herbeigeführ

ten neuen Zoll-Einrichtungen vollauf zu thun hatte; 1844
ein Stillstand, eine Zeit der Ruhe war zu seiner inneren Ausbildung und selbst im Interesse der Finanzen seiner Mitglieder durchaus nothwendig. Wohl aber wünschte Preussen mit dem Nachbar-Vereine Zoll-Freundschaft, eine Gewähr gegen den Schmuggelhandel, welcher den Finanzen, dem Gewerbe und der Moralität der Gränzländer gleich verderblich ist. Hierauf richtete es seine Bemühungen, und nach langwierigen Verhandlungen gelang es im November 1837, zwischen dem Zoll-Vereine und dem hannoverschen Steuer-Vereine zunächst auf die Dauer bis zum Ablaufe des Jahres 1841 verschiedene Verträge abzuschliessen,

wegen eines Zoll-Kartels zur Unterdrückung des Schleichhandels,

wegen Ueberweisung

der hannoverschen Grafschaft Hohnstein nebst dem Amte Elbingerode,

des braunschweigischen Fürstenthums Blankenburg nebst dem Stifts-Amte Walkenried, dem Amte Calvörde und einigen anderen Enklaven,

an den Zoll-Verein, so wie

mehrerer preussischen Enklaven und rechts der Weser belegenen Gebietstheile an den Steuer-Verein; endlich

wegen bedeutender, fast ausschliesslich zum Vortheile des Steuer-Vereins gewährter Zoll- und anderer Verkehrs-Erleichterungen, welche letztere gewissermassen als ein Aequivalent dafür angesehen wurden, dass beim Zoll-Kartel der grössere Vortheil auf Seiten des Zoll-Vereins liege.

Wiewohl bei der geringen Anzahl der hannoverschen Gränzzoll-Beamten, auch wohl bei dem theilweise mangelnden guten Willen derselben, das Zoll-Kartel den davon gehegten Erwartungen nicht völlig entsprach, so waren durch diese Verträge doch in der Hauptsache die Verhältnisse zwischen dem Zoll- und Steuer-Vereine zufriedenstellend geordnet, und alle Theile waren entschlossen, die Verträge fortzusetzen.

Zu derselben Zeit, als in Berlin die Bevollmächtigten der Zoll-Vereins-Staaten über die Verlängerung des Vereins verhandelten, waren in Hannover die Bevollmächtigten des Steuer-Vereins in gleicher Angelegenheit des letzteren versammelt; auch dieser Verein lief, wie

1844 der Zoll-Verein, mit dem Ende des Jahres 1841 ab. Man hatte sich in Hannover schon über eine angemessene Verlängerung geeinigt, allein noch bei der Auswechselung der Ratificationen zeigten sich Misshelligkeiten, durch welche bewogen, Braunschweig erklärte, den Verein nicht fortsetzen, sondern mit dem 31. Dezember 1841 austreten zu wollen, und zugleich sich um die Aufnahme in den Zoll-Verein bewarb. Preussen, auf einen dergleichen Antrag in keiner Art vorbereitet, fand sich durch die Erklärungen Braunschweigs auf das äusserste überrascht. Nach den vertragsmässigen Grundsätzen des Zoll-Vereins darf keinem deutschen Staate auf dessen Wunsch, so weit es nach den Interessen der Vereins-Mitglieder möglich erscheint, die Aufnahme versagt werden; es war mithin an sich unthunlich, das Begehren Braunschweigs zurückzuweisen. Auch war nicht zu bezweifeln, dass die Ausschliessung Braunschweigs von jedem Zoll-Vereine nicht blos diesem Lande, sondern, wegen der alsdann besorglichen Einschwärzungen, auch den Nachbarländern, mithin Preussen und Hannover zum grossen Nachtheile gereichen würde. Auf der anderen Seite musste Preussen den plötzlichen Austritt Braunschweigs aus dem Steuer-Verein Hannovers in mehrfacher Hinsicht bedauern. Stets wird Preussen ein Zerwürfniss zwischen zwei deutschen Staaten beklagen, und, so viel an ihm ist, zum Frieden rathen und helfen. Hier traf das Zerwürfniss zwei unter sich und mit Preussens Königshause nahe verwandte und befreundete Fürsten, benachbarte, stammverwandte Länder. Der braunschweigische Harz- und Weser-Distrikt, östlich und westlich mit dem Zoll-Vereins-Gebiete gränzend, schneidet, sich bei sehr geringer Breite lang nach Osten und Westen streckend, die Fürstenthümer Göttingen und Grubenhagen nebst dem Oberharze von dem Hauptlande Hannovers ab und ist wiederum von dem Hauptlande Braunschweigs getrennt. Dazu kam der ausgedehnte, langgewohnte Handels-Verkehr der Stadt Braunschweig nach den hannoverischen Landen, welcher durch den Uebergang zum Zoll-Vereine dem Anscheine nach empfindlich leiden müsste. Alle diese Umstände liessen Preussen aufrichtig wünschen, dass das gute Vernehmen zwischen Hannover und Braunschweig wiederhergestellt, der Steuer-Verein beider Länder fürs erste fortgesetzt und, wenn die Neigung zum Anschlusse

an den Zoll-Verein sich bewähren sollte, dieser dereinst von Seiten der Regierungen aller zu ersterem gehörigen Länder gleichzeitig erfolgen möge. Allein Braunschweig beharrte bei seinem Entschlusse der Trennung von dem Steuer-Vereine, und der Zoll-Verein konnte sich dem Verlangen dieser Regierung, über ihren Anschluss zu verhandeln, nicht entziehen. 1844

Wie der Zoll-Verein keinen deutschen Staat, der um Aufnahme nachsucht, zurückweist, so pflegt derselbe auch keinen dazu einzuladen, die Initiative der Verhandlung nicht zu übernehmen. Unter den vorliegenden Umständen erschien es aber als Pflicht, Hannover aufzufordern, gemeinschaftlich mit Preussen, Namens des Zoll-Vereins, die Mittel in Erwägung zu ziehen, wie die Zoll- und Verkehrs-Verhältnisse zwischen beiden Vereinen nach Braunschweigs veränderter Lage und den dadurch herbeigeführten, so überaus schwierigen Zoll-Gränzen am förderlichsten zu ordnen seien. Es ergab sich durch den ersten Blick auf die Landkarte, dass, wenn Hannover seine südlichen Landestheile, die Fürstenthümer Göttingen und Grubenhagen nebst dem Oberharze, dem Zoll-Verein überweisen wollte, sich dann eine sehr angemessene Zoll-Gränze bilden würde, und da, dem Vernehmen nach, diese Landestheile sich wegen ihrer Ackerbau- und gewerblichen Interessen einer Verbindung mit dem Zoll-Vereine geneigt zeigten, konnte Preussen nicht Anstand nehmen, Hannover um Erklärung zu ersuchen, ob eine solche Verbindung seinen Absichten entspreche. Aus der hannoverschen Antwort zeigte sich deutlich, dass dieses nicht der Fall sei; eben so wenig wollte aber auch Braunschweig auf den von Hannover gemachten Vorschlag eingehen, seinen Harz- und Weser-Distrikt bei dem jenseitigen Vereine zu belassen. Dem Gesammt-Interesse des Zoll-Vereins entsprach das Eine und das Andere, und da es sich zunächst um die Gränzen und Interessen Hannovers und Braunschweigs handelte, so war man gern bereit, die Regulirung der Angelegenheit diesen beiden Staaten zu überlassen. Braunschweig wies indess darauf hin, dass sein Harz- und Weser-Distrikt, etwa den dritten Theil seiner Gesammtlande enthaltend, mit dem Hauptlande durch das Band der Verfassung, der Administration, des Verkehrs auf das engste verknüpft sei; dass, wenn das Hauptland ohne diese Distrikte sich dem Zoll-Vereine

1844 anschlösse, in alle diese Verhältnisse störend eingegriffen würde und endlich die Stimmung und der Wunsch der Unterthanen entschieden für die Aufnahme aller Landestheile in den Zoll-Verein sei. Diesen Vorstellungen gab Preussen nach. Es trat indess ein Umstand dazwischen, der Hoffnung zu einer glücklichen Vermittelung erweckte. Hannover hatte in nicht zu weiter Ferne eine Annährung beider Zoll- und Steuer-Systeme in Aussicht gestellt. In einem Verhandlungs-Protokolle vom September 1841 hatten die Königlich hannoverschen Komissarien, unter Berufung auf dazu ausdrücklich erhaltenen Auftrag, das Zutrauen gegen ihre Regierung in Anspruch genommen, „dass dieselbe sowohl in den augenfälligen wichtigen Ergebnissen, welche die durch den Zoll-Verein bezweckte kommerzielle Einheit Deutschlands in politischer Hinsicht nicht minder, als in Beziehung auf die nationale Industrie, hervorzurufen geeignet sei, als in den so glücklich bestehenden freundschaftlichen Verhältnissen zu Preussen die dringendste Aufforderung finde, sich dem Vereine anzuschliessen, sobald nicht mehr Gründe von überwiegender Wichtigkeit sie davon zurückhielten." Die Zweifel in Beziehung auf die Zeit, welche für die Herzoglich braunschweigische Regierung hierin noch übrig blieben, um auf diese Erklärung hin den Harz- und Weser-Distrikt einstweilen noch bei dem Steuer-Vereine zu belassen, wurden in einer ferneren amtlichen Erklärung der Königl. hannoverschen Komissarien durch die Namens ihrer Regierung ertheilte Zusage der baldthunlichsten Eröffnung von Verhandlungen, wegen des Beitritts Hannovers zu dem Zoll-Vereine, und durch deren Versicherung gehoben: „dass die Königl. hannoversche Regierung es sich werde angelegen sein lassen, die Hindernisse, welche den Beginn der Verhandlungen verzögern und der Erreichung einer Vereinbarung sich entgegenstellen, so viel in ihren Kräften steht, zu beseitigen." Diese Aeusserungen wurden von Oldenburg ausdrücklich bestätigt, das aber, landwärts umschlossen von Hannover, sich nicht einseitig, ohne letzteres, zum Zoll-Vereine wenden konnte. Durch den im October 1841 abgeschlossenen Vertrag trat hierauf Braunschweig mit seinen gesammten Landen (einige Parzellen ausgenommen) dem Zoll-Vereine vom 1. Januar 1842 an bei, allein mit

Hinblick auf jene Erklärungen Hannovers liess es sich 1844
bewegen, seinen Harz- und Weser-Distrikt noch für das Jahr 1842 in dem Steuer-Vereine zu belassen, und im Zusammenhange hiermit wurden die Verträge zwischen dem Zoll-Vereine und dem Steuer-Vereine vom November 1837 mittelst eines am 17. Dezember 1841 abgeschlossenen Vertrages im Wesentlichen und unter den durch den Uebergang der braunschweigischen Hauptlande zu dem Zoll-Verein nöthig gewordenen Modificationen erneuert.

Der dringende Wunsch der Herzoglich braunschweigischen Regierung war indess, sich über die Zukunft des Harz- und Weser-Distrikts, dieses seines verhältnissmässig bedeutenden Landestheils, baldmöglichst aufzuklären, und mit Ungeduld sah dieselbe daher der Eröffnung der Verhandlungen, auf welche Hannover hingedeutet hatte, entgegen. Allein Hannover zögerte bis zum August 1842. Aus manchen Umständen liess sich entnehmen, dass, wenn in Hannover je eine ernste Hinneigung zum Zoll-Vereine obgewaltet hatte, sich im Laufe des Jahres 1842 die Stimmung bedeutend verändert und von dem Zoll-Vereine abgewendet hatte. Man berief sich auf die angeblich sehr ungünstigen Eindrücke, welche die Zoll-Veränderung und hauptsächlich die Einforderung einer Nachsteuer in der Stadt Braunschweig selbst hervorgebracht habe, und wollte übersehen, dass Klagen über die verletzten Interessen und über verfehlte eigennützige Speculationen mancher Gewerbtreibenden eben noch nicht als Landes-Beschwerden angesehen werden können, dass aber die Einforderung einer Nachsteuer nur durch den plötzlichen Beitritt zum Zoll-Vereine geboten war.

Zu eigentlichen Verhandlungen über den Anschluss Hannovers an den Zoll-Verein ist es nicht gekommen; allein um seinen Erklärungen vom Jahre 1841 zu genügen, liess Hannover acht Bedingungen aufstellen, nach deren Eingehung Seitens des Zoll-Vereins es sich seinen weiteren Entschluss vorbehalten wollte. Unter diesen Bedingungen waren einige, über die eine Verständigung thunlich erschien, und es fanden Besprechungen darüber mit einem hannoverschen Kommissarius statt. Allein die Haupt-Bedingungen waren der Art, dass Hannover von vornherein erklärt werden musste, der Zoll-Verein könne darauf nicht eingehen. Hannover

1844 bestritt, dass die Vertheilung der Zoll-Revenüen nach der Kopfzahl der Bevölkerung ein angemessener Theilungs-Maasstab für sein Land sei, weil daselbst die Consumtion hochbesteuerter Gegenstände, namentlich von fremdem Wein, von Kaffee, Taback, sehr bedeutend höher sei, als in den Ländern des Zoll-Vereins; wegen dieser Mehr-Consumtion wurde ein ansehnliches Präzipuum angesprochen; für die Verluste an Transit-Zöllen nach dem Anschlusse ward Entschädigung verlangt und nach den Bedürfnissen und Gewohnheiten der Hannoveraner eine Herabsetzung der Zoll-Vereins-Tarifsätze von den Kolonialwaaren und Wein um mehr als die Hälfte für unerlässlich erklärt. Kein Staatsmann Hannovers hat glauben können, dass auf dieser Grundlage über den Beitritt zum Zoll-Vereine zu verhandeln sei, und Preussen wäre wohl gleich Anfangs berechtigt gewesen, diese Vorschläge nur als die Form anzusehen, unter der von Hannover die Erklärungen des Jahres 1841 zurückgenommen wurden. Nichts hatte Hannover zu der Meinung berechtigt, der Zoll-Verein wolle seinen Beitritt mit baarem Gelde und mit einer gänzlichen Umgestaltung seines Zoll-Systems erkaufen.

Auf Zureden Preussens, und um selbst dem Anscheine noch schwebender Unterhandlungen mit Hannover die äusserste Berücksichtigung zu gewähren, entschloss sich indess Braunschweig ganz am Schlusse des Jahres 1842, seinen Harz- und Weser-Distrikt auch noch für das folgende Jahr im Steuer-Vereine zu lassen, jedoch mit der Erklärung, dass der Austritt dieses Landestheils und dessen Zutritt zum Zoll-Verein unausbleiblich mit dem 1. Januar 1844 erfolgen werde, wofür die Bedingungen in der Hauptsache schon in dem Vertrage vom October 1841 verabredet worden waren. Diesem Entschlusse folgte die Erneuerung der Verträge zwischen beiden Vereinen vom 17. Dezember 1841 noch für das Jahr 1843.

Im März 1843 wies Preussen noch einmal darauf hin, dass, wenn Hannover seine südlich vom Harz- und Weser-Distrikte Braunschweigs belegenen Landestheile dem Zoll-Vereine überwiese, für die hannoverschen Hauptländer mit Oldenburg ein abgesondertes Zoll-System sehr wohl fortbestehen könne. Es genügte aber die Erklärung Hannovers, dasselbe wolle jene Landestheile nicht von seinem Steuer-Vereine trennen, um

diesen Vorschlag gänzlich fallen zu lassen. Allein die 1844
Aufgabe war nunmehr, ungeachtet der Verwickelung der Zoll-Gränzen, herbeigeführt durch den Zutritt des braunschweigischen Harz- und Weser-Distrikts zu dem Zoll-Vereine, die Zoll- und Verkehrs-Verhältnisse beider Vereine zu einander mit möglichster Berücksichtigung aller Interessen zu ordnen.

Der Zoll-Verein bot dazu freundlich die Hand; derselbe war bereit, die mit dem Jahre 1843 ablaufenden Verträge von 1837 und 1841 zu erneuern, und Braunschweig insbesondere erbot sich, seinen ganzen Weser-Distrikt in dem Steuer-Vereine zu lassen, wenn Hannover dagegen durch Ueberweisung einiger hildesheimischen Aemter an den Zoll-Verein dem Herzoglichen Harz-Distrikte eine verkehrs- und zollfreie Verbindung mit dem braunschweigischen Hauptlande gewähren wolle.

Schon im Mai war Hannover damit bekannt gemacht, dass die eventuelle Absicht des Zoll-Vereins sei, im Weser-Distrikte den Zoll-Vereins-Tarif mit dem Zoll-Gesetze und der Zoll-Ordnung einzuführen, dagegen bei der sehr schwierigen Gränzbewachung im Harz-Distrikte die Eingangs-Zölle nur nach geringeren Sätzen zu erheben. Man wollte sich in Hannover nicht überzeugen, dass der Zoll-Verein diese letztere Massregel, geleitet lediglich von seinem Interesse, traf, vielmehr fand man darin einen feindseligen Angriff auf Hannovers Zoll-System, einen Angriff, der mit Repressalien gegen den Handel Braunschweigs erwiedert werden und bei dem jede Mitwirkung der Regierung gegen einen lebhaften Schleichhandel nach dem Zoll-Vereins-Gebiete an allen Gränzen Hannovers fortfallen müsse. Es fehlte nicht an Drohungen und anderen Aeusserungen der Leidenschaft, und inzwischen wurde die öffentliche Meinung durch Zeitungs-Artikel, Broschüren und Bücher gegen den Zoll-Verein aufgeregt. Die Empfindlichkeit Hannovers ist erklärlich, allein für die Weisheit der Regierung schien es die Aufgabe, die Folgen eines unvermeidlichen Uebels möglichst zu mildern.

Preussen hat sich nie beklagt, dass Hannover einen Zoll-Tarif mit Sätzen von mehr als die Hälfte geringer als die preussischen bei sich eingeführt hat; man sah darin nur eine den Verhältnissen und Interessen des Nachbarstaats angemessene Maassregel. Da aber der

1844 Zoll-Verein gestattet, dass Braunschweig in einem kleinen, schwer zu bewachenden Landestheile einen Zoll-Tarif einführt, der in einigen Sätzen geringer ist, als der hannoversche, muss man die unwürdige Voraussetzung hören, es handle sich um eine Niederlage für den Schleichhandel nach den Gränzlanden Hannovers. Die Entgegnung, dass Preussen im eigenen Interesse (für das östlich gränzende halberstädtische) und in getreuer Handhabung des Zoll-Kartels den Schleichhandel im Harz-Distrikte Braunschweigs und Waaren-Niederlagen, die zu diesem Zwecke benutzt werden könnten, nicht dulden werde, und andere derartige angemessene Vorstellungen fanden keinen Eingang.

Im Harz-Distrikte kann Hannover auf einer nach dem sogenannten Kommunion-Harze führenden Strasse die Transit--Freiheit aus älteren Verträgen ableiten, wenn schon auch hier noch nicht feststeht, ob die Bedingungen, unter denen jene Freiheit stipulirt worden, noch fortdauern. Hannover verlangt dagegen auf allen durch den Harz- und Weser-Distrikt führenden Strassen völlig freien Transit und glaubte schon viel nachzugeben, wenn allenfalls ein Zoll von 1 Sgr. von der Pferdelast erstattet würde.

Mit Aeusserungen der Empfindlichkeit, mit nicht annehmbaren Vorschlägen und ungemessenen Forderungen ward viele (die einzige zur Verhandlung nützliche) Zeit hingebracht. Mitte Octobers mussten die braunschweigischen Unterhändler Berlin verlassen; Braunschweig konnte nicht länger aufschieben, die Zustimmung seiner Stände mit den im Harz- und Weser-Distrikte getroffenen Zoll-Einrichtungen einzuholen, und für diese selbst, die in wenigen Wochen ins Leben treten sollten, musste Alles vorbereitet werden.

Die preussischen Kommissarien sahen mit Schmerz das mühsame Werk der Verträge von 1837 gänzlich zerfallen, und als die Kommissarien Hannovers endlich Mitte Dezembers sich bereit zeigten, einen Theil dieser Verträge aufrecht zu erhalten, wobei jedoch in Bezug auf das Zoll-Kartel dieselben dessen förmliche Erneuerung der weiteren Verhandlung überlassen und nur mit administrativen Maassregeln Schutz gegen den Schleichhandel gewähren wollten, ging man des Friedens wegen und in Rücksicht auf die vorbehaltene schleunige Eröffnung von Verhandlungen über den Abschluss eines

neuen Zoll-Kartels gern darauf ein. Am 16. Dezember 1844
einigte man sich über den Entwurf einer Uebereinkunft, zu dem die preussische Regierung ihre Zustimmung gab, allein die Geltung der Uebereinkunft, ihr Zustandekommen ganz ausdrücklich von der erst einzuholenden Genehmigung Braunschweigs abhängig machte. Kurhessens Zustimmung durfte man völlig gewiss sein; die übrigen mit Hannover nicht gränzenden Zoll-Vereinsstaten hatten kein nahes Interesse und würden später, wie man mit Zuversicht annehmen durfte, was von Preussen vereinbart war, ohne Zögern gut geheissen haben. Allein Braunschweig, welches der grossen Kürze der Zeit wegen bei der Verhandlung nicht mehr zugezogen werden konnte, war gleich Preussen dabei interessirt, und niemals konnte eine andere Absicht sein, und die protokollarische unumwundene Erklärung der preussischen Kommissarien besagt es mit den deutlichsten Worten, dass Preussen Namens des Zoll-Vereins kein Abkommen mit Hannover eingehen wollte, wenn nicht Braunschweig damit sich einverstanden erklärte. Um, wenn thunlich, dieses Einverständniss herbeizuführen, sendete Preussen einen eigenen Kommissarius nach Braunschweig; allein dort fand man nach den so eben mit den Ständen getroffenen Vereinbarungen, aber auch nach den besonderen Interessen Braunschweigs, es nicht möglich, dem Berliner Abkommen beizustimmen. Preussen machte noch einen Versuch. Es schlug Hannover eine Modification des Berliner Abkommens vor, verlangte aber nunmehr sofortige Erneuerung des Zoll-Kartels, als Zeichen und nothwendigen Ausdruck eines fortbestehenden freundnachbarlichen Zoll-Verhältnisses. Hannover antwortete auf diesen Vorschlag zunächst durch sein Patent vom 31. Dezember, in welchem es unter Anderem auch das Zoll-Kartel mit dem Zoll-Vereine für mit dem 1. Januar d. J. ausser Kraft tretend erklärte, und wodurch mithin seine Unterthanen von der künftigen Straflosigkeit des Schleichhandels mit den Landen des Zoll-Vereins unterrichtet wurden. Unmittelbar darauf sandte Hannover zwar in Beziehung auf den vorgedachten Vorschlag Preussens einen Kommissarius nach Berlin, welcher aber die sofortige Erneuerung des Zoll-Kartels abzulehnen hatte, so dass eine weitere Verhandlung nicht stattfinden konnte.

1844 Dies ist die getreue Erzählung von dem Verlaufe der Verhandlungen mit Hannover, welche, wenn auch kein allgemeines, doch für viele Leser aus dem Zoll-Vereine Interesse haben wird. Die Verträge zwischen beiden Vereinen von 1837 und 1841 haben aufgehört, und zur Zeit besteht nichts davon als die blosse Thatsache, dass die hannoversche Grafschaft Hohenstein mit dem Amte Elbingerode für jetzt noch bei dem Systeme des Zoll-Vereins und einige preussische Landestheile rechts der Weser unterhalb Minden noch bei dem hannoverschen Zoll-Systeme beharren.

Ob und wann Hannover dem Zoll-Vereine beitreten wird; wir wissen es nicht. Aber das wissen wir und legen den grössten Werth darauf, dass Hannover bei der Entschliessung über sein Zoll-System wie jeder andere deutsche Staat im vollsten Gefühle seiner Selbstständigkeit diese sehr wichtige Frage ausschliesslich nach den Interessen, den Bedürfnissen, den Wünschen des Landes beantworten wird. Der Zoll-Verein ist eine so innige Verbindung, Regierung und Unterthanen sind dabei gleichmässig und so bedeutend betheiligt, dass, wenn der Anschluss an den Verein zum überwiegenden Nachtheile eines Staates ausschlagen sollte, dies die beklagenswerthesten Folgen haben müsste, beklagenswerth nicht blos für den benachtheiligten Staat, sondern wegen des sich daraus unausbleiblich ergebenden Zerwürfnisses für den gesammten Zoll-Verein. Allein bis jetzt hat noch kein Staat über die Folgen seiner Verbindung mit dem Zoll-Vereine geklagt, Regierungen und Unterthanen haben sich gleich wohl dabei befunden.

Wir dürfen nicht schliessen, ohne noch auf einige Vorwürfe zu antworten, welche von dem bekannten hannoverschen Pamphletisten Preussen und dem gesammten Zoll-Vereine gemacht werden.

Man bezeichnet es als eine Anmassung Preussens, als den Beweis seiner Herrschsucht und seines Egoismus, dass der ursprüngliche preussische Zolltarif dem Zoll-Vereine aufgedrungen sei. Man verlangt, es hätte mit Berücksichtigung aller Interessen der verschiedenen Staaten des Zoll-Vereins ein neuer Tarif, ein neues Zoll-System entworfen werden sollen. Vom Aufdrängen kann bei einem Vereine, der in allen seinen Beziehungen freiwillig eingegangen ist, nicht die Rede sein. Im Jahre 1833, als der grosse Zoll-Verein sich

bildete, zählte Preussen mit seinen damaligen Zoll-Ver- 1844
bündeten, den beiden Hessen und einigen kleineren deutschen Ländern, eine Bevölkerung von etwa 15 Millionen Menschen; Bayern, Sachsen, Württemberg, die thüringischen Staaten, welche um den Zoll-Anschluss verhandelten, noch nicht 8½ Millionen Menschen. Preussen hatte einen Zolltarif, niedriger als der aller übrigen Mächte Europas, vor Allem Oesterreichs; einen Zolltarif, der ohne Druck der Unterthanen sehr bedeutende Revenüen gewährte und unter dessen Schutze sich das inländische Gewerbe zu grosser Blüthe emporgehoben hatte; von den übrigen Staaten, welche den neuen Verein bilden wollten, hatten blos Bayern und Württemberg einen vollständigen Zolltarif, der sich aber in doppelter Hinsicht als ungenügend gezeigt hatte; dem Staate brachte er wenig ein und das Gewerbe liess er schutzlos. Die Finanz-Zölle, wenn wir dieses Ausdruckes im Gegensatze der Schutz-Zölle uns wiederholt bedienen dürfen, sind gegenwärtig Abgaben von dem Verbrauche nicht der ersten Bedürfnisse des Lebens, sondern des Wohllebens, wenn auch in einer sehr ausgedehnten Bedeutung. Preussen hat nun kein Geheimniss daraus gemacht, dass es aus diesen Zöllen einen sehr ansehnlichen Theil der Summe beziehen muss, die es zur Bestreitung seines Staats-Haushalts, vor Allem seines grossen Militair-Etats bedarf. Hätte nun Preussen seinen alten, seit 15 Jahren bewährten Zolltarif aufgeben und mit seinen neuen, in Zoll-Angelegenheiten noch wenig erfahrenen Zoll-Alliirten auf durchgreifende Aenderungen seines Tarifs sich einlassen sollen, Aenderungen, die keine Erfahrung für sich hatten und bei denen Preussen die ihm unentbehrlichen Zoll-Einnahmen zu verlieren Gefahr lief? Welcher preussische Staatsmann, welcher Freund Preussens und der guten Sache konnte dazu rathen! Allein über einzelne Tarifsätze ist im Jahre 1833 und später auf den Zoll-Kongressen viel verhandelt und Manches geändert worden. Die Zoll-Gesetzgebung selbst, ein Zoll-Gesetz, eine Zoll-Ordnung, ein Zoll-Strafgesetz, die Zoll-Verwaltung und viele andere wichtige Zoll-Einrichtungen sind im Jahre 1833 Gegenstand sehr ernster Verhandlungen gewesen, und wenn bei diesen Gegenständen die alten preussischen Zoll-Normen auch zur ersten Grundlage der Berathung dienten, so sind die früheren

1844 preussischen Verordnungen doch in sehr wichtigen Punkten umgestaltet und die neue vereinbarte Gesetzgebung des Zoll-Vereins ist von der früheren preussischen sehr wesentlich verschieden. In dieser Gesetzgebung, in den Zoll-Anschluss-Verträgen von 1833 und den späteren, in den Verträgen über die Fortdauer des Zoll-Vereins vom Jahre 1841 und in den ratifizirten Protokollen der fast jährlich abgehaltenen Zoll-Kongresse findet sich die Grund-Verfassung des Zoll-Vereins, welche neuerlich vermisst worden ist. Dass die Verwaltung und Verfassung des Zoll-Vereins noch mannigfacher Verbesserungen fähig, wenn auch zur Zeit noch nicht dringend bedürftig ist, wer wollte zweifeln, dass der Zoll-Verein dies mit allen menschlichen Einrichtungen gemein hat. Das Vertrauen und der gute Wille, welche bis jetzt alle Verhandlungen der Zoll-Verbündeten beseelt hat, die Weisheit der Regierungen sind Bürgen dafür, dass das wahre Bedürfniss stets zu rechter Zeit erkannt und für seine Befriedigung gesorgt werden wird.

Am Schlusse berühren wir eine Frage, welche neuerlich aufgeworfen ist, um den Zoll-Vereinsstaaten und vor Allem Preussen die gehässigsten Absichten unterzulegen. Man fragte, besteht nicht die Einheit Deutschlands im deutschen Bunde, und wie darf sich eine andere Verbindung deutscher Staaten, wie der Zoll-Verein, die Befugnisse des Bundes anmassen oder gar an seine Stelle treten wollen? Kein Vorwurf trifft ungerechter, aber auch ungeschickter. Es ist richtig, im Art. XIX. der Bundes-Akte ist vorgesehen, dass die Bundesglieder wegen des Handels und Verkehrs der verschiedenen Bundesstaaten in Berathung treten wollen; allein kein Glied des Zoll-Vereins wird sich diesen Berathungen entziehen, und in den Zoll-Anschluss-Verträgen findet sich der ausdrückliche Vorbehalt:

> Die Verabredung wegen der Dauer der Verträge wird jedoch nur für den Fall getroffen, dass nicht in der Zwischenzeit sämmtliche deutsche Bundesstaaten über gemeinsame Massregeln übereinkommen, welche den mit der Absicht des Art. 19 der deutschen Bundes-Akte in Uebereinstimmung stehenden Zweck des gegenwärtigen Zoll-Vereins vollständig erfüllen.

Das Recht zu Bündnissen aller Art haben aber die Bundesglieder auch in der Bundes-Akte behalten und stets geübt.

Von keinem Zoll-Vereinsstaate, und am wenigsten 1844
von Preussen, ist geleugnet, dass Deutschland seine Einheit und deren Repräsentation nur im deutschen Bunde findet, dessen Zweck nach Art. II. der Bundes-Akte ist: „Erhaltung der äussren und inneren Sicherheit Deutschlands und der Unabhängigkeit und Unverletzbarkeit der einzelnen deutschen Staaten." Allein dem steht nicht entgegen, dass sich einzelne deutsche Staaten dahin vereinigen, für ihre Zoll-Revenüen, für den Handel und die Gewerbthätigkeit ihrer Unterthanen gemeinschaftlich Fürsorge zu treffen. Es liegt aber auch klar vor Augen, dass unter den verbundenen Staaten dadurch vielfache Ursachen zu Zerwürfnissen, Misshelligkeiten und Misstrauen aus dem Wege geräumt und vielmehr gute Nachbarschaft, Freundschaft und Vertrauen unter diesen Staaten gefördert wird. Die verschiedenen Stämme Nord- und Süd-Deutschlands, deren Verkehr mit einander sonst nur gering war, denen es an Gegenständen der Gemeinschaft fehlte, sind durch den Zoll-Verein einander bedeutend näher gekommen. Die materiellen Interessen, derentwegen die Blicke vieler Deutscher sonst oft nicht ohne Sympathie nach dem Auslande gerichtet waren, haben im deutschen Zoll-Vereine eine vaterländische Vereinigung gefunden, mit dem wachsenden Wohlstande der Unterthanen hat ihre Zufriedenheit gegen ihre Landes-Regierungen zugenommen und die Verlockungen der Demagogen finden weniger Anklang. Der deutsche Bund macht an die deutschen Staaten grosse Ansprüche wegen ihrer Wehrhaftigkeit, und alle deutschen Staaten müssen grosse Summen, einen bedeutenden Theil ihres Einkommens, darauf verwenden. Den kleinen Staaten ist es aber allein stehend nicht möglich, die Kosten aufzuwenden, welche nothwendig sind, um den Ertrag der Zölle lohnend zu machen, und in einem angemessenen Verhältnisse zur Einnahme können diese Kosten auch nur in einem grösseren Zoll-Gebiete stehen. Der Zoll-Verein gewährt jedem Vereinsstaate einen sicheren Ertrag der Zölle, dem kleinen, wie dem grossen, und seinen Gliedern dadurch die Mittel, ohne Druck der Unterthanen einen bedeutenden Theil der Kosten ihrer Wehrhaftigkeit zu bestreiten.

Wir hoffen zuversichtlich, der Zoll-Verein wird fortfahren, die Stärke der verbündeten Regierungen

1844 und die Wohlfahrt ihrer Unterthanen zu vermehren, für ihre Gewerbe und ihren Handel zu sorgen und mit den nicht zum Vereine gehörigen deutschen Staaten in der alten Bundes-Freundschaft und guten Nachbarschaft zu bleiben. Was die Einigkeit deutscher Staaten, den Wohlstand vieler derselben fördert, das fördert auch die Kraft, die Grösse, den Ruhm des gesammten deutschen Vaterlandes. Als vor wenigen Jahren Deutschland wieder mit Drohungen des Krieges und der Eroberung von seinem westlichen Nachbar heimgesucht ward, fand derselbe Deutschland einiger, stärker, entschlossener, als je zuvor. Wie damals, wird bei gleicher Gefahr auch in Zukunft sich Deutschland finden lassen, und wie wir weit entfernt sind, diese würdige Haltung des gemeinsamen Vaterlandes dem Zoll-Vereine ausschliesslich beimessen zu wollen, glauben wir wenigstens einen bescheidenen Theil davon, als den Wirkungen dieser innigen Vereinigung angehörig, in Anspruch nehmen zu dürfen.

6.

Traité de commerce conclu entre la Grande-Bretagne et les Isles Sandwich, signé à Lahina le 12 *Février* 1844.

Les différends qui ont existé entre la Grande-Bretagne et les îles Sandwich ayant été heureusement aplanis, le traité suivant a été conclu entre les deux gouvernemens à l'effet de prévenir le retour des anciennes mésintelligences et d'assurer le maintien de la paix pour l'avenir.

Art. 1er. Il y aura paix et amitié perpétuelle entre S. M. la reine du royaume de la Grande-Bretagne et S. M. le roi des îles Sandwich, leurs héritiers et leurs successeurs respectifs.

Art. 2. Les sujets de S. M. britannique recevront pour leur personne et pour leurs biens une protection efficace de la part du roi des îles Sandwich, qui les fera jouir avec impartialité et dans tous les cas où

leurs intérêts se trouveront lesés, des mêmes droits et 1844
privilèges dont jouissent les natifs ou d'autres etrangers.

Art. 3. Tout sujet britannique accusé d'un crime quelconqne ne sera jugé que par un jury composé de résidens étrangers, à proposer par le consul britannique et accepté par le gouvernement des îles Sandwich.

Art. 4. Le roi des iles Sandwich étendra cette protection sur tous les navires britanniques, leurs officiers et équipages. En cas de naufrage, les chefs et habitans des divers districts des îles Sandwich s'empresseront de leur porter secours et de les protéger contre le pillage. Les droits de sauvetage seront réglés en cas de conflit par des arbitres librement choisis par les deux parties.

Art. 5. Les autorités locales veilleront soigneusement à ce que la désertion parmi les marins anglais ne soit pas favorisée par leurs administrés, et emploieront tous les moyens a leur disposition pour opérer l'arrestation des dits déserteurs; les dépenses faites dans cet intérêt leur seront remboursées par les capitaines ou propriétaires des navires anxquels appartiennent les déserteurs arrêtés.

Art 6. Limportation des marchandises britanniques ou reconnues comme provenant des possessions britanniques, ne seront ni prohibées ni soumises à un droit d'importation qui dépasse 5 pour cent *ad valorem.*

Art. 7. Les droits de tonnage et autres à payer par les navires britanniques, ou prélevés sur des marchandises importées sur les navires britanniques, ne dépasseront pas ceux que paie la nation la plus favorisée.

Art. 8. Les sujets du roi des îles Sandwich seront dans leurs relations commerciales et autres avec la Grande-Bretagne traités sur le pied de la nation la plus favorisée.

Fait à Lahina le 12 Février 1844.

Signatures:

Kamehameha, roi des Isles Sandwich.
Kicauluohi, premier Ministre.
William Miller, consul-général britannique dans les Isles Sandwich.

7.

Memorandum remis par la sublime Porte aux ministres des diverses légations, le 24 Mouharrem 1260—13 *février* 1844.

(Traduction.)

Parmi les voyageurs étrangers qui arrivent à Constantinople, il en est un grand nombre qui négligent de présenter les passeports dont ils sont munis, selon l'usage, aux officiers sanitaires des lieux où ils abordent, et entrent dans cette capitale sans avoir rempli cette formalité, ce qui est une contravention non-seulement aux règlemens sanitaires, qu'il est de la plus haute importance de maintenir et de consolider, mais encore aux lois en vigueur dans le pays.

La sublime Porte, en signalant cet abus à MM. les représentans des cours étrangères, croit devoir appeler toute leur attention sur ce point. Elle ne doute pas, d'ailleurs, connaissant combien ils ont à cœur le maintien des règlemens propres à assurer le bien-être du pays, qu'ils ne portent leurs soins les plus empressés à remédier à cet état de choses. C'est pourquoi elle vous prie, M. le ministre, de vouloir bien faire donner, par votre chancellerie, les ordres nécessaires pour que les voyageurs qui arrivent dans ce pays aient à présenter, à l'avenir, leurs passeports aux offices sanitaires des endroits où ils aborderont, pour les y faire viser. Les bateaux à vapeur ne devront pas non plus recevoir des voyageurs qui ne seraient pas munis de passeports et de teskerés.
Et c'est à cet effet que ce *memorandum* vous est adressé.

Le 24 Mouharrem 1260 — 13 février 1844.

8.

Traité de navigation entre le royaume de Hanovre et la ville libre anséatique de Lübeck. Conclu et signé à Drèsde, le 14 *Février* 1844.

(Gesetzsammlung für das Königreich Hannover. Jahrg. 1844. 1te Abtheil. Nro. 39. v. 18. September.)

Seine Majestät der König von Hannover und der hohe Senat der freien und Hansestadt Lübeck haben, um den Schifffahrtsverkehr zwischen den beiderseitigen Handelsplätzen zu erleichtern, die Abschliessung eines Schifffahrtsvertrages nach dem Grundsatze der Gegenseitigkeit für angemessen gehalten und zu diesem Zwecke eine Unterhandlung einleiten lassen.

Zu derselben haben Seine Majestät der König von Hannover Allerhöchst-Ihren Ober-Steuerrath Dr. Otto Carl Franz Klenze, Ritter des Guelphen-Ordens, und der hohe Senat der freien und Hansestadt Lübeck den Senator Dr. Heinrich Brehmer zu bevollmächtigten Commissarien ernannt, und sind diese nach geschehener Auswechselung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten, unter dem Vorbehalte der Allerhöchsten und hohen Ratificationen, über folgende Puncte übereingekommen.

Art. 1. Es sollen in den Häfen und Landungsplätzen des Königreichs Hannover Lübecksche See-und Flussschiffe und in den der freien und Hansestadt Lübeck angehörigen Häfen und Landungsplätzen Hannoversche See- und Flussschiffe in Beziehung auf Abgaben jeder Art, welche für Schiff und Ladung bei der Ankunft, beim Liegen oder beim Abgange an den Staat, an Corporationen oder an Privaten entrichtet werden müssen, eine eben so günstige Behandlung, als die dem eigenen Staate angehörenden Schiffe geniessen.

Dieselbe Gleichstellung soll auch in schifffahrts- und hafenpolizeilichen Beziehungen eintreten.

Als Hannoversche und Lübecksche Schiffe werden gegenseitig diejenigen betrachtet, welche mit den nach der Gesetzgebung ihres Landes zur Ausweisung ihrer Nationa-

1844 lität erforderlichen Schiffspapieren versehen sind und unter der Flagge ihres Landes fahren.

Art 2. Die Theilnahme an der Schifffahrt von Hafen zu Hafen desselben Landes und auf den Einem der beiden Staaten ausschliesslich angehörenden Stromstrecken, Flüssen und Canälen richtet sich nach den in diesem Staate hierüber getroffenen Bestimmungen.

So weit indessen Schiffen eines dritten Staates die Theilnahme an der Schifffahrt von Hafen zu Hafen oder auf den Stromstrecken, Flüssen und Canälen des Königreichs Hannover eingeräumt ist, soll dieselbe auch Lübeckschen Schiffen zustehen. Dasselbe gilt auch im Gebiete der freien und Hansestadt Lübeck für Hannoversche Schiffe. Die den Hannoverschen Schiffen schon früher zugesicherte Befugniss zur Befahrung der Stecknitz wird durch diesen Artikel nicht aufgehoben oder verändert.

Art. 3. Das Strandrecht ist und bleibt hinsichtlich der Unterthanen, Schiffe und Waaren beider Staaten gänzlich abgeschafft.

Das Verfahren bei Strandungen richtet sich in Jedem der beiden Staaten nach den in demselben geltenden Vorschriften, jedoch sollen auch hiebei die gestrandeten Schiffe des anderen Staates nebst ihrer Ladung eben so günstig als diejenigen des eigenen Staates behandelt werden.

Art. 4. Consuln des andern Staates werden in den beiderseitigen Handelsplätzen zugelassen.

Dieselben sollen an dem Orte ihrer Anstellung, nachdem sie von dessen Regierung das Exequatur erhalten haben, sowohl für ihre Personen als für ihre Dienstverrichtungen dieselben Vorzüge geniessen, welche dort den Consuln der begünstigtesten Staaten zugestanden sind.

Art. 5. Dieser Vertrag wird binnen vier Monaten beiderseits ratificirt werden und tritt mit der Auswechselung der Ratificationen in Kraft.

Derselbe gilt zunächst auf zehn Jahre, von der Auswechselung der Ratificationen angerechnet, dauert jedoch auch nach dieser Zeit unverändert fort, bis Eine der contrahirenden Regierungen eine Kündigung desselben eintreten lässt, in welchem Falle er nach Ablauf eines Jahrs erlischt.

Zur Urkunde dessen ist dieser Vertrag von den beiderseitigen Bevollmächtigten in doppelter Urschrift unterzeichnet und untersiegelt.

Geschehen zu Dresden, den vierzehnten Februar Ein- 1844
tausend achthundert vier und vierzig.

Dr. Otto Carl klenze. (L. S)

Dr. Heinrich Brehmer. (L. S.)

9.

Patente du roi de Hanovre concernant les relations de commerce et des douanes entre le royaume de Hanovre et l'union douanière Prussienne. En date de Hanovre le 19. *Février* 1844.

(Gesetzsamml. für das Königr. Hannover 1844. 1ste Abtheil. Nro. 9. v. 23. Februar).

Wir Ernst August, von Gottes Gnaden König von Hannover, Königlicher Prinz von Grossbritannien und Irland, Herzog von Cumberland, Herzog zu Braunschweig und Lüneburg etc. etc.

Durch den §. 9 Unseres Patents vom 31sten December v. J. hatten Wir bestimmt, dass der Inhalt der mit den Staaten des Zollvereines am 1sten November 1837 und am 17ten December 1841 wegen Erleichterung des gegenseitigen Verkehrs geschlossenen Übereinkunft einstweilen und bis auf weitere Anordnung zum Theil noch in Ausführung kommen solle.

Da Wir Uns gegenwärtig bewogen finden, die Bestimmungen jener Uebereinkunft, so weit dieselben nach Unserem Patente vom 31sten December v. J. einstweilen noch zur Ausführung gekommen sind, hiemit ausser Wirksamkeit zu setzen;

so befehlen Wir, dass hienach verfahren werde, gestatten indess, dass diejenigen Transit-Erleichterungen auf kurzen Strassenstrecken, welche in jener Übereinkunft verabredet waren, nach Massgabe der mit den betreffenden Staaten deshalb zu treffenden besonderen Verabredungen, ferner in Ausführung kommen.

Wir haben, unter Bezugnahme auf die Schlussbestimmung Unseres Patents vom 31sten December v. J., verfügt, dass das gegenwärtige Patent in Ausführung kom-

1844 me und durch die erste Abtheilung der Gesetz-Sammlung zur öffentlichen Kenntniss gebracht werde.

Gegeben Hannover, den 19ten Februar 1844.

Ernst August.

G. Frhr. v. Schele.

10.

Traité de commerce et de navigation entre Sa Majesté le Roi de Prusse et Sa Majesté la Reine de Portugal et des Algarves. Conclu et signé à Berlin, le 20. *Février* 1844.

Sa Majesté le Roi de Prusse et Sa Majesté la Reine de Portugal et des Algarves, également animés du désir de resserrer de plus en plus les liens d'amitié qui unissent les deux couronnes et d'étendre les relations commerciales entre leurs Etats et sujets respectifs, ayant résolu de conclure un traité de commerce et de navigation, ont à cet effet nommé leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté Prussienne:

Le Sieur Henri Ulric Guillaume, Baron de Bülow, Son Ministre d'Etat, du Cabinet et des affaires étrangères, Grand-Croix de l'Ordre de l'Aigle Rouge de Prusse, de ceux de Léopold d'Autriche et de la Couronne de Bavière, Grand-Croix de l'Ordre Royal des Guelphes de Hanovre et de celui de Louis de la Hesse Grand-Ducale, Commandeur de l'Ordre du Faucon blanc de la Saxe Grand-Ducale, Chevalier des Ordres de St. Alexandre-Newsky, de Ste. Anne de la première Classe, de St. Stanislas de la seconde Classe et de St. Wladimir de la quatrième Classe de Russie, Grand-Croix de l'Ordre du Lion Neerlandais et de celui de Léopold de Belgique, décoré du Grand-Ordre du Nichani-Iftihar, et

Sa Majesté Très-Fidèle:

Le Sieur Simon da Silva Ferraz de Lima e Castro, Baron de Renduffe, Pair et Grand du Royaume de Portugal, de Son Conseil, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté

10.

Uebersetzung des Handels-und Schiffahrts-Vertrages zwischen Seiner Majestät dem Könige von Preussen und Ihrer Majestät der Königin von Portugal und Algarvien. Abgeschlossen und unterzeichnet zu Berlin, am 20. Februar 1844.

Seine Majestät der König von Preussen und Ihre Majestät die Königin von Portugal und Algarvien, gleichmässig von dem Wunsche beseelt, die Bande der Freundschaft, welche die beiden Kronen verbinden, enger zu knüpfen, und die Handels-Verbindungen zwischen Ihren beiderseitigen Staaten und Unterthanen zu erweitern, sind übereingekommen, einen Handels- und Schifffahrts-Vertrag abzuschliessen, und haben zu diesem Zwecke zu Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der König von Preussen:

den Herrn Heinrich Ulrich Wilhelm Freiherrn von Bülow, Allerhöchst Ihren Staats- und Kabinets-Minister, Minister der auswärtigen Angelegenheiten, Ritter des Königlich Preussischen rothen Adlerordens erster Klasse mit Eichenlaub, Grosskreuz des Kaiserlich Oesterreichischen Leopold-Ordens, des Civil-Verdienst-Ordens der Bayerischen Krone, des Königlich Hannoverischen Guelphen-Ordens und des Grossherzoglich Hessischen Ludewigs-Ordens, Commandeur des Grossherzoglich Sächsischen Haus-Ordens vom weissen Falken, Ritter des Kaiserlich Russischen Alexander-Newsky-Ordens, des St. Annen-Ordens erster Klasse, des St. Stanislaus-Ordens zweiter Klasse und des St. Wladimir-Ordens vierter Klasse, Grosskreuz des Civil-Verdienst-Ordens vom Niederländischen Löwen, Grosskreuz des Belgischen Leopold-Ordens, Inhaber des grossen Ordens des Nichani-Iftihar; und

Ihre Allergetreueste Majestät:

den Herrn Simon da Silva Ferraz de Lima e Castro Baron von Renduffe, Pair und Grande des Königreichs Portugal, Mitglied Allerhöchst Ihres Conseils, Allerhöchst Ihren ausserordentlichen Gesand-

1844 le Roi de Prusse, Commandeur des Ordres du Christ et de Notre Dame de la Conception de Villa-Vicosa, lesquels après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs trouvés en bonne et due forme sont convenus des articles suivants :

Art. 1. Il y aura liberté réciproque de commerce et de navigation entre les Etats de Sa Majesté le Roi de Prusse et ceux de Sa Majesté Très-Fidèle. Les sujets de chacune des deux Hautes Parties contractantes pourront entrer dans les ports, places et rivières des territoires de l'autre partout oú le commerce étranger est permis ou le sera à l'avenir. Ils pourront séjourner et résider dans quelque partie que ce soit desdits territoires pour y vaquer à leurs affaires, et ils jouiront à cet effet de la même sécurité et de la même protection que les nationaux, en payant toutefois les mêmes impôts et en se conformant aux lois et ordonnances du pays, ainsi qu'aux règlements de commerce, qui y sont ou seront en vigueur.

Art. 2. Les navires Prussiens et Portugais arrivant, de quelque part que ce soit, sur leur lest ou chargés, dans les ports de l'autre des Hautes Parties contractantes, y seront traités, tant à leur entrée que pendant leur séjour et à leur sortie, sur le même pied que les navires nationaux venant du même lieu, par rapport aux droits de port, de tonnage, de fanaux et de pilotage, ainsi qu'aux vacations des officiers publics, et à tout autre droit ou charge, de quelque espèce ou dénomination que ce soit, perçus au nom ou au profit du Gouvernement, des autorités locales ou d'établissements particuliers quelconques.

Art. 3. Seront considérés navires Prussiens ou Portugais ceux, qui seront reconnus comme tels dans l'Etat auquel ils appartiennent, conformément aux lois et règlements en vigueur. Les Hautes Parties contractantes se réservent d'échanger des déclarations portant une énumération claire et précise des papiers et documents dont

ten und bevollmächtigten Minister bei Seiner Maje- 1844
stät dem Könige von Preussen, Commandeur des Christ-Ordens und des Ordens der Empfängniss von Villa-Viçosa;

welche, nachdem sie sich ihre Vollmachten mitgetheilt und solche in guter und gehöriger Form befunden haben, über die folgenden Artikel übereingekommen sind.

Artikel 1. Es soll gegenseitige Freiheit des Handels und der Schifffahrt zwischen den Staaten Seiner Majestät des Königs von Preussen und denen Ihrer Allergetreuesten Majestät bestehen. Den Unterthanen eines jeden der beiden hohen kontrahirenden Theile soll es gestattet sein, sich nach den Häfen, Plätzen und Flüssen der Gebiete des anderen Theiles, überall wo der fremde Handel erlaubt ist oder in Zukunft erlaubt sein wird, zu begeben. Sie sollen in jedem Theile der gedachten Gebiete sich aufhalten und Wohnsitz nehmen dürfen, um dort ihre Geschäfte zu besorgen, und sie sollen zu diesem Behufe derselben Sicherheit und desselben Schutzes wie die Nationalen geniessen, dagegen aber auch dieselben Abgaben entrichten, und sich den Gesetzen und Verordnungen des Landes, so wie den auf den Verkehr bezüglichen Reglements, welche daselbst bestehen oder in Zukunft erlassen werden, unterwerfen.

Art. 2. Die Preussischen und Portugiesischen Schiffe, welche, woher es auch sei, mit Ballast oder mit Ladung, in die Häfen des anderen der hohen kontrahirenden Theile einlaufen, sollen daselbst sowohl bei ihrer Ankunft als auch während ihres Aufenthalts und bei ihrem Ausgange, hinsichtlich der Hafen-, Tonnen-, Leuchthurms- und Lootsengelder, so wie hinsichtlich der Gebühren der öffentlichen Beamten, und in Betreff aller anderen Abgaben oder Lasten irgend einer Art oder Benennung, welche im Namen oder zum Vortheile der Regierung, der Ortsbehörden oder irgend welcher Privat-Anstalten erhoben werden, auf eben dem Fusse, wie die von demselben Orte kommenden Nationalschiffe behandelt werden.

Art. 3. Es sollen als Preussische oder Portugiesische Schiffe diejenigen angesehen werden, welche als solche in dem Staate, welchem sie angehören, nach Maassgabe der bestehenden Gesetze und Reglements anerkannt werden. Die hohen kontrahirenden Theile behalten sich vor, Erklärungen auszuwechseln, welche

1844 l'un et l'autre Etat exigent que leurs navires soient munis. Si après cet échange, qui aura lieu au plus tard trois mois après la signature du présent traité, l'une des Hautes Parties contractantes se trouvait dans le cas de changer ou de modifier ses ordonnances à cet égard, il en sera fait à l'autre une communication officielle.

Art. 4. Il ne sera imposé d'autres ni de plus forts droits sur l'importation dans le Royaume de Portugal des articles provenant du sol ou de l'industrie du Royaume de Prusse, et il ne sera imposé d'autres ni de plus forts droits sur l'importation dans le Royaume de Prusse des articles provenant du sol ou de l'industrie du Royaume de Portugal et de ses domaines et possessions, que ceux qui sont ou seront imposés sur les mêmes articles provenant du sol ou de l'industrie de tout autre pays étranger.

Le même principe sera observé à l'égard des droits d'exportation.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à ne point frapper de prohibition, soit l'importation d'aucun article provenant du sol ou de l'industrie de l'autre pays, soit l'exportation d'aucun article de commerce vers l'autre pays, à moins que les mêmes prohibitions ne s'étendent également à tous les Etats étrangers.

L'exportation du sel du port de Sétubal continuera à être subordonnée aux règlements qui y sont particuliers.

Art. 5. Tous produits du sol ou de l'industrie du Royaume de Prusse, importés directement et par navires Prussiens des ports de ce Royaume dans ceux du Royaume de Portugal, y compris les îles de Madère et de Porto-Santo et les Açores, ainsi que tous produits du sol ou de l'industrie du Royaume de Portugal et de ses domaines et possessions, importés directement et par navires Portugais dans les ports Prussiens, ne paieront dans les ports respectifs des droits d'entrée ou de transit autres ou plus élevés que si l'importation des mêmes produits avait lieu sous pavillon national ou de la nation la plus favorisée.

eine deutliche und bestimmte Bezeichnung der Papiere 1844
und Documente enthalten, womit, ihren Anordnungen gemäss, ihre Schiffe versehen sein müssen. Wenn nach dieser, spätestens drei Monate nach Unterzeichnung des gegenwärtigen Vertrages vorzunehmenden Auswechselung, einer der beiden kontrahirenden Theile sich in dem Falle befinden sollte, seine in Beziehung hierauf bestehenden Vorschriften abzuändern oder zu modifiziren, so soll dem anderen Theile davon amtliche Mittheilung gemacht werden.

Art. 4. Auf die Einfuhr der Erzeugnisse des Bodens oder des Kunstfleisses des Königreichs Preussen in das Königreich Portugal, und auf die Einfuhr der Erzeugnisse des Bodens oder des Kunstfleisses des Königreichs Portugal und seiner Gebietstheile und Besitzungen in das Königreich Preussen, sollen weder andere noch höhere Abgaben gelegt werden, als diejenigen, welche auf dieselben Artikel, wenn sie Erzeugnisse des Bodens oder des Kunstfleisses irgend eines anderen fremden Landes sind, gelegt sind oder gelegt werden möchten.

Derselbe Grundsatz soll in Betreff der Abgaben von der Ausfuhr beobachtet werden.

Die hohen kontrahirenden Theile verpflichten sich, weder die Einfuhr irgend eines Artikels, welcher das Erzeugniss des Bodens oder des Kunstfleisses des anderen Landes ist, noch die Ausfuhr irgend eines Handels-Artikels nach dem anderen Lande, mit einem Verbote zu belegen, wenn nicht dieselben Verbote sich gleichmässig auf alle fremde Staaten erstrecken.

Die Ausfuhr von Salz aus dem Hafen von Setubal soll auch ferner den daselbst bestehenden besonderen Reglements unterworfen bleiben.

Art. 5. Alle Erzeugnisse des Bodens oder des Kunstfleisses des Königreichs Preussen, welche auf direktem Wege und auf Preussischen Schiffen aus den Häfen dieses Königreichs in die Häfen des Königreichs Portugal, mit Einschluss der Inseln Madeira und Porto-Santo und der Azoren, so wie alle Erzeugnisse des Bodens oder des Kunstfleisses des Königreichs Portugal und seiner Gebietstheile und Besitzungen, welche auf directem Wege und auf Portugiesischen Schiffen in die Preussischen Häfen eingeführt werden, sollen in den beiderseitigen Häfen weder andere noch höhere Eingangs- oder Durchgangs-Abgaben entrichten, als wenn

1844

Art. 6. Quant aux marchandises qui ne consistent pas en produits indigènes, elles pourront être importées directement des ports du Royaume de Prusse sous pavillon Prussien dans les ports du Royaume de Portugal, y compris les îles de Madère et de Porto-Santo et les Açores, et vice versâ des ports Portugais sous pavillon national dans les ports Prussiens, de la même manière et sous les mêmes conditions sous lesquelles les bâtiments de la nation la plus favorisée sont admis à importer des produits étrangers directement des ports de l'Etat auquel ils appartiennent, dans les ports de l'autre Partie contractante.

Art. 7. Les produits et autres objets de commerce de toute espèce, qui pourront être légalement exportés ou réexportés des ports des Hautes Parties contractantes, par bâtiments nationaux, pourront également en être exportés ou réexportés par bâtiments de l'autre Etat, sans payer d'autres ni de plus hauts droits ou charges, que si l'exportation ou la réexportation des mêmes objets se faisait par bâtiments nationaux.

Art. 8. Les primes, remboursements de droits ou autres avantages de ce genre, accordés dans les Etats de l'une des Hautes Parties contractantes à l'importation ou à l'exportation par bâtiments nationaux, seront accordés de même lorsque l'importation directe entre les deux pays (Article 5.) ou l'exportation (Article 7.) se fera par bâtiments de l'autre Etat.

Art. 9. Les ports situés aux embouchures de la Meuse, de l'Ems, du Weser et de l'Elbe devant, eu égard à la position géographique du Royaume de Prusse, être comptés au nombre des débouchés les plus intéressants pour son importation et exportation, les Hautes Parties contractantes sont convenues d'assimiler ces ports aux ports Prussiens pour tout ce qui a rapport à l'importation réciproque des deux pays. En conséquence les produits du sol ou de l'industrie de la Prusse, chargés sur des navires Prussiens dans lesdits ports, ou bien dans les ports situés aux embouchures de tout autre fleuve entre

die Einfuhr derselben Erzeugnisse unter der National- 1844
Flagge oder unter der Flagge der begünstigten Nation Statt fände.

Art. 6. Waaren, welche nicht inländische Erzeugnisse sind, sollen auf directem Wege aus den Häfen des Königreichs Preussen unter Preussischer Flagge in die Häfen des Königreichs Portugal, mit Einschluss der Inseln Madeira und Porto-Santo und der Azoren, und umgekehrt aus den Portugiesischen Häfen unter der National-Flagge in die Preussischen Häfen, in derselben Weise und unter denselben Bedingungen eingeführt werden dürfen, unter welchen den Schiffen der begünstigtesten Nation gestattet ist, fremde Erzeugnisse auf direktem Wege aus den Häfen des Staates, welchem sie angehören, in die Häfen des anderen der kontrahirenden Theile einzuführen.

Art. 7. Die Erzeugnisse und anderen Handelsgegenstände irgend einer Art, welche gesetzlich aus den Häfen der hohen kontrahirenden Theile auf Nationalschiffen ausgeführt oder wieder ausgeführt werden dürfen, sollen in gleicher Weise von dort auf Schiffen des anderen Theils ausgeführt oder wieder ausgeführt werden dürfen, ohne andere oder höhere Abgaben oder Lasten zu tragen, als wenn die Ausfuhr oder Wiederausfuhr derselben Gegenstände auf Nationalschiffen erfolgte.

Art. 8. Die Prämien, Abgabenerstattungen oder andere Begünstigungen dieser Art, welche in dem Gebiete des einen der hohen kontrahirenden Theile der Einfuhr oder Ausfuhr auf Nationalschiffen bewilligt werden, sollen in derselben Weise bewilligt werden, wenn die Einfuhr auf direktem Wege zwischen den beiden Staaten (Artikel 5.), oder die Ausfuhr (Artikel 6.), auf Schiffen des anderen Staats erfolgt.

Art. 9. In Betracht, dass die an den Mündungen der Maas, der Ems, der Weser, und der Elbe gelegenen Häfen, mit Rücksicht auf die geographische Lage des Königreichs Preussen, der Zahl der für seine Einfuhr und Ausfuhr wichtigsten Wege beigerechnet werden müssen, sind die hohen kontrahirenden Theile übereingekommen, diese Häfen den Preussischen Häfen in Allem, was auf die gegenseitige Einfuhr der beiden Länder Bezug hat, gleichzustellen. Demgemäss sollen die Erzeugnisse des Bodens oder des Kunstfleisses Preussens, welche auf Preussischen Schiffen in den gedachten Häfen oder auch

1844 la Meuse et l'Elbe dans lequel se jette une rivière navigable traversant les Etats de la Prusse, et importés directement dans les ports Portugais, y seront admis et traités exactement de la même manière que s'ils venaient directement d'un port de la Prusse et sous pavillon Prussien. Par réciprocité les produits du Portugal et de ses domaines et possessions, importés sous pavillon Portugais dans les susdits ports, seront traités lors de leur importation subséquente en Prusse par la voie desdits fleuves comme s'ils étaient importés directement par navires Portugais dans un port Prussien.

De plus, Sa Majesté le Roi de Prusse consent à faire traiter les navires Portugais et leurs cargaisons, s'ils arrivent des susdits ports dans ceux de la Prusse, comme s'ils étaient venus directement d'un port Portugais.

Il est entendu que l'assimilation des ports étrangers, dont il est question dans cet article, aux ports Prussiens, ne pourra avoir lieu qu'à condition que dans ces mêmes ports les bâtiments Portugais, venant des ports du Portugal ou s'y rendant, ne seront pas traités moins favorablement que les navires Prussiens.

Art. 10. Les produits, venant des ports de la Prusse ou des ports étrangers, dont il est fait mention dans l'article précédent, devront être accompagnés de certificats d'origine à delivrer par les autorités Prussiennes compétentes ou par les consuls ou autres agents consulaires Portugais.

Art. 11. Pour ce qui regarde le commerce d'importation indirect, les chargements importés par navires Prussiens de ports étrangers dans ceux du Portugal, y compris les îles de Madère et de Porto-Santo et les Açores, et réciproquement les chargements importés par navires Portugais de ports étrangers dans ceux de la Prusse, seront reçus et traités dans ces ports sur le pied de la nation la plus favorisée. L'importation dans les ports du Portugal des produits et marchandises de l'Asie restera soumise aux lois et règlements existants.

in den Häfen an den Mündungen irgend eines anderen 1844
Flusses zwischen der Maas und der Elbe, in welchen sich ein die Preussischen Staaten berührender schiffbarer Fluss ergiesst, verladen und auf direktem Wege in die Portugiesischen Häfen eingeführt werden, dort genau ebenso zugelassen und behandelt werden, als wenn sie auf direktem Wege aus einem Preussischen Hafen und unter Preussischer Flagge kämen. Gegentheilig sollen die Erzeugnisse Portugals und seiner Gebietstheile und Besitzungen, welche unter Portugiesischer Flagge in die gedachten Häfen eingeführt werden, bei ihrer demnächstigen Einfuhr in Preussen auf den gedachten Flusswegen ebenso behandelt werden, als wenn sie auf direktem Wege auf Portugiesischen Schiffen in einen Preussischen Hafen eingeführt wären.

Ueberdies bewilligen Seine Majestät der König von Preussen, die Portugiesischen Schiffe und deren Ladungen, wenn sie aus den gedachten Häfen in Preussische Häfen eingehen, ebenso behandeln zu lassen, als wenn sie auf direktem Wege aus einem Portugiesischen Hafen gekommen wären.

Man ist dahin einverstanden, dass die Gleichstellung der in diesem Artikel gedachten fremden Häfen mit den Preussischen Häfen nur unter der Bedingung wird Statt finden können, dass in jenen Häfen die Portugiesischen Schiffe, welche von Portugiesischen Häfen kommen oder dorthin gehen, nicht weniger günstig als die Preussischen Schiffe werden behandelt werden.

Art. 10. Die Erzeugnisse, welche aus den Preussischen oder aus den im vorhergehenden Artikel gedachten fremden Häfen kommen, sollen von Ursprungszeugnissen begleitet sein, welche von den kompetenten Preussischen Behörden oder ven den Portugiesischen Konsuln, oder Konsular-Agenten verabfolgt werden.

Art. 11. Was den indirekten Einfuhrhandel betrifft so sollen die Ladungen, welche auf Preussischen Schiffen aus fremden Häfen in die Häfen Portugals, mit Einschluss der Inseln Madeira und Porto-Santo und der Azoren, eingeführt werden, und gegentheilig die Ladungen, welche auf Portugiesischen Schiffen aus fremden Häfen in die Häfen Preussens eingeführt werden, in diesen Häfen auf dem Fusse der begünstigtesten Nation zugelassen und behandelt werden. Die Einfuhr von Erzeugnissen und Waaren aus Asien in die Häfen von Por-

1844 Quant à l'admission et au traitement des navires Prussiens dans les colonies Portugaises, les Hautes Parties contractantes se réservent d'entrer en négociations spéciales à cet égard.

Art. 12. Les Hautes Parties contractantes sont convenues, que l'une n'accordera à l'avenir à d'autres nations, par rapport au commerce ou à la navigation, aucuns privilèges, ni aucunes faveurs ou immunités, qui ne soient aussi, et à l'instant, étendus aux sujets de l'autre, gratuitement si la concession a été gratuite, ou avec une juste et convenable compensation à défaut d'équivalent, si la concession a été conditionelle.

Il est entendu particulièrement, que dans le cas où l'un des deux Gouvernements accorderait à un autre Etat des diminutions de droits sur ses produits du sol ou de l'industrie, ou lui concéderait d'autres avantages ou faveurs spéciales en fait de commerce et de navigation, à la suite d'un traité de commerce ou d'une convention spéciale, et en compensation de diminutions de droits, avantages ou faveurs accordés par cet autre Etat, l'autre des deux Gouvernements ne pourra demander les mêmes avantages et facilités pour le commerce et la navigation de ses sujets qu'en offrant, à défaut de pareils avantages de même étendue et qualité, des équivalents ou compensations à assurer dûment par un arrangement particulier entre les deux Gouvernements.

Art. 13. Les stipulations du présent traité ne seront point applicables au cabotage entre les ports de chacun des deux pays, ce genre de transport restant réservé aux bâtiments nationaux.

Mais il est convenu, que les bâtiments de l'une des Hautes Parties contractantes, étant entrés dans les ports de l'autre, pourront se borner à ne décharger qu'une partie de leur cargaison et qu'ils pourront s'en aller librement avec le reste, pour se rendre, soit dans tel autre port du même pays, soit ailleurs, sans payer d'autres ou de plus forts droits que les bâtiments nationaux n'auraient à payer dans le même cas.

tugal soll den bestehenden Gesetzen und Reglements un- 1844
terworfen bleiben.

Ueber die Zulassung und Behandlung der Preussischen Schiffe in den Portugiesischen Kolonien behalten die hohen kontrahirenden Theile sich vor, in besondere Unterhandlungen zu treten.

Art. 12. Die hohen kontrahirenden Theile sind übereingekommen, dass keiner von ihnen in Zukunft anderen Nationen in Beziehung auf den Handel und die Schifffahrt irgend welche Privilegien, noch irgend welche Begünstigungen oder Befreiungen gewähren will, welche nicht ebenfalls und sofort auch auf die Unterthanen des anderen Theiles in Anwendung gesetzt würden, und zwar unentgeltlich, wenn die Bewilligung unentgeltlich geschehen ist, oder, wenn letztere gegen ein Aequivalent Statt gehabt hat, gegen Gewährung desselben Aequivalents, oder, in dessen Ermangelung, einer billigen und angemessenen Vergeltung.

Insbesondere ist man darüber einverstanden, dass in dem Falle, wo die eine der beiden Regierungen einem anderen Staate in Folge eines Handelsvertrages oder einer besonderen Uebereinkunft, und zur Vergeltung gewisser von diesem anderen Staate gewährten Abgabenermässigungen, Vortheile oder Begünstigungen, auch ihrerseits Ermässigungen der Abgaben auf dessen Erzeugnisse des Bodens oder des Kunstfleisses bewilligen, oder demselben andere Vortheile oder besondere Begünstigungen in Beziehung auf Handel und Schifffahrt zugestehen sollte, die andere der beiden Regierungen dieselben Vortheile und Erleichterungen nur dann für den Handel und die Schifffahrt ihrer Unterthanen soll in Anspruch nehmen können, wenn sie, in Ermangelung gleicher Vortheile von derselben Art und Ausdehnung, Aequivalente und Vergeltungen anbietet, welche durch ein besonderes Uebereinkommen zwischen den beiden Regierungen gehörig festzustellen sein würden.

Art. 13. Die Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrages sollen auf die Küstenschiffahrt zwischen den Häfen eines jeden der beiden Länder keine Anwendung finden, indem diese Art des Verkehrs den National-Schiffen vorbehalten bleibt.

Man hat sich aber darüber verständigt, dass es den Schiffen des einen der hohen kontrahirenden Theile, nachdem sie in die Häfen des anderen eingelaufen sind,

Art. 14. Dans le cas où quelque bâtiment appartenant à l'une des Hautes Parties contractantes aurait échoué ou fait naufrage sur les côtes ou dans un port de l'autre, il sera prêté toute aide et assistance possibles au capitaine et à l'équipage, tant pour leurs personnes que pour le navire et sa cargaison.

Les objets sauvés seront mis, s'il y a lieu, sous la surveillance des autorités compétentes et restitués à qui de droit après l'acquittement des frais de sauvetage et autres, qui ne seront pas plus forts que ceux auxquels les nationaux seraient assujettis en pareil cas. Il n'en sera point perçu de droits, à moins que ces objets ne soient destinés pour la consommation dans le pays.

Art. 15. Tout bâtiment de commerce des sujets de chacune des Hautes Parties contractantes, entrant en relâche forcée dans un port de l'autre Partie, y sera exempt de tout droit de port ou de navigation quelconque, si les causes qui ont nécessité la relâche sont réelles et évidentes, pourvu que le bâtiment ne se livre dans les ports de relâche à aucune opération de commerce en chargeant ou en déchargeant des marchandises, bien entendu toutefois que les déchargements et rechargements motivés par la nécessité de réparer le bâtiment, ne seront point considérés comme opération de commerce donnant lieu au paiement des droits, et pourvu que le bâtiment ne prolonge pas son séjour dans le port au delà du temps nécessaire selon les causes qui auront donné lieu à la relâche.

Art. 16. Chacune des Hautes Parties contractantes accorde à l'autre la faculté d'avoir dans ses ports et places de commerce des consuls-généraux, consuls, vice-consuls, ou agents de commerce, tout en se réservant le droit d'excepter de cette concession tel endroit qu'elle jugera à propos.

Lesdits agents consulaires, de quelque classe qu'ils

freistehen soll, nur einen Theil ihrer Ladung zu löschen, 1844
und mit dem Ueberreste frei wieder abzugehen, um sich entweder nach einem anderen Hafen desselben Landes oder anders wohin zu begeben, ohne andere oder höhere Abgaben zu entrichten, als die National-Schiffe in demselben Falle zu entrichten gehabt haben würden.

Art. 14. In dem Falle, dass ein Schiff des einen der hohen kontrahirenden Theile an den Küsten oder in einem Hafen des anderen Strandung oder Schiffbruch erlitten haben sollte, wird dem Kapitain und der Mannschaft, sowohl für ihre Personen als auch für das Schiff und dessen Ladung alle mögliche Hülfe und Beistand geleistet werden.

Die geborgenen Gegenstände sollen erforderlichen Falls unter Aufsicht der kompetenten Behörden gestellt, und dem Berechtigten zurückgegeben werden, nachdem die Bergungs- und andere Kosten berichtigt sind, welche nicht höher sein sollen, als diejenigen, denen die National-Schiffe in gleichem Falle unterworfen sein würden. Es sollen davon keine Abgaben erhoben werden, insofern die fraglichen Gegenstände nicht zum Verbrauche im Lande bestimmt sind.

Art. 15. Jedes einem Unterthanen der kontrahirenden Theile angehörende Handelsschiff, welches in einem Hafen des anderen Theiles im Nothfalle einläuft, soll daselbst von allen Hafen oder Schifffahrts-Abgaben frei sein, wenn die Ursachen, welche dass Einlaufen in den Hafen nothwendig gemacht haben, wirklich vorhanden und dargethan sind, vorausgesetzt, dass das Schiff in dem Nothhafen keine Handels-Operation durch Einladung oder Löschung von Waaren vornimmt, wobei indess die zum Zwecke der Ausbesserung des Schiffes erforderlichen Löschungen und Wieder-Einladungen nicht als eine Handels-Operation betrachtet werden sollen, wodurch die Entrichtung von Abgaben veranlasst würde, — und dass dasselbe seinen Aufenthalt in dem Hafen nicht über die nach den Umständen nothwendige Zeit hinaus verlängert.

Art. 16. Ein jeder der hohen kontrahirenden Theile gesteht dem anderen die Befugniss zu, in seinen Häfen und Handelsplätzen General-Konsuln, Konsuln, Vice-Konsuln oder Handels-Agenten zu haben, behält sich jedoch das Recht vor, von dieser Befugniss nach seinem Ermessen einen oder den anderen Ort auszunehmen.

Die gedachten Konsular-Agenten jeder Klasse sollen,

1844 soient, et dûment nommés par leurs gouvernements respectifs, dès qu'ils auront obtenu l'exéquatur du Gouvernement sur le territoire duquel ils doivent résider, y jouiront, tant pour leurs personnes que pour l'exercice de leurs fonctions, des privilèges dont y jouissent les agents consulaires de la même catégorie de la nation la plus favorisée.

Art. 17. Lesdits consuls-généraux, consuls, vice-consuls ou agents de commerce seront autorisés à requérir l'assistance des autorités locales pour l'arrestation, la détention et l'emprisonnement de déserteurs des navires de guerre et marchands de leur pays, et ils s'adresseront pour cet objet aux tribunaux, juges et officiers compétents, et réclameront par écrit ces déserteurs, en prouvant par la communication des registres des navires ou des rôles de l'équipage, ou par d'autres documents officiels, que de tels individus ont fait partie desdits équipages, et cette réclamation ainsi justifiée, l'extradition sera accordée.

De tels déserteurs, lorsqu'ils auront été arrêtés, seront mis à la disposition desdits consuls-généraux, consuls, vice-consuls ou agents de commerce, et pourront être enfermés dans les prisons publiques à la réquisition et aux frais de ceux qui les réclament, pour être envoyés aux navires auxquels ils appartenaient, ou à d'autres de la même nation. Mais s'ils ne sont pas renvoyés dans l'espace de deux mois à compter du jour de leur arrestation, ils seront mis en liberté et ne seront plus arrêtés pour la même cause.

Il est entendu toutefois, que si le déserteur se trouvait avoir commis quelque crime ou délit, son extradition pourra être retardée jusqu'à ce que le tribunal saisi de l'affaire ait rendu sa sentence et que celle-ci ait reçu son exécution.

Art. 18. Les sujets de chacune des Hautes Parties contractantes, qui ont ou auront à toucher des héritages dans les territoires de l'autre, ou qui en feront sortir leurs propriétés ou effets quelconques, ne paieront d'autres droits, charges ou impôts que ceux qui seront payés par les nationaux en pareille circonstance.

sobald sie von ihren respektiven Regierungen in gehö- 1844
riger Form ernannt sind und das Exequatur von derjenigen Regierung, in deren Gebiete sie residiren sollen, erhalten haben, daselbst sowohl für ihre Personen als auch hinsichtlich ihrer Amtsverrichtungen derselben Privilegien, wie die derselben Klasse angehörenden Konsular-Agenten der begünstigtesten Nation, geniessen.

Art. 17. Die gedachten General-Konsuln, Konsuln, Vice-Konsuln oder Handels-Agenten sollen befugt sein, zum Zwecke der Ergreifung, Festnahme und Verhaftung der Deserteurs von den Kriegs- und Handelsschiffen ihres Landes den Beistand der Ortsbehörden anzurufen; sie werden sich in dieser Hinsicht an die kompetenten Gerichtshöfe, Richter und Beamten wenden, und die in Rede stehenden Deserteurs schriftlich reklamiren, wobei sie durch Mittheilung der Schiffsregister oder Musterrollen, oder durch andere amtliche Dokumente den Beweis zu führen haben, dass diese Individuen zur Mannschaft des betreffenden Schiffes gehört haben; auf die in solcher Weise gerechtfertigte Reklamation soll die Auslieferung bewilligt werden.

Wenn dergleichen Deserteurs ergriffen sind, sollen sie zur Disposition der gedachten General-Konsuln, Konsuln, Vice-Konsuln oder Handels-Agenten gestellt, auch können sie auf Requisition und Kosten des reklamirenden Theils in den Gefängnissen des Landes festgehalten werden, um demnächst den Schiffen, denen sie angehören, oder anderen Schiffen derselben Nation zugesendet zu werden. Würde aber diese Zurücksendung nicht innerhalb zweier Monate vom Tage ihrer Verhaftung an erfolgen, so sollen sie in Freiheit gesetzt und wegen derselben Ursache nicht wieder verhaftet werden.

Es versteht sich jedoch, dass, wenn der Deserteur irgend ein Verbrechen oder Vergehen begangen haben sollte, seine Auslieferung ausgesetzt werden darf, bis der Gerichtshof, bei welchem die Sache anhängig ist, sein Urtheil ausgesprochen haben und dieses Urtheil vollstreckt sein wird.

Art. 18. Die Unterthanen eines jeden der hohen kontrahirenden Theile, welche in dem Gebiete des anderen Theiles jetzt oder in Zukunft Erbschaften zu erheben haben, oder welche ihr Eigenthum oder Effekten irgend einer Art von dort herausziehen wollen, sollen keine anderen Abgaben, Lasten oder Auflagen entrich-

1844

Sa Majesté Très-Fidèle déclare être prête à appliquer les dispositions du présent traité (à l'exception toutefois de celles qui, concernant la navigation et le commerce maritime, ne sont, par la nature des choses, applicables qu'aux rapports entre la Prusse et le Portugal) à ceux des Etats de l'association de douanes allemande, qui viendraient à exprimer le désir d'entrer en réciprocité avec le Portugal.

Art. 20. Le présent traité restera en vigueur jusqu'au 1. Jan. 1848. Si l'une des Hautes Parties contractantes n'a pas annoncé à l'autre, par une notification officielle, son intention d'en faire cesser l'effet six mois avant le 1. Janvier 1848, il continuera à être obligatoire jusqu'au 1. Janvier 1854. A partir du 1. Janvier 1854, le traité ne cessera d'être en vigueur que douze mois après que l'une des Hautes Parties contractantes aura déclaré à l'autre son intention de ne plus vouloir le maintenir.

Art. 21. Le présent traité sera ratifié par les Hautes Parties contractantes et les ratifications en seront échangées à Berlin dans l'espace de trois mois après la signature ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Berlin, le vingt Février mil-huit-cent-quarante-quatre.

(signé) Bülow. (L. S.) Renduffe. (L. S.)

(Der vorstehende Vertrag ist ratifizirt und die Ratificawechselt worden.)

ten, als solche, welche unter gleichen Umständen von 1844
den Nationalen zu entrichten sein würden.

Art. 19. Ihre Allergetreueste Majestät erklären, bereit zu sein, die Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrages (mit Ausnahme jedoch derjenigen, welche die Schifffahrt und den Seehandel betreffen, und sonach nur auf die Beziehungen zwischen Preussen und Portugal Anwendung finden können) auch auf diejenigen Staaten des deutschen Zollvereins anzuwenden, welche etwa den Wunsch zu erkennen geben werden, mit Portugal in das Verhältniss der Reziprozität zu treten.

Art. 20. Der gegenwärtige Vertrag soll bis zum 1. Januar 1848. in Kraft bleiben. Wenn der eine der hohen kontrahirenden Theile nicht dem anderen seine Absicht, die Wirksamkeit des Vertrages aufhören zu lassen, mittelst einer offiziellen Erklärung sechs Monate vor dem 1. Januar 1848. angezeigt haben sollte, so wird der Vertrag noch bis zum 1. Januar 1854. verbindlich bleiben. Von dem 1. Januar 1854. an soll derselbe seine Rechtsbeständigkeit nicht anders verlieren, als zwölf Monate nachdem der eine der hohen kontrahirenden Theile dem anderen seine Absicht erklärt haben wird, ihn nicht ferner aufrecht halten zu wollen.

Art. 21. Der gegenwärtige Vertrag wird von den hohen kontrahirenden Theilen ratifizirt, und die Ratificationen desselben sollen zu Berlin binnen drei Monaten nach der Unterzeichnung oder wo möglich noch früher ausgewechselt werden.

Zur Urkunde dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten den Vertrag unterzeichnet und ihre Siegel beigefügt.

So geschehen zu Berlin, den zwanzigsten Februar Eintausend acht hundert vier und vierzig.

(gez.) Bülow. Renduffe.
(L. S.) (L. S.)

ions-Urkunden sind am 6. Juni d. J. zu Berlin ausge-

11.

Négociations diplomatiques entre la Grande-Bretagne et les Etats-unis d'Amérique, relativement au territoire d'Oregon. 24. *Février* — 20. *Septembre* 1844.

(Traduction exacte.)

I.

Note des brittischen Gesandten in Washington Richard Pakenham an den amerikanischen Staatssecretair Abel P. Upshur.

Washington, 24. Februar 1844.

Unter den Angelegenheiten, welche jetzt von beiden Regierungen erwogen werden, giebt es keine, hinsichtlich welcher die brittische Regierung mehr sich sehnt, zu einem baldigen und befriedigenden Arrangement mit der Regierung der Vereinigten Staaten zu kommen, als die, welche sich auf die Gränzen des Oregon- oder Columbia-Gebietes bezieht.

Der Unterzeichnete, ausserordentlicher Gesandter und bevollmächtigter Minister Ihrer Majestät, ist demgemäss angewiesen worden, ohne Zeitverlust mit dem Staatssecretär der Vereinigten Staaten über diesen Gegenstand in Communication zu treten.

In Erfüllung der Befehle seiner Regierung hat daher der Unterzeichnete die Ehre, den Herrn Upshur in Kenntniss zu setzen, dass er bereit ist, mit ihm in Bezug auf fernere Unterhandlungen über den fraglichen Gegenstand sich zu besprechen, sobald wie es dem Herrn Upshur gelegen sein wird.

Es gereicht dem Unterzeichneten zum Vergnügen, diese Gelegenheit zu benutzen, dem Herrn Upshur die Versicherung seiner Hochachtung darzubringen.

R. Pakenham.

II. 1844

Herr Upshur an Herrn Pakenham.

Staatsdepartement.

Washington, 26. Februar 1844.

Der Unterzeichnete, Staatssecretär der Vereinigten Staaten, hat die Ehre, sich zu dem Empfange der Note des Herrn Pakenham, Ihrer brittanischen Majestät ausserordentlichem Gesandten und bevollmächtigtem Minister, datirt den 24. dieses Monats, zu bekennen, worin er angiebt, dass er bereit sein werde, sich mit dem Unterzeichneten in Absicht auf fernere Unterhandlungen hinsichtlich der Grenzen des Oregon- oder Columbia-Gebiets, wann es ihm gelegen sein werde, zu besprechen.

In Erwiederung hat der Unterzeichnete die Ehre, den Herrn Pakenham zu benachrichtigen, dass er zu diesem Zwecke morgen früh um 11 Uhr im Staatsdepartement ihn empfangen werde.

Der Unterzeichnete ergreift mit Vergnügen diese Gelegenheit, dem Herrn Pakenham die Versicherungen seiner ausgezeichneten Achtung darzubringen.

A. P. Upshur.

III.

Herr Pakenham an Herrn John C. Calhoun, amerikanischen Staatssecretär.

Washington 22. Juli 1844.

Mein Herr! In den Archiven des Staatsdepartements wird sich eine Note finden, welche ich die Ehre hatte am 24. Februar an den verstorbenen Herrn Upshur zu richten, und worin ich den Wunsch von Ihrer Majestät Regierung ausdrückte, mit den Vereinigten Staaten ein befriedigendes Arrangement hinsichtlich der Grenze des Oregon- oder Columbia-Gebiets abzuschliessen.

Der beklagenswerthe Tod des Herrn Upshur, welcher wenige Tage nach dem Datum jener Note sich ereignete, der Zwischenraum, welcher seit diesem Unfalle und der Ernennung seines Nachfolgers stattfand, und die Dringlichkeit und Wichtigkeit verschiedener Sachen, welche nach Ihrem Amtsantritt Ihre augenblickliche Aufmerksamkeit erheischten, erklären hinreichend, warum es bisher Ihrer Majestät Regierung nicht möglich war,

1844 mit der wichtigen Sache, worauf ich mich beziehe, sich zu befassen.

Da aber die Congresssitzung beendigt ist, und in der jetzigen Jahreszeit gewöhnlich die wenigsten Staatsgeschäfte verhandelt werden, so scheint es mir, dass Sie gegenwärtig mehr Musse finden möchten, um zur Betrachtnahme jenes Gegenstandes zu schreiten. Jedenfalls ist es meine Pflicht, denselben bei Ihnen in Erinnerung zu bringen und den ernstlichen Wunsch von Ihrer Majestät Regierung zu wiederholen, dass eine Frage, welche so grosses Interesse in beiden Ländern erregt, in dem ersten Augenblicke, welcher der Regierung der Vereinigten Staaten dazu gelegen ist, beseitigt werde.

Ich habe die Ehre zu sein, mit hoher Achtung, mein Herr, Ihr gehorsamer Diener.

R. Pakenham.

IV.

Herr Calhoun an Herrn Pakenham.

Staatsdepartement.

Washington, 22. August 1844.

Mein Herr! Die verschiedenen Gegenstände, welche nothwendiger Weise meine Aufmerksamkeit in Anspruch nahmen, als ich mein Amt antrat, haben bisher, wie Sie in Ihrer Note vom 22. Juli richtig voraussetzen, mich verhindert, eine Zeit zu bestimmen, um mich mit Ihnen zu besprechen und auf die Unterhandlung in Betreff des Oregon-Gebiets einzugehen.

Diese sind endlich beseitigt, und in Erwiederung auf die Note vom oben erwähnten Datum, mit der Sie mich beehrten, habe ich Sie zu benachrichtigen, dass ich jetzt bereit bin die Unterhandlungen anzufangen und schlage zu dem Ende eine Conferenz auf morgen um ein Uhr Mittags im Staastsdepartement vor, wenn dies Ihnen ganz gelegen sein sollte; im entgegenstehenden Falle aber zu einer andern Ihnen besser convenirenden Zeit.

Die Regierung der Vereinigten Staaten theilt das eifrige Verlangen Gross-Britanniens, den Gegenstand bald und zufriedenstellend durch ein Arrangement zu erledigen.

Ich habe die Ehre zu sein, mit hoher Achtung, mein 1844
Herr, Ihr gehorsamer Diener.

J. C. Calhoun.

V.

Herr Pakenham an Herrn Calhoun.

Washington, 22. August 1844.

Mein Herr! Ich hatte die Ehre, Ihre Note von heute Morgen zu empfangen, worin Sie sich bereit zeigen, auf die Unterhandlungen in Betreff des Oregon-Gebietes einzugehen, indem Sie mir vorschlagen, Sie zu einer Conferenz über jenen Gegenstand morgen um ein Uhr zu treffen.

In Erwiederung habe ich die Ehre, Sie zu benachrichtigen, dass es mir grosses Vergnügen gewähren wird, Ihnen im Staatsdepartement zur vorgeschlagenen Stunde meine Aufwartung zu machen.

Genehmigen Sie die Versicherung meiner ausgezeichneten Achtung.

R. Pakenham.

VI.

Protocolle.

Am 23. August 1844 wurde auf Verabredung eine Conferenz gehalten im Büreau des Staatssecretärs, in der Stadt Washington, zwischen dem Ehrenwerthen John C. Calhoun, Staatssecretär der Vereinigten Staaten, und dem sehr Ehrenwerthen Richard Pakenham, Ihrer Majestät ausserordentlichem Gesandten und bevollmächtigtem Minister, beide durch ihre Regierungen gehörig auctorisirt, über die respectiven Ansprüche der beiden Länder an das Oregon-Gebiet zu verhandeln, in der Absicht, eine permanente Grenze zwischen beiden Ländern westlich von den Felsengebirgen bis zum stillen Ocean festzustellen.

Die Conferenz wurde mit gegenseitigen Versicherungen des Wunsches ihrer respectiven Regierungen eröffnet, sich mit ernstlichem Verlangen und versöhnlichem Geiste an die Frage zu begeben, um eine mit der Ehre und den gerechten Interessen jeder Partei bestehende Ausgleichung zu bewirken. Die Bevollmächtigten begannen sodann den wirklichen Stand der Frage, wie sie bei

1844 dem letzten erfolglosen Versuche, sie zu schlichten, stehen geblieben wären, zu untersuchen.

Nachdem dieses geschehen war, wünschte der amerikanische Bevollmächtigte von dem brittischen Bevollmächtigten einen neuen Vorschlag zu erhalten, welchen er Seitens seiner Regierung zur Bewirkung einer Ausgleichung zu machen instruirt sein möchte.

Der brittische Bevollmächtigte erklärte, er würde einen solchen Vorschlag in der nächsten Conferenz einreichen, indem er hoffe, dass der amerikanische Bevollmächtigte einen Vorschlag Seitens seiner Regierung ebenfalls vorzulegen bereit sein würde. Die Conferenz wurde auf Montag den 26. dieses Monats vertagt.

J. C. Calhoun.
R. Pakenham.

Am 26. August 1844 wurde die zweite Conferenz zwischen den respectiven Bevollmächtigten im Büreau des Staatssecretärs gehalten.

Der brittische Bevollmächtigte überreichte eine Schrift, welche einen Vorschlag zur Ausgleichung der streitenden Ansprüche beider Länder enthielt. Der amerikanische Bevollmächtigte lehnte den Vorschlag ab. Einige Bemerkungen in Bezug auf die Ansprüche beider Staaten an das Territorium folgten, durch welche klar wurde, dass bei der jetzigen Lage der Sache ein vollständigeres Verständniss ihrer respectiven Ansichten in Betreff derselben jetzt nöthig sei, um die weiteren Verhandlungen zu erleichtern. Man kam demgemäss überein, dass schriftliche Noten, welche ihre Ansichten enthielten, übergeben werden sollten, ehe weiter ein Versuch zur Ausgleichung derselben gemacht würde.

Man kam ferner überein, dass der amerikanische Bevollmächtigte bei der nächsten Conferenz eine Darstellung einreichen und den brittischen Bevollmächtigten benachrichtigen solle, wann er zur Abhaltung derselben bereit sei.

J. C. Calhoun.
R. Pakenham.

Vorschlag, durch den brittischen Bevollmächtigten in der zweiten Conferenz eingereicht.

Da die Vorschläge, welche von beiden Seiten im

Laufe der letzten Unterhandlung gemacht wurden, ge- 1844
genseitig abgelehnt worden wären, so sei Ihrer Majestät Regierung zu dem, was bereits von Seiten Grossbritanniens angeboten sei *), und zum Beweise ihres ernstli-

---

*) Die genaue Beschaffenheit und die Bedingungen des Anerbietens von Seiten Grossbritanniens, worauf hier Bezug genommen wird, zeigen die folgenden Auszüge aus den Protocollen der Conferenzen, welche in London 1824 und 1826 Statt fanden.

Protocoll der drei und zwanzigsten Conferenz, Juli 13, 1824.

Auszug aus dem brittischen Protocoll.

Die Grenzlinie zwischen den durch Se. britannische Majestät und den durch die Vereinigten Staaten in Anspruch genommenen Territorien, beide westlich von den Felsengebirgen gelegen, soll gerade westwärts längst dem 49. nördlichen Breitengrade nach dem Puncte gezogen werden, wo jener Breitengrad den grossen nordöstlichsten Arm des Oregon- oder Columbia-Flusses berührt — der auf den Landkarten als der Mc. Gillivray's Fluss angegeben ist — von da hernieder längs der Mitte des Oregon oder Columbia bis zu seiner Vereinigung mit dem Stillen Ocean; indem die Schifffahrt auf dem ganzen Fahrwasser den Unterthanen und Bürgern beider Parteien beständig frei bleibt. Wobei es den besagten Unterthanen und Bürgern gegenseitig auch frei steht, während zehn Jahren vom Datum dieses an hin und zurückzugehen, zu Wasser und zu Lande, und mit ihren Schiffen und Waaren alle Flüsse, Baien, Häfen, Creeks (Buchten oder kleine Flüsse), wie bisher an beiden Seiten der oben erwähnten Linie zu beschiffen und mit aller und jeder Nation zu handeln frei von Zoll oder Einfuhrabgabe irgend einer Art, nur solchen örtlichen Regulationen unterworfen, als in anderer Hinsicht die eine oder andere von den beiden Parteien innerhalb ihrer eigenen Grenzen in Kraft zu setzen nöthig finden mag, und unter Verbot, die Eingebornen mit Feuergewehren und anderen Anstoss gebenden Dingen, die hiernach näher bezeichnet werden sollen, zu versehen; und es ist ferner ausdrücklich vereinbart, dass keine der beiden hohen contrahirenden Parteien, noch ihre respectiven Unterthanen oder Bürger künftighin Ansiedelungen innerhalb der hiedurch der anderen Partei zugetheilten Grenzen westlich von den Felsengebirgen machen sollen; indem man zugleich darüber einverstanden ist, dass alle Ansiedelungen, welche bereits südlich oder östlich von der obenbeschriebenen Grenzlinie von brittischen Unterthanen, oder nördlich und westlich jener Grenzlinie von Bürgern der Vereinigten Staaten gemacht worden sind, von den gegenwärtigen Eigenthümern oder Besitzern nach Gefallen und ohne Einspruch oder Hinderniss irgend einer Art bis zum Ablauf der oben erwähnten Zeit von zehn Jahren vom Datum dieses an fortwährend besessen und benutzt werden sollen."

Protocoll der dritten Conferenz, December 1, 1826.

„Die brittischen Bevollmächtigten, um den ernstlichen Wunsch ihrer Regierung, jede Erleichterung zur endlichen Ausgleichung der Grenz-Frage zu gewähren, haben nachfolgende Bedingungen

1844 chen Verlangens, ein den Interessen und Wünschen beider Parteien passliches Arrangement zu treffen, erbötig, sich anheischig zu machen, den Vereinigten Staaten einen oder mehrere Häfen, welche die Regierung der Vereinigten Staaten wünschen möchte, sei es auf dem Festlande oder auf Vancouver's Insel, südlich von 49° Breite, den Vereinigten Staaten freizugeben.

R. P.

Am 2. September 1844. wurde die dritte Conferenz im Büreau des Staatssecretärs verabredetermassen gehalten. Der amerikanische Bevollmächtigte übergab eine schriftliche Darstellung seiner Ansichten über die Ansprüche der Vereinigten Staaten auf den durch die Gewässer des Columbia-Flusses entwässerten Theil des Territoriums, bezeichnet A, enthaltend seine Gründe, zur Ablehnung des von dem brittischen Bevollmächtigten in ihrer zweiten Conferenz offerirten Vorschlages.

J. C. Calhoun.
R. Pakenham.

---

zu einem gütlichen Vergleich in der Absicht vorgelegt, dass die amerikanische Regierung solche prüfe.

„In Betracht, dass der Besitz eines sichern und bequemen Hafens an der Nordwestküste Amerikas, der zur Aufnahme grosser Schiffe geeignet ist, ein Gegenstand von grossem Interesse und von Wichtigkeit für die Vereinigten Staaten sein möchte und dass kein solcher Hafen zwischen dem 42ten Breitengrad und dem Columbia-Fluss zu finden ist, sei Grossbritannien willig, indem es immer noch an jenem Fluss als Basis festhalte, dahin seinen früheren Vorschlag zu modificiren, dass es, so weit es dabei betheiligt sei, den Vereinigten Staaten den Besitz von Port Discovery, einem ganz vorzüglichen Hafen an der südlichen Küste von De Fuca's Einfahrt einräume; und dass es damit den ganzen Landstrich verbinde, der innerhalb einer Linie begriffen sei, die von Cap Flattery längs der südlichen Küste von De Fuca's Einfahrt nach Point Wilson am nordwestlichen Ende der Admirality-Einfahrt, von da längs der westlichen Küste jener Einfahrt queer über dem Eingang von Hood's Einfahrt zu dem Punkte des Landes, der den nordöstlichsten Theil der besagten Einfahrt bildet von da längs der östlichen Küste jener Einfahrt nach dem äussersten südlichen Theil derselben, von da gerade nach dem Südpunct von Gray's Hafen, von da längs der Küste des Stillen Oceans nach Cap Flattery, wie vorerwähnt, gezogen werde."

„Sie seien ferner willig zu stipuliren, dass niemals Werke an dem Eingange des Columbia-Flusses oder an den Ufern desselben errichtet werden sollen, welche darauf berechnet sein könnten, die freie Beschifffung desselben durch Schiffe oder Böte der einen oder der anderen Partei zu hemmen oder zu verhindern."

Am 12. September 1844 wurde die vierte Conferenz 1844
im Büreau des Staatssecretärs gehalten, worin der brittische Bevollmächtigte seine Darstellung, bezeichnet D, gegen diejenige des amerikanischen Bevollmächtigten, bezeichnet A, die in der vorhergehenden Conferenz eingegeben worden war, einreichte.

J. C. Calhoun.
R. Pakenham.

In der fünften Conferenz, gehalten im Büreau des Staatssecretärs am 20. September, übergab der amerikanische Bevollmächtigte dem brittischen Bevollmächtigten eine Darstellung, bezeichnet B, in Duplik auf seine Gegendarstellung, A.

J. C. Calhoun.
R. Pakenham.

Die sechste Conferenz wurde am 24. September gehalten, worin der brittische Bevollmächtigte angab, dass er mit gebührender Aufmerksamkeit die mit B. bezeichnete, von dem amerikanischen Bevollmächtigten in der letzten Conferenz überreichte Darstellung gelesen habe, dass aber dieselbe seine früher gehegte Meinung, hinsichtlich der Ansprüche und Rechte Grossbritanniens, wie solche in dem neulich von ihm überreichten, mit D bezeichneten Documente enthalten wären, nicht geschwächt habe. Dass er, indem er sich für eine künftige Gelegenheit solche Bemerkungen, als er vermittelst Erläuterungen in Erwiederung auf die zuletzt übergebene Darstellung des amerikanischen Bevollmächtigten, abzugeben sich vorbehalte, für jetzt in Bezug auf den letzten Theil der Darstellung zu erklären genöthigt sei, dass er sich nicht auctorisirt fühle, hinsichtlich des Territoriums nördlich vom 49 Breitengrade, welcher nach der Meinung der brittischen Regierung die Basis der Unterhandlung von Seiten der Vereinigten Staaten bilde, wie die Linie des Columbia andrerseits die von Seiten Grossbritanniens, in Discussionen einzugehen. Dass der Vorschlag, den er übergeben habe, von Grossbritannien als ein ehrenvoller Vergleich der Ansprüche und Prätensionen beider Parteien angeboten wäre und dass demnach derselbe als unterworfen der in dem Protocoll der dritten, von den respectiven Bevollmächtigten zu London im December

1844 1826 gehaltenen Conferenz aufgezeichneten Bedingung angesehen werden müsse *).

J. C. Calhoun.
R. Pakenham.

Die siebente Conferenz wurde im Staats-Departement am 16. Juli 1845 zwischen dem Ehrenwerthen James Buchanan, Staatssecretär, als amerikanischem Bevollmächtigten, und dem Sehr ehrenwerthen Richard Pakenham, als brittischem Bevollmächtigten, gehalten, worin die schwebende Unterhandlung in Betreff des Oregon-Gebietes wieder aufgenommen wurde. Der amerikanische Bevollmächtigte überreichte dem brittischen Bevollmächtigten eine J. B. bezeichnete, den 12. Juli 1845 datirte Darstellung, welche er in Willfahrung der in der mit D. bezeichneten Darstellung des Letzteren enthaltenen Bitte entworfen hatte, dass der amerikanische Bevollmächtigte ein Arrangement zu einer billigen Beilegung der Frage vorgeschlagen und gleichfalls die Natur und Ausdehnung der Ansprüche der Vereinigten Staaten auf das Territorium nördlich vom Columbia-Thale definiren wolle.

James Buchanan.
R. Pakenham.

VII.

Washington, 3. September 1844.

Der Unterzeichnete, amerikanischer Bevollmächtigter, lehnt den Vorschlag des brittischen Bevollmächtigten aus dem Grunde ab, dass solcher die Wirkung haben würde, die Besitzungen der Vereinigten Staaten auf weit engere

*) Die Bedingung, auf die hier Bezug genommen wird, ist der Protest, welcher in dem folgenden Auszuge aus dem Protocoll der am 1. Dec. 1826 gehaltenen dritten Conferenz sich befindet. „Die brittischen Bevollmächtigten **** protestiren dagegen, dass das so gemachte Einräumungs-Anerbieten je auf irgend eine Weise als die Ansprüche Grossbritanniens, enthalten in seinem Vorschlage von 1824, präjudicirend betrachtet werde, und erklären, dass das jetzt gemachte Anerbieten von der brittischen Regierung nicht als durch eine gehörige Vergleichung der Gründe jener Ansprüche und der Gegenansprüche der Vereinigten Staaten hervorgerufen, angesehen würde, sondern vielmehr als ein Opfer, welches die brittische Regierung zu bringen eingewilligt habe, in der Absicht, um allen Uebeln künftiger Differenzen in Hinsicht des Territoriums westlich von den Felsengebirgen vorzubeugen."

Grenzen zu beschränken, als wozu ihre Ansprüche sie 1844
klar berechtigen. Es wird darin vorgeschlagen, ihre nördliche Grenze durch eine, von den Felsengebirgen längst des 49. Breitegrades nach dem nordöstlichsten Arm des Columbia-Flusses, und von da die Mitte jenes Flusses herab nach der See hin gezogene Linie zu beschränken, so dass Grossbritannien alles nördlich und die Vereinigten Staaten alles südlich von dieser Linie liegende Land erhalte, ausser einem getrennten Landstrich, welcher sich am Stillen Meere und der Fuca-Meerenge von Bulfinchs Harbor nach Hood's Canal erstreckt; zu welchem noch als Zusatz vorgeschlagen wird, den Vereinigten Staaten jeden Hafen, den die Regierung der Vereinigten Staaten wünschen möchte, sei es auf dem Festlande oder auf Vancouver's Insel, südlich vom 49. Breitengrad frei zu geben.

Wenn man die beiliegende Karte ansieht, auf welcher die vorgeschlagene Grenze mit Bleistift bemerkt ist, so wird man sehen, dass sie Grossbritannien fast die ganze Region an ihrer Nordseite zutheilt, welche durch den Columbia-Fluss entwässert wird, indem sie an dessen nördlichem Ufer liegt. Es ist wohl nicht nöthig, die Ansprüche der Vereinigten Staaten auf dieses Territorium und die Gründe, worauf dieselbe beruhen, weitläufig anzuführen, um die Behauptung, dass dadurch die Besitzungen der Vereinigten Staaten auf engere Grenzen, als wozu sie klar berechtigt sind, eingeschränkt werden, zu erweisen. Es wird zu diesem Zwecke genügen, zu zeigen, dass sie billigerweise auf die ganze durch jenen Fluss entwässerte Region ein Recht haben; und auf die Feststellung dieses Punctes will also der Unterzeichnete seine Bemerkungen für jetzt beschränken.

Unsere Ansprüche auf den Gebietstheil, der durch den Columbia-Fluss entwässert wird, kann man eintheilen in diejenigen, welche wir durch unser eigenes eigenthümliches Recht haben, und in diejenigen, welche wir von Frankreich und Spanien bekommen haben. Die ersteren begründen wir, Grossbritannien gegenüber, auf Priorität der Entdeckung und Priorität der Erforschung und Ansiedelung. Wir stützen unseren Anspruch hinsichtlich der Entdeckung, diesem Staate gegenüber, auf die des Capitän Gray, eines Bürgers der Vereinigten Staaten, der in dem Bostoner Schiffe Columbia die Barre passirte, in dem Flusse zehn (Engl.) Meilen oberhalb seiner Mündung am 11. Mai 1792 Anker warf,

1844 hernach den Fluss zwölf oder fünfzehn (Engl.) Meilen hinauffuhr und denselben am 20. jenes Monats verliess, indem er ihn „Columbia" nach seinem Schiffe nannte, welchen Namen der Fluss jetzt noch führt.

Auf diesen Factis beruht unser Anspruch auf die Entdeckung und Einfahrt in den Fluss. Sie sind zu gut beglaubigt, um bestritten zu werden. Aber man hat ihnen die angeführten Entdeckungen Meares und Vancouver's entgegengestellt. Zwar hat jener einen Theil der Küste, durch welche der Columbia in den Ocean sich ergiesst, im Jahre 1788 (fünf Jahre, ehe Capitain Gray die Barre passirte und in dem Flusse ankerte) erforscht, um auszufinden, ob der in den spanischen Karten angegebene, St. Roc genannte Fluss existire, oder nicht; aber es ist eben so wahr, dass er ihn gar nicht entdeckte. Im Gegentheil erklärt er ausdrücklich in seinem Reisebericht hinsichtlich des Resultats seiner Beobachtungen: „wir können jetzt mit Sicherheit behaupten, dass es keinen solchen Fluss giebt, wie der St. Roc, der in den spanischen Karten angeführt ist;" und um gleichsam seine fehlgeschlagene Hoffnung zu verewigen, nannte er das Vorgebirge, welches nördlich von der Einfahrt, wo er ihn zu entdecken erwartete, liegt, Cap Disappointment und die Einfahrt selbst Deception Bay. Zwar hat auch Vancouver im April 1792 dieselbe Küste erforscht; aber er verfehlte jenen Fluss zu entdecken, wovon sein eigenes Journal den bündigsten Beweis liefert, so wie es seine feste Ueberzeugung, dass kein solcher Fluss existire, darthut. Er war wirklich davon so fest überzeugt, dass, als er bald nachher mit Capitain Gray zusammentraf und von ihm benachrichtigt wurde, dass er in der Breite von 46 Grad 10 Minuten vor der Mündung eines Flusses gewesen sei, dessen Ausfluss so stark wäre, dass er dadurch am Einlaufen gehindert sei, er doch noch ungläubig blieb und sich in seinem Journal in diesem Sinne stark ausdrückte. Kurz nach diesem Zusammentreffen besuchte Capitain Gray wieder die Mündung desselben, passirte seine Barre und segelte den Fluss hinauf, wie angegeben worden ist. Nachdem er ihn verlassen, besuchte er Nootka-Sund, wo er seine Entdeckungen an Quadra, den spanischen Befehlshaber jenes Ortes mittheilte und demselben eine Karte und Beschreibung der Flussmündung gab. Nach seiner Abreise traf im Sep-

tember Vancouver daselbst ein, der dann von der Ent- 1844
deckung des Capitain Gray unterrichtet wurde und von Quadra Copien der Karte, welche er ihm gelassen hatte, erhielt. In Folge solchergestalt erhaltener Nachricht fand er sich bewogen, jenen Theil der Küste wieder zu besuchen. Es war während dieses Besuchs, dass er in den Fluss am 20. October einlief und seine Besichtigung hielt.

Aus diesen Thatsachen erhellt, dass die als Beweis angeführten Entdeckungen von Meares und Vancouver nicht im Geringsten den Anspruch des Capitain Gray auf die Priorität seiner Entdeckung erschüttern können. Der Beweis zu seinen Gunsten ist in der That so schlagend, dass man versucht hat, unserm Anspruche durch den neuen und ganz unhaltbaren Grund auszuweichen, dass seine Entdeckung nicht in einem nationalen, sondern in einem Privatschiffe gemacht worden sei. So beschaffen und so unbestreitbar ist Grossbritannien gegenüber der Beweis unseres Anspruchs wegen Priorität der Entdeckung, hinsichtlich der Mündung des Flusses, der Passirung seiner Barre, des Einlaufens in denselben und des Hinaufsegelns auf demselben, durch die Reise des Capitain Gray allein, ohne die frühere Entdeckung des spanischen Seefahrers Heceta, von welcher weiter unten noch besonders gesprochen werden soll, in Betracht zu ziehen.

Auch ist der Beweis der Priorität unserer Entdeckung der obern Flussarme und deren Erforschung nicht minder schlagend. Ehe der Tractat, durch welchen wir 1803 Louisiana erwarben, ratificirt war, wurde der Plan zu einer Expedition entworfen, an deren Spitze man Meriwether Lewis und William Clarke stellte, um den Missouri und seine Hauptarme nach ihren Quellen hin zu erforschen und dann einen Fluss, „entweder den Columbia, Oregon oder Colorado, oder irgend einen andern, der die directeste und fahrbarste Wasser-Communication quer über den Continent zum Behufe des Handels darbieten möge," zu suchen und ihm bis zu seinem Ausfluss in den Stillen Ocean nachzugehen. Die Gesellschaft fing im Mai 1804 an, den Missouri hinaufzureisen, und erreichte im Sommer 1805 die oberen Gewässer des Columbia. Nachdem sie viele Ströme, welche sich in denselben ergiessen, überschritten hatten, erreichten sie in der Breite von 43° 34′ den Kooskooskee, fuhren denselben bis zum

1844 hauptsächlichsten südlichen Arm, welchen sie Lewis's Fluss nannten, hinab, folgten demselben bis zu seinem Zusammenfluss mit dem grossen nördlichen Arm, den sie Clarke's nannten, und fuhren dann bis an die Mündung des Flusses hinab, wo sie landeten und an der Nordseite von Cap Diappointment ein Lager bezogen, in dem sie überwinterten. Im folgenden Frühling traten sie ihre Rückreise an und setzten ihre Erforschungen stromaufwärts fort, indem sie seine verschiedenen Arme sich bemerkten und einige der vorzüglichsten weiter verfolgten, und kamen endlich im September 1806 nach einer Abwesenheit von zwei Jahren und vier Monaten in St. Louis an.

Diese wichtige Expedition brachte der Welt die Kenntniss dieses grossen Flusses, — der bei Weitem der grösste auf der westlichen Seite dieses Continents ist, — mit seinen zahlreichen Armen und den ausgedehnten Landstrichen, welche er oberhalb der Puncte, bis zu welchen Gray und Vancouver ihn hinaufgefahren waren, durchströmt. Sie fand viele Jahre früher Statt, ehe irgend ein Unterthan Grossbritanniens oder irgend einer andern civilisirten Nation, so weit es uns bekannt ist, ihn besucht oder erforscht hatte. Sie berechtigt uns eben so klar zu dem Anspruch auf die Priorität der Entdeckung hinsichtlich seiner oberen Arme und der Erforschung des Flusses und der Region, durch welche er strömt, als die Reisen des Capitain Gray und des spanischen Seefahrers Heceta uns zur Priorität in Bezug auf die Mündung und Einfahrt in sein Fahrwasser berechtigen.

Auch ist unsere Priorität der Ansiedelung nicht minder gewiss. Ansiedelungen wurden durch amerikanische Bürger bereits 1809 und 1810 am Columbia gegründet. In letzterem Jahre bildete sich in Newyork eine Company, an deren Spitze sich John Jacob Astor, ein begüterter Kaufmann jener Stadt, befand, und welche den Zweck hatte eine regelmässige Kette von Etablissements am Columbia und der angrenzenden Küste des Stillen Oceans zum Handeltreiben zu bilden. Zeitig im Frühling 1811 errichteten sie ihr erstes Etablissement an der Südseite des Flusses etliche Meilen oberhalb Point George, wo sie im folgenden Juli von Herrn Thompson, einem Landmesser und Astronomen der Nordwest-Company, und seinen Begleitern besucht wurden

Diese waren von jener Company abgeschickt worden, 1844
um der amerikanischen Company in Besitznahme der Mündung des Flusses zuvorzukommen, fanden sich aber in ihrem Vorhaben getäuscht. Die amerikanische Company errichtete zwei damit verbundene Etablissements den Fluss weiter aufwärts: das eine am Zusammenflusse des Okenegan mit dem nördlichen Arme des Columbia ungefähr sechs hundert (engl.) Meilen oberhalb seiner Mündung, das andere am Spokan, einem Strome, der einige funfzig (engl.) Meilen weiter nach oben in den nördlichen Arm fällt. Diese Posten gingen während des im folgenden Jahre erklärten Krieges in den Besitz Grossbritanniens über; durch den ersten Artikel des Tractats von Gent, welcher den Krieg beendigte, wurde jedoch bestimmt: „alle Territorien, Plätze und Besitzungen jeder Art, welche durch die eine oder andere Partei während des Krieges genommen sind, oder nach Unterzeichnung des Tractats genommen werden mögen, ausgenommen die unten erwähnten Inseln (in der Bai von Fundy) sollen ohne Verzug zurückgegeben werden." Dieser Bestimmung gemäss, welche alle Etablissements der amerikanischen Company am Columbia umfasst, wurde Astoria am 6 October 1818 durch Agenten, welche von Seiten Grossbritanniens zur Zurückgabe gehörig auctorisirt waren, auf förmliche Weise an Agenten zurückgegeben, welche von Seiten der Regierung der Vereinigten Staaten gehörig auctorisirt waren es in Empfang zu nehmen, welches unsere Besitzung in den Stand zurücksetzte, in welchem sie vor ihrem Uebergang in die Hände brittischer Unterthanen sich befand.

Das sind die Facta, auf welche wir unsere Ansprüche auf Priorität der Entdeckung und Priorität der Erforschung und Ansiedelung, Grossbritannien gegenüber, hinsichtlich des Stromgebietes des Columbia stützen. So viel in Betreff der Ansprüche, die wir nach unserem eigenen, eigenthümlichen Rechteu auf jene Region haben.

Diesen haben wir die Ansprüche Frankreichs und Spaniens hinzugefügt. Erstere erlangten wir durch den 1803 ratificirten Tractat von Luisiana und letztere durch den Tractat von Florida, welcher 1819 ratificirt wurde. Durch ersteren erwarben wir alle Rechte, welche Frankreich auf Louisiana hatte, „in der Ausdehnung, die

1844 es jetzt (1803) in den Händen Spaniens hat und als Besitzung Frankreichs hatte, und wie dieselbe nach den später zwischen Spanien und andern Staaten abgeschlossenen Tractaten sein sollte." Durch letzteren hat Se. katholische Majestät „an die Vereinigten Staaten alle seine Rechte, Ansprüche und Forderungen abgetreten" auf das westlich von den Felsengebirgen und nördlich von einer auf dem 42sten Breitengrade von einem am südlichen Ufer des Arkansas unter jener Breite liegenden Punkte nach der Südsee gezogenen Linie, das heisst auf die ganze westlich von jenen Gebirgen und nördlich von jener Linie durch Spanien in Anspruch genommene Region.

Die Abtretung Louisianas gab uns einen unbestrittenen Rechstitel, der westwärts vom Mississippi bis an den Gipfel der Felsengebirge sich erstreckte und südlich zwischen jenem Fluss und jenen Gebirgen nach den spanischen Besitzungen sich ausdehnte und zwischen welchen und unseren Besitzungen die Grenzlinie nachmals durch den Florida-Tractat festgesetzt wurde. Dieselbe trug auch viel zur Verstärkung unseres Rechtstitels auf die jenseit der Felsengebirge liegende Region bei, indem wir dadurch die so wichtige Continuität westwärts nach dem Stillen Ocean hin, welche durch den Tractat von 1763, wie weiter unten gezeigt werden wird, aufgegeben war, wieder erhielten.

Jene Continuität giebt einen gerechten Grund zu einem Gebietsanspruche, der, vereint mit Entdeckung und Besitznahme, unbestreitbar zu sein scheint. Es wird von Allen zugegeben, dass keiner von beiden auf den eigentlich entdeckten oder occupirten Platz beschränkt ist. Es ist klar, dass, um den entdeckten oder occupirten Platz Nutzen bringend zu machen, er sich wenigstens auf einige Entfernung über den wirklich entdeckten oder in Besitz genommenen Raum hinaus ausdehnen müsse; wie weit aber, das ist, als abstracte Frage, eine ungewisse Sache. In jedem besonderen Falle ist dieselbe dem Einflusse einer Menge Rücksichten unterworfen. Bei einer Insel hat man in der Praxis gewöhnlich behauptet, der Anspruch der Entdeckung oder Besitznahme erstrecke sich auf die ganze Insel; eben so ist es bei einem Flusse gebräuchlich gewesen, ihn auf die ganze durch ihn entwässerte Region auszudehnen,

besonders im Falle einer Entdeckung und Ansiedelung 1844
an der Mündung, und dass besonders, wenn damit Erforschung des Flusses und der Region, durch welche er fliesst, verbunden war. Dies ist, wie man versichern zu können glaubt, die Meinung und Praxis in solchen Fällen seit der Entdeckung des amerikanischen Continents. Wie weit der Anspruch auf Continuität in andern Fällen sich erstrecken mag, ist nicht so vollständig definirt und kann nur durch Bezugnahme auf die näheren Umstände eines jeden Falles festgestellt werden. Als das amerikanische Festland zuerst entdeckt wurde, machte Spanien, kraft der Schenkung des Pabstes, auf das ganze Anspruch; aber ein so übertriebener und unvernünftiger Anspruch fand bei andern Ländern Widerspruch und konnte nicht lange behauptet werden. Andere Nationen, besonders England und Frankreich, bestritten frühzeitig seinen Anspruch. Sie rüsteten Entdeckungs-Expeditionen aus und errichteten Ansiedelungen an den östlichen Küsten Nordamerikas. Sie machten für ihre Niederlassungen gewöhnlich Anspruch auf specifische Grenzen längs den Küsten oder Baien, wo dieselben errichtet waren, und verlangten allgemein eine mit der Breite correspondirende, sich quer über den ganzen Continent nach dem Stillen Ocean erstreckende Region. So waren die Grenzen beschaffen, welche England in den seinen früheren Colonien, den jetzigen Vereinigten Staaten, gegebenen Gnadenbriefen anwies, wenn keine besondere Gründe zu einer Abweichung davon vorhanden waren.

Für wie stark es seinen Anspruch auf die durch diese Gnadenbriefe verliehenen, sich westlich von seinen Ansiedelungen ausdehnende Region ansah, davon giebt sein Krieg mit Frankreich, welcher durch den Pariser Tractat 1763 beendigt wurde, einen auffallenden Beweis. Jener grosse Kampf, welcher so glorreich für England endigte und so grosse dauernde Umwälzungen auf dem amerikanischen Continente bewirkte, fing mit einem Conflicte seiner Ansprüche und der Frankreichs an und beruhte auf Englands Seite gerade auf diesem Rechte der westwärts von seinen Ansiedelungen nach dem Stillen Ocean hin sich erstreckenden Continuität, und von Seiten Frankreichs auf demselben Rechte, aber einer nach dem Stromgebiete des Mississippi und seiner Gewässer sich erstreckenden, auf Grund der Ansiedelung und Erforschung. Ihre respectiven Ansprüche, welche den

1844 Krieg herbeiführten, stiessen zuerst am Ohio zusammen, dessen Gewässer durch die Colonial-Gnadenbriefe in ihrer westlichen Ausdehnung umfasst wurden, welche aber Frankreich unstreitig zuerst entdeckt und erforscht hatte. Wenn die relative Stärke dieser verschiedenen Ansprüche nach dem Resultat jenes merkwürdigen Streites zu beurtheilen ist, so muss der der Continuität nach Westen hin als der stärkere von beiden angesehen werden. England hat mindestens den Vortheil des Erfolges gehabt und sollte von der Bestreitung dieses Princips präcludirt erscheinen, besonders uns gegenüber, die wir soviel zu jenem Resultate beigetragen haben, und denen durch jenen Streit und durch sein (Englands) Beispiel und seine Prätensionen von der ersten Ansiedelung unseres Landes an jener Grundsatz so tief und unvertilgbar eingeprägt worden ist.

Aber der Tractat von 1763, welcher jenen merkwürdigen, begebenheitsvollen Kampf beendigte, gab, wie bereits angegeben ist, alle Ansprüche und verbrieften Rechte der Colonien jenseits des Mississippi auf. Der siebente Artikel setzt jenen Fluss als permanente Grenze zwischen den Besitzungen Grossbritanniens und Frankreichs auf dem amerikanischen Continente fest. Was sich auf diesen Gegenstand bezieht, lautet wie folgt: „Die Grenze zwischen den Besitzungen Seiner britannischen Majestät in jenem Theile der Welt (dem Continente von America) soll unwiderruflich festgesetzt werden durch eine längs der Mitte des Mississippi-Flusses von seiner Quelle bis an den Fluss Iberville und von da durch eine längs der Mitte dieses Flusses und der Seen Maurepas und Pontchartrain nach dem Meere gezogenen Linie" etc.

Diese wichtige Stipulation, welche solchergestalt den Mississippi als die „unwiderruflich festgesetzte" Grenzlinie zwischen den Besitzungen der beiden Länder auf diesem Continente feststellt, hebt zu Gunsten Frankreichs jeglichen Anspruch auf, den Grossbritannien auf die westlich vom Mississippi gelegene Region gehabt haben mag. Dieselbe konnte natürlich auf die Rechte Spaniens, der einzigen Nation, welche irgend einen Vorwand zu Ansprüchen westlich jenes Flusses hatte, nicht einwirken; aber sie verhinderte, dass das Recht der Continuität, auf welches Grossbritannien frühern Anspruch

machte, sich über ihn hinaus erstreckte, und übertrug 1844
dasselbe an Frankreich. Der Tractat von Louisiana restaurirte und verlieh den Vereinigten Staaten alle nach den Bestimmungen jenes Tractats durch Frankreich erworbenen und durch Grossbritannien aufgegebenen Ansprüche auf das Land westlich vom Mississippi und unter andern das in Frage stehende. Gewiss ist, dass Frankreich kraft seiner Besitzung von Louisiana und Erlöschung des Rechtes England's durch den Tractat von 1763, Spanien gegenüber, dasselbe Recht der Continuität auf alles westlich von den Felsengebirgen und westlich von Louisiana liegende Land hatte, welches England, Frankreich gegenüber, auf das Land westlich von den Alleghany-Gebirgen hatte — mit dem Unterschied, dass Spanien damals dem Anspruche Frankreichs Nichts als das Recht der Entdeckung entgegensetzen konnte; und selbst das hat seitdem England verneint, während Frankreich in seinem Falle im Gegensatz zu dem Rechte Englands das der Entdeckung, Erforschung und Ansiedelung besass. Es ist daher durchaus nicht überraschend, dass Frankreich (wie man aus seinen Landkarten schliessen kann) nach demselben Princip, nach welchem Grossbritannien die Regionen westlich vom Alleghany-Gebirge angesprochen und Frankreich abgenommen hatte, Anspruch auf das Land westlich vom Felsengebirge machte, oder dass die Vereinigten Staaten, sobald sie die Rechte Frankreichs erworben hatten, dieselben Rechte behaupteten und gleich nachher Maassregeln zur Erforschung desselben in der Absicht auf Besitznahme und Ansiedelung trafen. Aber seitdem haben wir unseren Rechtstitel dadurch verstärkt, dass wir unseren eigenen, eigenthümlichen Ansprüchen und denen Frankreichs auch die Ansprüche, welche Spanien hatte, durch den Tractat von Florida, wie angegeben worden ist, hinzugefügt haben.

Die Ansprüche, welche wir von Spanien zwischen den Felsengebirgen und dem Stillen Ocean erworben haben, beruhen auf der Priorität der Entdeckung durch diesen Staat. Zahlreiche Entdeckungsreisen, welche mit der von Maldonado 1528 anfangen und mit der unter Galiano und Valdes 1792 endigen, wurden auf seine Auctorität längs der Nordwestküste Nord-Amerikas unternommen. Dass sie nicht nur die ganze Küste von dem, was jetzt das Oregon-Gebiet heisst, sondern noch weiter nördlich entdeckten und erforschten, sind zu erwie-

1844 sene Facta, als dass dieselben heutiges Tages sich widerlegen lassen. Die Reisen, welche sie machten, werden daher jetzt übergangen ohne besondere Bezugnahme auf sie, mit Ausnahme der von Heceta. Seine Entdeckung der Mündung des Columbia-Flusses ist bereits erwähnt worden. Sie wurde am 15. August 1775 viele Jahre vor den Reisen von Meares und Vancouver gemacht und fand früher Statt, als die Cook's, der die Nordwestküste erst 1778 erreichte. Die Ansprüche, welche Spanien dadurch auf Priorität der Entdeckung erhielt, wurden nebst allen anderen demselben zustehenden durch den Florida-Tractat auf uns übertragen; welches, zu den Entdeckungen des Capitain Gray hinzugefügt, unser Recht auf Entdeckung der Mündung und Einfahrt in die Bucht und in den Fluss ausser allem Widerspruch stellt.

Es ist eingewandt worden, dass wir auf verschiedene und mit einander streitende Rechtstitel hin, die sich gegenseitig aufheben, Anspruch machen. Dies konnte wirklich der Fall sein, während sie verschiedenen Parteien gehörten; seitdem wir aber auf rechtmässige Weise sowohl Spaniens als Frankreichs Rechtstitel erworben und das Ganze in unsern Händen concentrirt haben, sind sie mit einander verwebt und bilden eine starke, verbundene Kette von Rechtstiteln gegen die entgegenstehenden Ansprüche aller anderen, einschliesslich Grossbritanniens.

Um vollständiger und vollkommener die Gründe zu zeigen, worauf unser Anspruch auf die fragliche Region beruht, wird es jetzt nöthig sein, zu der Zeit zurückzukehren, als Astoria nach den Bestimmungen des Tractats von Gent zurückgegeben wurde, und nachzusehen, was seitdem zwischen den beiden Ländern in Bezug auf jenes Territorium geschehen ist, und zu untersuchen, ob durch die in dem Territorium durch Grossbritannien seitdem gemachten Ansiedelungen und durch die Ereignisse, welche seitdem Statt fanden, ihre respectiven Rechte afficirt worden sind.

Die Zurückgabe Astorias fand nach den Bestimmungen des Tractats von Gent am 6. October 1818 Statt; die Wirkung desselben war, den Herrn Prevost, den zur Empfangnahme von unserer Regierung auctorisirten Agenten, in Besitz des Etablissements zu setzen, mit dem Rechte zu jeder Zeit reinstallirt und als die

im Besitz befindliche Partei betrachtet zu werden, wie 1844
ausdrücklich durch Lord Castlereagh in der ersten Unterhandlung zwischen den beiden Regierungen in Betreff des Tractats zugegeben wurde. Die Worte des Herrn Rush, unseres Bevollmächtigten bei dieser Gelegenheit, in seinem Briefe an den Herrn Adams, damaligen Staatssecretär, vom 14. Februar 1818, in welchem er berichtet, was zwischen ihm und dem Lord vorgefallen, sind: „dass Lord Castlereagh in der weitesten Ausdehnung unser Recht reinstallirt zu werden und, während man über den Rechtstitel unterhandele, die im Besitz befindliche Partei zu sein, eingeräumt habe."

Jene Unterhandlung endigte mit der Convention vom 20. October 1818 — wovon der dritte Artikel folgendermassen lautet:

„Es ist vereinbart, dass alles Land, auf welches von einer oder der andern Partei an der Nordwestküste Amerikas westlich von den Stein-Gebirgen Anspruch gemacht wird, nebst seinen Häfen, Baien und Creeks und der Beschiffung aller Flüsse in demselben für den Zeitraum von zehn Jahren von dem Datum der Unterzeichnung der gegenwärtigen Convention an den Schiffen, Bürgern und Unterthanen beider Mächte frei und offen stehen solle; wobei man darüber einverstanden ist, dass dieses Uebereinkommen nicht ausgelegt werden darf, als präjudicire es die Ansprüche einer andern Macht oder eines andern Staates auf irgend einen Theil des besagten Landes, da der einzige Zweck der hohen contrahirenden Parteien der ist, Streitigkeiten und Differenzen unter einander vorzubeugen."

Die beiden Acte — die Zurückgabe unserer Besitzung und die Unterzeichnung der Convention — waren beinahe gleichzeitig; denn die letztere fand nur vierzehn Tage später, als die erstere Statt. Wir waren daher, wie Lord Castlereagh zugegeben hat, berechtigt, als die im Besitz befindliche Partei betrachtet zu werden, und die Convention, welche stipulirte, dass das Territorium für den Zeitraum von zehn Jahren von dem Datum ihrer Unterzeichnung an den Schiffen, Bürgern und Unterthanen der beiden Länder frei und offen sein solle, ohne Benachtheiligung irgend eines Anspruches, welchen die eine oder die andere Partei auf irgend einen Theil haben möge, bewahrte und ver-

1844 ewigte alle unsere Ansprüche auf das Territorium, einschliesslich des anerkannten Rechtes, als die im Besitz befindliche Partei betrachtet zu werden, so vollkommen während der Zeit ihrer Dauer, als sie es am Tage der Unterzeichnung der Convention waren. Hierüber kann kein Zweifel sein.

Nach einem verunglückten Versuche im Jahre 1824, die Ansprüche der beiden Parteien auf das Territorium zu ordnen, wurde 1826 wieder eine Unterhandlung angefangen, welche damit endigte, dass am 6. August 1827 der dritte Artikel der Convention von 1818 vor Ablauf derselben erneuert wurde. Es ward dadurch die unbegränzte Fortdauer aller Bestimmungen des dritten Artikels jener Convention so wie die Befugniss für jede der beiden Parteien festgesetzt, dass sie solche nach dem 20. October 1828 zu jeder ihr dienlich dünkenden Zeit durch eine ein Jahr vorher gemachte Anzeige endigen könne. In dieser letzten Convention hatte man die Vorsicht gebraucht, ausdrücklich zu bestimmen: „Nichts, was in dieser Convention oder in dem dritten Artikel der Convention vom 20. October 1818, welcher hierdurch in Kraft bleibt, enthalten ist, soll ausgelegt werden, als wenn es die Ansprüche, welche eine oder die andere der contrahirenden Parteien auf irgend einen Theil des Landes westwärts von den Stein- oder Felsengebirgen haben mag, schwäche oder auf irgend eine Weise afficiere." — Jene Convention ist jetzt in Kraft und nach Ablauf der von 1818 immer gewesen. Durch die gemeinschaftliche Wirkung beider werden sowohl unser Recht, dass wir als die im Besitz befindliche Partei angesehen werden sollen, als auch alle unsere Ansprüche, welche wir während des Besitzthums auf das Land hatten, in voller Kraft erhalten, wie sie am Tage der Zurückgabe im Jahre 1818 waren, ohne durch die seitdem von Unterthanen Grossbritanniens gemachten Ansiedelungen afficiert oder geschwächt zu werden.

Die Zeit hat in der That, anstatt unsere Ansprüche zu schwächen, sie seit jener Periode bedeutend verstärkt; denn der Tractat von Florida hat seitdem auf uns alle Rechte, Ansprüche und Prätensionen Spaniens auf das ganze Territorium übertragen, wie bereits an-

gegeben worden ist. In Folge dessen sind unsere Ansprüche auf den durch den Columbia entwässerten Theil, welcher jetzt der Gegenstand der Erwägung ist, sehr verstärkt worden, indem sie uns den unbestreitbaren Anspruch auf die oben erwähnte, durch Heceta gemachte Entdeckung der Fluss-Mündung giebt. Aber es ist nicht dieses allein, was sie zu unsern Gunsten bewirkte. Unser wohl begründeter Anspruch auf Continuität, hat sich während derselben Periode durch das schnelle Fortschreiten unserer Bevölkerung nach dem Territorium hin sehr verstärkt; durch die grosse Zunahme derselben, besonders im Mississippi-Thale, sowohl, als auch durch die sehr vermehrte Leichtigkeit, nach jenem Territorium auf zugänglicheren Strassen zu gelangen, und durch die weit stärkere und schnell anwachsende Fluth der Bevölkerung, welche kürzlich sich dahin zu ergiessen angefangen hat. 1844

Als die erste Convention im Jahre 1818 geschlossen wurde, überstieg unsere ganze Bevölkerung nicht neun Millionen Seelen. Der Theil derselben, welcher das grosse Mississippi-Thal bewohnte, betrug wahrscheinlich weniger als eine Million sieben hundert tausend, von welchen nicht mehr als zwei hundert tausend sich auf der westlichen Seite jenes Flusses befanden. Jetzt kann man unsere Bevölkerung sicher auf nicht weniger als neunzehn Millionen schätzen, von welchen wenigstens acht Millionen die Staaten und Territorien im Mississippi-Thale bewohnen und über eine Million in den Staaten und Territorien westlich von jenem Flusse leben. Dieser Theil unserer Bevölkerung nimmt jetzt bei Weitem schneller als jemals zu, und wird in kurzer Zeit die ganze Staaten-Reihe an dessen westlichem Ufer füllen.

Zu diesem grossen Anwachs der Bevölkerung, besonders im Mississippi-Thale, kann man die durch Entdeckung des merkwürdigen Passes in den Felsengebirgen, oben am La Platte, vermehrte Leichtigkeit, nach dem Oregon-Gebiet zu gelangen, noch hinzu rechnen. Die Senkung ist so gross und der Pass so eben, dass beladene Wagen jetzt mit Bequemlichkeit vom Missouri nach den schiffbaren Gewässern des Columbia-Flusses fahren können. Diese Ursachen zusammen haben die Wirkung gehabt, den Strom unserer Bevölkerung nach den Inneren zu leiten, und eine Auswanderung, welche man während des vorigen Jahres auf nicht weniger als

1844 tausend und während des jetzigen auf funfzehn hundert schätzt, hat dorthin ihre Richtung genommen. Der Strom, welcher auf diese Weise begann, wird ohne Zweifel später in vermehrtem Masse zu fliessen fortfahren. Es kann also keinem Zweifel unterliegen, dass die Wirkung derselben Ursachen, durch welche unsere Bevölkerung von den Küsten des atlantischen Meeres westwärts über die Alleghany-Gebirge nach dem Mississippi-Thale getrieben wurde, sie mit zunehmender Kraft über die Felsengebirge ins Columbia-Thal weiter treiben werde und dass die ganze von diesem entwässerte Region bestimmt ist, von uns bevölkert zu werden.

Dieses sind unsere Ansprüche auf jenen Theil des Territoriums und die Gründe, auf denen sie beruhen. Der Unterzeichnete hält sie für unzweifelhaft und hegt die Zuversicht, dass der brittische Bevollmächtigte darin hinreichende Motive finden wird, warum er seinen Vorschlag ablehnen musste.

Der unterzeichnete Bevollmächtigte unterlässt für jetzt die Ansprüche, welche die Vereinigten Staaten auf andere Theile des Gebiets haben mögen, darzulegen.

Der Unterzeichnete ergreift diese Gelegenheit, dem brittischen Bevollmächtigten die Versicherung seiner hohen Achtung zu erneuern.

J. C. Calhoun.

VIII.

12. September 1844.

Der unterzeichnete brittische Bevollmächtigte hat mit grossem Interesse und grosser Aufmerksamkeit die durch den amerikanischen Bevollmächtigten übergebene mit A bezeichnete Darstellung, worin die Gründe enthalten sind, weshalb er den brittischen Bevollmächtigten zur gütlichen Beilegung der Schwierigkeiten der Oregon-Frage gemachten Vorschlag ablehnt, gelesen. Das durch jenen Vorschlag beabsichtigte Arrangement würde, der Meinung des amerikanischen Bevollmächtigten nach, die Wirkung haben, die Besitzungen der Vereinigten Staaten auf weit engere Grenzen, als wozu ihre Ansprüche sie klar berechtigen, zu beschränken.

Die Ansprüche der Vereinigten Staaten auf den durch den Columbia-Fluss entwässerten Theil des Territoriums

werden eingetheilt in diejenigen, welche von den Vereinigten Staaten in ihrem eigenen, eigenthümlichen Rechte beigebracht werden und in diejenigen, welche sie von Frankreich und Spanien erlangt haben. 1844

Die ersteren begründen sie, Grossbritannien gegenüber, auf Priorität der Entdeckung und Priorität der Erforschung und Ansiedelung.

Der Anspruch, der von Frankreich hergeleitet wird, entspringt aus dem Tractate von 1803, durch welchen Louisiana an die Vereinigten Staaten mit allen Rechten und Zubehör so vollständig und in derselben Art und Weise, wie die französische Republik es erworben hatte, abgetreten wurde, und der von Spanien hergeleitete Anspruch gründet sich auf dem mit jener Macht im Jahre 1819 geschlossenen Tractat, wodurch seine katholische Majestät an die Vereinigten Staaten alle Rechte, Ansprüche und Prätensionen auf jene Territorien abtrat, welche östlich und nördlich von einer gewissen Linie liegen, die unterm 42. Grad nördlicher Breite am Stillen Ocean endigt.

Von der Reihenfolge, in welcher diese drei separaten Ansprüche durch den amerikanischen Bevollmächtigten vorgebracht werden, abgehend, erlaubt sich der brittische Bevollmächtigte zuerst, hinsichtlich des von Frankreich hergeleiteten Anspruchs zu bemerken, dass es ihm nicht möglich war, einen Beweis zu finden, der zu dem Glauben veranlassen könnte, dass Louisiana, wie ursprünglich Frankreich dasselbe besass, und wie es später an Spanien übertragen, dann durch Spanien an Frankreich retrocediert und endlich durch letztere Macht den Vereinigten Staaten abgetreten ist, in westlicher Richtung sich jenseits der Felsengebirge erstreckt habe. Es ist vielmehr anderseits starker Grund vorhanden, anzunehmen, dass zur Zeit, als Louisiana den Vereinigten Staaten abgetreten wurde, die Felsengebirge die westlichen Grenzen desselben bildeten. Dies scheint die Meinung des Präsidenten Jefferson gewesen su sein, unter dessen Leitung die Erwerbung Louisianas zu Stande kam.

In einem von ihm im August 1803 geschriebenen Briefe findet sich folgende Stelle: „Die Grenzen (von Louisiana), welche, wie ich glaube, ausser Frage stehen, sind die Hochlande an der westlichen Seite des Mississippi, welche alle Gewässer desselben, den Missouri natürlicherweise — einschliessen und in einer Linie endigen,

1844 welche von dem Nordwestpuncte des Waldsees nach der nächsten Quelle des Mississippi gezogen wird, wie kürzlich zwischen Grossbritannien und den Vereinigten Staaten ausgemacht worden ist"

In einem andern formelleren Documente, datirt vom Juli 1807 — also fast ein Jahr nach der Rückkunft Lewis' und Clarke's von ihrer Expedition nach dem Stillen Ocean und fünfzehn Jahre, nachdem Gray in den Columbia-Fluss eingelaufen war — findet sich Herrn Jefferson's Meinung aufgezeichnet, es wäre unpolitisch, Spanien dadurch zu beleidigen, dass man zu verstehen gäbe, die Ansprüche der Vereinigten Staaten erstreckten sich bis an den Stillen Ocean; und wir haben die Auctorität eines amerikanischen Geschichtschreibers, der wegen der Aufmerksamkeit und der Untersuchung, welche er dem ganzen Gegenstande des Oregon-Gebietes widmete, sich hervorgethan hat, um zu dem Schlusse zu gelangen, dass die westlichen Grenzen von Louisiana, so wie es von Frankreich an die Vereinigten Staaten abgetreten wurde, durch die Natur angedeutet sind — nämlich durch die Hochlande welche die Gewässer des Mississippi von denen, welche in den Stillen Ocean fallen, trennen.

Es scheint daher klar, dass die Vereinigten Staaten von der Erwerbung Louisianas, so wie sie es von Frankreich erhielten, keinen Anspruch auf Territorium westlich von den Felsengebirgen herleiten können. Aber selbst wenn dem nicht so wäre, und wenn Frankreich einen Anspruch auf Territorium westlich von den Felsengebirgen, als dem Gebiete Louisiana's zustehend, besessen oder behauptet hätte, so wurde doch jener Anspruch, worin er auch bestanden haben möge, nothwendiger Weise an Spanien übertragen, als Louisiana 1762 an jene Macht abgetreten und folglich den Betsimmungen des Tractats zwischen Spanien und Grossbritannien von 1790 unterwürfig wurde, wodurch der Anspruch Spaniens auf ausschliessliche Herrschaft über die unoccupierten Theile des americanischen Continents effectuell aufgehoben worden ist.

Den Bemerkungen des amerikanischen Bevollmächtigten hinsichtlich der Wirkung der Continuität, als einen Anspruch auf ein Territorium begründend, hat der Unterzeichnete nicht ermangelt, alle Aufmerksamkeit zu widmen; aber er stellt es der Beachtung anheim, ob nicht dasjenige, was über diesen Punkt gesagt ist, füg-

licher als eine Demonstration des grösseren Grades von 1844
nteresse betrachtet werden könne, welches die Vereinig-
ten Staaten wegen der Continuität bei Gebiets-Erlan-
gung in jener Richtung haben, als in irgend einer
Weise die Rechtsfrage berührend.

Der Unterzeichnete wird weiter unten zu zeigen sich bemühen, dass in dem von Seiten Grossbritanniens eingereichten Vorschlage die natürlichen Erwartungen der Vereinigten Staaten wegen der Continuität nicht unbeachtet gelassen sind.

Sodann ist der von Spanien herrührende Anspruch zu untersuchen.

Es muss freilich anerkannt werden, dass Spanien durch den Tractat von 1819 an die Vereinigten Staaten Alles, worüber es an der Nordwestküste Amerikas nördlich vom 42. Breitengrad verfügen konnte, abgegeben habe; aber dieser Staat konnte durch jene Verhandlung die Rechte, welche derselbe als einer andern Macht zustehend in einer früheren Verhandlung anerkannt hatte, weder annulliren noch entkräften.

Durch den Tractat vom 28. October 1790 wurden von Spanien gewisse Rechte Grossbritanniens hinsichtlich jener Theile der westlichen Küste Amerikas, welche noch nicht in Besitz genommen waren, anerkannt.

Diese Anerkennung hatte besonders auf das Territorium Bezug, welches den Gegenstand der gegenwärtigen Unterhandlung bildet. Wenn Spanien sein eigenes Recht auf ausschliessliche Herrschaft über jene Regionen nicht durchzusetzen vermochte, so konnte es noch weniger ein solches Recht an eine andere Macht übertragen: und Grossbritannien folgert daher, dass sich aus dem Tractat von 1819 Nichts herleiten lasse, wonach die Vereinigten Staaten einen gegründeten Anspruch auf ausschliessliche Herrschaft über einen Theil des Oregon-Gebiets behaupten können.

Es bleibt jetzt noch der von den Vereinigten Staaten auf Grund früherer Entdeckung und früherer Erforschung und Ansiedelung aufgestellte Anspruch zu erwägen übrig.

In dem Theile der Note des amerikanischen Bevollmächtigten, welcher von dem spanischen Rechtstitel handelt, ist angegeben, dass die Mündung des nachher Columbia genannten Flusses zuerst durch den Spanischen Seefahrer Heceta entdeckt wurde. Die Einräumung die-

1844 ses Factums scheint ganz unvereinbar mit einem Anspruche auf Priorität der Entdeckung wegen irgend einer von Capitän Gray ausgeführten Sache. Nur einem dieser Befehlshaber kann man das Verdienst der ersten Entdeckung zuschreiben. Wenn Heceta's Anspruch anerkannt wird, so ist Capitän Gray nicht länger der Entdecker des Columbia-Flusses, und wenn man auf der andern Seite dem, was Capitän Gray vollbrachte, den Vorzug giebt, so hört Heceta's Entdeckung auf, einen Werth zu haben. Aber es wird behauptet, dass die Vereinigten Staaten jetzt beide Rechtstitel — den von Heceta und den von Gray repräsentieren, und dass daher in Folge des einen oder des andern, — gleichviel, welches — genug gezeigt werden könne, um das Vorhandensein frühzeitigerer Entdeckung, Grossbritannien gegenüber, festzustellen. Dies mag wahr sein, insofern es sich auf den Act des ersten Sehens und ersten Einlaufens in die Mündung des Columbia-Flusses bezieht; wenn aber der spanische Anspruch auf frühere Entdeckung gelten soll, so sind alle Rechte, welche darauf gegründet werden können, nothwendiger Weise durch die Stipulationen des Tractates von 1790, welcher einen Anspruch auf ausschliessliche Besitzung verbietet, beschränkt worden.

Wenn der Act des Capitän Gray, indem er die Barre passierte und wirklich in den Fluss einlief, die Entdeckung der Mündung, — welches Alles ist, was man Heceta zuschreibt, — überwiegen soll, so würden als eine nothwendige Folge davon, indem man den Grundsatz, dass die progressive oder graduelle Entdeckung im Verhältniss zu der Ausdehnung der Entdeckung oder Erforschung grössere Rechte gebe, eingeräumt — die Operationen Vancouver's der in den Columbia-Fluss einlief und denselben eine beträchtliche Strecke landeinwärts besichtigte und erforschte, die Entdeckung des Capitän Gray überwiegen, um Nichts zu sagen von dem Acte der Besitznahme im Namen Seiner Majestät, welche Förmlichkeit durch Capitän Vancouver gehörig vollzogen und authentisch aufgezeichnet wurde.

Dies führt uns zur Untersuchung der widerstreitenden Ansprüche Grossbritanniens und der Vereinigten Staaten auf Grund der Entdeckung, welche man für den wesentlichen Punct der Discussion halten kann, da oben gezeigt worden ist, dass der von Frankreich herrührende Anspruch als wenig oder gar kein Gewicht habend an-

geschen werden muss, während der von Spanien herrührende, insofern er sich auf ausschliessliche Herrschaft bezieht, durch die Stipulationen der Nootka-Convention neutralisirt wurde. 1844

Man wird zugeben, dass, als die Vereinigten Staaten eine unabhängige Nation wurden, sie keinen Anspruch, direct oder indirect, auf das Columbia, Gebiet besassen. Ihre westliche Grenze wurde in jenen Zeiten durch den Tractat von 1783 definirt. Grossbritannien dagegen hatte damals schon seine Aufmerksamkeit auf die Nordwestküste Amerikas gerichtet, wie die Reisen und Entdeckungen des Capitän Cook, welcher 1778 einen grossen Theil derselben nordwärts 44° der Breite besuchte und erforschte, ergeben.

Eben so wenig lässt sich leugnen, dass Grossbritannien der erste Staat war, der, was man einem wohlthätigen Einfluss auf jene Gegenden nennen kann, durch Handelsverbindungen erlangte. Als Beweis dieser Thatsache haben wir die Reisen verschiedener brittischer Unterthanen, welche vor dem Streite mit Spanien die Küste und anliegenden Inseln besuchten; und dass Englands bestehender sowohl als künftiger Handel in jenem Theile der Welt als von grosser nationaler Wichtigkeit betrachtet wurde, ersieht man aus den entschlossenen Massregeln, welche es zum Schutze desselben ergriff, wie Spanien die Absicht zeigte, dazwischen zu treten.

Die Entdeckungen von Meares im Jahre 1788 und die vollständige Besichtigung der Küste so wie der anliegenden Inseln nordwärts vom 40° der Breite, welche durch Capitän Vancouver in den Jahren 1792, 1793 und 1794 vollzogen wurde, scheinen Grossbritannien, den Vereinigten Staaten gegenüber, einen so starken Anspruch auf das Recht der Entdeckung und Erforschung längs der Küste zu geben, wie man sich nur denken kann, blos durch dasjenige beschränkt, was Capitän Gray an der Mündung des Columbia ausführte, welches, in so weit Entdeckung in Betracht kömmt, den Hauptpunkt der Frage auf amerikanischer Seite bildet.

Hinsichtlich der Genauigkeit stehen die Leistungen Cook's und Vancouver's wie man glaubt, bei Weitem höher als Alles, was jedes andere Land gethan, dessen Schiffe damals die Nordwestküste besuchten, während hinsichtlich des Werthes und der Wichtigkeit die Entdeckung eines einzelnen Hafens, wenn auch an der Mün-

1844 dung eines wichtigen Flusses, doch nicht, als auf Territorium Anspruch gebend, mit den durch die brittischen Seefahrer ausgeführten weitläuftigen Entdeckungen und Besichtigungen verglichen werden kann.

Was die Erforschung des Inneren anbetrifft, so muss man der merkwürdigen Unternehmung der Herren Lewis und Clarke vollkommene Gerechtigkeit wiederfahren lassen; aber diese ausgezeichneten Reisenden waren nicht die ersten, welche einen Durchzug durch das Oregon-Gebiet, von den Felsengebirgen nach dem Stillen Ocean hin ausführten. Schon im Jahre 1793 war jene That durch Mackenzie, einem brittischen Unterthan, vollbracht worden. Im Laufe dieser Expedition erforschte Mackenzie die oberen Gewässer eines Flusses, welcher hernach Frazer's F. genannt worden ist, und welchem man in Verlauf der Zeit bis zu seiner Verbindung mit der See nahe dem 49. Breitengrade nachgespürt hat; welches also im Punkte der Erforschung ein Gegengewicht zu den Erforschungen jenes Theiles des Columbia bildet, welcher von Lewis und Clarke besucht wurde.

Priorität der Ansiedelung ist der dritte Rechtsgrund, worauf man den eigentlichen amerikanischen Anspruch stützt.

Im Jahre 1811 wurde zu Handelszwecken ein Etablissement an der Südseite des Columbia-Flusses in der Nähe der Mündung desselben durch gewisse amerikanische Bürger gegründet. Dieses Etablissement ging während des Krieges in die Hände brittischer Unterthanen über, wurde aber im Jahre 1818 durch ein Einverständniss zwischen beiden Regierungen der amerikanischen Regierung zurückgestellt. Seitdem ist dasselbe aber in Wirklichkeit nicht von Amerikanern occupirt. So ist es mit der Priorität der Ansiedelung beschaffen.

Der amerikanische Bevollmächtigte legt auf die dem Lord Castlereagh, damaligen Staatssecretär der auswärtigen Angelegenheiten, zugeschriebene Einräumung einiges Gewicht, dass „die amerikanische Regierung das vollste Recht habe, reinstallirt und als die, während man über den Rechtstitel verhandle, im Besitz befindliche Partei angesehen zu werden.“ Der Unterzeichnete ist nicht gesonnen, eine auf so achtbarer Auctorität beruhende Behauptung zu bestreiten; aber er muss bemerken: erstens, dass die Reservation, welche durch die Worte „während man über den Titel verhandele“ ausgedrückt

wird, jede Schlussfolgerung, welche sonst aus den dabei- 1844
stehenden Worten zum Nachtheile des Rechtstitels Grossbritanniens gezogen werden könnte, ausschliesse; und ferner, dass wenn die Auctorität des amerikanischen Ministers auf solche Weise für eine Bemerkung, welche gegen England als Beweisgrund angeführt wird, zugegeben wird, es nicht mehr als billig sei, dass von Seiten der Vereinigten Staaten England hinsichtlich der Authenticität einer von Lord Castlereagh an den brittischen Minister in Washington zur Zeit, als man die Restauration des Astoria oder Fort George genannten Etablissements beabsichtigte, geschickten Depeschen, ebenfalls Glauben beigemessen werde, welche der Regierung der Vereinigten Staaten, wörtlich mitgetheilt wurde und eine vollständige Reservation der Rechte Englands auf das Territorium an der Mündung des Columbia enthält. (Darst. der britt. Bevollmächtigten, Decbr. 1826.)

Kurz, der gegenwärtige Stand der Frage zwischen den beiden Regierungen scheint der zu sein: Grossbritannien besitzt und übt gemeinschaftlich mit den Vereinigten Staaten das Recht eines gemeinschaftlichen Besitzes im Oregon-Gebiete, und kann ihm dieses Recht nur durch eine gerechte Theilung des Ganzen zwischen beiden Mächten entzogen werden.

Es ist aus in die Augen fallenden Gründen wünschenswerth, dass solch eine Theilung sobald als möglich Statt finde, und die Schwierigkeit scheint darin zu liegen, eine Demarcations-Linie zu erdenken, welche jeder Partei gerade den seinem Interesse und seiner Bequemlichkeit am Besten zusagenden Theil des Gebiets lässt.

Die brittische Regierung hegte die Hoffnung, dass durch den kürzlich der Erwägung der amerikanischen Regierung anheimgestellten Vorschlag jener Zweck erreicht worden wäre.

Zufolge des darin beabsichtigten Arrangements würde die nördliche Grenze auf eine beträchtliche Entfernung längs demselben Breitengrade gezogen werden, welcher ihre nördliche Grenze an der Ostseite jener Gebirge bildet; wodurch also die jetzige Ostgrenze des Oregon-Gebietes mit der Westgrenze der Vereinigten Staaten vom 49. Breitengrade herunter vereinigt wäre.

Von dem Puncte an, wo der 49. Breitengrad den nördlichen Arm des Columbia-Flusses, welcher in jenem Theile seines Laufes Mac Gillevray's Fluss heisst,

1844 durchschneidet, würde die vorgeschlagene Grenze längs der Mitte jenes Flusses bis zu seiner Vereinigung mit dem Columbia und dann längs der Mitte des Columbia bis zum Ocean sein, wobei die Schifffahrt auf jenem Flusse ewig beiden Parteien frei bliebe.

Ueberdem offerirt Grossbritannien ein separates Territorium am Stillen Ocean, welches einen vortrefflichen Hafen besitzt, und ist damit einverstanden, dass ein oder mehrere Häfen, sei es auf Vancouver's Insel oder auf dem Continente südlich vom 49. Breitengrade, zu welchem die Vereinigten Staaten Zugang zu haben wünschen möchten, zu Freihäfen gemacht werden sollen.

Durch dieses Arrangement würde, wie man glaubt, den Ansprüchen der Vereinigten Staaten auf das Oregongebiet, aus welchen Gründen dieselben auch vorgebracht sind, volle Gerechtigkeit wiederfahren. Hinsichtlich der Ausdehnung des Territoriums würden sie, Acre für Acre gerechnet, beinahe die Hälfte des Ganzen bekommen. Hinsichtlich der Beschiffung des Hauptflusses würden sie eine vollkommene Gleichheit der Rechte mit Grossbritannien geniessen, und in Bezug auf die Häfen zeigt Grossbritannien, wie man sieht, alle Geneigtheit ihre Convenienz in diesem besondern Punkte zu berücksichtigen. Würde andererseits Grossbritannien die Linie des Columbia als Grenze fahren lassen und sein Recht zur Beschiffung jenes Flusses hingeben, so würde der Nachtheil, den es von einem solchen Arrangement hätte, ganz unverhältnissmässig den für die Vereinigten Staaten aus dem Besitz von einigen Quadratmeilen Territorium mehr entspringenden Vortheil übersteigen.

Es muss einem Jedem, der die Sache unparteiisch untersucht, in die Augen fallen, dass Grossbritannien, indem es an der Linie des Columbia festhält, nicht durch Beweggründe des Ehrgeizes in Bezug auf Gebietsausdehnung influenzirt wird, sondern durch Rücksichten auf den Nutzen, um nicht zu sagen auf die Nothwendigkeit, die man nicht aus den Augen verlieren darf, und mit denen man in einem Arrangement, welches angeblich auf gegenseitiger Convenienz und gegenseitigem Vortheil beruht, Nachsicht haben sollte.

Der Unterzeichnete glaubt, dass er jetzt auf alle Argumente, welche der amerikanische Bevollmächtigte angegeben, um darzuthun, dass die Vereinigten Staaten auf die ganze von dem Columbia-Fluss entwässerte Region

ein gutes Recht besitzen, Rücksicht genommen habe. 1844
Er bedauert aufrichtig, dass ihre Ansichten über diesen Gegenstand in so mancher wesentlichen Hinsicht von einander abweichen.

Es bleibt ihm noch die Bitte übrig, dass, da der amerik. Bevollmächtigte den von Seiten Grossbritanniens gemachten Vorschlag ablehnt, er die Güte haben wolle, anzugeben, welchen, welches Arrangement er von Seiten der Vereinigten Staaten zu einer billigen Beilegung der Frage vorzuschlagen bereit sei; und besonders, dass er die Güte haben wolle die Natur und Ausdehnung der Ansprüche, welche die Vereinigten Staaten auf andere Theile des Territoriums haben mögen, und worauf in dem Schlusstheile seiner Darstellung hingedeutet wird, zu definiren, da es klar ist, dass kein Arrangement hinsichtlich eines Theils des streitigen Territoriums gemacht werden kann, während ein Anspruch auf einen Theil des Uebrigen reservirt wird.

Der unterzeichnete brittische Bevollmächtigte hat die Ehre, dem amerikanischen Bevollmächtigten die Versicherung seiner hohen Achtung zu erneuern.

R. Pakenham.

XI.

Staatsdepartement.

Washington, 20. September 1844.

Der unterzeichnete amerikanische Bevollmächtigte hat mit Aufmerksamkeit die Gegennote des brittischen Bevollmächtigten gelesen, ohne dass dadurch sein Vertrauen auf die Gültigkeit des Rechtstitels der Vereinigten Staaten auf das Territorium, wie er in seiner Darstellung A gezeigt worden ist, geschwächt wurde. Wie dort auseinander gesetzt ist, beruht derselbe erstens auf der Priorität der Entdeckung, auf welche sie sowohl eigene, eigenthümliche, als auch von Spanien durch den Florida-Tractat überkommene Ansprüche machen.

Der Unterzeichnete versteht die Gegennote nicht so, als wenn sie in Abrede stelle, dass spanische Seefahrer die Ersten waren, welche die ganze Küste des Oregon Gebietes entdeckten und erforschten, dass Heceta der Erste war, der die Mündung des Columbia-Flusses entdeckte, und dass Capitain Gray der Erste war, der die Barre desselben passirte, in die Mündung einlief und stromaufwärts

1844 fuhr, endlich dass diese Facta, wenn die Vereinigten Staaten sich auf alle zusammen stützen, ihnen die Priorität der Entdeckung, welche sie in Anspruch nehmen, geben würden. Im Gegentheil scheint es, dass die Gegennote wegen der Position, die sie einnimmt, einräume, dass bei jener Annahme solches der Fall sein würde; denn sie betrachtet als ausgemacht, dass Spanien durch die Nootka-Sund-Convention im Jahre 1790 aller auf die frühzeitigere Entdeckung und Erforschung ihrer Seefahrer gegründeten Ansprüche auf das Territorium sich entäussert habe, und dass es folglich keine Ansprüche den Vereinigten Staaten durch den Florida-Tractat habe übertragen können. Nachdem die Gegennote durch diese Annahme die Ansprüche Spaniens beseitigt hat, sucht sie nun den Ansprüchen der Vereinigten Staaten diejenigen entgegenzustellen, welche sich auf die Reisen der Capitaine Cook und Meares gründen, und die Entdeckung des Capitain Gray durch den Grund zu beseitigen, dass Vancouver den Fluss weiter als dieser hinaufsegelte, obgleich Vancouver Solches mit Hülfe von Gray's Entdeckungen und Karten vollführte.

Es wird von dem Unterzeichneten nicht erwartet werden, dass er ernstlich versuchen sollte, Etwas zu widerlegen, was er als eine blosse Annahme, die von keinem Grunde unterstützt wird, zu betrachten genöthigt ist. Es ist von seiner Seite genügend, wenn er erklärt, dass seiner Meinung nach in der Nootka-Sund Convention, oder in den Verhandlungen welche zu derselben führten, oder in den Umständen, welche dieselbe begleiteten, sich Nichts finde, was zu jener Annahme berechtigt. Die Convention bezieht sich auf ganz andere Sachen und enthält kein Wort von den Ansprüchen Spaniens. Auf diese Annahme stützt die Gegennote ihren Einwand gegen die wohlbegründeten amerikanischen Ansprüche der Priorität der Entdeckung. Ohne diese Annahme würde kein plausibler Einwand übrig bleiben.

Die beiden andern Ansprüche, worauf die Vereinigten Staaten ihren Rechtstitel auf das Territorium, wie in der Darstellung A dargethan ist, stützen, gründen sich auf ihr eigenes, eigenthümliches Recht und können durch die assumierten Ansprüche Grossbritanniens, welche von der Nootka-Convention herrühren, nicht afficiert werden.

Der erste derselben ist Priorität der Entdeckung 1844
und Erforschung der oberen Gewässer und oberen Theile des Columbia-Flusses durch Lewis und Clarke, wodurch jener grosse Fluss mit Ausnahme eines kleinen Theiles nahe dem Meere so wie seiner Mündung der Welt bekannt wurde. Dieses räumt die Gegennote ein, sucht aber dagegen Mackenzie's frühzeitigere Entdeckung der oberen Gewässer des Frazers Flusses, eines weit unbeträchtlicheren Stromes, welcher den nördlichen Theil des Territoriums entwässert, hervor zu heben. Es ist klar, dass, welches Recht Grossbritannien auch aus Mackenzie's Entdeckung herleiten mag, dieses auf keine Weise das Recht der Vereinigten Staaten auf die durch den Columbia entwässerte Region, welcher Fluss vorzugsweise der Fluss des Territoriums genannt werden muss, afficiren kann.

Der folgende dieser Ansprüche, der sich auf ihr eignes, eigenthümliches Recht gründet, ist Priorität der Ansiedelung. Es wird durch die Gegennote nicht geleugnet, dass wir die ersten Ansiedelungen in dem durch den Columbiafluss entwässerten Theil des Territoriums gemacht haben; noch leugnet sie, dass Astoria, die beträchtlichste derselben, nach dem dritten Artikel des Genter Tractats durch von Seiten Grossbritanniens zu einer Zurückgabe gehörig auctorisirten Agenten an einen Agenten, welcher von Seiten der Vereinigten Staaten zur Empfangnahme desselben gehörig auctorisirt war, zurückgestellt worden ist; noch auch leugnet sie, dass die Vereinigten Staaten das Recht haben, reinstallirt und, während man über den Rechtstitel verhandele, als die im Besitz befindliche Partei betrachtet zu werden, wie von Lord Castlereagh bei der Unterhandlung von 1818 zugegeben wurde; noch dass die Convention von 1818, welche einige Tage nach der Restauration unterzeichnet wurde, und die von 1827, welche noch in Kraft ist, bis auf den heutigen Tag alle Rechte, welche die Vereinigten Staaten auf das Territorium damals besassen, einschliesslich des Rechtes, reinstallirt zu werden und, während die Frage des Rechtstitels schwebe, wie es gegenwärtig der Fall ist, als die im Besitz befindliche Partei betrachtet zu werden, erhalten und Dauer gegeben haben. Sie sucht zwar die Wirkung dieser nur angedeuteten Einräumungen zu schwächen; erstens dadurch, dass sie positive Tractats-Stipulatio-

1844 nen als ein „Verständniss zwischen den beiden Regierungen" bezeichnet; aber eine Vertauschung der Phraseologie kann Traktats-Verpflichtungen nicht in ein blosses Verständniss verwandeln; und zweitens dadurch, dass sie angibt, wir hätten seit der Zurückgabe Astorias dasselbe nie wirklich in Besitz genommen; das kann aber möglicherweise nicht unsere Rechte, reinstallirt und als in Besitz befindlich betrachtet zu werden, welche uns durch den Genter Traktat gesichert, in dem Act der Restauration stillschweigend verstanden und seitdem durch positive Traktats-Stipulationen präservirt worden sind, afficiren. Auch können die Bemerkungen der Gegennote in Bezug auf Lord Castlereaghs Einräumung unser Recht des Besitzes, welches durch den Tractat und durch die formelle, unbedingte Zurückgabe desselben durch gehörig auctorisirte Agenten gesichert ist, nicht schwächen. Auf diese und nicht auf Verneinung der Authenticität von Lord Castlereagh's Depesche stützen die Vereinigten Staaten ihr Recht des Besitzes, was für mündliche Mittheilung der brittische Minister auch unserem Staatssekretair damals gemacht haben mag; und auf diese können sie, mit völliger Beiseitsetzung der Einräumung des Lord Castlereagh, dasselbe gründen.

Die nächstfolgenden Ansprüche, worauf unser Rechtstitel auf das Territorium beruht, sind diejenigen, welche von Spanien (Frankreich?) durch den Tractat, worin Louisiana an die Vereinigten Staaten abgetreten wurde, herrühren, diejenigen eingeschlossen, welche dasselbe von Grossbritannien durch den Tractat von 1763 ableitete. Derselbe setzte den Mississippi „als die unwiderrufliche Grenze zwischen den Territorien Frankreichs und Grossbritanniens" fest, und Letzteres übergab dadurch an Frankreich alle seine Ansprüche auf dem amerikanischen Continente westlich von jenem Flusse; was natürlicher Weise Alles in sich fasste, was innerhalb der verbrieften Grenze seiner damaligen Colonien, die sich bis an den Stillen Ocean erstreckten, lag. Auf diese, vereinigt mit denen Frankreichs als dem Besitzer von Louisiana, stützen wir unsern Anspruch auf Continuität bis an jenen Ocean, ohne dass ein Anspruch, ausgenommen der Spaniens, welchen wir später durch den Florida-Tractat erworben und folglich beseitigt haben, entgegenstände.

Das Vorhandensein dieser Ansprüche läugnet die 1844
Gegennote auf Auctorität des Herrn Jefferson, aber, wie
s dem Unterzeichneten scheint, ohne hinlänglichen
Grund. Er versteht Herrn Jefferson nicht, als leugne
r es in seinem Briefe von 1803, auf welchen in der
Gegennote Bezug genommen, und aus welchem ein Aus-
ug gegeben wird, oder in dem Documente von 1807,
uf welches gleichfalls Bezug genommen wird, dass die
Vereinigten Staaten durch die Erwerbung Louisianas
einen Anspruch auf das Oregon-Gebiet erlangt hätten.
Es erhellt aus dem Auszuge selbst, dass Herr Jefferson
nicht beabsichtigte, die Ausdehnung der mit Louisiana
erhaltenen Ansprüche zu bezeichnen, sondern nur an-
geben wollte, wie weit die unbestreitbaren Grenzen
desselben sich erstreckten, und diese beschränkt er west-
wärts durch die Felsengebirge. Auf gleiche Weise er-
hellt aus dem von der Gegennote citirten Documente,
dass es nicht seine Absicht war zu leugnen, dass unsere
Ansprüche auf jenes Gebiet sich erstrecken, sondern
dass er nur einfach seine Ansicht von der Unpolitik
ausdrücken wollte, bei dem damaligen Stande unserer
Beziehungen zu Spanien damit hervorzutreten. Wenn
wirklich in beiden Fällen seine Meinung zweideutig
ausgedrückt worden ist, so haben die prompten Mass-
regeln, welche er nach Unterhandlung, aber schon vor
Ratification des Tractats zur Erforschung des Territo-
riums ergriff, klar gezeigt, wie er der Ansicht war,
dass wir nicht nur Ansprüche auf dasselbe, sondern
auch höchst wichtige, welche prompte Beachtung ver-
dienten, erlangt hätten.

Neben dieser Leugnung unserer Ansprüche an das
Territorium auf die Auctorität des Herrn Jefferson hin,
welche übrigens der Beweis, auf den sie sich stützt,
nicht aufrecht zu erhalten scheint, deutet die Gegen-
note einen Einwurf gegen die Continuität als Grundlagen
eines Rechtes an, und zwar, weil dieselbe eher be-
trachtet werden könne (um die eigenen Worte der Ge-
gennote zu gebrauchen) als eine Demonstration des
grössern Grades von Interesse, welches die Vereinigten
Staaten wegen der Continuität bei Gebietserlangung in
westlicher Richtung haben. Continuität kann freilich
als eines der Elemente angesehen werden, welche das
Recht der Continuität bilden — welches umfassender
ist — und nahe mit dem Rechte der Besitznahme asso-

1844 ciirt ist, wie in der Darstellung A gezeigt worden ist. Sie zeigt gleichfalls, dass die Gesetze, welche der Gebrauch feststellte, in der Anwendung des Rechtes auf den amerikanischen Continent, den europäischen Ansiedelungen auf dessen östlichen Küsten eine unbegrenzte Ausdehnung nach Westen hin geben. Es ist jetzt für Grossbritannien zu spät, ein Recht zu leugnen, nach welchem es so lange gehandelt und von welchem es so vielen Nutzen gezogen hat, oder es als eine blosse Gefälligkeit, die auf keine Weise die Rechtsfrage afficire, zu betrachten. Nach welchem anderen Rechte hat es seine Ansprüche von seinen Ansiedelungen an der Hudsons-Bai aus westwärts nach dem Stillen Ocean hin ausgedehnt, oder Frankreich von der Ostseite des Mississippi in dem Kriege, welcher im Jahre 1763 endigte, vertrieben?

Hinsichtlich der Annahme der Gegennote, dass Louisiana, während es spanische Besitzung war, der Nootka-Sund-Convention unterwürfig wurde, welche, wie behauptet wird, alle Ansprüche Spaniens auf das Territorium, einschliesslich der durch Louisiana erlangten, aufhob, wird es an der Zeit sein, diese in Betracht zu ziehen, wenn man zu zeigen versucht haben wird, dass Solches wirklich Statt fand. Mittlerweile müssen die Vereinigten Staaten fortfahren zu glauben, dass sie durch den Louisiana-Tractat von Frankreich wichtige und wesentliche Ansprüche auf das Territorium erhalten haben.

Der Unterzeichnete kann dem Schlusse, zu welchem die Gegendarstellung nach einer Recapitulation des Ganzen gelangt, nicht beistimmen — nämlich dass der gegenwärtige Stand der Frage der sei, dass Grossbritannien in Gemeinschaft mit den Vereinigten Staaten ein Recht gemeinschaftlicher Besitznahme in dem Oregon-Territorium habe und ausübe, das ihm nur durch eine beiden Parteien gerechte Theilung des Ganzen zwischen beiden Mächten entzogen werden könne. Er beansprucht und glaubt dargethan zu haben, den klaren Rechtstitel von Seiten der Vereinigten Staaten auf die ganze durch den Columbia entwässerte Region; mit dem Rechte reinstallirt und als die im Besitz befindliche Partei, während man über den Rechtstitel unterhandle, betrachtet zu werden, und muss darauf bestehen, dass man sie in diesem Character, gemäss positiver Tractats-Stipulation betrachte. Er kann daher nicht zugeben, dass sie wäh-

end der Unterhandlung bloss als gemeinschaftliche In- 1844
aber mit Grossbritannien betrachtet werden; noch kann
r, während ihre Rechte auf solche Weise angesehen
erden, einen nur auf Annahme einer gemeinschaftlichen
esitzung gegründeten Gegenvorschlag, bis der Rechts-
tel auf das Territorium völlig erörtert ist, einreichen.
einer Meinung nach können nur, nachdem eine solche
Discussion, welche völlig die Rechtstitel der respectiven
Parteien auf das Territorium darstellt, vorhergegangen
st, ihre Ansprüche auf dasselbe gerecht und genügend
eordnet werden. Die Vereinigten Staaten verlangen
loss das, worauf sie gerechte Ansprüche zu haben glau-
en, und sind nicht Willens weniger zu nehmen. Bei
er Meinung, die sie gegenwärtig von ihrem Rechtstitel
egen, muss der brittische Bevollmächtigte einsehen,
ass der Vorschlag, welchen er in der zweiten Confe-
enz gemacht und in seiner Gegennote vollständiger aus-
inander gesetzt hat, dem nicht gleichkommt, wozu sie
ich mit Grund berechtigt halten.

In Erwiederung auf das Ersuchen des brittischen
Bevollmächtigten, dass der Unterzeichnete die Natur
nd Ausdehnung der Ansprüche, welche die Vereinig-
en Staaten auf andere Theile des Territoriums haben,
nd auf welche in dem Schlusstheile seiner Note A hin-
gedeutet ist, definire, hat er die Ehre, ihn im Allge-
meinen zu benachrichtigen, dass sie von Spanien durch
den Florida-Tractat herrühren und auf den Entdeckun-
gen und Erforschungen der Seefahrer jenes Staats basi-
ren, welche sie, als ihnen in dem Grade, wie sie sich be-
gründen lassen, ein Recht gebend, betrachten müssen,
es sei denn, dass ein Besseres ihnen entgegengestellt
werden kann.

J. C. Calhoun.

12.

Mémoire publié par le gouvernement hanovrien à la fin du mois de Février 1844 *sur les resultats des négociations avec la Prusse concernant le systême de comm. et de douanes.*

Die Verhandlungen, bezielend das gegenseitige Verhältniss des grossen von Preussen gestifteten Zoll-Vereins zu dem Hannover-Oldenburgschen Steuervereine, sind, zwischen den Kronen Preussen und Hannover geführt, nach langer Dauer beendigt. Nicht einmal die Erneuerung der bisher bestandenen Verträge war ihr Erfolg. Für alle Theile ein beklagenswerther Ausgang. Um so näher liegt die Frage nach den Gründen des Ereignisses.

Die Regierung Hannovers, tief und lebhaft durchdrungen von dem Sinne für Deutschlands Einheit, Eintracht und Grösse, für dessen kräftiges Zusammenwirken im wahrhaft gemeinsamen Interesse, ist es sich schuldig, ihren hohen Mitverbündeten die Mittel darzubieten zu eigener Beurtheilung jener Frage.

Veranlasst zu dieser Darlegung ist sie nicht durch den, hie und da in Tagesblättern enthaltenen ungerechten Vorwurf, als habe Hannover im Gange der Verhandlung eine, später nicht bewahrheitete Absicht des Beitrittes zum Zoll-Vereine vorgegeben. Ein Vorwurf der Art kann nie eine Regierung treffen, die, wie Hannover, in allen Verhandlungen den Grundsatz der Wahrheit und Offenheit unverbrüchlich festgehalten hat. Er findet aber auch seine Widerlegung in der Unmöglichkeit der Täuschung während der Dauer von anderthalb Jahren in einer Angelegenheit von so umfassendem Interesse, über deren wahren Stand im Nachbarlande kein Dunkel lag. Dass übrigens Urtheil und Entschluss in schweren Fragen oft erst durch mehrfache Prüfung zur Reife gedeihen, lehrt die Erfahrung.

Ferner nicht hervorgerufen wird diese Denkschrift durch die Besorgniss vor unrichtiger Darstellung von anderer Seite. Die Verhandlungen haben Namens des Zoll-Vereins von der Krone Preussen Statt gefunden. Von dieser fürchtet Hannover am Wenigsten Verblendung der öffentlichen Meinung.

Die Sache berührt die materiellen Interessen vieler deutschen Staaten. Dennoch vertraut Hannover auch von Ihnen einer nicht befangenen Prüfung.

Der Gang der Verhandlungen wird unwiderleglich darthun, wie wenig die Regierung Hannovers den, von manchen Seiten angeregten Gedanken beachtet hat, als handele es sich gegen sie um indirecten Zwang zum Beitritte. Die Unabhängigkeit der deutschen Regierungen, ihre vollkommene Rechts-Gleichheit, diese wesentlichen Grundlagen des deutschen Bundes, sind von Allen, den

mächtigen wie den mindermächtigen Gliedern des Bundes, im Zoll- 1844
Verbande selbst wie ausser demselben, anerkannt und geschützt. Sie müssen genugsam sichern auch gegen unbewusstes Geltendmachen eines Uebergewichtes der Macht über die freie Uebung der rechtlichen Befugniss. Das Bewahren des freien Entschlusses bei dieser, in das Wohl und Wehe der eigenen Unterthanen tief eingreifenden Frage kann mithin bei allen hohen Mitverbündeten auf Anerkennung rechnen.

Keine Regierung wäre mehr wie die Hannoversche geneigt, mitzuwirken zu dem vaterländischen Zweckeder Beseitigung aller Hemmnisse des Handels und Verkehrs im deutschen Bunde. Nur nicht auf einem Wege, gebahnt durch schwere Gefährdung des Wohlstandes der eigenen Staaten.

Der unverkennbare Drang der Umstände, wie solche sich von Seiten des Zoll-Vereins durch Verwerfung diesseits für unerlässlich erachteter Vorbedingungen des Anschlusses, sodann aber aus der Sache selbst in dem Königreiche Hannover ohne Einwirkung der Regierung gestaltet hatten, erheischte von der Letzteren, jetzt ausschliesslich darauf bedacht zu sein, das ungefährdete und freundschaftliche Fortbestehen beider Vereine, für das seit 1837 in dem Bisherigen eine günstige Basis geboten war, zu erhalten und wo möglich für die Zukunft fester zu begründen.

Bis zu diesem Bestreben ging und geht noch an alle Betheiligte die unabweisliche Anforderung wahrhaft deutsch föderativer Gesinnung. Nicht über diese Grenze hinaus.

Dieses ist der Gesichtspunkt der Königlich Hannoverschen Regierung. Ob und wie sie solche Gesinnung in den Verhältnissen zu dem Zoll-Vereine bewährt habe, muss die nachfolgende rein thatsächliche Darlegung der Verhandlungen lehren. Sie berührt ihrem Zwecke nach nur die Thatsachen, von denen der Verlauf der Sache bedingt gewesen. Alle Actenstücke aber, auf deren Inhalt es ankommt, liegen vollständig an, um dem Vorwurfe zu begegnen, als sei das Gegebene mangelhaft, oder durch Aufhebung des Zusammenhanges im unrechten Lichte dargestellt.

§ 1.

Verträge von 1837.

Schon vor Bildung des Hannover-Braunschweigischen Steuer-Vereins hatte die Königlich Preussische Regierung ihre Bemühung darauf gerichtet, die Entfernung unversteuerter Niederlagen von den Steuer-Grenzen und eine strenge Controle der, aus solchen Niederlagen weiter geführten Waaren zu erlangen. Jene Bemühungen wurden nach der Bildung des Steuer-Vereins fortgesetzt. Sie hatten den Erfolg, dass im Jahre 1836 Hannoversche und Braunschweigische Commissarien mit Preussischen in Hannover zusammentraten, um die gegen den Schleichhandel zu treffenden Maassregeln zu verabreden. Die Unterhandlungen gewannen bald an Umfang. Während nämlich Königlich Preussischer Seits ein so umfassendes Zoll-Cartel beantragt war, wie es unter den Staaten des Zoll-Vereins selbst bestand, glaubte man diesseits das wesent-

1844 lichste Mittel zur Verhütung des unerlaubten Verkehrs in der Erleichterung des erlaubten zu finden und suchte deshalb für die Gegenstände des nachbarlichen Verkehrs eine Annäherung der Tarifsätze des Zoll-Vereins an die des Steuer-Vereins zu erreichen.

Zu diesen beiden Gegenständen der Verhandlung kam ein dritter.

Die Stadt und dass Oberamt Münden, an Hannover gehörig, waren nicht mit in den Steuer-Verein aufgenommen, weil ihre vorspringende Lage nicht nur die Grenzbewachung erschwert, sondern es auch rathsam macht, den Verkehr, der schon unter den Maassregeln des Auslandes leidet, nicht auch noch im Innern durch ähnliche Einrichtungen zu drücken. Für den Zoll-Verein jedoch hatte die Bewachung jener Gebietstheile grosse Schwierigkeit. Die Königlich Preussische Regierung beantragte deren Aufnahme in den Steuer-Verein und diesem Wunsche zu entsprechen war man diesseits geneigt. In der Kurhessischen Grafschaft Schaumburg bestand auf der andern Seite ebenfalls kein System von indirecten Abgaben. Die hieraus für den Steuer-Verein entstehenden Nachtheile wären am Einfachsten durch einen Anschluss der Grafschaft an den diesseitigen Verein zu beseitigen gewesen. Man beantragte daher diesseits einen solchen Anschluss. Königlich Preussischer Seits zeigte man sich bereit, zur Unterstützung dieses Antrages bei der Kurhessischen Regierung. Nachdem die Letztere einen Bevollmächtigten zu den Unterhandlungen abgeordnet hatte, ward Namens Preussens in der Conferenz vom 26. Juli 1836 die Erwartung ausgesprochen, dass, in Anerkennung der eben gedachten Bereitwilligkeit, der Steuer-Verein sich entschliessen werde, zur ferneren Abrundung und Kürzung der gemeinschaftlichen Steuergrenzen den Anschluss der Grafschaft Hohenstein, des Amts Elbingerode, des Fürstenthums Walkenrid an den Zoll-Verein zu bewilligen. Man ging diesseits hierauf näher ein. Der Anschluss der Grafschaft Schaumburg an den Steuer-Verein aber fand bei der Kurhessischen Regierung Bedenken unter Angabe des Grundes, diese Grafschaft hänge in ihren Verkehrs-Verhältnissen zu eng mit Lippe-Detmold und Lippe Bückeburg zusammen, als dass es rathsam sei, sie durch eine Douanen-Linie davon zu trennen. Die Fürstlich Bückeburgische Regierung war jedoch zu einem Anschlusse an den Steuer-Verein geneigt. Als die Aussicht hiezu näher trat, entfernte sich der Kurhessische Commissar von Hannover und schickte am 24. November 1836 von Kassel aus eine Note ein, in der er auseinander setzte, dass es hauptsächlich Lippe-Detmold sei, wohin der Verkehr der Grafschaft Schaumburg gehe und daher ein Anschluss der Letztern an den Steuer-Verein, wegen der dadurch herbei geführten Trennung von Lippe-Detmold, definitiv abgelehnt werden müsse.

Die Königlich Preussische Regierung zeigte sich von einem solchen Erfolge sehr überrascht. Ihre Commissarien erklärten am 17. December 1836 zu Protocoll, dass sie an der erwähnten Kurhessischen Note durchaus keinen Antheil hätten, und sich deshalb aller weiteren Aeusserungen über deren Inhalt enthalten müssten. Zugleich zeigten sie an, dass die Kurhessische Regierung in allen andren Puncten ihre Zustimmung zu demjenigen erklärt habe, was durch die Königlich Preussische Regierung verabredet werde. Hiermit

andern Punkten ihre Zustimmung zu demjenigen erklärt habe, 1844
was die Königlich Preussische Regierung verabreden werde. Hiermit verbanden sie die Bemerkung, dass ihre Regierung auf die Grafschaft Schaumburg, die nicht zum Zoll-Vereine gehöre, überall keine Einwirkung habe. Sie äusserten, dass es die unbilligste aller Forderungen sein würde, die je bei irgend einem Vertrage habe aufgestellt werden können, wenn ein Theil von dem andern Bedingungen verlange, die ausser dessen Macht lägen und an den Entschluss eines, in den Verhandlungen zur Zeit nicht betheiligten Dritten geknüpft wären.

Die Richtigkeit dieser Argumentation liess sich in Zweifel ziehen. Man hatte es diesseits mit dem Zoll-Vereine im Ganzen zu thun. Bedeutende Interessen sämmtlicher ihm angehörenden Staaten kamen bei der Verhandlung in Frage. War auch der Kurhessische Bevollmächtigte seit Kurzem von der unmittelbaren Theilnahme an den Verhandlungen ausgeschieden, und fand auch das System des Zoll-Vereins damals in der Hessischen Grafschaft Schaumburg noch keine Anwendung; so gehörte sie doch einem im Zoll-Vereine befindlichen Staate an. Das Verhältniss war ähnlich dem, in welchem die Stadt und das Oberamt Münden zu dem Steuer-Vereine standen, hinsichtlich deren diesseits gleiche Schwierigkeiten nicht erhoben wurden.

Inzwischen eröffnete sich die Aussicht, dass Königlich Preussischer Seits zur Regulirung der Gränzen einige Ortschaften dem Steuer-Vereine würden beigelegt werden und die Unterhandlung ward demnach fortgesetzt. Sie führte zum Abschluss der Verträge vom 1. November 1837, deren dreifacher Gegenstand aus dem Zoll-Cartel, den Gebiets-Abrundungen und Kürzungen, endlich aus Verkehrs-Erleichterungen bestand.

Durch das Zoll-Cartel war eine vollständige Mitwirkung eines jeden contrahirenden Theiles zur Verhütung, Entdeckung und Bestrafung der Contraventionen gegen die Zoll-Gesetzgebung des andern Theils zugesichert und die Aufnahme der Stadt und des Oberamts Münden in den Steuer-Verein verfügt.

Bei den Vereinbarungen über die Abrundung der Steuer-Gränzen ergab der Zweck von selbst das Prinzip, alle Gebietstheile, die grösstentheils vom Territorium des andern Vereins umschlossen sind, diesem beizulegen. Von den Staaten des Steuer-Vereins wurden dem zufolge dem Zoll-Vereine angeschlossen die Grafschaft Hohenstein, das Amt Elbingerode, das Fürstenthum Blankenburg, das Stiftsamt Walkenried, das Amt Calvörde und die Dörfer Pabstorf und Hessen, von Seiten Preussens aber dem Steuer-Vereine, die, rechts der Weser und der Aue, sowie die am linken Weser-Ufer von Schlüsselburg bis zur Glasfabrik Gernheim belegenen Theile des Kreises Minden, ferner die Ortschaften Würgassen, Roklum, Wolfsburg, Hesslingen, Hehlingen und der nördlich von der Lemförder Chaussee belegene Theil der Ortschaft Reiningen. Die vom Steuer-Vereine dem Zoll-Vereine überlassenen Gebietstheile enthalten etwa 40,000 Einwohner, die Preussischen Abtretungen nur etwa 11,000.

Die verabredeten Verkehrs-Erleichterungen bezogen sich auf den Transit und den nachbarlichen Verkehr.

In ersterer Beziehung hatten die Preussischen Commissarien

1844 in der Conferenz vom 26. Juli 1836 als Grundsatz anerkannt, dass auf allen kurzen Strecken, wo die Verbindungsstrassen von einem Gebietspunkte zum andern durch fremdes Territorium führen, der Durchgangszoll auf eine geringe Controle-Abgabe herabgesetzt werde.

In Folge dieses Grundsatzes ward der Durchgangs-Zoll Königlich Preussischer Seits auf zwei Wegstrecken resp. auf 15 und 10 Silbergroschen für die Pferdelast herabgesetzt; von Seiten des Steuer-Vereins aber an einer Stelle ganz aufgehoben.

In Betreff des Grenz- und Marktverkehrs endlich erreichte man, dass der Zoll-Verein bei einzelnen Artikeln den diesseitigen Unterthanen wenigstens zum Theil dasjenige gewährte, was der Steuer-Verein schon durch sein System den dortseitigen Unterthanen einräumte.

Der grosse und heilsame Zweck dieser Verträge ist in dem Vorworte erwähnt. Er war nicht ohne Schwierigkeit erreicht.

Der materielle Nutzen, den der Steuer-Verein ihnen verdankte, beschränkte sich grossentheils auf die gegenseitigen Erleichterungen des Grenzverkehrs.

Was die direkten Mittel zur Unterdrückung des Schleichhandels anbetraf, so war der Steuer-Verein wesentlich nur bei der Einführung eines regelmässigen Zollsystems in der Kurhessischen Grafschaft Schaumburg interessirt. Diese aber ward nicht erlangt, während Preussen alle diesseitigen Gebietstheile, deren Grenzbewachung abseiten des Zoll-Vereines für diesen grossentheils mit den erheblichsten Schwierigkeiten verbunden war, von seinen Grenzen entfernt, auch letztere nicht nur vollkommen abgerundet, sondern dabei noch einen Gewinn von 29,000 Einwohnern gemacht hatte.

Von den Staaten des Zoll-Vereins ist dem Steuer-Vereine mangelhafte Handhabung der verabredeten Massregeln gegen den Schleichhandel zum Vorwurfe gemacht.

Hierauf ist zu erwiedern:

In einzelnen, verhältnissmässig wenigen Fällen, ist von beiden Seiten über Mängel der vorstehenden Art Klage geführt. Der Steuer-Verein ist mit dem ihm zu Gebote stehenden Controle-Personale seiner Verpflichtung getreulich nachgekommen. Zeugniss davon giebt die grosse Seltenheit specieller Beschwerden, während auf der andern Seite von Preussen Belobungen und Belohnungen diesseitiger Schutzbeamten Statt gefunden haben. Hat die Ausführung des Cartels dennoch nicht überall der Erwartung des Zoll-Vereins entsprochen, so lag der Grund theils in der Verschiedenheit des Abgabe-Systems, theils in der grossen Verringerung des Schutz-Personales zu dem der Zoll-Verein sich nach dem Abschlusse des Cartels hatte verleiten lassen und dessen nachtheilige Folgen bei dem stationären Bewachungs-Systeme eben dieses Vereines fühlbarer werden mussten, als bei der diesseits adoptirten ambulanten Controle.

Auf der andern Seite liess die Ausführung der dem Steuer-Vereine zu Theil gewordenen Concessionen Manches zu wünschen übrig.

Hier muss ein Fall der Art erwähnt werden, weil die anlie-

genden Aktenstücke solchen berühren. Um einigermassen den 1844
Nachtheil zu beseitigen, der aus der Aufnahme der Stadt Münden in den Steuer-Verein für deren Verkehr entstand, war die Verabredung getroffen, dass in Münden von Seiten des Zoll-Vereins ein Steuer-Amt errichtet werde, welches die nach dem Zoll-Verein bestimmte Waaren abfertigen sollte, bevor sie die Grenzen der Letztern berührten. Es ward deshalb Vorabfertigungs-Amt genannt. Die diesem Amte ursprünglich ertheilte Befugniss, zu Erreichung des Zweckes unerlässlich, erlitt hiernächst wesentliche, durch den Inhalt des Vertrages nicht gerechtfertigte Beschränkung.

Um diesen und ähnlichen Beschwerden abzuhelfen auch daneben einige nützliche Aenderungen der fraglichen Verträge zu erwirken, wurden diese, auf den Grund des Artikel 5 des Haupt-Vertrages, von Seiten des Steuer-Vereins, am 20. December 1840 für das Ende des Jahrs 1841 gekündigt. Zugleich aber ward die diesseitige Bereitwilligkeit ausgesprochen, wegen Erneuerung der Verträge in Unterhandlung zu treten. Die Königlich Hannoverschen Commissarien waren zu dem Ende bereits ernannt.

§. 2.

Braunschweigs Uebertritt. Dessen Gründe und nächste Folgen.

In dieser Lage der Sache erklärte die Herzoglich Braunschweigische Regierung plötzlich ihre Absicht, aus dem diesseitigen Steuer-Vereine austreten zu wollen.

Ein Schritt, der die bis dahin bestandenen, für beide Theile befriedigenden Verhältnisse des Steuer-Vereins zu dem Zoll-Vereine gewaltsam über den Haufen warf, der das, durch ernstes und wohlwollendes Zusammenwirken Preussens und Hannovers im Jahre 1837 gelungene Werk der Eintracht, der nachbarlichen Freundschaft und des gemeinen Besten, mit einem Schlage zerstörte.

Das Ereigniss und dessen sichtbare Motive erfordern eine kurze nähere Erwähnung.

Braunschweig hatte am 21. December 1840 durch seinen Bevollmächtigten den Vertrag wegen Verlängerung des Steuer-Vereins unterzeichnen lassen. Es fehlte nur noch die formelle Auswechselung der von allen Theilen ausgefertigten Ratificationen.

Bei der Unterzeichnung waren von dem Herzoglich Braunschweigischen Bevollmächtigten drei Vorbehalte gemacht.

„Hannover solle sich verpflichten, den zwischen Preussen, Hannover und Braunschweig im Monate October 1840 zu Berlin verabredeten Vertrag, betreffend die Eisenbahn von Magdeburg nach Minden, zu genehmigen."

„Hannover solle innerhalb der nächsten drei Monate mit Braunschweig eine Vereinbarung treffen, wegen einer Eisenbahn-Verbindung zwischen den Städten Celle, Hannover, Hildesheim und Braunschweig."

1844 „Insofern Hannover mit dem Bau der letztgedachten Eisenbahn-Verbindung bis zu dem Ende des Jahres 1842 nicht den Anfang gemacht hätte, oder nicht ein anderer Termin dieserhalb mit Braunschweig verabredet werde, solle Braunschweig befugt sein, aus dem Steuer-Vereine auszutreten."

Am 30. December 1840 zeigte der Herzoglich Braunschweigische Bevollmächtigte ferner an, er werde eventuell die bevorstehende Auswechselung der Ratificationen benutzen müssen, um in Beziehung auf eine, — sofort näher zu erwähnende — Uelzen-Salzwedler Chaussee noch einen Vorbehalt zu machen.

Am 3. Februar 1841 trat der Braunschweigische Commissar noch mit einem neuen, früher überall nicht zur Sprache gebrachten Vorbehalt dahin hervor: „Es sollten für die Dauer der Steuer-Vereinigung auf den zu bauenden Eisenbahnen zwischen Hannover und Braunschweig schon jetzt bedeutende Erleichterungen der Durchgangs-Abgaben festgesetzt werden."

In der am 14. Februar 1841 Statt gehabten, zur Auswechselung der Ratificationen der Verlängerung des diesseitigen Steuer-Vereins bestimmten Conferenz, wiederholte der Braunschweigische Bevollmächtigte die obigen Vorbehalte. Er legte zugleich in einem besonderen Protocolle als unerlässliche Bedingung jener Auswechselung den Antrag nieder, dass die folgenden Bestimmungen in die Ratifications-Urkunden aufgenommen würden:

1. Hannover will den Versuch machen, Preussen zu vermögen, während der Dauer der Steuer-Vereinigung zwischen Hannover und Braunschweig auf die Vollendung des Baues der Chaussee von Uelzen über Bergen nach Salzwedel, so weit solche Königlich Hannoversches Gebiet berührt, nicht zu dringen, und, unter der Voraussetzung einer von Preussen erfolgenden entsprechenden Erklärung, die Versicherung an Braunschweig ertheilen, während der Steuer-Vereinigung den fraglichen Chausseebau nicht fortsetzen und vollenden zu wollen.

   Sollte ein solcher Versuch den gewünschten Erfolg nicht haben, so wird Hannover eine Entlassung aus der Verpflichtung, wegen Vollendung der fraglichen Chaussee während der Dauer der Steuer-Vereinigung zwischen Hannover und Braunschweig, bei Erneuerung der Verträge vom 1. November 1837 zur Bedingung machen.

II. Die dem Grenz-Amte erster Classe zu Bergen beigelegten, auf den Waaren-Durchgang sich beziehenden Befugnisse bleiben unverändert.

   Würde jedoch Königlich Preussischer Seits der Chausseebau von Magdeburg bis Salzwedel fortgesetzt werden, so soll mit dem Zeitpunkte, wo der fragliche Chausseebau sich der Stadt Salzwedel bis auf eine Meile von beiden Seiten her genähert hat, bei dem Grenz-Amte zu Bergen für die Dauer der Steuer-Vereinigung eine, den Transit beschränkende Einrichtung zu dem Zwecke getroffen werden, den Transit-Verkehr von Magdeburg

über Lüneburg in's Ausland und vice versa auf den bisherigen Strassenzügen zu erhalten. 1844

III. Sobald in Folge des zwischen Hannover und Braunschweig abzuschliessenden Vertrages die Eisenbahnen zwischen Celle, Hannover, Hildesheim und Braunschweig vollendet worden, soll rücksichtlich derjenigen Waaren und Gegenstände, die aus dem Königreiche Preussen von Minden nach Hannover ein- und auf den Chausseen oder Eisenbahnen über Lüneburg oder Harburg ausgehen, oder die in umgekehrter Richtung ein- und ausgehen, so wie hinsichtlich derjenigen Waaren und Gegenstände, die von Halberstadt oder Magdeburg nach Braunschweig ein- und auf den Chausseen oder Eisenbahnen über Lüneburg oder Harburg ausgehen, oder die in umgekehrter Richtung ein- und ausgehen, in sofern diese Waaren und Gegenstände auf den Eisenbahnen von Hannover über Lehrte nach Celle, oder von Braunschweig über Lehrte nach Celle, oder in umgekehrter Richtung transportirt werden und wenn von einer der beiden contrahirenden Regierungen darauf angetragen wird, während der Dauer der Steuer-Vereinigung eine Durchgangs-Abgaben-Ermässigung eintreten, diese aber, wenn nicht durch weitere Vereinbarungen etwas Anderes festgesetzt werden wird, höchstens $^3/_4$ der vollen tarifmässigen Durchgangs-Abgabe sowohl bei Waaren als bei sonstigen Gegenständen betragen.

Das von Braunschweig also beobachtete Verfahren war offenbar ungewöhnlich und der Consequenz halber höchst gefährlich.

Ein umfassender, für die beiderseitigen Interessen wichtiger und nicht länger hinauszuschiebender Vertrag, der, der Verlängerung des Steuer-Vereins, war vollendet.

Im letzten Stadio der Verhandlung, als man sich nach reiflicher Berathung und Erwägung über den Inhalt des Vertrages verständigt hatte, wurde die Existenz desselben Braunschweigischer Seits von neuen Bedingungen abhängig gemacht, die den früheren Verhandlungen völlig fremd waren.

Es mag dies ein Mittel sein, zu Erreichung bestimmter, bis dahin nicht, oder wenig urgirter Zwecke, eine Art moralischen Zwanges zu üben. Ob aber das Mittel Billigung verdient, kann dem unparteiischen Urtheile anheim gestellt bleiben.

Die Ansinnen selbst waren der Art, dass sie nicht ohne Modificationen diesseits zugestanden werden konnten.

Von diesen Modificationen betrafen zwei die geforderten Zusicherungen in Beziehung auf Eisenbahnen.

Hannover glaubte den Rücktritt Braunschweigs vom Steuer-Vereine zu Ende des Jahres 1842 nur in dem Falle gestatten zu können, wenn die bis zu jenem Termine dem Anfange des Baues der fraglichen Eisenbahn etwa entgegenstehenden Hindernisse der Königlich Hannoverschen Regierung zur Last zu legen sein sollten, nicht aber wenn die Beseitigung jener Hindernisse ausser der Macht der Regieruug liegen würde.

Man hielt es ferner für bedenklich, die gewünschte Abgaben-Ermässigung auf der Verbindungsbahn zwischen den vier Städten sofort zu bestimmen, erklärte sich aber bereit, die Durchgangs-Abgaben-Ermässigung auf jener Bahn schon jetzt zuzusichern, die

1844 mit der Königlich Preussischen Regierung wegen der Eisenbahn von Magdeburg nach Minden vereinbart werden würde.

Eine dritte nöthig befundene Modification endlich bezielte die Anforderungen Braunschweigs hinsichtlich der Uelzen-Salzwedeler Chaussee, auf die das Hauptgewicht gelegt zu werden schien.

Es verhielt sich hiermit wie folgt:

Schon vor der Bildung des Steuer-Vereins hatten zwischen der Königlich Hannoverschen und Preussischen Regierung Verhandlungen stattgefunden, in deren Folge Letztere es übernommen hatte, im Regierungs-Bezirke Münster eine Strasse von Glandorf nach Telgte zu chaussiren, wogegen von Ersterer zugesagt war, zur Anlegung einer directen Chaussee von Magdeburg nach Hamburg mitzuwirken und die im diesseitigen Gebiete belegenen Strecken dieser Chaussee, namentlich die von Uelzen bis an die Preussische Grenze bei Salzwedel bauen zu lassen. Eine allerdings dem Handel Braunschweigs nicht günstige Strasse. Die Ausführung dieser Verabredungen ward von beiden Theilen begonnen und im Verlauf der Jahre so weit fortgesetzt, dass an dem Hannoverschen Theile der Chaussee von Uelzen nach Salzwedel am Ende des Jahres 1840 nur noch einige hundert Ruthen fehlten. Allererst am 18. December 1840 überreichte der Braunschweigische Bevollmächtigte bei den Steuer-Vereins-Verhandlungen eine vom 16. desselben Monats datirte Note, in der angeführt war: seine Regierung habe zwar von der Anlegung der fraglichen (in nicht grosser Entfernung vom Braunschweigischen Gebiete seit Jahren gebaueten) Chaussee gehört, jedoch nicht glauben wollen, dass die diesseitige Absicht ernstlich auf deren Vollendung gerichtet sei, bis sie sich jetzt davon überzeugt habe und nun beantragen müsse, solche Maassregeln zu treffen, wodurch der von jener Chaussee für die Braunschweigischen Handels-Interessen zu besorgende Nachtheil vermieden werde.

Zu welchen Zwangs-Massregeln gegen Preussen Hannover sich verpflichten sollte, haben die vorstehenden unerlässlichen Ratifications-Bedingungen sub Nr. I et II. ergeben.

Hannover fand diese Forderungen mit seinen, auf den früheren Verhandlungen beruhenden Verpflichtungen Preussen gegenüber nicht vereinbar.

Um das wesentliche Ziel zu erreichen, ging man diesseits indess auch hier, wiewohl ungern, bis zur äussersten Grenze, die der gute Glaube gestattete. Man versprach:

1) wenn Braunschweig bei der Unterhandlung über die Erneuerung der Verträge vom Jahre 1837 die zu Ende jener Nr. 1. erheischte Bedingung der Preussischen Regierung stellen wolle, nicht entgegen zu treten;

2) wenn es zu keiner gütlichen Vereinbarung mit Preussen käme, wegen der Einrichtung des Steuer-Amtes Bergen in Zukunft mit Braunschweig sich zu verständigen. Jedoch dürfe eine solche zukünftige Einrichtung weder den Verkehr der Altmark mit dem Fürstenthume Lüneburg noch mit Hamburg hindern.

Die Herzoglich Braunschweigische Regierung bestand inzwischen auf der Genehmigung ihrer Anträge. Diese ward Allerhöchsten Orts bestimmt versagt.

Nunmehr sah Braunschweig die ihrer Seits geschehene bedingte Ratification der Verlängerung des Steuer-Vereins als nicht geschehen an. Es verliess den Steuer-Verein und sandte bereits im April 1841 einen Bevollmächtigten nach Berlin, um den Beitritt zum Zoll-Vereine zu unterhandeln. 1844

Dieser Schritt drohte die Grenz-Verhältnisse, die durch die Verträge vom 1. November 1837 geordnet waren, verwirrter zu machen, als sie es je gewesen. Bisher berührte der Steuer-Verein an den Grenzen des Braunschweigischen Harz- und Weser-Districtes die des Zoll-Vereines in einer Ausdehnung von höchstens fünf Meilen. Durch die Trennung beider Districte von dem Steuer-Vereine entstand eine neue gegenseitige Grenze beider Vereine von nahe an funfzig Meilen.

Dem Interesse beider Vereine konnte daher nur angemessen sein, die von dem Braunschweigischen Hauptlande völlig getrennten Harz- und Weser-Districte in dem Steuer-Vereine zu belassen. — Ein Verhältniss, dass dem früher bestandenen in sofern vollkommen analog gewesen wäre, als während der Verbindung Braunschweigs mit dem Steuer-Vereine ein bedeutender Theil des Herzogthums dem Zoll-Vereine angeschlossen war. — Man hoffte diesseits, ein hierauf gerichteter Antrag werde bei der Königlich Preussischen Regierung Unterstützung finden. Es erging demnach an Letztere unter dem 23. Mai 1841 von hieraus ein Schreiben, enthaltend eine Erklärung der Bereitwilligkeit Hannovers zur Erneuerung der Verträge vom 1. November 1837, unter der Voraussetzung „dass die Aufnahme Braunschweigs in den grossen Zoll-Verein nicht auf eine Weise erfolge, die dem diesseitigen Steuer-Verbande den Verkehr und die Controle auf eine, den heilsamen Zwecken jener Verträge entgegen laufende Weise erschwere und somit die Motive zur Erneuerung derselben schwächen, vielleicht sogar völlig beseitigen könnte.“ Zugleich ward angezeigt, die schon früher für die Erneuerung der fraglichen Verträge ernannten Commissarien seien angewiesen „während der Verhandlungen über die Aufnahme Braunschweigs in den Zoll-Verein der Königlich Preussischen Regierung auf deren Wunsch jede Auskunft zu geben, die für das künftige gegenseitige Verhältniss beider Zoll-Vereine Interesse haben könne, um nach Möglichkeit zu vermeiden, dass etwa Unbekanntschaft mit den diesseitigen Ansichten und Wünschen die Veranlassung gebe, dass zwischen Preussen und Braunschweig Verabredungen getroffen würden, die der demnächstigen Uebereinkunft zwischen den beiden Vereinen hinderlich wären.“

Die letztere Stelle verdient Beachtung. Denn, wenngleich Königlich Preussischer Seits stets im Namen des Zoll-Vereins unterhandelt wurde, so sind dennoch zu wiederholten Malen die billigsten diesseitigen Wünsche dadurch unerreichbar geworden, dass von dem Zoll-Vereine auf den entgegenstehenden Willen eines oder des Anderen seiner Mitglieder Bezug genommen wurde.

Bei den Verhandlungen des Jahres 1836 war ein Hinderniss

1844 dieser Art in Beziehung auf Kurhessen wegen der Grafschaft Schaumburg eingetreten Bei den spätern Verhandlungen konnte erst davon die Rede sein, nachdem der Zoll Verein, ohne Berücksichtigung der diesseits zeitig gemachten Eröffnungen, jedes Ausgleichungs - Mittel, das auf ein friedliches und freundliches Nebeneinanderbestehen beider Vereine berechnet werden konnte, von der Willkühr Braunschweigs abhängig und dadurch, wie leider der Erfolg bewiesen, unmöglich gemacht hatte. — Die frühere Erfahrung hätte vielleicht hiervor warnen mögen. — Was desfalls die innern Rechtsverhältnisse des Zoll - Vereins gestatten, vermag man freilich von hieraus nicht zu beurtheilen.

Die Königlich Preussische Regierung antwortete am 22. Juni 1841. Dieses, von der freundnachbarlichen und wohlwollenden Gesinnung Preussens unverkennbar zeugende, höchst beachtungswerthe Schreiben berührt zunächst den Grund des Beitrittes Braunschweigs zum Zoll-Vereine, der allerdings in so fern wenigstens ohne Motiv da stand, als er den Bau der Chaussee nach Salzwedel zu hindern sicher nicht geeignet war (sie steht vollendet da in täglicher Benutzung.) Es hiess desfalls: „Man halte den Entschluss Braunschweigs, nicht etwa für den übereilten Uebergang in ein Extrem, sondern könne sich der Ueberzeugung nicht entziehen, dass der Schritt aus einer Nothwendigkeit hervorgegangen sei, nach dem ein Mal gethanen Schritte auf einem anderen Wege für die Befriedigung finanzieller und industrieller Bedürfnisse zu sorgen, und dass, worüber man sich kaum täuschen könne, dieser Schritt nur den Standpunct bezeichne, auf welchem eine, nach und nach sich Bahn machende innere Nothwendigkeit, ein naturgemässes Streben nach immer weiterer Ausdehnung eines freien Verkehr-Gebietes in Deutschland angelangt sei."

Eine fernere Stelle des Schreibens gereichte dazu, diesseits erfreuliche Hoffnungen zu eröffnen. Sie lautet: „Preussen habe in allen Vereins-Angelegenheiten stets bewiesen, dass es particulären Interessen nicht einen, die Interessen des gesammten Vereins überwiegenden Einfluss gestatte."

Sodann folgten bestimmte Gründe, die es für die diesseitige Regierung als rathsam darstellen könnten, vorerst mit den Fürstenthümern Göttingen und Grubenhagen dem Beispiele Braunschweigs zu folgen. Es ward daneben bemerkt: „Je unzweifelhafter das Zoll-Cartel eins der wichtigsten Bestandtheile der gedachten Verträge sei, je nothwendiger dessen Aufrechterhaltung im beiderseitigen Interesse liege, um so mehr dränge sich bei der jetzigen Lage der Sache von selbst der Erwägung die Betrachtung auf, dass ein Zoll-Cartel nicht anders als bei angemessenen Angränzungs-Verhältnissen seinen Zweck erreichen könne, eine Betrachtung, deren Wichtigkeit auch bei dem Abschlusse der Verträge von 1837 vollkommen erkannt und gehörig gewürdigt worden. Durch den Anschluss der Herzoglich Braunschweigischen grande an den Zoll-Verein würden sich aber die Angränzungs-Verhältnisse auf das Erheblichste und in einer solchen Weise ändern, die dem Zoll-Cartel, wenn diese Verhältnisse nicht zugleich Berücksich-

tigung fänden, den grössten Theil seiner Wirksamkeit entzögen. 1844

Auf der andern Seite hätte sich aus diesen Betrachtungen vielleicht ohne sonderlichen Zwang folgern lassen, dass durch die Aufnahme der ganz oder grösstentheils von Hannover umgebenen Herzoglich Braunschweigischen Landestheile in den Zoll-Verein der Letztere mit den leitenden Grundsätzen bei Abschliessung der Verträge von 1837 in Widerspruch treten würde. Es ward inzwischen herausgehoben, die Aufnahme Braunschweigs im Allgemeinen sei nothwendig, theils weil der Zoll-Verein nach seinen Grundsätzen keinem deutschen Staate die Aufnahme verweigere, theils weil eine solche Weigerung die fraglichen Gebietstheile zum Nachtheile beider Vereine isolirt zwischen denselben liegen lassen würde.

Man war diesseits damals entfernt von der Besorgniss, vor einer Aufnahme des Harz- und Weser-Districts in den Zoll-Verein unter Modalitäten, die, abweichend von den eben erwähnten wesentlichen Grundsätzen des Zoll-Vereins, den Steuer-Verein augenfällig mit erheblichem Nachtheile bedrohen würden. Man vermuthete, die Bedingungen der Aufnahme eines Staates in den Zoll-Verein lägen in dessen Hand. Man vertraute seinem Willen wie seiner Kraft, die Störung bisheriger vertragsmässiger Verhältnisse zu seinen Nachbar-Staaten abzuwenden. Daneben war es Pflicht Hannovers, zu beachten, dass ein theilweiser Anschluss des Landes, wie er angedeutet worden, die in dem hiesigen Verfassungs-Gesetze bestimmte Gleichheit der Besteuerung zum Nachtheil ganzer Provinzen ohne absolute Nothwendigkeit aufgehoben hätte, dass durch ihn der seit Jahrhunderten bestandene Verkehr zwischen den nördlichen und südlichen Provinzen des Königreichs zerrissen wäre und der ohnehin beschränkte Markt des Steuer-Vereins eine bedeutende Verringerung erlitten hätte, dass endlich mit diesem Allen die besonders schwierigen nördlichen Grenzen des Harz- und Weser-Districts um nichts verbessert wären.

Eine diesseitige Erwiederung vom 17. Juli 1841 enthielt neben gerechter Anerkennung der grossen Bedeutung des Zoll-Vereines für die durch solchen verbündeten Staaten, Betrachtungen, die gegen den Anschluss der Fürstenthümer Göttingen und Grubenhagen an den Zoll-Verein und für das Verbleiben des Braunschweigischen Harz- und Weser District im Steuer-Vereine aus der Natur der Verhältnisse sich ergaben.

§. 3.

Die Frage des Anschlusses des Steuer-Vereins an den Zoll-Verein. Schwierigkeiten und Vorbedingungen diesseitiger Verhandlung über diese Frage. Verträge vom 16/17 December 1841. Deren Verlängerung vom 24sten December 1842.

In der zu Berlin fortgesetzten mündlichen Verhandlung, ward die Bereitwilligkeit Braunschweigs zu Belassung jener Districte bei

1844 dem Steuer-Vereine, an die Bedingung geknüpft, dass sich ein baldiger Beitritt Hannovers zum Zoll-Vereine hoffen lasse.

Hierze eine bestimmte Aussicht zu eröffnen, fand man sich diesseits ausser Stande. Der Gesichtspunct aus dem Hannover die Frage des Beitritts dem Wesen nach ansieht, ist mit wenigen Worten aber deutlich in dem Vorworte ausgesprochen. Bis zu dem plötzlichen Austreten Braunschweigs war nur die Erneuerung des Steuer-Vereins in Frage gewesen. Ein Beitritt zum Zoll-Verein war auch nicht im Allgemeinen zur Sprache gekommen. Zu einer näheren Erwägung der Bedingungen, unter denen die Landes-Interessen etwa den Beitritt gestatteten, hatte mithin für Hannover noch zur Zeit keine Veranlassung vorgelegen.

Der vorgedachten Grundansicht getreu und der Lage der Dinge entsprechend, erklärten in einer am 6. September 1841 abgehaltenen Conferenz die diesseitigen Bevollmächtigten, erhaltener Instruction zufolge, Namens ihrer und der Grossherzoglich Oldenburgischen Regierung zu Protocoll: „Es falle in die Augen, welche wichtige Ergebnisse die durch den Zoll-Verein bezweckte commercielle Einheit Deutschlands in politischer Hinsicht nicht minder als in Beziehung auf die nationale Industrie und den internationalen Verkehr hervorzurufen geeignet sei. Man werde daher auch der Königlich Hannoverschen Regierung zutrauen, dass sie sowohl hierin, als in den so glücklich bestehenden freundschaftlichen Verhältnissen zu Preussen die dringende Aufforderung finde, sich dem Vereine anzuschliessen, sobald nicht mehr Gründe von überwiegender Wichtigkeit sie davon zurückhielten. Solche Gründe aber wären gegenwärtig in der That vorhanden und notorisch zum Theil der Art, dass ihre Beseitigung nicht von der Königlich Hannoverschen Regierung abhänge. Zum Theil lasse sich auch bei ihnen und namentlich bei denjenigen von ihnen, welche sich auf Tarifs-Positionen bezögen, diesseits überall nicht beurtheilen, wie weit es möglich sein werde, sie bei den Verhandlungen über den Anschluss Hannovers an den Zoll-Verein zu beseitigen. Man hege indess die Hoffnung, dass in letzterer Hinsicht ein Entgegenkommen der Vereins-Staaten der Königlich Hannoverschen Regierung die Mittel geben werde, um dem Wiederstande zu begegnen, den der Anschluss sonst im Inneren des Landes zuverlässig finden werde. Es wären daher nur die Gründe der ersteren Art, welche noch zur Zeit den Versuch, zu einer Vereinbarung über den Anschluss zu gelangen nicht nur als nutzlos, sondern gerade zu als zweckwidrig erscheinen liessen. Die Beseitigung dieser Gründe aber hänge, wie schon gesagt, nicht von der Königlich Hannoverschen Regierung ab, und da diese auch hiernach über die Zeit, wann sie cessiren würden, nichts bestimmen könne, so würde sie glauben nicht aufrichtig zu handeln, wenn sie gegenwärtig über diesen Zeitpunct sich mit grösserer Bestimmtheit aussprechen wollte."

Mit dieser Erklärung war eine Wiederholung des Antrags auf Preussens Vermittelung für die Belassung des Harz- und Weser-Districtes im Steuer-Vereine verbunden.

Von Seiten der Königlich Preussischen Commissarien erfolgte 1844
in einer Note vom 9. September 1841 der alternative Vorschlag, entdweder jene Districte verblieben noch während des Jahrs 1842 bei dem Steuer-Vereine, in der zugleich ausgesprochenen Hoffnung, es werde der Königlich Hannoverschen Regierung gelingen, innerhalb dieser Zeit die Hindernisse zu beseitigen, die den Verhandlungen über ihren Beitritt zum Zoll-Vereine entgegenstanden — oder beide Districte seien mit dem Braunschweigischen Hauptlande sofort in den Zoll-Verein aufzunehmen, in welchem Falle Braunschweig mit Hannover sich über solche Zoll- und Verkehrs-Erleichterungen zu verständigen haben werde, die geeignet wären, die Schwierigkeiten der Grenz-Verhältnisse möglichst aus dem Wege zu räumen. Bei diesem Vorschlage war jedoch vorbehalten, die noch fehlende Zustimmung der Herzoglich Braunschweigischen Regierung zu erwirken.

Am folgenden Tage schon erklärten die diesseitigen Bevollmächtigten sich für die erste Alternative. Als Grund war beigefügt, wenn es im Laufe des nächsten Jahres zu Verhandlungen über den diesseitigen Anschluss an den Zoll-Verein käme, so würde jene Alternative eine kostspielige und lästige Veränderung der Verhältnisse vermeiden. Realisire sich aber die von den Königlich Preussischen Commissarien ausgesprochene Hoffnung nicht, so wäre für beide Vereine Zeit gewonnen zu den keinesweges leichten Einrichtungen, welche alsdann die verwickelten Grenzen erforderten.

In einer Note vom 5. October 1841 eröffneten die Preussischen den diesseitigen Commissarien, Braunschweig wolle den Harz- und Weser-District nur unter der Bedingung noch ein Jahr lang im Steuer-Vereine belassen, wenn diesseits versprochen werde „diese Zeit zu benutzen um den Anschluss an den Zoll-Verein zu bewerkstelligen und hierzu die Verhandlungen sobald als möglich zu eröffnen". Daneben war hervorgehoben, es müsse dahin gestellt bleiben, ob der Zoll-Verein es in seinem Interesse halten werde, die angebotenen Verkehrs-Erleichterungen ferner zuzugestehen, wenn nach dem Ablaufe eines Jahrs der Harz- und Weser-District aus dem Steuer-Vereine zurückgenommen werde, ohne dass inzwischen die Verhandlungen über den Beitritt Hannovers zum Zoll-Vereine begonnen hätten. Schliesslich wurden die diesseitigen Commissarien ersucht, den Inhalt dieser Note zur Kenntniss ihrer Regierung zu bringen.

Letztere erwiederten Tags darauf, ihre Instruction setze sie in den Stand, die Zusage innerhalb Jahresfrist, Hannoverscher Seits den Anschluss an den Zoll-Verein bewerkstelligen zu wollen, sofort abzulehnen. Eine solche würde Hannover auf unzulässige Weise die Hände binden. Schwerlich könne dies Preussen wollen. Ein einfaches Versprechen, die Verhandlungen im nächsten Jahre zu beginnen aber, sei ohne praktischen Werth. Fände man diesseits solche zweckgemäss, so würde man, abgesehen von aller Zusage, nicht anstehen, dazu zu schreiten. Entgegengesetzten Falles würden sie zu nichts führen. Es bedürfe mithin einer Erläuterung des wahren Sinnes der begehrten Zusage. Im Uebrigen trete man darunter bei, dass bei der Herausnahme des Harz- und Weser-Districts aus dem Steuer-

1844 Vereine ein jeder Theil zu untersuchen habe, in wie weit die Erneuerung und Erweiterung der Verträge vom Jahre 1837 seinem Interesse entspreche. Dies begegne vollkommen der bereits in der diesseitigen Note vom 22. Mai 1841 ausgesprochenen Ansicht.

Schon in der Conferenz vom 6. September 1841 war hingewiesen auf die der Eröffnung der Unterhandlung damals im Innern Hannovers entgegen stehenden Bedenken. Von grossem Gewichte waren diese auch bei schwerlich zu erwartendem raschem Fortgange der Berliner Verhandlung. Jede Stockung der Letztern vermehrte die Schwierigkeit. Sie verhiess den eifrigen Gegnern des Anschlusses im Lande den erwünschten Moment des Widerstandes mit erneuerter Kraft. Die Regierung aber, mit Prüfung des Für und Wider beschäftigt, befand sich noch zur Zeit ohne gründliches Resultat, und darum, ohne gediegene Mittel der Einwirkung auf die erhitzte öffentliche Meinung. Die ruhige und verständige Leitung der Sache lief dann augenfällig doppelte Gefahr. Diese Gründe veranlassten eine neue Andeutung über das Zweckwidrige übereilter Verhandlung. Man hoffte um so mehr Beachtung abseiten Preussens, als kein sonstiger Grund vorlag, einer Unterhandlung, aus dem Wege zu gehen, die nur den Vortheil näherer Aufklärung gewähren konnte.

Diese Hoffnung ging das Mal in Erfüllung. Die Königlich Preussischen Commissarien erklärten in einer im conciliantesten Sinne gefassten Note vom 7. October 1841: In Ansehung der Bedingungen für den Beitritt Hannovers und Oldenburgs zum Zoll-Vereine solle durch den Beginn der Verhandlungen nicht präjudicirt und jedem Theile freie Hand gelassen werden, aber bei den Inconvenienzen, die das Bestehen zweier verschiedenen Steuersysteme in einem kleinen Staate habe, wünsche inzwischen Braunschweig die baldige Beendigung dieses Zustandes und setze daher einen Werth auf die Zusage „die Verhandlungen wegen des Beitritts Hannovers zum Zoll-Verein baldthunlichst zu eröffnen und dadurch jenen Beitritt selbst vorzubereiten."

Eine solche Zusage zu ertheilen, hatte kein Bedenken. Sie lag bereits in der protocollarischen Erklärung vom 6. September 1841, die nur dagegen sich verwahrte, dass im Voraus ein bestimmter Zeitpunct für den Anfang der Verhandlungen festgesetzt werde. Am 23. October 1841 erfolgte die gewünschte Zusage.

Zugleich hielt man sich indess verpflichtet, um jede mögliche Missdeutung zu vermeiden, der Königlich Preussischen Regierung über den Stand der Sache in Hannover eine vertrauliche Auskunft zu geben. Hier war der Anfang gemacht die Materialien zu sammeln, die zur gründlichen Beurtheilung der in Betracht kommenden Fragen erforderlich waren. Bald begründete sich die Ueberzeugung, von einer also präjudiciellen Natur einiger Puncte, dass eine Verständigung über solche als unerlässliche Grundlage der näheren Anschluss-Verhandlungen erscheinen müsse. Zu diesen gehörte, soweit bis dahin die Wahrnehmungen reichten, die Modification von Positionen des zollvereinsländischen Tarifs, so wie die Sicherung einiger Einnahmen für die Königlichen Cassen. Das Nähere stand noch so wenig fest, dass selbst mit der Grossherzoglich Oldenburgischen Regierung noch keine Communication darüber hatte Statt finden können.

Von diesem Stande der Dinge erhielt die Preussische Regie- 1844
rung an demselben Tage vertraulich Kenntniss. Die Mittheilung fügte bei: „Hannover werde tief beklagen, durch Braunschweigs Verfahren auch nur auf eine Zeit lang das freundschaftliche Verhältniss getrübt zu sehen, dessen zeitgemässe Entwickelung allein den sicheren und richtigen Weg zur Herbeiführung einer Verschmelzung beider Vereine darbieten könne, während übereilte Schritte am wenigsten dazu geeignet wären, etwaige verschiedenartige Interessen durch eine erwünschte Vereinbarung auszugleichen."

Am 29. October 1841 erging von Berlin nach Hannover die officielle Benachrichtigung, die Herzoglich Braunschweigische Regierung sei bereit, den Harz- und Weser-District noch ein Jahr lang im Steuer-Vereine zu lassen, die Verträge vom Jahre 1837 würden demnach mit den Modificationen zu erneuern sein, welche die veränderte Stellung Braunschweigs erfordere.

Die Verhandlungen hierüber wurden sofort begonnen und führten bald zum Ziele.

Am 16. December 1841 ward diesseits ein Vertrag mit den Zollvereins-Staaten und Braunschweig unterzeichnet, durch den der Harz- und Weser-District so wie einige kleinere Braunschweigische Gebietstheile, die im Hannoverschen Territorium ganz oder doch grösstentheils eingeschlossen sind, dem Steuer-Vereine von Neuem beigelegt wurden, Braunschweig auch diesem Vereine für diese solchem überlassenen Landestheile als Mitglied wieder beitrat.

Am folgenden Tage wurden von denselben Theilen die erneuerten Verträge vom Jahre 1837 unterzeichnet. Es ward durch diese jetzt auch der südliche Theil des Hannoverschen Amts Fallersleben dem Voll-Vereine angeschlossen, zu dem Zwecke einer Abrundung des Zollgebietes so wie der Erleichterung der Verbindung zwischen dem Fürstenthume Wolfenbüttel und dem Braunschweigischen Amte Vorsfelde. Die andern Modificationen betrafen hauptsächlich den Vertrag wegen der Verkehrs-Erleichterungen (lit. E.) und waren doppelter Art. Sie enthielten eines Theils Verabredungen, durch die der Verkehr mit selbst erzeugten Producten zwischen dem Braunschweigischen Hauptlande und den im Steuer-Vereine befindlichen Gebietstheilen frei gelassen wurde; andern Theils die Herabsetzung der Durchgangs-Abgaben für verschiedene kurze Wegestrecken zu Gunsten des Verkehrs zwischen dem Fürstenthume Bückeburg und der nunmehr in den Zoll-Verein aufgenommenen Kurhessischen Grafschaft Schaumburg, ausserdem noch ein paar gleiche Ermässigungen auf Wegen im Fürstenthume Göttingen und in dem angrenzenden Kurfürstenthume Hessen.

Kurz nach dem Abschluss der erwähnten Vereinbarungen schien ein Wendepunct in dem Gange der Angelegenheit einzutreten. Die Verhältnisse beider Vereine waren bis dahin unverkennbar von Seiten der Königlich Preussischen Regierung mit unwandelbarer Stätigkeit behandelt und mit wohlwollender Schonung aller Interessen Schritt vor Schritt dem von ihr gewünschten Ziele näher geführt. Jetzt machte sich ein neuer Eifer bemerkbar, dessen Folgen nunmehr vorliegen.

An den Grenzen des Königreichs Hannover war ausser Braun-

1844 schweig auch Lippe-Detmold und, wie eben bemerkt, die Kurhessische Grafschaft Schaumburg dem Zoll-Vereine angeschlossen. In allen diesen Ländern, besonders in Braunschweig hatte — so hiess es im Publico — die Nachsteuer so wie das Ungewohnte der neuen Einrichtungen laute Klagen und die lebhaftesten Aeusserungen der Unzufriedenheit hervorgerufen. Die vielleicht um Vieles vergrösserte Kunde hiervon verbreitete sich schnell im hiesigen Lande. Sie verstärkte die hier schon vorhandene Abneigung gegen einen Anschluss an den Zoll-Verein in solchem Grade, dass selbst der Beginn einer dahin zielenden Verhandlung, der die allgemein und laut ausgesprochene öffentliche Meinung entschieden entgegentrat, zu einem Gegenstande nothgedrungener, reiflicher Erwägung gemacht werden musste. Von Berlin aus wurde inzwischen bereits am 24. Februar 1842 die diesseitige Regierung erinnert, dass ein nicht unbedeutender Theil des Jahrs abgelaufen sei, ohne die in Aussicht gestellte vertrauliche Mittheilung über die Präliminarpuncte der Anschluss-Verhandlungen.

Diesseits war man mit den Vorarbeiten unausgesetzt beschäftigt. Als diese bis zu der Möglichkeit einer Berathung der schon erwähnten Präliminarpuncte mit Oldenburg gediehen waren, ward solches am 8. Mai 1842 von hieraus in Berlin angezeigt, zugleich aber des Eindruckes erwähnt, den die Klagen der Nachbarstaaten hier hervorgerufen hatten.

Ohne auf diese, jeden weiteren Schritt erschwerende Wahrnehmung Gewicht zu legen, wiederholte die Königlich Preussische Regierung ihre früheren Anträge in einer Note vom 31. des nämlichen Monats. Sie suchte dabei die diesseitige Regierung über den Gegenstand jener Klagen zu beruhigen, die von Letzterer nur als Thatsache mitgetheilt waren.

Sobald die Erledigung der Communicationen mit Oldenburg die Möglichkeit gewährte, ward vermittelst Schreibens vom 2. August 1842 eine Zusammelung von acht Puncten nach Berlin mitgetheilt, die man als präjudiciell für die Anschluss-Frage betrachtete. Die Motivirung ist der Zusammenstellung beigefügt Dabei war unter Hinweisung auf die im hiesigen Lande bestehenden Verhältnisse die grösste Vorsicht in Behandlung der Sache wiederholt und dringend anempfohlen.

Einer jener Puncte erheischt hier besondere Erwähnung. Er war der Anspruch auf ein Präcipuum zur Ausgleichung für die im Steuer-Vereine bestehende stärkere Consumtion zollbarer Verbrauchs-Artikel, — und ist von entschiedenem Einflusse auf das Resultat der Verhandlung gewesen.

Der jährliche Ertrag der Ein-, Aus- und Durchgangs-Abgaben hatte sich im Steuer-Vereine bis auf den Unterschied von einem, höchstens von einigen Pfennigen dem im Zoll-Vereine für den Kopf gleichgestellt, wiewohl der Tarif des Zoll-Vereins im Allgemeinen, zumal für die wichtigsten Verbrauchs-Artikel, um ein sehr Bedeutendes, mindestens um das Doppelte höher ist (bei manchen derselben um das drei- ja vierfache) als der des Steuer-Vereins. Diese einfachen Daten, welche die erheb-

lich stärkere Consumtion im Steuer-Vereine unwiderleglich be- 1844
weisen, waren der Königlich Preussischen Regierung nicht unbekannt, denn sie erhält, ihrer dem Steuer-Vereine angeschlossenen Gebietstheile halber, die jährlichen Abrechnungen des Letztern. Auch wird den Ständen Hannovers eine nach den Tarifs-Positionen geordnete Uebersicht der jährlich zur Versteuerung gekommenen Hauptartikel vorgelegt und in den Acten der Stände-Versammlung gedruckt, die Jedermann zugänglich sind. Das Ergebniss dieser Uebersicht aber ist, dass stärkere diesseitige Verbrauch eigentliche Consumtibilien trifft, nicht etwa Rohstoffe oder Halbfabrikate, für die der Fabrikant die Steuer nur auslegt, um sie nachher mit dem verdienten Arbeitslohne vom Consumenten vergütet zu erhalten. Die Hannoversche Regierung hoffte, dass ein Verein, dessen Existenz darauf beruht, dass keines seiner Mitglieder sich übervortheilt sehe, eine Ausgleichung für jenes Consumtions-Verhältniss nicht verweigern werde.

Das Königlich Preussische Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten bemerkte jedoch in einer Erwiederung vom 30. August 1842, wenn die diesseits bezeichneten Bedingungen sämmtlich als unerlässliche zu betrachten wären, sei wenig Aussicht zu einer Verschmelzung der beiden Vereine, indem z. B. der Anspruch auf ein Präcipuum bei allen Mitgliedern des Zoll-Vereins dem lebhaftesten Widerspruche begegnen werde. Mit diesen Bemerkungen aber war der Antrag verbunden „sofort zu, vorläufig nur vertraulichen commissarischen Berathungen über die Modalitäten des in Rede stehenden Anschlusses überzugehen.

Die diesseitige Regierung erklärte sich am 5. October 1842 mit dem letzteren Antrage einverstanden, unterstützte durch fernere Bemerkungen das Präcipuum und warnte nochmals vor Uebereilung.

Gleichzeitig war in Hannover eine besondere Commission niedergesetzt, um nach den nunmehr vollständig gesammelten Materialien alle bei dem diesseitigen Anschluss an den Zoll-Verein zu berücksichtigenden Fragen im Detail zu berathen.

Der sofort nach Berlin gesandte Bevollmächtigte Hannovers, hatte dort mit den Königlich Preussischer Seits ernannten Commissarien am 20. October 1842 die erste vorläufige Conferenz. In ihr wurden die Gegenstände der Unterhandlung im Allgemeinen besprochen. Man verabredete, dass wegen der vertraulichen Natur der Verhandlung weder ein Notenwechsel noch eine Aufnahme von Protocollen Statt finden solle, bevor die Verhandlungen über einen Gegenstand beendigt seien.

In der vertraulichen Berathung — so lautet der Bericht — machte der diesseitige Commissar insbesondere bemerklich, dass ohne eine genügende Ausgleichung für die stärkere Consumtion im Steuer-Vereine, zumal überseeischer Producte, der Anschluss an den Zoll-Verein im ganzen Königreiche kaum eine Stimme für sich habe, dass nach der Ansicht seiner Regierung der Anschluss nur dann sich werde durchsetzen lassen, wenn jene Ausgleichung in der Form eines Präcipuums bewilligt werde, dass er

1844 demzufolge seine officiellen Anträge durchaus nur hierauf richten könne, jedoch bereit sei, etwaige andere Vorschläge, die Königlich Preussischer Seits zur Ausgleichung des bemerkten Consumtions-Verhältnisses gemacht würden, seiner Regierung vorzulegen.

Die Königlich Preussischen Commissarien setzten dem fraglichen Anspruche hauptsächlich entgegen, dass Sachsen und Preussen selbst mit einer ähnlichen Forderung nicht hätten durchdringen können.

Diesseits ward erwiedert: „Beide Staaten hätten zwar die bei ihnen geschehene Verzollung der Waaren documentirt, für deren dortige Consumtion aber nur mehr oder weniger einleuchtende Argumentationen beigebracht. Statistischen Notizen zufolge dürften ferner bei jedem einzelnen dieser Staaten Umstände eintreten, die bei Hannover ermangelten. In Sachsen nämlich bestehe der Mehrverbrauch in Rohstoffen und Halbfabrikaten, für die, nachdem sie verarbeitet, die nicht fabricirende Bevölkerung des Zoll-Vereins (also namentlich auch die Hannoveraner, wenn sie im Zoll-Vereine wären) den Sachsen nicht allein indirect die Eingangssteuern zu vergüten, sondern auch den Arbeitslohn zu bezahlen hätten. In Preussen aber fänden sich in den einzelnen Provinzen des ausgedehnten Reichs die verschiedenartigsten Consumtions-Verhältnisse. Diese ergäben für das Ganze eine gewisse Ausgleichung Ausserdem hätten die Provinzen Preussens, deren Consumtion die stärkste sei, auch die meiste Industrie. Sie holten durch diese, von dem erweiterten Markte, was sie an Steuern zu viel bezahlt, mit Zinsen zurück. Hannover dagegen entbehre solche Mittel der Ausgleichung. Die zu viel bezahlten Steuern blieben mithin ein reiner, fremden Interessen dargebrachter Tribut. Mit den dermalen bestehenden Verhältnissen zufrieden, kenne endlich Hannover keine Rücksichten anderer, als finanzieller oder staatswirthschaftlicher Art, die die Regierung berechtigen und veranlassen könnten, den steuerpflichtigen Unterthanen so drückende Lasten aufzulegen, deren finanzielle Ergebnisse dem eigenen Staate grossentheils entgingen.

Auf der andern Seite biete der Anschluss Hannovers dem Zoll-Vereine wegen der verbesserten Grenzverhältnisse eine bedeutende Verminderung des Schleichhandels, so wie eine erhebliche Ersparung an den Bewachungskosten dar. Er führe ihm daneben zwei Millionen so starker Consumenten und so wenig bedeutender Fabrikanten zu, wie sie bis jetzt im Zoll-Vereine nicht vorhanden seien. Bringe der Anschluss diese finanziellen und commerziellen Vortheile mit sich, so gewähre er, was von einem solchen etwa gehofft werden möge.

Werde dagegen der Anschluss in der Art angesonnen, dass bei Vertheilung der Zoll-Einnahmen aus den Zahlungen der diesseitigen Unterthanen ein Gewinn für die übrigen Vereins-Staaten resultire; so verstosse dies gegen das Wesen des Vereins selbst. Denn dieser beruhe, abgesehen von unbedeutendern und unvermeidlichen Schwankungen, auf dem nothwendigen Principe der Gleichheit der Einnahme der einzelnen Staaten mit dem Ertrage der Besteuerung seiner Unterthanen für die gemeinsame Casse. Dies Princip sei das gerechte. Die Gerechtigkeit aber gebe die einzig sichere Basis für grössere und dauernde Verhältnisse. Ein Staat, der bei seinem Anschlusse an den Verein seine Interessen

verletzt sähe, könne solchem am Ende nur zur Last sein. Man 1844
hoffe daher, die Staaten des Zoll-Vereins würden sich rückhaltlos auf die angegebene Basis stellen, auf einen bei der Vertheilung der Einnahme zu machenden Gewinn aber eben so aufrichtig verzichten, als es von Seiten Hannovers und Oldenburgs geschehe."

Die am 16/17 December 1841 erfolgte Erneuerung der Verträge des Zoll-Vereins mit dem Steuer-Vereine vom Jahre 1841 ward am 24. December 1842 zu Berlin durch Auswechselung von Ministerial-Declarationen verlängert bis zu dem Ende des Jahres 1843.

Dabei ward Königlich Preussischer Seits erwähnt, über diesen Termin hinaus werde Braunschweig die jetzige steuerliche Trennung seines Harz- und Weser-Districtes von dem Hauptlande auf keinen Fall gestatten.

Der diesseitige Commissar verblieb fortwährend in Berlin, zu Fortsetzung der Anschlussverhandlung stets bereit. Dennoch ruhete solche bis zu dem 9. Januar 1843, der von den Königlich Preussischen Bevollmächtigten zu einer Conferenz bestimmt ward.

Diese eröffneten sie mit der officiellen Erklärung, „dass ihre Regierung sich zur Bewilligung eines Präcipuums nicht verstehen könne."

Ueberzeugt von dem ernstlichen Willen Preussens, die ein Mal begonnene Unterhaltung zum gedeihlichen Ende zu führen, stellte der Commissar Hannovers die Frage, ob andere Mittel angedeutet werden könnten, durch die der diesseitigen Landes-Casse das volle Aequivalent des Einschusses der diesseitigen Unterthanen gesichert werde. Als dies verneint ward, gab er anheim, unter einstweiliger Aussetzung der Frage über das Präcipuum zunächst wegen der anderen Puncte zu verhandeln, denn, wenn diese geregelt seien, würden beide Theile vermuthlich mit grösserer Bereitwilligkeit die letzte Schwierigkeit zu überwinden streben. Die Königlich Preussischen Commissarien lehnten diesen Vorschlag ab, weil sie fürchteten, durch eine solche Erörterung Mittel für die sonstige Verhandlung aus der Hand zu geben. In der Sorge, diese Mittel sich zu erhalten, glaubte der diesseitige Commissar einen neuen Grund für die Voraussetzung zu sehen, dass es nicht die Absicht sei, die Verhandlung abzubrechen. Er bemerkte deshalb, dass die abgegebene Erklärung, je entscheidender sie sei, um so reiflichere Erwägung verdiene, er daher zum Zwecke der Letztern sich gern dazu verstehen werde, die Gründe für den diesseitigen Antrag auf ein Präcipuum und die factischen Verhältnisse, auf die er sich stütze, mit möglichster Vollständigkeit schriftlich vorzulegen. Hierauf aber erfolgte wörtlich die Erklärung, dass

> „so paradox es auch laute, Preussen auch dann auf den Antrag nicht hineingehen könne, wenn es sich davon überzeuge, dass in Hannover und Oldenburg die Consumtions-Verhältnisse von der angegebenen Art wären."

Mit dieser Erklärung war nothwendiger Weise die Anschlussfrage beseitigt. Es handelte sich nun allein um die Verträge vom Jahre 1837.

1844

§. 4.

Abbruch der Anschluss-Verhandlung. Frage einer Fortsetzung der Verträge von 1837 *und* 1841.

Am 11. März 1843 erliess das Königlich Preussische Ministerium ein Schreiben an die diesseitige Regierung des folgenden Haupt-Inhaltes: Der Königlich Hannoversche Commissar habe bei den Anschluss-Verhandlungen zwar die Geneigtheit seiner Regierung zu einem Anschlusse an den Zoll-Verein versichert, jedoch beharrlich die Unmöglichkeit erklärt, von den aufgestellten Bedingungen und namentlich von dem beantragten Präcipuum abzugehen. Die Bewilligung des Letztern sei indess nach den Grundsätzen des Zoll-Vereins unthunlich. Es müsse demnach aufgegeben werden, den diesseitigen Anschluss zu Stande zu bringen.

Ferner hiess es im Wesentlichen, bei dem Abschlusse des Anschluss-Vertrages Braunschweigs an den Zoll-Verein vom 19. October 1841 habe dem Erstern die Aufnahme des Harz- und Weser-Districts für den 1. Januar 1843 zugesichert werden müssen. Zwei Jahre hindurch sei es den übrigen Mitgliedern des Zoll-Vereins gelungen, die Unannehmlichkeiten und administrativen Uebelstände von Hannover abzuwenden, die dieser Schritt mit sich führe. Es würde ein vergeblicher Versuch sein, Braunschweig zu längerem Aufschub dieses Schrittes zu vermögen, zu dem solches vertragsmässig berechtigt sei. Jetzt wisse man die nachtheiligen Folgen für Hannover auf keine andere Weise zu beseitigen, als durch das am 22. Juni 1841 angedeutete Mittel, des Anschlusses von Göttingen und Grubenhagen an den Zoll-Verein. Letzterer würde dagegen zu erweiterten Verkehrs-Erleichterungen bereit sein.

In der diesseitigen Antwort vom 28. April 1843 ward zunächst das Bedauern ausgesprochen, dass der rasche Abbruch der Anschluss-Verhandlung keine Gelegenheit gelassen, die Anträge Hannovers und namentlich den auf ein Präcipuum gerichteten, durch Darlegung der dabei in Betracht kommenden factischen Verhältnisse näher zu begründen. Sodann folgte eine abermalige Ablehnung des Antrages wegen der Fürstenthümer Göttingen und Grubenhagen unter Bezugnahme auf das frühere Schreiben vom 17. Juli 1841. Zugleich erklärte man sich bereit, zur Erneuerung der Verträge von 1837, unter der Voraussetzung, dass die künftigen Anordnungen, die über den Harz- und Weser-District zwischen den Staaten des Zoll-Vereins und der Herzoglich Braunschweigischen Regierung verabredet worden oder noch verabredet werden möchten, in demselben Geiste zur Ausführung gebracht würden, aus dem die fraglichen Verträge hervorgegangen wären. In Beziehung hierauf ward eine Benachrichtigung über jene Anordnungen, so weit sie den Transit durch den erwähnten Bezirk bezielten, erbeten und schliesslich der für die Verhandlungen ernannte Commissar bezeichnet.

Gleichzeitig mit diesem Schreiben erging ein anderes an die Herzoglich Braunschweigische Regierung. Hannover gab in solchem den Wunsch zu erkennen, wegen des dortseitigen Amtes Theding-

husen, der von Hannover ganz umschlossenen dortigen Landes- 1844
theile und der Communion-Besitzungen, auf der Grundlage früherer Verträge (vom Jahre 1831) in Unterhandlung zu treten.

In der Königlich Preussischen Erwiederung vom 21. Mai 1843, ward zunächst beklagt, dass auf Königlich Hannoverscher Seite nicht zu beseitigende Hindernisse dem Anschlusse von Göttingen, Grubenhagen und von dem Hannoverschen Harze an den Zoll-Verein entgegenständen, worin, wie bereits früher bemerkt, das einzige Mittel zu liegen schiene, die Nachtheile zu vermeiden, welche die Aufnahme des Braunschweigischen Harz- und Weser-Districts in den Zoll-Verein für jene Provinzen zur Folge haben müsste. Dann folgte die Erklärung, dass es die Absicht sei, in jenen Districten westlich der Leine den Zoll-Vereins-Tarif in Hinsicht auf Ein- Aus- und Durchgangs-Abgaben vollständig in Vollzug zu setzen, wogegen für den östlich der Leine belegenen Theil (den Harz-Diestrict) dieses nicht der Fall sein werde. Ueber die Anträge aber, die etwa in Beziehung auf die zu treffenden Einrichtungen diesseits zu machen seien, ward eine Unterhandlung mit der Bemerkung angeboten, dass zugleich die Fortsetzung der Verträge von 1837 in Erwägung gezogen werden könne, zu diesem Ende auch die möglichst baldige Absendung eines diesseitigen Bevollmächtigten zu wünschen sei.

Diese erfolgte ohne Verzug.

Der Commissar hatte der Hauptsache nach die Anweisung erhalten:

1) Die völlige Bereitwilligkeit Hannovers zu erklären, zu einer Vereinbarung die, im Sinne der Verträge von 1837, dazu geeignet sei, ein freundschaftliches Verhältniss zwischen beiden Vereinen aufrecht zu erhalten.

2) Zu Verlängerung der Verträge von 1837, insbesondere auch zu Ausdehnung der gegenseitigen Verkehrs-Erleichterungen auf alle Weise die Hand zu bieten, im Allgemeinen auf der Grundlage völliger Reciprocität.

3) Da den neuerlich erfolgten Erklärungen der Königlich Preussischen Regierung zufolge, die Beibehaltung der gesammten Harz- und Weser-Districte in dem diesseitigen Vereine unerreichbar scheine, darauf aufmerksam zu machen, dass es der gegenseitigen Grenzbewachung, der Administration, so wie den freundnachbarlichen Verkehrsverhältnissen am Meisten entsprechen werde, wenn mindestens ein, eine gute Abgränzung gewährender Theil der fraglichen Districte bei dem Steuer-Verein verbliebe.

4) Darauf hinzudeuten, dass die Bildung eines gesonderten Steuer-Bezirkes in jenen Districten mit niedrigern Zollsätzen Hannover nothwendiger Weise mit Steuer-Defrauden bedrohen, und, sofern die letzterwähnten Sätze sogar geringer, als die diesseitigen Eingangs-Steuern normirt werden sollten, in seinen Folgen unvermeidlich einen wahrhaft feindlichen Charakter gegen den diesseitigen Verein annehmen müsste.

5) Zu bemerken, dass in einer derartigen Massregel in der That eine Isolirung jenes Bezirkes, ein Anschluss desselben an den Zoll-Verein aber nur dem Namen, nicht der Sache nach anzutreffen wäre, dass, wenn an dem letztern nicht gelegen sei, man diesseits nicht abzusehen vermöge,

1844 welche wesentliche Hindernisse dem, mindestens theilweisenFortbestehen der dermaligenVerhältnisse, in Beziehung auf solche, vonHannover grossentheils enclavirte Herzoglich Braunschweigische Landestheile, im Wege ständen, — ein Fortbestehen, das den von dem Zoll-Vereine im Jahre 1837 selbst aufgestellten und practisch geltend gemachten Grundsätzen vollkommen gemäss sei.

6) Anzuführen, dass, wenn der Zoll-Verein die letztgedachten Grundsätze verlasse, man diesseits, wiewohl ungern, zu einem gleichen Verfahren gezwungen sein werde.

7) Jedenfalls darauf zu bestehen, dass in dem fraglichen Bezirke keine niedrigern Zollsätze als die diesseitigen angenommen würden, da durch Gleichstellung dieser Abgaben ein genügender Schutz gegen den Schleichhandel aus dem Hannoverschen zu erreichen stehe.

8) Eventuell alle Erschwerungen des Transits möglichst abzuwenden und Erleichterungen der Controle-Massregeln zu beantragen.

Der Hannoversche Commissar fand zu Berlin keinen günstigen Boden. Seine mündlichen Anträge wurden wenig beachtet. Das jenseitige Ansinnen ging dahin, dass Hannover nicht allein die westliche Hälfte des Harz- und Weser-Districtes durch den Anschluss von Polle und Bodenwerder abrunde, man wollte überher die Hildesheimischen Aemter Liebenburg und Wöltingerode dem Zoll-Vereine überwiesen sehen.

Die Erwiederung des diesseitigen Commissars, wie er ausser Stande sei auf solche Anträge einzugehen, hatte eine Aufforderung an ihn zur Folge, in einer Note die Grundlage darzulegen, auf der Hannover über die Verlängerung der Verträge von 1837 und 1841 verhandeln wolle, um sodann von der andern Seite eine Entschliessung darüber zu fassen, ob man auf solcher Basis zu negociiren geneigt sei oder nicht.

Der Commissar glaubte dieses Verlangen nicht ablehnen zu können, hielt es aber für erforderlich, die diesseitigen Anträge nach seiner Ansicht und Ueberzeugung zu motiviren.

Er übersendete zu dem Ende am 15. Juni 1843 dem Königlich PreussischenMinist erio der auswärtigen Angelegenheiten eine Denkschrift.

Diese Denkschrift brachte zu Berlin einen verletzenden Eindruck hervor. Das Königlich Preussische Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten behielt sich vor, die nach den Umständen erforderliche Mittheilung direct dem Königlich Hannoverschen Ministerium zu machen.

Nach dem Verlaufe von etwa 6 Wochen (am 5. August 1843) eröffnete sodann die Königlich Preussische Regierung durch ihre Gesandtschaft zu Hannover dem diesseitigen Gouvernement:

„Eine weitere Mittheilung sei bisher verzögert worden, weil, so lange die Anforderungen der Königlich Hannoverschen Regierung denen der Herzoglich Braunschweigischen in der fraglichen Beziehung schroff gegenüber gestanden, eine Vermittelung Königlich Preussischer Seits nicht wohl mit der Hoffnung auf einen günstigen Erfolg habe versucht werden können. Jene Lage der Dinge habe sich aber jetzt in sofern geändert, als aller Grund

vorhanden sei anzunehmen, dass die Herzoglich Braunschweigische Regierung solche Bedingungen stellen werde, von denen sich eine, alle Theile befriedigende Regulirung der Verhältnisse zwischen dem Zoll-Vereine und dem Steuer-Vereine erwarten lasse. Mithin würde es gegenwärtig nur darauf ankommen, zum Zwecke dieser Regulirung und behufs der Erneuerung der Verträge vom $^{16}/_{17}$ December 1841 Königlich Hannoverscher Seits von Neuem einen Commissar nach Berlin zu senden." 1844

Die Abordnung eines solchen erfolgte, sobald die allerhöchsten Befehle Sr. Maj. des damals von der Residenz abwesenden Königs; hatten eingeholt werden können.

Der Bovollmächtigte traf am 23. August 1843 in Berlin ein, wurde aber daselbst sofort mit schwerer Krankheit befallen.

Es ergab sich, dass eine schleunige Wiederherstellung nicht wahrscheinlich sei und hiervon benachrichtigt, ertheilte die hiesige Regierung ohne Verzug einem zweiten diesseitigen Commissar den Auftrag und die Vollmacht zu Führung der Unterhandlung. Er gelangte am 18. September 1843 nach Berlin.

Nach der Genesung des Ersteren nahm auch dieser an der Verhandlung Theil.

Die bereits in Berlin anwesenden Herzoglich Braunschweigischen Commissarien theilten am $^{7}/_{9}$ September die vorläufig angekündigten Vorschläge schriftlich mit.

Das Wesentlichste dieser Vorschläge war:

1) Der westliche Theil des Harz- und Weser-Districts (mithin ausser dem Weser-Districte mit Einschluss des Amtes Thedinghausen, nur ein geringer Theil des besonders schwer zu controlirenden Harz-Bezirkes, im Ganzen etwa 65,600 Seelen) solle bei dem Steuer-Vereine, jedoch unter der Verwaltung Braunschweigs, verbleiben;

2) Hannover solle, ausser den, dem Zoll-Vereine bereits angeschlossenen Landestheilen (dem Amte Elbingerode, der Grafschaft Hohnstein und dem südlichen Theile des Amts Fallersleben mit einer Bevölkerung von etwa 17,900 Einwohnern) dem Zoll-Vereine ferner anschliessen:

die Aemter Liebenburg und Wöltingerode, die Stadt Goslar, etwa die Hälfte des Amts Wohldenberg — nach einer willkürlich durch dasselbe gezogenen Linie — Theile des Amts Peine, des Amts Bilderlahe, des Amts Gifhorn, des Amts Brome und schliesslich noch den Hannoverschen Ober-Harz, mit einer Bevölkerung von etwa 70,000 Einwohnern.

Diese dem Zoll-Vereine neu anzuschliessenden Landestheile sollten nicht unter Hannoversche, sondern unter Braunschweigische Zoll-Administration gestellt werden.

3) Der Steuer-Verein solle, der Trennung Braunschweigs vom Steuer-Vereine ungeachtet, für die nicht steuervereinsländischen Fabrikate, die auf den Braunschweigischen Messen an Käufer aus dem Steuer-Vereine verkauft wären [und in das Gebiet dieses Vereins eingeführt würden, einen Rabatt von $33^{1}/_{3}$ Procent seiner Eingangssteuern bewilligen, er solle damit eine Begünstigung wieder herstellen, die Braunschweig während der Verbindung mit dem Steuer-Verein genossen, durch den Anschluss an den Zoll-Verein aber verloren hatte. — Ausserdem nahm Braun-

1844 schweig nicht allein die Fortdauer mehrerer den Herzoglichen Landen bisher bewilligten Begünstigungen, sondern eine bedeutende Erweiterung derselben in Anspruch.

War eine Vereinbarung auf solchen Grundlagen gedenkbar?

Von einem möglichst annähernden Verhältnisse gegenseitiger Gebiets-Ueberweisungen war keine Rede. Der Zweck dieser dem Königreiche Hannover angesonnenen Ueberweisungen aber war die Herstellung einer im Steuer-Vereine Statt gehabten, durch Braunschweigs Ausscheiden zerrissenen Verbindung Braunschweigischer Landestheile behuf gleicher indirecter Besteuerung. Das Mittel hierzu sollte gefunden werden in eben jener umfassenden, übrigens unmotivirten und mit bekannten Ansichten der diesseitigen Regierung streitenden, neuen Ueberweisung nach willkürlich gezogener Zoll-Linie mitten durch Hannoversche Provinzen und Aemter, unbekümmert um die zerrüttendsten Eingriffe in bestehende Verhältnisse des Verkehrs und der Verwaltung.

Die fernere Forderung eines Messrabatts zu Gunsten einer dem Steuer-Vereine nicht angehörenden Stadt war wohl ohne Beispiel. Ob sie den Beifall anderer Staaten des Zoll-Vereins, in denen Mess-Städte befindlich, gefunden hatte oder gefunden hätte, muss man hier auf sich beruhen lassen. Für Hannover hatte sie keine geringere Bedeutung als die, einer mit Nichts aufgewogenen Herabsetzung der Hannoverschen Eingangssteuern um ein Drittheil in sehr bedeutendem Umfange, früherer Erfahrung zufolge ein Opfer der diesseitigen Cassen von beiläufig 80,000 Thlr. Ein ähnliches Zugeständniss gewährt nicht der Zoll-Verein den eigenen Mess-Plätzen mit Ausnahme von Frankfurt an der Oder, jedoch auch hier nur in ungleich beschränkter Weise.

Hannoverscher Seits konnte man nicht umhin, diese Braunschweigischen Vorschläge sofort in vorläufigen Besprechungen und später in formeller Conferenz abzulehnen.

Von der anderen Seite aufgefordert, die diesseitigen Grundlagen der weitern Verhandlung schriftlich darzulegen, genügte der Hannoversche Commissar diesem Wunsche am 13. October 1843 durch Ueberreichung einer ausführlichen Note.

Zugleich stellte er Anträge:

1) auf eine genauere Mittheilung des für den Harz- und Weser-District beabsichtigten Zoll-Systems, insbesondere aber des, für den Harz-District entworfenen Zoll- und Durchgangs-Abgaben-Tarif's (dessen Mittheilung bis dahin, namentlich von Seiten der Herzoglich Braunschweigischen Commissarien beharrlich verweigert war);

2) auf den Anschluss, wenigstens des Harz-Districtes, an den Steuer-Verein;

3) auf unverweilte Verhandlung über die beabsichtigten Anordnungen, betreffend das Zollsystem im Harz und Weser-Districte, da hievon die Entschliessung Hannovers über die Fortdauer der Vertrags-Verhältnisse abhängig sei.

Die einzige fernere Aeusserung der Herzoglich Braunschweigischen Commissarien in Berlin, den diesseitigen gegenüber, bestand

in Visiten-Karten um Abschied zu nehmen, die am 20. 1844
desselben Monats bei Letzteren abgegeben wurden.

Diese erfuhren später, dass die Braunschweigischen Bevollmächtigten, den Preussischen an eben dem Tage die schriftliche Anzeige gemacht hatten, sie seien von ihrer Regierung befehligt worden, Berlin zu verlassen, womit zugleich eine negative Erklärung über den diesseitigen, Königlich Preussischer Seits unterstützten Antrag wegen ferneren Anschlusses des Harz-Districtes an den Steuer-Verein verbunden gewesen.

Am $^{25}/_{27}$ October 1843 zeigte das Herzoglich Braunschweigische Ministerium allhier kurz an, dass man sich in Berlin nicht habe einigen können. Die erste, zugleich ablehnende Erwiederung auf das Schreiben vom 28. April desselben Jahres.

Zu einer Rückantwort Hannovers lag kein Anlass vor. Die diesseitige Bereitwilligkeit zur gütlichen Verständigung war am 28. April deutlich ausgesprochen. Dass sie fortdauere konnte nicht bezweifelt werden. Braunschweig aber hätte die Nachtheile der Zurückziehung von Thedinghausen vielleicht im Interesse der eigenen Unterthanen näher erwägen mögen.

Hier, wie überall dringt sich indess die Bemerkung auf, dass, bei der ernsten Absicht ein freundliches Abkommen zu förderen, zweckgemässe Vorbehalte den Landständen gegenüber von der Königlich Hannoverschen Regierung unter ähnlichen Verhältnissen nicht verabsäumt sein würden.

Die Hannoverschen Kommissarien in Berlin hatten lediglich mit denen der Königlich Preussischen Regierung, als Vertreterin des Zoll-Vereins, nicht mit Commissarien der einzelnen Zoll-Staaten zu verhandeln. Es blieb daher auch jetzt völlig dem Ermessen der Königlich Preussischen Regierung anheimgestellt, ob die Anwesenheit der Herzoglich Braunschweigischen Commissarien erforderlich sei oder nicht.

In einer Note vom 26. October v. J. benachrichtigten die Königlich Preussischen die Hannoverschen Commissarien officiell, dass die Herzoglich Braunschweigische Regierung den Antrag, wegen fernerer Belassung des Harz-Districtes bei dem Steuer-Vereine abgelehnt habe.

Zugleich erfolgte die Mittheilung des für diesen District bestimmten Tarifs und des dort und im Weser-Districte auszuführenden Organisations-Planes der Zoll-Aemter.

In jener Note hiess es: es sei der Königlich Hannoverschen Regierung hinlänglich bekannt, dass nach dem Zoll-Anschluss-Vertrage mit Braunschweig bei den Modalitäten der Aufnahme des Harz- und Weser-Districtes in den Zoll-Verein die Wünsche und Interessen Braunschweigs vorzugsweise leitend seien.

Aus der ersten der eben erwähnten Mittheilungen ergab sich die auffallendste Geringfügigkeit der für den Harz-District einzuführenden, weit unter den diesseitigen stehenden Zollsätze, aus der zweiten das Ungenügende der gestatteten Zollstrassen im Verhältnisse zu dem Verkehre. Die diesseits damals kaum gehegte

1844 Vermuthung dass es, die Absicht Braunschweigs sei, der im Weser-Districte enclavirt belegenen Hannoverschen Stadt Bodenwerder gar keine Zollstrasse zu eröffnen, ihr mithin jeden erlaubten Verkehr mit zollbaren Waaren nach der Landseite abzuschneiden, und dadurch einen in deutschen Bundeslanden wohl noch nicht erhörten Zustand herbeizuführen, hat die am 1. Januar 1844 geschehene Ausführung des Planes dennoch völlig bestätigt.

Noch ergab die angezogene Note, dass die Bezeichnung der Durchgangstrassen durch den Harz- und Weser-District und die Bestimmungen ob und welcher Durchgangs-Zoll (bis zu dem höchsten Satze von 4 Ggr. für den Centner), zu erheben, der Braunschweigischen Regierung überlassen; dass endlich von den Braunschweigischen Commissarien jede Auskunft über die ferner beabsichtigten Anordnungen zur Zeit verweigert sei.

Von da an gewann es deutlich den Anschein, als habe Braunschweig, andere Zwecke verfolgend, den Willen aufgegeben, ein freundnachbarliches Vernehmen zwischen beiden Vereinen zu erhalten. Zugleich aber, als sei der Zoll-Verein ohne Macht, auf jenen Willen einzuwirken.

Hannover hielt indess den Glauben fest, an Preussens wohlwollende Gesinnung. Auch ging das gemeinsame Bestreben beider zunächst fortwährend dahin, für die Zukunft dauernd ein, gegen Störung des guten Vernehmens schützendes, gegenseitiges Verhältniss der Vereine zu begründen.

Es ergab sich bald die Unmöglichkeit, ohne die Bereitwilligkeit Braunschweigs dieses Ziel zu erreichen.

Die Unterhandlungen zu diesem Zwecke begannen zwischen Bevollmächtigten Preussens und Hannovers im conciliantesten Sinne.

Die Letzteren konnten indess nicht umhin am 17. November 1843 die Desiderien zu bezeichnen, deren Erledigung für ein dauerndes gegenseitiges gutes Verhältniss unerlässlich war, und nur durch den Einfluss Preussens, als Vertreters des Zoll-Vereins, auf Braunschweig zu hoffen stand.

Eine Einwirkung der Art ward am 19. desselben Monats abgelehnt, weil die Herzogliche Regierung sich, der Lage der Sache in der dortigen Stände-Versammlung halber, ausser Stande erklärt habe, die beabsichtigten Zoll-Einrichtungen wesentlich zu modificiren.

Am 7. December desselben Jahrs erfolgten einige allgemeine schriftliche Aeusserungen die eine Beruhigung Hannovers für die Zukunft bezweckten, daneben das Erbieten, die Zuziehung eines Braunschweigischen Commissars zu veranlassen, jedoch unter der Voraussetzung, dass die den diesseitigen Bevollmächtigten am 26. October desselben Jahrs eröffneten Braunschweigischen Anordnungen wegen des Harz- und Weser-Districtes zur Basis der Verhandlungen dienen sollten.

Die diesseitigen Bevollmächtigten erwiederten in einer ausführlichen Note vom 9. December, dem Wesen nach, dass Nichts den Wünschen Hannovers mehr entsprechen werde, als eine Uebereinkunft, die dazu diene, das gute Vernehmen zwischen beiden Vereinen auch für die Zukunft selbst auf der Grundlage des An-

schlusses des Harz- und Weser-Districtes an den Zoll-Verein zu sichern. Dass aber das Princip der Gegenseitigkeit der Rechte und Zugeständnisse dazu unerlässlich sei; dass indess, wenn es bei den am 26. October 1843 mitgetheilten Anordnungen in jenen Districten verbleiben solle, mit Recht angenommen werden dürfe, das Zoll-Cartel sei von Seiten der Zoll-Vereins-Staaten factisch aufgehoben und dessen Ausführung unmöglich geworden, so lange ein Zustand der Art geduldet und als unabänderlich betrachtet werde; — dass die fernerweite Regulirung der Zollgrenzen nothwendig eine Ausgleichung der gegenseitigen Gebiets-Ueberweisungen hinsichtlich der Bevölkerung erfordere; — dass endlich hinsichtlich der Verkehrs-Erleichterungen die von beiden Seiten geäusserten Wünsche und Anträge Berücksichtigung finden müssten; — dass demnach die von Hannover gegebene Grundlage der Vereinbarung deutlich vorliege und es nur eines näheren Eingehens des Zoll-Vereins auf solche, so wie gegenseitiger Nachgiebigkeit bedürfen werde, um eine diesseits lebhaft gewünschte befriedigende Lösung der Schwierigkeiten zu erreichen. 1844

Diese Anträge fanden von der andern Seite nicht die gehoffte Aufnahme und die Verhandlungen über den Abschluss eines neuen dauernden Vertrages blieben somit ohne Erfolg.

§. 5.

Vergeblicher Versuch eines provisorischen Uebereinkommens.

In der letzterwähnten Note waren die diesseitigen Bevollmächtigten auf die bereits angeregte Idee eines Provisorii — jedoch unter Feststellung des Principes der Gegenseitigkeit und Rechtsgleichheit, — zurück gekommen, um bei dem nahe bevorstehenden Jahresschlusse zu fernerer Berathung und Entschliessung Frist zu gewinnen.

Am 16. December 1843 vereinbarten sich die Königlich Preussischen wirklich mit den diesseitigen Commissarien über den Entwurf eines solchen Vertrages mit Vorbehalt der Genehmigung der betreffenden Regierungen.

Zu dem bei dieser Gelegenheit aufgenommenen Protocolle erklärten die Königlich Preussischen Bevollmächtigten: "das in der Anlage verzeichnete Resultat der gemeinsamen Besprechungen könne als ein von den beiderseitigen Commissarien, unter dem vollen Vorbehalte der Genehmigung der betheiligten Regierungen und ohne specielle Instructionen ausgegangener Vermittelungs-Versuch, auch von ihrer Seite um so mehr nur angesehen werden, als die Zeit gefehlt, um die so wesentlich dabei betheiligte Herzoglich Braunschweigische Regierung davon unterrichten und um deren Ansichten befragen zu können. In letzterer Beziehung werde Preussischer Seits mit der grössten Beschleunigung das Erforderliche eingeleitet werden."

Zugleich wurde eine Bevorwortung bei der Herzoglich Braunschweigischen Regierung zu Gunsten Hannovers wegen Ermässigung

1844 der Durchgangs-Abgaben in dem Harz- und Weser-Districte mit Bereitwilligkeit übernommen.

Noch kam man überein, dass in dem Falle allseitiger Zustimmung behuf Zeitersparung, die Auswechselung ministerieller Ratificationen durch Vermittelung des Königlich Preussischen Gesandten in Hannover erfolgen sollte.

Die wichtigsten Puncte des Provisorii waren:

1) Der Vertrag vom 16. December 1841, betreffend die steuerlichen Verhältnisse verschiedener Braunschweigischen Landestheile, erlischt mit dem 31. December 1843.

2) Die vermittelst Vertrages vom 17. December 1841 getroffenen „Uebereinkünfte wegen Beförderung der gegenseitigen Verkehrs-Verhältnisse" werden unter den nachfolgenden Modificationen und näheren Bstimmungen aufrecht erhalten.

3) Hinsichtlich des Zoll-Cartels hiess es wörtlich: „die Uebereinkunft wegen Unterdrückung des Schleichhandels, Anlage A. des Vertrages vom 17. Decemb. 1841 tritt mit dem 1. Januar 1844 zwar ausser Kraft, indessen werden die contrahirenden Theile über den Abschluss einer anderweiten Vereinbarung zu Unterdrückung des Schleichhandels baldigst in Verhandlung treten. Schon gegenwärtig ertheilen sich dieselben die Zusicherung, auch vom 1. Januar 1844 ab, wie bisher dem Schleichhandel aus ihren respectiven Gebieten in die Gebiete des andern contrahirenden Theils nicht nur in keiner Weise förderlich sein, sondern auch demselben so viel als thunlich durch administrative Anordnungen und angemessene Instructionen ihrer betreffenden Behörden entgegenwirken zu wollen."

4) Bei dem im Jahre 1841 erneuerten gegenseitigen Gebiets-Ueberweisungen zwischen Preussen und Hannover verbleibt es.

5) Hannover und Braunschweig überlassen sich gegenseitig einige Enclaven und Gebiets-Abrundungen.

Ausserdem enthielt der Entwurf mehrere, aus der Anlage XXVI ersichtliche minder erhebliche Bestimmungen, die theilweise auch Braunschweig activ und passiv berührten.

Das Provisorium sollte vorerst bis zum 1. Juli 1844 währen und von da an in gewissen festgesetzten Terminen kündbar sein.

Die Königlich Preussische Regierung sendete sofort einen Abgeordneten nach Braunschweig um die dortseitige Zustimmung zu erwirken.

Die diesseitigen Bevollmächtigten eilten von Berlin nach Hannover, um die Vereinbarung vorzulegen.

An letzterm Orte ward sie als ein Werk des Friedens aufgenommen und genehmigt. Eine officielle Anzeige hiervon erging am 21. December 1843 nach Berlin.

Am 26. traf inzwischen allhier ein Schreiben der Königlich Preussischen Regierung vom 24. desselben Monats ein, nebst Nachschrift des folgenden wörtlichen Inhalts:

„Eure Excellenz werden Sich durch den Königlichen Gesandten Herrn Grafen von Seckendorf bereits vorläufig davon unterrichtet befinden, dass von der diesseitigen Regierung dem Vermittelungs-Plane beigestimmt worden ist, welchen die

diesseitigen und die Königlich Hannoverschen Commissarien zur Verhandlung über die künftige Gestaltung der Verkehrs-Verhältnisse zwischen dem Zoll- und Steuer-Vereine in das Protocoll vom 16. d. M. und dessen Beilage niedergelegt haben." 1844

„Je mehr ich mich der Hoffnung hingeben zu dürfen glaubte, dass diesem Versuche, um bei den Hindernissen, welche sich augenblicklich noch einer vollständigen weiteren vertragsmässigen Regulirung der gedachten Verhältnisse entgegenstellen, und in der Kürze der bis zum 1. Januar künftigen Jahrs noch übrig bleibenden Zeit nicht mehr zu überwinden waren, wenigstens ein, den freundschaftlichen Verhältnissen unserer Allerhöchsten Souveraine entsprechendes und dem gegenseitigen Verkehr förderliches Interimisticum mittelst des entworfenen vorläufigen Uebereinkommens festzustellen, auch die Deroseitige Zustimmung nicht entgehen werden: um so lebhafter bedauere ich es, Ew. Excellenz davon ganz ergeben benachrichtigen zu müssen, dass die bei der Herzoglich Braunschweigischen Regierung gethanen Schritte, um auch deren, bei ihrer nahen Mitbetheiligung ganz unerlässlich erforderliche Zustimmung zu erwirken, nicht den gehegten Erwartungen entsprechend ausgefallen sind."

„Die Herzogliche Regierung hat auf das Bestimmteste erklärt, dass, nachdem ihre Verhandlung mit den Landständen über die künftigen Zoll- und Steuer-Verhältnisse in den bisher noch den Steuer-Vereine angehörig gewesenen Herzoglichen Landestheilen beendigt seien, und der Landtag aufgelös't worden, auch der ernannte ständische Ausschuss nur zu einer einfachen Prolongation der Verträge vom 17. December 1841 — unter den aus der Zurückziehung aller Herzoglichen Gebietstheile aus dem Steuer-Vereine nothwendig folgenden Modificationen — eventuell noch zuzustimmen von der Stände-Versammlung autorisirt worden sei, völlig ausser Stande zu sein, weder für sich allein, noch unter Zuziehung des ständischen Ausschusses irgend eine Modification in den Massnahmen zugestehen und anordnen zu können, welche hinsichtlich det Amtes Thedinghausen, ingleichen der im Königlich Hannoverschen Gebiete liegenden Herzoglichen Enclaven mit den Ständen verabredet und festgesetzt worden sind. Dieselbe hat in dieser Hinsicht darauf hinweisen zu müssen geglaubt, dass sie eilf Wochen lang zwei Commissarien hier in Berlin zur etwaigen Verhandlung über die künftigen Verhältnisse zwischen den beiden Vereinen habe verweilen, und sie erst zu dem äussersten Zeitpuncte habe zurückkehren lassen, wo, während hier durchaus keine Aussicht zu einer Verständigung sich eröffnet habe, es nicht länger habe aufgeschoben werden können, mit den Ständen des Herzogthums die weitern Anordnungen hinsichtlich der aus dem Steuer-Vereine tretenden Landestheile zu berathen. Bei diesen ständischen Verhandlungen auf solche Eventualitäten, für welche noch nicht die mindeste Andeutung vorgelegen habe, Rücksicht zu nehmen, sei nach Lage der Sache an sich nicht thunlich, hinsichtlich des Amtes Thedinghausen aber um so weniger veranlasst gewesen, als die Herzogliche Regierung der Königlich Hannoverschen Regierung ihre Absicht, dieses Amt nicht in dem Steuer-Vereine zu belassen, in einem Schreiben vom 25. October d. J. eröffnet, damit auch die Aufkündigung eines wegen des dortigen Salzdebit

1844 bestehenden Vertrages in Verbindung gesetzt habe, ohne darauf die geringste Rückäusserung, oder eine Andeutung entgegenstehender Wünsche von Königlich Hannoverscher Seite erhalten zu haben.

,,Wenn bei dieser Lage der Sache leider nicht mehr daran zu denken ist, den vollen Inhalt der am 16. d. M. entworfenen Uebereinkunft mit dem 1. Januar k. J. zur Ausführung zu bringen, so entsteht die Frage: ob nicht wenigstens ein Theil derselben, und besonders so weit Preussen und Hannover dabei zunächst und wesentlich betheiligt sind, vorläufig beibehalten werden könnte, um ein ferneres freundschaftliches Nebeneinander-Bestehen beider Vereine, welches den Absichten unserer beiderseitigen Allerhöchsten Souveraine und den Interessen der betheiligten Unterthanen so vollkommen entspricht, möglichst zu pflegen, den Ew. Excellenz erleuchtetem Ermessen gewiss nicht entgehenden Wiederwärtigkeiten und Unannehmlichkeiten vorzubeugen, welche der plötzlichen Aufhebung aller bisheriger Vertrags-Verhältnisse nur zu leicht folgen dürften, und besonders diejenigen Nachtheile zu vermeiden, welche aus der Zurücknahme der gegenseitig dem anderen Vereine angeschlossenen Preussischen und Hannoverschen Landestheile entstehen würden. Ich nehme keinen Anstand, von diesem wichtigen Gesichtspuncte aus Ew. Excellenz ganz ergebenst mit dem Vorschlage der diesseitigen Regierung entgegen zu kommen, die Uebereinkünfte vom 1. November 1837 und 17. December 1841 Litt. B., die Grafschaft Hohnstein und das Amt Elbingerode, und Litt. D. den Anschluss verschiedener Preussischer Gebietstheile an den Steuer-Verein betreffend, auch vom 1. Januar k. J. ab einstweilen gegenseitig fortbestehen zu lassen. Sollte die Königlich Hannoversche Regierung geneigt sein, in eben der Art auch das Zoll-Cartel (Litt. A.) fortzusetzen, so würde Preussen nicht allein hiezu, sondern unter dieser Voraussetzung auch bereit sein, die Uebereinkunft Litt. E. vom 1. November 1837 und 17. December 1841 jedenfalls seiner Seits in Ausführung zu belassen, und zugleich seine bona officia eintreten lassen; damit dasselbe auch von Seiten Kurhessens auf dessen Grenze, und von Seiten Braunschweigs mindestens auf dessen bisheriger Zollgrenze gegen Hannover geschehe. An der Willfährigkeit der Kurfürstlichen Regierung glaube ich nicht zweifeln zu dürfen; dagegen würde es sich allerdings fragen, in wiefern die Herzoglich Braunschweigische Regierung sich in Rücksicht auf ihre ständischen Verhältnisse hiezu berechtigt finden möchte. Es bedarf keiner besonderen Versicherung, dass man diesseits, abgesehen hiervon, bei der Herzoglich Braunschweigischen Regierung nachdrücklich dahin zu wirken sich wird angelegen sein lassen, dass dieselbe an einer weiteren Verhandlung Theil nehme, um durch einen definitiven Vertrag im Sinne des Protocolls vom 16. d. M., die Verhältnisse der beiderseitigen Vereine festzustellen, und die augenblicklich in den ständischen Verhältnissen liegende Schwierigkeit zu beseitigen."

„Noch ermangele ich nicht, Ew. Excellenz ganz ergebenst davon zu benachrichtigen, dass bereits vor einigen Tagen unter Allerhöchster Genehmigung die Anweisung an die betreffenden Pro-

vinzial-Steuer-Directoren ergangen ist, die Uebereinkünfte vom 17. December 1841 auch nach dem 1. Januar k. J. bis auf Weiteres vollständig in Ausführung zu belassen. Um dieselbe Verfügung ist das Kurfürstlich Hessische Finanz-Ministerium ersucht worden. Diese Anordnung ist auch nach Bekanntwerdung der auf Herzoglich Braunschweigischer Seite gegen die Annahme des Entwurfs vom 16. d. M. bestehenden Schwierigkeiten nicht zurückgenommen, und wird vielmehr bis zur Kenntniss der Deroseitigen Beschlussnahme in Kraft bleiben." 1844

„Indem ich in Vorstehendem Ew. Excellenz den sprechendsten Beweis der freundschaftlichen Bereitwilligkeit der diesseitigen Regierung, um ihrerseits alles Mögliche zur Vermeidung unangenehmer Verwickelungen beizutragen, gegeben zu haben glaube, erlaube ich mir, Dieselben um eine geneigte schleunige Eröffnung der Deroseitigen Beschlussnahme ganz ergebenst zu ersuchen, womit ich zugleich den erneuerten Ausdruck meiner Ew. Excellenz gewidmeten ausgezeichnetesten Hochachtung mit Vergnügen verbinde."

P. S. „Ich eröffne dieses Schreiben noch ein Mal, um Ew. Excellenz von dem Eingange Dero geehrten Schreibens vom 21. d. M. ganz ergebenst zu benachrichtigen. Je erfreulicher es mir ist, durch den Inhalt desselben die diesseitige Voraussetzung bestätigt zu finden, dass die Königlich Hannoversche Regierung den auch Ihrerseits, der diesseitigen Gesinnung entsprechend, auf die Fortdauer der bisherigen freundschaftlichen Beziehungen zwischen den zu den beiderseitigen Vereinen gehörigen Staaten gelegten Werth durch Genehmigung der comissarischen Verabredung vom 16. d. M. bethätigen werde, um so mehr bedaure ich, nach Lage der Sache nur auf die obige Mittheilung mich beziehen zu können. Es bleibt mir nur noch ganz ergebenst zu bemerken, dass ein erneuerter Versuch bei der Herzoglich Braunschweigischen Regierung, um dieselbe zu ihrer Zustimmung zu bewegen, nicht gemacht werden kann, da dieselbe, wie man diesseits sich hat überzeugen müssen, in der That nach den dortigen ständischen Verhältnissen sich in der Unmöglichkeit befinden würde, auch erneuerten diesseitigen Anträgen zu genügen.

Nach dieser Benachrichtigung von der Ablehnung Braunschweigs blieben noch fünf Tage bis zum Erlöschen der früheren Verträge.

Mündliche Aeusserungen der Königlich Preussischen Commissarien während der zuletzt Statt gehabten Verhandlung in Berlin, liessen Preussens Geneigtheit vermuthen, nöthigen Falls auch ohne Braunschweig, Vertrags-Verhältnisse des Zoll-Vereins mit dem Steuer-Vereine fortzusetzen. Von dort war die Anordnung getroffen, den factischen Zustand, wie er 1841 geregelt, so weit er Preussen betraf, auch nach dem 1. Januar 1844 bestehen zu lassen. Das Schreiben vom 24. December bestätigte das Letztere. Es enthielt Vorschläge, die man in Hannover deutete, als eine Erklärung, mit Beseitigung Braunschweigs, auf der Grundlage der vorläufigen Abrede vom 16. December zu verhandeln.

Das Schreiben stimmte nicht völlig mit dieser Abrede. Denn:

1) die Letztere betrachtete den Cartel-Vertrag mit Recht

1844 als jetzt erloschen und verhiess statt dessen während des vorläufigen Zustandes administrative Vorkehrung gegen den Schleichhandel.

2) Die Abrede versprach einfach den Fortbestand der Verkehrs-Erleichterungen unter alleinigem Vorbehalte der Zustimmung für Braunschweig. Namens Braunschweigs fiel dieses Versprechen jetzt von selbst. Nichtaber für Kurhessen. Gleichwohl redete das Schreiben auch in Beziehung auf Hessen nur von Verwendung.

In Hannover ward in beiden Hinsichten eine, durch Eile veranlasste mangelhafte Redaction des Schreibens vorausgesetzt, nicht aber ein Rücktritt Preussens von dem, was am 16. December vorläufig vereinbart und somit in dem Schreiben vom 24. so eben allgemein als von der Königlich Preussischen Regierung genehmigt bezeichnet war.

Hannover stand demnach nicht an, am 30. December einen Bevollmächtigten nach Berlin zu senden, mit Auftrag und Vollmacht, auf der Grundlage des von beiden Seiten genehmigten vorläufigen Uebereinkommens vom 16. December, unter Beseitigung alles dessen, was Braunschweig betraf und dessen Zustimmung erfordert hätte, den provisorischen Zustand im Einverständnisse mit Preussen zu regeln.

Inzwischen war die Publication einer Verordnung im Königreich Hannover unerlässlich geworden. Die Verträge der Jahre 1837 und 1841 mit ihren rechtlichen Bestimmungen verloren mit dem Ende des Jahres 1843 von selbst die verbindende Kraft. Das Ausscheiden der bis dahin in dem Steuer-Vereine verbliebenen Landestheile und dessen nothwendige Folgen mussten den Gerichten, den Verwaltungs-Behörden wie den Unterthanen als Verhaltungsnormen zur Kunde gelangen. Eben so das vorerst fortbestehende thatsächliche Verhältniss zu Preussen. Nur also standen Verwirrungen und Collisionen, ja ein wahrhaft anarchischer Zustand an den Grenzen wie in den, dem Zoll-Vereine überwiesenen Gebietstheilen zu vermeiden.

Es erging demnach das Königliche Patent vom 31. December 1843.

Der §. 6 des Patents entsprach dem vorläufigen Uebereinkommen vom 16. des Monates.

Es hiess in solchem:

„Die Uebereinkunft lit. A. vom 1. November 1837 und 17. December 1841 wegen Unterdrückung des Schleichhandels tritt danach am 1. Januar 1814 zwar ausser Kraft, es bleiben indess die zur Unterdrückung des Schleichhandels im administrativen Wege zu treffenden Anordnungen vorbehalten."

Diese Anordnungen sollten diesseits, so bald sie verabredet, ohne Verzug getroffen werden.

Ueber das beabsichtigte Patent, ward den Königlich Preussischen Bevollmächtigten in Berlin durch den diesseis dorthin gesendeten, am 31. December daselbst eingetroffenen Commissar Mittheilung gemacht.

Die Verhandlungen des Letztern waren sehr bald erledigt, da, — sofort erstattetem Berichte zufolge, — die Basis der vorläufigen

Vereinbarung vom 16. December des vorigen Jahres verworfen, 1844
statt dieser auf vertragsmässiger Erneuerung des hier, seit Isolirung des Braunschweigischen Harz-Districtes, in der Gegenseitigkeit für unausführbar erachteten Zoll-Cartels bestanden, zugleich aber die Unmöglichkeit erklärt wurde, ohne Braunschweig über den Fortbestand der Verkehrs-Erleichterungen mit Hannover ein Provisorium abzuschliessen.

Schluss.

Das Vorstehende und die Belege bieten die Mittel dar, zu klarer Ansicht darüber, ob Hannover bundestreu bis zum letzten Augenblicke bereit gewesen ist, Freundschaft und gutes Vernehmen auf dem Boden des Rechtes zu begründen zwischen dem grossen Zoll-Vereine deutscher Staaten und dem Hannover-Oldenburgschen Steuer-Vereine.

Eine Critik über das Benehmen des Zoll-Vereins würde Hannover übel anstehen, auch ist solches entfernt, jener Verbindung feindliche Gesinnung gegen den Steuer-Verein beizumessen. Dem parteilosen Urtheile möge anheim fallen, ob wahr und richtig ist:

1. dass ein friedliches und freundliches Nebeneinanderbestehen beider Vereine leicht zu erhalten gewesen, wenn bei der Aufnahme Braunschweigs in den grossen Zoll-Verein die Belassung des Braunschweigischen Harz- und Weser-Bezirkes in dem Steuer-Vereine bevorwortet wäre.

2. Dass dem Zoll-Vereine ein Landestheil thatsächlich nicht einverleibt ist, in dem ein milderes Eingangssteuer-System wie das des Zoll-Vereins gilt, und der aus diesem Grunde, dem Auslande gleich oder ähnlich, durch Douanenlinien von dem Zoll-Vereine abgeschlossen wird.

3. Dass in der Wirkung kein wesentlicher Unterschied darunter obwaltet, ob für einen Landestheil, dessen Einwohner ungleich geringere, als die Eingangssteuersätze des übrigen Zollvereins, in die gemeinschaftliche Casse des Vereins zu zahlen haben, aus eben dieser Casse nach der Seelenzahl die volle Zoll-Vereinsmässige Rate dem Staate, dem dieser Landestheil angehört, vergütet wird — sofern nämlich dies hinsichtlich des Braunschweigischen Harz-Districtes der Fall sein sollte, — oder ob einem Staate des Zoll-Vereins ein Präcipuum aus der Vereins-Casse zugestanden ist.

4. Dass dagegen mindestens dem äussern Character nach es nicht auf einer Linie steht, wenn in einem, an den Zoll-Verein angrenzenden Staat ein, vor Errichtunng des Zoll-Vereins eingeführtes und seit dieser Epoche theilweise verschärftes aber nicht vermindertes mässiges Eingangssteuer-System besteht, und wenn auf der andern Seite für einen uichtbedeutenden, von einem Nachbarlande grossentheils, daneben auch mit schwer zu bewachenden Grenzen umschlossenen aber dem Zoll-Vereinsgebiete beizuzählenden Landestheil, dem es an sonstiger Grenzverbindung nicht ganz ermangelt, Eingangssteuersätze neu festgesetzt werden, die nicht nur die des Zoll-Vereins, sondern auch die ungleich geringeren des, jenen Landestheil umgebenden Staats bei allen wichtigen Artikeln bei Weitem nicht erreichen.

13.

Observations publiées officiellement par la Prusse sur le mémoire précédent du gouvernement hanovrien.

Ueber das Ausscheiden Braunschweigs aus dem Steuer-Vereine Hannovers, über Braunschweigs Anschluss an den Zollverein, und über die Zoll- und Verkehrsverhältnisse der Grenzlande beider Vereine sind zwischen den betheiligten Staaten mehrjährige Verhandlungen gepflogen, deren Darstellung die Königlich Hannoverische Regierung eine besondere Staatschrift gewidmet hat. Es ist nicht gelungen, die unverkennbaren Missstände, welche für Hannover in der Trennung seiner südlichen Landestheile, der Fürstenthümer Göttingen und Grubenhagen nebst dem Ober-Harze von dem Hauptlande durch die zwischen inne liegende Braunschweigischen Landestheile entstehen, im Wege des Vertrages zu beseitigen oder zu mildern; die Zoll-Erleichterungen, welche in den Jahren 1837 und 1841 sich beide Vereine ausbedungen, haben mit dem neuen Jahre aufgehört, und das Zollkartel hat nicht erneuert werden können. Peinlich würde es seyn, zu untersuchen, welcher Theil bei dem Misslingen der Unterhandlungen die grösseren Vortheile entbehrt oder die grösseren Nachtheile erleidet; beide Theile werden beklagen, dass die einen nicht erreicht, die anderen nicht abgewandt sind.

Gegenstand der Verhandlungen war nicht Schlichtung eines Streites, nicht Herstellung verletzter Rechte, nicht Genugthuung für zugefügte Unbilden. Von dem Allem lag nichts vor. Braunschweig war vollkommen in seinem Rechte, als es den Steuerverein Hannovers verliess und sich dem Zollvereine anschloss, es handelte dabei gegen keine Bestimmung älterer oder neuerer Verträge; eben so hing es von dem freien, durch nichts gebundenen Ermessen Hannovers ab, ob es einige seiner Landestheile dem Zollvereine noch länger oder von Neuem überweisen wollte, oder nicht. Beide Staaten werden sich dabei haben leiten lassen von Rücksichten für die Bedürfnisse und das Wohlergehen ihrer Unterthanen, so wie von anderen Gründen der Staatsklugheit. Allein

souveraine Staaten sind über die Gründe ihrer freien Entschliessungen, durch welche den Rechten eines anderen Staats nicht zu nahe getreten wird, niemand Rechenschaft schuldig; zu einer Verhandlung beim Bundestage über den vorliegenden Fall fehlt nach der Verfassung des deutschen Bundes jeder Anlass, und eine Vermittelung anderer, auch der befreundetesten Staaten, wo kein Streit in der Mitte liegt, könnte nur als eine eben so ungewöhnliche, wie unwillkommene Einmischung erscheinen. 1844

Indem daher Hannover seine Staatsschrift den Kabineten vorlegte, und zwar nicht blos den deutschen und nahe verwandten sondern auch fremden, konnte wohl keine Absicht entfernter liegen, als die, eine solche Einmischung hervorzurufen. Die Gründe, welche Hannover zu diesem Schritte bewogen, sind nicht angegeben, und in der Note, mit welcher die Denkschrift dem Preussischen Kabinete und wahrscheinlich auch anderen mitgetheilt worden ist, heisst es:

„Les négociations, entamées à Berlin dans le but de régler sur des bases solides et équitables les relations réciproques entre la grande association douanière de plusieurs états allemands et celle du Hannovre, de l'Oldenbourg et de la principauté de Schaumbourg-Lippe, étant restées sans résultats, Sa Majesté le Roi de Hannovre a jugé indispensable de mettre devant les yeux de Ses hauts Amis et Alliés un aperçu succinct, véridique et éloigné de tout esprit de parti des faits et circonstances, qui ont amené cet évènement facheux."

Wenn Hannover seine Darstellung der Thatsachen und Umstände, welche den unerwünschten Ausgang der Verhandlungen herbeigeführt haben, als wahrhaft und entfernt von jedem Parteigeiste bezeichnet, so sollte gewiss nicht behauptet werden, dass dabei der Standpunkt verlassen sey, aus welchem Hannover seine eigenen Interessen wahrgenommen und die seiner Nachbarstaaten angesehen hat. Es erscheint daher unerlässlich, auch von dem Standpuncte der Letzteren aus, der Hannoverischen Schrift einige Betrachtungen hinzuzufügen, indem eine unbefangene Auffassung des Gegenstandes sich nur von diesen verschiedenen Standpunkten aus gewinnen lässt.

Bei dem Gange der Ereignisse, welchen die Hannoverische Schrift vor Augen stellt, bleibt es am auffallendsten, dass Braunschweig den Steuerverein Hannovers ver-

1844 lassen hat. Beide Länder sind regiert von Fürsten aus demselben altehrwürdigen deutschen Herrscherstamme, ursprünglich zusammen gehörend, getheilt auf die willkürlichste Weise, stammverwandt, verbunden durch lang gewohnten, noch niemals unterbrochenen Verkehr; was hat bei solchen Verhältnissen die Braunschweigische Regierung bewegen können, ihre Zollverbindung mit Hannover aufzugeben, und wie konnte diese Regierung gemeinschaftlich mit ihren Ständen, also gewiss in der verfassungsmässigen Vertretung der Landes-Interessen, wünschen, zwischen den verwickelten Grenzen Hannovers und Braunschweigs Zollschranken zu setzen? Hannover hat Gründe für diese auffallende Erscheinung angegeben und mit amtlichen Schriften belegt, und es bleibt die Sache Braunschweigs, wenn der amtliche Hergang der Verhandlungen nicht vollständig angegeben seyn sollte, dies zu ergänzen. In einem Schreiben vom Juni 1841, welches in der Hannoverischen Schrift angeführt wird, ist von Preussen noch auf andere Umstände hingedeutet, welche nicht Gegenstand der gewechselten Schriften seyn konnten, und wir nehmen ungeachtet aller von der anderen Seite dagegen erhobenen Zweifel nicht Anstand, wiederholt darauf zurückzukommen; sie liegen in einer sich nach und nach Bahn machenden inneren Nothwendigkeit, in dem naturgemässen Streben nach immer weiterer Ausdehnung eines freien Verkehrs in Deutschland. Ohne die sich hierauf gründende entschiedene Begünstigung des Zollvereins in der öffentlichen Meinung Braunschweigs hätte die Regierung die Hindernisse, welche dem Anschlusse in einzelnen dortigen Interessen entgegenstanden, wohl schwerlich überwunden.

Die Preussische Regierung kann Hannover nur dankbar seyn, dass durch dessen Staatsschrift mehrfache Aktenstücke zur öffentlichen Kenntniss gekommen sind, aus welchen ganz Deutschland erkennen wird, wie freundnachbarlich, wie rücksichtsvoll Preussen für sich und im Namen des gesammten Zollvereins sehr schwierige Verhältnisse mit seinen deutschen Nachbaren zu ordnen sucht.

Ein Anerkenntniss dieses wohlwollenden alle Interessen schonenden Verhaltens der Preussischen Regierung findet sich auch in der Hannoverischen Schrift, allein beschränkt auf die im Jahre 1841 geführte Verhandlung. Kurz nachher, bemerkt diese Schrift, schien ein Wendepunct in dem Gange der Angelegenheit einzutre-

ten. Jetzt, heisst es, machte sich ein neuer Eifer bemerkbar, dessen Folgen nunmehr vorliegen. Diesem „neuen“ Eifer wird also das Misslingen der Verhandlungen zugeschrieben. 1844

Worin zeigte sich ein solcher Eifer und wodurch ist er veranlasst worden?

Braunschweig hegte den dringenden Wunsch, sich sofort mit seinen gesammten Landen, einige Parzellen ausgenommen, dem Zollvereine anzuschliessen, und besonders auch mit seinem Harz- und Weserdistrikte. Die Gründe Braunschweigs und die Ursachen, welche den Zollverein bewogen, diesem Wunsche nachzugeben, sind in einem der folgenden Abschnitte ausführlich dargelegt. Lediglich durch die Aussicht liess Braunschweig sich bewegen, seinen Harz- und Weserdistrikt einstweilen beim Steuerverein Hannovers zu belassen, dass Hannover selbst, und dann mit Hannover auch jener Landestheil dem Zollvereine binnen Kurzem beitreten werde. Es kam zunächst darauf an, ob Hannover entschlossen sey, Verhandlungen über seinen Anschluss an den Zollverein zu eröffnen. Dieser Schritt würde von grosser Wichtigkeit gewesen seyn. Denn die Haupt-Grundsätze des Zollvereins sind, wie in der unter den Anlagen der Hannoverischen Staatsschrift abgedruckten Preussischen Note vom 7ten October 1841 erinnert wird, öffentlich dargelegt und nicht zu ändern. Ein Staat, welcher Verhandlungen zum Zwecke seines Anschlusses an den Zollverein beginnt, muss also mit sich einig seyn, dass er diese Hauptgrundsätze annehmen wolle. Betrachtet man den Gegenstand aus diesem Gesichtspunkte, und vergleicht damit die Erklärungen der Königlich Hannoverischen Kommissarien vom 6ten September und 23sten October 1841, wie sie in der eben gedachten Schrift veröffentlicht sind, so wird man den Werth richtig würdigen, welchen die Herzoglich Braunschweigische Regierung und auch die Preussische darauf legen mussten, dass die Königlich Hannoverische Regierung ihren Entschluss kund gab, Verhandlungen über ihren Anschluss an den Zollverein baldigst zu eröffnen. Die Auffassung der jenseitigen Erklärungen in diesem Sinne Seitens Preussens ergiebt sich aus den von Hannover veröffentlichten Noten vom 5ten und 7ten October 1841; wie sich darüber die Preussischen Kommissarien gegen die Herzoglich Braunschweigischen äusserten ist aus den in den Anla-

1844 gen abgedruckten Noten vom 12ten September und 25. October 1841 zu ersehen, und dass Braunschweig die Auffassungsweise Preussens theilte, zeigt sich am deutlichsten aus seinem damals gefassten Entschlusse, den Harz- und Weserdistrikt für das nächste Jahr (1842) bei dem Steuervereine Hannovers zu belassen. Die in den Hannoverischen Erklärungen vielfach gehäuften Vorbehalte und Verwahrungen konnten Niemand entgehen, also auch nicht den Preussischen Kommissarien, Allein man fand es sehr natürlich, dass Hannover sich in Bezug auf die näheren Bedingungen seines Beitritts zum Zollverein in keiner Weise vorher verpflichten wolle; auch musste man anerkennen, dass die Königlich Hannoverische Regierung durch ihr damaliges noch sehr schwieriges Verhältniss zu den Ständen zur besonderen Vorsicht aufgefordert werde. In der ganz vertraulichen Note, mit welcher die Königlich Hannoverschen Kommissarien die vom 23sten October 1841 begleiteten (sie ist unter den Anlagen der Staatsschrift gleichfalls veröffentlicht worden, sollte aber damals selbst dem Kommissarius Oldenburgs, des Steuer-Alliirten Hannovers ein Geheimniss sein), versichern die HannoverischenKommissarien wiederholt und auf das Feierlichste die vollste Aufrichtigkeit der abgegebenen Erklärungen, drücken aber den Wunsch aus, dass vor der Eröffnung eigentlicher Verhandlungen vertrauliche Mittheilungen über einige der wesentlichsten Punkte, namentlich über den Zolltarif, Statt finden möchten. Nach mündlichen Zusagen sollte hiermit alsobald der Anfang gemacht werden, was daher den Kommissarien Braunschweigs in der Preussischen Note vom 25sten October 1841 unbedenklich in Aussicht gestellt werden durfte.

Allein sobald Hannover seinen nächsten Zweck, fürs erste den Harz- und Weserdistrikt in seinem Steuervereine zu behalten, erreicht hatte, war weder von Eröffnung der Verhandlungen zum Zwecke des Zollanschlusses, noch von vorbereitenden vertraulichen Mittheilungen die Rede. Auf Antrieb Braunschweigs musste mehrmals an die Erfüllung der nach wiederholter Versicherung so ernstlich gemeinten Versprechungen erinnert werden, und allein hierin zeigte sich der neue Eifer, der sich mit dem Jahre 1842 kund gab, und der nach der Hannoverischen Schrift so verderbliche Folgen gehabt hat. Die vertraulichen Mittheilungen, auf welche Braunschweig schon im October 1841 rechnete, liessen 10 Mo-

nate auf sich warten; sie erfolgten erst im August 1842. 1844
Es handelte sich dabei nicht blos um Tarif-Aenderungen im gemeinsamen Interesse des Zollvereins und Hannovers, sondern in den Vordergrund traten ungemessene Ansprüche auf ein praecipuum bei der Zoll-Revenüen-Theilung, Ansprüche, die in einem folgenden Abschnitte ausführlich gewürdigt sind.

Ueber einzelne der von Hannover als vorläufige Bedingungen seines Anschlusses an den Zollverein aufgestellten Puncte wäre eine Verständigung thunlich gewesen; allein die wichtigsten standen mit den Grundsätzen des Zollvereins in so grellem Widerspruche, dass eine Verhandlung darüber keinen Erfolg haben konnte, und Preussen durfte nicht Anstand nehmen, dies unumwunden zu erklären.

Allerdings entstanden unter solchen Umständen schwere Zweifel darüber, ob die im Herbste 1841 von der Königlich Hannoverischen Regierung abgegebenen Erklärungen so ernstlich gemeint gewesen seyen, als wiederholt und feierlich versichert worden, oder ob sich die Ansicht dieser Regierung über das Bedürfniss und die Erspriesslichkeit ihres Anschlusses an den Zollverein inzwischen wesentlich geändert habe. Urtheil und Entschluss in schweren Fragen, sagt das Vorwort zur Hannoverischen Schrift, gedeiht oft erst durch mehrfache Prüfung zur Reife. Gewiss ist, dass kein Hannoverischer Staatsmann sich schmeicheln durfte, dass der Zollverein auf jene vorläufig aufgestellten Bedingungen eingehen werde.

Dennoch erreichte Hannover durch die Bemühungen Preussens, dass Braunschweig seinen Harz- und Weserdistrikt auch im Jahre 1843 von dem Steuervereine nicht trennte. Gedenkt man der Partheiungen und der weit verbreiteten Missstimmung, welche in den Hannoverischen Landen im Jahre 1841 und auch noch im Jahre 1842 herrschten, so wird man nicht verkennen, wie sehr der Königlich Hannoverischen Regierung anliegen musste, einen neuen Stoff zur Unzufriedenkeit, verwickelte Zollgrenzen, wenigstens für die nächste Zeit zu beseitigen. Hierin Hannover auch für das Jahr 1843 zu unterstützen, konnte den Nachbarländern nur erwünscht seyn.

Indess Braunschweig hatte den Anschluss seines Harz- und Weserdistrikts an den Zollverein nur so lange aufgeschoben, als Aussicht vorhanden war, dass Hannover diesem Vereine beitreten würde. Indem Hannover auf

1844 seine vorläufig aufgestellten Bedingungen beharrte, wurde diese Aussicht immer zweifelhafter, und es ward daher im Anfange des Jahres 1843 beschlossen, dass das neue Zollverhältniss des Harz- und Weserdistrikts jedenfalls mit dem Jahre 1844 beginnen sollte. Bei der Vereinbarung über die deshalb nothwendigen Einrichtungen hatte der Zollverein an und für sich nur seine eigenen Interessen und die Wünsche Braunschweigs zu berücksichtigen. Jede Landesregierung wird am besten beurtheilen, was ihren Unterthanen frommt, und gern wird daher auch von dem Zollvereine einem jeden Mitgliede desselben bei seinem Partikular-Einrichtungen so viel Freiheit gelassen, als sich irgend mit den im Allgemeinen vereinbarten Grundsätzen verträgt. Indess geleitet von demselben rücksichtsvollen Wohlwollen gegen den Nachbarstaat, welches bei den früheren Verhandlungen vorwaltete, suchte Preussen auch in dieser Lage der Angelegenheit eine freundschaftliche Verständigung über die Grenzverhältnisse mit Hannover herbeizuführen. Dies ist der Zweck der Schreiben vom 11. März und 21. Mai v.J., welche als Anlage der Hannoverischen Staatsschrift abgedruckt sind. Zur mündlichen Verhandlung sandte Hannover einen Kommissarius. Gern würde die Preussische Regierung über das Auftreten desselben Stillschweigen beobachten; allein in der Hannoverischen Staatsschrift ist ausdrücklich seiner Denkschrift vom 15ten Juni 1843 und des verletzenden Eindrucks erwähnt, welchen dieselbe in Berlin hervorgebracht habe. Hiezu kömmt, dass in einem aus Hannover überschriebenen Zeitungs-Artikel, welchem man den Umständen nach eine offizielle Veranlassung beizulegen geneigt seyn muss, bemerkt ward, es sey thöricht, daraus, dass diese Denkschrift unter den Beilagen der Staatsschrift Hannovers nicht abgedruckt sey, eine Unvollständigkeit herleiten zu wollen, denn offenbar nur aus Rücksicht gegen Preussen oder den Zollverein überhaupt, sey der Abdruck unterblieben. Die Erwähnung und Hervorhebung der gedachten Denkschrift ist allerdings nicht erwartet worden.

Wenn der nach Berlin gesendete Königlich Hannoverische Kommissarius von vorne herein sich auf den Standpunkt stellte, keine Wahl zu lassen, als die unbedingte Annahme oder Ablehnung seiner Vorschläge; wenn er Braunschweig, so wie dem ganzen Zollverein, die gehässigsten, feindseligsten Absichten gegen Hannover un-

terlegte, und sich der maasslosesten Drohungen nicht ent- 1844
hielt, so war dies nicht die Sprache, wie sie bei Mittheilungen unter befreundeten Regierungen gebräuchlich und unerlässlich ist. Unverkennbar befand sich dieser Kommissarius nicht mehr in der Stimmung und Haltung, welche ein nothwendiges Erforderniss für den gedeihlichen Erfolg einer Verhandlung sind. Die Preussische Regierung erachtete es für das Angemessenste, eine Mittheilung der Art im Wesentlichen unerwiedert, und die Verhandlung bis auf Weiteres ruhen zu lassen. Inzwischen stellte dieselbe der Herzoglich Braunschweigischen Regierung anheim, wiederholt in Ueberlegung zu nehmen, ob sich nicht ein Mittelweg finden möchte, auf welchem die eigenen Interessen mit denen Hannovers, besonders in Beziehung auf den Transit nach dessen südlichen Landestheilen zu vereinigen seyen. Sobald hierauf die Herzogliche Regierung sich entschlossen hatte, in diesem wie es schien wichtigsten Puncte ein erhebliches Zugeständniss zu machen, nahm man nicht Anstand, den Preussischen Gesandten in Hannover anzuweisen, der dortigen Regierung hievon im Allgemeinen Mittheilung zu machen, und zugleich die Bereitwilligkeit zur Wieder-Aufnahme der Verhandlungen zu erkennen zu geben. Dass die Preussische Regierung sich herbeiliess, ihrer Seits die Hand zur Fortsetzung der unter den vorgedachten Umständen abgebrochenen Verhandlungen zu bieten, muss den überzeugendsten Beweis davon gewähren, wie sehr es ihr am Herzen lag, zwischen Hannover und Braunschweig sowie den übrigen an Hannover grenzenden Landen des Zollvereins, ein freundnachbarliches Verhältniss zu erhalten.

Leider wiesen die hierauf nach Berlin gesendeten neuen Königlich Hannoverischen Kommissarien die von der Herzoglich Braunschweigischen Regierung gemachten Vorschläge ohne Erörterung zurück; der Letzteren darf es vorbehalten bleiben, näher zu zeigen, dass in diesen Vorschlägen hinlängliches Material zu einem zufriedenstellenden Abkommen lag. Allerdings hatte Braunschweig für wichtige Zugeständnisse, zu denen es sich bereit erklärte, nicht unbedeutende Gegenleistungen gefordert; allein über das Mehr und Weniger liess sich unterhandeln, und auf keine Weise war zu erkennen gegeben, dass Braunschweig auf jede seiner Forderungen unabänderlich beharren wolle.

Wenn aber selbst ein Kommissarius der Königlich

1844 Hannoverischen Regierung nicht vermochte, in einem amtlichen Aktenstücke sich zu mässigen, so ist nicht zu verwundern, dass auch Hannoverische Schriftsteller in öffentlichen Druckschriften sich feindselige Angriffe gegen den Zollverein und insbesondere gegen Preussen erlaubten. Es mag dies dazu beigetragen haben, dass die Neigung zum Anschlusse zn den Zollverein, welche in einigen Provinzen Hannovers sich gezeigt haben soll, bei vielen Einzelnen unterdrückt worden ist. Auch in Hannover wird man gehässige Ausfälle der Presse gegen befreundete Nachbar - Regierungen nicht billigen; dennoch zeichnete sich in solchen Ausfällen ein Schriftsteller aus, welcher schon in den Jahren 1838 und 1839 seine Feder den Interessen der Königlich Hannoverischen Regierung gewidmet hatte, und zur Belohnung hiefür in den Hannoverischen Staatsdienst aufgenommen worden war; ein Mann, dessen Schriften schon deshalb nicht unbeachtet bleiben durften, weil er gegenwärtig dem Königlich Hannoverischen Kabinete sehr nahe steht, demselben unmittelbar untergeordnet ist. Die Thätigkeit dieses Schriftstellers glaubte man auch in einem im Juni v. J. erschienenen ausführlichen Artikel des Hamburger Korrespondenten wieder zu erkennen, der dadurch an Bedeutung gewinnt, dass man darin mehrere der Drohungen wieder findet, welche die erwähnte Denkschrift vom 15ten Juni v. J. enthält.

Dieses Verhalten Hannoverischer Schriftsteller durfte hier nicht ganz unerwähnt bleiben, weil es offenbar ein unglückliches Vorzeichen für einen günstigen Ausgang der Verhandlungen seyn musste.

Auf viele Einzelnheiten der Hannoverischen Staatsschrift ist einzugehen nicht für angemessen erachtet worden; in den nachfolgenden Abschnitten sind aber einige der besprochenen Hauptgegenstände unter Angabe des Standpunktes Preussens und des gesammten Zollvereins näher beleuchtet worden.

Nur bei einem speciellen Punkte glaubt man noch verweilen zu müssen, nämlich bei dem Vorschlage, welcher, nachdem die Herzoglich Braunschweigische Regierung sich nicht im Stande gefunden hatte, dem in das Protokoll vom 16ten December 1843 niedergelegten Entwurfe einer vorläufigen Uebereinkunft zwischen beiden Vereinen ihre Zustimmung zu ertheilen, Preussischer Seits der Königlich Hannoverischen Rgierung in dem

Seite 50 u. f. der Staatschrift abgedruckten Schreiben 1844
vom 24sten December 1843 gemacht wurde. Für den Fall der Zustimmung Braunschweigs hatte die Preussische Regierung wohl erwarten dürfen, dass auch die übrigen Glieder des Zollvereins, besonders um des Zweckes willen, dadurch eine freundliche Regulirung der Verhältnisse zwischen beiden Vereinen auch auf den Herzoglich Braunschweigischen Grenzen zu befördern, jener vorläufigen Uebereinkunft ihre Genehmhaltung nicht versagen würden, obwohl darin augenscheinlich dem Hannoverischen Wunsche, ungeachtet der Fortsetzung der fast allein für den Steuerverein vortheilhaften Uebereinkunft vom 1sten November 1837, „Lit. E. wegen Erleichterung des gegenseitigen Verkehrs," das mit dieser bei dem Vertrags-Anschlusse von 1837 in dem genauesten Zusammenhange gestandene Zoll-Kartel — Uebereinkunft Lit. A. — vorläufig nicht zu erneuern, sondern die Verhandlung hierüber nur vorzubehalten, eine unter anderen Umständen ganz unzulässige Konzession gemacht worden war. Anders stellte sich die Sache, nachdem die Zustimmung Braunschweigs versagt worden war, mithin der Zweck einer so wichtigen Konzession nicht mehr erreicht werden konnte. Noch immer auf ihrem konzilianten Standpunkte beharrend, wünschte die Preussische Regierung lebhaft, wenigstens über einige Puncte eine vorläufige Verständigung mit Hannover herbeizuführen, um, wie das Schreiben vom 24sten December 1843 sagt, „den Widerwärtigkeiten und Unannehmlichkeiten vorzubeugen, welche der plötzlichen Aufhebung aller bisherigen Vertrags-Verhältnisse nur zu leicht folgen dürften, und besonders diejenigen Nachtheile zu vermeiden, welche aus der Zurücknahme der gegenseitig dem andern Vereine angeschlossenen Preussischen und Hannoverischen Landestheile entstehen würden." Zu diesem Zwecke enthielt das gedachte Schreiben zunächst den Vorschlag: „die Uebereinkünfte vom 1sten November 1837 und 17ten December 1841, Lit. B., die Grafschaft Hohnstein und das Amt Elbingerode, und Lit. D. den Anschluss verschiedener Preussischer Gebietstheile an den Steuerverein betreffend, auch vom 1sten Januar k. J. ab einstweilen gegenseitig fortbestehen zu lassen." Dies noch besonders durch Fortsetzung der vielfachen Einfuhr-Begünstigungen erkaufen zu wollen, welche der Zollverein dem Steuervereine in der Uebereinkunft Lit. E. wegen Erleichterung des gegensei-

1844 tigen Verkehrs gewährt hat, konnte der Preussischen Regierung nach Lage der Sache nicht in den Sinn kommen; nur wenn Hannover weiter zu gehen geneigt gewesen wäre, würde auch sie einen Schritt weiter bei ihren Zollverbündeten rechtfertigen zu können geglaubt haben. Ganz abgesondert daher von jenem nächsten Vorschlage wurde für den Fall, den man gern als nicht ganz unmöglich ansehen wollte, dass auch Hannover noch zu einer weiteren vorläufigen Verständigung sich geneigt finden lassen möchte, mit den deutlichsten Worten hinzugefügt: „Sollte die Königlich Hannoverische Regierung geneigt seyn, in eben der Art auch den Zoll-Kartel fortzusetzen, so würde Preussen nicht allein hiezu, sondern unter dieser Voraussetzung auch bereit seyn, die Uebereinkunft Lit. E. vom 1sten November 1837 und 17ten December 1841 jedenfalls seiner Seits in Ausführung zu belassen, und zugleich seine bona officia eintreten lassen, damit dasselbe auch von Seiten Kurhessens auf dessen Grenze, und von Seiten Braunschweigs mindestens auf dessen bisheriger Zollgrenze gegen Hannover geschehe.“ Hinzugefügt wurde der Ausdruck des Vertrauens in die Willfährigkeit Kurhessens, jedoch des Zweifels, ob Braunschweig sich in Rücksicht auf seine ständischen Verhältnisse zu einer solchen Gewährung berechtigt finden möchte.

Augenscheinlich war dieser Vorschlag wesentlich abweichend von der Grundlage der nicht perfekt gewordenen vorläufigen Uebereinkunft vom 16ten December 1843; zunächst war er nur auf die Beibehaltung des Verhältnisses der beiderseitigen Gebietstheile in dem Vereine, welchem der andre Theil angehört, gerichtet; von Hannover sollte es abhangen, ob einstweilen auch die Uebereinkunft Lit. E., jedoch nicht ohne gleichzeitige Fortsetzung des Zollkartels, welches nach jener Uebereinkunft vorläufig nicht fortgesetzt werden sollte, zwischen beiden Regierungen in Kraft bleiben solle; die Verhandlungen eines „definitiven Vertrages im Sinne des Protokolls vom 16ten December 1843“ ward dabei vorbehalten.

Die Preussischen Vorschläge schienen nicht deutlicher, als geschehen, gefasst werden zu können; nicht auf eine Verhandlung darüber, nur auf ein Ja oder Nein der Königlich Hannoverischen Regierung schien es anzukommen. Dennoch ward das Schreiben vom 24sten Decem-

ber, welches der Königliche Gesandte in Hannover dem 1844
dortigen Ministerium zu übergeben angewiesen ward, durch einen höheren Königlichen Finanzbeamten dorthin überbracht, damit dieser, in sofern die Königlich Hannoverische Regierung auf die fraglichen Vorschläge einzugehen geneigt wäre, hiebei aber noch diese oder jene Fragen entstehen sollten, mit seiner vollkommenen Sachkenntniss und durch etwaige Besprechung mit den betreffenden Königlich Hannoverischen Geschäftsmännern beiräthig und einer Verständigung förderlich seyn könne. Der gedachte Preussische Beamte ist von den Königlich Hannoverischen Ministern der auswärtigen Angelegenheiten und der Finanzen empfangen worden; er hat mit dem Königlich Hannoverischen General-Direktor der Steuern eine Unterredung gehabt; dennoch glaubte die Königlich Hannoverische Regierung (Seite 55. der Staatsschrift) die fraglichen Vorschläge als eine Erklärung Preussens, auf der Grundlage der vorläufigen Abrede vom 16ten December, nur mit Beseitigung Braunschweigs verhandeln zu wollen, deuten zu können, und den dieser Deutung entgegenstehenden Inhalt des Schreibens einer durch Eile veranlassten mangelhaften Redaktion zuschreiben zu dürfen! Das Geschäft des in solcher Unterstellung nach Berlin gesendeten Kommissarius konnte nur bald beendigt seyn, da derselbe erklärte, die Fortsetzung des Zollkartels in der von Preussen eventuell vorgeschlagenen Art ablehnen zu müssen, über den Prinzipal-Vorschlag Preussens aber, einstweilen nur die Uebereinkünfte Lit. B. und D. fortbestehen zu lassen, jede Aeusserung ablehnte.

I.

Die Verträge vom 1. *November* 1837.

Schon vor Bildung des Steuervereines zwischen Hannover, Oldenburg und Braunschweig, sahe der Zollverein seine finanziellen Interessen durch Niederlagen unverzollter Waaren benachtheiligt, welche auf Nachbar-Gebiet in der Nähe der Grenze geduldet wurden. Für Preussen namentlich hatte das Bestehen dieser lediglich auf Einschwärzungen berechneten Niederlagen noch einen anderen als allein den finanziellen Nachtheil; den Nachtheil der Demoralisation eines grossen Theils seiner Grenzbe-

1844 wohner, die seit langer Zeit Schleichhandel trieben, und denselben, durch Uebertragung der darin erlangten Uebung und Keckheit auf die jüngere Generation, dieser als väterliches Erbtheil zu hinterlassen droheten. Dem weit verbreiteten Uebel musste mit Nachdruck entgegen getreten, und den im Innern für nöthig erachteten polizeilichen Massregeln auch von aussen her Unterstützung verschafft werden. Preussen richtete hierauf seine Bemühungen, und erreichte es, dass im Jahre 1836 Preussische mit Hannoverischen und Braunschweigischen Bevollmächtigten, denen nachher auch ein Oldenburgischer Bevollmächtigter beigesellt ward, zusammen traten, um die gegen den Schleichhandel zu treffenden Massregeln zu verabreden. Während man — wie die Staatsschrift bemerkt —Hannoverischer Seits in einer Annäherung der Tarifsätze des Zollvereins an diejenigen des Steuervereins für Gegenstände des nachbarlichen Verkehrs das wesentlichste Mittel zur Verhütung des Schleichhandels zu finden glaubte, ging man Preussischer Seits davon aus, dass jene Massregel mit dem Abschlusse eines Zoll-Kartels Hand in Hand gehen müsse, weil ein Kartel ohne gleichzeitige Verkehrserleichterungen nur dem Zollvereine mit dessen hohem Tarif, Verkehrserleichterungen ohne Zoll-Kartel nur dem Steuervereine mit dessen geringerem Tarif Vortheil gebracht haben würden. Die Unterhandlungen führten zum Abschlusse der Verträge zwischen beiden Vereinen vom 1. November 1837

wegen eines Zoll-Kartels zur Unterdrückung des Schleichhandels,

wegen Ueberweisung

der Hannoverischen Grafschaft Hohnstein nebst dem Amte Elbingerode,

des Braunschweigischen Fürstenthums Blankenburg mit dem Stiftsamte Walkenried, dem Amte Calvörde und einiger anderen Enklaven an den Zollverein, so wie mehrerer Preussischen Enklaven und rechts der Weser belegenen Gebietstheile an den Steuerverein; endlich

wegen mannigfacher Zoll- und anderer Verkehrs-Erleichterungen.

Die Staatsschrift nennt den Zweck dieser Verträge gross und heilsam, und bemerkt, er sey nicht ohne Schwierigkeit erreicht worden. Beides ist richtig; denn dieselben trugen eben so wohl die Anlage in sich, dem Zollvereine wie dem Steuervereine wesentlichen Nutzen zu

gewähren, als die Opfer, die der Erstere sie sich kosten liess, 1844
nicht gering waren. Umso mehr ist zu beklagen, dass der Erfolg den Erwartungen so wenig entsprochen hat.

Zuvörderst einige Bemerkungen über den Werth der gedachten Verträge für den Steuerverein.

Der materielle Nutzen, welchen dieser dem Vertragsverhältnisse verdankte, soll sich nach der Staatsschrift auf die gegenseitigen Erleichterungen des Grenzverkehrs, des Transits und des Marktverkehrs beschränkt haben; in Bezug auf den Letzteren soll nur eine theilweise Gewährung dessen, was der Steuerverein schon durch sein System einräume, erreicht worden seyn. — Schwer ist es zu glauben, dass die Seitens des Zollvereins für eine grosse Anzahl von Fabrikaten gewährten Zollermässigungen in Hannover von je her nur für blosse Erleichterungen des Grenzverkehrs angesehen worden seyen, dass man die namhaften Sendungen von Leinengarn und Leinwand, die nach fernen Handelsplätzen (Köln) gemacht wurden, die Sendungen der Cichorien-Fabrikanten, die sich in die Binnenländer des Zollvereins erstreckten, stets nur dem Grenzverkehre beigezählt habe. Schwer ist es zu glauben, dass der von den Zollermässigungen für landwirthschaftliche Gegenstände, namentlich Vieh und Getreide, gemachte Gebrauch immer nur als ein Ausfluss des gewöhnlichen Verkehrs zwischen Grenznachbarn betrachtet worden sey, wenigstens dürfte der Oldenburgische Landwirth, der Berlin, Magdeburg und anderen grossen Städten des Zollvereins einen Theil ihres Bedarfes an Vieh lieferte, sich dieser Ansicht nicht anschliessen.

Dass der Steuerverein den Bewohnern des Zollvereins in Betreff des Grenz- und Marktverkehrs schon durch sein System dasjenige gewähre, was erst durch die Verträge von 1837 für die Bewohner des Ersteren und dennoch nur theilweise und unvollständig erreicht sey, bestätigt sich bei Vergleichung des §. 6. des Hannoverischen Zollgesetzes mit den §§. 77 — 82. der Zollvereins-Ordnung nicht. Nach dem Hannoverischen Gesetze können die im Laufe des kleinen Grenzverkehrs zur Verarbeitung, Reparatur etc., so wie die zu inländischen Märkten ein-, später aber wieder ausgehenden Gegenstände von der Eingangsabgabe befreit werden, während im Zollvereine diese Befreiung von der Eingangsabgabe ein für alle Mal positiv ausgesprochen, und nicht fakultativ der Entschliessung

1844 der Steuerbehörde überlassen ist. Die von der Staatsschrift aufgestellte Behauptung ist daher nur im umgekehrten Sinne richtig.

Dieselbe legt ferner auf die zur Unterdrückung des Schleichhandels getroffene Uebereinkunft für den Steuerverein kein besonderes Gewicht. Allerdings gewährte die Gesetzgebung des Zollvereins in Bezug auf unverzollte Waaren dem Steuervereine zum grössten Theile schon denjenigen Schutz, welchen Jener erst durch die gedachte Uebereinkunft zu gewinnen suchen musste. Dagegen lag in den Gesetzen des Zollvereins keine Garantie gegen die Verhinderung des Einschleifs von Gegenständen des freien Verkehrs, namentlich der zollvereinsländischen Manufakte, unter welchen wollene und baumwollene Waaren im Hannoverischen sehr gesucht und Gegenstand der Einschwärzung sind, wie manche durch die getreue Erfüllung des Kartels von Seiten des Zollvereins noch in neuerer Zeit gemachte Erfahrungen genügend bewiesen haben. Die durch den Vertrag übernommene Verpflichtung der Zollvereinsstaaten, diesen Einschwärzungen entgegen zu wirken, war daher für den Steuerverein immerhin von Werth, zumal der Vortheil des minderen Anreizes zum Schleichhandel, den derselbe wegen seiner geringeren Tarifsätze voraus hat, durch seine viel schwächere und mangelhaft organisirte Grenzbesetzung wieder verloren geht.

Es bleibt ferner zu erörtern, welchen Nutzen die Verträge von 1837 auf der anderen Seite dem Zollvereine gewährt haben. Dabei muss zwischen dem Zustande der Dinge zur Zeit des Abschlusses derselben und dem Jahre 1843 unterschieden werden. Durch den Anschluss der Braunschweigischen Landestheile Blankenburg und Walkenried, und den im Jahre 1842 eingetretenen ferneren Anschluss der Braunschweigischen Hauptlande, so wie des Fürstenthums Lippe an den Zollverein, ist nämlich die Gefahr des Schleichhandels von Hannover aus wesentlich vermindert worden, weil die demselben früher geöffnet gewesenen Städte der Preussischen Provinzen Sachsen und Westphalen durch die Vorrückung der Zollgrenzen zu Plätzen des Binnenlandes und eben dadurch unschädlich gemacht sind. Zwar würde Hannover durch die Zurückziehung der enklavirten Grafschaft Hohnstein und des Amtes Elbingerode, die sich zur Zeit noch im Zollvereine befinden, welcher den auf deren Bevölkerung

fallenden Einnahme-Ertrag an Hannover gewährt, mithin 1844
von den Hannoverischen Unterthanen durchaus keinen Gewinn zieht, wie die Staatsschrift annimmt, die Grenzbewachung in etwas zu erschweren im Stande seyn. Gänzliche Verarmung der genannten Landestheile durch die dann unausbleiblich nöthig werdende Absperrung derselben von dem sie rings umgebenden Zollvereins-Gebiete würde aber einem solchem Schritte auf dem Fusse folgen. Es wäre daher ein grosser Irrthum, wenn man den mehr erwähnten Verträgen noch während der verflossenen zwei Jahre gleichen Werth für den Zollverein hätte beimessen wollen, als zur Zeit des Abschlusses derselben. Ausserdem hat sich aber auch durch die Erfahrung herausgestellt, dass gerade derjenige Vertrag, welcher seinem Zwecke nach die finanziellen Interessen des Zollvereins am meisten hätte fördern sollen, — die Uebereinkunft zur Unterdrückung des Schleichhandels — in der Ausführung wesentlichen Schwächen und Mängeln unterlag. Dahin gehört vorzugsweise:

1. Die grosse Zahl unversteuerter Niederlagen in geringerer als zweimeiliger Entfernung von der Grenze, in Folge der Bestimmung, nach welcher dieselben an den Sitzen aller Grenz-Steuer-Aemter erster Klasse und aller Haupt-Steuer-Aemter gestattet waren. Solcher nicht zwei Meilen von der Vereinsgrenze belegener Zoll-Aemter zählt der Steuerverein aber über dreissig.
2. Der wegen des grossen Unterschiedes der beiderseitigen Tarifsätze vorhandene Reiz zum Schleichhandel mit bereits verzollten Waaren. Dieser Schleichhandel wirft noch immer einen namhaften Gewinn ab, indem der Schmugglerverdienst bei seidenen Waaren 97½ Rtl., bei baumwollenen Waren 37½ Rthlr., bei wollenen Waaren 17½ Rthlr., bei Gewürzen 3 Rthlr. 9 Ggr., bei Zucker 6 Rthlr. 21 Ggr., bei Kaffee 3 Rthlr. 9 Ggr., bei Tabacksfabrikaten 4 Rthlr. 18 Ggr. resp. 8 Rthlr. 18 Ggr. und bei Wein 3 Rtl. 21 Ggr. vom Zentner beträgt.
3. Die mangelhafte Handhabung der Bestimmung, nach welcher auch unverhältnissmässige Anhäufungen bereits verzollter Waaren bis zu einer Meile von den gegenseitigen Vereinsgrenzen unter den nicht zu duldenden Niederlagen verstanden, und zollvereinsländische Unterthanen, die sich nicht wegen eines bestimmten Gewerbes auszuweisen vermochten, zugleich

1844 aber den Verdacht des Schleichhandels gegen sich hatten, wenn sie ohne polizeilichen Ausweis ihrer Behörde auf Hannoverischem Gebiete betroffen wurden, arretirt und der nächsten Polizeibehörde abgeliefert werden sollten.

Diese letztere Bestimmung hat so wenig Erfolg geliefert, dass der gewerbliche Schleichhandel an manchen Grenzpunkten mit einer Sicherheit betrieben worden ist, welche über die mangelhafte Ausführung der Verträge nicht wohl einen Zweifel übrig lassen kann. Die Staatsschrift will diesen Vorwurf zwar durch die Bemerkung ablehnen, dass nur in verhältnissmässig wenigen Fällen über solche Mängel Klage geführt sei, und dass die von Preussen ausgegangenen Belobungen und Belohnungen Hannoverischer Grenz-Schutzbeamten als Beweise der getreuen Erfüllung der vertragsmässigen Verbindlichkeiten angesehen werden müssten. Darauf ist jedoch zu entgegnen, dass die vollständige Feststellung solcher Mängel einer fremden Verwaltung wesentlichen Schwierigkeiten unterliegt, sobald nicht durch Bestellung besonderer Organe, welche über die genaue Erfüllung der Verträge zu wachen haben, die Gelegenheit zur näheren Verfolgung von Mängeln gegeben ist, und dass den von der Preussischen Regierung ausgegangenen Belobungen und Belohnungen einzelner Hannoverischer Unterbeamten mehr der Zweck der Erregung eines lebhafteren Interesse für das Beste des Zollvereins bei dem ganzen Beamtenpersonal, als der der Anerkennung im Allgemeinen zu Grunde gelegen hat.

Worin diese mangelhafte Erfüllung der vertragsmässigen Verpflichtungen ihren Grund gehabt, ob in der Unzulänglichkeit der vorhandenen Mittel, insbesondere der Schwäche des Hannoverischen Grenz-Schutzpersonals, der unzureichenden Beaufsichtigung desselben, oder in welchen anderen Umständen, ist gleichviel. Ausgemacht ist aber, dass der Vertrag zur Unterdrückung des Schleichhandels sich in der Ausführung ganz anders gestaltet hat, als die Zollvereins-Staaten erwarten durften. Die Staatsschrift will zwar die Schuld der wenig entsprechenden Resultate des Vertrages — sie erkennt diese also theilweise an — dem Zollvereine zuwälzen, indem sie die grosse Verringerung des Schutzpersonals, zu dem derselbe sich nach Abschluss des Kartels habe verleiten lassen, und das stationäre Bewachungs-System des Vereins als Gründe des fortgesetzten Schleichhandels bezeichnet. Beide An-

gaben sind indessen unrichtig. Denn gerade in der Preussischen Provinz Sachsen, wo das Auffsichtspersonal am meisten vermindert wurde, entsprach das Zollkartel, so weit die Handhabung desselben von der Braunschweigischen Zollverwaltung ausging, mehr seinem Zwecke; in der Provinz Westphalen dagegen, der Hannoverischen Grenze gegenüber, wo eine Personalverminderung nicht Statt gefunden hatte, gab die Ausführung des Vertrages stets zu Klagen Veranlassung. Die Annahme, dass das Bewachungs-System des Zollvereins lediglich in Besetzung einzelner Puncte bestehe, findet sowohl in sämmtlichen über die Ausführung des Grenzschutzes erlassenen Instruktionen, als in dem Umstande, dass sich namentlich in den Provinzen Sachsen und Westphalen unter sieben Grenz-Aufsehern immer ein reitender befindet, vollständige Wiederlegung. Die Wahrheit ist, dass im Zoll-Vereine ambulanter Dienst durch Patrouillen mit der Besetzung von Punkten, die dem Uebergange der Schleichhändler günstig sind, nach Umständen und Bedürfniss wechselt. 1844

Aus dem Vorstehenden ergiebt sich, dass die Verträge vom 1. November 1837, theils wegen unvollständiger Ausführung von Seiten Hannovers theils wegen der vom Zollvereine zugestandenen wichtigen Gegenleistungen für den Letzteren keinen überwiegenden, wenigstens nicht den Werth hatten, welchen die Staatsschrift denselben beigelegt wissen mögte; dass insbesondere die Einverleibung der Enklaven im wohlverstandenen Interesse der Königlich Hannoverischen Regierung und ihrer Unterthanen mehr als ein wahrer Gewinn für diese, als für den Zoll-Verein angesehen werden kann.

Bei der abweichenden Ansicht der Staatsschrift über den Werth der gedachten Verträge liegt die Frage nahe:

ob nicht die Ueberzeugung von den grösseren Vortheilen, welche der Zollverein aus dem Vertragsverhältnisse gezogen, in Hannover die Meinung hervor gerufen haben möge, man werde die Verträge um jeden Preis aufrecht zu erhalten suchen?

1844

II.

Das Präcipuum.

Als den Maassstab, nach welchem die gemeinschaftlichen Zoll-Einkünfte zu vertheilen sind, hat man im Zoll-Vereine das Verhältniss der Bevölkerung angenommen. So wenig es sich auch verkennen lässt, dass der Kulturzustand, nicht allein in den einzelnen zum Zoll-Vereine gehörigen Staaten, unter einander vergleichen, sondern auch wiederum in einzelnen Theilen dieser Staaten, Verschiedenheiten darbietet, welche auf die Verhältnisse der Konsumtion, namentlich derjenigen fremden Artikel, deren Besteuerung den grössten Theil der Vereins-Einkünfte liefert, wie Zucker, Kaffee, Taback und Wein, nicht ohne Einfluss sind, so hat man sich doch bei wiederholt über diesen wichtigen Punkt, zuletzt noch bei Erneuerung der Zollvereinigungs-Verträge angestellten Erörterungen davon überzeugen müssen, dass jener Maassstab der allein anwendbare ist. Das Mehr, welches, vermöge einer reichlicheren Konsumtion, an einem oder dem anderen, oder an mehreren jener Artikel die Unterthanen des einen Vereinsstaates zu den gemeinschaftlichen Zoll-Einkünften beitragen mögen, lässt sich nicht mit Zuverlässigkeit ermitteln, und noch weniger würde sich auch nur annähernd die nicht ohne Unbilligkeit ausser Gegenrechnung zu lassende Ausgleichung in Zahlen darstellen lassen, welche ein ausgebildeterer Kultur- und Produktionszustand der mehr konsumirenden Staaten in der erweiterten Freiheit des Verkehrs innerhalb eines vergrösserten Absatzgebietes finden dürfte, und durch einen höheren Beitrag zu den Gesammt-Einkünften des Vereins bis zu einem gewissen Grade ohne Zweifel nicht zu theuer erkauft. Steht dies der Feststellung von Präcipuen entgegen, welche bei der Revenüen-Theilung dem einen Vereinsstaate aus diesem, dem anderen aus jenem, auf dessen Konsumtion hergenommenen Grunde zu gewähren seyn würden, so muss man auch einem anderen zur Erwägung gekommenen Mittel der Berücksichtigung der Mehrkonsumtion, nemlich einer Ausnahme der Gegenstände derselben von der Zollgemeinschaft, die Ausführbarkeit absprechen, weil demselben die Freiheit des Verkehrs innerhalb des Vereinsgebietes entgegen stehet. Indem aus diesen, bei anderen Veranlassungen schon näher besprochenen, Rück-

sichten der Zollverein den Grundsatz der Revenüen-Theilung nach der Bevölkerung angenommen hat, und in demselben das zur Erhaltung einer wirklichen und vollständigen Gemeinschaft allein geeignete Mittel festhalten zu müssen glaubt, wird von der Königlich Hannoverischen Regierung dieser Grundsatz verworfen. Dieselbe hält den Theilungs-Massstab nach der Bevölkerung auf ihre Lande nicht für anwendbar, weil die Konsumtion hochbesteuerter Gegenstände, namentlich von fremdem Wein, Zucker und Kaffee dort höher sey, als in den Ländern des Zollvereins. Diese behauptete Mehrkonsumtion wird aus den beiderseitigen Verzollungs-Uebersichten hergeleitet, die im Steuervereine allerdings bei mehreren Artikeln höhere Versteuerungsquanta nachweisen, als im Zollvereine. Es fragt sich jedoch, ob die bisherige Verzollung einen richtigen Massstab für das geforderte Präcipuum abgeben könne? Diese Frage mögte, wie sich aus dem Folgenden ergiebt, zu verneinen seyn, weil einmal die stärkere Konsumtion unter anderen Verhältnissen, namentlich nach dem Beitritte Hannovers zum Zollvereine nicht fortdauern würde, und weil ausserdem die Annahme, dass Alles, was in Hannover zur Verzollung gelangt, auch dort verzehrt werde, auf einer Illusion beruhet. 1844

Beide Behauptungen mögen einer näheren Prüfung unterliegen.

Die Artikel, bei welchen die Mehrverzollung im Steuervereine besonders hervortritt, sind: Manufakturwaaren aller Art, Wein, Zucker, Syrop und Kaffee. Bei den Manufakturwaaren stellte sich, ungeachtet des drei-, vier- und achtfach niedrigeren Tarifsatzes, der Zollertrag während der Jahre $18\frac{40}{41}$ im Steuervereine höher als im Zollvereine. Von den Baumwollenwaaren z. B. bezog jener bei einem Zolle von $12\frac{1}{2}$ Rthlr. pro Zentner einen Ertrag von etwas mehr als $2\frac{1}{2}$ Sgr., dieser bei einem Zoll von 50 Rthlr. einen Ertrag von noch nicht Einem Silbergroschen auf den Kopf der Bevölkerung. Wollene Waaren lieferten im Steuervereine bei resp. $12\frac{1}{2}$ und $9\frac{3}{8}$ Rthlr. Zoll einen Ertrag von $2\frac{1}{3}$ Sgr.; im Zollvereine dagegen bei resp. 30 und 20 Rthlr. Zoll noch nicht voll Einen Silbergroschen auf den Kopf. Es beruhet aber in der Notorietät und wird Hannoverischer Seits nicht in Abrede gestellt, dass ein bedeutender Theil der im Steuer-

1844 vereine zum Verbrauch gelangenden Baumwollen- und mehr noch der Wollenwaaren aus zollvereinsländischen Fabrikaten besteht, welche vom Augenblicke des Anschlusses ab keinen Zoll mehr entrichten würden. Indessen ist es nicht dieser Umstand allein, der auf die künftige Zollrevenue von den gedachten Artikeln einen Einfluss ausüben würde, sondern es darf ausserdem nicht übersehen werden, dass das zollvereinsländische Fabrikat, welches jetzt in Hannover mit dem englischen und französischen gleich belastet ist, nach dem Anschlusse, d. h. nach der Aufhebung des Eingangszolles und bei drei- und viermal höherer Belastung des konkurrirenden ausländischen Fabrikats, den Absatz des Letzteren wesentlich beschränken würde. Die Annahme, dass auch nach dem Anschlusse Hannovers dessen Verbrauch an nicht zollvereinsländischen Gespinnsten bedeutender sein werde, als in den übrigen Vereinsländern, ist daher durchaus nicht gerechtfertigt.

Der Wein lieferte im Hannoverischen Vereine bei einem Tarifsatz von 3 Rthlr. $3\frac{3}{4}$ Sgr. pro Zentner einen Ertrag von $4\frac{1}{4}$ Sgr., im Zollvereine bei dem Satze von 8 Rthlr. (oder nach Abzug des Rabatts von $6\frac{2}{5}$ Rthlr.) nur einen Ertrag von $1\frac{3}{4}$ Sgr. für den Kopf. Auch bei diesem Artikel treten ähnliche Verhältnisse wie bei den Manufactur-Waaren ein, indem einmal der bis jetzt in Hannover verzollte deutsche Wein mit dem Anschlusse inländischer wird, und keinen Zoll mehr zahlt, und weil ausserdem der Vorzug, welchen derselbe vor dem hochbesteuerten ausländischen Weine eben durch den höheren Zoll geniessen würde, eine Abnahme des Verbrauches des Letzteren, und mit ihr ein geringeres Zollaufkommen zur Folge haben müsste, wie die Erfahrung dies schon früher in Preussen und neuerdings auch in Braunschweig gelehrt hat.

Aehnliches gilt vom Taback, für welchen die Verzollung im Steuervereine bei einem für Blätter um das Fünffache, für Fabrikate etwa um die Hälfte niedriegeren Satze diejenige des Zollvereins um das zwei- bis zwei ein halbfache überstieg. Die Erhöhung des Zolles für Blätter würde der Hannoverischen Produktion einen so wirksamen Schutz gewähren, dass diese sich nahmhaft heben und auf die Verminderung des Verbrauches ausländischer Blätter einwirken müsste. Nicht minder würde die Ein-

fuhr von Tabacksfabrikaten mit der Verdoppelung des bis- 1844
herigen Zolles und durch die begünstigte Konkurrenz der Pfälzer Blätter eine Abnahme erleiden, mithin ebenfalls eine geringere Zollrevenue abwerfen.

Die Tarifsätze für Zucker und Syrop sind im Zollvereine bekanntlich zum namhaften Vortheile der inländischen Kolonial-Zucker-Siedereien bemessen, wodurch die Einfuhr fremden Syrops so gut als ausgeschlossen ist. Im Steuervereine finden auch für diese Artikel ermässigte Zollsätze — bei Syrop: $\frac{3}{4}$ Rthlr. gegen 4 Rthlr. — und weit geringere Bevorzugung der inländischen Siedereien Statt. Wenn ausserdem in Erwägung gezogen wird, dass im Zollvereine die inländische (Rüben-) Zucker-Fabrikation mit den Kolonialzuckern konkurrirt, während dergleichen Fabriken im Steuervereine fast gar nicht bestehen, so erklärt sich schon daraus der nicht bedeutende Unterschied zwischen den Verzollungs-Resultaten beider Vereine, welcher beim Zucker (Raffinade und Rohzucker) im Zollvereine 4 Pfund, im Steuervereine $4\frac{2}{3}$ Pfund, und beim Syrop $1\frac{1}{2}$ und $2\frac{1}{2}$ Loth auf den Kopf ausmacht.

Vom Kaffee endlich beträgt die Eingangsabgabe im Zollvereine $6\frac{1}{2}$ Rthlr., im Steuervereine $3\frac{1}{8}$ Rthlr., und die auf den Kopf verzollte Menge in Jenem $2\frac{1}{2}$ Pfund, in dem Letzteren $3\frac{1}{3}$ Pfund. Man würde jedoch sehr irren, wenn man glauben wollte, dass diese Verschiedenheit nur in dem (durch den höheren und geringeren Zoll mit bedingten) Preisunterschiede der Waare ihren Grund habe. Gerade bei diesem Artikel trifft nach den vorliegenden Erfahrungen die Annahme, dass die im Lande verzollten Waaren auch wirklich in demselben verzehrt würden, noch weniger zu, als bei allen vorhergenannten, weil der Schleichhandel mit bereits versteuertem Kaffee nach dem Zollvereine vorzugsweise lebhaft betrieben wird, mithin nicht die Bewohner des Steuervereins, sondern die des Zollvereins die Konsumenten eines namhaften Theiles des in Jenem verzollten Kaffees bilden. Eine durch Schleichhandel herbeigeführte Mehrverzollung wird aber so wenig beim Kaffee, als bei Zucker, Taback und Wein, welche nach dem Kaffee die hauptsächlichsten Gegenstände der Einschwärzung ausmachen, dann noch Statt finden können, wenn Hannover mit dem Zollvereine ein Ganzes bildet. Die den Hannoverischen Kassen aus diesem Schleichhandel erwachsene Einnahme, welche man nach dem Vorgange der

1844 Staatsschrift als einen „fremden Interessen dargebrachten Tribut" bezeichnen könnte, würde daher mit der Aufhebung der Zollgrenze zwischen beiden Vereinen wegfallen.

Endlich kann auf den Grund der über die Wirkungen von Zoll-Erhöhungen und Ermässigungen bestehenden Erfahrungen im Allgemeinen behauptet werden, dass Hannover von der Annahme der höheren Tarifsätze des Zollvereins für ausländische Konsumtions-Artikel eine Preis-Erhöhung derselben, und in Folge dieser eine Konsumtions-Verminderung zu erwarten habe. Durch die beantragte Ermässigung der Zollsätze für Wein, Zucker, Kaffee etc. hat Hannover die Richtigkeit dieser Erfahrung selbst anerkannt; dessen ungeachtet aber den Antrag auf Gewährung eines Präcipui gestellt, für welches mit der eintretenden Konsumtions-Verminderung doch jeder Grund wegfallen würde.

Diese Gründe, und nicht — wie die Staatsschrift Seite 32 behauptet, — die blosse Bemerkung, „dass Sachsen und Preussen selbst mit der Forderung eines Präcipui nicht durchzudringen vermocht hätten," sind dem KöniglichHannoverischen Bevollmächtigten von denPreussischen Kommissarien entgegengestellt worden. Dieselben haben daran die Schlussfolgerung geknüpft, dass die dermaligen Zustände Hannovers durchaus keinen Massstab für die Zukunft abgeben könnten, weil die Bedingungen, welche zur Zeit eine Einwirkung auf dieselben ausüben, sich mit dem Anschlusse durchweg und wesentlich umgestalten würden; dass die Fortdauer einer die Rechtfertigung des geforderten Präcipui begründenden Verschiedenheit der Konsumtions-Verhältnisse zwischen den Hannoverischen Landen und Zollvereinsländern im Ganzen, ungeachtet dieser Umgestaltung der Zustände, daher nicht im Mindesten wahrscheinlich sey, und auf die erhobene Forderung deshalb nicht eingegangen werden könne. Die schriftliche Entwickelung der vorgedachten Gründe ist Seitens der Preussischen Kommissarien zu verschiedenen Malen angeboten, jedoch von dem Königlich Hannoverischen Kommissar mit dem Bemerken verbeten worden, dass es für den Fortgang der Unterhandlung nicht rathsam erscheine, eine solche Erklärung nach Hannover gelangen zu lassen, sofern nicht

entweder das Präcipuum selbst, oder wenigstens ein Surrogat zugestanden, oder sonst auf ein Auskunftmittel Bedacht genommen werde, welches das Präcipuum im Grundsatze erledige. Solcher Auskunftmittel wurden von dem Hannoverischen Kommissarius noch mehrere angedeutet, z.B. die besondere Notirung der Hannoverischen Konsumtion in den oben gedachten Hauptartikeln, und die Beibehaltung geringerer Tarifsätze für Hannover mit einer Nachsteuer beim Uebergange in die andern Vereinslande. 1844

Alle diese Vorschläge zeigten sich aber unausführbar, und liessen sofort den Widerstreit erkennen, in welchen man dadurch mit den Hauptgrundsätzen des Zollvereins gerathen seyn würde. Dennoch ist dem Hannoverischen Bevollmächtigten überlassen worden, seine eigenen Ansichten über ein zum Ziele führendes Auskunftmittel schriftlich niederzulegen, wozu es aber niemals gekommen ist. Dagegen hat derselbe in einer der mehrfach Statt gehabten mündlichen Unterredungen die Frage aufgestellt, ob nicht, wenn auch Preussen für sich ein Uebergewicht der Hannoverischen Konsumtion und die darauf gegründete Forderung nicht anerkennen wollte, dieselbe wenigstens bei den übrigen Vereinsstaaten Eingang finden werde, und ob nicht diese letzteren, ohne Antheilnahme Preussens, das Hannoverische Präzipuum allein zu übertragen bereit seyn möchten. Auf diese Anfrage hat nur die unverweilte und bestimmte Erklärung folgen können, dass Preussen auf eine solche Aussonderung unter keinen Umständen einzugehen vermöge, ja sogar Bedenken tragen müsse, den anderen Vereinsstaaten nur einmal von der Frage Nachricht zu geben, weil eine derartige Kommunikation unangenehme Erörterungen und Missverständnisse besorgen lasse.

Dies sind die gegen den Anspruch auf ein Präcipuum geltend gemachten Gründe, welche die Hannoverische Staatsschrift ganz mit Stillschweigen übergeht.

III.

Der Braunschweigische Harz- und Weser-District.

Die Königlich Hannoverische Regierung sieht in der Aufnahme der Braunschweigischen Landestheile zwischen dem Harz und der Weser in den Zollverein eine zwei-

1844 fache Inkonsequenz: einmal in Bezug auf die Verträge von 1837, ausserdem in Bezug auf die Grundsätze, welche der Verein der Hannoverischen Forderung eines Präcipui entgegengestellt hat. Zugleich wird die Festsetzung geringerer Eingangszölle als der Hannoverischen für den District zwischen Harz und Leine als eine in ihren Folgen unvermeidlich einen wahrhaft feindlichen Charakter tragende Massregel bezeichnet.

Es ist nicht zu verkennen, dass sich die Grenzverhältnisse zwischen dem Zollvereine viel einfacher gestellt haben würden, wenn entweder die südlichen Hannoverischen Provinzen dem Zollvereine angeschlossen worden, oder die zwischen diesen südlichen und den nördlichen Hannoverischen Landestheilen belegenen Herzoglich Braunschweigischen Besitzungen dem Steuervereine einverleibt geblieben wären. Aber Hannover wollte auf die erstere, Braunschweig auf die andere dieser Alternativen nicht eingehen; von einer solchen Vereinfachung der Grenzverhältnisse konnte daher gar nicht weiter die Rede seyn, sondern es kam lediglich in Frage, ob es unter diesen Verhältnissen den Interessen Hannovers mehr zusage, das Zoll-Kartel ganz aufzugeben, oder dasselbe fortzusetzen. Die Folgerung der Staatsschrift (Seite 21), dass der Zollverein schon durch die Aufnahme der Braunschweigischen Landestheile zwischen dem Harz und der Weser mit den leitenden Grundsätzen bei Abschliessung der Verträge von 1837 in Widerspruch gerathen sey, ist nicht vollständig durchgeführt. In voller Konsequenz dessen, was durch sie angedeutet werden soll, würde es nicht genügt haben, der Braunschweigischen Regierung zu erklären, dass zwar die Hauptlande, nicht aber der Harz- und Weser-District in den Verein aufgenommen werden könnten; sondern es hätte die Aufnahme des Hauptlandes nur unter der Bedingung erfolgen müssen, dass der Harz- und Weser-District im Steuervereine belassen werde. Denn offenbar würden die Nachtheile, welche den Hannoverischen Zolleinrichtungen aus der Abtrennung des gedachten Districts erwachsen, dieselben bleiben, ja noch entschiedener hervortreten, wenn in demselben gar kein geordnetes Zollsystem bestände, und man sich nur auf Erhebung möglichst hoher Durchgangszölle beschränkt hätte. Und würde Braunschweig auf jene Bedingung zu Gunsten Hannovers eingegangen seyn? würden die anderen Zollvereinsstaaten eine nur auf sol-

chen Gründen beruhende Verweigerung der Aufnahme 1844
Braunschweigs gebilliget, würde nicht Preussen in zu weit gegangener freundnachbarlicher Rücksichtnahme sein eigenes Interesse dem Interesse Hannovers ohne hinreichende Veranlassung geopfert haben? Ein Blick auf die Karte genügt, um die Ueberzeugung zu gewinnen, dass gerade der Braunschweigische Harz- und Weser-District das Mittel bietet, eine, durch kein zollfremdes Land unterbrochene Kommunikation zwischen den nordöstlichen und nordwestlichen Provinzen Preussens (Magdeburg — Minden) auf einem sehr belebten Handelszuge zu gewinnen. Der Werth einer solchen Kommunikation für Preussen, welche durch den im Laufe dieses Jahres zu beginnenden und zu vollendenden Bau einer chaussirten Strasse um die Hannoverischen Landestheile bei Goslar auf Braunschweigischem Gebiete, hergestellt wird, ist erst neuerdings durch die Belästigung des Verkehrs nach und über Braunschweig, welche während der verflossenen drei Monate durch die von den Hannoverischen Behörden getroffenen, in der Zollverfassung des Steuervereins nicht begründeten Massregeln herbeigeführt wurde, zu deutlich hervorgetreten, als dass gerade Preussen, und nur zum Vortheile Hannovers, die Gelegenheit hätte von der Hand weisen sollen, sich einen, die Hannoverischen Zoll-Linien nicht berührenden Verbindungsweg zu beschaffen.

Eine zweite in der Aufnahme des Harz- und Weser-Districts liegende Inkonsequenz findet die Staatsschrift in dem geringeren Zolltarife, der wider Erwarten der Königlich Hannoverischen Regierung für die Landestheile zwischen Harz und Leine eingeführt ist, und in der dessenungeachtet unbeschränkt stipulirten Zulassung der Braunschweigischen Regierung bei der Vertheilung der Zollrevenüen nach der Kopfzahl.

Wenn man Königlich Hannoverischer Seits wirklich nicht geglaubt haben sollte, dass in dem Harz- und Weser-Districte ein geringerer Tarif als der des Zollvereins eingeführt werden könne, so trägt wenigstens der Zollverein nicht die Schuld hieran. Die Frage darüber war bereits im Jahre 1841, bevor die Verhandlungen mit Hannover wegen einstweiligen Ausschlusses des gedachten Bezirkes beendigt waren, entschieden, und wenn damals den Königlich Hannoverischen Kommissarien auch keine

1844 offizielle Mittheilung im schriftlichen Wege hierüber gemacht ist, — wozu bei der Ungewissheit, ob es jemals zum Anschlusse jener Landestheile ohne Hannover kommen werde, auch keine Veranlassung vorlag, so wurde aus der Absicht selbst doch stets so wenig ein Geheimniss gemacht, dass dieselbe in Hannover nicht unbekannt bleiben konnte. Jedenfalls kannte die Königlich Hannoverische Regierung seit dem Monat Mai 1843 — aus der Preussischen Erwiederung vom 21sten Mai, Anlage XVII. der Staatsschrift — die vom Zollvereine beabsichtigte Massregel, und es stand bei ihr, die Nachtheile derselben im Wege der Verhandlung abzuwenden. Die Gründe für die fragliche Massregel, welche man Hannoverischer Seits als einen Akt der Feindseligkeit zu bezeichnen keinen Anstand genommen hat, liegen übrigens sehr nahe. In dem schmalen, auf zwei Seiten von Hannover begrenzten, von Waldgebirgen durchzogenen und in vielen Winkeln in das Hannoverische Gebiet weit einspringenden Landestheile zwischen Harz und Leine, würde die Handhabung des Zollschutzes bei höheren Tarifsätzen, selbst dann eine Sache der Unmöglichkeit gewesen seyn, wenn man den ganzen Zollertrag des Landestheiles, und noch bei weitem mehr für Besoldung von Zollwächtern hätte hingeben wollen. An die Einführung des Zollvereins-Tarifes war aus diesem Grunde, und wegen der Gefahr, welche durch die dann nicht zu vermeiden gewesene gänzlich freie Kommunikation dieses Landestheils mit dem übrigen Gebiete des Zollvereins für letzteren entstanden wäre, nicht zu denken. Aber selbst der Tarif des Steuervereins erschien noch zu hoch, um nicht der Besorgniss Raum zu geben, dass die Bevölkerung des Harz-Districts von der durch die Oertlichkeit und den mangelnden Grenzschutz gebotenen Gelegenheit Gebrauch machend, ihre Bedürfnisse zum grössten Theile aus dem Hannoverischen Gebiete beziehen, und der Zollvereinskasse gar keinen Ertrag liefern werde. Auch dieser Gefahr musste man möglichst vorbeugen, was nur durch Feststellung geringerer Tarifsätze, als der in Hannover geltenden geschehen konnte. Diese Feststellung ist dahin erfolgt, dass die vorzüglichsten Gegenstände des Schleichhandels, und zwar Kaffee, Zucker, Gewürze, Tabacksfabrikate, Wein, Reis, baumwollene, wollene und seidene Waaren, dem halben Hannoverischen Zolle unterworfen sind, wogegen mehrere andere Artikel fast den-

selben Tarifsätzen, als in Hannover unterliegen. So wird 1844 beispielsweise entrichtet

	im Harz-Districte:		im Steuervereine:	
von Branntwein . .	3 Rtl.	— Ggr.	4 Rtl.	4 Ggr.
von frischen Südfrüchten	— -	12 -	— -	18 -
von Kakao in Bohnen	1 -	12 -	— -	18 -
von Syrop	— -	12 -	— -	18 -
von Tabacksblättern	1 -	12 -	1 -	1 -

Wenn die Königlich Hannoverische Regierung von den geringen Tarifsätzen im Harz-District übrigens wirklich Gefahr für ihre Zoll-Intraden besorgt, so bleibt es unerklärlich, weshalb dieselbe von den im Jahre 1837 geschlossenen Verträgen gerade die Erneuerung des Zoll-Kartels auf das Entschiedenste verweigert, und dadurch allein den Abbruch der Verhandlungen herbeigeführt hat. Preussischer Seits ist wiederholt auf diese Inkonsequenz aufmerksam gemacht und die Zusicherung gegeben, dass die Preussische Regierung es sich zur besonderen Aufgabe stellen werde, die sorgfältigste und vollständigste Ausführung des Kartel-Vertrages auch in Bezug auf den Harz-District zu überwachen, während die Befugniss dazu wegfalle, wenn der Vertrag nicht erneuert werde. Dass diese dringenden Vorstellungen ohne Erfolg geblieben sind, kann nur dem Umstande beigemessen werden, dass man bei den Statt gehabten Erörterungen nicht sowohl von dem Gesichtspunkte, wie ein unverkennbar schwieriges Verhältniss mit mindester Unbequemlichkeit zum beiderseitigen Vortheile zu reguliren sey, als von einer Ueberschätzung der Vortheile des Kartels für den Zollverein, ausgegangen ist, die man ohne neue Zugeständnisse nicht gewähren wollte. Hannover weiss übrigens sehr wohl, dass der Zollverein Niederlagen von irgend bedeutendem Umfange, welche zum Schmuggelhandel benutzt werden könnten, im Harz-District auch im eigenen Interesse nicht dulden darf, da der District mit zwei Seiten am Zollvereinsgebiet grenzt, wohin bei dessen höheren Zollsätzen der Einschleif gewinnbringender, als nach Hannover selbst sich gestalten würde.

Die Zulassung der Herzoglich Braunschweigischen Regierung bei der Vertheilung der Zollrevenüen nach der Kopfzahl auch mit dem niedriger besteuerten Harz-Districte mag endlich immerhim ein Präcipuum genannt werden; nur nicht im Sinne der Hannoverischen Forderung, denn der Titel, welcher dieser zu Grunde liegt,

1844 ist, gleich den übrigen Umständen, durchaus verschieden von den Gründen, die für Beibehaltung des im Zollvereine allgemein geltenden Theilungsmassstabes auch in Bezug auf den Braunschweigischen Harz-District sprachen. Hannover forderte wegen angeblicher Mehrkonsumtion hoch besteuerter Waaren eine grössere Dividende aus der Vereinskasse für das ganze Königreich mit $1\frac{3}{4}$ Millionen Menschen. Braunschweig wurde für einen nur 26,500 Einwohner in sich fassenden Gebietstheil, der im Gesammt-Interesse des Zollvereins nicht mit dem vollen Tarife in denselben aufgenommen werden konnte, die Theilung nach der Kopfzahl auch schon für so lange bewilligt, als die gegenwärtige besondere Lage des Landestheils die Einführung des Zollvereins-Tarifes in denselben nicht gestattet.

Nach dem Vorstehenden rechtfertigen sich folgende Behauptungen:

1. Der Einführung eines geringeren Zolltarifes in dem Harz-Districte kann schon deshalb der Karakter einer Feindseligkeit gegen den Steuerverein nicht beigelegt werden, weil es feststeht, dass das finanzielle Interesse des Zollvereins diese Massregel erheischte.
2. Abgesehen hiervon, widerlegt das Verfahren des Zollvereins den Vorwurf einer feindseligen Absicht, da derselbe bereit war, das Kartel zu erneuern, d. h. die Verpflichtung einzugehen, aus den Vereinslanden — also auch aus dem Harz-Districte — keinen Schleichhandel nach Hannover zu dulden, vielmehr denselben eben so, wie den gegen das eigene Zoll-Interesse gerichteten Schleichhandel zu bestrafen.
3. Dass der Zollverein diese Verpflichtung nicht übernommen hat, ist lediglich die Schuld der Königlich Hannoverischen Regierung, weil diese die Erneuerung des Kartels verweigerte.
4. Braunschweig erhält für seinen niedriger besteuerten Harz-District nur so viel, als es empfangen haben würde, wenn der volle Vereinstarif Anwendung gefunden hätte, was im finanziellen Interesse des Gesammtvereins nicht zulässig war. Der Zollverein leidet dabei keinen Nachtheil, weil die bei Einführung des höheren Tarifes nöthig gewesene starke Bewachungsmannschaft ihm noch mehr gekostet haben würde.

V. 1844

Schluss.

Die Frage über den Anschluss Hannovers an den Zollverein tritt gegenwärtig in den Hintergrund. Preussischer Seits vermag man nicht sich zu überzeugen, dass die Verhältnisse der Königlich Hannoverischen Lande im Ganzen, in Beziehung auf die durch den Wohlstand und die Sitte bedingte Verzehrung ausländischer Gegenstände des Luxus oder des Wohllebens, von denen der angrenzenden deutschen Länder so wesentlich verschieden seyen, dass die Bedingungen eines Anschlusses Hannovers an den Zollverein in Beziehung auf die Theilnahme an den Zoll-Einkünften ganz abweichend seyn müssten von jenen, unter welchen der Zollverein gegründet worden ist, und andere Staaten demselben sich angeschlossen haben. Die Königlich Hannoverische Regierung hegt zur Zeit eine andere Ueberzeugung hierüber, welche sich vielleicht erst nach und nach mit überwiegender Wirkung geltend gemacht hat. Wie dem auch seyn mag, gewiss bleibt es sehr zu bedauern, dass schon bei der Verhandlung im Jahre 1841 auf Königlich Hannoverischer Seite, sey es Mangel an dieser Ueberzeugung, seyen es andere Rücksichten, entgegen gestanden haben, um mit gleicher Deutlichkeit und Bestimmtheit, wie viel später erst geschehen, sich über die unerlässlichen Bedingungen eines etwaigen Anschlusses Hannovers an den Zollverein auszusprechen. Allerdings würde die Folge so frühzeitiger deutlicher und unumwundener Erklärungen hierüber gewesen seyen, dass, indem der Zollverein auf die wichtigsten dieser Vorbedingungen damals so wenig als jetzt hätte eingehen können, es nicht gelungen seyn würde, den Braunschweigischen Harz- und Weser-District vom 1sten Jenuar 1842 ab, bei dem Uebergange Braunschweigs in den Zollverein noch zwei Jahre hindurch dem Steuervereine zu erhalten; allein unter der Voraussetzung, dass nicht schon damals auf Königlich Hannoverischer Seite eine Ueberschätzung der für den Zollverein aus dem Vertrage vom 1sten November 1837 hervorgegangenen Vortheile Statt gefunden haben würde, dürfte der damalige Moment in mancher Beziehung günstiger gewesen seyn, um bei gegenseitigem Vertrauen die zwischen beiden Vereinen zu erledigenden Fragen in freundlicher Verständigung zu lösen.

1844 Die aus der jetzigen Lage der Grenz- und Zoll-Verhältnisse für einige Hannoverische und Braunschweigische Enklaven hervorgehenden Nachtheile und die auf dem Transit ruhenden Lasten sind nicht unbedeutend, indessen sind manche Härten schon in den letzten Wochen gemildert, und nach Zeit und Erfahrung werden ohne Zweifel noch andere Erleichterungen eintreten.

14.

Mémoire officiel publié par le gouvernement du Duché de Brunswick sur le même sujet au commencement du mois de Mars 1844.

Erster Abschnitt.

Die Hannoverische Staatsschrift, die zwischen dem grossen Zollvereine Deutscher Staaten und dem Hannover-Oldenburgschen Steuervereine bis zum 1. Januar 1844 geführten Verhandlungen darstellend, hat geglaubt in ihre Schilderung auch den Austritt Braunschweigs aus dem Steuervereine und dessen Gründe mit aufnehmen zu müssen.

Ueber diese Verhältnisse, so oft sie auch verkannt sind, hat die Braunschweigsche Regierung von Anfang an Schweigen beobachtet. Ihrem Rechte vertrauend und der Reinheit ihrer Motive sich bewusst, glaubte sie sich und dann deren Regierungen es schuldig zu seyn, über den Gründen von Zerwürfnissen, die zwei engverbundene Nachbarstaaten in den wichtigsten Angelegenheiten von einander trennten, den Schleier des Geheimnisses ruhen zu lassen, so viel Ueberwindung es sie auch gekostet hat. — Reden wäre ihr ein Leichtes gewesen, und nur das Stillschweigen war schwer.

Aber die Staatsschrift hat jetzt gesprochen, und jene Gründe existiren nicht mehr. Die Braunschweigsche Regierung hat jetzt nur noch die Pflicht, die Thatsachen nach ihrem ganzen Umfange und die Gründe nach ihrer wahren Beschaffenheit und Bedeutung darzustellen, da beides von der Staatsschrift nicht vollständig geschehen ist

Folgendes sind die Thatsachen, die ein getreues Bild 1844
von den Umständen geben, aus denen die Trennung Braunschweigs vom Steuervereine hervorging.

Die Königl. Hannoverische Regierung hatte der Braunschweigschen unterm 12. October 1839 den Wunsch zu erkennen gegeben, die mit dem Ablaufe des Jahres 1841 zu Ende gehenden Steuervereinigungsverträge von da an zu verlängern, und schon unterm 18. desselben Monats erhielt sie die Antwort, dass Braunschweig gleiche Wünsche hege.

Am 5. März 1840 schlug Hannover vor, die zu eröffnenden Verhandlungen in Hannover zu führen und bezeichnete den dazu ernannten Bevollmächtigten; Braunschweig erklärte unterm 20. April sich mit dem Vorschlage einverstanden, benannte den Commissarius, der seinerseits mit jenen Verhandlungen beauftragt werden sollte, und äusserte den dringenden Wunsch, dass diese möglichst rasch betrieben, jedenfalls auch während des Laufes der Sommermonate vollständig beendet werden möchten, weil es unthunlich sei, den Bevollmächtigten während einer noch längeren Zeit von seinem amtlichen Posten entfernt zu halten. Indem Hannover unterm 18. Mai erklärte, zur Erreichung dieses Zweckes um so eher nach Kräften mitwirken zu wollen, als in den wesentlichen Puncten überhaupt sich erhebliche Schwierigkeiten nicht darbieten möchten, bezeichnete es einen nahen Zeitpunct für den Beginn des Geschäfts, und die Verhandlungen wurden am 6. Juli eröffnet.

Solchergestalt trug Alles den Anschein gewohnten freundlichen Einvernehmens und gewährte die Hoffnung baldiger und volkommener Verständigung. Wäre im Hinblicke auf die spätere Wendung der Dinge noch nöthig darzuthun, dass Braunschweig wirklich keine andere Absicht hatte, als rasch zu jener Verständigung zu gelangen, so würde die folgende Stelle aus der dem Bevollmächtigten unterm 30. Juni gegebenen Instruction geeignet sein, jeden Zweifel zu beseitigen.

„Aus Unseren früheren Mittheilungen ist es Ihnen bereits bekannt, dass wir dem Königl. Hannoverschen Gouvernement Unsere Bereitwilligkeit, die Verhandlungen in Hannover führen zu lassen, eröffnet, zugleich aber auch den dringenden Wunsch zu erkennen gegeben haben, dass bei der Führung jener Verhandlungen eine solche Beschleunigung eintreten möge, dass dieselben jedenfalls im

1844 Laufe dieses Sommers würden zu Ende gebracht werden können. Wir haben die dringendsten Gründe, die Erreichung dieser Absicht zu wünschen, und Wir rechnen darauf, dass Sie es Sich angelegen sein lassen werden, dazu nach Kräften mitzuwirken. Es fordert Uns dazu nicht bloss die Nothwendigkeit auf, die zu den Verhandlungen mit der hiesigen Ständeversammlung erforderliche Zeit zu gewinnen und diese Verhandlungen in die einzig dazu schickliche, im Voraus bereits verabredete, Periode zu verlegen, sondern es scheint auch durchaus unthunlich, Sie auf noch längere Zeit Ihrem hiesigen wichtigen Wirkungskreise zu entziehen und ihre directe Einwirkung auf die Förderung der Eisenbahn nach Harzburg und der damit in Verbindung stehenden Angelegenheiten zu entbehren, ohne nur einmal zu gedenken, dass die gehoffte Eisenbahn-Verbindung mit Magdeburg vielleicht sehr bald Ihre persönliche Thätigkeit auf anderen Puncten nöthig machen kann, und dass auch für die weiteren Verhandlungen mit den Staaten des Zollvereins die nöthige Zeit gewonnen werden muss. Es ist Uns daher sehr erwünscht gewesen, von dem Königlich Hannoverschen Ministerio der Finanzen bereits unterm 18. d. Mts die Zusicherung zu erhalten, dass dortiger Seits mit Bereitwilligkeit Alles aufgeboten werden solle, die Verhandlungen möglichst zu fördern, und dass um so zuversichtlicher gehofft werde, die Verhandlungen binnen wenigen Monaten zu beendigen, als sich bei denselben, so weit es sich übersehen lasse, in wesentlichen Puncten keine erheblichen Schwierigkeiten ergeben dürften.

Wir glauben ein Recht darauf zu haben, die Erfüllung dieser Zusage in Anspruch zu nehmen, und setzen deshalb voraus, das auch der Königlich Hannoversche Bevollmächtigte sich in der Stellung befinden werde, sich den Unterhandlungen anhaltend und ohne Unterbrechung zu widmen. Sollten von dieser Seite Schwierigkeiten eintreten, so wollen wir Ihre desfallsige Anzeige erwarten, damit Wir deren Entfernung bei dem Königlichen Gouvernement in Antrag bringen und durch die Vorstellung motiviren können, dass Wir bei fortgesetzter Zögerung und bei der Unthunlichkeit, Sie länger von hier entfernt zu halten, die Verlegung der Verhandlungen hieher nach Ablauf der bstimmten Frist würden verlangen müssen."

Langsamer indessen, als erwartet wurde, gingen die

Verhandlungen von Statten; erst unterm 25. November 1844 war der Bevollmächtigte im Stande, die Entwürfe der neuen Verträge vorzulegen, zu deren Unterzeichnung schon unterm 3. des folgenden Monats die Auctorisation ertheilt wurde.

Aber das, was in den bis dahin geführten Verhandlungen bis zu diesem Standpuncte der Vollendung gediehen war, umfasste bei Weitem nicht Alles, was durch sie gemeinschaftlich geordnet werden musste; und sollten die Verträge jetzt schon vollzogen werden, so konnte es nicht anders, als unter der Verwahrung geschehen, dass auch jene nicht erledigten Puncte noch eine befriedigende Lösung erhielten.

Vollendet waren:

1) der Entwurf zu dem Vertrage über die Verlängerung der Steuervereinigungs-Verträge nebst den neuen Redactionen verschiedener dazu gehöriger Gesetze, wie z. B. über die Ein-, Durch- und Ausgangsabgaben, die Branntweinsteuer u. s. w.
2) der Entwurf zu verschiedenen, dem Hauptvertrage anzuhängenden, Zusatzartikeln und
3) der Entwurf zu dem neu zu schliessenden Zoll- und Steuercartel,

mehr oder minder unvollständig aber waren geblieben:

1) die Messordnung, ein Regulativ zu dem Gesetze über die Ein-, Durch- und Ausgangsabgaben, das Waarenverzeichniss, die dringend nöthige Anordnung über die Verhältnisse der Gewerbtreibenden in den contrahirenden Staaten und die näheren Bestimmungen über eine Menge von entweder beizubehaltenden, oder aber neu zu treffenden Verwaltungseinrichtungen,
2) die Verabredungen über die Erneuerung der mit dem Jahre 1841 ablaufenden Verträge mit den Zollvereinsstaaten und
3) die erforderlichen Zusicherungen in Beziehung auf den Bau von Eisenbahnen.

Dass die unter 1) erwähnten Bestimmungen nicht ausbleiben durften, versteht sich von selbst; über das Bedürfniss aber, die Erledigung der beiden anderen Puncte an die Erneuerung der Steuervereinigungsverträge zu knüpfen, mögen die folgenden Bemerkungen Aufschluss geben.

Zu 2. In den Verträgen mit den Zollvereinsstaaten wegen Erleichterung des Verkehrs, Anschlusses von Blan-

1844 kenburg, Walkenried, Calvörde, Braunschweigscher — von Elbingerode und Hohnstein Hannoverscher Seits an den Zollverein war eine einjährige Kündigungsfrist ausbedungen, nach deren Ablaufe die Verträge als stillschweigend prolongirt angesehen werden sollten.

In einer Note vom 22. October 1840 ward Königl. Hannoverscher Seits die Frage, ob nicht die Kündigung der Verträge auszusprechen sei, aufgeworfen, und da allerdings die Einführung einiger neuen Stipulationen in die Verträge wünschenswerth erschien, so ward von den Steuervereinsstaaten zu dieser, jedoch mit dem Erbieten geschritten, das Verhältniss durch neue Verhandlungen über die Dauer der ersten Periode hinaus aufs Neue zu begründen. Königl. Preussischer Seits war dies Erbieten bereitwillig angenommen, und dem unterm 31. December 1840 geäusserten Wunsche gemäss wurden von Braunschweig unterm 6. Februar 1841 die Hauptgegenstände mitgetheilt, deren Berücksichtigung bei der Erneuerung der Verträge von ihm gewünscht wurde.

Innerhalb dieser Gränzen hatte Braunschweig mit Hannover gemeinschaftlich gehandelt; — eine weitergehende Aufforderung Hannovers aber, mit der Kündigung an die Königlich Preussische Regierung zugleich eine Eröffnung des Inhaltes gelangen zu lassen, dass man zur Einleitung fernerer Verhandlungen bereit sei, wenn zuvor die Zusicherung ertheilt werde, dass mindestens der am rechten Ufer der Weser belegene Churhessische Antheil der Grafschaft Schaumburg spätestens vom 1. Januar 1842 an einem geregelten Systeme indirecter Abgaben unterzogen werde, wurde Braunschweigischer Seits sehr bestimmt abgelehnt, theils weil man die Form nicht für passend hielt, theils weil man die Erneuerung der Verträge von der Erfüllung irgend einer Bedingung im Voraus nicht abhängig machen wollte, theils weil man erkannte, dass die Krone Preussen gar nicht in der Lage war, die Erfüllung der Vorbedingung mit Bestimmtheit herbeizuführen.

Nur beiläufig, als kaum noch in die Periode der gemeinschaftlichen Verhandlungen gehörend, möge hier noch die Bemerkung eine Stelle finden, dass die Königl. Hannoversche Regierung, nach einer unterm 7. März 1841 gemachten Mittheilung die Abhülfe gewisser Beschwerden

wegen des Vorabfertigungsamtes zu Münden, das in Folge 1844
der Verträge von 1837 errichtet worden war, mit den neuen Verhandlungen in Verbindung zu bringen und gewissermassen die Eröffnung derselben von der Abhülfe jener Beschwerden abhängig zu machen beabsichtigte.

Als der Braunschweigsche Bevollmächtigte die vollendeten Entwürfe der verschiedenen Verträge und Gesetze überreichte, berichtete er, dass nach seinen bisherigen Wahrnehmungen Hannoverscher Seits auf die Verträge mit den Zollvereinsstaaten nicht dasselbe Gewicht wie von Seiten Braunschweigs gelegt werde, und dass man bei deren Erneuerung Zugeständnisse in Anspruch zu nehmen gedenke, an denen die Verhandlungen selbst möglicherweise sich würden zerschlagen können. Das was vorhin schon über die Absicht Hannovers angeführt worden, die Erneuerung der Verträge mit den Zollvereinsstaaten an eine möglicherweise unerfüllbare Vorbedingung zu knüpfen, gab dieser Bemerkung doppeltes Gewicht, aber auch ohne sie konnte die Lage, in welche Braunschweig gerieth, wenn es den neuen Steuervereinigungs-Vertrag schloss, ohne der Prolongation der Verträge mit Preussen und den übrigen Zollstaaten gewiss zu sein, von seiner Regierung unmöglich unerwogen bleiben. Allein mit Preussen zu unterhandeln wäre schon um deswillen unthunlich gewesen, weil die Braunschweigischen Gebietstheile ihrer Lage nach ohne die Grafschaft Hohnstein und das Amt Elbingerode einseitig von dem Steuervereinsgebiete nicht wohl abgetreten werden konnten; hätten aber jene Landestheile in den Steuerverein zurücktreten müssen, so würden mannichfaltige Interessen dadurch gefährdet worden, namentlich würden die günstigen Verhältnisse, die sich für die Berg- und Hüttenwerke aus der Vereinigung ergeben hatten, verloren gegangen und die bedeutenden für neue Anlagen verausgabten Kosten würden umsonst aufgewendet gewesen sein. — Ueberhaupt befanden sich Braunschweig und Hannover in Bezug auf die Erneuerung der fraglichen Verträge nicht in gleicher Lage; Braunschweig hatte wichtige Gebietstheile, das Fürstenthum Blankenburg, das Stiftsamt Walkenried, das Amt Calvörde dem Zollverein abgetreten während Hannover nur wenige und in Rücksicht auf ihren Verkehr nur unbedeutende Gebiete überwiesen hatte. War Hannover nicht durch die Rücksicht auf die Steuervereinigung gebunden, so war es ganz in

1844 der Lage, wegen Erneuerung der Verträge sehr hohe Forderungen aufzustellen, und wenn es zuletzt in diese Erneuerung willigte, so mussten die Vortheile davon ihm zufallen, das nach Verhältniss der Leistungen darauf den geringeren Anspruch hatte.

Zu 3. Von der ausserordentlichsten Wichtigkeit für das Herzogthum war die Regulirung der Eisenbahnverhältnisse zwischen ihm und dem Königreiche Hannover; sie waren es so sehr, dass ohne eine vollständige Gewährleistung wegen dieses Punctes die Erneuerung der Steuervereinigung der Herzoglichen Regierung überhaupt nicht rathsam schien. Wie diese schon vor dem Beginne der Verhandlungen über jene Erneuerung dachte, wird der nachstehende Auszug aus der ihrem Bevollmächtigten unterm 30 Jun. ertheilten Instruction auf das Deutlichste ergeben.

„Wir müssen nunmehr noch Ihre ungetheilte Aufmerksamkeit auf eine Angelegenheit lenken, die für die hiesigen Verhältnisse von der ausserordentlichsten Wichtigkeit ist, ohne deren befriedigende und vollständige Regulirung Wir überhaupt die Fortsetzung der bisherigen Steuer-Verbindung mit dem Königreiche Hannover kaum noch als einen Gegenstand Unserer Wünsche und als mit den unabweislichen Bedürfnissen des Herzogthums vereinbar betrachten können. Diese Angelegenheit, der Sie von Beginn der Verhandlungen an den ernstlichsten Eifer zu widmen und die Sie unter allen in Anspruch zu nehmenden Erfordernissen weit obenan zu stellen haben, betrifft die Eisenbahnen, welche innerhalb der Herzoglich Braunschweigschen und der Königlich Hannoverschen Lande nach einem gemeinschaftlichen Plane und nach jetzt definitiv zu treffenden Verabredungen werden errichtet werden müssen. Es ist Ihnen genugsam bekannt, dass die in dieser Hinsicht obwaltenden Interessen beim Abschlusse des Steuervereinigungsvertrages mit Hannover durch das Protocoll vom 30. April 1834 haben sichergestellt werden sollen, durch welches Protocoll das Königlich Hannoversche Gouvernement sich verpflichtete, in dem Falle, dass Eisenbahnen nach dem Norden erbauet werden sollten, der hiesigen Stadt den Anschluss an selbige zu gestatten. Jene Stipulation wird mit dem Ablaufe des jetzigen Steuervereinigungsvertrages erlöschen, und es ist daher nichts natürlicher, als dass in deren Stelle eine neue treten muss, wie sie die jetzige Lage der Angelegenheit erheischt und

wie sie von der Nothwendigkeit, nicht mehr bei allgemei- 1844
nen eventuellen Verabredungen stehen zu bleiben, geboten wird. Es wird kaum nöthig sein, Sie auf die Verhältnisse hinzuweisen, wie sie sich seit jener ersten Verabredung gestaltet und wie sie sich jetzt zu einer solchen Bedeutung herangebildet haben, dass von ihrer Beachtung oder Vernachlässigung das künftige Wohl und Wehe des Herzogthums grossentheils abhängt."

„Seit dem Jahre 1834 ist die Anlegung von Eisenbahnen in einem grossen Theile von Deutschland rasch fortgeschritten, und das Königreich Preussen, anfangs dergleichen Anlagen dem Anscheine nach weniger beachtend, hat in der neuesten Zeit die deutlichsten thatsächlichen Beweise gegeben, dass es die Zeit gekommen glaubt, wo es dem allgemeinen Fortschritte nicht bloss folgen, sondern ihm voraneilen muss, um Herr der Verhältnisse zu bleiben. Binnen Kurzem werden Berlin, Magdeburg, Leipzig und Dresden durch eine ununterbrochene Eisenbahnlinie verbunden sein, deren weitere Fortsetzung in südlicher Richtung über Prag bis Wien kaum noch einem Zweifel unterworfen ist, bei der selbst die Weiterführung bis Triest in nicht entfernter Aussicht steht. Daneben wird, wie es offenkundig ist, die Erbauung einer Eisenbahn zur Verbindung der östlichen und westlichen Provinzen der Preussischen Monarchie eifrig vorbereitet. Jene Linien dergestallt fortzuführen und zu vollenden, dass das hiesige Land davon unberührt bleibt, ist möglich, es kann Rivalitäten geben, denen ein solcher Plan sogar wünschenswerth erscheinen möchte, und es würde, bei der Unwiderruflichkeit der einmal geschehenen Ausführung, um die hiesigen Handels- und Verkehrs-Verhältnisse gethan sein, wenn derselbe wirklich zur Anwendung käme. In unseren Zoll- und Steuer-Verbindungen liegt das Mittel, der Gefahr, welche das Verfolgen einseitiger Interessen dem hiesigen Lande bringen könnte, zu verhüten; eine gemeinschaftliche Verabredung mit Hannover über die dort und hier in bestimmt fortzusetzenden Richtungen zu erbauenden Eisenbahnen wird genügen, die hiesigen Interessen sicher zu stellen, und wir hegen nicht den geringsten Zweifel, dass das Königlich Hannoversche Gouvernement in dem Augenblicke, wo beide Staaten ihre Handels- und Verkehrs-Verhältnisse auf eine fernere Zeit hinaus so innig mit einander verbinden, dass die Blüthe des einen nothwendig auch die Wohlfahrt des anderen befördert, keinen Anstand

1844 nehmen werde, in dieser Hinsicht Unsere nothwendigen und in der Natur der Sache begründeten Ansprüche zu befriedigen."

„Die Bahnrichtungen, welche nach Unserer Ansicht jetzt auf definitive und bündige Weise, gleichzeitig mit dem Abschlusse eines neuen Steuervereinigungsvertrages, festgestellt werden müssen, sind folgende:

1) die Bahn von Magdeburg über Braunschweig und Hannover nach Minden für den Fall, dass Königlich Preussischer Seits diese Linie der zweiten in Frage stehenden über Halle und Cassel vorgezogen werden sollte.

2) die Bahn von Braunschweig auf Hannover, sowie auf Celle, Lüneburg, und von dort einer Seits nach Hamburg und anderer Seits nach dem Mecklenburgischen,

3) die Bahn von Hannover auf Bremen, und

4) die Bahn von Hannover auf Göttingen mit und ohne Rücksicht auf deren Direction gegen eine von Halle auf Cassel entstehende Eisenbahn."

„Alle diese Linien entsprechen ebensowohl den Interessen des Königreichs Hannover, als den hiesigen, sie sind, was noch mehr ist, in den allgemeinen Handels-Verhältnissen Deutschlands überhaupt begründet, und es kommt dabei eigentlich nur darauf an, sie in ihrem Detail so festzustellen, dass die Bedürfnisse des einen Staates so gut wie die des anderen dabei berücksichtigt werden."

„Ein hiernach zu begründendes gemeinschaftliches Eisenbahnsystem ist vorläufig bereits durch die von Uns genehmigte Vereinbarung des diesseitigen und des Königlich Hannoverschen Eisenbahn-Comités vom 29. März 1836 eingeleitet, wonach die Verbindung zwischen den Städten Braunschweig, Hannover und Celle durch eine gemeinschaftliche Eisenbahn, deren Zweige von Burgdorf ausgehen würden, hergestellt werden soll; auch sind, soviel die sub 4 vorhin erwähnte südliche Bahn betrifft, durch den ersten Zusatz-Artikel zu dem Vertrage über die Braunschweig-Harzburger Eisenbahn die allgemeinen Grundsätze festgesetzt, wonach bei Anlegung einer solchen Bahn verfahren werden soll."

„Sie haben nun auf das Ernstlichste dahin zu wirken, dass über die hier erwähnten Bahnrichtungen eine feste Vereinbarung zu Stande komme, daneben aber zu beantragen, dass von dem Königlich Hannoverschen Gouvernement alsbald zur wirklichen Ausführung einer von diesen Bahnen und zwar vor Allen der Bahn von hier auf Han-

nover, Celle und Lüneburg geschritten werde, denn diese 1844
ist es vornämlich, die alle hiesigen Verhältnisse auf das Lebhafteste berührt, weil sie die wichtige Verbindung mit dem Norden sichert, weil mit ihr die Grundlage zu allen weiteren Entwickelungen des Braunschweig-Hannoverschen Eisenbahnsystems gegeben ist und weil ihr endliches, so lange in Zweifel gezogenes Entstehen selbst für das Königlich Preussische Gouvernement sehr wohl ein Motiv abgeben kann, die Bahnrichtung von der Elbe zum Rheine über Magdeburg, Braunschweig, Hannover und Minden, statt der über Halle und Cassel zu wählen, eine Entschliessung, die für Braunschweig und Hannover so folgenreich sein würde, dass Wir an die Wichtigkeit der Gründe, welche daraus für die Erfüllung Unseres Verlangens hervorgehen, nicht einmal zu erinnern brauchen."

„Sie haben nun Unsere in Vorstehendem angedeuteten Ansichten gleich vom Beginn der Verhandlungen an auf offene und unumwundene Weise auszusprechen, die Nothwendigkeit einer darüber jetzt abzuschliessenden Uebereinkunft darzuthun und Nichts zu verabsäumen, was zur befriedigenden Erledigung dieser Angelegenheit führen kann, welche Erledigung, wie Wir nochmals wiederholen, allein nur die Bürgschaft zu gewähren vermag, dass die Fortdauer der jetzigen Steuervereinigung sich für die hiesigen Verhältnisse als nützlich und überhaupt wünschenswerth erweisen werde. Auch haben Sie nicht zu übersehen, wie nöthig es ist; noch während der ersten Stadien der Verhandlungen über diese Puncte zu einer beruhigenden Gewissheit zu gelangen."

Zu der Zeit, als die neuen Steuervereinigungsverträge bis zu ihrer Unterzeichnung vorbereitet waren, lagen nun zwei Eisenbahnverträge den dabei betheiligten Regierungen zur Genehmigung vor, nämlich

a. der zu Berlin im Monate October 1840 verhandelte und verabredete Vertrag wegen der Anlegung von Eisenbahnen von Magdeburg über Braunschweig und Hannover nach Minden, und

b. der im Monate November desselben Jahres zu Hannover verabredete Vertrag wegen der Errichtung von Eisenbahnen zwischen den Städten Celle, Hannover, Hildesheim und Braunschweig, ein Vertrag, dessen Genehmigung auf jede Weise sicher zu stellen um so natürlicher war, als Königl. Hannoverscher Seits wiederum die Ab-

1844 sicht gehegt wurde, den Vorbehalt zu machen, dass der Steuervereinigungsvertrag fortgesetzt werden müsse.

Wenn überhaupt aber Braunschweig, der bis dahin gemachten Erfahrungen eingedenk, sich des Ganges der früheren Verhandlungen mit Hannover über diese Eisenbahnanlagen erinnernd und berücksichtigend, dass von den nicht bloss im Jahre 1834, sondern auch im Jahre 1836, wo man den Bahnzug über Burgdorf vereinbarte, getroffenen Verabredungen nichts zur Ausführung gekommen war, sich wenigstens für das Jahr 1842 Sicherheit für die Erfüllung seiner Wünsche zu verschaffen, oder doch dagegen zu verwahren suchte, dass es ohne diese Erfüllung zum Verharren im Steuervereine, der ohne sie seinen Interessen nicht entsprach, nicht gezwungen wurde — war es ihm übel zu deuten?

Aus den vorstehenden Erörterungen erhellet zur Genüge, dass der Braunschweigschen Regierung, als ihr die Entwürfe zu den neuen Verträgen übergeben wurden, keine andere Wahl blieb, als entweder die Genehmigung derselben bis dahin zu verweigern, dass alle noch obschwebenden Fragen auf eine befriedigende Weise gelöset sein würden, oder aber ihre Interessen bei der spätern Lösung dieser Fragen durch Bedingungen, die an die Unterzeichnung der Verträge geknüpft wurden, sicher zu stellen.

Die Herzogliche Regierung entschied sich unbedenklich für die letztere Massregel, theils weil sie dadurch am Besten ihren guten Willen bewies, theils weil sie hoffen durfte, auf solche Weise am sichersten auf die rasche Erledigung der schliesslich noch zu führenden Verhandlungen zu wirken, theils weil sie dadurch endlich in die Lage gerieth, der schon einmal mit unerfüllten Erwartungen aus einander gegangenen Ständeversammlung die nicht länger zu verschiebenden Mittheilungen machen zu können. So wurde, wie schon vorhin erwähnt, der Bevollmächtigte unterm 3. December autorisirt, die Verträge zu unterzeichnen und die erforderlichen Vorbehalte in das Vollziehungs-Protocoll niederzulegen.

Dies geschah am 21. December 1840, wie es das nachstehende Protocoll ergiebt:

Geschehen Hannover, am 21. December 1840.

In Gegenwart

des Königlich Hannoverschen Bevollmächtigten, General Directors der indirecten Abgaben und Zölle Dommes,

des Grossherzoglich Oldenburgschen Bevollmächtigten, 1844
Geheimen Hofraths Jansen,

des Herzoglich Braunschweigschen Bevollmächtigten, Finanz-Directors und Geheimen Legationsrath v. Amsberg und meiner, des Steuer-Inspectors Ruperti.

Die Bevollmächtigten hatten sich heute in der Absicht versammelt, den verabredeten Vertrag wegen Fortsetzung des Steuer-Vereins unter den drei Hohen Regierungen, nebst den ergänzenden Documenten, zu vollziehen.

Zuvörderst vereinigten sie sich in der Ansicht, dass, da es bis zum heutigen Tage nicht thunlich gewesen, die sämmtlichen als Ausflüsse des Vertrages zu betrachtenden Gesetze, Reglements und sonstigen Vereinbarungen theils im Wesen, theils in der Fassung vollständig festzustellen, und eine solche Vereinbarung namentlich in Ansehung der Mess-Ordnung, des Regulativs zum § 6. des Gesetzes über die Ein-, Durch- und Ausgangsabgaben, des amtlich zu publicirenden Waarenverzeichnisses und der Feststellung der künftigen gegenseitigen Verhältnisse der Handel- und Gewerbetreibenden, noch nicht habe getroffen werden können, die Vollziehung des vorliegenden Prolongations-Vertrages in der Voraussetzung geschehe, dass diese Puncte im gemeinsamen Einverständnisse noch würden geordnet werden.

Auch waren sie darin einverstanden, dass alle bisherigen, wegen der jetzigen Steuer-Vereinigung getroffenen Anordnungen und gegenseitig gemachten Zugeständnisse auch für die Dauer der neuen Vertrags-Periode bestehen blieben, insofern nicht bei deren noch vorzunehmender Revision neue Vereinbarungen würden getroffen werden.

Als sodann der Herzoglich Braunschweigsche Bevollmächtigte erklärte, dass, obwohl die Einleitung von Unterhandlungen mit den Zoll-Vereinsstaaten zum Zwecke der Verlängerung oder Erneuerung des zwischen diesen und den Steuer-Vereins-Staaten am 1. November 1837 abgeschlossenen Vertrags und der dazu gehörenden Uebereinkünfte in der Absicht der sämmtlichen Steuer-Vereins-Staaten liege, seine Hohe Regierung bei dem grossen Gewichte, welches dieselbe im Interesse des Herzogthums Braunschweig auf eine derartige Vereinbarung für die Dauer des prolongirten Steuer-Vereins zu legen habe, sich doch für den Fall, wenn jene Unterhandlungen wider alles Erwarten zu einer neuen Vereinbarung nicht führen sollten, den Beschluss darüber: ob ihrer Seits dennoch der neu abzu-

1844 schliessende Steuer-Verein in Ausführung zu bringen sein werde, vorbehalten müsse,

fanden sich die Bevollmächtigten von Hannover und Oldenburg bei dem Beharren des Herzoglich Braunschweigschen Bevollmächtigten auf diesem Vorbehalte veranlasst, für ihre Hohen Regierungen einen gleichen Vorbehalt ausdrücklich zu bedingen.

Ferner erklärte der Grossherzoglich Oldenburgsche Bevollmächtigte, dass er von Seiten seiner Regierung angewiesen sei, bei Unterzeichnung der gegenwärtigen Verträge die Voraussetzung auszudrücken, dass die am 24. Mai 1836, bei Gelegenheit des derzeit abgeschlossenen Steuer-Vertrages zwischen Hannover und Oldenburg getroffene, mit dem Jahre 1841 ablaufende Post-Convention für die Dauer des neuen Steuer-Vereinigungs-Vertrages prolongirt werde, unbeschadet der etwaigen Vereinigung über Modificationen oder Erweiterungen der gedachten Convention.

Sodann bemerkte der Herzoglich Braunschweigsche Bevollmächtigte, dass er zur Vollziehung der vorliegenden Verträge bereit, jedoch in Bezug auf die noch obschwebenden Unterhandlungen über die Anlegung von Eisenbahnen im Königreiche Hannover und im Herzogthume Braunschweig angewiesen sei, dabei zu bevorworten:

1) dass der zwischen dem Königreiche Preussen, dem Königreiche Hannover und dem Herzogthume Braunschweig im Monate October d. J. zu Berlin verhandelte und verabredete Vertrag wegen Anlegung von Eisenbahnen von Magdeburg über Braunschweig und Hannover nach Minden, von Seiten des Königlich Hannoverschen Gouvernements werde vollzogen und ratificirt werden, insofern die Vollziehung und Ratificirung von Seiten der Königlich Preussischen und der Herzoglich Braunschweigschen Regierung gleichfalls erfolgen werde;

2) dass der zwischen den Bevollmächtigten von Hannover und Braunschweig bereits vorläufig verabredete Vertrag wegen Errichtung von Eisenbahnen zur Verbindung der Städte Celle, Hannover, Hildesheim und Braunschweig, nachdem solcher von seinem Höchsten Gouvernement bereits genehmigt worden, auch von dem diesseitigen Allerhöchsten Gouvernement bald thunlichst, oder doch — was Braunschweigscher Seits aus Rücksicht auf die vorstehende Versammlung der dortigen Stände angelegentlichst gewünscht werden müsse — innerhalb der nächsten drei Monate zum Abschlusse gebracht, oder dass binnen desselben Zeitraums

eine andere, die Eisenbahn-Verbindung der obigen vier Städte bezweckende Uebereinkunft zwischen dem Königreiche Hannover und dem Herzogthume Braunschweig getroffen werde, und 1844

3) dass, insofern mit der baulichen Ausführung der im 1. Artikel des so eben sub 2. erwähnten annoch abzuschliessenden Vertrags bezeichneten, oder durch einen andern Vertrag zwischen den beiden Hohen Regierungen etwa festzustellenden Eisenbahn-Strecken bis zum Ende des Jahres 1842 der Anfang nicht sollte gemacht, oder bis dahin eine weitere Vereinbarung über den Zeitpunct der Ausführung dieser Eisenbahn zwischen den Hohen contrahirenden Regierungen nicht sollte getroffen sein,

die Herzoglich Braunschweigsche Regierung befugt sei, mit dem Ablaufe des Jahres 1843 aus dem durch die vorliegenden Verträge zu verlängernden Steuer-Vereine mit Hannover und Oldenburg wieder auszuscheiden.

Endlich erklärten sich die sämmtlichen Bevollmächtigten dahin einverstanden, dass, falls in Folge des einen oder andern der vorstehenden Vorbehalte, aus dem Steuer-Vereine auszuscheiden, auch einer jeden der beiden andern Regierungen freistehe, von dem Vertrage zurückzutreten.

Hierauf wurden

a) der Vertrag vom heutigen Tage zwischen dem Königreiche Hannover, dem Grossherzogthume Oldenburg und dem Herzogthume Braunschweig, wegen Verlängerung der zwischen diesen Staaten gegenwärtig bestehenden Verträge, vom 1. Mai 1834 und vom 7. Mai 1836, bis zum Ablaufe des Jahres 1847,

b) die Zusatz-Artikel zu diesem Vertrage, gleichfalls vom heutigen Tage,

c) der Vertrag vom heutigen Tage zwischen den obigen drei Staaten, über die fernere Anwendung der zwischen ihnen bestehenden, durch die Verträge vom 1. März 1835 und 27. Juni 1836 errichteten Steuer- und Zoll-Cartelle, und zwar ein jedes dieser Documente in dreifacher Ausfertigung, übereinstimmend befunden und von den Bevollmächtigten durch Unterzeichnung und Besiegelung vollzogen.

(gez) Dommes. Jansen. v. Amsberg.

in fidem
(gez) Ruperti.

Auf diese Weise hielt Braunschweig seine bis jetzt be-

1844 sprochenen Interessen für völlig sicher gestellt, und wenn diess gleich hinsichtlich eines andern bisher noch unberührt gebliebenen, wichtigen Gegenstandes nicht in derselben Art geschehen war, weil er erst kurz vor Unterzeichnung der Protocolle hatte zur Sprache gebracht werden können, so glaubte man doch eine genügende Erledigung desselben, in Folge des bestimmt darauf gerichteten Antrags, so sicher erwarten zu dürfen, dass man kein Bedenken trug, die Verträge schon unterm 26. December der dazu niedergesetzten ständischen Commission zur Prüfung zu übergeben, um die demnächstige Zustimmung zu ihrer Ausführung von Seiten der Ständeversammlung selbst vorzubereiten, die auch wirklich schon am 4. Januar des folgenden Jahres darüber in Berathung trat.

Jener vorhin angedeutete Gegenstand betraf die Strasse von Lüneburg über Uelzen nach Salzwedel, eine Strasse, die die Hannoversche Regierung, in Folge einer mit dem Königl. Preussischen Gouvernement getroffenen Verabredung, während der Steuervereinigung hatte bauen lassen, die mit einer anderen, im Bau begriffenen, von Salzwedel nach Magdeburg, in Verbindung stand, und die, wenn sie dem Waarenverkehr wirklich geöffnet wurde, den alten Handelsweg Braunschweigs von Hamburg nach Sachsen auf eine gefährliche Weise bedrohete. Dass man diese Gefahr in Hannover sehr wohl kannte, auch seit langer Zeit schon von selbst auf sie aufmerksam geworden war, wird nicht bestritten werden können.

So lange der Bau der Strasse sich auf die Strecke von Lüneburg bis Uelzen beschränkte, hatte er natürlich für Braunschweig kein Bedenken; als jedoch die Nachricht sich verbreitete, dass er sich von dort schon beträchtlich weiter nach der Preussischen Grenze ausdehne, konnte er nicht ferner unbeachtet bleiben, und der Bevollmächtigte erhielt in der ihm gegebenen schon öfter erwähnten Instruction vom 30. Juni 1840 den Auftrag, auch diesen Gegenstand, nach weiter eingezogener Erkundigung über die Lage der Sache, bei den zu führenden Verhandlungen zu erledigen.

Genauen Aufschluss über die Fortschritte, die der Strassenbau gemacht hatte, namentlich auch über die Vorkehrungen, die auf Königl. Preussischem Gebiete getroffen worden waren, um ihn von Salzwedel nach Magdeburg weiter zu führen, waren erst durch eine am 2. December angeordnete Bereisung zu erlangen, über deren Resultat

von dem Bevollmächtigten unterm 13. desselben Monats 1844
Bericht erstattet wurde, und als sich daraus ergab, dass der ganze Weg auf Hannoverschem Gebiete, wenige unbedeutende Strecken ausgenommen, schon chaussirt sei, ward von Jenem dem Hannoverschen Bevollmächtigten unterm 16. December die folgende Note übergeben, in welcher er im Namen seiner Regierung die Hoffnung aussprach, dass man Königl. Hannoverscher Seits geneigt sein werde, die Nachtheile, mit welchen der Braunschweigsche Handelsstand durch die Uelzen-Salzwedler Strasse bedrohet werde, abzuwenden, und dass bei den obschwebenden Verhandlungen deshalb eine genügende Vereinbarung werde getroffen werden.

„Sr. Hochwohlgeboren
dem Herrn General-Director Dommes,
Commandeur und Ritter hoher Orden
hieselbst.

G. P. M.

„Bereits bei den Verhandlungen in den Jahren 1833 und 1834 behufs der Steuer-Vereinigung zwischen Hannover und Braunschweig ist es von letzterer Seite zur Sprache gebracht, wie man Kenntniss davon erhalten, dass Königlich Hannoverscher Seits beabsichtigt werde, die Strasse von Lüneburg nach Leipzig von Uelzen ab in der Richtung auf Salzwedel bis an die preussische Grenze zu chaussiren, und dass dadurch dem Handels-Interesse der Stadt Braunschweig der grösste Nachtheil zugefügt werden dürfte, indem — wie nicht ohne Grund zu besorgen stand — das Frachtfuhrwerk dann die Strasse von Lüneburg über Uelzen, Giffhorn, Braunschweig und Halberstadt etc. nach Leipzig vermeiden, und sich der Strasse von Lüneburg über Uelzen, Salzwedel etc. nach Leipzig zuwenden werde. Man glaubte indess damals unter den vorkommenden Umständen überhaupt und insbesondere aus dem Grunde keine ernstlichen Besorgnisse in jener Beziehung hegen zu dürfen, weil man annahm, dass, wenn die Steuervereinigung zwischen beiden Staaten zu Stande gekommen und dadurch eine enge Verknüpfung der beiderseitigen Handels- und Verkehrs-Verhältnisse zum Zwecke ihrer gegenseitigen Beförderung herbeigeführt sein werde, das Königlich Hannoversche Gouvernement keine Einrichtungen weiter zulassen würde, welche zum Nachtheile der Interessen des andern Vereinstaates gereichen könnten."

1844 „Es hat daher in Braunschweig nicht ohne Besorgniss und Bedauern vernommen werden können, dass — wie sich neuerlichst unzweifelhaft ergeben hat — Königlich Hannoverscher Seits die Anlegung einer wirklichen Chaussee auf der Strasse von Uelzen bis an die Preussische Grenze in der Richtung auf Salzwedel während der Steuer-Vereinigung mit Braunschweig unter Anwendung bedeutender Hülfsmittel so betrieben worden ist, dass selbige mit unbedeutenden Ausnahmen schon jetzt als fast vollendet zu betrachten steht, und ich habe demnach von meinem höchsten Gouvernement die Anweisung erhalten, Ew. Hochwohlgeboren die gegenwärtige Mittheilung zu machen und die Hoffnung auszusprechen, dass man hiesiger Seits geneigt sein werde, Massregeln zu treffen, durch welche der, von der neuen Chaussee-Anlage auf der Strasse von Uelzen bis an die Preussische Grenze auf Salzwedel mit Recht zu besorgende Nachtheil für die Braunschweigischen Handels-Interessen werde vermieden, und dass in dieser Beziehung bei den jetzigen Verhandlungen wegen Verlängerung der Steuervereinigung zwischen beiden Staaten, eine entsprechende Vereinbarung werde getroffen werden."

„Indem ich dieser Anweisung hiermit Folge leiste, beehre ich mich zugleich Ew. Hochwohlgeboren in dem angeschlossenen Memorandum eine Zusammenstellung der bei diesem Gegenstande in Betracht kommenden Verhältnisse mitzutheilen, und erlaube mir die Bitte, mich von der diesseitigen Entschliessung bald gefälligst in Kenntniss setzen zu wollen."

„Ich benutze diese Gelegenheit, um Ew. Hochwohlgeboren meiner ausgezeichnetsten Hochachtung auf's Neue zu versichern."

„Hannover, den 16. December 1840.

von Amsberg."

Nachdem die Geschäfte bis zu diesem Standpuncte geführt waren, ging der Braunschweigsche Bevollmächtigte auf kurze Zeit nach Braunschweig zurück; ehe er Hannover verliess, versäumte er nicht, die Angelegenheit der Uelzner Strasse sowohl mündlich als schriftlich auf das Dringendste in Anregung zu bringen. Den getroffenen Verabredungen zufolge sollten die Ratificationen der geschlossenen Verträge vier Wochen nach deren Unterzeichnung ausgewechselt werden; die Braunschweigsche Regierung übersendete daher die von ihr ausgestellten Urkun-

den schon am 14. Januar ihrem Bevollmächtigten, bemerkte aber dabei, dass wenn die Angelegenheit wegen der Chaussee von Uelzen nach der Preussischen Grenze nicht, wie man hoffte, bis zu dem Auswechslungstermine auf eine bündige und befriedigende Weise erledigt sein sollte, nichts übrig bleiben werde, als die Interessen des Landes gegen jede Gefahr bei der Ratificationsauswechslung durch die Erklärung zu sichern, dass die Braunschweigsche Regierung sich das Recht vorbehalte, von den Verträgen zurückzutreten, wenn ihr nicht genügende Garantieen und zwar so zeitig gegeben würden, dass es für sie thunlich bliebe, die ihr nöthig scheinenden Massregeln in Bezug auf ihr System der indirecten Abgaben selbstständig und nach freier Wahl zu ordnen. 1844

Indessen verharrte Hannover in Stillschweigen, das auch dann fortdauerte, als die Anzeige von der Bereitschaft der Ratifications-Urkunden gemacht war; selbst der vertragsmässige Termin zur Auswechselung dieser Urkunden ging unbenutzt vorüber.

Im Anfange des Monates Februar verfügte sich der Bevollmächtigte wiederum nach Hannover, um, was er schriftlich mehrfältig vergeblich gethan, nun mündlich wiederum die Beförderung der Angelegenheit zu versuchen. Man erkannte dort die Gerechtigkeit des Anspruchs an, wünschte jedoch nicht, dass er zu einem besondern protocollarischen Vorbehalte Veranlassung geben möge, da schon die Vorbehalte, welche in das Unterzeichnungsprotocoll niedergelegt worden, mehrfältigen Anstoss erregt hätten, und schob die Auswechselung der Ratifications-Urkunden in der Hoffnung auf, dass sich ein Ausweg zur definitiven Regulirung finden werde, der aber näher nicht angegeben werden konnte.

Bei dieser Lage der Sache glaubte der Bevollmächtigte ihr eine neue und günstige Wendung zu geben, indem er vorschlug, sie von den Verhandlungen über die Steuervereinigungsverträge ganz zu trennen und mit den Verträgen über die Eisenbahnen in Verbindung zu bringen, die ebenfalls in der Vollendung begriffen waren. Er suchte darzuthun, dass es im Interesse des Königreichs Hannover liege, den Eisenbahnen den Verkehr im weitesten Umfange zuzuwenden, zeigte, dass die Uelzen-Salzwedler Strasse diesen Rücksichten nachtheilig sei und empfahl, um Dieses zu beseitigen und zugleich den Bedenken Braunschweigs zu begegnen, auf den verschiede-

1844 nen Bahnzügen angemessene Erleichterungen der Durchgangsabgabensätze eintreten zu lassen und darüber jetzt feste Verabredungen zu treffen. Er übergab zu näherer Prüfung dem Königl. Hannoverschen Bevollmächtigten die Entwürfe zweier Protocolle, die im Falle des Einverständnisses zugleich mit dem Eisenbahnvertrage zu unterzeichnen gewesen sein würden.

Dieser Vorschlag wird es sein, der in der Hannoverschen Staatsschrift als ein neuer am 3. Februar gemachter, bis dahin überall noch nicht zur Sprache gebrachter Vorbehalt bezeichnet wird.

Allein auch dieser Vorschlag führte noch nicht zu dem gewünschten Ziele. Der Bevollmächtigte berichtete vielmehr unterm 9. Februar, dass nach einer Tags zuvor aus dem Königlichen Cabinette eingegangenen Entscheidung der Hannoversche Commissar aufs Neue mit ihm verhandeln solle. Dies geschah unverzüglich noch an demselben Tage und führte zu der folgenden unter beiden Bevollmächtigten getroffenen Vereinbarung:

„1) Hannover will den Versuch machen, Preussen zu vermögen, während der Dauer eines Steuervereins zwischen Braunschweig und Hannover auf die Vollendung des Baues der Chaussee von Uelzen über Bergen nach Salzwedel, soweit solche Königlich Hannoversches Gebiet berührt, nicht zu dringen und unter der Voraussetzung einer von Preussen erfolgenden entsprechenden Erklärung die Versicherung an Braunschweig ertheilen, während der Steuervereinigung den fraglichen Chausseebau nicht fortsetzen und vollenden zu wollen."

„Sollte ein solcher Versuch den gewünschten Erfolg nicht haben, so wird Hannover eine Entlassung aus der Verpflichtung wegen der Vollendung der fraglichen Chaussee während der Dauer der Steuervereinigung zwischen Hannover und Braunschweig bei Erneuerung der Verträge vom 1. November 1837 zur Bedingung machen."

„2) Die dem Grenzsteueramte 1. Classe zu Bergen beigelegten auf den Waarendurchgang sich beziehenden Befugnisse bleiben unverändert."

„Würde jedoch Königlich Preussischer Seits der Chausseebau von Magdeburg bis Salzwedel fortgesetzt werden, so soll mit dem Zeitpuncte, wo die fragliche Chaussee bis auf eine Meile von Salzwedel ab in der Richtung auf Magdeburg vollendet ist, bei dem Grenzamte zu Ber-

gen eine den Transit beschränkende Einrichtung zu dem 1844
Zwecke getroffen worden, den Transitverkehr von Magdeburg über Lüneburg ins Ausland und vice versa auf den bisherigen Strassenzügen zu erhalten."

„3) Sobald in Folge des zwischen Hannover und Braunschweig abzuschliessenden Vertrages die Eisenbahnen zwischen Celle, Hannover, Hildesheim und Braunschweig vollendet worden, soll rücksichtlich derjenigen Waaren und Gegenstände, welche aus dem Zollvereine von Halberstadt oder Magdeburg nach Braunschweig ein- und auf den Chausseen oder Eisenbahnen über Lüneburg oder Harburg ausgehen, oder welche in umgekehrter Richtung ein- und ausgehen, so wie hinsichtlich derjenigen Waaren und Gegenstände, welche aus dem Zollvereine von Minden nachHannover ein- und auf den Chausseen oder Eisenbahnen über Lüneburg oder Harburg ausgehen, oder welche in umgekehrter Richtung ein- und ausgehen, insofern diese Waaren und Gegenstände auf den Eisenbahnen von Braunschweig über Lehrte nach Celle, oder von Hannover über Lehrte nach Celle oder in umgekehrter Richtung transportirt werden, und insofern von einer der beiden contrahirenden Regierungen darauf angetragen wird, eine Durchgangsabgaben-Ermässigung eintreten, diese aber, wenn nicht durch weitere Vereinbarungen etwas Anderes festgesetzt werden wird, höchstens drei Viertheile der tarifmässigen Durchgangsabgaben sowohl bei Waaren als bei sonstigen Gegenständen betragen."

Der Bevollmächtigte, indem er diese Verabredungen zur Annahme empfahl, berichtete, dass der Hannoversche Commissarius dieselben, ertheilter Zusage gemäss, sofort dem Königl. Finanz-Ministerio vorlegen und seinerseits unterstützen werde, dass sich zwar nicht voraussehen lasse, ob sie die Allerhöchste Genehmigung erhalten würden, dass aber, wenn diese erfolgen sollte, die Auswechslung der Ratificationen ohne Weiteres würde vorgenommen werden können.

Mit dem Ausdrucke der Hoffnung, dass auch die Königl. Hannoversche Regierung sich entschliessen werde, durch die Annahme dieser Stipulationen den so lange schon erregten Zweifeln über das Zustandekommen der ferneren Steuervereinigung ein in jeder Hinsicht erwünschtes Ziel zu setzen, ward der Bevollmächtigte unterm 11. Februar autorisirt, auf die verabredete, vorhin angeführte

1844 Weise eine definitive Vereinbarung zu treffen; jedoch ward ihm zugleich zu erkennen gegeben, dass die Stelle in dem 2. Abschnitte:

> so soll mit dem Zeitpuncte, wo die fragliche Chaussee — — — — zu erhalten

nicht bündig genug abgefasst erscheine und daher die folgende Redaction:

> so soll von dem Zeitpuncte an, wo der Chausseebau auf irgend einem Theile der Strecke von der Hannoverschen Grenze bis eine Meile jenseits Salzwedel in der Richtung auf Magdeburg beginnt, bei dem Grenzamte zu Bergen eine den Transit beschränkende Einrichtung so weit getroffen werden, dass der Durchgangsverkehr von Magdeburg über Lüneburg ins Ausland und umgekehrt auf den bisherigen Strassenzügen sicher erhalten wird

oder eine gleichbedeutende zu wählen sein werde.

Nach dem Empfange dieser Anweisung war der Braunschweigische Bevollmächtigte mit dem Königl. Hannoverschen am 13. Februar nochmals zusammengetreten, eine Aenderung des Entwurfes in dem vorhin angedeuteten Sinne war vorgenommen, noch eine andere Redactionsveränderung wurde ebenfalls beschlossen, und der Hannoversche Bevollmächtigte hatte darauf seine Bereitschaft erklärt, die solch ergestalt festgestellte Protokollar-Uebereinkunft zu vollziehen.

Es ist in dieser Darstellung schon oben an gehörigem Orte der Vorbehalte Erwähnung gethan, unter denen die Unterzeichnung der Verträge Braunschweigscher Seits geschehen war. Es kam darauf an zu untersuchen, wie viel von diesen Vorbehalten bei der Auswechslung der Ratificationen beizubehalten sei.

Der Bevollmächtigte berichtete über diesen Gegenstand unterm 9. Februar: Gegen die bei Vollziehung des neuen Steuervereinigungs-Vertrages zu Protokoll gegebenen Vorbehalte seien bei der Ausfertigung der Allerhöchsten Ratifications-Urkunde verschiedene Anstände erhoben, und es sei darauf bestanden, dass hierunter einige Abänderungen vorgenommen werden möchten. Mit mehreren derselben habe er sich nicht einverstanden erklären können; andere seien dagegen von geringerer Erheblichkeit, und es werde sich auch in der gewünschten Gestalt mit ihnen derselbe Zweck erreichen lassen. Be-

sonders an der Form selbst habe man Anstoss genommen, und er glaube, dass man Braunschweigischer Seits, wenn nur in der Hauptsache eine Vereinbarung erreicht sei, sich unbeschadet der Sache selbst hierin nachgiebig erweisen und den Hannoverschen Wünschen dadurch entsprechen könne, dass die Vorbehalte in die Form einer Uebereinkunft eingekleidet würden. In diesem Sinne habe er vorläufig für den Fall der Ratifications-Auswechslung ein Protokoll entwerfen, mit welchem man sich in Hannover in allen Puncten, sowohl seiner Fassung als seinem Inhalte nach, einverstanden erklärt habe, und das also in dieser Gestalt demnächst vollzogen werden würde. 1844

Er überreichte diesen Entwurf zur Prüfung und bat ihn so schnell als möglich mit Resolution zu versehen, damit für den Fall, dass die jetzt allein noch vorhandene Differenz wegen der Uelzener Strasse ausgeglichen werden würde, mit der Auswechslung der Ratificationen baldigst verfahren werden könne.

Der überreichte Entwurf lautete in seinen Bestimmungen folgendermassen:

1. „Hinsichtlich aller, als Ausflüsse des Vertrages zu betrachtenden Gesetze und Reglements, so weit deren Vollendung bis jetzt nicht thunlich gewesen, soll baldmöglichst eine Vereinbarung getroffen werden."

Dagegen bleiben alle, während der bisherigen Steuer-Vereinigung getroffenen Aenderungen und gegenseitig gemachten Zugeständnisse, sofern nicht bei deren noch vorzunehmender Revision anderweitige Vereinbarungen darüber getroffen werden, auch während der Dauer der neuen Vertragsperiode, in Wirksamkeit."

2. „Die drei contrahirenden Regierungen sind einverstanden, dass die verabredete Aufhebung der Fabrications-Abgabe vom inländischen Bier im Königreiche Hannover und im Herzogthume Braunschweig durch die gleichfalls verabredete Erhöhung der Fabrications-Abgabe vom inländischen Branntwein bedingt werde, dergestalt, dass jene Aufhebung der Biersteuer nicht stattfindet, wenn etwa die ständische Zustimmung zu der beabsichtigten Erhöhung der Branntweinsteuer in Hannover oder in Braunschweig nicht zu erwirken sein sollte."

3. „Hannover und Braunschweig bevorworten ausdrücklich, wie die Allerhöchste und Höchste Ratification der, wegen Fortsetzung des Steuer-Vereins unterm 21. December v. J. vollzogenen Verträge nur unter der Vor-

1844 aussetzung erfolgt sei, dass die Stände-Versammlungen des Königreichs Hannover und des Herzogthums Braunschweig ihre verfassungsmässige Mitwirkung zur Ausführung der vertragsmässigen Bestimmungen nicht versagen werden, widrigenfalls keine der hohen contrahirenden Regierungen an die Verträge gebunden ist."

4. „Obgleich nicht zu bezweifeln steht, dass eine Erneuerung der am 1. November 1837 mit den Zoll-Vereins-Staaten abgeschlossenen Verträge, unter angemessenen und den gemeinsamen Interessen des Steuer-Vereins entsprechenden Bedingungen werden erreicht werden, so ertheilen die contrahirenden drei hohen Regierungen dennoch die Zusicherung, allseitig dahin mitzuwirken, eine neue Vereinbarung zu diesem Zwecke zu Stande zu bringen, und nur in dem Falle, wenn der Abschluss eines solchen gemeinsamen Vertrages Schwierigkeiten finden würde, behalten Hannover und Braunschweig, unter Zustimmung Oldenburgs, sich vor, wegen fernerer Belassung ihrer betreffenden Gebietstheile im Zollvereine, sowie wegen der ferneren Beibehaltung Königlich Preussischer Gebietstheile im Steuer-Vereine, und wegen angemessener gegenseitiger Verkehrs-Erleichterungen, so weit solches mit den Stipulationen des Steuer-Vereins-Vertrages vereinbarlich erscheint, entweder gemeinschaftlich, oder einseitig mit dem Königreiche Preussen, oder mit den Zoll-Vereins-Staaten, neue Verträge einzugehen."

5. „Hannover und Oldenburg erklären, die mit einander am 24. Mai 1836 abgeschlossene Post-Convention, unbeschadet der etwaigen ferneren Vereinigung über Beschränkungen oder Erweiterungen, für die Dauer des neuen Steuer-Vereinigungs-Vertrages vom 21. December vorigen Jahrs unter den bisherigen Bedingungen fortsetzen und daher von der in der besagten Convention enthaltenen Kündigungs-Befugniss keinen Gebrauch machen zu wollen."

6. „Hannover und Braunschweig versprechen sich gegenseitig

a) den zwischen ihnen bereits vorläufig verabredeten Vertrag wegen Errichtung von Eisenbahnen zur Verbindung der Städte Celle, Hannover, Hildesheim und Braunschweig vor Ablauf des Monats März d. J. zum Abschluss befördern, oder binnen desselben Zeitraums eine andere, die Eisenbahn-Verbindung zwischen diesen vier Städten bezweckende Uebereinkunft abschliessen zu wollen;"

b) den, zwischen dem Königreiche Preussen, dem Königreiche Hannover und dem Herzogthume Braunschweig im verflossenen Jahre zu Berlin verhandelten und vorläufig verabredeten Vertrag wegen Anlegung von Eisenbahnen von Magdeburg über Braunschweig und Hannover nach Minden, wenn der Abschluss Königlich Preussischer Seits erfolgen wird, auch ihrerseits vollziehen zu lassen und zu ratificiren." 1844

7. „Hannover und Oldenburg gestehen, wenn, wider alles Erwarten, mit der baulichen Ausführung der, im ersten Artikel des so eben 6. a) erwähnten, annoch abzuschliessenden Vertrags näher bezeichneten Eisenbahnstrecken bis zum Ende des Jahrs 1842 der Anfang nicht gemacht, oder bis dahin eine anderweitige Vereinbarung wegen deren Ausführung zwischen den beiden contrahirenden Regierungen nicht sollte getroffen sein, Braunschweig die Befugniss zu, mit dem Ablaufe des Jahrs 1843 aus dem durch die gegenwärtigen Verträge neu begründeten Steuer-Vereine wieder auszuscheiden, und bedingen sich für diesen Fall gleichfalls die Freiheit, den Steuer-Vertrag auch unter sich aufzuheben."

Der erste Punct war kürzer gefasst, als in dem Protokolle vom 21. December, weil in der Zwischenzeit mehrere zu den Verträgen gehörige Stücke vollendet waren.

Der zweite Punct war von Hannover gewünscht.

Der dritte Punct war unverändert geblieben.

Der vierte Punct wich von dem früheren Vorbehalte darin ab, dass in dem letzteren für den Fall, dass der fragliche Vertrag mit Preussen nicht erneuert werden sollte, der eventuelle Rücktritt von dem neu einzugehenden Steuervereine ausbedungen war, wogegen in der neuen Verabredung für diesen Fall sowohl der Braunschweigschen als der Hannoverschen Regierung vorbehalten wurde, mit dem Zollvereine einseitig in Verhandlungen zu treten. Die frühere Fassung hatte in Hannover sehr unangenehme Sensation erregt, weil man in ihr eine Hemmung der freien Entschliessung und der eigenen Wahl zu finden glaubte, und es schien um so thunlicher, den Anstoss durch die neue Form zu beseitigen, als man auch aus Gründen, die in der Sache selbst lagen, die Besorgniss vor einer Nichterneuerung des betreffenden Vertrages vermindert glaubte.

Der fünfte Punct betraf Verhältnisse zwischen Hannover und Oldenburg und war schon früher erwähnt.

1844 Bei dem sechsten Puncte bedurfte es des früheren Vorbehaltes nicht, weil der Vertrag wegen der Eisenbahn-Anlagen zwischen Braunschweig, Hannover, Celle und Hildesheim in der Zwischenzeit vollständig vorbereitet war und die gleichzeitige Vollziehung desselben neben der Ratifications-Auswechslung bevorstand.

Der siebente Punct war unverändert geblieben, obwohl man von Hannoverscher Seite wiederholt auf seine gänzliche Aufgebung angetragen hatte. — Die eingeschaltete Bestimmung, dass es im Falle des Ausscheidens von Braunschweig auch jeder der anderen beiden contrahirenden Regierungen frei stehen solle, von dem Steuervereine zurücktreten, war in dem früheren Vorbehalte im Allgemeinen enthalten und nun auf diesen speciellen Fall übertragen.

Zwei Tage später, am 11. Februar, erging an den Bevollmächtigten die Erklärung, dass die Braunschweigsche Regierung nichts dagegen zu erinnern fände, wenn die früheren Vorbehalte in derjenigen Form abgefasst und zugleich auch auf die Weise modificirt würden, wie es der übergebene Entwurf besage. Es wurde dabei jedoch bemerkt, dass dieser in dem letzten Satze des ersten Punctes eine Abweichung von der Fassung des Vorbehaltes vom 20. December enthalte, dass man diese letztere besser und vollständiger finde und dass daher ihre Herstellung noch zu berücksichtigen sei. Zugleich wurde der Bevollmächtigte autorisirt, in der vorgeschlagenen Weise zur Auswechselung der Ratifikations-Urkunden zu schreiten, wenn zuvor die noch obschwebende Differenz wegen der Uelzen-Salzwedeler Strasse auf genügende Weise beseitigt sein werde.

Unmittelbar nach dem Empfange dieser Anweisung berichtete der Bevollmächtigte, dass er in Folge derselben nochmals mit dem Hannoverschen Commissar in Unterhandlung getreten sei, dass dieselbe eine angemessene Vereinbarung herbeigeführt habe und dass der Auswechselung der Ratificationen auch von dieser Seite nichts mehr entgegen stehe.

Nachdem auf solche Weise unter den contrahirenden Theilen das vollständigste Einverständniss über alle bis dahin noch streitig gewesenen Puncte herbeigeführt worden war wurde am 14. Februar die Auswechselung der Ratifications-Urkunden zu den Verträgen über die Erneuerung der Steuervereinigung vom

1. Januar 1842 an auf solenne Weise vollzogen und es 1844
wurden daneben zwei schon vorher festgestellte Protokolle (am 14 Februar 1841) unterzeichnet*), deren Annahme, wie die bisherige Darstellung ergeben hat, gerade das nun erreichte Zustandekommen der Verträge möglich gemacht hatte.

Das Geschäft war also vollendet, und es blieb nur noch übrig, dass die mit den Genehmigungsformeln der gegenseitigen Ministerium versehenen Ausfertigungen der eben angeführten beiden Protokolle ausgetauscht wurden.

Braunschweig übersandte seine Ausfertigungen dem Bevollmächtigten am 23 Februar 1841, um ihre Aushändigung gegen Empfangnahme der gegenseitigen Documente zu bewerkstelligen. Die Originalurkunden der Verträge wurden am 7. März 1841 in dem Hauptlandesarchiv zu Wolfenbüttel zur Aufbewahrung niedergelegt. Die Uebersendung der Hannoverschen Protokollausfertigungen verzögerte sich; indessen ward dieser Umstand kaum beachtet, weil er nur die ziemlich gleichgültige Erfüllung einer Form betraf. Die Zeit der Ungewissheit war vorüber, man wandte seine Aufmerksamkeit auf andere Dinge und namentlich wurden die bevorstehenden Verhandlungen mit den Zollvereinsstaaten wegen der Erneuerung der Verträge vom J. 1837 sehr ernstlich vorbereitet.

Dennoch stand das Unerwartetste bevor: am 10. März 1841, also fast vier Wochen seit der Unterzeichnung der Protokolle langte in der Nacht von Hannover eine Estafette an, die, statt dieser Protokolle, die Nachricht überbrachte, dass ihnen die allerhöchste Genehmigung versagt sei, und dagegen ihre Abänderung gefordert werde.

Am 19. März 1841 liefen zwei Schreiben**) des Königl. Hannoverischen Generaldirectors der indirecten Steuern Dommes an den Finanzdirector, Geheimen Legationsrath von Amsberg in Braunschweig ein. Es würde überflüssig sein, den Eindruck zu schildern, den die in diesen Schreiben enthaltenen überraschenden Erklärungen hervorbrachten und eben so überflüssig wäre es, die Forderungen, welche jene beiden Schreiben in einer Sprache enthielten, wie sie bei Verhandlungen unter unabhängigen Staaten nur selten gehört wird, einer genauren Prü-

*) Voy. Nouv. Recueil général T. II.
**) Voy. Nouv. Recueil général T. II.

1844 fung zu unterwerfen. Aber ohne weitere Bemerkung wird es einleuchten, wie nichtig und hervorgesucht der Anspruch war, das ganz überflüssige Wort „gemeinschaftlich" hinzuzufügen, wie unbestimmt, wie zweideutig, ja wie illusorisch die Clausel war, dass Braunschweig aus dem Steuervereine nur dann solle ausscheiden können, wenn die dem Anfange der baulichen Ausführung der Eisenbahn etwa entgegenstehenden Hindernisse der Königl. Hannoverischen Regierung beizumessen oder zur Last zu legen sein sollten, (denn wer sollte die Frage untersuchen prüfen und entscheiden?), nicht aber dann, wenn die Beseitigung jener Hindernisse z. B. bei etwa ausbrechendem Kriege (welchem, von wem und wo geführtem Kriege?) oder wegen der Schwierigkeiten, die von den Aktionären erhoben werden möchten, ausser der Macht der Hannoverischen Regierung liegen würde (wer untersuchte oder entschied, ob die Schwierigkeiten besieglich oder unbesieglich waren, ob sie in billigen oder unbilligen Forderungen der Regierung ihre Entstehung gefunden hatten?). Eben so klar und augenscheinlich ist es, dass die wichtigen Verabredungen wegen der Uelzen-Salzwedler Strasse durch die neuen Forderungen vollkommen vernichtet wurden.

Die Strasse war von Hannover erbaut und Hannover hatte mit Preussen Verabredungen wegen derselben getroffen, aber Braunschweig sollte bei Preussen die Abweichung von diesen Verabredungen beantragen, und das Höchste, was Hannover dabei thun konnte, war, dass es sich anheischig machte, solchem Antrage nicht entgegentreten zu wollen, doch auch nur in der Voraussetzung, dass nicht ein neuer Chausseebau auf Preussischem Territorium der Uelzener Strasse eine neue Wichtigkeit geben würde.

Die Verabredungen wegen des Grenzamtes Bergen wurden für zu früh erachtet; erst wenn Preussen bei den demnächst zu machenden Anträgen sich unwillfährig erweisen sollte, sollte es an der Zeit sein, wegen des Verkehrs über Bergen eine angemessene Vereinbarung zu treffen.

Auch die Verabredung wegen Ermässigung der Durchgangsabgaben erschien zu früh; die Herabsetzung sollte so bestimmt werden, wie sie künftig mit Preussen wegen der Eisenbahn nach Magdeburg verabredet werden würde.

Aber mochten diese Forderungen noch so angemessen 1844
oder unangemessen sein, — der wichtigste und der allein entscheidend in den Vordergrund sich drängende Umstand war, dass Hannover einseitig von den Uebereinkünften zurücktrat, die zwischen beiden Regierungen nach freier Berathung auf das Festeste und Bündigste geschlossen worden waren und von denen kein Theil mehr zurücktreten konnte. Von dem Zustandekommen und der Erfüllung dieser Monate lang berathenen Uebereinkünfte war die Erneuerung der Steuervereinigung selbst abhängig gemacht, sie waren im vollkommensten gegenseitigen Einverständnisse errichtet, sie waren von den Bevollmächtigten feierlich vollzogen und von dem Augenblicke an, dass Dieses geschehen war, gegen jeden Zweifel sicher gestellt. Es fehlte noch der Austausch der ministeriellen Anerkennungs-Documente, aber nicht aus diesem Austausche, der eine Form war und nicht mehr zu versagen stand, sondern aus der Vollziehung durch die beglaubigten Organe der contrahirenden Regierungen entsprangen ihre Kraft und ihre Verbindlichkeit. Verträge, von beglaubigten Unterhändlern unter Regierungen geschlossen, können von diesen nur in dem einen Falle verworfen werden, dass jene Unterhändler ihre Vollmacht erweislich überschritten haben. Das war aber bei den Verabredungen zwischen Braunschweig und Hannover nicht der Fall, ihre Bevollmächtigten hatten vielmehr die Schlussverträge erst dann unterzeichnet, als ihre Regierungen jede einzelne Bestimmung derselben genau vorher geprüft und genehmigt hatten. Den Beweis dafür liefert die folgende, im Originale vorhandene Zuschrift des Königl. Hannoverschen an den diesseitigen Bevollmächtigten:

„Sr. Hochwohlgeboren, dem Herrn
Finanz-Director v. Amsberg, etc.

„Nachdem die gestern zu den beiden Protocollen quaest. vereinbarten Abänderungen *die höhere Genehmigung* gefunden haben, sind die Protocolle sogleich von mir in die Canzlei gegeben. Indem ich Sie, verehrtester Herr Finanz-Director, davon benachrichtige, gebe ich sogleich gehorsamst anheim, Sich damit einverstanden erklären zu wollen, dass des Sonntags ungeachtet die Protocolle von heute datirt werden.

v. H. 14. Febr. 1841, Ganz gehorsamst
Nachmittags 4½ Uhr. Dommes.

1844 Der Bevollmächtigte Hannovers hatte demnach in Uebereinstimmung mit dem Willen seiner Regierung gehandelt; dass aber diese verpflichtet war, Das genehm zu halten, was er in Gemässheit der ihm gegebenen Instruction vereinbart hatte, ergiebt die folgende ihm ertheilte Vollmacht:

„Wir

Ernst August von Gottes Gnaden, König von Hannover, Königlicher Prinz von Grossbritannien und Irland, Herzog von Cumberland, Herzog zu Braunschweig und Lüneburg etc. etc.

Urkunden und fügen hiemit zu wissen, dass Wir Uns allergnädigst bewogen gefunden haben, behuf der Verhandlungen zur Wiedererneuerung und Fortsetzung der Verträge vom 1. Mai 1834 und vom 7. Mai 1836, durch welche die Steuer- und Zollvereinigung mit dem Grossherzogthume Oldenburg und dem Herzogthume Braunschweig begründet wurde und zur Verabredung erforderlicher Modificationen dieser Verträge und der damit in Verbindung stehenden spätern Vereinbarungen Unsern General-Director der indirecten Abgaben und Zölle Georg Friedrich Hieronymus Dommes zu Unserm Bevollmächtigten zu ernennen.

Wir bevollmächtigen und beauftragen denselben demnach hiedurch, mit den Bevollmächtigten der übrigen Staaten des diesseitigen Steuervereins zusammenzutreten mit denselben zu unterhandeln und mit Vorbehalt Unserer Genehmigung die erforderlichen Verabredungen zu treffen.

Zugleich versprechen Wir Alles Dasjenige zu genehmigen, was Unser gedachter Bevollmächtigter in Gemässheit der ihm ertheilten Instruction verhandeln und verabreden wird.

Urkundlich Unserer eigenhändigen Unterschrift und Unsers beigedruckten Königlichen Siegels.

Gegeben Hannover, den 20. Febr. 1840.

(L. S.) ERNST AUGUST.

Gez. v. Schulte. v. Schele.

Unger."

Endlich auch verdient der Umstand noch bemerkt zu werden, dass Alles, was wegen der Uelzen-Salzwedler Strasse in der oben erwähnten Conferenz vom

8. Februar 1841 in den beiden Abschnitten 1 und 2 1844
der Vereinbarung verabredet worden war und einige Tage später in das Protokoll vom 14. Februar mit einer geringen Fassungs-Veränderung überging, einzig und allein in den von der Hannoverschen Seite ausgegangenen Vorschlägen beruhete und wörtlich und buchstäblich aus der Feder des Königl. Hannoverschen Bevollmächtigten geflossen war, der erst an demselben Tage neue Instructionen empfangen hatte.

Der Braunschweigsche Bevollmächtigte erhielt am 13. März die Anweisung, die Einleitung neuer Verhandlungen mit Bestimmtheit abzulehnen und dagegen die Aufrechthaltung der geschlossenen Conventionen zu verlangen.

Eine bestimmte Erklärung Hannovers über die Annahme der Protokolle ward Braunschweigischer Seits bis zum 25. März verlangt. Nachdem man aber von Hannover aus hierauf das vollkommenste Stillschweigen beobachtet hatte, erschien am 23. März ein Mitglied des Königlichen Kabinets als Abgeordneter in Braunschweig um zugleich ein Schreiben seines Monarchen an Sr. Durchl. den Herzog, die vorliegende Angelegenheit betreffend, zu überbringen. Zwei Abgeordnete Oldenburgs gingen ihm voran, um wo möglich zur gütlichen Ausgleichung der Differenz beizutragen.

Der Auftrag des Hannoverischen Abgeordneten ging dahin, die Braunschweigische Regierung durch mündliche Vorstellungen zur Annahme der Hannoverischer Seits gemachten Forderungen zu bewegen zu suchen. Die Erwartung aber schlug gänzlich fehl, dass er beauftragt sei, die Anerkennung der Protokolle von Seiten Hannovers auszusprechen. Zwei Tage lang fortgesetzte Discussionen — Braunschweig konnte die Ansprüche auf sein Recht nicht opfern, Hannover wollte diesem Rechte nicht genügen — vernichteten jede darauf noch gerichtete Hoffnung und als zuletzt und als letztes Mittel noch versucht wurde, den Hannoverischen Abgeordneten mit dem bisherigen Braunschweigischen Bevollmächtigten in einer Conferenz zusammentreten zu lassen, um alle einzelnen Punkte der beiden Protokolle nochmals durchzugehen und bei jedem einzelnen seine Nothwendigkeit zu zeigen — als sogar auch noch, in der Voraussetzung die Angelegenheit damit zum fried-

1844 lichen Ende zu bringen, versprochen wurde, einige leichtere Abänderungen (die Aufnahme des Worts „gemeinschaftlich" und die Bestimmung, dass im Kriege, bei welchem der deutsche Bund thätig aufträte, als eine legale Verhinderung des Anfangs der Ausführung der Eisenbahnen angesehen werden solle) eintreten zu lassen, ergab sich mit völliger Gewissheit, dass der Hannoverische Abgeordnete zu irgend einer wesentlichen Nachgiebigkeit durchaus nicht autorisirt war, am wenigsten aber die Befugniss hatte, die Annahme der Protokolle auszusprechen. Es war dem Hannoverischen Abgeordneten daher unmöglich, auf diesem Wege ein Resultat, wie er es wünschte, zu erlangen, und was 14 Tage vorher noch Niemand geahnt hatte, die Trennung Braunschweigs vom Steuervereine, war so gut wie entschieden. Der Hannoverische Abgeordnete ging am 26. März 1841 nach Hannover zurück, Sr. Maj. dem Könige von Hannover ein Schreiben Sr. Durchl. des Herzogs*) überbringend.

Von jener Zeit an ward in dieser Angelegenheit von Hannover her nichts mehr gehört, und am 29. März ging ein Abgeordneter nach Berlin, um den Anschluss des Herzogthumes Braunschweig an den Zollverein einzuleiten.

Die vorstehende Darstellung wird genügen, um die Lücken der Hannoverschen Staatsschrift auszufüllen; zugleich wird sie dazu dienen, Jedermann in den Stand zu setzen, die folgenden Fragen zu beantworten:

1) War Braunschweig, als es zur Wiedererneuerung der Steuervereinigung bereitwillig die Hand bot, zu einer Fortsetzung der Verträge auf irgend eine Weise verpflichtet, oder war es vollkommen berechtigt, die Wahl nach freiester Entschliessung zu treffen?
2) Wenn Braunschweig frei war zu jeder Entschliessung, hatte es dann nicht auch das Recht, seine Einwilligung in die Fortsetzung an jede beliebige Bedingung zu knüpfen?
3) Gab es, so lange die Verhandlungen noch offen waren, irgend eine Zeit, wo es diese Bedingungen aufzustellen nicht mehr befugt war?
4) Ist die Angelegenheit wegen der Salzwedler Strasse nicht zu einer Zeit vorgebracht, wo die Verhand-

*) Voy. cette lettre N. Rec. gén. T. II.

lung noch frei stand? — War Braunschweig nicht 1844
vollkommen entschuldigt, wenn es die Frage nicht früher brachte, ehe es sie selbst genügend kannte? — War Hannover dagegen nicht hinlänglich in der Lage, noch zeitig genug seine Entschliessungen zu nehmen, da der Gegenstand ihm bis zum genauesten Detail von lange her bekannt und das Mittel, wodurch Abhülfe zu treffen, leicht und nahe zu finden war? — War nicht wenigstens der Zeitraum vom 16. December bis zum 14. Februar lange genug, um die Entschliessung vollkommen fest zu stellen?

5) Sind die Verabredungen der Protokolle vom 14. Februar nicht auf die bündigste Weise geschlossen; war nicht das sicherste Zeugniss von dem Einverständnisse des Königl. Hannoverschen Gouvernements vorhanden und war nicht demnach Hannover sie anzuerkennen verpflichtet? — Liegt nicht der alleinige Grund des Nichtzustandekommens der Verträge darin, dass Hannover sich weigerte, diese Verpflichtung anzuerkennen?

6) War, wenn Hannover die Conventionen für unverbindlich erklärte, für Braunschweig irgend etwas Anderes möglich, als dass es auch seinerseits diese Conventionen und die von ihrer Erfüllung abhängig gemachten Verträge wegen der Steuervereinigung wieder aufhob, wenn es nicht Gefahr laufen wollte, an diesen Verträgen festgehalten zu werden, die es ohne jene Erfüllung nicht wollte?

7) War es für Braunschweig noch möglich, neue Verträge zu schliessen, wenn diejenigen Garantieen nicht mehr galten, unter denen die vorhergegangenen errichtet waren — war es möglich, noch sicherere Bürgschaften zu nehmen, als die der „höheren Genehmigung?"

8) War es mithin noch die Uelzener Strasse, oder ein zu verändernder Ausdruck in den Protokollen, um die es sich handelte, als Braunschweig nichts Anderes als die geschlossenen Verträge forderte, oder handelte es sich nicht vielmehr um die Erfüllung eines förmlich gegebenen Worts und stritt nicht Braunschweig damit für seine Würde, — sein Ansehen, — sein Recht?

1844 *Zweiter Abschnitt.*

Niemandem wird bei der obigen Darstellung die Bemerkung entgangen sein, wie leicht es für Hannover gewesen wäre, die Fortsetzung der Steuervereinigung mit Braunschweig zu erreichen; denn wenn auch von der Verpflichtung, die eingegangenen Verbindlichkeiten zu erfüllen, ganz abgesehen wird, so muss doch Jedermann erkennen, dass diese Erfüllung auch nicht einmal drückend oder ausser Verhältniss zu den zu erlangenden Vortheilen war.

Hannover wies es von sich, die ihm offen dargebotene Gelegenheit zu benutzen; — es wird nicht schwer sein, nachzuweisen, dass es den rechten Zeitpunct zu ergreifen wiederum verschmähete, als ihm im Laufe der Verhandlungen die Mittel gewährt wurden, die Nachtheile, die es von dem Eintritte des Harz- und Weser-Districtes in den Zollverein besorgte, wo nicht alle, doch zum grössten Theile, von sich abzuwenden und ein Verhältniss zu begründen, das „ein friedliches und freundliches Nebeneinanderbestehen beider Vereine" von selbst herbeiführte, mithin gerade Dasjenige sicherte, was die Hannoversche Staatsschrift als das höchste und letzte Ziel aller Bestrebungen des dortigen Gouvernement bezeichnet.

Es bedarf kaum der Bemerkung, dass hier von den Anerbietungen die Rede ist, welche am 7. September 1843 dem Königl. Hannoverschen Bevollmächtigten von den diesseitigen Commissarien in Berlin gemacht wurden.

Diese Anerbietungen finden sich zwar in der Hannoverschen Staatsschrift bereits abgedruckt, sie mögen indessen zu leichterer Uebersicht hier nochmals folgen:

Uebersicht

derjenigen Puncte, welche von Braunschweigischer Seite als Grundlage einer mit Hannover rücksichtlich der Zoll- und Steuer-Verhältnisse für die Jahre 1844 und 1845 zu treffenden Vereinbarung in Vorschlag gebracht werden.

1. Von den jetzt noch beim Steuervereine befindlichen Braunschweigschen Gebietstheilen werden

die Aemter Harzburg, Lutter a. Bge. und Seesen, mit Ausschluss des Dorfes Engelade,

in den Zollverein aufgenommen.

2. Von den erwähnten Braunschweigschen Gebietstheilen bleiben bei dem Steuervereine:

a) das Amt Thedinghausen, 1844
b) der ganze Gebietstheil von der Weser ab bis an die von Seesen über Ildehausen führende Strasse, namentlich die Aemter Holzminden, Ottenstein, Eschershausen, Stadtoldendorf, Greene, Gandersheim und vom Amte Seesen das Dorf Engelade *),
c) die Enclave Oelsburg,

mit einer Bevölkerung von etwa 64,000 Seelen.

3. Von dem im Zollvereine jetzt befindlichen Braunschweigschen Landestheile werden dem Steuervereine wieder angeschlossen:

die Ortschaften Duttenstedt, Essinghausen, Meerdorf, der Braunschweigsche Theil des Dorfes Woltorf und etwa Neubrück,

mit einer Bevölkerung von circa 1600 Seelen.

4. Die Verwaltung in den Gebietstheilen zu 2. b. behält Braunschweig, die übrigen ebengenannten Gebietstheile werden der Hannoverschen Verwaltung untergeordnet.

5. Hannover belässt seine jetzt dem Zollvereine angeschlossenen Gebietstheile, nämlich;

die Grafschaft Hohnstein,
das Amt Elbingerode und
den südlichen Theil des Amtes Fallersleben

bei dem Zollvereine.

6. Hannover schliesst dem Zollvereine ferner an:

a) denjenigen Landtheil, welcher westlich von einer, von dem Braunschweigschen Dorfe Oelber a. w. W. bis zur äussersten nördlichen Spitze des Amts Lutter a. Bge. zu ziehenden Linie, nördlich und südlich von Braunschweigischen und östlich von Preussischem und Braunschweigischem Gebiete eingeschlossen wird, nämlich: die Aemter Liebenburg und Wöltingerode, die Stadt Goslar, und von dem Bezirke des Amts Wohldenberg: das Amt Wohldenberg und die Ortschaften Rhene, Baddeckenstedt, Sillium, Gross- und Klein-Elbe, Gross- und Klein-Heere, Sehlde, Gustedt und dass Vorwerk Söhrhof, mit einer Bevölkerung von etwa 35,500 Seelen;

---

*) Koniglich Preussischer Seits wird gewünscht, dass das Amt Ottenstein und gleichzeitig das Königlich Hannoversche Amt Polle, sowie die Stadt Bodenwerder in den Zollverein eintreten.

1844 b) vom Amte Peine die Ortschaften Klein-Lafferde und Lengede;
c) vom Amte Bilderlahe die Ortschaft Gross-Rhüden;
d) vom Amte Giffhorn die Ortschaften Bechtsbüttel und Wendebrück;
e) vom Gerichte Brome die Ortschaft Croya und Zicherie;
f) den Oberharz.

7. Sämmtliche vorstehend unter Nr. 6. bezeichnete Hannoversche Gebietstheile werden der Braunschweigschen Verwaltung untergeordnet.

8. Hannover lässt alle bisher dem Handel und Verkehr nach den jetzt im Zollvereine befindlichen Braunschweigschen Gebietstheilen zugestandenen Erleichterungen und Begünstigungen aller Art ferner bestehen und erstreckt solche auch auf die in den Zollverein noch aufzunehmenden Braunschweigschen Gebietstheile, soweit sie daselbst anwendbar sind.

9. Hannover lässt ferner die bisher dem Verkehre zwischen dem Braunschweigschen Zollvereinsgebiete und dem Harz- und Weser-Districte zugestandenen Begünstigungen aller Art für den bei dem Steuervereine zu belassenden Theil dieses Districts fortbestehen und bewilligt ausserdem:

a) Die Freiheit von der Eingangsabgabe für Cichorien und Stärke, welche aus dem Braunschweigschen Zollvereinsgebiete in den oben gedachten Theil des Harz- und Weser-Districts eingehen,
b) die Freiheit von der Durchgangsabgabe für den im Steuer-Vereine bleibenden Theil der Braunschweig-Holzmindener Strasse von Seesen bis an die Weser.

10. Hannover bewilligt ferner:

a) die Freiheit von der Eingangsabgabe für diejenigen Fabrikate steuervereinsländischer Fabrikanten, welche auf den Braunschweigschen Messen an Käufer aus dem Steuervereine verkauft sind und in diesen zurückgeführt werden;
b) die Freiheit von der Durchgangs-Abgabe für diejenigen Fabrikate steuervereinsländischer Fabrikanten, welche auf den Braunschweigschen Messen gekauft sind und durch den Steuerverein geführt werden;
c) einen Rabatt von 33⅓ Procent der Eingangsabgabe für diejenigen nicht steuervereinsländischen Fabrikate, welche auf den Braunschweigschen Messen an

Käufer aus dem Steuervereine verkauft sind und 1844
in das Gebiet dieses Vereins eingeführt werden;

d) die Freiheit von der Ausgangsabgabe für die aus dem Steuervereine nach Braunschweig und Wolfenbüttel ausgehende Heede;

e) die Ermässigung der Durchgangs-Abgabe bis auf 6 Pfennige vom Himpten für dasjenige Getreide, welches von den Kornhandlungen im Braunschweigschen Zoll-Vereinsgebiete durch das Steuer-Vereinsgebiet versendet wird.

(gez.) Menadier.

Die Hannoversche Staatsschrift hat, um diese Vorschläge sofort zu beseitigen, nichts weiter als die Frage: „War eine Vereinbarung auf solchen Grundlagen gedenkbar," und dann die folgenden Worte:

Von einem möglichst annähernden Verhältnisse gegenseitiger Gebietsüberweisungen war keine Rede. Der Zweck dieser dem Königreiche Hannover angesonnenen Ueberweisungen aber war die Herstellung einer im Steuer-Vereine stattgehabten, durch Braunschweigs Ausscheiden zerrissenen Verbindung Braunschweigischer Landestheile behuf gleicher indirecter Besteuerung. Das Mittel hierzu sollte gefunden werden in eben jener umfassenden, übrigens unmotivirten nnd mit bekannten Ansichten der diesseitigen Regierung streitenden, neuen Ueberweisung nach willkürlich gezogener Zolllinie mitten durch Hannoversche Provinzen und Aemter, unbekümmert um die zerrüttendsten Eingriffe in bestehende Verhältnisse des Verkehrs und der Verwaltung.

Die fernere Forderung eines Messrabatts zu Gunsten einer dem Steuer-Vereine nicht angehörenden Stadt war wohl ohne Beispiel. Ob sie den Beifall anderer Staaten des Zollvereins, in denen Messstädte befindlich, gefunden hatte oder gefunden hätte, muss man hier auf sich beruhen lassen. Für Hannover hatte sie keine geringere Bedeutung als die, einer mit Nichts aufgewogenen Herabsetzung der Hanoverschen Eingangssteuern um ein Drittheil in sehr bedeutendem Umfange, früherer Erfahrung zufolge ein Opfer der diesseitigen Cassen von beiläufig 80,000 Thlr. Ein ähnliches Zugeständniss gewährt nicht der Zollverein den eigenen Messplätzen, mit Ausnahme von Frankfurt an der

1844 Oder; jedoch auch hier nur in ungleich beschränkter Weise.

Hannoverscher Seits konnte man nicht umhin, diese Braunschweigschen Vorschläge sofort in vorläufigen Besprechungen und später in formeller Conferenz abzulehnen.

Diese Worte fordern zu einer nähern Erörterung des mitgetheilten Planes auf.

I.

Was zuvörderst das verlangte möglichst annähernde Verhältniss der gegenseitigen Gebietsüberweisungen betrifft, so wird die folgende Vergleichung darüber sofort ein Urtheil an die Hand geben:

Das Amt Thedinghausen hat eine Bevölkerung von	4600 Seelen,
Die Aemter Holzminden, Ottenstein und die übrigen in der Uebersicht unter 2, b und c genannten Gebietstheile haben eine Bevölkerung von	58000 „
Die Dörfer Meerdorf, Duttenstedt, Essinghausen, Neubrück der Braunschweigsche Theil des Dorfes Woltorf . .	1600 „
zusammen .	64200 Seelen.
Die Hannoverschen Aemter Liebenburg, Wöltingerode und die übrigen in der Uebersicht unter 6, a. genannten Landestheile sind bevölkert, nach genauen Angaben, mit	34800 Seelen.
Die unter 6. b, c, d, e. aufgeführten Gebietstheile sind bevölkert mit . .	3100 „
und der Oberharz mit	29100 „
zusammen . .	67000 Seelen.

Es war also eine Gleichheit bis auf 2800 Einwohner vorhanden.

Freilich sind in diese Berechnung die Bewohner von Hohnstein, Elbingerode und dem südlichen Theile von Fallersleben nicht mit aufgenommen, denn da die Ueberweisung dieser Gebietstheile an den Zollverein das hauptsächlichste Aequivalent für die wesentlichen Tariferleichterungen auf Leinen-Garn, Korn, Vieh, Käse, Butter, Cichorien u. s. w. bildete, welche die Uebereinkunft E. vom Jahre 1837, die nach Annahme der Braunschweigschen Vorschläge ohnfehlbar erneuert worden wäre, der

Hannoversch-Oldenburgschen Einfuhr gewährte, so würde 1844
die Anrechnung doppelt erscheinen. Sollte sie aber dennoch geschehen, so würden von dem Gesammtbetrage der Einwohnerzahl von 17700 Seelen erst noch diejenigen 9400 Seelen abgerechnet werden müssen, welche die Preussischen, dem Steuervereine angeschlossenen, Gebietstheile enthalten, und es würde sich dann eine Mehrüberweisung von Hannoverscher Seite von 11100 Seelen ergeben.

Wäre von einer förmlichen Gebietsabtretung die Rede gewesen, so hätte dieser Unterschied allerdings Bedeutung gehabt, da es aber hier nur auf die Unterordnung gewisser Gebietstheile unter die Zoll- und Steuerverwaltung der gegenseitigen Vereine in dem Maasse ankam, dass dem Staate, zu welchem sie gehörten, auch die Einnahme-Abgaben aus denselben nach den angenommenen Theilungsgrundsätzen verblieb, so musste sie ziemlich gleichgültig erscheinen, wenn, wie hier, eine allen Theilen günstige Ausgleichung der Zoll- und Steuergränzen als hauptsächlichster Zweck vorlag. Von solchen Ansichten ging man aus, als die Verträge zwischen dem Zoll- und Steuervereine im Jahre 1837 geschlossen wurden, wo der Steuerverein dem Zollvereine ein Gebiet mit 36100 Seelen überwies und von dem letztern dagegen nur Gebietstheile mit überhaupt 11100 Seelen zurückempfing; nicht zu gedenken, dass in Folge des Vertrages vom 9. Dec. 1831 Braunschweig an Hannover zur Verhütung der Einschwärzungen aus einem Theile des Braunschweigschen in Hannoversches Gebiet, jenen mit 6000 Einwohnern dem Hannoverschen indirecten Abgabensysteme überwies, ohne irgend eine Gebietsabtheilung dagegen zurückzuempfangen.

Beispiellos also war es nicht, wenn aus den Vorschlägen Braunschweigs sich ergab, dass dem Zollvereine einige tausend Einwohner mehr als dem Steuervereine überwiesen werden sollten.

II.

Der Zweck jener Hannover angesonnenen Ueberweisungen aber und der gemachten Vorschläge überhaupt war nicht die Herstellung der Verbindung zwischen Braunschweigschen Gebietstheilen, wie die Hannoversche Staatsschrift sagt, sondern ihm lag der Wunsch zum Grunde, zur Herbeiführung einer dauernden Einigung die

1844 Interessen aller Theile zu berücksichtigen und namentlich die Ansprüche Hannovers zu befriedigen, wie es sich aus der folgenden Beleuchtung seiner Vorschläge genugsam ergeben wird:

1) Das Verbleiben der Aemter Holzminden, Ottenstein, Eschershausen, Stadtoldendorf, Greene und Gandersheim im Steuervereine hätte für diesen, sowie für den Zollverein, die Aufstellung einer Gränzwache und die Errichtung von Gränzämtern an den ausgedehnten Gränzen jenes Gebietes überflüssig gemacht. — Den in der Nähe belegenen Hannoverschen Städten Eimbeck, Dassel, Markoldendorf Alfeld u. s. w. wäre ihr bedeutender Waarenabsatz in dasselbe ungestört verblieben, und Hannover hätte die hauptsächlichsten Verbindungsstrassen zwischen seinen nördlichen und südlichen Provinzen, ganz besonders die sogenannte, in neuester Zeit so oft erwähnte, Ammenser Strasse frei und unbeschränkt in seinem Besitze behalten. Dass dieser Besitz wichtig genug war, bedarf des Beweises nicht, nur die Thatsache möge hier eine Stelle finden, dass in dem Zeitraume vom 1. Januar bis zum 3. März d. J., also in 9 Wochen, allein über das Zollamt zu Carlshütte 118 Frachtladungen eingegangen sind, welche nach den südlichen Hannoverschen Provinzen bestimmt waren.

2) Die Ueberweisung der Braunschweigschen Dörfer Meerdorf, Essinghausen, Duttenstedt, Neubrück und Woldorf an den Steuerverein würde im Interesse beider Vereine Erleichterung der Zoll- und Steuer-Controle in jenen Gegenden herbeigeführt haben.

3) Durch das Verbleiben des Amtes Thedinghausen im Steuervereine wäre diesem die Ausgabe für die gegen jenes Amt aufzustellende Gränzwache, zugleich auch der Ausfall an der Steuereinnahme erspart, welchen die nach früheren Erfahrungen nicht wohl zu vermeidenden Waareneinschwärzungen in das nahe Hannoversche Gebiet mit sich führen müssen.

4) Die Belassung der Grafschaft Hohnstein, des Amtes Elbingerode und des südlichen Theiles des Amtes Fallersleben im Zollvereine erschien im Interesse beider Vereine aus denselben Gründen angemessen, die zu dem Zollanschlusse dieser Gebietstheile geführt hatten. Für Hannover aber kam die nicht unwichtige besondere Rücksicht hinzu, dass seit das

Fürstenthum Blankenburg und das Stiftsamt Walkenried Theile des Zollvereins geworden waren, die Grafschaft Hohnstein vollständig und das Amt Elbingerode bis auf eine ganz schmale Strecke unwegsamen Gebiets vom Zollvereinsgebiete umschlossen sind und daher, wenn sie nicht vertragsmässig im Zollvereine blieben, nach den Grundsätzen desselben als Enclaven behandelt werden mussten. 1844

5) Wenn die Braunschweigschen Aemter Holzminden u. s. w. dem Steuervereine ferner angehören sollten, so erhielten die benachbarten Hannoverschen Städte ihren Absatz dorthin, und jene Gegenden blieben dem Handel der Städte Braunschweig und Wolfenbüttel verloren. Nichts war daher billiger, als dass Hannover diesem einen angemessenen Ersatz dafür gewährte. Dieser fand sich am natürlichsten in dem angrenzenden Verkehrsgebiete der Aemter Liebenburg, Wöltingerode, die Stadt Goslar und des Oberharzes, deren Bewohner ihren Waarenbedarf früher regelmässig aus den Städten Braunschweig und Wolfenbüttel bezogen hatten. Dies Verhältniss hatte erst seit dem Anfange des Jahres 1842 aufgehört; seit jener Zeit aber konnten die neuen Geschäftsverbindungen unmöglich so fest gewurzelt sein, dass durch die Aufnahme jener Theile des Königreiches Hannover in den Zollverein „die zerrüttendsten Eingriffe in bestehende Verkehrsverhältnisse" hätten gemacht werden können.

Das vorhin angeführte Motiv war es aber keineswegs allein, welches zu dem Vorschlage der in Rede stehenden Gebietsüberweisungen führte; es kam vor allen Dingen darauf an, ausgedehnte und schwierige Zollgrenzen auszugleichen, wenn der Zoll- und der Steuerverein auf die Dauer friedlich nebeneinander bestehen sollten.

Die Aemter Liebenburg und Wöltingerode, die Stadt Goslar und der betreffende Theil des Amtes Wohldenberg liegen rings von Preussischem Gebiete umgeben. Zu der Zeit, als Braunschweig seine Vorschläge machte, betrug die Länge der Zoll- und Steuergrenzen an diesen Gebieten etwa 8 Meilen, und da der Braunschweigsche Harzdistrict in jedem Falle mit dem Anfange des Jahres 1844 in den Zollverein eintrat, so kam noch eine neue Grenze von etwa 7 Meilen hinzu, so dass die ganze

1844 Grenzlinie an diesem Theile Hannovers 15 Meilen ausmachte. Diese verminderten sich bis auf Eine Meile, sobald jener Theil sich an den Zollverein schloss, und es wären also beiden Vereinen der Kosten der Bewachung einer schwierigen Grenzstrecke von 14 Meilen und der an ihr erforderlichen Grenzämter erspart worden.

Eine andere und sehr wichtige Rücksicht war die, den Transit auf den über Seesen nach und aus den südlichen Hannoverschen Provinzen und weiter führenden Strassen zu erleichtern. Es war augenscheinlich, dass dieser Verkehr noch mehr als bisher würde leiden müssen, wenn der Harzdistrict in den Zollverein eintreten, das zwischen ihm und dem Hauptlande belegene Hannoversche Gebiet aber im Steuervereine verbleiben sollte. In einem solchen Falle, wie er nun seit dem Anfange des Jahres wirklich stattfindet, unterlag der Transit auf der Strecke vom Norden nach dem Süden bis zum Eintritte in das südliche Hannoversche Gebiet zehnmal der steuerlichen Abfertigung in den beiden Vereinen, wogegen vier Abfertigungen hinwegfielen, wenn der Vorschlag Braunschweigs angenommen wurde. — Eine Würdigung dieser Verhältnisse von Seiten Hannovers liess sich um so gewisser hoffen, als die dortige Regierung immer bemüht gewesen war, den Waarendurchgang auf dieser Strasse so viel als nur möglich zu erleichtern.

Aber auch dies war noch nicht Alles. Der Eintritt der öfter gedachten Hannoverschen Landestheile in den Zollverein gewährte das Mittel, die Einführung des ermässigten Zolltarifs im Harzdistricte, durch welche Hannover sich beschwert erachtet, zu vermeiden, indem sodann die dortige Grenzbewachung bedeutend weniger schwierig gewesen wäre, und auch deshalb durfte man wohl auf einiges Entgegenkommen von Seiten der Königl. Hannoverschen Regierung rechnen!

Das Vorstehende wird genugsam erweisen, dass gewichtige Gründe vorhanden waren, den Zollanschluss der genannten Hannoverschen Gebietstheile in Vorschlag zu bringen, und dass die beantragte Grenzlinie keinesweges „willkührlich gezogen", sondern von dem Zwecke und der geographischen Lage der Länder sehr bestimmt bezeichnet war. Darum, dass durch diese Grenzlinie nicht die „zerrüttendsten Eingriffe in bestehende Verhältnisse der Verwaltung" verursacht wurden, durfte man ebenso „unbekümmert" sein, als man es, wie vorhin nach

gewiesen worden, hinsichtlich der Eingriffe in die Verhältnisse des Verkehrs sein durfte, denn wenn auch jene Linie das Amt Wohldenberg mitten durchschnitt, so, dass die eine Hälfte davon dem Steuervereine, die andere aber dem Zollvereine zufiel, so hatte doch gerade ein solches Verhältniss unter Zulassung der Königl. Hannoverschen Regierung hinsichtlich des Amtes Fallersleben seit zwei Jahren stattgefunden, ohne dass daraus entsprungene Inconvenienzen ersichtlich geworden wären. 1844

6) der Vorschlag, auch den Oberharz dem Zollvereine zu überweisen, empfahl sich wegen der für beide Theile damit verbundenen Vortheile so sehr, dass es durchaus rathsam schien, ihn der Erwägung der Königl. Hannoverschen Regierung anheim zu geben. Dem Oberharze würde für seine Producte ein grosses Absatzgebiet im Zollvereine gewonnen worden, und es würde ein Leichtes gewesen sein, seine Verbindung mit den übrigen Theilen des Königreiches auf die vortheilhafteste Weise sicher zu stellen, die bequeme und wichtige Strasse über Langelsheim und Lautenthal wäre abgabenfrei geblieben, die höchst schwierige Zollgrenze in jenen Gegenden würde beseitigt und dadurch die ganze Zolllinie an den östlichen Theilen der Hannoverschen Monarchie auf die vortrefflichste Weise bestimmt worden sein — die verwickelten Communionverhältnisse hätten sich von selbst gelös't. Ob gegen so viele für den Vorschlag redende Gründe die Hannoversche Regierung dennoch überwiegende Motive hatte, seine Ausführung nicht zu wünschen, darüber sah man, im Voraus bereit, sie auf dass Vollständigste zu würdigen, einer weitern Erörterung im Laufe der Unterhandlung entgegen; da diese aber nicht stattgehabt hat, so ist man darüber in einem Dunkel geblieben, das auch die Hannoversche Staatsschrift nicht aufhellt.

7) Die Ueberweisung der Ortschaften Klein-Lafferde, Lengede, Bilderlah, Gross-Rhüden, Bechtsbüttel und Wendebrück wurde zur Erleichterung der beiderseitigen Grenz-Controle und des Verkehrs den Bewohnern dieser Ortschaften vorgeschlagen.

8) Der Zollanschluss der Ortschaften Croya und Zicherie wurde gewünscht, um die Benutzung der über dieselben führenden Strasse Ahnebeck nach Steimke zu erleichtern. Durch die Uebereinkunft E vom 17.

1844 December 1841 war zwar der Durchgang auf dieser Strasse von Abgaben befreit, die deshalb angeordnete Controle erschwerte aber den Durchgang bedeutend, was vermieden wurde, wenn beide Dörfer und damit die Strasse selbst dem Zollvereine angehörten.

III.

Braunschweig hatte die Verwaltnng der indirecten Abgaben in den dem Steuervereine zu überlassenden Aemtern Holzminden u. s. w. beizubehalten gewünscht und war dazu besonders dadurch bewogen, dass jene Aemter nach ihrer Einwohnerzahl fast den 4. Theil des ganzen Herzogthums ausmachen. Es konnten aus ihnen zwei Controlekreise gebildet und diese der Centralverwaltung der Steuern in Braunschweig untergeordnet werden, wie dieses schon seit dem Anfange des Jahres 1842 hinsichtlich des ganzen Harz- und Weser-Districtes der Fall war.

In gleicher Art verhielt es sich aber nicht mit den Hannoverschen Gebietstheilen, deren Zollanschluss beantragt wurde. Der in seinem Zusammenhange grösste Theil derselben, die Aemter Liebenburg und Wöltingerode, die Stadt Goslar und der oft erwähnte Theil des Amtes Wohldenberg, enthält eine Bevölkerung von 34800 Seelen, etwa den 60. Theil des Königreichs ausmachend. Bei dem geringen Umfange dieses Areals wäre die Errichtung eines besondern Hauptzollamtes um so unzulässiger gewesen, als die Verkehrsverhältnisse es nicht erforderten und eine Grenzzollverwaltung dort nur in sehr unbedentendem Umfange hätte eintreten können, da dieser ganze Landestheil mit geringer Ausnahme, Binnenland geworden sein würde. Es wäre also nach richtigen Verwaltungsgrundsätzen nichts weiter übrig geblieben, als denselben einem der vorhandenen Braunschweigschen Hauptzollämter unterzuordnen, was um so weniger auffallend gewesen wäre, als alle die in Rede stehenden Gebietstheile, mit unbedeutender Ausnahme, schon 7 Jahre lang vom 1. Januar bis zum Schlusse des Jahres 1841 unter der Steuerverwaltung Braunschweigs gestanden hatten.

IV.

Die Hannoversche Staatsschrift hebt es als besonders auffallend hervor, dass Braunschweig einen Rabatt von

$33\frac{1}{3}$ p. C. der Eingangsabgabe für diejenigen nicht steuer- 1844
vereinsländischen Fabrikate gefordert habe, welche auf den Braunschweigschen Messen an Käufer aus dem Steuervereine abgesetzt würden und in das Gebiet dieses Vereins eingingen. Die Annahme dieses Vorschlages, der Braunschweigs Interessen befördern sollte, erschien aber auch für den Steuerverein selbst nichts weniger als unangemessen, denn sie würde es möglich gemacht haben, von Seiten Braunschweigs Einrichtungen zu treffen, durch welche das Einschwärzen von auf den Messen in Braunschweig gekauften Waaren in das Steuergebiet verhindert worden wäre. Es war der Hannoverschen Verwaltung genugsam bekannt, in welchem ausgedehnten Grade dergleichen Einschwärzungen bis zum Jahre 1835 stattgefunden hatten und welcher erhebliche Schaden den Steuereinnahmen dadurch zugefügt worden war, und es konnte ihrer Berückischtigung schwerlich entgehen, dass der Eintritt ähnlicher Verhältnisse zu besorgen war, wenn auf zweckmässige Weise nicht vorgebeugt würde. Der Vorschlag Braunschweigs führte dahin, als ein Opfer aber, von Seiten des Steuervereins dem Zollverein gebracht, konnte seine Annahme nicht angesehen werden, denn der Rabatt, wenn er allerdings auch den Staatscassen entzogen wurde, kam doch nur den eigenen Bewohnern des Steuervereins zu Gute und hatte für diese die Natur einer Steuerermässigung. Ueberdies gewährt der Steuerverein den in Anspruch genommenen Rabatt schon jetzt indirect, indem die dortigen Kaufleute ihre auf den Braunschweigschen Messen gekauften Waaren grösstentheils auf Lüneburg dirigiren und dann nur $\frac{2}{3}$ der tarifmässigen Abgabe entrichten.

Hannover nimmt den Betrag des in Anspruch genommenen Messrabattes zu seinem Theile zu jährlich 80000 Thlr. an; rechnet man aber davon diejenige Summe ab, welche die dortigen Kaufleute auf die eben gezeigte Weise sich doch zu verschaffen wissen, und berücksichtigt man zugleich denjenigen Steuerbetrag, der den Hannoverschen Cassen durch Waareneinschwärzungen entzogen wird, welche jetzt unvermeidlich sind, so wird jene Summe von 80000 Thlr. sich so bedeutend vermindern, dass der Rest kaum zur Deckung der jetzt nöthigen Mehrkosten für die Steuererhebung und die Controle an den Grenzen des Steuervereines zureicht.

1844 V.

In der Hannoverschen Staatsschrift wird, hindeutend auf das Uebermass der Anforderungen, bemerklich gemacht, Braunschweig habe nicht allein die Fortdauer mehrerer den Herzoglichen Landen bis dahin bewilligten Begünstigungen, sondern eine bedeutende Erweiterung derselben in Anspruch genommen. Was es damit auf sich hat, werden die folgenden Erläuterungen ergeben.

Die den Herzoglichen Landen vertragsmässig und nicht ohne hinlängliche Gegenleistung zugestandenen Begünstigungen waren grossentheils an die Beobachtung solcher Formalitäten geknüpft, dass sie, namentlich die in der Uebereinkunft E vom Jahre 1841 bezeichneten Transiterleichterungen, nur in einem äusserst geringen Masse zur Anwendung kamen. Wenn durch die Belassung des grössten Theiles des Harz- und Weser-Districtes im Steuervereine diesem und insbesondere dem Königreiche Hannover durch die Abgabe-und Controle-Freiheit der Verbindungsstrassen zwischen seinen nördlichen und südlichen Provinzen sehr wesentliche Begünstigungen bewilligt werden sollten, und wenn man, wie der Königl. Preussischen Regierung schon unterm 29. Juli 1843 schriftlich erklärt wurde, Braunschweigscher Seits gern bereit war, in dem Falle, dass nach Maassgabe der gemachten Vorschläge eine Vereinbarung zu Stande kommen würde, zu jeder Ausgleichung vorhandener erschwerender Verhältnisse, wie sie Hannoverscher Seits etwa gewünscht werden könnte die Hand zu bieten, so konnte die Braunschweigsche Regierung auch nicht für unbillig halten, noch einige andere Zugeständnisse von Seiten des Steuervereins in Anspruch zu nehmen. Sie bestanden aber in Folgendem:

1) Freiheit der Eingangsabgabe von Cichorien und Stärke, welche aus dem Braunschweigschen Zollgebiete in den bei dem Steuervereine verbliebenen Landestheilen eingeführt würden.

Die Quantitäten dieser Gegenstände würden keinesfalls von Erheblichkeit gewesen sein; — ein festzustellendes Maximum des jährlich zu importirenden Betrages hätte gegen Missbrauch sicher gestellt;

2) Freiheit von der Durchgangsabgabe für den im Steuervereine bleibenden Theil der von Braunschweig nach Holzminden führenden Strasse, von Seesen bis zur Weser.

Der Zweck dieser Forderung war dass nahe liegende 1844
Bedürfniss, eine freie Verbindung zwischen dem Braunschweigschen Zollgebiete und dem Zollvereinsgebiete jenseits der Weser zu erlangen. Der Verlust an Durchgangsabgaben, den Hannover dabei übernahm, konnte nicht gross sein, da schon seit dem Beginne der Steuervereinigung die Durchgangsabgabe auf dieser Strasse von 4 Ggr. auf 2 Ggr. für den Centner im Interesse des Steuervereins selbst herabgesetzt war.

3) Freiheit von der Eingangsabgabe für diejenigen Fabrikate steuervereinsländischer Fabrikanten, welche auf den Braunschweigschen Messen an Käufer aus dem Steuervereine verkauft worden und in diesen zurückgingen.

Die Erfüllung dieser Bedingung würde zum Vortheile Braunschweigs, aber auch der steuervereinsländischen Fabriken gereicht haben.

4) Freiheit von der Durchgangsabgabe für diejenigen Fabrikate steuervereinsländischer Fabrikanten, welche auf den Messen zu Braunschweig verkauft worden und durch den Steuerverein ins Ausland geführt wurden.

Auch hier ging der Vortheil Braunschweigs mit dem der Fabrikannten des Steuervereines Hand in Hand, auch würde in diesem, wie in dem unter 3) gedachten Falle, der Abgabeerlass ein irgend erhebliches Opfer von Seiten des Steuervereins nicht verursacht haben, weil namentlich Fälle der letztgedachten Art nur selten vorgekommen sein würden.

5) Freiheit von der Ausgangsabgabe für die aus dem Steuervereine nach Braunschweig und Wolfenbüttel ausgehende Heede, — ein Gegenstand, von dem es einleuchtet, dass er für den Steuerverein von keiner Erheblichkeit sein konnte.

6) Ermässigung der Durchgangsabgabe bis auf 6 Pfen. vom Himpten für dasjenige Getreide, welches von den Kornhandlungen im Braunschweigschen Zollvereinsgebiete durch das Steuervereinsgebiet versendet wird.

Nach der Uebereinkunft E vom 1. November 1837 wurde im Steuervereine von dem aus dem Zollvereine eingehenden Getreide eine Eingangsabgabe von nur 6 Pf. für jeden Himpten erhoben. Eine Ermässigung der Durchgangsabgabe von dem aus dem Zollvereine durch das Steuer-

1844 vereinsgebiet gehenden Getreide war nicht stipulirt, und daher mussten Kornhandlungen im Braunschweigschen Zollgebiete, welche meistens nur mit Preussischem und Hannoverschem Getreide Geschäfte machen, bei dessen Versendung durch den Steuerverein die dortige volle Durchgangsabgabe, welche der tarifmässigen Eingangsabgabe gleich ist, entrichten. Die Hannoverschen Kornhandlungen dagegen hatten von dem inländischen Getreide gar keine Abgabe und von dem Preussischen Getreide, welches sie einführten, nur die ermässigte Eingangsabgabe von 6 Pf. für den Himpten zu bezahlen, von dieser Abgabe aber werden ihnen bei der Wiederausfuhr des betreffenden Getreides drei Viertheile erstattet, so dass sie an Duchgangsabgaben für dasselbe nur 1½ Pf. von Himpten wirklich trugen. Wenn nun auch die Durchgangsabgabe für das von den Braunschweigschen Kornhandlungen durch den Steuerverein zu versendende Getreide gleich der dortigen Eingangsabgabe ebenfalls auf 6 Pf. vom Himpten ermässigt wäre, so würden die Hannoverschen Kornhandlungen dennoch im Vortheile gewesen sein, ohne dass mit solcher Ermässigung eine irgend namhafte Einbusse für die Cassen des Steuervereins hätte verbunden gewesen sein können.

Dies waren diejenigen Punkte, welche Braunschweig als Grundlage einer mit Hannover rücksichtlich der Zoll- und Steuerverhältnisse für die Jahre 1844 u. 1845 zu treffenden Vereinbarung im Anfange des Monates September 1843 in Vorschlag brachte, die sich nicht als unerlässliche Bedingungen, sondern als Vorschläge ankündigten, und die, wie es scheint, es wohl werth gewesen wären, von Seiten der Hannoverschen Staatsschrift mehr, als den blossen Ausruf: ob auf solchen Grundlagen eine Vereinbarung gedenkbar gewesen sei, bei den Verhandlungen selbst aber mehr, als die sofortige Zurückweisung und Erklärung zu finden, dass auf Ueberweisung Hannoverschen Gebiets nicht eingegangen werden könne und dass, wenn man hätte ahnen können, dass dergleichen Anträge gemacht werden sollten, es besser gewesen sein würde, wenn der Hannoversche Bevollmächtigte gar nicht erschienen wäre, wiewohl nichts desto weniger auch noch nach dieser Ablehnung, wie die Hannoversche Staatsschrift selbst erklärt, der Anschluss „wenigstens des Harz-Districtes" von Hannover fortwährend in Anspruch genommen wurde.

Es ist in der That nichts wünschenswerther, als dass

den Absichten der Hannoverschen Staatsschrift gemäss, 1844
auf das Ernstlichste und Unparteiischte geprüft werde, wie weit man auch auf Seiten Braunschweigs und des Zollvereins bemühet gewesen sei, bundestreu und bis zum letzten Augenblicke, das heisst bis dahin, dass Verhandlungen möglicher Weise noch ein Resultat gewähren konnten, Freundschaft und gutes Vernehmen auf dem Boden des Rechts zwischen dem grossen Zollvereine deutscher Staaten und dem Hannover-Oldenburgschen Steuervereine zu begründen.

Dritter Abschnitt.

Durch die ganze Hannoversche Staatsschrift zieht sich die Klage, dass Braunschweig nicht vermocht sei, den Harz- und Weser-District bei dem Steuervereine zu lassen.

Ist das nur Form der Rede, angeknüpft an die Darstellungsweise, dass Hannover nur bemühet gewesen sei, die von ihm so hoch gehaltenen, durch den Austritt Braunschweigs zerrissenen, Grenzverhältnisse auszubessern, oder kann die Täuschung wirklich so weit gehen, dass man meinen kann, Braunschweig würde haben glauben können, sich selbst genug gethan zu haben, wenn es nach den stattgehabten Vorgängen nur mit einem Theile des Landes aus dem Steuervereine geschieden wäre?

Braunschweig wollte ganz den Steuerverein verlassen, in welchem es seine Interessen nicht mehr befriedigt fand, ganz wollte es dem Zollvereine sich anschliessen. Deshalb eilte es so sehr, die Frage dieses Anschlusses zur Entscheidung zu bringen, denn, vom Steuervereine getrennt und vom Zollvereine zurückgewiesen, würde ihm noch eine dritte Wahl verblieben sein, und nöthigenfalls würde es sie ergriffen haben.

Der Beweis für diese Worte ist leicht geführt; er liegt in dem, was Braunschweig vom Anfang an gewollt und in dem, was es gethan hat.

15.

Convention postale entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et la République de la Nouvelle-Granada. Conclue et signée à Bogata le 6. Mars 1844.

Publication officielle faite à Washington.

(*Acts and Resolutions passed at the 2d Session of the 28 Congress of the United States. Published by Authority. Washingt.* 1845. *Appendix p.* 128 *sqq.*)

By the President of the United States of America.

Proclamation.

Whereas a Postal Convention between the United States of North America and the Republic of New Granada was concluded and signed, at Bogata on the sixth of March one thousand eight hundred and forty four, which Convention is word for word as fallows:

Postal Convention between the United States of North America and the Republic of New Granada.

The Republics of the United States of North America; and of New Granada, being desirous of drawing more closely the relations existing between the two countries and of facilitating the prompt and regular transportation of the correspondence of the United States across the Isthmus of Panamâ, have agreed to conclude a Postal Convention — for which purpose, his Excellency the President of the United States named, as a Plenipotentiary,

Convencion Postal entre la Republica de la Nueva Granada y los Estados Unidos del Norte-America.

Deseando las Republicas de la Nueva Granada y de los Estados Unidos dél Norte America facilitar y estrechar mas las relationes entre los dos pueblos, y la pronta y regular conducion de las correspondencias de los Estados Unidos al travez del Istmo de Panamâ, han convenido en celebrar una Convencion de correos; pâra lo cual su Escielencia el Presidente de la Nueva Granada nombrô como Plenipotenciario al Coronel de Artilleria Joaquin Aco-

William M. Blackford, their Chargé d'Affaires at Bogata and his Excellency the President of New Granada, Joaquin Acosta, Colonel of Artillery and Secretary of State for Foreign Affairs, who have agreed upon the following articles:

Art. I. The packet vessels of war of the Republic of the United States will disembark at Chagres or Portobello, the sealed bag or packet, which may contain the letters and newspapers, destined to cross the Isthmus of Panamâ which said bag or packet shall be delivered to the Postmaster, of one or the other of these places, by whom it shall be forwarded to Panamâ, for the consideration of thirty dollars for each trip-provided the weight of the bag or packet should not exceed one hundred pounds, and in the proportion of twelve dollars more for each succeeding hundred pounds, which sum shall be paid though the excess should not amount to one hundred pounds.

Art II. With respect to the letters and newspapers the said vessels may have on board, which shall not be intended to cross the Isthmus, but to be delivered at any point on the Atlantic coast of New Granada, the practice, established in conformity to the New Gra-

sta, Secretario de Estado de Despacho de Relaciones Esteriores, y su Escelencia el Presidente de los Estados Unidos al Senor Guillermo M. Blackford, su Encargado de Negocios en Bogata, los articulos siguientes: 1844

Art. I. Los buques de guerra correos de la Republica de los Estados Unidos desembarcarân en Charges ô en Porto-belo la balija ô paquete cerrado que contenga las correspondencias é impresos destinados á atravesar el Istmo de Panamá; la cual balija ó paquete sera á entregada al respectivo Administrador de correos v. dirijida por el a Panamá, mediante indemnizacion de treinta peso fuertes por cada viaje, siempre que el peso de la balija ó paquete no excediere de cien libras, y en la proporcion de doce pesos fuertes mas por cada cien libras de exceso, que se pagaran aun cuando el exceso del peso no legare a cien libras.

Art. II. Respecto de la corrependencia é impresos que conduzcan los mencionados buques y que vengan destinados, no a atravezar el Istmo, sino á ser entregados en cualesquiera puntos de su litoral Atlantico, se continuará la practica establecida, conforme á la tarifa

1844 nadian rates of postage, shall be continued.

Art. III. The Consul, or other Agent, of the United Stats at Panamâ shall receive the bag, unopened, and, after delivering to the post office all the correspondence, except letters to himself, diréсted to Panamâ or other points of the Granadain Territory, (which correspondence shall be subjected to the usual rates of postage established in New Granada,) he shall retain the remainder to be forworded to its destination as soon as an opportunity occurs.

Art. IV. The Post Office at Panamà will charge itself likewise with forwarding the mail bag or packet, which it may receive from the Consul or other agent of the United States, to the Post Offico of Chagress or Portobello at which place it shall be delivered to the Consul, or other agent, of the United States, or, in their default, to the commander of the vessel of war calling for it, under the same condition, stipulated in the first articles.

Art. V. The Consul, or other agent, of the United States residing at Panama, shall be the person whose duty it is to pay for the carriage of the bag, across the Isthmus, as well when

de correos de la Nueva Granada.

Art. III. El Consul, ú otro Ajente de los Estados Unidos en Panamâ recibirá la balija ceriada y, á excepcion de sus proprias cartas, entregarâ eu la administracion de correos toda la correspondencia dirijida á Panamâ ú otros puntos del territorio granadino (la cual pagará el porte de la tarifa de correos de la Nueva Granada,) reservandose la restante para remitirla á su destino cuando haya oportunidad.

Art. IV. La administration de correos de Panamâ se encargará igualmente de enviar la balija ó paquete de correspondencia, que le entregue el Consul ú otro Agente de los Estados Unis dos para ser conducida á la Administration de correos de Chagres ó Porto-belo de donde se dirijra al Consul ú otro Ajente de los Estados Unidos, ó si no lo hubiere á los respectivos Comandantes de buques de guerra, que la demandaren, bajo las mismas condiciones estipucados en de Art. I.

Art. V. El Consul ú otro Ajente de los Estados Unidos residenee en Panamâ, será la persona encargada de satisfacer el porte que haya devengado la balija, tanto al reciuirla de la ad-

he receives it from the Post Office at Panamá after it has crossed the Isthmus, as when he delivers it to the said Post Office to be sent to Chagres or Port-Bello.

Art. VI. The said packet vessels which shall or may be established, will bring to the ports of New Granada at which they may touch and will also take from them to those of the United States-all official and private letters and newspapers, without any compensation whatever-Granadian vessels will be subject to the same conditions if, at any time, it may be thought advisable to contribute with them to the establishment of a line of packets between the ports of the United States and those of New-Granada.

Art. VII. The packet vessels of war of the United States will also carry, free of charge, all the official or private letters and newspapers, which may be delivered to them, from one port of New Granada to another at which they may touch.

Art. VIII. If the Government of the United States should think fit to employ steamers, as packets, between New Granada and the said United States, the coals which may be brought for the use of such vessels

ministracion de correos de Panamá despues de que haya atravezado el Istmo, como al entregarsela para ser conducida a Chagres, ó Portobelo. 1844

Art. VI Los mencienadas buques correos que se establezian, ó en adelante se establecieren, traerán á aquellos puertos de la Nueva Granada en que tocaren, y llevarán de estos á los de los Estados Unidos toda la correspondencia asi oficial, como particular, y los impresos sin percibir porte alguno. A las mismas condiciones quedarân sujetos los buques granadinos, si alguna vez se juzgare oportuno contribuir con ellos al establecimiento de alguna linea de buques correos entre los puertos granadinos y los de los Estados Unidos.

Art. VII. Tambien llevarán gratuitamente los buques de guerra correos de los Estados Unidos toda la correspondencia oficial, ó particular, y los impresos que se les confiaren, de un puerto á otro de la Nueva Granada en que to caren.

Art. VIII. Si el Gobierno de los Estados Unidos tuviere por conveniente destinar le servicio de correos entre la Nueva Granada y dichos Estados algunos buques de vapor, los carbones que se traigan para el uso

1844 shall then enjoy, in the Granadian ports, the same exemptions, as to introduction and deposite, which may have been granted in said ports to the coals destined for the steamers of any other power.

Art. IX. The Republics of the United States and New Granada, being desirous of avoiding all interpretations, contrary to their intentions, declare, that any advantage, or advantages, that one or the other power may enjoy, from the foregoing stipulations, are and ought to be understood in virtue and as in compensation of the obligations they have just contracted in the present postal convention.

Art. X. For the purpose of carrying into effect the provisions of the present convention as soon as possible, the two high contracting parties have agreed, that said provisions shall begin to be enforced immediately after the Governor of the Province of Panamá has official knowledge that the convention has been ratified by the Government of New Granada, and that the Consul, or other agent, of the United States shall have communicated to him that it has been also ratified by the Government of that Republic.

de tales buques disfrutarán entonces en los puertos Granadinos las mismas excenciones, relativas á introduccion y deposito, que se hayan otorgado en los carbones destinados para el uso de los buques de vapor de cualquiera otra potencia.

Art. IX. La Republica de la Nueva Granada y la de los Estados Unidos deseando evitar toda interpretacion contraria á sus intenciones, declaran que cualquiera ventaja ó ventajas que la una ó la otra potencia reporten de las estipulaciones anteriores, son y deben entenderse en virtud y como compensacion de las obligaciones que acaban de contraer en la presente convencion postal.

Art. X. Con el objecto de que las estipulaciones de la presente convencion se lleven á effecto lo mas pronto que sea posible, las dos altas partes contratantes han convenido en que dichas estipulaciones principiarân a cumplirse immediatamente que el Gu-bernador de la Provincia de Panamá sepa oficialmente la ratification de la presente convencion por parte del Gobierno de la Nueva Granada, y que el Consul ú otro Agente de los Estados Unidos le haya communicado igual ratificacion prestado por el Gobierno de la ultima Republica.

Art. XI. The present convention shall remain in force and vigor for the term of eight years, to be counted from the day on which the exchange of the ratifications may be made - which shall take place in Bogatá as soon as possible - and shall continue in the same force and vigor for another term of four years more; and so on, always for another term of four years more, until one of the two Governments shall give the other six months notice of its wish that the same shall terminate.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the two Republics have signed and sealed the present Convention in Bogatá, on the sixth day of the month of March, in the year of our Lord one thousand eight hundred and forty-four.

Wm. M. Blackford (L. S.)
Joaquin Acosta (L. S.)

Art. XI. La presente 1844
Convencion permanecerá en fuerza y vigor por el termino de ocho años contados, desde el dia del canje de sus ratificaciones, que se verificará en Bogatá lo mas pronto que sea posible, y continuará con la misma fuerza y vigor por otro termino ee cuatro años mas, y asi sucesivamente siempre por uno termino de otros cuatro años mas, hasta que uno de los dos Gobiernos ratifique al otro, con anticipacion de seis meses, su voluntad de que termine la convencion.

En fé de lo cual los plenipotenciarios de las dos Republicas han firmado y sellado la presente Convencion en Bogatá a los seis dias del mes de Marzo del año del Señor de mil ochocientos cuarenta y cuatro.

Joaquin Acosta. (L. S.)
Wm. M. Blackford. (L. S.)

And whereas the said Convention has been duly ratified on both parts, and the respective ratifications of the same having been exchanged at Bogatá on the twentieth day of December, one thousand eight hundred and forty-four, by William M. Blackford, Chargé d'Affaires of the United States to the Republic of New Granada and Joaquin Acosta, Secretary of State for Foreign Affairs of that Republic, on the part of their respective Governments.

Now therefore, be it known that I, John Tylor, President of the United States of America, heve caused the said Convention to be made public, to the end that the same, and every clause and article thereof may be ob-

1844 served and fulfilled with good faith by the United States and the citizens thereof.

In witness whereof, J have hereunto set my hand and caused the seal of the United States to be affixed.

Done at the city of Washington, this twentysecond of February, in the year of our Lord one thousand eight hundred and forty-five, and of the independence of the United States the sixty-ninth.

By the President: JOHN TYLOR.

JOHN C. CALHOUM, Secretary of State.

16.

Traité entre la Prusse et le Grand-duché de Luxembourg sur l'extradition réciproque des criminels fugitifs. Conclu et signé à la Haye, le 11 Mars 1844.

(Gesetzsammlung für die Königl. Preussischen Staaten. Jahrg. 1844. Nro 25. v. 20. Juli.)

Nachdem Seine Majestät der König von Preussen und Seine Majestät der König der Niederlande, Grossherzog von Luxemburg, zur Handhabung einer prompten Rechtspflege für zweckmässig erachtet haben, eine Uebereinkunft wegen gegenseitiger Auslieferung flüchtiger Verbrecher abzuschliessen, so haben Allerhöchstdieselben zu dem Behufe zu Bevollmächtigten ernannt:

Se. Majestät der König von Preussen

Allerhöchst Ihren Kammerherrn, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister am Königlich Niederländischen Hofe, Hans Carl Albrecht Grafen von Königsmarck, Ritter des Rothen Adlerordens 2ter Klasse mit Eichenlaub und des St. Johanniter-Ordens, des Grossherrlich Türkischen Nischam-Iftichar 1ster Klasse und der grossen Dekoration mit dem Bildnisse des Grossherrn etc.,

und

Se. Majestät der König der Niederlande, Grossherzog von Luxemburg

Allerhöchst Ihren Kammerherrn und interimistischen Staatskanzler für das Grossherzogthum Luxemburg, Friedrich Georg Prosper Freiherrn von Blochausen, Ritter von dem Stern des Grossherzoglich Luxemburgischen Ordens der Eichenkrone, des Königlich Niederländischen Löwenordens und des Königlich Preussischen Rothen Adlerordens 2ter Klasse mit dem Stern etc., 1844

welche Bevollmächtigte, nach vorheriger Mittheilung Ihrer gegenseitigen Vollmachten, über folgende Artikel übereingekommen sind:

Art. 1. Die Königlich Preussische und die Königlich Grossherzoglich Luxemburgische Regierung, abgesehen von den Verbindlichkeiten, welche die Bundestags-Beschlüsse vom 5. Juli 1832. Art. 1. und vom 18. August 1836. Art. 2., die Kartellkonvention vom 10. Februar 1831. und das Zollkartell vom 11. Mai 1833. auferlegen, verpflichten sich ausserdem durch gegenwärtige Uebereinkunft, sich, mit Ausnahme ihrer Nationalen, die von Preussen nach Luxemburg und von Luxemburg nach Preussen flüchtig gewordenen, durch die kompetenten Gerichtshöfe wegen der nachbenannten Verbrechen zur Untersuchung gezogenen oder verurtheilten Individuen gegenseitig auszuliefern, nämlich wegen:

1) Meuchelmord, Giftmischerei, Vatermord, Kindermord, Todtschlag, Nothzucht;
2) Brandstiftung;
3) Schriftverfälschung, mit Inbegriff der Nachmachung von Kassen-Anweisungen, Bankbillets und öffentlichen Papieren;
4) Falschmünzerei;
5) Falschen Zeugnisses;
6) Diebstahl, Prellerei, Erpressung, Unterschlagung Seitens öffentlicher Kassenbeamten;
7) Betrüglichen Bankerott.

Art. 2. Wenn das reklamirte Individuum in dem Lande, wohin es sich geflüchtet, bereits wegen eines daselbst begangenen Verbrechens oder Vergehens verfolgt oder gefangen gehalten wird, so kann dessen Auslieferung, bis zur vollendeten Abbüssung seiner Strafe, ausgesetzt werden.

Art. 3. Die Auslieferung wird, in sofern nicht Gefahr im Verzuge ist, auf diplomatischem Wege, sonst aber durch unmittelbaren Schriftenwechsel zwischen den beiderseitigen betreffenden Gerichten nachgesucht,

1844 und nur gegen Vorzeigung eines kondemnatorischen oder die Versetzung in den Anklagestand feststellenden Urtheils, bewilligt, welches im Original oder in beglaubigter Abschrift durch die kompetenten Gerichtshöfe, in den durch die Gesetzgebung der die Auslieferung begehrenden Regierung vorgeschriebenen Formen auszufertigen ist.

Art. 4. Wegen der im Art. 1. bezeichneten Handlungen kann der Fremde in beiden Ländern vorläufig gegen Vorzeigung eines Verhaftsbefehls, welchen die kompetente Behörde des reklamirenden Staats in den durch dessen Gesetze vorgeschriebenen Formen erlassen hat, verhaftet werden.

Diese Verhaftung wird nach den durch die Gesetzgebung der requirirten Regierung bestimmten Formen und Vorschriften erfolgen.

Der vorläufig verhaftete Fremde wird in Freiheit gesetzt, wenn ihm nicht binnen vier Monaten, in den durch die Gesetze der requirirenden Regierung vorgeschriebenen Formen, das die Versetzung in den Anklagezustand feststellende oder das kondemnatorische Urtheil bekannt gemacht wird.

Art. 5. Die Auslieferung kann nicht stattfinden, wenn seit den angeschuldigten Thatsachen, seit dem Prozessverfahren oder der Verurtheilung, die Klage oder die Strafe nach den Gesetzen des Landes, worin der Fremde sich befindet, verjährt ist.

Art. 6. Die durch die Arretirung und Haft der auszuliefernden Individuen, so wie durch den Transport derselben bis zur Grenze, erwachsenden Kosten, werden gegenseitig nach den in beiden Ländern bestehenden gesetzlichen Verordnungen und Tarifen erstattet.

Art. 7. Die Bestimmungen der gegenwärtigen Uebereinkunft finden nur auf solche Individuen Anwendung, welche sich ein der im Art. 1. verzeichneten Verbrechen haben zu Schulden kommen lassen.

Art. 8. Die gegenwärtige Uebereinkunft wird erst zehn Tage nach ihrer, in Gemässheit der durch die Gesetzgebung beider Länder vorgeschriebenen Formen, erfolgten Publication zur Ausführung gebracht.

Art 9. Die gegenwärtige Uebereinkunft bleibt auch nach erfolgter Aufkündigung derselben von einer der beiden kontrahirenden Regierungen, noch sechs Monate lang in Kraft.

Sie wird ratificirt, und die Ratificationen werden

binnen drei Monaten, oder wo möglich früher, ausgewechselt werden. 1844

Zur Urkund dessen haben die oben genannten Bevollmächtigten solche unterschrieben und derselben ihre Wappen beigedruckt.

Geschehen im Haag, den 11. März Eintausend Achthundert Vierundvierzig.

KOENIGSMARCK. (L. S.) de BLOCHAUSEN (L. S.)

Deklaration.

Da die hohen kontrahirenden Theile für angemessen erachtet haben, Special-Deklarationen in Betreff einiger Bestimmungen auszuwechseln, welche in die Uebereinkunft nicht aufgenommen worden sind, die aber dieselbe Wirkung haben sollen, als wenn sie einen integrirenden Bestandtheil derselben ausmachen, so sind die Unterzeichneten über folgende Punkte übereingekommen:

1) Was den Ausdruck Nothzucht betrifft — sub Nr. 1. des 1sten Art. — so soll jeder gewaltsame Angriff auf die Schamhaftigkeit gegen Personen des einen oder des andern Geschlechts, als Verbrechen der Nothzucht angesehen werden, und als solches vorkommenden Falls die Auslieferung veranlassen.

2) Für den Fall, dass der reklamirte Verbrecher keines der beiden kontrahirenden Staaten Unterthan ist, bleibt es einer jeden der beiden hohen Regierungen, sowohl der Preusisschen als der Luxemburgischen überlassen, von dem Staate, dem der Verbrecher angehört, die Zustimmung zu dessen Auslieferung an die reklamirende Regierung nachzusuchen; eine Verpflichtung zur Auslieferung wird alsdann nur begründet, sobald diese Zustimmung, in soweit sie nachgesucht war, ertheilt worden ist.

Um jeder Ungewissheit vorzubeugen, zu welcher die Andeutung des im Art. 1. der Uebereinkunft gebrauchten Ausdrucks: „Nationalen", Anlass geben könnte, wird erklärt, dass von der Auslieferung jedes Individuum ausgenommen ist, welches, bevor es sich in den Staat, den es zuletzt verlassen, begeben hat, ein Unterthan desjenigen Staats gewesen ist, in welchen es auf seiner Flucht gekommen ist, und dessen frühere Verhältnisse nicht nach den Gesetzen dieses Staats aufgelöst worden sind.

3) Obgleich in dem Art. 1. unter denjenigen Ver-

1844 brechen, welche die Auslieferung nach sich ziehen sollen, nicht der Nachmachung und Verfälschung aller Arten von Papiergeld Erwähnung geschieht, und eben so wenig von der böswilligen Entfernung des auf, aus dem Kurs zurückgezogenen, Papiergelde aufgedrückten gesetzlichen Ungültigkeitszeichen, so wie der in gewinnsüchtiger Absicht erfolgten wissentlichen Benutzung nachgemachten oder verfälschten Papiergeldes, so sollen dennoch die dieser Verbrechen schuldigen Individuen gegenseitig ausgeliefert werden, indem, da die Nachmachung des Papiergeldes nach Preussischen Gesetzen sowohl, als nach den Bestimmungen Nr. 3. Art. 1. der Königlich Grossherzoglichen Verordnung vom 31. Dezember 1841. Nr. 2. B., ein Verbrechen der Falschmünzerei ist, die bezeichneten Verbrechen resp. unter die Bestimmungen Nr. 3. und 4. des Art. 1. der gegenwärtigen Uebereinkunft begriffen werden.

4) Wenn ein reklamirtes Individuum Verbindlichkeiten gegen Privat-Personen eingegangen ist, an deren Erfüllung es durch seine Auslieferung verhindert wird, so soll dasselbe dennoch ausgeliefert werden und bleibt dem dadurch beeinträchtigten Theile überlassen, seine Rechte vor der kompetenten Behörde geltend zu machen.

5) Die im Art. 6. gebrauchten Ausdrücke „nach den in beiden Ländern bestehenden gesetzlichen Verordnungen und Tarifen" sind so zu verstehen, dass bei dem Ersatz der Kosten, welche die Auslieferung veranlasst hat, diejenigen Verordnungen und Tarife zum Grunde gelegt werden sollen, welche in dem Lande bestehen, wohin der Verbrecher geflüchtet war.

Dess zu Urkund haben die Bevollmächtigten Sr. Majestät des Königs von Preussen, und Sr. Majestät des Königs der Niederlande, Grossherzogs von Luxemburg, gegenwärtige Deklaration unterzeichnet und ihre Wappen beigedruckt.

Geschehen im Haag, den 11. März Eintausend Achthundert Vierundvierzig.

Koenigsmarck.	de Blochausen.
(L. S.)	(L. S.)

Der vorstehende Vertrag und die dazu gehörige Deklaration sind ratificirt, und die Ratifications-Urkunden am 20. Juni d. J. im Haag ausgewechselt worden.

17.

Convention postale conclue le 14 mars 1844, entre l'Autriche et la Sardaigne.

S. M. l'empereur d'Autriche, etc. etc., et S. M. le roi de Sardaigne, etc. etc.,

Ayant jugé convenable de conclure une nouvelle convention postale pour remplacer celle de Vienne, du 29 août 1828, en y apportant les changemens et les modifications que l'expérience a fait reconnaître d'un avantage réciproque au service des gouvernemens respectifs et du public.

Ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir:

S. M. l'empereur d'Autriche, le sieur François baron Nell de Nellenburg et Damenaker, chevalier de l'ordre impérial de Léopold d'Autriche, commandeur de l'ordre du Lion de Zéringue de Bade, chevalier des ordres royaux du Mérite civil de Saxe et de Bavière et de celui de la couronne de Wurtemberg, conseiller aulique actuel, et

S. M. le roi de Sardaigne, le sieur Victor-Amédée Balbe Berton, comte de Sambuy, etc., chevalier grand'-croix de l'ordre religieux et militaire des saints Maurice et Lazare, et de l'ordre impérial de Léopold d'Autriche, etc., lieutenannt-général dans les armées de S. M. et son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire auprès de S. M. I. et R. apostolique;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans:

Art. Ier. Les deux gouvernemens se feront transmettre réciproquement les correspondances de leurs propres territoires et celles des pays étrangers destinées aux deux Etats, immédiatement par leurs bureaux de poste et au moyen des cours qui offriront le plus de célérité.

2. Les postes des deux Etats communiqueront ensemble pour l'échange mutuel des correspondances par les points frontières suivans:

Intra, Arone, Novare, Vigevana et Saint-Martin Siccomario du côté des Etats sardes;

Laveno, Sesto-Calende, Magenta, Abbiategrasso et Pavie du côté de l'Autriche.

1844 Entre Arone et Sesto-Calende, Novare et Magenta, Saint-Martin Siccomario et Pavie, l'échange des correspondances sera journalier. Mais entre Intra et Laveno et entre Vigevano et Abbiategrasso, il n'y aura d'abord que trois communications par semaine. Les deux offices détermineront entr'eux les jours et les heures de ces communications.

3. La dépense du transport des dépêches entre Intra et Laveno, et entre Vigevano et Abbiategrasso sera supportée moitié chacun par les deux offices.

4. L'office impérial, dont les malles postes arrivent à Arone et à Novare, enverra à ses frais ses dépêches dans ces deux villes et en transportera aussi à ses frais les dépêches sardes à Sesto-Calende et à Magenta.

Les stipulations des deux conventions du 14 mars 1832 et du 20 juin 1839, pour régler le service des courriers autrichiens jusqu'à Arone et Novare, sont maintenues en vigueur en tant qu'il n'y est point dérogé par la présente convention.

5. L'office sarde continuera à envoyer à Pavie, à ses frais, ses propres dépêches aux postes impériales, qui continueront de leur côté à remettre les leurs à Casteggio à leurs frais, ainsi que celles de Saint-Martin Siccomario pour les bureaux sardes avec lesquels il sera en correspondance.

Dans le cas où, le passage du Pô à Mezzana-Corte devenant impraticable, il serait impossible d'y faire passer les dépêches, l'office impérial les fera parvenir au relais piémontais de Broni, et les postes sardes les enverront à Pavie par la même voie.

6. L'office sarde conserve la faculté de faire arriver ses malles-postes à Pavie. S'il s'en prévaut, il assumera le transport des dépêches autrichiennes de Pavie à Casteggio, maintenant à la charge de l'office impérial.

Cette dernière obligation cessera même plus tôt si l'office sarde peut charger l'entreprise de la diligence de Gênes (*vettura corriera*), à laquelle est confié le transport de ses dépêches jusqu'à Pavie, de celui des dépêches autrichiennes de cette ville à Casteggio.

7. Les bureaux chargés d'opérer l'échange des correspondances seront:

Du côté de la Sardaigne, ceux de Intra, Arone, Novare, Turin, Vigevano, Saint-Martin Siccomario, Casteggio, Voguère, Tortone, Alexandrie et Gênes;

Et du coté de l'Autriche, ceux de Laveno, Sesto-Calende, Magenta, Milan, Abbiategrasso et Pavie. 1844

Les rapports de ces bureaux, la manière dont ils devront former leurs dépêches et les correspondances qu'ils devront y comprendre, seront réglés par les deux offices.

Le nombre de ces bureaux sera augmenté ou diminué selon les convenances du service.

8. Les prix stipulés par la présente convention pour la livraison des correspondances des deux territoires et pour le port de transit, ou à titre de remboursement, de celles des pays ou pour des pays respectivement éloignés sont convenus, par chaque poids net de trente grammes de lettres, tant ordinaires que chargées, à l'exception, quant à ces dernieres, du cas prévu à l'article 26, et en francs et centimes identiques aux livres de Piémont et à leurs centimes.

Ces prix seront réduits dans tous les cas au tiers pour les échantillons de marchandises, lorsqu'ils seront expédiés de manière à être facilement reconnus.

Les prix stipulés pour les imprimés s'entendent toujours pour ceux de toute nature, sous bandes, et sont applicables à chaque feuille.

9. Dès l'entrée en vigueur de cette convention, il sera facultatif de ne point affranchir du tout ou d'affranchir jusqu'à destination les lettres ordinaires ou chargées et les échantillons de marchandises, entre les Etats sardes d'un côté, et de l'autre l'empire d'Autriche et les neuf villes suivantes où existent des bureaux de postes impériaux, savoir:

Cracovie et Belgrade sur les frontières de Pologne et de Servie; Bukarest en Valachie; Botutschany, Jassy et Galacz en Moldavie; Constantinople, Sères et Salonique dans la Turquie d'Europe. Pour ces trois dernières, seulement tant qu'elles seront acheminées par la voie de Belgrade.

On exigera néanmoins de part et d'autre un droit spécial pour les lettres chargées, quand même elles ne seraient pas affranchies.

L'affranchissement jusqu'aux deux frontières respectives est supprimé, excepté à l'égard des imprimés, pour lesquels il sera obligatoire.

Le public des deux pays pourra affranchir, jusqu'à extrême frontière du territoire opposé, les lettres destinées pour les pays les plus éloignés.

1844 10. Les imprimés affranchis pour le territoire de leur origine, seront réciproquement échangés, exempts de tout prix. Ceux qui n'auront pas été affranchis jusqu'aux frontières seront considérés comme échantillons de marchandises et traités comme tels.

En tout cas, ils pourront être assujettis dans le territoire opposé aux lois et règlemens en vigueur pour les imprimés non nationaux.

11. Les correspondances non affranchies des deux Etats et des deux villes de Cracovie et de Belgrade seront échangées par les deux offices entr'eux à des prix établis à raison de la distance parcourue, d'après les règles déterminées ci-après aux articles 12 et 13; par cette disposition, chacun des deux territoires est divisé en sections, qui serviront à classer l'origine des correspondances.

12. Pour les Etats de S. M. le roi de Sardaigne,

La première section comprend les pays situés le long de la frontière des deux Etats, jusqu'à la distance de trente-sept kilomètres neuf hectomètres ou quinze milles dn Piémont, de quarante-cinq au degré, en ligne droite des confins;

La deuxième section est formée par une zone d'égale largeur jusqu'à la distance de soixante-quinze kilométres et huit hectomètres ou trente milles de Piémont, aussi en ligne droite de la frontière;

La troisième et dernière section contient tout le reste des Etats du roi, à partir de trente milles de Piémont des limites et au-delà, l'île de Sardaigne y comprise.

13. Pour les Etats de S. M. l'empereur d'Autriche,

La première section sera de vingt milles d'Autriche, de quinze au degré de largeur en ligne droite, à partir des frontières de l'empire.

La deuxième section comprendra tout le reste des Etats de S. M. l'empereur. Seront assimilées à cette deuxième section les deux villes de Cracovie et de Belgrade.

Pour faciliter les rapports entre les deux Etats, le gouvernemént impérial consent à établir, en outre, un rayon frontière de cinq milles de largeur, à partir des confins, qui sera pris sur la premiére section.

14. Une liste nominative des bureaux de poste respectifs, avec l'indication des sections auxquelles ils appartiennent d'après les subdivisions établies aux art. 12 et 13 précédens, sera échangée entre les deux offices.

Ils s'informeront mutuellement par la suite des sup- 1844
pressions et des créations des bureaux qui modifieraint ces nomenclatures.

15. Les lettres des Etats sardes non affranchies, destinées pour la monarchie autrichienne, ainsi que pour les deux villes de Cracovie et de Belgrade, seront payées par l'office impérial à l'office sarde, savoir:

Quarante centimes, celles originaires de la première section;

Un franc, celles de la seconde, et un franc vingt centimes, celles de la troisième et dernière.

Ces mêmes prix seront aussi payés par l'office impérial pour les lettres de son territoire et des deux villes ci-dessus, affranchies jusqu'à destination des Etats du roi, selon la section où elles sont adressées.

16. Les lettres pour les Etats sardes non affranchies, transmises par l'office impérial, lui seront payées par l'office sarde, savoir.

Quarante centimes, celles du rayon frontière;

Un franc, celles de première section, le rayon frontière excepté;

Deux francs, celles de la deuxième et dernière section y compris les lettres de Cracovie et de Belgrade.

Ces trois prix seront aussi payés à l'office impérial par celui de Sardaigne pour ses propres lettres, affranchies jusqu'à destination de l'empire d'Autriche et des deux villes susdites, selon le lieu où elles sont adressées.

17. pour le port intérieur, on taxera les lettres qui arrivent non affranchies, ou qui partent avec affranchissement, d'après les tarifs en vigueur, à l'exception des lettres de et pour le rayon frontière en Autriche, pour lesquelles l'office impérial ne percevra que trois kreuzers par lettre simple, jusqu'à la distance de cinq milles d'Autriche, à partir des points frontières par lesquels a lieu l'échange de ces lettres.

Quant au port sur le territoire opposé, dont chaque office devra tenir compte à l'autre, il n'exigera de son public, par lettre simple, que le quart des prix fixés aux articles 15 et 16.

Désirant favoriser toujours plus les rapports de bon voisinage, le gouvernement de S. M. le roi de Sardaigne exemptera du droit de frontière, de dix centimes par lettre dont les correspondances étrangères ou destinées à l'étranger sont frappées sur son territoire d'après les lois en

1844 vigueur, les lettres qui seront échangées entre les deux Etats.

18. Les Correspondances des Etats sardes pour les pays plus éloignés que l'empire d'Autriche, seront transmises par l'office sarde exemptes de tout prix de port à l'office impérial. Sont toutefois exceptées les lettres pour les neuf villes indiquées à l'article 9.

Les imprimés aussi des Etats sardes pour des pays situés au-delà de la monarchie autrichienne, sans distinction seront remis à l'office impérial exempts de tout prix de port.

19. Les correspondances, imprimés y compris, de l'empire d'Autriche pour des pays situés au-delà du royaume de Sardaigne, seront transmises par l'office autrichien aux postes sardes, exemptes de tout prix de port, à l'exception de celles destinées pour la France et l'Algérie, ainsi que pour l'Espagne, le Portugal et Gibraltar, à égard desquelles des conditions différentes sont stipulées par la présente convention.

20. L'office sarde percevra de l'office impérial pour le port de transit des lettres des pays au-delà de son territoire, destinées pour l'empire d'Autriche, les prix suivans:

Quarante centimes pour celles venant de la Suisse, et un franc quarante centimes pour celles qui arrivent dans le royaume de Sardaigne par ses frontières vers la France et la Toscane.

Le même prix d'un franc quarante centimes sera payé par l'office impérial pour le port sarde des lettres de la monarchie autrichienne, affranchis jusqu'à destination de la France et de l'Algérie, et de celles adressées en Espagne, en Portugal et à Gibraltar, indépendamment du port dont on doit tenir compte aux postes de France.

21. Par réciprocité, l'office sarde paiera à l'office impérial pour le port de transit des lettres étrangères à l'Autriche, destinées pour les Etats de S. M. le roi de Sardaigne, les prix ci-après:

1° Quarante centimes pour les lettres des différens cantons de la Suisse, sans exception:

2° Quatre-vingt centimes pour celles entrant sur le territoire autrichien par sa frontière vers les Etats de l'Eglise et de Modène;

3° Deux francs pour les lettres qui parviendront dans l'empire d'Autriche par toutes ses autres frontières.

22. Si les tarifs en vigueur dans les deux Etats pour

les lettres circulant à l'intérieur venaient à être abaissés, 1844
on réduira proportionellement des deux côtés tant les prix stipulés pour la livraison des correspondances des deux territoires par les articles 15 et 16, que ceux du port de transit des lettres étrangères aux deux pays fixés aux articles 20 et 21.

A cet effet, les deux offices s'informeront mutuellement, le cas échéant, de ces variations dans leurs tarifs.

23. Le prix de port de transit des imprimés soit des pays étrangers aux deux Etats, soit de leurs propres territoires, destinés à des Etats étrangers, est fixé à cinq centimes à l'avantage de chacun des deux offices.

24. En sus des prix de transit qui leur sont attribués par les articles 20, 21 et 23, les deux offices répéteront l'un de l'autre leurs débours envers les postes tierces dont ils recoivent ou auxquelles ils transmettent les correspondances et imprimés de leurs propres pays ou étrangers à leur deux territoires, destinés à des Etats respectivement plus éloignés.

25. L'office sarde recevra d'une part les lettres de l'empire d'Autriche non affranchies pour la France et l'Algérie, grevées du prix originaire autrichien, convenu à un franc soixante centimes, pour le porter à la charge des postes françaises, et il recevra d'autre part de ces postes les lettres de la France et de l'Algérie pour l'empire d'Autriche non affranchies, grevées du port originaire français de deux francs, ainsi convenu, dont il débitera l'office impérial.

26. Les postes autrichiennes paieront à l'office sarde le prix de deux francs pour le port français des lettres ordinaires des Etats autrichiens, affranchies jusqu'à destination de la France et de l'Agérie et elles lui paieront, quatre francs pour les lettres chargées.

Vice versâ, sur le compte que les postes françaises lui en tiendront, l'office sarde paiera à l'office impérial le prix convenu d'un franc soixante centimes pour son port des lettres qui seront affranchies en France et en Algérie jusqu'à destination de l'empire d' Autriche.

27. Par suite de l'obligation contractée par le gouvernement impérial envers la France de lui remettre les imprimés des Etats de l'empereur pour la France et l'Algérie exempts de tout prix de port, l'office autrichien en paira le transit à travers les Etats sardes en conformité de ce qui est stipulé par l'article 23 de cette con-

1844 vention, et l'office de Sardaigne ne le demandera pas aux postes françaises.

28. Le port à travers la France des lettres qui seront échangées entre les Etats de l'empereur, d'un côté, et l'Espagne, le Portugal et Gibraltar, de l'autre, sera payé à l'office sarde par celui d'Autriche à raison de deux francs, prix convenu entre eux par les gouvernemens impérial et français.

Pour les imprimés que les mêmes pays s'expédient aussi entre eux, l'office impérial en remboursera le port à travers la France à l'office sarde à raison de cinq centimes.

29. Quant aux lettres de la France et de l'Algérie pour les légations et les Marches pontificales, qui seront affranchies jusqu'à la frontière autrichienne vers les Etats de l'Eglise et de Modène, l'office sarde, sur le compte qui lui en sera tenu par la France, allouera à l'office impérial le prix de quatre-vingt centimes pour son port de transit en Lombardie.

30. Les lettres non affranchies des Etats sardes pour les sept villes des principautés du Danube et de la Turquie nommées à l'article 9, seront respectivement payées à l'office de Sardaigne par l'office imperial, quarante centimes, un franc vingt centimes, selon la section dont elles proviennent.

A son tour, l'office autrichien créditera de ces mêmes prix les postes sardes pour les lettres des sept villes ci-dessus affranchies jusqu'à destination des Etats du roi, aussi respectivement selon qu'elles seront adressées dans l'une ou l'autre de leurs trois sections.

31. Pour les correspondances non affranchies de ces mêmes sept villes destinées pour les Etats du roi, l'office sarde paiera à l'office impérial pour ses ports, tant à l'étranger que sur son territoire :

Trois francs vingt centimes les lettres de Bukarest, Botutschany, Jassy et Galocz.

Quatre francs celles de Constantinople, Sères et Salonique. L'office sarde allouera également aux postes impériales le prix de trois francs vingt centimes pour les lettres affranchies dans les Etats du roi jusqu'à destination des quatre premières villes ci-dessus, et celui de quatre francs pour celles affranchies pour les trois autres.

32. Les lettres des pays nommés plus bas, destinées pour les Etats au-delà de l'empire d'Autriche, seront payées à l'office sarde par l'office impérial, savoir:

1° Celles des cantons suisses, quarante centimes (port 1844
sarde);

2° *Celles du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, un franc quarante centimes (port sarde)*;

3° Celles de l'Espagne, du Portugal, de Gibraltar et *d'outremer*, et celles de la France et da l'Algérie non affranchies, trois francs quarante centimes (ports français et sarde réunis).

Les imprimés de toutes les origines au-delà des Etats sardes pour des destinations plus éloignées que les Etats autrichiens, seront payés aux postes sardes par l'office impérial, cinq centimes (port sarde), à l'exception de ceux du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, de l'Espagne, du Portugal, de Gibraltar et d'outre-mer, qui seront payés dix centimes (ports francais et sarde réunis).

33. Pour les lettres d'origine non autrichienne, à destination de l'Espagne, du Portugal et de Gibraltar, l'office impérial paiera le port à travers les Etats sardes et celui sur le territoire francais, ensemble, trois francs quarante centimes. Les deux ports, sarde et francais (dix centimes), seront pareillement payés par l'office autrichien pour les imprimés venant d'origines plus éloignées que les Etats de l'empereur et destinés dans les pays indiqués au paragraphe précédent.

34. Les prix de transit stipulés à l'avantage de l'office impérial pour les correspondances et les imprimés des pays situés au-delà de la monarchie, autrichienne et destinés pour les Etats de S. M. le roi de Sardaigne, lui seront aussi payés par l'office sarde pour les corréspondances et les imprimés originaires de ces mêmes pays, adressés au-delà du royaume de Sardaigne, à l'exception de ceux destinés pour l'Espagne, le Portugal et Gibraltar.

Ne sont pas compris dans cette disposition les lettres et imprimés des neuf villes nommées à l'article 9.

35. Pour les lettres destinées dans les pays respectivement plus éloignés qui seront affranchies dans chacun des deux Etats jusqu'à l'extrême frontière du pays opposé, les deux offices se paieront mutuellement les prix déterminés en leur faveur pour le port des correspondances provenant de ces mêmes pays au-delà de leurs deux territoires.

36. Les correspondances, ainsi que les imprimés adressés à des destinataires ayant changé de residence, seront

1844 livrées de part et d'autre d'après les positions et les règles suivantes :

1° Celles qui sont affranchies pour un point quelconque du territoire qu'elles doivent laisser, seront remises exemptes de tout prix de port.

2° Celles des deux territoires, non affranchies, seront pesées avec les lettres de leur section respective.

3° Celles du territoire opposé, ou étrangères parvenues par son intermédiaire, qui doivent y être renvoyées, seront restituées aux mêmes conditions auxquelles les deux offices les ont mutuellement recues.

4° Celles étrangères aux deux Etats s'expédieront des deux côtés avec les correspondances ordinaires des pays dont elles proviennent.

5° Celles d'Etats étrangers ne transitant pas habituellement par l'un des deux territoires et pour lesquelles il n'existe aucune condition entre les deux offices, seront réciproquemeut transmises comme si elles étaient originaires du point frontière par lequel elles sont entrées et classées d'après la section à laquelle appartient ce point frontière, comme au 2e § ci-desus.

6° Celles des pays étrangers aux deux Etats pourront être en outre grevées des droits réclamés par les postes de pays tiers.

37. Les correspondances et les imprimés que les bureaux respectifs pourraeint s'adresser par erreur seront renvoyés par retour de courrier aux bureaux qui les ont expédiés ou à tel autre bureau du même territoire, dont l'intermédiaire pourrait en faciliter l'arrivée à leur destination.

Si leur réception irrégulière expose le bureau qui doit les renvoyer à être débité de quelque droit, il en demandera le dégrèvement à celui auquel il expédie ces correspondances mal dirigées.

38. Les deux offices se renverront une fois par mois les lettres, les échantillons de marchandises et les imprimés, originairement transmis de l'un à l'autre non retirés par les destinataires soit desdeux territoires, soit des pays étrangers.

Au dos de ces objets, restés sans placement dans le ressort des deux administrations, sera énoncée la cause qui a motivé leur classement dans les rebuts.

Leur transmission à l'autre office donne droit à celui qui l'effectue d'être remboursé des prix dont il avait été débité en les recevant.

Les lettres contenant des billets de loterie dont le 1844
débit est prohibé, pourront être rendues avec les rebuts, quoiqu'elles aient été ouvertes par les destinataires.

39. Les correspondances des deux souverains et des membres de leurs augustes familles entre eux seront livrées de part et d'autre exemptes de tout prix de port.

Les lettres des particuliers pour le souverain de l'autre Etat, doivent être affranchies jusqu'à destination.

40. Seront livrées des deux côtés hors de tout poids et ne devront être taxées que du port territorial revenant à l'office de destination, d'après les règlemens qui fixent les franchises de poste dans chacun des deux pays:

1° La correspondance que les deux gouvernemens adresseront à leurs légatious par l'intermédiaire, pour la Sardaigne, du ministère des affaires étrangères, et pour l'Autriche, de la chancellerie intime de cour et d'Etat.

2° La correspondance que des autorités ou des fonctionnaires jouissant de la franchise postale sur leur territoire adresseront dans la forme officielle prescrite aux autorités ou aux fonctionnaires du pays opposé.

Les lettres qui seront expédiées des deux Etats aux autorités ou aux fonctionnaires du pays opposé par ceux qui n'ont pas de franchise postale sur leur territoire, ainsi que les lettres des particuliers adressées aux autorités ou fonctionnaires dans le pays opposé, devront être affranchies jusqu'à destination.

41. On échangera mutuellement hors de tout compte la correspondance postale entre les deux administrations et entre l'office sarde et la direction des postes de Milan.

Les réclamations (*currentale*) que les buraux des deux territoires s'adresseront mutuellement pour s'informer du sort des lettres chargées seront livrées de part et d'autre exemptes de tout prix de port.

Les postes sardes renverront en outre gratuitement aux postes impériales les récépissés dont les bureaux autrichiens accompagnent quelques-unes de leurs lettres chargées au fur et à mesure que celles-ci seront retirées par les destinataires dans les Etats du roi.

42. Les conditions stipulées par la présente convention pour l'échange entre les deux offices des lettres et des imprimés que s'expédient d'une part l'empire d'Autriche et les pays les plus éloignés, et de l'autre les cantons suisses du Valais et de Genève, rendant sans objet l'échange des dépêches qui existe à travers le territoire

1844 sarde entre le bureau de Milan et ceux de Brigue et de Genève, le gouvernement de S. M. I. et R. A. consent à le supprimer aussitôt que possible.

En attendant, le port des dépêches ficelées que les bureaux de Genève et de Brigue expédieront encore à celui de Milan sera payé par l'office impérial à l'office sarde d'après les conditions stipulées pour les correspondances de la Suisse.

43. Si on peut supprimer dans l'un des deux Etats l'affranchissement obligatoire des correspondances pour des pays respectivement plus éloignés, et donner la faculté de les affranchir jusqu'à destination, les deux offices se prêteront leurs concours pour la conclusion de ces arrangemens avec les postes tierces intéressées dans ces innovations.

Les ports de transit de ces correspondances d'une qualité nouvelle resteraient cependant tels qu'ils sont stipulés par la présente convention.

44. Les deux offices n'admettront à destination de leurs deux territoires et des pays auxquels ils servent d'intermédiaires aucune lettre, même chargée, contenant ou paraissant contenir de l'or ou de l'argent monnayé, des bijoux ou d'autres objets précieux, ou enfin tout effet passible de droits de douanes.

45. Aucune déclaration de valeur ne sera admise à l'égard des lettres chargées. Elles devront être cachetées de manière à ce que leur contenu en soit bien assuré.

Si des lettres chargées étaient perdues, l'office sur le territoire duquel cet accident sera arrivé, paiera à l'autre une somme de cinquante francs par chaque lettre perdue à titre de dédommagement pour l'envoyeur, dans les trois mois qui suivront la date de la réclamation de l'office expéditeur, à moins qu'il ne justifie d'avoir payé cette indemnité au destinataire de la lettre, s'il a réclamé le premier.

Les deux offices n'auront plus aucune responsabilité l'un envers l'autre pour les lettres chargées de leurs deux territoires après le terme d'un an, à partir du jour où leurs bureaux se les seront expédiées en dernier lieu.

46. Les deux gouvernemens s'engagent mutuellement à empêcher par tous les moyens en leur pouvoir que les correspondances entre les deux pays ne prennent point d'autre voie que celles de leurs postes respectives.

47. Des estafettes extraordinaires pourront être en-

voyées d'un pays pour l'autre, et le paiement de leur 1844
course sur le territoire opposé aura lieu d'après les règlemens qui y sont en vigueur.

Les objets expédiés ainsi seront livrés de part et d'autre exempts de tout prix de port.

48. Les Voyageurs en poste qui auront satisfait à la frontière aux lois et aux règlemens de police et de douanes, ne pourront être conduits de part et d'autre que jusq'aux relais limitrophes. Les maitres de poste de ces relais ne pourront pas envoyer leurs chevaux sur le territoire opposé pour y prendre des voyageurs, ni en ramener ceux qui s'y seraient rendus pour en revenir dans un court délai, qu'ils se mettraient à cet effet d'accord avec le maître de poste du relais de l'autre pays.

49. La comptabilité résultant de la transmission réciproque des correspondances et de l'expédition des estafettes extraordinaires de l'un des deux territoires pour l'autre sera réglée chaque mois.

La première formation des comptes à établir est attribuée à l'administration des postes sardes.

L'office qui restera débiteur soldera l'autre dans le délai de deux mois de la date de l'expédition des comptes.

Les paiemens se feront des deux côtés en écus de cinq francs pour cinq francs.

50. Les mesures d'ordre et de détail nécessaires pour l'exécution de la présente convention seront stipulées au nom des deux offices par le moyen d'articles réglementaires séparés, par M. le chevalier Louis-Antoine Croletti, vice-directeur des postes sardes, et M. Antoine Turneretscher, chevalier de plusieurs ordres, conseiller impérial et royal, de régence adjoint à l'administration suprême aulique des postes de l'empire d'Autriche.

Ces articles séparés seront mis en vigueur simultanément avec cette convention, mais ils pourront être ensuite modifiés d'un commun accord par les deux offices.

51. La présente convention sera mise à exécution au 1er juin de l'année courante 1844 et elle durera jusqu'au 31 décembre 1849 inclusivement.

Elle sera ensuite censée prolongée d'année en année, en cas qu'elle ne soit pas dénoncée par l'une des deux hautes parties contractantes six mois avant son expiration.

52. Cette convention sera ratifiée par leurs majestés et les ratifications en seront échangées à Vienne dans le terme d'un mois, ou plus tôt si faire se peut.

1844 En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Vienne, en double original, le quatorze du mois de mars de l'an de grâce mil huit cent quarante-quatre.

(L. S.) DE NELL, ministre plénipotentiaire.
(L. S.) DE SAMBUY, ministre plénipotentiaire.

Articles convenus, le 15 mars 1844, entre les deux offices de S. M. l'empereur d'Autriche et de S. M. roi de Sardaigne, pour la mise a exécution de la convention conclue par les deux gouvernemens, à Vienne, le 14 du mois de mars 1844.

Vu l'article 50 da la convention mentionnée ci-dessus, qui établit que les mesures d'ordre et de détail nécessaires pour sa mise en vigueur seront stipulées en des articles séparés par les deux offices, les soussignés, chargés par le même article, de cette stipulation, sont convenus de ce qui suit:

Art. 1er. Les postes sardes remettront leurs dépêches destinées pour l'Autriche:

A Arone, à demi-heure après midi, pour être rendues à Milan à huit heures du soir;

A Novare, à deux heures et demie du matin, pour être rendues aussi à Milan, cinq heures et demi après;

Et à Pavie, à cinq heures du matin, pour être rendues à Milan trois heures après.

De son côté, l'office impérial remettra ses dépêches pour les bureaux sardes:

Arone, à midi et un quart, après qu'elles auront été expédiées de Milan à cinq heures du matin;

A Novare, à sept heures du soir, après qu'elles auront été expédiées de Milan à deux heures de l'après-midi;

Et enfin à Casteggio, à sept heures et un quart du soir, après qu'elles auront été expédiées de Milan aussi à deux heures de l'après-midi.

2. Si des circonstances extraordinaires empêchaient sensiblemeut de part ou d'autre l'accomplissement des horaires déterminés par l'article précédent, 1er, l'office qui se trouvera dans ce cas informera l'autre, sans retard, des causes qui ont donné lieu à cette éventualité.

3. Au cas que les dépêches autrichiennes pour les

bureaux sardes seraient retirées à Pavie de la manière 1844
prévue à l'article 6 de la convention, l'office impérial les remettra alors dans cette ville à cinq heures et un quart du soir.

4. Le bureau d'Intra expédiera ses dépêches à Laveno les mardi, jeudi et dimanche de manière à ce qu'elles y parviennent vers midi. Le bureau de Laveno enverra les siennes pour Intra trois heures après, afin qu'elles puissent y arriver vers quatre heures du soir.

De Vigevano, les dépêches pour le bureau d'Abbiategrasso en seront expédiées à six heures du soir, où elles devront parvenir à sept heures et demie; une demi-heure après seront expédiées d'Abbiategrasso les dépêches de ce bureau autrichien pour Vigevano, où elles devront parvenir vers neuf heures et demie du soir.

Sur les feuilles de route dont seront fournis les messagers qui transporteront les dépêches, on notera dans les deux pays l'heure à laquelle ils seront expédiés, et celle de leur arrivée à destination.

5. Les contrats pour le transport des dépêches entre Intra et Laveno et entre Vigevano et Abbiategrasso, seront stipulés par les soins de l'office sarde, qui en transmettra une expédition à l'office impérial.

La moitié des sommes à payer aux soumissionnaires, qui doit rester à la charge de ce dernier office, lui sera débitée par douzièmes dans les comptes mensuels résultant de la transmission réciproque des correspondances.

6. Les bureaux d'échange, nommés à l'article 7 de la convention correspondront réciproquement entr'eux de la manière suivante:

Intra et Laveno,	Vigevano et Abbiategrasso,	Voguère et Milan,
Arone et Sesto Calende	Vigevano et Milan,	Tortone et Pavie,
Arone et Milan,	S. Martin siccomario et Pavie,	Tortone et Milan,
Novare et Magenta,	S. Martin siccomario et Milan,	Alexandrie et Pavie,
Novare et Milan,	Casteggio et Pavie,	Alexandrie et Milan,
Turin et Milan,	Casteggio et Milan,	Gênes et Pavie, et enfin
Turin et Pavie,	Voguère et Pavie,	Gênes et Milan.

7. Les pays pour lesquels les bureaux d'échange des deux pays s'expédieront les correspondances, sont ceux indiqués au tableau numéro 1 faisant suite aux présens articles.

8. Les bureaux formeront leurs dépêches d'autant de paquets qu'ils ont des correspondances d'une origine différente, ou pour des destinations diverses à se transmettre, en suivant, pour les classer, les distinctions et les

1844 subdivisions établies par la feuille d'avis, dont les deux modèles sont joints aux présens articles avec les numéros 2 et 3.

Les lettres chargées, qui devront toujours être décrites nominativement au tableau relatif, seront cependant expédiées séparément de celles ordinaires. Elles devront être réunies sous une ficelle dont les deux bouts seront fixés à l'angle gauche inférieur de la feuille d'avis, au moyen d'une empreinte en cire d'Espagne, représentant le cachet du bureau expéditeur.

9. Les deux offices échangent entre eux la liste nominative des bureaux de leur ressort respectif classés selon les divisions de territoire déterminées par les articles 12 et 13 de la convention, les postes sardes par le tableau numéro 4, et les postes autrichiennes par ceux numéros 5, 6 et 7 placés à la suite des présens articles.

10. Les timbres speciaux outre celui indiquant le lieu de leur origine à apposer de part et d'autré aux correspondances et aux imprimés qu'échangeront les deux offices entre eux, sont ceux désignés au tableau numéro 8, qui seront employés par les postes autrichiennes, et au tableau numéro 9, dont feront usage les postes sardes.

11. Les lettres pour destinataires partis mentionnées au numéro 1 de l'article 35 de la convention, seront marquées du timbre N D et comprises avec celles des autorités ou fonctionnaires, qu'on se livre mutuellement hors de tout compte.

Celles indiquées au numéro 5 du susdit article seront frappées du timbre des lettres non affranchies de la section dans laquelle existe le point frontière par lequel elles sont parvenues sur le territoire de l'office qui doit les transmettre à l'autre.

Enfin, les débours qu'on se réclamera des deux côtés, dans le cas prévu au numéro 6 du même article 36, seront notés avec de l'encre rouge sur la partie supérieure d'adresse des lettres, en y faisant précéder les mots: „*Rimborso all' Estero.*" Ils seront en outre indiqués sur la feuille d'avis à la dernière colonne du tableau destiné à l'inscription des lettres pour destinataires partis.

12. Les deux administrations se renverront directement entre elles les rebuts, en les accompagnant d'un bordereau, en double exemplaire, qui en constate le montant.

Les lettres chargées seront renvoyées séparément de celles ordinaires; elles seront accompagnées d'un état,

aussi par double, où elles seront décrites nominativement, 1844
et où l'office qui en fait l'envoi fera résulter le décompte qui lui est dû, particulièrement pour ces lettres.

Un des deux doubles, soit du bordereau des rebuts ordinaires, soit de l'état descriptif des lettres chargées, sera toujours renvoyé avec ses observations, s'il y a lieu, à l'office expediteur, par l'office qui a reçu les rebuts.

13. Les envois par estafettes extraordinaires devront être accompagnés d'une feuille d'avis indiquant au bureau, auquel elles sont dirigées, les objets expédiés; en outre, chaque estafette sera fournie d'une feuille de route pour l'annotation soit de l'heure à laquelle elle a été expédiée, soit de celles de son arrivée aux relais qu'elle doit toucher, et au lieu de destination.

Les bureaux sardes pousseront cette feuille de route, du côté d'Arone, jusqu'à Sesto-Calende, et du côté de Novare, Vigevano et Casteggio, jusqu'à Milan, à moins qu'il ne s'agisse d'une destination plus rapprochée encore.

De leur côté, les bureaux autrichiens pousseront leurs feuilles de route jusqu'à Arone, à Vigevano et à Voguère.

14. Les bureaux qui recevront des estafettes extraordinaires devront informer, par le premier courrier, le bureau qui les a expédiées, du jour et de l'heure à laquelle elles leur sont parvenues, ainsi que des objets qu'elles leur ont apportés. En même temps, ils feront connaître au bureau expéditeur la somme qu'il doit rembourser pour la course de l'estafette sur le territoire opposé.

15. Les postillons des relais limitrophes en service d'estafettes extraordinaires, ainsi qu'en accompagnement des voyageurs en poste, des courriers et des diligences, devront porter l'uniforme qui leur est prescrit par les règlemens du pays auquel ils appartiennent.

Ils ne pourront pas éviter les bureaux de police et de douanes du territoire opposé, ni en dépasser le premier relais, sauf, pour ce dernier cas, les circonstances prévues par les réglemens postaux.

16. L'office sarde expédiera à Vienne les comptes résultant de la transmission réciproque des correspondances et des estafettes extraordinaires échangées entre les deux territoires, dans le courant du mois qui suit celui pour lequel les comptes doivent être établis.

Les résultats en seront toujours acceptés par les postes impériales. Cependant, si elles découvraient dans ces

1844 comptes, des différences à préjudice tant de l'un que de l'autre des deux offices, elles en dresseront, à part, des relevés en double exemplaire, et y joindront les feuilles d'avis ou tout autre document justifiant les observations.

Après débat contradictoire entre les deux administrations, l'office sarde comprendra le résultat de ces relevés dans le premier compte analogue qu'il expédiera à Vienne, après que le débat se trouvera fini.

17. Le solde des comptes mentionnés à l'article précédent, seizième, sera payé ou recu par les deux offices par l'intermédiaire de la direction des postes à Milan.

18. Les lettres des Etats sardes pour les légations et les Marches pontificales, et pour les cantons suisses, ne seront point encore affranchies, pour le moment, pour les parcours des Etats autrichiens. Cette faculté aura cependant son effet, dès que les dispositions nécessaires se trouveront combinées avec les postes de ces pays. L'office impérial informera ultérieurement l'office sarde de l'époque à laquelle cet affranchissement pourra commencer à avoir lieu.

19. Les lettres des deux territoires l'un pour l'autre des derniers jours du mois de mai prochain, encore expédiées par leurs auteurs selon les règles voulues par la convention à laquelle a été substituée celle du 14 mars courant, continueront à être échangées entre les deux offices sans aucun compte, même dans les premiers jours du mois de juin. Mention en sera faite sur les feuilles d'avis par les mots; „*Lettere di questo Stato per cotesti Dominii, ancora dello scorso Maggio, numéro.*"

Pour les correspondances venant des pays respectivement plus éloignés, ou destinées pour ces pays, seront, de part et d'autre, suivies les dispositions déterminées par la convention nouvelle dès le premier juin.

Fait en double original, à Vienne, le 15 du mois de mars 1844.

(L. S.) Turneretscher.

(L. S.) L. Croletti.

18.

Artes relatifs aux relations de commerce et de douanes entre l'union douanière prussienne et la Belgique. 18 *mars et* 18 *Juillet* 1844.

(Moniteur belge. 18 Août 1844.)

Office du gouvernement de la Belgique, communiqué en comité général au sénat et à la chambre des représentans à Bruxelles et adressé au cabinet prussien, en date du 18 *Mars* 1844.

A Son Excellence monsieur le baron d'Arnim, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. le roi de Prusse.

Bruxelles, le 18 mars 1844.

Monsieur le baron,

J'ai recu la communication que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser sous la date du 4 de ce mois, et je me suis empressé d'en faire part au conseil.

Le gouvernement du roi a appris, avec un vif regret que le Zollverein se trouve, pour le moment, hors d'état d'accorder à la Belgique des droits différentiels en faveur de ses fers, et que celle-ci doit, par conséquent, renoncer à l'espoir qu'elle avait conçu de faire de cette condition la base d'un traité de commerce et de navigation avec l'association douanière.

Si l'établissement d'un régime spécial favorable à l'entrée des fers belges dans les états de l'association n'a pas été posé comme une condition *sine quâ non* du traité à négocier, Votre Excellence n'ignore pas cependant que c'était, par rapport à la Belgique, l'objet essentiel, celui auquel elle attachait le plus de prix.

Quoi qu'il en soit, le gouvernement du roi sait apprécier les motifs qui obligent à laisser de côté, pour le moment, l'établissement immédiat d'un régime différentiel en faveur des fers belges; il a la confiance que l'association est, comme lui, disposée à faire sincèrement tous ses efforts pour réaliser un amendement propre à accroitre les rapports commerciaux entre les deux pays, et

1844 pour aplanir les difficultés que peut rencontrer l'exécution de ce projet. En conséquence, il est prêt à accéder au voeu du cabinet de Berlin et à rouvrir sans délai les négociations sur les bases que Votre Excellence m'a fait connaître verbalement, et qui se trouvent rappelées par la dépêche qu'elle m'a fait l'honneur de m'adresser sous la date du 21 octobre de l'année dernière.

Néanmoins, le cabinet belge ne pourra s'engager dans cette voie que pour autant qu'il ait, au préalable, reçu l'assurance que rien ne s'oppose à ce que le traité éventuel à conclure contienne la garantie que les fontes et les fers belges seront exceptés, pendant la durée du traité, de tout droit nouveau ou de toute élévation des droits existans, qui pourraient être établis à l'entrée des états du Zollverein.

Les déclarations faites antérieurement autorisent à penser qu'une telle assurance peut être donnée sans inconvénient, et, dès lors, l'examen et la discussion des différens points que doit comprendre le traité pourront être entamés sans délai.

Le gouvernement du roi, afin de donner un gage de plus de l'esprit de conciliation qui l'anime et de la confiance qu'il a dans le bon résultat des négociations, a résolu de maintenir provisoirement les avantages commerciaux dont profitent la Prusse et les divers états de l'association, sans réciprocité envers la Belgique.

Parmi ces avantages, je citerai les faveurs accordées à la navigation prussienne, par rapport aux droits de navigation et au remboursement du péage de l'Escaut; le maintien de la loi de faveur du 6 juin 1839, concernant l'importation des produits du Luxembourg, et enfin les faveurs accordées au transit à travers la Belgique, des marchandises venant de l'Allemagne ou dirigiées vers ce pays.

Toutefois, pour ce qui concerne les dispositions de l'arrêté royal du 28 août 1842, relatif aux vins et soieries d'Allemagne, il est à la connaissance de Votre Excellence qu'elles doivent nécessairement venir à cesser au 1er avril prochain, et qu'il n'est pas au pouvoir du gouvernement de poser l'acte nouveau qui serait nécessaire pour proroger derechef l'existence provisoire de ces dispositions. Mais, je suis autorisé à vous déclarer dès à présent, monsieur le baron, qu'aucune difficulté ne s'opposera à ce qu'elles soient rétablies aussitôt que les né-

gociations auront produit le résultat favorable que l'on 1844
est en droit d'en attendre.

Agréez, monsieur le baron, l'assurance. etc.

Le ministre des affaires étrangères,
comte Goblet.

Mémoire du gouvernement prussien, notifié au gouvernement belge le 18 *juillet* 1844.

Par l'office que M. le ministre des affaires étrangères de Belgique a adressé, sous la date du 18 mars dernier, à l'envoyé de Prusse à Bruxelles, la perspective de la conclusion d'un traité de commerce et de navigation entre les états de l'union douanière et la Belgique, se trouve, au sincère regret du gouvernement prussien, indéfiniment reculée. Le système des droits différentiels et l'augmentation des droits de douanes en général, — objets qui, en dernier lieu, ont si vivement occupé la chambre des représentans et le gouvernement belges, — semblent de nature a éloigner encore devantage l'espoir d'une entente mutuelle, propre à rendre plus intimes les relations commerciales entre l'Allemagne et la Belgique.

Dans cet état des choses, le cabinet de Berlin ne croit pas superflu de récapituler la marche des négociations qui ont eu lieu à ce sujet et d'en placer le résultat sous les yeux du gouvernement belge. Ce n'est qu'avec un profond regret qu'il se trouve dans la nécessité de faire suivre ce résumé d'une communication, dont il a en vain tâché de se dispenser, en faisant à cet effet tous les efforts possibles auprès du cabinet de Bruxelles.

La Belgique a adopté, à l'égard de la navigation, un système de droits différentiels qui, jusqu'à présent, s'est fait valoir d'une double manière. Les navires belges sont soumis à un droit de tonnage de fr. 0. 95. 40. par tonneau à leur première sortie et partiellement à leur première entrée pendant chaque année et au moyen de l'acquittement de ce droit ils sont exempts à la sortie et à l'entrée pour tous les autres voyages qu'ils effectuent dans le courant de la même année, à compter du 1er janvier au dernier décembre. Les navires étrangers, au contraire, à moins que dans les ports de leurs pays respectifs les navires Belges ne soint assimilés aux navires nationaux, sont soumis à un droit de fr. 2. 22. 6. par tonneau chaque fois qu'ils entrent dans un port belge. De même en Bel-

1844 gique les navires étrangers sont assujettis à un droit de pilotage plus élevé que les navires belges.

Mais, outre ces dispositions différentielles en faveur du *corps* des bâtimens, l'on restitue dans les ports belges un dixième des droits d'entrée et de sortie pour les marchandises qui sont importées par navires nationaux, à moins que l'importation ou l'exportation sous pavillon belge ne se trouve déjà favorisée dans la loi générale du tarif.

Un semblable système existe en Prusse. Les navires étrangers qui ne sont pas assimilés aux nationaux, y paient le double des droits de port et des autres droits qui frappent le corps du bâtiment. Mais en même tems un régime différentiel y est établi par rapport aux cargaisons. Tandis qu'en Belgique chaque objet qui y est importé ou exporté sous pavillon national jouit de l'avantage d'une restitution partielle des droits d'entrée ou de sortie, en Prusse, une ordonnance du 20 juin 1822 porte que les navires étrangers qui ne sont pas assimilés aux navires prussiens et qui entrent dans un port du pays ou en sortent avec chargement, seront soumis à un impôt particulier sous le nom de „droit extraordinaire de pavillon", lequel est à l'entrée de 2 thalers et à la sortie d'un thaler pour le lest, ce qui n'est réduit à la moitié que lorsque le navire n'est pas chargé audelà du quart.

La législation prussienne permet d'assimiler aux navires nationaux sous le rapport des deux espèces de droits, dont on vient de faire mention, les navires de tous les pays, qui, de leur côté, traitent les navires prussiens et leurs cargaisons sur le même pied que ceux qui portent le pavillon national. Mais elle ne permet pas d'affranchir du droit extraordinaire de pavillon les navires des états dans lesquels les cargaisons de navires prussiens sont traitées moins favorablement que celles qui y entrent ou en sortent sous pavillon national. Ces dispositions légales ont eu pour résultat une série de traités conclus entre la Prusse et d'autres gouvernemens, traités qui, fondés sur la base d'une réciprocité libérale, ont établi une parfaite assimilation des navires des parties contractantes et de leurs cargaisons.

Par suite d'un arrangement antérieur à l'ordonnance du 20 juin 1822, les droits extraordinaires de pavillon n'avaient, jusqu'en 1833, point été perçus sur les navires néerlandais dans les ports de la Prusse, bien que dans

ceux des Pays-Bas les navires prussiens ne fussent traités à l'égard des navires nationaux que sous le rapport du droit de tonnage et non pas à l'égard de leurs cargaisons. Ceci n'étant qu'une exception tout-à-fait spéciale, il n'y avait aucun motif pour l'étendre également sur le pavillon belge, quoique dans les ports de la Belgique, comme auparavant dans ceux des Pays-Bas, les navires prussiens fussent, sous le rapport du droit de tonnage, assimilés aux navires nationaux. Il fallait, au contraire, au terme de la loi et en attendant un arrangement ultérieur, placer le pavillon belge en Prusse dans la catégorie des pavillons non favorisés, catégorie dans laquelle, du reste, le pavillon néerlandais est également entré peu de tems après. Néanmoins le gouvernement belge, se fondant sur ce qu'il avait continué aux navires prussiens les avantages que le gouvernement des Pays-Bas leur avait accordés par rapport au droit de tonnage, crut, en 1834, et plus tard de nouveau en 1836, pouvoir demander que, par une juste réciprocité, les navires belges fussent admis dans les ports prussiens sur le pied de la nation la plus favorisée, et que notamment ils y fussent affranchis du droit extraordinaire de pavillon. Il ne put être déféré à cette demande. En effet, si la navigation n'avait d'autre but que l'importation et l'exportation des marchandises, il serait satisfait au principe d'une juste réciprocité par l'assimilation des deux pavillons sous le rapport du droit de tonnage et des autres droits qui affectent le corps du navire. Mais le but de la navigation étant précisément le transport des marchandises, et la législation prussienne n'admettant pas le système d'une remise des droits d'entrée et de sortie en faveur des cargaisons des bâtiments nationaux, il était impossible d'admettre la demande belge, et notamment d'affranchir les navires belges du droit extraordinaire de pavillon, attendu que c'eût été amener un état de choses, dans lequel une des parties intéressées, la Prusse, assimilerait le navire de l'autre et leurs chargemens entièrement aux navires nationaux et aux chargemens de ceux-ci, tandis que l'autre bornerait cette assimilation aux droits de navigation, et resterait en droit d'entraver et même d'empêcher totalement la concurrence des navires de la première, en accordant aux chargemens que couvre le pavillon national des remises ou d'autres faveurs dont sont exclues les marchandises chargées sur des navires étrangers. 1844

1844 Tout ce que, dans ces circonstances, le gouvernement prussien pouvait faire, c'était de se déclarer prêt à conclure avec la Belgique un arrangement d'après lequel les navires de l'un des deux pays seraient entièrement assimilés aux navires indigènes dans les ports de l'autre, tant sous le rapport des droits de navigation que sous celui des droits sur les marchandises, et non moins en ce qui concerne le cabotage. C'est ce qu'il fit par une note, adressée sous la date du 22 février 1837 à la légation belge à Berlin. Il eut la satisfaction de voir cette base formellement et officiellement acceptée par une note du chargé d'affaires belge, en date du 24 mai 1837. En vérité, cette note exprime la crainte que l'administration des navires prussiens dans les ports de la Belgique sur le même pied que les nationaux, ne soit de la conséquence de faire naître une concurrence très préjudiciable à la navigation belge. Toutefois, continue-t-elle, voulant donner au cabinet de Berlin une preuve de *son désir d'assécourir autant que possible de cette liberté de commerce et de navigation*, dont parle la note du 22 février, *le gouvernement du roi n'a pas hésité à autoriser le soussigné à accueillir la proposition ci-dessus rappelée*, en faisant néanmoins exception pour la pêche et pour le commerce du sel.

Malgré cette déclaration, l'ouverture des négociations ultérieures essuya des retards, et ce ne fut qu'au mois d'août 1839 que le chargé d'affaires belge présenta un projet de traité de commerce et de navigation entre la Belgique et la Prusse. Le gouvernement prussien était fort disposé à régler ses relations de navigation avec la Belgique dans la même, ou, si c'était possible, dans une plus grande étendue encore, qu'il l'avait fait à l'égard des Pays-Bas par un traité de navigation daté du 3 juin 1837. Il trouvait donc avec regret dans le projet belge différentes restrictions, même au sujet de la navigation directe entre les deux pays, et surtout un manque de dispositions sur la navigation fluviale, quoiqu'il eût été dans l'intérêt de la Belgique de s'arranger sur ce point, puisque dans le traité entre la Prusse et les Pays-Bas, on avait stipulé plusieurs réductions reciproques des droits de navigation sur le Rhin.

Outre cela, le gouvernement du roi désirait que l'assimilation du pavillon prussien avec celui de la *Belgique pour l'importation de produits prussiens en Belgique*

lût étendu aux cas où cette importation se ferait des 1844
ports de la mer du Nord qui, quoique n'appartenant pas à la Prusse, servent pourtant, par leur situation et par leurs communications fluviales à la plus grande partie des états prussiens, de débouchés naturels, par lesquels ils exportent leurs produits et recoivent leurs besoins, et qui, par conséquent, méritent d'être assimilés en principe aux ports mêmes de la Prusse, ce qui depuis a été pleinement reconnu, principalement de la part de l'Angleterre. Enfin, le projet belge, à côté de ce qui regardait la navigation réciproque et les relations qui s'y rattachent, contenait plusieurs propositions sur l'importation et le transit des marchandises en général, ainsi que sur les formalités douanières à établir pour l'importation reciproque des marchandises sur le chemin de fer entre le Rhin et la Belgique, qui alors n'était point encore achevé. Or, de pareilles dispositions ne semblaient guère propres à trouver leur place dans un traité de navigation, qui, par sa nature même, devait exclure des stipulations qui touchaient les intérêts commerciaux de tout le Zollverein. Néanmoins le gouvernement prussien se déclara prêt à faire de ces points l'objet d'une négociation séparée, mais simultanée, et à les régler d'une manière satisfaisante pour la Belgique.

En partant des points de vue ci-dessus indiqués un contre-projet de traité de navigation fut remis au chargé d'affaires belge à Berlin et discuté avec lui non sans espoir de succès. Le changement qui se manifesta bientôt dans les dispositions du gouvernement belge fut donc fort inattendu. En effet, le contre-projet prussien reposait essentiellement et notamment sous le rapport de l'assimilation des cargaisons respectives, sur la même base que le gouvernement belge avait expressément acceptée par la note du 24 mai 1837. Malgré cela, le chargé d'affaires remit, sous la date du 14 janvier 1840, un mémoire aux commissaires prussiens, où il dit que le contre-projet en question contenait *trop*, si on avait en vue une simple convention de navigation: *trop peu*, si des questions de douane devaient s'y mêler.

„Or, continue le mémoire, le traité proposé de la part du gouvernement prussien, à cause de la remise des 10 p. c. qu'il stipulait, aurait dû être soumis à la législature, et il n'a pas paru contenir les compensations nécessaires pour passer heureusement cette épreuve. On a

1844 donc pensé à Bruxelles qu'il serait plus convenable, dans l'intérêt des deux pays, pour arriver à un arrangement qu'il est dans leurs voeux communs de faciliter autant que possible, *d'élargir* la base de la négociation primitive. Dans ce but, des *études sérieuses* vont être entreprises sur tout ce qui se rattache à l'établissement des rapports commerciaux de la Belgique avec la Prusse et l'Allemagne: le tarif de l'union des douanes qui se traduit en ce moment aux frais du gouvernement belge sera envoyé à toutes les chambres de commerce, qui seront chargées d'en faire l'objet d'un examen spécial et de proposer ensuite leurs vues sur les *négociations commerciales* que nous aurons à suivre avec l'union, et qui pourront marcher de pair avec la négociations *d'une convention de navigation sur les bases les plus étendues.*"

En attendant, le mémoire proposa la conclusion d'une *convention purement et simplement de navigation.* Dans le projet de convention, qui y était joint à cet effet l'assimilation réciproque des navires avec le pavillon national n'était proposée qu'à l'égard des droits de *navigation*, de sorte que la Prusse aurait admis dans ses ports les navires belges et leurs cargaisons entièrement sur le même pied que les siens, tandis que la Belgique aurait continué, à traiter les cargaisons des navires prussiens aussi favorablement que celles de ses propres bâtimens.

De cette manière, malgré la meilleure volonté du gouvernement prussien d'amener une entente, la négociation a été replacée dans la même situation où elle s'était trouvée en 1834, et que, de commun accord, on avait quittée en 1837. On placait la Prusse dans l'alternative ou d'accepter un traité de navigation sous des conditions auxquelles elle ne pouvait accéder, et que la Belgique avait formellement abandonnées, ou de remettre la aégociation d'un tel traité sur une base plus étendue, jusqu'à la négociation simultanée d'un traité de commerce entre le *Zollverein* et la Belgique, traité que le gouvernement prussien était entièrement prêt à négocier, mais dont le cabinet belge voulait d'abord faire l'objet de sérieuses études et de propositions ultérieures. Dans ces circonstances, il ne restait au gouvernement prussien qu'à désirer vivement que celui de Belgique se trouvât bientôt en mesure de formuler ces propositions.

En se référant ici au mémoire détailié que les com-

missaires prussiens ont remis à ce sujet au chargé d'af- 1844
faires belge, sous la date du 15 mars 1840, on croit ne devoir rien ajouter pour démontrer que c'étaient les procédés du gouvernement belge seuls qui empêchèrent la conclusion d'un traité de navigation. Mais il convient de rappeler ici, que malgré cela le gouvernement prussien a depuis quelque tems assimilé dans ses ports les navires belges aux navires nationaux pour ce qui concerne les droits ordinaires de ports et les autres droits qui affectent le corps du bâtiment, en les assujettissant seulement au droit extraordinaire du pavillon, en compensation de la remise de 10 p. c., qui, dans les ports de la Belgique, est accordée aux cargaisons des navires belges, mais non pas à celles des navires prussiens.

En abordant maintenant les négociations relatives au traité de commerce avec l'union douanière proposé par le gouvernement belge, on prouvera également que ce n'est point la faute de la Prusse et des autres gouvernemens du Zollverein, si ces négociations n'ont pas eu le résultat, qui, au moins de la part du gouvernement prussien et des autres membres de l'union douanière, a été bien sincèrement désiré.

Dans le mémoire susmentionné du chargé d'affaires belge il avait été dit par rapport aux études que le gouvernement belge avait entreprises sur tout ce qui se rattachait à l'établissement des rapports commerciaux entre la Belgique et l'union, que ces préliminaires *prendraient du tems.* Cela était vrai sous un double rapport. Car d'abord il fallait que le gouvernement belge prit une décision sur ce qu'il croyait devoir demander au Zollverein, ainsi que sur les concessions qu'il voulait lui offrir en revanche, et puis ce n'était qu'après avoir été informés par l'organe du gouvernement prussien des intentions du cabinet de Bruxelles à ce sujet, que les états de l'union pouvaient en faire l'objet de leurs délibérations et se livrer ainsi à la seconde partie des travaux préparatoires.

Après une année d'attente, le gouvernement prussien crut pouvoir supposer que les recherches faites avec tant de circonspection par le gouvernement belge avaient amené une décision. Il manifesta donc le désir d'en être informé, ne fût-ce que sous une forme tout-à-fait confidentielle, afin de pouvoir faire aux états de l'association les communications nécessaires pour l'ouverture des né-

1844 gociations. Ce n'est qu'au mois d'octobre 1841 que l'envoyé belge à Berlin communiqua les points principaux sur lequels, avant d'entamer la négociation d'un traité de commerce et de navigation, il paraîtrait important de se mettre d'accord, afin de les admettre comme bases fondamentales des négociations à ouvrir. Voici ces points:

„1° Une réciprocité complète pour ce qui regarde la navigation directe des navires belges et prussiens de l'un des pays vers l'autre.

2° L'abolition réciproque absolue on presque absolue des droits de *transit* pour les marchandises traversant le territoire de l'association allemande ou celui de la Belgique, venant ou allant vers l'un des deux pays, ainsi que l'absence de formalités gèuantes ou onéreuses pour les opérations de ce commerce de transit de l'un vers l'autre pays.

„3° La condition réciproque que, dans aucun cas, les marchandises importées de la Belgique dans les états de l'association, ou exportées de ces états en Belgique, par la frontière qui sépare la Belgique de la Prusse, ainsi que les marchandises importées des états de l'association en Belgique ou exportées de la Belgiqne vers ces états par ladite frontière, ne pourront être soumises à des droits autres ou plus élevés que les marchandises importées par toute autre voie."

„4° Des concessions réciproques et équivalentes sur les droits de douane existans, relativement à quelques articles à designer ultérieurement."

La manière dont le cabinet de Berlin se prononçait sur ces propositions dans une note du 7 novembre 1841, ne pouvait laisser de doutes au gouvernement belge qu'on ne fût en géneral disposé à accéder aux bases proposées, quoique, par rapport au second point, on fût obligé de faire observer qu'il ne serait pas possible d'étendre les concessions qui seraient peut-être accordées au transit par le territoire du Zollverein entre le Rhin et la frontière belge, indistinctement a toutes les marchandises qui, en venant de la Belgique ou en y allant, passeraient le territoire de l'union en d'autres directions. Toutefois le quatrième point, en ne parlant que de concessions réciproques relativement à quelques articles *à désigner ultérieurement*, prouva au gouvernement prussien, à son grand regret, que les recherches belges qui semblaient cependant devoir s'occuper de préférence de ces concessions

reciproques, n'etaient point encore terminées. Or, comme 1844
les quatre points proposés formaient, d'après les intentions du gouvernement belge, un ensemble, on devait se borner a déclarer qu'on attendrait ses propositions spéciales au sujet des concessions en question.

Quatre mois se passèrent de nouveau, pendant lesquels le gouvernement prussien attendait en vain une communication de celui de Belgique. Enfin, au mois de mars 1842, l'envoyé belge à Berlin, sans faire mention de la réponse que devait encore son gouvernement, et, en se référant seulement aux bases préliminaires proposées par lui au mois d'octobre 1841, déclara que l'assimilation des navires prussiens et nationaux dans les ports belges par rapport oux droits de tonnage n'étant justifiée que par l'attente de négociations et de la conclusion d'un traité, ne pourrait plus être très longtems prolongée, et que par conséquent le gouvernement belge désirait savoir dans quel délai il était présumable que la résolution des états de l'union sur les propositions faites à ce sujet par la Belgique pourrait être notifié.

En regard des intérêts majeurs qui se rattachaient à cette affaire, et pour la préserver de toute perte inutile de tems, le gouvernement prussien crut devoir en faire un objet de délibération entre les états du Zollverein au congrés qui se réunit chaque été, pour discuter des questions importantes touchant l'union. L'envoyé belge en fut informé par une note verbale du 28 du méme mois. Tout en y déclarant que le gouvernement prussien ne négligerait rien pour assurer à cette discusion un résultat satisfaisant, on y exprima iterativement le désir de recevoir le plus tôt possible la communication que le gouvernement belge s'était réservé de faire au sujet des concessions réciproques qui devraient entrer dans le cercle des négociations. Mais afin de donner au cabinet de Bruxelles une preuve de bonne volonté quand même une entente sur ces concession ne pourrait être obtenue de sitôt on se declarait prêt à limiter provisoirement les négociations aux droits de transit, et à ouvrir sans délai celles sur un traité de navigation.

Quant à ce dernier, la note de l'envoyé belge du 1er octobre 1841, en ne parlant que de la réciprocité „entre les navires belges et prussiens," semblait avoir laissé douteux si le gouvernement belge désirait conclure un traité de navigation avec l'union douanière ou

1844 seulement avec la Prusse. On demanda donc a connaître ses intentions à cet égard.

La réponse de l'envoyé belge du 24 mai 1842 disait, sous ce rapport, que le gouvernement belge ne devrait pas séparer dans la négociation les stipulations relatives à la navigation et celles concernant le commerce, son intention étant, au contraire, en ouvrant la négociation d'un traité entre la Belgique d'une part et les états formant l'association allemande d'autre part, d'y comprendre à la lois les stipulations commerciales et celles relatives à la navigation, dès que les bases de négociation auraient été acceptées par les états de l'association, telles qu'elles avaient été posées dans la note du 1er octobre 1841 ou avec les modifications que d'un commun accord il serait reconnu nécessaire d'y apporter.

La proposition, faite dans la note prussienne du 28 mars, de restreindre provisoirement la partie commerciale de la négociation aux stipulations sur le transit, ne fut point accueillie par le gouvernement belge. Mais il crut satisfaire au besoin de faire enfin de son côté des propositions sur les concessions réciproques de tarif en désignant par *exemple* pour le Zollverein „*l'abolition* du droit de sortie sur *la laine* brute et une *réduction notable* des droits d'entrée sur les fers et sur les fils de lin," et pour la Belgique „une *réduction importante* sur les droits qui frappent les *vins* et les *soieries* d'Allemagne." En outre la note belge demandait des compensations pour le maintien des faveurs spéciales et exceptionelles qui avaient été accordées à quelques produits du grand-duché de Luxembourg par la loi belge du 6 Juin 1839, et elle désignait à cet effet „les fers du Luxembourg, les tissus de laine et les moutons."

Ces propositions devaient donner lieu au gouvernement prussien à bien des observations. Pour ce qui regardait le maintien de la loi du 6 Juin 1839, on était loin de révoquer en doute que cette mesure ne fût conforme à l'intérêt local d'une partie de l'association douanière. Mais de l'autre côté, il ne fallait pas non plus oublier qu'elle offre aussi des avantages au Luxembourg belge, et surtout que la plus importante concession que cette loi accorde est attachée à la condition que la sortie des laines et minerais de fer du grand-duché de Luxembourg par la frontière belge ne sera ni prohibée ni assujettie à aucun droit de douane.

Quant aux concessions réciproques de tarif, une grande 1844
disproportion entre les demandes et les offres belges était évidente. Une *réduction* du droit de sortie sur la *laine* aurait déjà entraîné pour le Zollverein de notables sacrifices tant financiers qu'industriels; à plus forte raison, *l'abolition* de ce droit n'eût point été à justifier, surtout à l'égard d'un état qui, de son côté, perçoit, en faveur de ses fabriques, un droit exceptionnel très élevé sur le transit des draps et des casimirs. Quant à la réduction notable des droits d'entrée sur les *fers*, l'importation des fontes dans le Zollverein est jusqu'à présent entièrement exempte de droits, tandis que celle du fer ouvré y est à son ertrée en général moins fortement imposée qu'en Belgique. Le gouvernement belge n'ignorait pas que les conjonctures défavorables qui existent en Belgique pour la production des fers et qui ont provoqué depuis quelque tems l'augmentation du droit d'entrée sur les fontes jusqu'au double, ont également lieu en Allemagne, et que les industriels y réclament avec la même urgence une protection plus élevée contre l'entrée des fers étrangers

Dans de telles circonstances, les gouvernemens de l'union n'auraient pu aborder la question de la possibilité de favoriser les fers belges, qu'autant qu'ils se seraient décidés à augmenter les droits d'entrée sur les fers en général et que, en revanche d'une faveur si considérable, ils auraient pu compter, de la part de la Belgique, sur des compensations également considérables au profit de l'une ou de l'autre branche de l'industrie du Zollverein. La demande enfin d'une réduction notable sur les *fils de lin* était inattendue de la part d'un gouvernement qui non seulement avait, par l'arrêté du 26 juillet 1841, frappé le commerce prussien d'une forte augmentation de droits d'entrée sur les fils de lin mêmes, mais qui encore, malgré les représentations pressantes du gouvernement prussien, venait de promulguer la loi du 25 février 1842, par laquelle la toile grosse avait été beaucoup plus fortement imposée, et qui, en portant les droits sur la passementerie et la rubannerie de lin, laine, coton et demi-soie de 6 p. c. à 30 ou à 40 p. c. de la valeur, fermait presque entiérement à ces articles de l'Allemagne le débouché que jusque-là ils avaient trouvé en Belgique.

En comparant avec des demandes d'une telle portée

1844 les concessions offertes en retour, on ne saurait que les trouver très insignifiantes et hors de toute proportion. Le *vin* allemand est un article peu recherché en Belgique, parce que le goût général s'y est dèclaré pour les vins de France. Tandis que celle-ci importe en Belgique plus de 80,000 hectolitres de ses vins par an, l'Allemagne lui en envoie à peine 3000, et il n'est guère probable que cette consommation fût notablement augmentée par des avantages spéciaux accordés à l'importation des vins allemands en Belgique. Il en est de même des soieries. Une réduction des droits d'entrée n'en attirerait guère une quantité beaucoup plus grande vers ce pays, où, du reste, la fabrication de soie d'Allemagne et celle de France trouvent leur marché pour des articles tout-à-fait différens.

Malgré tout cela, le gouvernement prussien fit les démarches nécessaires, afin de soumettre à la délibération commune des états de l'union douanière la conclusion d'un traité de commerce et de navigation avec la Belgique. Mais avant même que le congrès douanier de l'année 1842 pût s'en occuper, il arriva un événement qui ne pouvait rester sans influence sur les négociations qui allaient s'ouvrir. La Belgique conclut avec la France la convention de commerce du 16 Juillet 1842. Elle renversa par là la base qu'au mois d'octobre 1841 elle avait proposée à la Prusse. Car il est évident qu'elle s'était mise hors d'état de remplir l'article 3 de cette base aprés avoir contracté, à l'égard de la France, l'obligation de maintenir les droits d'entrée sur les fils ou tissus de lin ou de chanvres, importés de France par la frontière limitrophe des deux pays, tels qu'ils existaient lors de la conclusion de la convention, mais d'appliquer à l'entrée de ces mêmes articles par les frontières autres que celles limitrophes des droits semblables à ceux qui étaient ou pourraient être établis par le tarif français aux frontières analogues.

Outre cela, le gouvernement belge lui-même s'était créé une difficulté de plus par rapport à sa proposition d'accorder, en conformité de l'art. 4. des bases du mois d'octobre 1841, au Zollverein une *réduction importante* sur les vins et soieries d'Allemagne, proposition sur laquelle, du reste, comme il est dit plus haut, l'union ne se faisait pas d'illusion. Car, tout en accordant à la France pour ses vins et soieries une réduction, qui n'é-

tait point encore très importante, il s'était obligé de ne 1844
pas admettre en Belgique les vins et soieries d'une autre provenance à des conditions *plus* favorables que ceux de la France.

La convention du 16 juillet aurait donc mis les plus grands obstacles à la négociation d'un traité entre le Zollverein et la Belgique, si le gouvernement belge, en appréciant la situation que cette convention avait faite aux pays respectifs, n'avait pas publié son arrêté du 28 août 1842, par lequel les réductions accordées aux vins et soieries de France étaient provisoirement, et, sauf une prolongation ultérieure, étendues aux vins et soieries de provenance allemande jusqu'au 1er juillet 1843. C'est cet arrêté qui engagea les états de l'union à continuer à la conférence de Stuttgart leurs délibérations sur le traité de commerce et de navigation et à informer le gouvernement belge, au mois de novembre 1842, par l'organe du cabinet prussien, qu'on était prêt à ouvrir les négociations, et qu'on désirait le plus tôt possible voir munir l'envoyé belge à Berlin des instructions nécessaires á cet effet. A cette ouverture on répondit en déclarant qu'on était occupé de cette affaire. Mais peu de tems après, l'envoyé belge quitta Berlin en congé, et, dans la séance de la chambre des représentans du 9 janvier 1843, un ministre belge, en parlant du rapport de la commission de l'enquête commerciale, s'exprima, d'après le *Moniteur belge*, dans les termes suivans: „Je désire que la discussion soit aussi prochaine que le permettront les travaux de la chambre. Cette discussion, il faut bien le reconnaître, tient en suspens plusieurs négociations commerciales. *Il est presque impossible de traiter avec la Prusse* sans que la question pendante devant la chambre soit décidée; *il y aurait imprudence à le faire;* ce serait se placer dans une fausse position."

Malgré ces paroles, le gouvernement prussien ne crut pas devoir faire cesser ses efforts, avant que le cabinet de Bruxelles ne lui eût formellement déclaré l'impossibilité d'entamer pour le moment la négociation. Il se décida donc à effectuer provisoirement la réduction sur le transit par le chemin de fer entre Cologne et la frontière belge, réduction que le gouvernement belge désirait si vivement. L'envoyé de Prusse à Bruxelles informa par une note du 17 mars 1843 le cabinet belge de cette

1844 mesure, comme d'un témoignage éclatant du „voeu sincère du gouvernement prussien d'activer les relations commerciales entre les deux pays, donné dans la juste attente que de son côté, que le gouvernement belge ne ferait rien qui altérât le *statu quo* commercial an détriment de la Prusse et des autres états du Zollverein, „en ajoutant en même tems que le voeu que son gouvernement formait pour l'établissement de relations plus intimes entre les deux pays le portait en outre à demander que les négociations ouvertes par le gouvernement belge pour un traité de commerce et de navigation avec le Zollverein fussent promptement reprises."

Pour faciliter sons ce dernier rapport toute accélération possible, le gouvernement prussien, en l'absence de l'envoyé belge de Berlin, fit proposer, sous la date du 24 avril 1843, à M. le ministre des affaires étrangères de Belgique de transporter le siége des négociations à Bruxelles. La réponse de M. le comte Goblet, en date du 3 mai 1843, semblait satisfaisante. Quelques jours plus tard, il porta verbalement à la connaissance de l'envoyé de Prusse que Sa Majesté le roi des Belges avait daigné le déléguer comme plénipotentiare pour traiter de cet objet; après quoi le baron d'Arnim reçut également sans délai les pleins-pouvoirs et les instructions nécessaires. Il n'hésita pas à donner connaissance de ces instructions à M. le plenipotentiaire belge avec une franchise qui ne pouvait qu'être favorable au succès de la négociation. Pour les concessions réciproques considérables par rapport aux droits d'entrée, le moment semblait peu opportun, surtout pour le gouvernement belge, qui, en présence de l'enquête commerciale et industrielle, devait étre gêné dans les offres aussi bien que dans les demandes qu'il aurait voulu faire au Zollverein au sujet des modifications à apporter aux tarifs réspectifs. Même les concessions pour les vins et soieries de l'Allemagne auxquelles le gouvernement belge s'était déclaré disposé au mois de mai 1842, et que pourtant l'union douanière n'aurait pas pu juger suffisantes pour s'imposer l'important sacrifice d'une réduction sur les fers belges, avaient perdu leur prix, comme il a été démontré plus haut.

Néanmoins, si de part et d'autre le désir de vivifier par un traité les relations commerciales entre les deux pays était sincère, il paraissait y avoir de quoi jeter de bons fondemens sur lesquels on aurait pu continuer plus

tard. A cet effet, il fallait seulement n'exiger ni d'un 1844
côté ni de l'autre de sacrifier des intérêts qu'il y avait de puissans motifs de ménager; il ne fallait pas non plus trop vouloir dès le principe, mais faire aussi, dans le développement ultérieur des relations réciproques, leur bonne part à l'avenir et à l'expérience qui n'auraient pas manqué de répandre plus de lumières sur la nature des désirs et des besoins respectifs et sur les moyens d'y satisfaire.

Le transit par le territoire du Zollverein lui offre un moyen efficace pour favoriser la Belgique par rapport aux produits qu'elle exporte et à ceux dont elle a besoin. On était donc prêt à lui assurer par le traité la réduction au minimum, provisoirement accordée au transit sur le chemin de fer rhénan. Il importe de faire remarquer ici que le gouvernement belge se trouverait dans une erreur qui pourrait entraîner des conséquences fâcheuses, s'il croyait que le propre intérêt du gouvernement prussien l'empêchât de modifier cette reduction. On était prêt, en outre, à accorder la même réduction au transit par tous les chemins de la frontière belge jusqu'au Rhin, et l'on voulait même assurer de notables facilités au transit qui, en venant de la Belgique ou en y allant, outre-passe les deux rives de ce fleuve.

En compensation de ces concessions importantes pour la Belgique, et comme celle-ci favorise, dans son propre intérêt, le transit en général, le Zollverein ne lui demandait que quelques reductions de tarif pour le transit, par exemple sur les draps et les casimirs, et puis quelques facilités au sujet des formalitès douanières. Pour le reste, afin de ne pas exiger de la Belgique des sacrifices qu'il lui fût difficile de supporter, on ne proposait principalement que de fixer par un traité le *statu quo* introduit par les lois du 5 juin 1839, concernant le remboursement du péage sur l'Escaut, et du 6 même mois, portant des modifications au tarif des douanes sur les frontières du Luxembourg, ainsi que par l'arrêté du 28 août 1842. La loi du 25 fevrier de la même année ayant fixé en Belgique, au profit des fabricans belges, le droit d'entrée d'une certaine quantité de fils de Westphalie et de Brunswick, servant à la fabrication des coutils et des toiles à carreaux, au droit de 5 centimes par 100 kilogrammes, on désirait que cette mesure recût également la sanction du traité.

1844 De plus, on désigna quelques autres réductions, que la Belgique semblait pouvoir facilement accorder, et parmi lesquelles la Prusse attachait surtout beaucoup de prix à un dégrèvement de la passementerie et de la rubannerie, qui, en 1842, avaient été si fortement imposées, ainsi qu'à une diminution du droit de sortie sur l'écorce non moulue à faire tan, qu'un arrête du 9 mai 1843 venait de grever encore plus qu'auparavant. Quant à la loi du 6 juin 1839, le Zollverein était prêt à assurer aux mines, minerais et fontes de fer la libre sortie du grand-duché de Luxembourg, ainsi qu'à accorder à un nombre de moutons encore à fixer la libre entrée de la Belgique dans ce même grand-duché.

On ne saurait contester que de samblables stipulations, réunies à un arrangement sur la navigation maritime et fluviale, ainsi qu'aux mesures également proposées pour empêcher la fraude en matière de douanes, auraient été bien de nature à exercer une influence favorable sur les relations commerciales entre les deux pays.

Malheureusement le gouvernement prussien s'était trompé sur l'accueil auquel il s'était attendu pour des dispositions aussi conciliantes. Dès le commencement de la négociation, le gouvernement belge avait donné à entendre qu'il s'agirait surtout de savoir quelles étaient les dispositions du Zollverein au sujet de la réduction des droits d'entrée sur les fers et des droits de sortie sur les laines. Mais on avait cru que les difficultés que les réclamations des industriels belges faisaient éprouver à ce gouvernement à faire au Zollverein de notables concessions de tarif l'engageraient à ne pas revenir sur ces deux points.

Quant au premier, il était impossible de le concéder ou de promettre seulement pour l'avenir à la Belgique des avantages pour l'importation de ses fers, supposé même qu'elle répondit par des facilités analogues à une si importante concession. Car l'état de souffrance de l'industrie des forges dans l'union allant toujours croissant, la demande d'une imposition plus forte des fers étrangers réclamait un examen conciencieux, et formait justement l'objet de sérieuses délibérations entre les gouvernemens associés. La Prusse se refusa toujours à croire que le gouvernement belge pût voir dans l'impossibilité d'obtenir, des concessions pour ces fers, un motif pour ne point conclure avec l'union allemande un traité qui, quoique sur une base moins large, devait assurer au

commerce belge de notables avantages, tandis que les 1844
états de l'union s'abstenaient de toute prétention, qui aurait principalement en vue le maintien du *statu quo* déjà établi par quelques dispositions favorables de la législation belge.

Un office du plénipotentiaire belge, en date du 29 juin 1843, fit cesser toute illusion à cet égard. On y donna à entendre que le gouvernement belge considérait les concessions qu'il demandait „comme devant faire la compensation du maintien des avantages de commerce et de navigation dont profitait déjà le Zollverein et des concessions nouvelles qui auraient pu être ajoutées." On y déclara, „qu'il n'était pas possible à ce gouvernement d'admettre la discussion sur les bases proposées, et qu'il s'agirait, afin de pouvoir reprendre la négociation, de rechercher de commun accord les conditions nouvelles qui pourraient faire la matière d'un arrangement autre que celui primitivement conçu.

Cette déclaration aurait pu être regardée comme équivalant à une rupture ouverte de la négociation. En ne voulant accorder en compensation des concessions pour ses fers que le maintien des avantages dont profitait déjà le Zollverein, le gouvernement belge se mettait en contradiction évidente avec l'art. 4 de la base qu'il avait proposée, et où il est question de concessions réciproques et équivalentes sur les *droits de douane existans*, base que, du reste, comme on l'a démontré plus haut, il avait lui-même déjà détruite dans son ensemble. La reprise des négociations sous des conditions nouvelles semblait fort douteuse, car le gouvernement belge penchait de plus en plus vers l'augmentation des droits d'éntrée sur les produits étrangers, comme il le prouvait par l'arrêté du 14 juillet 1843, qui, par une imposition plus forte des fils de laine, tapis, tissus de laine, etc., portait une nouvelle atteinte au commerce entre le Zollverein et la Belgique.

Malgré tout cela, la Prusse ne laissa point passer l'occasion qu'offrait le congrès de l'automne passé, pour entrer de nouveau avec ses co-associés en déliberation sur la situation de cette affaire. On se décida à offrir au gouvernement belge une réduction de 50 pour cent du droit de sortie sur les laines, et pour ne pas lui demander en revanche de cette condition des équivalens que par tel ou tel motif il ne pourrait pas accorder, on aban-

1844 donnait à elle même la proposition de ces équivalens, en se bornant à indiquer une série d'articles pour lesquels un dégrèvement serait agréable au Zollverein. En informant M. le comte Goblet, sous la date du 21 octobre 1843, que le gouvernement prussien était prêt à admettre une réduction sur les laines comme une des bases des négociations, le baron d'Arnim l'invita à rouvrir celles-ci sans délai.

Dans la réponse du 31 octobre, M. le plénipotentiaire belge déclara à ce sujet „que son gouvernement se plaisait à considérer l'avis qui lui avait été donné comme un acheminement à la levée des obstacles qui avaient arrêté jusque-là la négociation, mais que le conseil ne saurait se résoudre à entrer dans la discussion des questions qui se rattachent à la conclusion d'un traité aussi longtems que le gouvernement prussien n'aurait pas fait connaître qu'une résolution favorable avait été prise relativement à la question des fers."

Il a déjà été donné à entendre plus haut que l'union ne se trouverait dans la possibilité d'accorder quelques avantages aux fers belges que tout au plus si elle se décidait à augmenter les droits d'entrée sur les fers étrangers en général. Quoique même dans ce cas il n'eût jamais été admissible d'exempter *entièrement* les fers belges d'une telle mesure générale, on aurait peut-être pu, dans certaines limites, les frapper d'une augmentation *moins* forte des droits d'entrée. Le congrès douanier de l'année passée s'était non seulement occupé do la question principale, mais aussi des modalités d'une mesure éventuelle en faveur de la Belgique et des équivalens que celle-ci devrait accorder. Mais la question principale n'avait point été décidée, et ne put pas même être résolue pendant les premiers mois de l'année courante.

La Prusse persistait à supposer au gouvernement belge des dispositions assez conciliantes pour croire que, voyant l'impossibilité où se trouvait le Zollverein de lui faire des concessions pour ses fers, is ne ferait plus de ces dernières une condition *sine quâ non* de la négociation. Néanmoins, il semblait nécessaire d'éclaireir enfin définitivement la question de savoir si la conclusion d'un traité de commerce et de navigation entre l'union douanière et la Belgique était encore possible. A cet effet, le baron d'Arnim s'adressa de nouveau au comte Goblet, sous la date du 4 mars dernier, et l'invita itérativement

à rouvrir la négociation. Dans sa réponse du 18 du même 1844
mois, le plenipotentiaire belge déclara: „Que le cabinet de Bruxelles ne pourrait s'engager dans cette voie qu'au tant qu'il aurait au préalable reçu l'assurance que rien ne s'opposait à ce que le traité éventuel à conclure contînt la garantie que les fontes et les fers belges seraient exceptés de tout droit nouveau ou de toute élévation des droits existans qui pourraient être établis à l'entrée des états du Zollverein."

Cette déclaration a dû mettre un terme à tous les efforts que jusque-là le gouvernement prussien avait faits au nom des autres membres de l'union. A la vérité, la question de l'imposition future des fers à l'entrée du Zollverein avait été, dans l'intervalle, résolue d'une manière qui lui aurait permis d'accorder quelques avantages aux fers belges. Mais la condition énoncée dans l'office du 18 mars est tellement exorbitante, que même les compensations les plus importantes ne pourraient jamais décider les gouvernemens de l'union à l'admettre. En effet, le gouvernement belge, qui protège lui-même ses fers aussi à l'égard de l'Allemagne par un droit d'entrée de 5 fr. 100 kil. sur les fontes, répond bien peu à l'équité et aux égards auxquels on aurait dû s'attendre de sa part pour plusieurs états du Zollverein qui, par rapport au triste état de leurs forges, se trouvent dans une situation analogue à la sienne, en demandant au Zollverein de laisser entrer les fontes belges sans aucun droit de douane, et de ne pas augmenter pour son fer en barres un impôt qui dépasse à peine la moitié de celui de 12 fr. 70 c. dont cet article est grevé en Belgique.

Le gouvernement prussien et les autres états de l'union doivent donc considérer la négociation comme épuisée, Mais ils ont l'intime conviction, et tout ce qui précéde la justifie suffisamment, que ce n'est pas eux qui ont été en défant pour amener une entente conforme aux intérêts des deux parties, mais que le gouvernement belge, de même qu'il s'était vu forcé à abandonner les propositions qu'il avait faites lui-même pour un traité de navigation avec la Prusse, a également rencontré pendant la négociation avec le Zollverein, qu'il avait commencée de bonne foi, des difficultés inséparables du système commercial vers lequel il tend, et qui ont exercé une influence de plus en plus décisive sur la marche et l'issue de cette négociation.

1844 Le Zollverein ne peut voir qu'avec un vif regret un pareil résultat des efforts de plusieurs années. Ce n'est pas qu'il se voie trompé dans l'attente de quelques avantages commerciaux, Mais il espérait trouver dans le traité projeté la preuve que le gouvernement belge attache du prix á ses relations commerciales avec l'Allemagne, et sous ce rapport il à été encore plus péniblement affecté par une nesure qui a une portée plus significative que le refus d'un traité de commerce, en ce qu'elle est une véritable hostilité commerciale.

Par l'arrêté du 28 août 1842, S. M. le roi des Belges avait provisoirement assimilé jusqu'au 1er Juillet 1843 les vins et soieries d'Allemagne à ceux de France. Cette assimilation fut prolongée par l'arrêté du 27 juin 1843 jusqu'au 1er novembre de la même année, et par celui du 3 novembre 1843 jusqu'au 31 mars 1844. Mais les représentations du gouvernement prussien n'ont pas réussi à la faire prolonger au-delà de ce terme. Elle est expirée le 1er avril de cette année, et le Zollverein est, à l'égard de la Belgique, replacé dans la position où il se trouvait lors de la conclusion de la convention du 16 juillet 1842 entre la Belgique et la France. Et quelle avait été cette position? L'Allemagne était vivement blessée par la Belgique dans ce qui concernait leurs rapports réciproques de commerce et de voisinage.

Par la convention avec la France, le gouvernement belge avait adopté les droits prohibitifs du tarif français sur les fils et tissus de lin à l'égard de tous les pays, à l'exception de la France, pour laquelle il conservait les positions moins élevées de son propre tarif, et il avait même contracté l'obligation de prohiber le transit des toiles étrangères par le territoire belge vers la France. De cette manière, il avait non seulement placé l'importation linière de l'Allemagne en Belgique en désavantage à l'égard de celle de la France, mais il s'était en même tems prêté à avancer, quant aux fils et tissus de lin, le système prohibitif de la France, qui pèse déjà sur l'Allemagne jusqu'à la frontière germano-belge. Par la même convention, la Belgique accordait encore des facultés aux vins et aux tissus de soie de France, sans compensations et seulement pour être exempte de l'ordonnance linière du 26 juin 1842. On n'a pas besoin de prouver que la position de plus en plus défavorable qui résultait de cette convention pour les fils et tissus de lin allemands sans

être provoquée par aucune mesure du Zollverein, était 1844
de nature à blesser vivement celui-ci.

Voici en quels termes un ministre belge l'a explicitement reconnu, quoique avec beaucoup de réserve, lorsqu'au mois de décembre dernier le gouvernement fut attaqué à la chambre des représentans sur la prolongation de l'arrêté du 22 août: „Nousavons, dit-il, accordé ces avantages à l'Allemagne par l'arrêté royal du 28 août 1842, qui depuis a été renouvelé deux fois. Je demanderai à l'honorable préopinant quel *acte d'hostilité l'Allemagne* avait posé contre nous à cette époque? Avait-elle changé son tarif à notre désavantage? Non. A cette époque il n'y avait eu aucun changement dans son tarif des douanes, Cependant, par la convention du 16 juillet, *nous étions venus changer notre statu quo* vis-à-vis de l'Allemagne. Nous *avions*, en vertu de cette convention, transporté sur la frontière germano-belge le tarif quasi prohibitif de la France à l'égard de l'industrie linière. Nous avons provisoirement accordé les mêmes avantages à l'Allemagne; nous les avons accordés dans l'attente des résultats des négociations ouvertes avec ce pays. Nous les avons aussi accordés parce que nous venions de changer le *statu quo* de notre tarif contre l'industrie linière de l'Allemagne. Et, messieurs, il y a plus: la convention du 16 juillet est un acte tout nouveau dans la diplomatie commerciale; c'est la première convention par laquelle la Belgique nouvelle, le gouvernement de la Belgique indépendante faisait une convention de droits différentiels avec un autre état. Il importait, messieurs, d'enlever, ne fût-ce même que momentanement, à cet acte ce qu'il aurait pu avoir *d'hostile* à d'autres pays."

En effet, les états de l'union pouvaient et devaient considérer la convention avec la France comme une grave lésion de leurs intérêts, *comme une véritable hostilité commerciale*, contre laquelle, *d'après leur législation douanière, ils auraient dû recourir à des représailles.* Or, pour celles-ci, le fer belge se présentait en première ligne. Le gouvernement prussien avait donc à peine appris la conclusion de la convention du 16 juillet, que, *avant même qu'elle ne fût ratifiée*, il fit faire à Bruxelles les représentations les plus pressantes en déclarant en même tems que, si l'on n'y faisait pas droit, il ne resterait au Zollverein que de répondre aux mesures si préjudiciables aux fils et tissus de lin allemands „par des

1844 représailles sur les fers de la Belgique. On se réfère ici aux négociations qui ont eu lieu à ce sujet. ELLES N'ETAIENT QUE VERBALES ET CONFIDENTIELLES, mais la Prusse ne les croyait pour cela pas moins obligatoires. Elles eurent le résultat, que la Prusse consentit à s'abstenir de représailles contre les fers belges, mais qu'en revanche le gouvernement belge s'ENGAGEA à étendre sans délai aux vins et soieries d'Allemagne les concessions que la convention avaient stipulées pour ceux de la France. LE CABINET DE BRUXELLES CONNAIT PARFAITEMENT L'INFLUENCE QUE CES ARRANGEMENS CONFIDENTIELS ONT EUE SUR LA LOI DU 6 AOUT, QUI APPROUVE LA CONVENTION DU 16 JUILLET," et qui, dans son article II porte, que „le roi, *dans l'intérêt du pays*, pourra étendre à d'autres états les réductions stipulées par l'article 2 de la dite convention."

Le gouvernement belge remplit son engagement par l'arrêté du 28 août, et quoique celui-ci n'ordonnât que *provisoirement* et *en attendant le résultat des négociations* ouvertes avec l'Allemagne l'application des réductions résultant de l'article 6 de l'arrêté royal du 12 août courant aux vins et soieries de provenance allemande, le gouvernement prussien, „par égard pour la situation de celui de Belgique, ne crut pas devoir relever cette déviation de ce qui avait été convenu."

Le véritable état de la question dont il s'agit ne pouvait donc point échapper au cabinet de Bruxelles. Aussi le ministre qui avait alors le portefeuille des affaires étrangères les appréciait-il bien dans le passage suivant d'un discours, qui, dans son ensemble, il est vrai, avait le but de représenter les dispositions de l'arrêté comme dépendantes du résultat des négociations. „L'honorable M. Desmet, dit le ministre belge, a parlé de l'industrie métallurgique, il a exprimé le regret qu'elle n'eût pas fait l'objet de compensations aux avantages que l'arrêté du 28 août concède à l'Allemagne. Mais, messieurs, je vous le demande, *dans l'intérêt de cette industrie même, n'était-il pas à craindre*, si nous avions laissé l'Allemagne, sans y être obligé, sous le coup d'une mesure exceptionnelle, *qu'elle ne fût amenée, de son côté, à prendre aussi une mesure exceptionnelle contre nos fontes, nos fers, etc.?* Alors, au lieu de procurer à l'industrie métallurgique le soulagement que l'honorable M. Desmet voudrait lui procurer et que je cherche comme lui, *nous eussions été la cause des rigueurs* qui auraient

hâté la ruine de cette industrie si importante et si pré- 1844
cieuse pour le pays."

Le gouvernement belge ne croira certainement pas s'être imposé un sacrifice quelque peu important par les concessions qu'accordait l'arrêté du 28 août. Aussi la Prusse ne se fit-elle aucune illusion sur la portée matérielle des avantages qu'elle venait d'obtenir pour les vins et soieries d'Allemagne. Ce point a déjà été plus longuement traité dans une autre partie de ce mémoire. Mais on croyait devoir quelques égards à la situation difficile dans laquelle la Belgique s'était placée par la convention avec la France, et c'est ce motif seul qui détermina le Zollverein à s'abstenir de mesures d'ailleurs parfaitement justifiées, mais dirigées contre l'industrie belge, et à se contenter d'une concession qui lui donnait du moins une espèce de satisfaction morale, en prouvant publiquement que le gouvernement belge ne voulait pas exclusivement favoriser l'un de ses voisins, mais conserver également un caractère amical à ses relations commerciales avec l'Allemagne. Sous ce dernier rapport, le Zollverein vit avec beaucoup de regret que le gouvernement belge commençait à se prêter plus difficilement à la prolongation de l'arrêté du 18 août, qu'il voulait la faire dépendre de conditions nouvelles, et surtout de la conclusion du traité, à laquelle cependant il mettait lui-même des obstacles par des prétentions exagérées; enfin, que l'envoyé de Prusse à Bruxelles s'était vu forcé de faire précéder le dernier arrêté de prolongation, du 5 novembre de l'année passée, d'un office en date du 21 octobre, qui rappelait sérieusement l'éventualité de représailles, dans le cas où les concessions en question seraient retirées.

Cette circonstance fournit aux états de l'union l'occasion de délibérer sur ce qu'ils auraient à faire si le gouvernement belge se décidait effectivement à faire cesser les conditions qui seules avaient engagé le Zollverein à ne pas répondre par des mesures analogues au tort qu'on lui avait fait. Le résultat de cette délibération a été la décision unanime que voici:

Les fontes de fer de toute espèce, ainsi que les autres espèces de fer désignées sub litterâ A de la position B de la seconde partie du tarif de l'association, si elles entrent de la Belgique par terre ou par le Rhin dans le territoire de l'union, paieront pour le moment un droit exceptionnel de 5 silbergros par quintal; de même, le

1844 fer en barres, ainsi que les autres espèces de fer et d'acier classifiées au même endroit du tarif de l'union sub litterâ B, si elles entrent par les mêmes voies dans le Zollverein, seront assujetties à une augmentation du droit d'entrée d'un demi thaler par quintal; enfin, dès que l'augmentation générale, déjà arrêtée du droit d'entrée sur les articles, sera mise à exécution, ils paieront à leur entrée en Belgique, par terre et sur le Rhin, 50 p. c. de droits de plus."

En remplissant le pénible devoir d'informer le gouvernement belge d'une décision à laquelle l'union douanière s'est vue forcée par les circonstances, il ne reste au cabinet de Berlin „qu'à exprimer son vif et sincère désir que celui de Bruxelles veuille bientôt mettre le Zollverein en état de révoquer une mesure à laquelle il ne s'est décidé qu'avec beaucoup de regrets."

19.

Exposé du Ministre des affaires étrangères des Pays-Bas sur la position où se trouve le Duché de Limbourg vis à vis de la confédération germanique et du royaume des Pays-Bas. Présenté aux Etats généraux au mois de Mars 1844.

(Journal de la Haye. 1844. Mars.)

On ne saurait nier, Nobles et Puissans Seigneurs, que la position du Limbourg ne se présente sous deux aspects de nature différente, mais cela ne détruit en aucune manière les obligations de cette province à l'égard du royaume des Pays-Bas. Ces obligations ne doivent céder aux devoirs envers la Confédération, que lorsqu'il y a conflit entre eux, ou lorsqu'il auraient pour résultat d'imposer une double charge au duché.

En effet, la loi fondamentale de 1840 a réuni le duché de Limbourg comme partie intégrante, comme province au royaume des Pays-Bas, sous réserve toutefois des rapports de ce duché avec la Confédération germanique. De ces rapports sont cependant exceptés plus

spécialement les forteresses de Maestricht et de Venloo, 1844
ainsi que leurs rayons stratégiques.

Par suite de cette incorporation, et depuis ce moment, le Limbourg est placé complètement sous le régime de la loi fondamentale et de la législation des Pays-Bas. Toutes les lois, tous les arrêtés obligatoires pour la Néerlande, le sont également pour le Limbourg. Des représentans de cette province siègent dans l'assemblée des représentans du royaume. Le royaume supporte toutes les charges et jouit de tous les bénéfices du Limbourg, qui participe à son tour à tous les avantages du royaume. Mais précisément pour cela, il ne peut réclamer aucun privilège, surtout pas en matière d'impôts, sur les autres provinces du royaume. L'article 196 de la loi fondamentale le défend expressément.

Dans la 16e séance de la Diète de Francfort, tenue le 16 août 1839, l'envoyé des Pays-Bas donna connaissance que le Roi avait réussi à terminer les négociations précédemment entamées avec les agnats de la maison d'Orange-Nassau, pour régler les intérêts de famille sur les nouvelles bases devenues nécessaires à la suite du traité de Londres, en date du 19 avril de la même année. Le ministre des Pays-Pas ajouta que le Roi était disposé à entrer, pour ce qui regardait le duché de Limbourg, tel que le traité l'avait composé dans la Confédération germanique, sous la réserve que le duché serait régi par la même constitution et soumis au même régime que le royaume des Pays-Pas, mais en même tems sous la promesse que cette circonstance n'entraverait en rien l'application à ce duché de la constitution fédérale.

Cette communication de l'envoyé des Pays-Bas fut acceptée le 5 septembre 1839, dans la 19e session, et la Diète chargea la direction de la chancellerie fédérale des dispositions tendant à régler cette affaire.

En accepant la communication susdite, l'assemblée de la Diète fit connaître qu'elle trouvait dans la déclaration du Roi, d'après laquelle il ne serait pas porté préjudice à l'application des lois de la Confédération germanique, la garantie la plus forte, que S. M. saurait dans sa sagesse, établir des mesures propres à préveuir les inconvéniens (*Unzukömmlichkeiten*) qui pourraient sans cela résulter des doubles rapports où le duché allait être placé.

1844 Quelle pouvait être l'intention du Roi, en faisant entrer le Limbourg, comme partie intégrante, dans la Confédération germanique, tout en se réservant, en même tems, de soumettre d'abord cette province à la même constitution et au même régime que les autres parties du royaume? Le Roi connaissait l'acte fédéral, et si cet acte eût etabli un régime intérieur et administratif sur les états de la Confédéraiion, la demande d'incorporer le Limbourg dans cette Confédération eût été, de la part de S. M., une atteinte qu'elle même eût portée à ses prérogatives souveraines, une espèce de renonciation à son pouvoir, une anomalie avec la réserve de gouverner cette même province d'après la constitution et la législation des Pays-Bas.

Mais l'acte fédéral de 1815 lui-même prouve évidemment qu'il ne pouvait pas en être ainsi. Cet acte determinant le pouvoir de la Confédératien sur les états qui en font partie, exclut en même tems toute intervention dans les affaires administratives et financières de ces états. Déjà le préambule de l'acte nous apprend que les princes souverains et villes libres de l'Allemagne, animés du désir commun de mettre à exécution l'article VI du traité de Paris du 30 mai 1814, ont voulu former une union solide et durable pour la sûreté et l'independance de l'Allemagne, et pour l'équilibre de l'Europe.

L'union est par conséquent une association de princes et d'états indépendans, constituant, non pas un empire, non pas un état fédératif, mais une fédération d'états libres. Aucun des princes fédérés n'a donc renoncé à son droit de souveraineté, et la prérogative du Roi des Pays-Bas de proposer un impôt aux Etats-genéraux, et de le mettre à exécution dans tout le royaume dès que la proposition a reçu force de loi, n'est nullement restreinte quant au duché de Limbourg, quel que soit l'aspect sous lequel on envisage la position de cette province.

Il ne saurait également y avoir de crainte de voir le Limbourg soumis à une double charge en matière d'impôts, puisqu'il suffit de se rappeler qui la Confédération germanique n'est pas compétente pour exercer cette espèce de droit de souveraineté dans les états de l'union, d'où il résulte que le Limbourg ne peut jamais, sous ce rapport, être obligé de supporter une double

charge, et que tout conflit entre les droits de la Confé- 1844
dération et ceux du Roi devient impossible.

Le sujet qui nous occupe se prêterait au besoin à de longs développemens, et un examen de l'acte fédératif me fournirait des moyens surabondans pour convaincre Vos Nobles Puissances que l'esprit de cet acte exclut toute intervention dans l'administration intérieure des états. Mais il suffira, sans doute, de renvoyer aux différens articles de l'acte final conclu à Vienne, dans lequel l'incompetence de la Confédération, sous ce rapport, est explicitement reconnue.

On a voulu argumenter de l'expression *inconvéniens* (*Unzukömmlichkeiten*) et y trouver une garantie contre l'application d'une mesure pareille à celle qui résulte de la loi de l'impôt dont il s'agit. Mais cette expression n'a été entendue de notre part que comme faisant allusion aux difficultés qui seraient à craindre, plus spécialement dans le cas où le contingent militaire des Pays-Bas à l'armée de la Confédération ne restât pas sur un pied séparé de l'armée du royaume. Mais Vos Nobles Puissances auront vu par les réponses du ministère de la guerre aux observations des sections sur le budget de 1844, qu'à cet égard il a été satisfait à toutes les exigences; qu'il n'y existe sous ce rapport aucun motif de plainte de la part des habitans du Limbourg, aucun conflit entre les rapports de différente nature qui règlent la situation de ce duché.

Il serait également difficile de soutenir que les inconvéniens dont il s'agit dans la réponse de la Diète pussent trouver leur source dans les intérêts financiers du duché. Il est vrai que les assemblées d'états des différens pays compris dans la Confédération n'ont pas la faculté de refuser les fonds pour les subsides matriculaires de la Confédération, mais je ferai observer aussi que c'est le trésor du royaume qui fait face à cette dépense du Limbourg, en même tems qu'il pourvoit aux fonds formant la quote-part du Limbourg dans les frais nécessaires pour la construction de deux places fortes allemandes, et sans que ces deux objets donnent lieu à un compte séparé à charge du Limbourg.

Enfin, on a prétendu que si le Limbourg formait une partie intégrante des Pays-Bas, il en résulterait que les rapports de ce duché avec la Confédération affecteraient tout le royaume. Une semblable consequence est si loin

1844 du véritable état des choses, si peu possible, que l'influence de la Confédération ne s'étend même pas aux places de Maestricht et de Venloo, lesquelles, y compris leurs rayons, sont restées exclusivement hollandaises en vertu du traité du 19 avril 1839. Ou bien, prétendrait-on peut-être que cette exception confirme précisément la règle, et que l'on n'a eu en vue que de soustraire ces deux villes à une influence qui s'étend sur le reste du royaume? Loin de là, Nobles et Puissans Seigneurs, on a voulu dégager ces deux places du lien qui devait unir le Limbourg à la Confédération, pour les placer dans la même position tout-à-fait independante où se trouvait et où devait rester le royaume des Pays-Bas.

On a prétendu encore que le Limbourg était bien tenu de contribuer aux frais ordinaires de l'état dont il fait partie, et aux avantages duquel il participe, mais que cette province doit rester étrangère à l'acquittement de dettes et charges antérieures, et qu'il serait contraire à tous les principes d'équité de soumettre le Limbourg à un impôt sur les possessions, destiné à éteindre de semblables dettes.

Certes, si une pareille prétention était fondée, le Limbourg se trouverait dans une position exceptionnelle extrêmement favorable, qui exciterait la jalousie de toutes les autres provinces du royaume, mais qui porterait trop ouvertement atteinte à l'équité pour pouvoir jamais être admise.

Depuis l'origine du royaume des Pays-Bas, le Limbourg en a fait partie intégrante, participant aux charges du royaume, aussi bien à celles existantes avant qu'à celles créées depuis son érection. L'acroissemert de la dette depuis 1839 tombe également et proportionellement à charge du Limbourg. Si le traité du 19 avril eût cédé cette province à la Belgique, la part contributive de la Belgique dans les dettes du royaume des Pays-Bas aurait aussi été augmentée proportionnellement. Pour pouvoir soutenir le contraire, on devrait réclamer en même tems que le Limbourg fût séparé des Pays-Bas, régi par une constitution et soumis à une administration séparées.

Mais le gouvernement a prouvé, Nobles et Puissans Seigneurs, que la situation du Limbourg continue à faire l'objet constant de sa sollicitude et de ses soins.

On n'y à pas encore introduit la loi du 11 janvier 1844
1814 sur le droit de chasse, parce qu'on espère pouvoir présenter bientôt une nouvelle loi sur cette matière.

Le Limbourg n'a pas été soumis non plus, jusqu'ici, aux dispositions sur la garde communale; à cet égard aussi le gouvernement s'occupe d'un nouveau projet de loi. L'introduction du systême de poids et mesures hollandais s'y fait graduellement et avec prudence. Enfin, la législalation sur l'organisation et les attributions des administrations communales n'a également pas été mise encore sur le même pied dans le Limbourg que dans les autres provinces.

Mais aussi sons le rapport des intérêts matériels, le gouvernement fait preuve de son désir sincère de favoriser les intérêts du Limbourg. Le gouvernement a voulu doter cette province d'un chemin de fer, et ce n'est pas sa faute si ses voeux à cet égard ne se sont pas réalisés. Le gouvernement a demandé à Vos Nobles Puissances une somme considérable pour la construction d'une chaussée traversant toute la province. Contrairement à ce qui se partique à cet égard dans d'autres provinces, le gouvernement s'impose encore, par rapport au Limbourg, le sacrifice de prendre à sa charge une partie des frais reclamés pour la défense des bords de la Meuse.

Je me résume, Nobles eu Puissans Seigneurs. Le Limbourg fait partie du royaume des Pays-Bas. Il participe ainsi à tous les avantages de l'union, et supporte sa part dans les charges qui en sont inséparables. La position exceptionelle du duché, résultant de ses rapports avec la Confédération germanique, n'existe que pour les objets à l'égard desquels les lois et institutions de la Confédération comme telle, pourraient être en opposition avec la legislation des Pays-Bas. Dans ce cas seul, celle-ci doit rester sans application au Limbourg et céder aux lois de la Confédération, tandis qu'il resulte précisément de ces mêmes lois que l'administration intérieure et domestique du Limbourg appartient exclusivement à la Néerlande.

20.

Traité de Commerce et de Navigation entre la Grande-Bretagne et le Grandduché d'Oldenbourg. Conclu et signé à Londres, le 4 avril 1844.

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, on the one part, and His Royal Highness the Grand Duke of Oldenburg, on the other part, being equally animated by the desire of extending the commercial relations between their respective dominions, have agreed for this purpose to conclude a Traity of Commerce and Navigation, and have named as their respective Plenipotentiairies, that is to say:

Her Majesty the queen of the United Kingdom of great Britain and Ireland, etc. etc.

Lord Aberdeen and Sir William Ewart Gladstone;

And His Royal Highness the Grand Duke of Oldenburg, etc. etc.

Sir Henry Fr. Tiarks,

Who, after having communicated to each other their respective full, powers found in good and due form, have agreed upon and concluded the following Articles:

Art. 1. From and after the date of the exchange of the ratifications of the present Treaty, Britisch vessels arriving at, remaining in, or departing from, the ports of the Grand Duchy of Oldenburg, and vessels of the Grand Duchy of Oldenburg arriving at, remaining

1844

20.

Handels- und Schifffahrtsvertrag zwischen Grossbritannien und dem Grossherzogthum Oldenburg. Abgeschlossen zu London am 4. April 1844.

(Oldenburgische Anzeigen 1844. Nro 58 v. 14. Mai.)

Ihre Majestät die Königin des vereinigten Königreichs von Grossbritannien und Irland einer Seits, und Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von Oldenburg anderer Seits, gleicherweise von dem Wunsche beseelt, die Handelsbeziehungen zwischen Ihren resp. Landen auszudehnen, sind zu diesem Zwecke übereingekommen, einen Handels- und Schifffahrts-Vertrag abzuschliessen, und haben als Ihre resp. Bevollmächtigten ernannt, nämlich:

Ihre Majestät die Königin des vereinigten Königreichs von Gross-Britannien und Irland, den sehr Ehrenwerthen, Georg Grafen von Aberdeen, Vicomte Gordon, Vicomte Formatine, Lord Haddo, Methlick, Tarvis und Kellie, Pair des vereinigten Königreichs, Mitglied Ihrer Majestät Höchst Ehrenwerthen Geheimen Raths, Ritter des Sehr alten und Sehr edlen Ordens der Diestel, und Ihrer Majestät Ersten Staatssecretair für die auswärtigen Angelegenheiten; — und den Sehr Ehrenwerthen Wilhelm Ewart Gladstone, Mitglied Ihrer Majestät Höchst-Ehrenwerthen Geheimen Raths, Mitglied des Parlaments und Präsident der Commission des Geheimen Raths für die Angelegenheiten des Handels und der auswärtigen Niederlassungen;

Und Se. Königliche Hoheit der Grossherzog von Oldenburg Herrn Heinrich Friedrich Tiarks, Kleinkreuz des Oldenburgischen Haus- und Verdienst-Ordens, Sr. Königlichen Hoheit Geschäftsträger; welche, nachdem sie sich gegenseitig ihre betreffenden Vollmachten, welche in guter und gehöriger Form befunden worden, mitgetheilt, die folgenden Artikel vereinbart und abgeschlossen haben:

Art. 1. Von und nach dem Tage des Austausches der Ratificationen des gegenwärtigen Vertrages, sollen Britische Schiffe, welche in Häfen des Grossherzogthums Oldenburg ankommen, darin verweilen oder daraus abgehen, und Schiffe des Grossherzogthums Oldenburg,

1844 in, or departing from, the ports of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, or of Her Britannic Majesty's possessions abroad, shall be subject to no other or higher dues or charges, of whatsoever nature they may be, than those which are now, or shall hereafter be imposed upon national vessels, on their arrival at, during their remaining in, or on their departure from such ports.

Art. 2. 1. All articles of the growth, produce, or manufacture of the dominions of His Royal Highness the Grand Duke of Oldenburg, which are or shall be permitted to be exported from the ports of Oldenburg, in vessels of Oldenburg, shall likewise be permitted to be exported from those ports in British vessels, either to the ports of the United Kingdom or of Her Britannic Majesty's possessions abroad, or to the ports of any other foreign country.

2. All articles of the growth, produce, or manufacture of the dominions of Her Britannic Majesty, which are or shall be permitted to be exported from the ports of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, or of Her Britannic Majesty's possessions abroad, in British vessels, shall likewise be permitted to be exported from those ports in vessels of Oldenburg, either to the ports of Oldenburg, or the ports of any other foreign country.

3. All articles of the growth, produce, or manufacture of the dominions of His Royal Highness the Grand Duke of Oldenburg, which are or shall be permitted to be imported in British vessels, from the ports of Oldenburg, or from the ports of any other foreign country, into the ports of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, or from the ports of Oldenburg, into the ports of Her Britannic Majesty's possessions abroad, shall likewise be permitted to be imported in vessels of Oldenburg.

4. All articles of the growth, produce, or manufacture of the dominions of Her Britannic Majesty, which are or shall be permitted to be imported into the ports of Oldenburg in vessels of Oldenburg, shall likewise be permitted to be imported into those ports in British vessels, either from the ports of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, or Her Britannic Majesty's possessions abroad, or from the ports of any other foreign country.

welche in Häfen des vereinigten Königreichs von Gross- 1844
Britannien und Irland oder Ihrer Majestät auswärtigen Besitzungen ankommen, darin verweilen oder daraus abgehen, keinen andern oder höhern Abgaben oder Lasten, welcher Art sie sein mögen, unterworfen sein, als diejenigen, welche jetzt gelegt sind, oder demnächst gelegt werden auf einheimische Schiffe, bei ihrer Ankunft während ihres Verbleibens, oder bei ihrem Abgang in oder aus solchen Häfen.

Art. 2. 1. Alle Erzeugnisse, Producte und Manufacturen der Gebiete Sr. Königlichen Hoheit des Grossherzogs, deren Ausfuhr aus den Häfen von Oldenburg in Oldenburgischen Schiffen erlaubt ist oder sein wird, dürfen gleichfalls aus diesen Häfen in Britischen Schiffen ausgeführt werden, sei es nach den Häfen des vereinigten Königreichs oder Ihrer Majestät auswärtigen Besitzungen, irgend eines andern fremden Landes.

2. Alle Erzeugnisse, Producte oder Manufacturen der Gebiete Ihrer Britannischen Majestät, deren Ausfuhr aus den Häfen des vereinigten Königreichs von Grossbritannien und Irland oder Ihrer Majestät auswärtigen Besitzungen in Britischen Schiffen erlaubt ist oder sein wird, dürfen gleichfalls aus diesen Häfen in Oldenburgischen Schiffen ausgeführt werden, sei es nach den Häfen von Oldenburg, oder nach den Häfen irgend eines andern fremden Landes.

3. Alle Erzeugnisse, Producte oder Manufacturen der Gebiete Sr. Königlichen Hoheit des Grossherzogs von Oldenburg, deren Einfuhr in Britischen Schiffen aus den Oldenburgischen Häfen irgend eines andern fremden Landes nach den Häfen des vereinigten Königreichs von Gross-Britannien und Irland, oder aus den Oldenburgischen Häfen nach den Häfen Ihrer Majestät auswärtigen Besitzungen erlaubt ist oder sein wird, dürfen gleichfalls in Oldenburgischen Schiffen eingeführt werden.

4. Alle Erzeugnisse, Producte oder Manufacturen der Gebiete Ihrer Britannischen Majestät, deren Einfuhr in die Häfen von Oldenburg in Oldenburgischen Schiffen erlaubt ist oder sein wird, dürfen gleichfalls in diese Häfen in Britischen Schiffen eingeführt werden, sei es aus den Häfen des vereinigten Königreichs von Gross-Britannien und Irland, oder Ihrer Majestät auswärtigen Besitzungen, oder aus den Häfen irgend eines andern fremden Landes.

1844 Art. 3. All articles whatsoever, which can be legally imported into the ports of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, or of Her Britannic Majesty's possessions abroad, in vessels of Oldenburg, or into the ports of Oldenburg, in British vessels, shall on their importation, be subject to the same duties of importation, dues, and charges, and be entitled to the same bounties, drawbacks, and allowances, whether such articles be imported in vessels of the one or of the other country.

Art. 4. All articles whatsoever which can legally be exported from the ports of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, or of Her Britannic Majesty's possessions abroad, in vessels of Oldenburg, or from the ports of Oldenburg, in British vessels, shall, on their exportation, be subject to the same duties of exportation, dues, and charges, and be entitled to the same bounties, drawbacks, and allowances, whether such articles be exported in vessels of the one or of the other country.

Art. 5. In consideration of British vessels, together with their cargoes, being by the laws of Oldenburg admitted to entry in the ports of Oldenburg, when coming from the ports of all countries; and in consideration of British trade and navigation with Oldenburg being placed upon the footing of the most favoured nation; having regard also to the facility which the application of steam power to inland navigation affords for the cenveyance of produce and merchandise of all kinds up and down rivers, and to the new opening which may by these means be given to the trade and navigation between the United Kingdom and Her Britannic Majesty's possessions abroad, on the one hand, and the Grand Duchy of Oldenburg on the other, it is agreed that vessels of Oldenburg, together with their cargoes, consisting of all such goods as for the time being may or can be legally imported into the United Kingdom and Her Britannic Majesty's possessions abroad by the said vessels, from any port of Oldenburg, shall, when coming from the ports of the Elbe, the Ems, the Weser, or the Meuse, or any other navigable river between the Elbe and the Meuse, be admitted into the ports of the United Kingdom and of Her Britannic Majesty's possessions abroad, on the same terms as if the ports from which such vessels may

Art. 3. Alle und jede Artikel, welche gesetzlich in 1844
die Häfen des vereinigten Königreichs von Gross-Britannien und Irland, oder Ihrer Majestät auswärtigen Besitzungen in Oldenburgischen Schiffen, oder in die Häfen von Oldenburg in Britischen Schiffen eingeführt werden können, sollen bei ihrer Einfuhr denselben Einfuhrzöllen, Abgaben und Lasten unterworfen sein, und zu denselben Prämien, Rückzöllen und Vergünstigungen berechtigt sein, gleichviel ob solche Artikel in den Schiffen des einen oder des andern Landes eingeführt werden.

Art. 4. Alle und jede Artikel, welche gesetzlich aus den Häfen des vereinigten Königreichs von Gross-Britannien und Irland, oder Ihrer Majestät auswärtigen Besitzungen, in Oldenburgischen, oder aus den Häfen von Oldenburg in Britischen Schiffen ausgeführt werden können, sollen bei ihrer Ausfuhr denselben Ausfuhrzöllen, Abgaben und Lasten unterworfen sein, und zu denselben Prämien, Rückzöllen und Vergünstigungen berechtigt sein, gleichviel ob solche Artikel in den Schiffen des einen oder des andern Landes ausgeführt werden.

Art. 5. In Betrachtung dass Brittische Schiffe sammt ihren Ladungen, nach den Oldenburgischen Gesetzen zum Eingang in die Häfen von Oldenburg zugelassen werden, wenn sie von den Häfen aller Länder kommen; und in Betrachtung, dass Britischer Handel und Schifffahrt mit Oldenburg auf den Fuss der begünstigtsten Nation gestellt ist; in Berücksichtigung ferner der Erleichterung, welche die Anwendung von Dampfkraft der inländischen Schifffahrt für den Transport von Producten und Waaren aller Art die Flüsse auf und ab gewährt, und der neu geöffneten Wege, welche hiedurch dem Handel und der Schifffahrt zwischen dem vereinigten Königreiche und Ihrer Majestät auswärtigen Besitzungen einer Seits und dem Grossherzogthume Oldenburg anderer Seits dargeboten werden, ist vereinbart worden, dass Oldenburgische Schiffe sammt ihren Ladungen, bestehend in allen solchen Gütern, als zur Zeit in solchen Schiffen gesetzlich nach dem vereinigten Königreiche und Ihrer Majestät auswärtigen Besitzungen aus irgend einem Hafen von Oldenburg eingeführt werden dürfen oder können, sobald sie von den Häfen der Elbe, der Ems, der Weser, oder der Maas, oder irgend einem andern schiffbaren Flusse zwischen der Elbe und Maas kommen, in den Häfen des vereinigten Königreichs und ihrer Britanischen Majestät auswär-

1844 come as aforesaid, were within the dominions of the Grand Duke of Oldenburg; and such vessels schall be permitted to import such goods as aforesaid upon the same terms on which such goods might be imported if coming from the ports of Oldenburg; and also, that such vessels, proceeding from the United Kingdom or Her Britannic Majesty's possessions abroad to the ports aforesaid, shall be treated as if returning to a port of Oldenburg.

And it is hereby agreed, that the privileges granted by the 5th Article of this Treaty, shall continue only so long as British trade and navigation shall continue to enjoy the advantages in consideration of which the said privileges are hereinbefore mentioned to have been conceded.

And further, that the said privileges shall extend and be continued to the vessels of Oldenburg, in respect to the ports referred to in this Article, only so long as British vessels and their cargoes shall, upon their arrival thereat, during their remaining therein, and upon their departure there from, be placed upon the same footing as vessels of Oldenburg.

Art. 6. The present Convention shall be in force until the 1st of January, 1848, and further for the term of six years, provided that neither of the High Contracting Parties shall have given to the other six months' notice that the same shall cease to be in force on the said 1st of January, 1848: and if neither Party shall have given to the other six months' previous notice that the present Convention shall cease on the 1st of January, 1848, then the present Convention shall further remain in force until the 1st of January, 1854, and further until the end of twelve months after either of the High Contracting Parties shall have given notice to the other of its intention to terminate the same, each of the High Contracting Parties reserving to itself the right of giving such notice to the other; and it is hereby agreed between them, that at the expiration of twelve months after such notice shall have been received by either Party from the other, this Convention, and all

wärtigen Besitzungen unter denselben Bedingungen zu- 1844
gelassen werden sollen, als wenn die Häfen, aus denen solche Schiffe wie vorbemerkt kommen mögen, innerhalb des Gebiets des Grossherzogs von Oldenburg befindlich wären; und dass solchen Schiffen soll gestattet sein, solche Güter als vorbemerkt unter denselben Bedingungen einzuführen, unter denen solche Güter würden eingeführt werden, wenn sie aus Oldenburgischen Häfen kämen; und auch, dass solche Schiffe, wenn sie von dem vereinigten Königreiche oder Ihrer Majestät auswärtigen Besitzungen nach den vorbemerkten Häfen ausgehen, behandelt werden sollen, als wenn sie nach einem Oldenburgischen Hafen zurückkehrten.

Und es ist hierdurch vereinbart, dass die durch den 5ten Artikel dieses Vertrags eingeräumten Vorrechte nur so lange dauern sollen, als Britische Schiffe und Britischer Handel und Schifffahrt fortfahren werden, diejenigen Vortheile zu geniessen, in deren Betracht die genannten Vorrechte, wie oben bemerkt, eingeräumt worden sind.

Und ferner, dass die genannten Vorrechte nur so lange, hinsichtlich der in diesem Artikel gedachten Häfen, auf Oldenburgische Schiffe ausgedehnt sein und fortbestehen sollen, als Britische Schiffe und deren Ladungen bei ihrer Ankunft daselbst während ihres Verbleibens darin und bei ihrem Abgange von dort auf denselben Fuss gestellt sind, wie Oldenburgische Schiffe.

Art. 6. Der gegenwärtige Vertrag soll in Kraft bleiben bis zum 1. Januar 1848 und weiter für den Zeitraum von 6 Jahren, sofern keiner der Hohen contrahirenden Theile 6 Monate zuvor dem Andern Anzeige gemacht haben wird, dass der Vertrag am 1. Januar 1848 ausser Kraft treten solle; und wenn kein Theil dem Andern sechs Monat zuvor Anzeige gemacht haben wird, dass der gegenwärtige Vertrag am 1. Januar 1848 aufhören solle, alsdann soll der gegenwärtige Vertrag in Kraft bleiben bis zum 1. Januar 1854, und weiter bis zum Ablauf von zwölf Monaten, nachdem Einer der Hohen contrahirenden Theile dem Andern Anzeige gethan haben wird von seiner Absicht denselben zu beenden, indem jeder der Hohen contrahirenden Theile sich das Recht vorbehält, eine solche Anzeige zu thun; und es ist hiedurch vereinbart zwischen denselben, dass mit dem Ablauf von 12 Monaten, nachdem ein Theil von dem

1844 the provissions thereof, shall altogether cease and determine.

Art. 7. The present Convention shall be ratified, and the ratification thereof shall be exchanged at London at the expiration of two months, or sooner if possible.

In witness whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the same, and have affixed there to the Seals of their Arms.

Done at London the fourth day of April in the year of our Lord one thousand eight hundred and forty four.

(L. S.) Signé: Aberden. (L. S.) Signé: Tiarks.
(L. S.) Signé: W. Gladstone.

(Les ratifications de ce Traité ont été échangées à Londres le 30 Avril 1844. La publication officielle faite à Oldenbourg est datée du 9 Mai 1844.)

21.

Traité entre le royaume de Hanovre et la ville libre de Hambourg concernant la liberté de navigation sur l'Elbe. Conclu et signé à Drèsden, le 9 Avril 1844.

(Gesetzsamml. für das Königr. Hannover. Jahrg. 1844. 1te Abtheil. Nro 58 v. 28 Decemb. 1844.

Auswechselung der Ratificationen am 20 Novemb. 1844 Königl. Hannoverisches Patent, datirt Hannover den 21 Decemb. 1844, den mit Hamburg wegen der Schifffahrt zwischen Hannover'schen und Hamburg'schen Elbuferplätzen abgeschlossenen Vertrag betreffend, wodurch die freie Schifffahrt von und nach Hamburg den Schiffen beider Staaten zugestanden worden ist, so dass das Harburger Schifferreglement v. 4. August 1788 seine Anwendbarkeit verloren hat.)

Seine Majestät der König von Hannover und der Hohe Senat der freien und Hansestadt Hamburg haben zur Beförderung des Handels und Verkehrs es für angemessen gehalten, die Schifffahrts-Verhältnisse zwischen den beiderseitigen Elbuferplätzen und namentlich zwi-

Andern eine solche Anzeige empfangen haben wird, diese 1844
Uebereinkunft und alle Bestimmungen derselben ganz und völlig wegfallen und aufhören sollen.

Art. 7. Die gegenwärtige Uebereinkunft soll ratificirt und die Ratificationen derselben sollen in London in zwei Monaten, oder wo möglich früher, ausgewechselt werden.

Zur Urkunde dessen haben die respectiven Bevollmächtigten dieselbe unterzeichnet und ihre Siegel beigedrückt.

Gegeben zu London am vierten Tage des April im Jahre unseres Herrn ein tausend achthundert und vier und vierzig.

(L. S.) gez. Aberden. (L. S.) Tiarks.
(L. S.) W. Gladstone.

---

schen den Städten Hamburg und Harburg vertragsmässig festzustellen und zu diesem Zwecke eine Verhandlung eintreten lassen, zu welcher

Seine Majestät der König von Hannover Allerhöchst-Ihren Ober-Steuerrath Dr. Otto Carl Franz Klenze, Ritter des Guelphen Ordens, und

der hohe Senat der freien und Hansestadt Hamburg den Senator Dr. Gustav Heinrich Kirchenpauer bevollmächtigt haben.

Diese Commissarien sind, nach geschehener Auswechselung ihrer in guter und gehöriger Ordnung befundenen Vollmachten, unter Vorbehalt der Allerhöchsten und Hohen Ratificationen, über folgende Bestimmungen einig geworden.

Art. 1. Die freie Schifffahrt von jedem Hannoverschen Elbuferplatze, die Stadt Harburg eingeschlossen, nach jedem Elbuferplatze des Hamburgschen Gebietes, die Stadt Hamburg eingeschlossen, und umgekehrt, ist den Schiffen beider genannten Staaten gegenseitig zugestanden. Behuf dieser Schifffahrt sollen Schiffer des andern Staates an keinem dieser Uferplätze behindert werden, Personen mit ihren Effecten, Wagen und Pferden, so wie Frachtgüter ein und auszuladen.

Art. 2. Die Beförderung von Briefen und Postgütern ist unter der Bestimmung des Artikels 1 nicht begriffen.

Auch auf die zu vorausbestimmten, regelmässig wiederkehrenden Zeitpuncten Statt findende Beförderung

1844 von Personen und deren Gepäcke und Transportmitteln durch Dampfschiffe zwischen Harburg und Hamburg findet der Artikel 1 keine Anwendung.

Die Zulassung eines Dampfschiffes zu diesem Verkehr soll von der jedesmaligen Genehmigung beider contrahirenden Staaten, welche jedoch einer nützlichen Concurrenz nicht versagt werden wird, abhängig seyn.

Ueber die Bedingungen einer solchen Zulassung wollen die contrahirenden Staaten im Voraus allgemeine Grundsätze verabreden. Dieselben werden dabei lediglich den Zweck eines dem Bedürfnisse genügenden, vor Unterbrechung gesicherten und möglichst wohlfeilen Verkehrs zu erreichen und jede Bevorzugung der Unterthanen des einen gegen die des andern Staates zu verhüten streben.

Die Zulassung jener Dampfschiffe soll nur auf Zeit oder Widerruf gestellt und dabei das Recht der beiden contrahirenden Staaten, sich bei eintretendem Bedürfniss über die Zulassung mehrerer oder anderer Dampfschiffe zu vereinigen, jederzeit unbeschränkt vorbehalten werden.

Zur weitern Verhandlung über diesen Gegenstand sollen beiderseitige Commissarien am ersten October d. J. in Hamburg zusammentreten.

Art. 3. Der Transport von Personen und Gütern in Schlitten zwischen Hamburg und Harburg soll in Beziehung auf die freie Concurrenz der beiderseitigen Unterthanen der Schifffahrt gleichgeachtet werden.

Art. 4. Sobald für den Verkehr zwischen Harburg und Altona eine gegenseitig freie Schifffahrt, ohne die im Artikel 2 bemerkten Vorbehalte eingeführt wird, soll jede der jetzt contrahirenden Regierungen berechtigt sein, die dadurch für jenen Verkehr herbeigeführte grössere Freiheit auch für die Schifffahrt zwischen Hamburg und Harburg in Anspruch zu nehmen.

Dieser Vertrag soll binnen drei Monaten ratificirt werden und sofort mit Auswechselung der Ratificationen in Kraft treten.

Dessen zur Urkunde ist derselbe in zwei gleichlautenden Exemplaren ausgefertigt und von den Bevollmächtigten unterzeichnet und besiegelt worden.

So geschehen Dresden, am neunten April eintausend achthundert vier und vierzig.

(L S.) Dr. Otto Carl Franz Klenze.
(L S.) Dr. Gustav Heinrich Kirchenpauer.

22.

Convention entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et le royaume de Würtemberg sur l'abolition mutuelle du droit d'aubaine. Conclue et signée à Berlin, le 10 *Avril* 1844.

Publication officielle faite à Washington.

(Acts and Resolutions passed at the second Session of the 28 Congress of the United States. Washington, 1845 Appendix. 123 sqq.)

By the President of the United States of America.

Proclamation.

Whereas a Convention between the United States of America and his Majesty the King of Wurtemberg, was concluded and signed by their Plenipotentiaries, at Berlin, on the tenth day of April, one thousand eight hundred and forty-four, which Convention, being in the English and German languages, is, word for word, as follows:

Convention for the mutual abolition of the droit d'aubaine and taxes on emigration between the United States of America and his Majesty the King of Wurtemberg.

The United States of America and His Majesty the King of Wurtemberg having resolved, for the advantage of their respective citizens and subjets, to conclude a Convention for the mutual abolition of the droit d'aubaine and taxes on emigration, have named for this

Vertrag über die gegenseitige Aufhebung von Heimfalls-(Fremdling) Recht und Auswanderungs-Steuer zwischen den vereinigten Staaten von Nord-Amerika und Sr. Majestät dem König von Würtemberg.

Nachdem die vereinigten Staaten von Nordamerika und Seine Majestät der König von Würtemberg beschlossen haben; zum Besten d. beiderseitigen Staatsangehörigen einen Vertrag über gegenseitige Aufhebung von Heimfalls (Fremdling) Recht und Auswanderungs-

1844 purpose their respective Plenipotentiairies, namely the President of the United States of America has confered full powers on Henry Wheaton their Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at the Royal Court of Prussia and His Majesty the King of Wurttemberg upon Baron de Maucler, his Captain of the Staff and Chargé d'Affaires at the said court, who after having exchanged their said full powers, found in due and proper form, have agreed to and signed the following articles:

Art.. 1. Every kind of droit d'aubaine, droit de retraite, and droit de détraction or tax on emigration, is, hereby, and shall remain abolished, between the two contracting parties, their States, citizens, and subjects respectively.

Art. 2. Where, on the death of any person holding real property within the territories of one party, such real property would, by the laws of the land, descend on a citizen or subject of the other were he not disqualified by alienage such

Steuern abzuschliessen, so sind dazu von beiden Seiten Bevollmächtigte ernannt worden, nämlich von Seiten des Präsidenten der vereinigten Staaten von Nord-Amerika, Herr Heinrich Wheaton Nordamerikanischer ausserordentlicher Gesandter und bevollmächtigter Minister am Königlich Preussischen Hofe, und von Seiten Seiner Majestät des Königs von Würtemberg, Freiherr v. Maucler, Hauptmann am Generalstaabe und Geschäftsträger Seiner Majestät am Königlich Preussischen Hofe, welche Bevollmächtigte, nach vollzogener Auswechselung ihrer gegenseitig in richtiger und gehöriger Form befundenen Vollmachten, nachstehende Artikel festgesetzt und unterzeichnet haben.

Art. 1. Jede Art von Heimfalls (Fremdling) Recht, Nachsteuer und Abzugsrecht, oder Auswanderungssteuer, ist und bleibt aufgehoben zwischen beiden abschliessenden Theilen, ihren beiderseitigen Staaten und Staats-Angehörigen.

Art. 2. Wenn durch den Tod irgend eines Besitzers von Immobilien oder Grundeigenthum, welche sich auf dem Gebiete des einen der abschliessenden Theile befinden, diese Immobilien oder Grundeigenthum nach den Gesetzen des Landes

citizen or subject shall be allowed a term of two years to sell the same, — which term may be reasonably prolonged, according to circumstances, — and to withdraw the proceeds thereof, without molestation, and exempt from all duties of detraction.

auf einen Staatsangehörigen des anderen Theils übergehen sollten, so wird diesem, wenn er durch seine Eigenschaft als Fremder zum Besitze derselben unfähig ist, ein Aufschub von zwei Jahren gewährt, welcher Termin nach Umständen in angemessener Weise verlängert werden kann, dieselbe zu verkaufen und um den Ertrag davon ohne Anstand, und frei von jeder Abzugssteuer zu beziehen. — 1844

Art. 3. The citizens or subjets of each of the contracting parties shall have power to dispose of their personal property within the States of the other, by testament, donation, or otherwise, and their heirs, legatees, and donees, being citizens or subjets of the other contracting party, shall succeed to their said personal property and may take possession thereof, either by themselves, or by others acting for them, and dispose of the same at their pleasure, paying such duties only as the inhabitants of the country where the said property lies, shall be liable to pay in like cases.

Art. 3. Den Staatsangehörigen eines jeden der abschliessenden Theile, soll in den Staaten des anderen, die Freiheit zustehen, über ihre beweglichen Güter durch Testament, Schenkung oder auf andere Weise zu verfügen, und deren Erben abintestato oder Rechtsnachfolger, durch Testament oder Schenkung sollen, wenn sie Staatsangehörige des anderen der beiden abschliessenden Theile sind, ihnen in dem Besitze ihrer beweglichen Güter folgen, auch in Person sowohl als durch Andere, welche an ihrer Stelle handeln, davon Besitz ergreifen und nach Gutdünken damit schalten können, ohne andere Steuern zu bezahlen, als solche, welchen die Einwohner des Landes, worin sich die genannten Güter befinden, bei gleichem Anlasse unterworfen sind. —

1844 Art. 4. Im case of the absence of the heirs, the same care shall be taken, provisionally, of such real or personal property, as would be taken in a like case of property belonging to the natives of the country until the lawful owner, or the person who has a right to sell the same according to Article 2. may take measures to receive or dispose of the inheritance.

Art. 4. Im Falle der Abwesenheit der Erben, wird man hinsichtlich der erwähnten beweglichen Güter provisorisch ganz dieselbe Sorgfalt anwenden, welche man bei gleichen Anlasse, hinsichtlich der Güter der Eingebornen angewendet hätte, bis der gesetzmässige Eigenthümer oder derjenige, welcher nach Art. 2. das Recht hat, dieselben zu verkaufen, Anordnungen zu treffen für gut finden wird: um die Erbschaft anzutreten oder darüber zu verfügen.—

Art. 5. If any dispute should arise between the different claimants to the same inheritance, they shall be decided, in the last resort, according to the laws, and by the judges of the country where the property is situated.

Art. 5. Wenn sich Streitigkeiten zwischen verschiedenen rechtlichen Anspruch auf die Erbschaft habenden Prätendenten erheben, so werden dieselben in letzter Instanz nach den Gesetzen und von den Richtern des Landes entschieden werden, in welchen das Objekt der Erbschaft sich befindet.

Art. 6. All the stipulations of the present Convention shall be obligatory in respect to property already inherited or bequeathed, but not yet withdrawn from the country where the same is situated at the signature of this Convention.

Art. 6. Sämmtliche in gegenwärtigem Vertrage enthaltenen Bestimmungen, sollen auch in Ansehung solcher Vermögenstheile verbindliche Kraft haben, welche zur Zeit der Unterzeichnung des gegenwärtigen Vertrags bereits angefallen, jedoch noch nicht wirklich exportirt sind.

Art. 7. This Convention is concluded subject to the ratification of the President of the United States of America by and with the advice

Art. 7. Gegenwärtiger Vertrag ist abgeschlossen worden, vorbehaltlich der Ratification des Präsidenten der vereinigten Staaten von

and consent of their Senate, and of His Majesty the King of Wurtemberg and the ratifications thereof shall be exchanged at Berlin, within the term of twelve months from the date of the signature hereof, or sooner if possible.

Nordamerika, nach und mit dem Rechte und der Einwilligung des nordamerikanischen Senats, und vorbehaltlich der Ratification Seiner Majestät des Königs von Würtemberg, und es soll die Auswechselung der Ratifications-Urkunden innerhalb zwölf Monaten, vom Tage der Unterzeichnung gegenwärtigen Vertrags an gerechnet, oder früher, wenn es möglich ist, zu Berlin stattfinden. 1844

In witness whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the above articles, as well in English as in German, and have thereto affixed their seals.

In Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten, obenstehende Artikel, sowohl in englischer als in deutscher Sprache unterzeichnet, und ihre Siegel beigedruckt.

Done in triplicata, in the city of Berlin on the tenth day of April, one thousand eight hundred et forty-four, in the 68th year of the Independence of the United States of America, and the twenty-eighth of the reign of His Majesty the King of Wurttemberg.

Ausgestellt in drei Exemplaren, zu Berlin den zehnten April Ein Tausend Acht Hundert Vier und Vierzig, im acht und sechszigsten Jahre der Unabhängigkeit der Vereinigten Staaten von Nordamerika, und im acht und zwanzigsten Jahre der Regierung Seiner Majestät des Königs v. Würtemberg.

Henry Wheaton.
(L. S.)

Freiherr von Maucler
(L. S.)

And whereas, the said Convention has been duly ratified on both parts, and the respective ratifications of the same having been exchanged, to wit: at Berlin on the third day of October, one thousand eight hundred and forty-four, by Theodore S. Fay, Chargé d'Affaires ad interim of the United States, and the Baron de Maucler, Capitain of the Staff, and Chargé d'Affaires of His Majesty the King of Wurttemberg near the Court

1844 of the King of Prussia, on the part of their respective Governments.

Now therefore, be it known, that, J. John Tyler, President of the United States of America, have caused the said Convention to be made public, to the end that the same and every clause and article thereof, may be observed and fulfilled with good faith, by the United States and the citizens thereof.

In witness whereof, J. have hereunto set my hand, and caused the seal of the United States to be affixed.

Done at the city of Washington, this sixteenth day of December, in the year of our Lord one (Seal) thousand eight hundred and forty-four; and of the United States, the sixtyninth.

By the President: JOHN TYLER.

JOHN C. CALHOUN, Secretary of State.

23.

Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et la république de Texas. Signé et conclu à Washington, le 12 *Avril* 1844.

Art. 1. La république du Texas, agissant conformément aux désirs du peuple, et de chaque département de son gouvernement, cède tous ses territoires aux Etats-Unis, pour être possédés par eux en toute propriété et souveraineté, et pour être joints aux Etats-Unis comme une partie de leur territoire, sujette à des conditions pareilles à celles existantes pour ses autres territoires. Cette cession comprend tous les emplacemens et places publics, tous les terrains vacans, mines, minéraux, lacs salés et sources, édifices publics, fortifications, casernes, ports et hâvres, chantiers navals, docs, magasins, armes, armémens et équipages, archives et documens publics, fonds publics, dettes, taxes, et droits à payer à l'époque de l'échange des ratifications de ce traité.

Art. 2. Les citoyens du Texas seront incorporés dans la fédération des Etats-Unis; ils seront maintenus et protégés dans la jouissance complète de leur liberté et de leurs propriétés, et aussitôt que cela sera compatible avec les principes de la constitution fédérale, ils

seront admis à la jouissance de tous les droits, privilèges 1844
et immunités des citoyens des Etats-Unis.

Art. 3. Tous les titres et réclamations à des biens-fonds réels, s'ils sont vilides suivant les lois du Texas, seront considérés aussi comme tels par les Etats-Unis; et des mesures seront adoptées pour la prompte adjudication de toute prétention à des terres, et des patentes seront délivrées à ceux d'entre les prétendans dont les droits seront reconnus.

Art. 4. Les domaines publics cédés par ce traité, seront soumis aux lois régissant les domaines publics dans les autres territoires des Etats-Unis pour autant qu'elles y seront applicables; ils seront soumis cependant à telles altérations et tels changemens que le congrès jugera convenable d'introduire de tems à autre. Il est convenu entre les deux parties, que, si en conséquence du mode, suivant lequel les domaines ont été administrés dans le Texas, ou par suite de concessions ou de locations antérieures, la seizième partie n'en peut-être employée pour l'enseignement public, le congrès établira des conditions égales en concédant des terres ailleurs. Et il est entendu en outre, qu'ensuite les livres, papiers et documens du bureau général des domaines du Texas seront deposés et conservés en tel endroit dans le Texas que le congrès des Etats-Unis désignera à cet effet.

Art. 5. Les Etats-Unis s'engagent et consentent à payer la dette publique et les obligations du Texas, de quelque manière qu'elles aient été creées pour lesquelles la foi publique ou le crédit de l'état seront engagés à l'époque de l'échange des ratifications du présent traité; lesquelles dettes et obligations sont estimées ne pas excéder, en tout, 10,000,000 dollars, ce montant devant être vérifié et payé de la manière stipulée ci-après.

Le paiement de la somme de 350,000 dollars sera effectué à la trésorerie des Etats-Unis, dans le délai de 90 jours après l'échange des ratifications du présent traité, ainsi qu'il suit: 250,000 dollars à Frédéric Dawson à Baltimore, ou à ses delégués, sur delivrance d'obligations 10 p. c. à charge du Texas pour ce montant; et 100,000 dollars, si toute cette somme est nécessaire, pour l'amortissement des billets de l'échiquier qui seront en circulation à l'époque de l'échange des ratifiations du présent traité. Pour le paîement du restant des dettes et obligations du Texas, lesquelles, avec le total déjà spécifié,

1844 n'excéderont point 10,000,000 de dollars, les domaines publics cédés par ce traité, et leur revenu net, sont engagés par les présentes.

Art. 6. Afin de vérifier le total général des dettes et obligations acceptées par ce traité, ainsi que la légalité et la validité de ces dettes et obligations, le président des Etats-Unis, de l'avis et du consentement du sénat, nommera quatre commissaires, qui se reuniront à Washington ou au Texas, dans l'espace de six mois après l'échange des ratifications du présent traité; et qui pourront siéger jusqu'à douze mois, mais pas au-delà, à moins que le congrès des Etats-Unis ne prolonge ce terme. Ils s'engageront par serment, à remplir fidèlement leur devoir et ils declareront également par serment n'être intéressés ni directement, ni indirectement aux prétentions reconnues valides à cette époque là et ils s'obligeront par serment aussi à ne pas le devenir pendant tout le temps que dureront leurs fonctions. — Ce serment sera enregistré avec leurs actes. En cas de décès, de maladie ou de démission d'un ou de plusieurs de ces commissaires, la place vacante pourra être remplie soit au moyen d'un mode de nomination, conforme à celui désigné ci-devant, soit au moyen du choix à faire par le président des Etats-Unis, dans le cas où le sènat se trouverait éventuellement ajourné. Ces commissaires, ou la majorité d'entr'eux, seront autorisés, sauf tels réglemens que le congrès des Etats-Unis prescrira, à entendre, à examiner, et à résoudre toutes les questions touchant la légalité et la validité des prétentions ci-dessus mentionnées, et lorsque par eux une reclamation sera reconnue valide, ils délivreront aux réclamans un certificat constatant le montant de sa réclamation avec distinction entre le principal et l'intérêt. Les certificats délivrés de la sorte, seront numérotés et le nom de la personne à qui il en a été délivré ainsi que leur montant, seront enregistrés dans un livre, qui sera tenu à cet effet. Ils transmettront les procès-verbaux de leurs actes, ainsi que le livre dans lequel les certificats seront consignés, de même que les pièces justificatives et les documents qui leur auront été soumis touchant les réclamations reconnues ou rejetées par eux, au departement de la trésorerie des Etats-Unis pour y être déposés, et après la réception des objets ci-dessus mentionnés, le secrétaire de la trésorerie procédera, aussitôt que possible, à la vérification du montant

total des dettes et obligations reconnues telles; et si ces 1844
dettes et obligations, ajoutées au montant à payer à M. Frédéric Dawson et à la somme qui pourrait être payée pour l'amortissement des billets de l'échiquier, n'excède point le total évalué de 10,000,000 de dollars, alors sur la présentation d'un certificat des commissaires il delivrera au choix du porteur, soit un nouveau certificat à celui-ci, pour le montant reconnu, distinction faite du principal avec l'interêt, et payable audit porteur ou à son ordre, sur le produit net des domaines publics cedés par ce traité, soit des obligations à charge des Etats-Unis pour le montant reconnu, comprenant le principal et l'interêt, lesquelles obligations donneront 3. p. c. d'interêts par an, à partir de la date à laquelle ils seront délivrés; ces obligations seront non seulement payables sur le produit net des domaines cédés par ce traité, mais aussi recevables en paiement de ces domaines. Au cas que le total des dettes et obligations reconnues avec les sommes à payer tant à Frédéric Dawson que pour l'amortissement des billets de l'échiquier, excédât le total de 10,000,000 de dollars, ledit secrétaire, avant d'émettre quelque nouveau certificat ou obligation, selon l'exigence du cas, fera dans chaque cas telle réduction proportionnelle et rationelle sur le montant de la réclamation, qu'il faudra pour reduire le montant total à la somme de 10,000,000 de dollars, et il aura la faculté de faire tous les règlemens et ordonnances nécessaires pour mettre à exécution les pouvoirs dont il est investi par les présentes.

Art. 7. Jusqu'à décision ultérieure, les lois du Texas, à présent en vigueur, seront maintenues, et tous les fonctionnaires du pouvoir exécutif et judiciaire, à la réserve du président, du vice-président et des chefs de département, conserveront leurs charges et emplois avec tout le pouvoir et toute l'autorité y appartenant, et les cours de justice resteront sous tous les rapports, telles qu'elles sont établies et organisées à présent.

Art. 8. Immédiatement après l'échange des ratifications de ce traité, le president des Etats-Unis, de l'avis et du consentement du sénat nommera un commissaire, qui se rendra dans le Texas et auquel sera fait le transfert du territoire de ce pays ainsi que de toutes les archives et propriétés publiques, et des autres objets mentionnés dans ce traité; lequel commissaire recevra tous ces objets au nom des Etats-Unis. Il exercera dans

1844 ledit pays tout pouvoir exécutif nécessaire au bon maintien des lois, jusqu'à décision ultérieure.

Art. 9. Le présent traité sera ratifié pas les parties contractantes et les ratifications seront échangées dans la ville de Washington, dans l'espace de six mais, à partir de la date des présentes, ou plus tôt si c'est possible.

En foi de quoi nous les soussignés, plénipotentiaires des Etats-Unis d'Amérique et de la république du Texas, avons signé, en vertu de nos pouvoirs, le présent traité d'union, et y avons apposé nos sceaux respectifs.

Fait à Washington le 12e jour d'avril 1844.

Signé: J. C. Calhoun; Isaac van Zandt; J. Pinkney Henderson.

Message du Président des Etats-Unis d'Amérique au Congrès, en date de Washington, le 23 Avril 1844.

TO THE SENATE OF THE UNITED STATES.

I transmit herewith, for your approval and ratification, a treaty, which I have caused to be negotiated between the United States and Texas, whereby the latter. on the conditions therein set forth, has transferred and conveyed all its right of separate and independent sovereignty and jurisdiction to the United States. In taking so important a step, I have been influenced by what appeared to me to be the most controlling considerations of public policy, and the general good; and in having accomplished it, should it meet with your approval, the government will have succeeded in reclaiming a territory which formerly constituted a portion, as it is confidently believed, of its domain, under the treaty of cession of 1803 by France to the United States.

The country thus proposed to be annexed has been settled pricipally by persons from the United States, who emigrated on the invitation of both Spain and Mexico, and who carried with them into the wilderness which thoy have partially reclaimed the laws, customs, and political and domestic institutions of their native land. They are deeply indoctrinated in all the principles of civil liberty, and will bring along with them, in the act of re-association, devotion to our Union, and a firm and inflexible resolution to assist in maintaining the public liberty unimpaired—a consideration which, as it appears to me, is to be regarded as of no small moment. The

country itself, thus obtained, is of incalculable value in 1844
an agricultural and commercial point of view.

To a soil of inexhaustible fertility it unites a genial and healthy climate, and is destined, at a day not distant, to make large contributions to the commerce of the world. Its territory is separated from the United States, in part, by an imaginary line, and by the river Sabine, for a distance of 310 miles, and its productions are the same with those of many of the contiguous States of the Union. Such is the country, such are its inhabitants, and such its capabilities to add to the general wealth of the Union. As to the latter, it may be safely asserted, that, in the magnitude of its productions, it will equal, in a short time, under the protecting care of this government, if it does not surpass, the combined production of many states of the confederacy.

(After dwelling on the immense productive capabilities of the newly-annexed State, the Message thus proceeds):—

But, important as these considerations may appear, they are to be regarded as but secondary to others. Texas, for reasons deemed sufficient by herself, threw off her dependence on Mexico as far back as 1836, and consummated her independence by the battle of San Jacinto, in the same year; since which period, Mexico has attempted no serious invasion of her territory; but the contest has assumed features of a mere border war, characterised by acts revolting to humanity. In the year 1836, Texas adopted her constitution, under which she has existed as a sovereign power ever since, having been recognised as such by many of the principal powers of the world; and, contemporaneously with its adoption, by a solemn vote of her people, embracing all her population but 93 persons, declared her anxious desire to be admitted into association with the United States, as a portion of their territory. This vote, thus solemnly taken, has never been reversed; and now, by tke action of her constituted authorities, sustained as it is by popular sentiment, she re-affirms her desire for annexation. This course has been adopted by her, without the employment of any sinister measures on the part of this government. No intrigue has been set on foot to accomplish it. Texas herself wills it, and the executive of the United States, concurring with her, has seen no sufficient reason to avoid the consummation of an act e-

1844 steemed to be so desirable by both. It cannot be denied that Texas is greatly depressed in her energies by her long-protracted war with Mexico. Under these circumstances, it is but natural that she should seek for safety and repose under the protection of some stronger power; and it is equally so that her people should turn to the United States, the land of their birth, in the first instance, in the pursuit of such protection. She has often before made known her wishes; but her advances have, to this time, been repelled. The executive of the United States sees no longer any cause for pursuing such a course. The hazard of now deseating her wishes may be of the most fatal tendency. It might lead, and most probably would, to such an entire alienation of sentiment and feeling as would inevitably induce her to look elsewhere for aid, and force her either to enter into dangerous alliances with other nations, who, looking with more wisdom to their interest, would, it is fairly to be presumed, readily adopt such expedients; or she would hold out the proffer of discriminating duties in trade and commerce in order to secure the necessary assistance. Whatever step she might adopt, looking to this object, would prove disastrous, in the highest degree, to the interets of the whole Union. To say nothing of the impolicy of our permitting the carrying trade and home market of such a country to pass out of our hands into those of a commercial rival, the government, in the first place, would be certain to suffer most disastrously in its revenue by the introduction of a system of smuggling upon an extensive scale, which an army of custom-house officers could not prevent, and which would operate to affect injuriously the interets of all the industrial classes of this country. Hence would arise constant collisions between the inhabitants of the two countries, which would ever more endanger their peace. * * * * * To Mexico the Executive is disposed to pursue a course conciliatory in its character, and at the same time to render her the most ample justice, by conventions and stipulations not inconsistent with the rights and dignity of the Government. It is actuated by no spirit of unjust aggrandisement, but looks only to its own security. It has made known to Mexico, at several periods, its extreme anxiety to witness the termination of hostilities between that country and Texas.

Its wishes, however, have been entirely disregarded. 1844
It has ever been ready to urge an adjustment of the dispute upon terms mutually advantageous to both. It will be ready at all times to hear and discuss any claims. Mexico may think she has on the justice of the United States, and to adjust any that may be deemed to be so on the most liberal terms. There is no desire on the part of the Executive to wound her pride, or affect injuriously her interests; but, at the same time, it cannot compromise by any delay in its action the essential interests of the United States. Mexico has no right to ask or expect this of us; we deal rightfully with Texas as an independent Power. The war which has been waged for eight years has resulted only in the conviction, with all other than herself, that Texas cannot be reconquered. The Executive, while it could not look upon its longer continuance without the greatest uneasiness, has nevertheless, for all past time, preserved a course of strict neutrality. It could not be ignorant of the fact of the exhaustion which a war of so long a duration had produced. Least of all was it ignorant of the anxiety of other Powers to induce Mexico to enter into terms of reconciliation with Texas, which, affecting the domestic institutions of Texas, would operate most injuriously upon the United States, and might most seriously threaten the existence of this happy union. Nor could it be unacquainted with the fact, that although foreign Governments might disavow all design to disturb the relations which exist under ihe constitution between these states, yet that *one, the most powerful amongst them*, had not failed to declare its marked and decided hostility to the chief features in those relations, and its purpose, on all suitable occasions, to urge upon Mexico the adoption of such a course in negotiating with Texas as to produce the obliteration of that feature from her domestic policy, as one of the conditions of her recognition by Mexico as an independent state. The Executive was also aware of the fact, that formidable associations of persons, the subjects of foreign Powers, existed, who were directing their utmost efforts to the accomplishment of this object. To these conclusions it was inevitably brought by the documents now submitted to the Senate. I repeat, the Executive saw Texas in a state of almost hopeless exhaustion, and the question was narrowed

1844 down to the simple proposition, whether the United States should accept the boon of annexation upon fair and even liberal terms, or, by refusing to do so, force Texas to seek refuge in the arms of some other Power, either through a treaty of alliance, offensive and defensive, or the adoption of some other expedient, which might virtually make her tributary to such Power, and dependent upon it, for all future time. The Executive has full reason to believe that such would have been the result, without its interposition, and that such will be the result, in the event either of unnecessary delay in the ratification, or of the rejection of the proposed treaty. In full view, then, of the highest public duty, and as a measure of security against evils incalculably great, the Executive has entered into the negociation the fruits of which are now submitted to the Senate.

24.

Acte additionel au traité du 23 Juin 1821 sur la navigation de l'Elbe, signé à Drèsde le 13 Avril 1844, entre l'Autriche, la Prusse, la Saxe-royale, le Hanovre, le Danemarc, le Grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin, les Duchés d'Anhalt-Coethen, d'Anhalt-Dessau et d'Anhalt-Bernbourg et les villes libres anséatiques de Hambourg et de Lubeck.

(Gesetzsamml. für die Königl. Preussischen Staaten. Jahrg. 1844. Nro 37 v. 1. Novemb.)

In Gemässheit des Artikels 30. der Elbschifffahrts-Akte vom 23. Juni 1821. haben die Elbuferstaaten, zur Berathung von Maassregeln, welche nach neueren Erfahrungen zur Beförderung des Handels und der Schifffahrt auf der Elbe geeignet sind, und zur Vereinbarung über die zu solchem Zwecke gemeinschaftlich zu fassenden Beschlüsse, den Zusammentritt einer zweiten Elbschifffahrts-Revisions-Commission zu Dresden veranlasst.

Zu dieser haben

Seine Majestät der König von Preussen, Allerhöchst Ihren Geheimen Regierungsrath und Zollvereinsbevollmächtigten, Carl Friedrich Heinrich Albert Gustav Wendt, Ritter des Königlich Preussischen rothen Adlerordens IV. Klasse; 1844

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, König von Ungarn und Böhmen, Allerhöchst Ihren Gubernialrath und Generalkonsul für Ost- und Westpreussen, Eduard Nikolaus Ritter von Henneberg;

Seine Majestät der König von Sachsen, Allerhöchst Ihren Direktor der Ersten Abtheilung im Finanzministerium, Karl Wehner, Ritter des Königlich Sächsischen Civil-Verdienst-Ordens und des Königl. Preuss. rothen Adler-Ordens II. Klasse;

Seine Majestät der König von Hannover, Allerhöchst Ihren Ober-Steuerrath Dr. Otto Carl Franz Klenze, Ritter des Guelphen-Ordens;

Seine Majestät der König von Dänemark, als Herzog von Holstein und Lauenburg, Allerhöchst Ihren Etatsrath und Sektions-Chef im General-Zoll-Kammer- und Kommerz-Kollegium, Carl Philipp Francke, Ritter des Danebrog-Ordens, und Danebrogs-Mann, Ritter des Königlich Preussischen rothen Adler-Ordens II. Klasse und Komthur des Grossherzoglich Oldenburgischen Haus- und Verdienst-Ordens;

Seine Königliche Hoheit der Grossherzog v. Mecklenburg-Schwerin, Höchst Ihren Kammerrath, Leopold Friedrich Heinrich Wendt;

Seine Durchlaucht der ältestregierende Herzog zu Anhalt-Köthen,

Seine Durchlaucht der regierende Herzog zu Anhalt-Dessau, und

Seine Durchlaucht der regierende Herzog zu Anhalt-Bernburg,

den Herzoglich Köthenschen Geheimen Finanzrath August Ludwig von Behr, Ritter des Herzoglich Anhaltschen Haus-Ordens, Albrecht des Bären, des K. K. Oesterreichischen Leopold-Ordens III. Klasse, des Kaiserlich Russischen St. Annen-Ordens II. Klasse und des Königlich Preussischen rothen Adler-Ordens III. Klasse; endlich:

der hohe Senat der freien und Hansestadt

1844 Lübeck wegen des Mitbesitzes von Bergedorf, den Senator Dr. Heinrich Brehmer, und

der hohe Senat der freien und Hansestadt Hamburg, den Senator Dr. Gustav Heinrich Kirchenpauer,

abgeordnet und bevollmächtigt, welche nach Auswechselung ihrer in gehöriger Form befundenen Vollmachten, unter Vorbehalt der Ratification Ihrer Allerhöchsten, Höchsten, und Hohen Vollmachtgeber, über folgende Erläuterungen, Ergänzungen und Abänderungen verschiedener Artikel der Elbschifffahrts-Akte einig geworden sind, wodurch zugleich auch das auf diese Akte sich beziehende Schluss-Protokoll d. d. Hamburg, den 18. September 1824. und dessen Anlagen ausser Kraft treten.

Zu den Art. I. und II.

§. 1. Die Bestimmungen der Elbschifffahrts- und dieser Additional-Akte über die Berchtigungen zur Elbschifffahrt finden auf den Transport sowohl von Personen als von Gütern Anwendung.

Dampfschiffe auf der Elbe sind, so weit nicht nachstehend für dieselben besondere Vorschriften getroffen worden, gleich anderen Fahrzeugen zu behandeln.

§. 2. Der Transport von Personen oder Gütern von der Nordsee nach jedem Elbuferplatze und von jedem Elbuferplatze nach der Nordsee steht den Schiffen aller Nationen zu.

Zum Schifffahrtsverkehr zwischen Elbuferplätzen verschiedener Staaten sind die Fahrzeuge sämmtlicher Uferstaaten ohne Unterschied berechtigt.

§. 3. Binnenschifffahrt auf der Elbe, d. h. die Befugniss zur Beförderung von Personen und Gütern von einem Elbuferplatze seines Gebietes nach einem andern Elbuferplatze desselben Gebietes, kann jeder Staat seinen Unterthanen vorbehalten.

Jedoch dürfen Schiffe eines Elbuferstaates, wenn sie bei Gelegenheit grösserer, vom eigenen Lande aus-oder dahin zurückgehender, Fahrten das Gebiet eines andern Elbuferstaates ganz oder theilweise durchfahren, in der Richtung ihrer Fahrt auch zwischen den Uferplätzen dieses letzteren Gebietes Personen und Güter befördern. Diese Ausnahme gilt indessen nicht rücksichtlich der Fahrten unterhalb Hamburgs und Harburgs.

§. 4. Das Postregal mit dem Rechte, die Beförderung von verschlossenen Briefen, Zeitungen und postmässigen

Packeten ausschliesslich den Posten zuzuweisen, bleibt 1844
den Elbuferstaaten in Beziehung auf die Elbstrecken ihres Gebietes vorbehalten. Dasselbe wird jedoch von keinem Elbuferstaate auf solche Packete angewendet werden, welche auf einem Elbschiffe durch sein Gebiet ohne Zwischenlagerung am Lande und ohne Umladung, falls solche nicht etwa durch Unglücksfälle nöthig wird, geführt werden.

Diese Begünstigung darf indessen nicht zur Verbindung von Postanstalten unter sich benutzt werden.

§. 5. Durch besondere Uebereinkunft vom heutigen Tage sind die Grundsätze festgestellt worden, nach welchen die Elbuferstaaten sich verpflichtet haben, umfassende und gleichförmige schifffahrts- und strompolizeiliche Vorschriften für die Elbe, insbesondere für die Stromstrecke zwischen Melnik und Hamburg oder Harburg, gleichzeitig mit der Verkündigung dieser Additional-Akte zu erlassen.

Zum Art. IV.

§. 6. An die Stelle dieses Artikels treten die in den §§. 7 — 17 enthaltenen Bestimmungen, welche jedoch nur für die Befahrung der Stromstrecke zwischen Melnik und Hamburg oder Harburg vertragsmässige Gültigkeit haben.

§. 7. Die Befugniss, Schiffe zur Befahrung der Elbe nach Maassgabe dieser Akte zu benutzen, so wie die Befugniss, Holzflösserei auf der Elbe zu treiben, steht allen denjenigen zu, welche von der Regierung, deren Unterthanen sie sind, zur selbstständigen Betreibung dieser Gewerbe zugelassen werden.

Alle Elbuferstaaten werden, so weit deren innere Gesetzgebung es gestattet, dafür Sorge tragen, dass zum selbstständigen Betriebe der Rhederei behuf derjenigen Elbschifffahrt, welche sich auf das Gebiet anderer Staaten erstrecken soll, nur solche Personen zugelassen werden, deren ökonomische und sonstige Verhältnisse, und nur solche Gesellschaften, deren Einrichtung und Statuten für die Erfüllung der den Schiffseignern obliegenden Verpflichtungen genügende Sicherheit gewähren.

§. 8. Jedes Flussschiff und jedes Floss, welches die Elbe befährt, ohne sich auf das Gebiet des Uferstaates, dem es angehört, zu beschränken, muss dem Befehle und der speciellen Leitung eines Führers untergeben sein. Dieser ist für die genaue Befolgung der in den §§. 9. — 13. enthaltenen Vorschriften verantwortlich.

1844 §. 9. Jedes der im §. 8. erwähnten Fahrzeuge muss während der Fahrt von den, in den §§. 10 — 13. bezeichneten, zur Legitimation des Schiffs und des Führers erforderlichen, Patenten begleitet sein. Diese sind jeder Zoll- und Polizeibehörde an der Elbe auf deren Verlangen vorzuzeigen und sollen auch zu Hamburg und Harburg, so wie unterhalb dieser Orte, zur Legitimation der von der oberen Elbe gekommenen Stromfahrzeuge und ihrer Führer genügen.

In Ermangelung dieser Patente, oder wenn während der Reise Veränderungen eintreten, durch welche die bei deren Antretung eingeholten Legitimationspapiere nicht mehr vollständig passen, darf die Reise nur fortgesetzt werden, nachdem der nächsten Elbschifffahrtspolizeibehörde jene Umstände angezeigt, und von dieser nach untersuchter Sache eine Bescheinigung darüber ertheilt ist, dass gegen die Fortsetzung der Reise keine Bedenken gefunden sind.

In dergleichen Fällen ist die kompetente Behörde desjenigen Uferstaates, welchem das Fahrzeug angehört, sofort hiervon in Kenntniss zu setzen.

Diejenigen kleinen Fahrzeuge, mit welchen lediglich landwirthschaftliche Erzeugnisse im gewöhnlichen Marktverkehr nach nahe gelegenen Orten geführt oder von daher geholt werden, bedürfen dieser Schiffspapiere nicht.

§. 10. Das Schiffspatent ist von der zuständigen Behörde des Staates, zu dessen Rhederei das Fahrzeug gehört, nach dem in der Anlage A. enthaltenen Muster auszustellen, nachdem jene Behörde durch technische Untersuchung von der Tüchtigkeit des Fahrzeugs sich überzeugt und die Tragfähigkeit desselben festgestellt hat.

Das Schiffspatent ist von dem Eigenthümer des Fahrzeugs für dieses, bevor es seine erste Fahrt antritt, zu erwirken und nach jeder wesentlichen Veränderung oder Reparatur zu erneuern.

§. 11. Das Schiffspatent verliert seine Gültigkeit, wenn das Fahrzeug, für welches dasselbe ertheilt wurde, an die Rhederei eines anderen Staates übergegangen ist.

Dasselbe ist von der zuständigen Behörde des Staates, in welchem es ausgestellt wurde, sowohl in diesem Falle, als auch dann, wenn das Fahrzeug zum Gebrauche nicht ferner vollkommen tüchtig befunden wird, zurückzunehmen.

Unbrauchbar gewordene Fahrzeuge dürfen zu dem Zwecke, um an einem andern Orte zerschlagen zu wer-

den, nur dann auf der Elbe fortgeschafft werden, wenn 1844
diese Fahrt als die letzte des Fahrzeugs und jener Zweck derselben von der schiffspolizeilichen Behörde des Abgangsortes unter dem Schiffspatente bemerkt, auch das Fahrzeug nicht mit anderen Gegenständen als mit Holz beladen ist.

§. 12. Das Schiffspatent ist von einer der in jedem Elbuferstaate hierzu ermächtigten Behörden nach den unter B. und C. beiliegenden Mustern auszustellen, nachdem der Empfänger sich bei dieser Behörde sowohl über seine Unbescholtenheit und sonstigen persönlichen Verhältnisse, als auch darüber ausgewiesen hat, dass er in einer, durch amtlich bestellte Sachverständige nach den in demselben Staate geltenden Vorschriften vorgenommenen Prüfung seine Fähigkeiten zu dem fraglichen Geschäfte bewährt habe.

Das Schifferpatent für Segel und Dampfschiffe ermächtigt den Inhaber zur Führung jedes Elbfahrzeugs, welches der im Patente bezeichneten Gattung und der Rhederei des Staates, in welchem das Patent ausgefertigt wurde, angehört, so wie das Patent für Flösser zur Führung jedes Holzflosses, welches von einem Uferplatze dieses Staates abgeht.

Ein Patent zur Führung von Dampfschiffen ermächtigt zugleich zur Führung von Segelschiffen, nicht aber umgekehrt.

§. 13. Das Schifferpatent verliert, wenn der Inhaber bei Ausstellung desselben Unterthan des patentirenden Staats war, mit dem Aufhören dieses Unterthanenverhältnisses seine Gültigkeit.

Die Wiedereinziehung eines Schifferpatents steht nur dem Staate zu, welcher dasselbe ausgestellt hatte.

Die zuständige Polizeibehörde hat das Schifferpatent zurückzunehmen, wenn dieselbe sich davon überzeugt hat, dass der Inhaber untauglich, oder dass dessen Beibehaltung mit der Ordnung und Sicherheit des Schifffahrtsverkehrs nicht vereinbar ist. Letzteres kann namentlich dann angenommen werden, wenn ein Schiffsführer wegen Trunksucht, wiederholter Elbzolldefrauden, Betrugs, Fälschung oder anderer Verbrechen gegen das Eigenthum bestraft worden ist.

§. 14. Wer es unternimmt, Schifffahrt oder Holzflösserei auf der Elbe zu treiben, ohne die nach den §§. 9. 12. erforderlichen Patente erlangt zu haben, verfällt

1844 in eine, nach Ermessen der entscheidenden Behörde, auf

20—25 Thlr. — — für ein Dampfschiff,
10—20 - — — für ein Segelschiff,
5—10 - — — für ein Floss

zu bestimmende Ordnungsstrafe.

§. 15. Wer sich des, für einen anderen Führer oder ein anderes Fahrzeug ausgestellten oder eines bereits ungültig gewordenen oder widerrufenen Patentes fälschlich bedient, unterliegt derselben Strafe, jedoch mit einer Verschärfung von 10 Thalern.

§. 16. Führt ein patentirter Schiffs- oder Flossführer sein Schiffer- oder Schiffspatent auf einer Reise nicht bei sich, so hat er eine Ordnungsstrafe von 5 Thalern verwirkt.

§. 17. Die in den §§. 14. 15. 16. angedroheten Strafen sind für jede Reise, Hin- und Rückfahrt zusammengenommen, nur einmal zu erlegen und die Nachweisung eines auf dieser Reise bereits anhängig gewordenen Verfahrens schliesst die Wiederholung des letzteren wegen derselben Uebertretung an einem anderen Orte aus. Werden jedoch die in jenen §§. erwähnten Uebertretungen bei folgenden Reisen wiederholt, so wird die Strafe im ersten Wiederholungsfalle auf das Anderhalbfache, im zweiten und jeden ferneren Wiederholungsfalle aber auf das Doppelte des einfachen Betrages erhöht.

Zum Art. V.

§. 18. Die in diesem Artikel enthaltene Bestimmung über Veröffentlichung der Frachtpreise durch den Druck ist aufgehoben.

Zum Art. VI.

§. 19. An die Stelle dieses Artikels treten folgende Bestimmungen:

Die Kaufleute und Schiffer zweier oder mehrerer Elbuferstädte können sich über eine Beurtfahrt zwischen diesen Städten für bestimmte Zeiträume vereinigen und dabei die Zeit der Abfahrt von jedem Orte, die Frachtpreise und sonstige Bedingungen dieses Verkehrs festsetzen.

In derselben Art können die Kaufleute und Schiffer einer Elbuferstadt sich rücksichtlich der von dieser aus nach anderen Orten zu verschiffenden Waaren über eine Reihefahrt auf bestimmte Zeit einigen.

Zur Wirksamkeit solcher Vereinbarungen ist bei einer Beurtfahrt die Genehmigung der Regierungen aller

Städte, zwischen welchen jene errichtet werden soll, 1844
und bei einer blossen Reihefahrt die Genehmigung der Regierung des Abfahrtsorts erforderlich.

Diese Genehmigung wird, nachdem zuvor sämmtlichen Elbuferstaaten Gelegenheit gegeben ist, sich über die mitgetheilten Bedingungen und Statuten der zu errichtenden Beurt- oder Reihefahrt zu äussern, ertheilt werden, wenn jene Bedingungen und Statuten mit den Elbschifffahrtsverträgen und den Landesgesetzen im Einklange stehen.

Dieselbe wird versagt werden, wenn dadurch ein den Elbschifffahrts-Verträgen widerstreitendes Schifffahrts-Monopol begründet werden würde, und es sollen weder durch die Statuten, noch durch sonstige Verabredungen Einzelne oder ganze Klassen von Kaufleuten oder Schiffern wider ihren Willen zum Beitritte genöthigt oder, ihrer Befähigung und Bereitwilligkeit zur Erfüllung der für alle Theilnehmer geltenden Bedingungen ungeachtet, vom Beitritte ausgeschlossen werden dürfen.

Nach erfolgter Genehmigung der Statuten sind diese durch den Druck zu veröffentlichen.

Die Regierung, von welcher die Genehmigung ausging, wird deren Befolgung forgfältig überwachen und kann die ertheilte Genehmigung jederzeit zurücknehmen, sobald Sie Sich überzeugt, dass das Fortbestehen der Beurt- oder Reihefahrt für Handel und Schifffahrt auf der Elbe nachtheilig sein würde.

Zum Art. VII.

§. 20. Die Rekognitionsgebühr von den Fahrzeugen ist aufgehoben und es soll künftig nur der Elbzoll von den Schiffsladungen und Flosshölzern nach den im §. 23. bestimmten Sätzen fortbestehen.

Zum Art. VIII.

§. 21. An die Stelle dieses Artikels treten folgende Bestimmungen:

Der Elbzoll wird nach dem Brutto-Gewichte der Schiffsladungen und Flosshölzer erhoben.

Die dabei zu Grunde zu legende Gewichts-Einheit ist der Elbzoll-Centner, welcher 100 Elbzoll-Pfunde enthält und 50 Kilogrammen gleichkommt.

§. 22. Für nicht leicht wägbare Gegenstände kommt, statt der Anlage Nr. 1. der Elbschifffahrts-Acte und statt der Anlage A. des Hamburger Schluss-Protokolls vom

1844 18. September 1824., die unter D. beigefügte neue Gewichtstabelle zur alleinigen Anwendung.

Zum Art. IX.

§. 23. An Elbzoll sollen künftig auf der Strecke zwischen Melnik und Hamburg, statt der in den Art. IX. und XI. der Elbschifffahrts-Akte und im §. 7. des Hamburger Schluss-Protokolles angeführten Beträge, nicht mehr als 1 Thlr. 3 Sgr. 11 Pf. im Vierzehnthalerfusse, den Thlr. zu 30 Silbergroschen oder 360 Pfennigen gerechnet, für den Elbzoll-Zentner Brutto-Gewicht erhoben werden, und zwar:

von Oesterreich	2 Sgr.	1 Pf.
- Sachsen	6 -	4 -
- Preussen	16 -	7 -
- Anhalt-Cöthen	— -	10 -
- - Dessau	— -	10 -
- - Bernburg	— -	10 -
- Hannover	3 -	2 -
- Mecklenburg	2 -	3 -
- Dänemark	1 -	— -
mithin insgesammt	1 Thlr. 3 Sgr.	11 Pf.

Die streckenweise Vertheilung dieser Tarifsätze wird durch die Anlage E. bestimmt, welche an die Stelle der Beilage Nr. 2. des Artikels IX. der Elbschifffahrts-Akte und der Anlage B. des Hamburger Schluss-Protokolles tritt.

Jede Aenderung der Zollstrecken und jede Vermehrung der Erhebungsstellen bedarf der Zustimmung aller Uferstaaten.

§. 24. Die Zollpflicht tritt ein:

a) in Oesterreich, Sachsen und Preussen (mit Ausnahme der Lenzer Fähre), bei Berührung der Zollstätte,

b) in Anhalt, in Preussen bei der Lenzer Fähre, in Hannover, Mecklenburg und Lauenburg bei Berührung des Zollgeleitbezirkes.

§. 25. Transitirende Schiffe können an dem ersten Erhebungsamte jedes Staates den Zoll für die ganze Strecke entrichten.

Zum Art. X.

§. 26. An die Stelle der in diesem Artikel und der in den §§. 4. 5. 6 und 11. des Hamburger Schluss-Protokolles benannten Zoll-Ermässigungen und Befreiungen treten die in der Anlage F. zusammengestellten erweiterten Ermässigungen und Befreiungen.

Zum Art. XI. 1844

§. 27. Dieser Artikel wird in Folge des §. 20. dieser Additional-Akte aufgehoben.

Zum Art. XII.

§. 28. An die Stelle dieses Artikels treten folgende Bestimmungen:

Die Bezahlung des Zolles ist, mit Ausnahme von Böhmen, bis auf Beträge von $\frac{1}{6}$ Thaler hinab in Silbermünzen zu leisten, welche nach dem Vierzehnthalerfusse in einem der Elbuferstaaten ausgeprägt sind. Ein Thaler ist gleich 30 Silbergroschen oder 360 Pfennigen Preussischer, 30 Neugroschen oder 300 Pfennigen Sächsischer und 24 guten Groschen oder 288 Pfennigen Hannoverscher oder Anhaltscher Münzeintheilung.

Münzstücke unter 5 Silbergroschen werden bei den Elbzoll-Cassen unterhalb Böhmens nur zur Berichtigung der in $\frac{1}{6}$ Thaler nicht aufgehenden Beträge angenommen.

Mit dieser Beschränkung sind von jenen Elbzoll-Cassen anzunehmen:

1) Preussische Silbergroschen zu $\frac{1}{30}$ Thlr. und Pfennige zu $\frac{1}{360}$ Thlr.
2) Sächsische Neugroschen zu $\frac{1}{30}$ Thlr. und Pfennige zu $\frac{1}{300}$ Thlr.
3) Hannoversche und Anhaltsche Gutegroschen zu $\frac{1}{24}$ Thlr. und Pfennige zu $\frac{1}{288}$ Thlr.

nebst den, in den genannten Staaten nach dem Verhältnisse dieser Groschen und Pfennige sonst ausgeprägten, Münzstücken unter $\frac{1}{6}$ Thlr.

In Böhmen ist, statt der Münzen des Vierzehnthalerfusses, gesetzmässige Oesterreichische Conventionsmünze dergestalt zu zahlen, dass Ein Gulden von 60 Kreuzern Conventionsgeld für 21 Silbergroschen oder 252 Preussische, auch 210 Sächsische Pfennige angenommen wird.

Uebrigens hängt es von jedem Elbuferstaate ab, ob und nach welchem Werthverhältnisse er ausser diesen vertragsmässigen Münzsorten noch andere bei seinen Elbzoll-Cassen zulassen will.

Zum Art. XV.

§. 29. Der Brunshauser Zoll von den von der Nordsee gekommenen, elbaufwärts die Mündung der Schwinge passirenden Gütern ist durch den am heutigen Tage abgeschlossenen besonderen Staats-Vertrag regulirt und dadurch der Art. XV. aufgehoben worden.

1844 Zum Art. XVI.

§. 30. Ausser den in diesem Artikel genannten Elbzollämtern dient für die aus Böhmen stromabwärts kommenden Fahrzeuge, deren Ladung nach einem Sächsischen Landungsplatze oberhalb Schandau bestimmt ist, oder welche blos Personen befördern, das Sächsische Zollamt in Schmilka als Abfertigungsamt.

Zum Art. XVII.

§. 31. An die Stelle dieses Artikels treten die folgenden, so wie die in den §§. 32 u. 33. enthaltenen Bestimmungen:

Kein Schiffer oder Flösser darf vom Ladungsplatze abfahren, bevor er mit dem Frachtbriefen über die geladenen Waaren und mit einem vorschriftsmässigen Manifeste (vergl. §. 32.) versehen ist.

Die Frachtbriefe müssen von den Absendern ausgestellt sein und die Gattung und Menge so wie den Bestimmungsort und Empfänger der Waaren benennen.

Das Manifest ist von dem Schiffsführer oder für denselben von einem Dritten, welcher jedoch kein Elbzoll- oder Hafenbeamter sein darf, anzufertigen.

Jede unterwegs eintretende Bei- oder Ausladung muss sofort in dem Manifeste bemerkt und von dem Elbzollamte des Bei- oder Ausladungsortes, oder wenn sich ein solches dort nicht befindet, von dem auf der ferneren Fahrt zunächst berührten Elbzollamte beglaubigt werden.

§. 32. Die Schiffs-Manifeste sind nach dem in der Anlage G. beigefügten Muster anzufertigen und müssen enthalten:

1) Die Nummer und sonstige Bezeichnung des Schiffes und die Orte, an welchen dessen dermalige Fahrt angefangen hat und endigen soll.
2) Namen und Wohnort des Schiffs-Eigenthümers.
3) Namen und Wohnort des Schiffsführers.
4) Die Angabe der Zahl der Bemannung.
5) Aufzählung, Benennung und Gewicht der geladenen Waaren nach der Nummer und Reihefolge der Frachtbriefe, in der Art, dass jedes Kollo aufzuzählen und bei demselben
   a) dessen Bezeichnung und Brutto-Gewicht,
   b) dessen Einladungs- und Bestimmungsort nebst den Namen des Versenders und Empfängers und
   c) die Benennung der in demselben enthaltenen Waaren anzugeben ist.
6) Die Versicherung der Richtigkeit des Inhalts unter öffentlich beglaubigter Unterschrift des Schiffsfüh-

rers. Dieser ist für den Inhalt des Manifests auch 1844
dann verantwortlich, wenn er dasselbe durch Dritte hat anfertigen lassen.

§. 33. Die Vorschriften über Anlegen und Meldung bei den Elbzollämtern gelten auch für leere Fahrzeuge.

Zum Art. XXI.

§. 34. Der Schlusssatz: „So oft der Schiffer" u. s. w. wird dahin abgeändert, dass die Schiffer und Flösser verpflichtet sein sollen, dem ersten von ihnen berührten Elbzollamte jedes Staatsgebietes eine richtige Abschrift des vorzuzeigenden Original-Manifestes einzuhändigen.

Zum Art XXIII.

§. 35. Nach dem Ablaufe der in diesem Artikel erwähnten Einigung ist, zur Erleichterung des Elbverkehrs, von Preussen, Sachsen, Hannover, Dänemark und Mecklenburg am 30. August 1843. ein Vertrag über das gemeinschaftliche Revisionsverfahren auf der Elbe abgeschlossen worden, durch welchen die Regierungen von Hannover, Dänemark und Mecklenburg, die Fälle dringenden Verdachts ausgenommen, auf die eigene spezielle Revision der Fahrzeuge, welche das Preussische Elbzollamt Wittenberge passiren, bis zum 31. März 1853. verzichtet haben.

Zum Art. XXIV.

§. 36. An die Stelle des zweiten Absatzes tritt folgende Bestimmung:

In der Regel findet bei Abfertigung der Schiffer ohne Unterschied eine strenge Reihenfolge statt, so dass derjenige, welcher nach seiner Ankunft seine vorschriftsmässigen Ladungspapiere dem Zollamte zuerst übergeben hat, auch zuerst abgefertigt werden muss, ausgenommen, wenn Schiffe durch eine allgemeine Revision schneller abgefertigt werden können, in welchen Fällen diese den zur speziellen Revision kommenden vorgehen.

§. 37. Sämmtliche Elbzollämter haben folgende Abfertigungsstunden einzuhalten:

Im Monate.	Morgens.	Nachmittags.
März	von 7	6 Uhr.
April	– 6	7 –
Mai bis August . . .	– 6	8 –
September bis November	– 7	6 –
Dezember, Januar, Februar	von Sonnenaufgang.	Sonnenuntergang.
	bis 12 Uhr	von 1 Uhr bis

die Zeit des Gottesdienstes an Sonn- und Festtagen ausgenommen.

1844 Zum Art. XXV.

§. 38. An die Stelle des ersten Absatzes dieses Artikels treten die in den §§. 39. — 45. enthaltenen Bestimmungen.

§. 39. Als Elbzoll-Defraude wird jede Handlung oder Unterlassung eines Schiffs- oder Flossführers betrachtet, vermöge welcher einem Elbuferstaate der gebührende Zoll ganz oder theilweise entzogen worden ist oder im Falle der Nichtentdeckung entzogen sein würde.

Dieselbe wird namentlich dadurch begangen, dass elbzollpflichtige Güter entweder gar nicht, oder dergestalt, dass dadurch eine geringere als die gebührende Verzollung bewirkt worden ist oder im Falle der Nichtentdeckung bewirkt worden sein würde, im Manifeste aufgeführt oder bei dessen Vorzeigung angemeldet werden.

§. 40. Die Strafe der Defraude besteht für den ersten Straffall in einer Geldbusse zum zehnfachen Betrage des Zolles, welcher durch das Vergehen entzogen war oder bei dessen uuentdecktem Gelingen entzogen worden sein würde.

Hiebei ist der defraudirte Zollbetrag nicht allein für die bereits durchfahrenen Stromstrecken eines oder mehrerer Staaten, in Beziehung auf welche die Defraude begangen ist, sondern auch insoweit für die noch zu durchfahrende Strecke zu Grunde zu legen, als das Zollamt, bei dem die Defraude entdeckt wurde, statt der auf der ferneren Fahrt zu passirenden Zollämter des nämlichen oder eines anderen Staatsgebietes die Anmelde- oder Revisionsstelle bildet.

Die Strafe ist um die Hälfte zu schärfen,

1) wenn nicht angemeldete zollpflichtige Güter in einem verborgenen Raume oder Behältnisse des Fahrzeuges vorgefunden werden;
2) wenn erhaltene Zollbegünstigungen zu betrüglichen Zollverkürzungen gemissbraucht werden. In diesem Falle verliert der Verurtheilte zugleich die missbrauchte Zollbegünstigung;
3) wenn zur Erlangung von Zollbefreiungen oder Ermässigungen unrichtige Angaben über den Einladungs- oder Bestimmungsort geladener Güter gemacht werden.

§. 41. Als blosse Ordnungswidrigkeit ist jede Uebertretung der in den Artikeln XVII. — XIX. und XXI. der Elbschifffahrts-Akte, so wie in den §§. 31. — 33. und 34. dieser Additional-Akte enthaltenen Vorschriften zu

bestrafen, insofern aus den vom Uebertreter gegebenen 1844
Nachweisungen oder aus unzweifelhaften sonstigen Umständen erhellt, dass eine Entziehung oder Verkürzung des gebührenden Zolls durch die Uebertretung nicht stattfinden konnte oder wenigstens nicht beabsichtigt wurde.

Blosse Ordnungswidrigkeiten werden mit Geldbussen bis 10 Thlr., welche vorzüglich nach der Erheblichkeit, Gefährlichkeit und Absichtlichkeit der Uebertretung abzumessen sind, bestraft.

Für diejenigen Handlungen oder Unterlassungen, für welche eine Defraudestrafe oder eine andere landesgesetzliche Strafe verhängt wird, tritt neben dieser eine besondere Ordnungsstrafe nicht ein.

Uebertretungen, welche erweislich ohne Verschulden durch unabwendbare Ereignisse herbeigeführt sind, bleiben straflos.

§. 42. Wenn ein Schiffsführer sich, nach erfolgter Bestrafung, einer Elbzolldefraude oder einer und derselben Ordnungswidrigkeit wiederholt schuldig macht, so soll die nach den §§. 40. und 41. aufzulegende Geldbusse im ersten Wiederholungsfalle auf das Anderhalbfache, im zweiten und jeden ferneren Wiederholungsfalle aber auf das Doppelte des einfachen Strafsatzes erhöht werden.

Wenn ein Schiffsführer durch den Inhalt der von den Befrachtern mitgegebenen Frachtbriefe oder sonstigen Papiere zu unrichtigen Angaben veranlasst wurde, so soll weder für dasmal die Strafe des Rückfalls eintreten, noch die für diesen Fall zu verhängende einfache Defraudestrafe — wegen welcher dem Schiffer der Regress wider den Befrachter zusteht — bei etwaigen künftigen Rückfällen behuf der Straferhöhung mitgezählt werden.

§. 43. Abweichungen des Manifestes oder der Anmeldung vom Revisionsbefunde, welche nicht mehr als den zwanzigsten Theil des angemeldeten Brutto-Gewichts für einen einzelnen Ladungsgegenstand ausmachen, haben nur die Nachzahlung des Zolls für das Mehrgewicht, aber keine Strafe, zur Folge.

Die Verletzung eines zollamtlich angelegten Waarenverschlusses bleibt nur dann straflos, wenn der Schiffsführer nachweist, dass dieselbe ohne sein und seiner Dienstleute und Passagiere Verschulden eingetreten ist.

1844 §. 44. Neben den Elbzollstrafen sind jederzeit die defraudirten Zollbeträge einzuzahlen.

Durch die Elbzollstrafe wird die gesetzmässige Bestrafung der, mit Elbzoll-Vergehen etwa konkurrirenden, polizeilichen oder kriminellen Vergehungen eben so wenig ausgeschlossen, als diejenige einer etwa zugleich geschehenen oder versuchten Verkürzung von Landesabgaben.

Erkannte Zollstrafen sind im Unvermögensfalle, nach den am Orte der Verurtheilung geltenden Gesetzen, durch Haft oder Strafarbeit abzubüssen.

§. 45. Rücksichtlich der Zollstrafen, der defraudirten Zollbeträge und der etwaigen Processkosten haften solidarisch:

1) der Schiffs- oder Flossführer für alle Handlungen und Unterlassungen Dritter, deren er sich zur Erfüllung oder Verletzung seiner Zollpflichten etwa bedient hat,
2) die Waaren in Beziehung auf welche das Zollvergehen begangen ist, so lange dieselben sich noch im Bereiche des Zollamts befinden,
3) das Fahrzeug, welches jene Waaren führte, oder mittelst dessen, oder in Beziehung auf welches das Zollvergehen begangen wurde.

Zum Art. XXVI.

§. 46. Behuf gerichtlicher Verhandlungen der im Artikel XXVI. der Elbschifffahrts-Akte und der in dem §. 47. dieser Additional-Akte bezeichneten Angelegenheiten, so weit dieselben sich auf die Stromschifffahrt zwischen Melnik und Hamburg oder Harburg beziehen, sollen in sämmtlichen Uferstaaten Elbzollgerichte bestehen und von zum Richteramte befähigten Personen verwaltet werden.

Die Uferstaaten werden sich allseitig von den in ihren Gebieten bestehenden Elbzollgerichten und den neben oder statt derselben zur Untersuchung und Bestrafung strom- und schifffahrtspolizeilicher Vergehungen bestellten Behörden (vergl. §. 48.), so wie von den Veränderungen in Kenntniss setzen, welche rücksichtlich der Zahl oder des Ortes jener Gerichte oder Behörden eintreten.

§. 47. Ausser den im Art. XXVI. erwähnten, werden den Elbzollgerichten noch folgende Gegenstände überwiesen:

1) die Untersuchung und Bestrafung

a) von Uebertretungen schifffahrts- und strompoli- 1844
zeilicher Vorschriften durch Schiffs- oder Flossführer, deren Dienstleute, Passagiere oder Schiffszieher,

b) von Excessen, welche die zur Bemannung der Stromfahrzeuge oder zum Schiffszuge gehörenden Personen gegen einander oder gegen die in Ausübung ihres Amtes begriffenen Elbzoll- oder Elbschifffahrts Polizeibeamten begehen und nicht etwa einen kriminellen Karakter an sich tragen, nebst der Entscheidung über die in allen diesen Fällen etwa zu leistende Entschädigung.

2) die Untersuchung und Entscheidung von Streitigkeiten

a) über Betrag und Zahlung der Lootsengebühren,

b) zwischen Schiffsführern und Passagieren über Preis und sonstige Bedingungen und Verhältnisse des Transports,

c) zwischen den Eignern und Führern, den Dienstleuten und Zugknechten der Stromfahrzeuge über ihre Dienst- und Lohn-Verhältnisse.

Ausser den im Art. XXVI. unter a. erwähnten Fällen der freiwilligen Unterwerfung soll das elbzollrichterliche Verfahren auch dann nicht eintreten, wenn der Angeschuldigte nach der besonderen Gesetzgebung des betreffenden Staats durch Anrufung der höheren Verwaltungsbehörde auf den gerichtlichen Weg verzichtet hat.

§. 48. Jedes Elbzollgericht ist berechtigt und verpflichtet, die ihm zugewiesenen Gegenstände, ohne Unterschied des Wohnorts der Betheiligten und des Landes oder Orts, wo die Vergehen begangen oder die Streitigkeiten entstanden sind, und ohne Rücksicht auf etwaige privilegirte Gerichtsstände, zur Untersuchung zu ziehen und zu entscheiden, insofern

1) was die Zollvergehen betrifft, diese in seinem Gerichtsbezirke entdeckt oder die Gegenstände derselben bei Fortsetzung der Fahrt, während welcher das Vergehen begangen ist, in seinem Gerichtsbezirke bei Anbringung der Denunziation betroffen werden,

2) die elbschifffahrts- und strompolizeilichen Vergehen während der Abwesenheit der Thäter in seinem Gerichtsbezirke entdeckt oder solche gegen Führer, Mannschaft oder Passagiere eines innerhalb seines Gerichtbezirks auf der Fahrt begriffenen Elbschiffs bei ihm zuerst zur Anzeige gebracht werden, und

1844 3) was die im Art. XXVI. unter d. und e. der Elbschifffahrts-Akte und im §. 47. unter 2. dieser Additional-Akte bezeichneten Streitigkeiten betrifft, die streitenden Parteien in seinem Gerichtsbezirke anwesend sind und wenigstens Eine derselben seine Amtsthätigkeit wegen eines derartigen Anspruchs anruft.

Uebrigens kann jeder Uferstaat zur Untersuchung der strom- und schifffahrtspolizeilichen Vergehungen neben den Elbzollgerichten oder statt derselben auch andere Behörden bestellen.

§. 49. Das Verfahren bei den Elbzollgerichten soll möglichst kurz und summarisch sein.

Bei Untersuchung der elbschifffahrts-und strompolizeilichen und Zollvergehen findet in der Regel persönliches mündliches Verhör der Angeschuldigten Statt. Das Elbzollgericht soll jedoch, falls nicht etwa die Anhaltung von Schiffen und Ladungsgegenständen zur Konstatirung des Vergehens erforderlich ist, den Angeschuldigten gegen vollständige Sicherheitsleistung für Zoll, Strafen, etwaige Schäden und Kosten die Fortsetzung der Elbfahrt gestatten. Der Angeschuldigte hat indessen vorher, behuf der weiteren Verhandlungen, einen Bevollmächtigten zu bestellen, widrigenfalls für ihn auf seine Gefahr und Kosten ein Vertreter ernannt oder wider ihn das Verfahren, welches nach den Landesgesetzen gegen abwesende Uebertreter zulässig ist, eingeleitet werden soll.

Vorstehende Bestimmungen finden auch da Anwendung, wo an die Stelle der Elbzollgerichte andere Behörden (vergl. §. 48.) eintreten.

§. 50. Die Entscheidungen der Elbzollgerichte sind den Betheiligten schriftlich zuzustellen.

Die Rekursnahme gegen dieselben bestimmt sich, nebst den dabei eintretenden Fristen, nach den Landesgesetzen.

Bedarf es zur Vollstreckung einer elbzollgerichtlichen Entscheidung der Requisition einer anderen Gerichts-, Zoll- oder Polizeibehörde, so ist derselben in allen Elbuferstaaten unweigerlich, jedoch nach den für die requirirte Behörde, der inneren Landesgesetzgebung gemäss, bestehenden Formen zu genügen.

Von jeder wegen Uebertretung storm- und schifffahrtspolizeilicher Bestimmungen oder wegen Zollvergehen erkannten Strafe hat die erkennende Behörde sofort nach Rechtskraft der Entscheidung alle übrigen an

der Elbe für diese Gegenstände bestehenden Behörden 1844
in Kenntniss zu setzen.

§. 51. Die defraudirten Zollgefälle und erkannten Zollstrafen gebühren dem Staate, dessen Zollgerechtsame durch das Vergehen verletzt sind.

Polizei- Strafgelder fallen demjenigen Staate zu, in welchem das polizeiliche Straferkenntniss abgegeben worden ist.

Das Begnadigungs- und Strafverwandlungsrecht steht in Rücksicht auf Zollstrafen dem Staate zu, auf dessen Zollgerechtsame das bestrafte Vergehen sich bezieht, in Rücksicht polizeilicher Bestrafungen aber dem Staate, in welchem das Straferkenntniss abgegeben worden ist.

Zum Art. XXVIII.

§. 52. Sämmtliche Elbuferstaaten werden auch künftig, jeder in den Grenzen seines Gebiets, alle im Fahrwasser sich findenden Hindernisse der Schifffahrt unverzüglich hinwegräumen und jedesmal, bis dieses geschehen, die im Fahrwasser oder dessen Nähe befindlichen der Schifffahrt gefährlichen Steine, Bäume etc. regelmässig mit Warnungszeichen versehen lassen.

Die unter einzelnen Uferstaaten hinsichtlich der Vertheilung von Leistungen für die Elbschifffahrt bestehenden Verträge und Observanzen bleiben in Kraft.

§. 53. In Uebereinstimmung mit den von Wasserbauverständigen sämmtlicher Uferstaaten angestellten Untersuchungen des Elbstroms und ihrem darauf begründeten Gutachten vom 15. December 1842. werden die Uferstaaten, jeder für sein Gebiet, die geeigneten Massregeln treffen, um dem Fahrwasser der Elbe zwischen Hamburg und Tetschen eine Tiefe von wenigstens drei Fuss Rheinländisch bei einem Wasserstande, welcher um 6 Zoll höher ist, als der im Jahre 1842 beobachtete niedrigste, zu verschaffen und zu erhalten.

Von den zur Erreichung dieses Zwecks in jenem Gutachten empfohlenen Mitteln, nämlich:

1) Befestigung der im Abbruche befindlichen und Erhaltung der noch nicht im Angriffe liegenden Ufer,
2) Einschränkung zu breiter Stromstrecken und, erforderlichen Falls, unmittelbarer Aufräumung seichter Stellen,
3) Anschliessung oder Wegschaffung von Inseln, soweit deren Beibehaltung der Herstellung und Erhaltung

1844 eines geregelten Fahrwassers hinderlich ist und nich
durch andere wichtige Rücksichten erfordert wird
4) Anzucht und Erhaltung von Buschwerk auf denjenigen Sandfeldern und Anlandungen, welche ohne Nachtheil für das Fahrwasser bestehen können,

wird jeder Uferstaat, innerhalb seines Gebiets und in den Grenzen seiner Berechtigungen, diejenigen in Anwendung bringen, welche er den jedesmaligen örtlichen und sonstigen Verhältnissen entsprechend findet.

Die Ausführung dieser Maassregeln soll ohne Aufschub begonnen und bis zur vollständigen Erreichung des vertragsmässigen Zweckes kräftigst fortgesetzt werden.

Ueber dasjenige, was in dieser Beziehung in jedem Staate geschehen ist, wollen die Elbuferstaaten sich am Schlusse jedes Jahres allseitige Mittheilung machen.

§. 54. Jeder Uferstaat wird neben oder auf den in seinem Gebiet vorhandenen Brücken die geeignete Vorkehrung treffen lassen, um die Handhabung der Maste zu erleichtern, und dahin kräftigst Sorge tragen, dass durch Mühlen oder andere Trieb- und Räderwerke, durch Wehre oder sonstige Kunstanlagen irgend einer Art auf dem Strome, durch Hinabrollen von Blöcken aus den Steinbrüchen und Lagerung des Abraumes hart am Ufer eine Hemmung oder Erschwerung der Schifffahrt nicht verursacht werde.

Der Leinpfad ist in Böhmen und Sachsen auch ferner in der bisherigen Art und Weise zu unterhalten. Auf der mittleren Stromstrecke, bis zum Anfange des Fluthgebiets, genügt es, soweit den örtlichen Verhältnissen nach thunlich, einen Weg von 8 Fuss Breite in gleicher Höhe mit dem natürlichen Boden zu ebnen und von solchen Gegenständen, welche den Schiffszug durch Menschen hindern, frei zu erhalten. Innerhalb des Fluthgebietes bedarf es einer Vorkehrung für den Schiffszug nicht.

Die Anlegung von Ladeplätzen und schützenden Winterhäfen soll nach Bedürfniss befördert werden.

§. 55. Die Staaten, deren Elbuferstrecken aneinander grenzen oder sich gegenüberliegen, wollen, behufs zweckmässiger und gegenseitig unnachtheiliger Ausführung der Ufer und Stromwerke, sich die Pläne solcher von ihnen beabsichtigter Anlagen mittheilen und eine Verständigung über die bei deren Ausführung in Betrach

kommenden Rechtsverhältnisse, unter Zuziehung von 1844
Wasserbauverständigen, jederzeit bereitwilligst befördern.

§. 56. Die Elbe soll von Zeit zu Zeit durch Sachverständige sämmtlicher Uferstaaten gemeinschaftlich befahren werden, um die Beschaffenheit des Stromes, die Wirkung der zu dessen Verbesserung getroffenen Maassregeln und die etwa eingetretenen neuen Hindernisse einer regelmässigen Schifffahrt zu untersuchen und feststellen.

Zum Art. XXX.

§. 57. Die dritte Revisions- Commission wird sich fünf Jahre nach dem Eintritte der Wirksamkeit dieser Additional-Akte versammeln.

Dieselbe hat vor Beendigung ihrer Berathungen Zeit und Ort der nächsten Zusammenkunft festzustellen.

Zum Art. XXXI.

§. 58. Insoweit durch diese Additional-Akte keine Aenderungen ausgesprochen sind, bleiben die Bestimmungen der Elbschifffahrts-Akte vom 23. Juni 1821. in Kraft.

Zum Art. XXXIII.

§. 59. Diese Additional-Akte soll, nachdem die vorbehaltenen Ratifikationen derselben spätestens binnen 3 Monaten ausgewechselt sein werden, mit dem 1. Oktober 1844. in Wirksamkeit treten und schon vor diesem Zeitpunkte von allen Uferstaaten öffentlich verkündigt und durch den Druck bekannt gemacht werden.

Zu Urkund dessen ist dieselbe in eilffacher Urschrift von den Eingangs genannten Bevollmächtigten unterzeichnet und untersiegelt worden.

Geschehen zu Dresden den 13. April, Eintausend Achthundert Vierzig Vier.

(L. S.) Carl Friedrich Heinrich Albert Gustav Wendt.
(L. S.) Eduard Nikolaus Ritter von Henneberg.
(L. S.) Carl Wehner.
(L. S.) Dr. Otto Carl Franz Klenze.
(L. S.) Carl Philipp Francke.
(L. S.) Leopold Friedrich Heinrich Wendt.
(L. S.) August Ludwig von Behr.
(L. S.) Dr. Heinrich Brehmer.
(L. S.) Dr. Gustav Heinrich Kirchenpauer.

Vorstehende Additional-Akte ist von sämmtlichen Elbufer-Staaten ratifizirt und die Auswechselung der Ratifikations-Urkunden am 1. Oktober 1844. zu Dresden bewirkt worden.

1844

Anlage A.

Muster eines Schiffs-Patentes.

Schiffs-Patent.

Das dem N. N. zu N. zugehörige {Segelschiff / Dampfschiff} {ohne / besonderen Namen / N. N.} mit der Nummer . . . . . versehen und unter solcher im hiesigen Schiffsverzeichniss eingetragen, von . . . . . Tragfähigkeit und im Jahre . . . . neu gebaut, ist von dazu bestellten und verpflichteten Sachverständigen in allen seinen Theilen und Zubehörungen sorgfältig geprüft und zur Schifffahrt auf der Elbe vollkommen gut und tüchtig befunden worden.

Auf Grund dieses technischen Zeugnisses ist daher dem Eigenthümer gedachten Fahrzeuges gestattet worden, das letztere zum Elbschifffahrtsbetriebe so lange benutzen zu dürfen, als es sich in erwähntem, gutem Zustande befindet und darin erhalten wird.

Urkundlich ist hierüber gegenwärtiges Schiffs-Patent unter amtlicher Vollziehung und Besiegelung ausgefertigt worden.

. . . . . den . . . . . .

(Name der Behörde.)

(L. S.)

(Unterschrift.)

Anlage B.

Muster eines Schiffer-Patentes zur Führung von Schiffen.

Schiffer-Patent.

Vorzeiger dieses,

N. N. . . . . .

aus . . . . . in . . . . . .

hat sich über seine Kenntnisse und Fähigkeiten im Betriebe der Elbschifffahrt mit {Segelschiffen / Dampfschiffen} dergestalt vollkommen ausgewiesen, dass ihm die Erlaubniss zur Führung jedes auf der Elbe fahrenden {Segel- / Dampf- Schiffes} unter heutigem Tage unbedenklich ertheilt worden ist.

Nach vorgängiger Angelobung von seiner Seite, das seiner Leitung anzuvertrauende Fahrzeug mit aller Sorg-

falt und Umsicht zu führen, von demselben Schaden und 1844
Unglück oder Gefahr, in welche es nebst den darauf befindlichen Waaren und Personen gerathen könnte, nach allen Kräften und besten Fleisses, soweit möglich, abzuwenden, auch bei seinen Fahrten die Bestimmungen der Elbschifffahrts- und der Additional-Akte, so wie die in den einzelnen Staaten geltenden schifffahrts- und strompolizeilichen Vorschriften genau zu befolgen, ist ihm hierüber gegenwärtiges Schiffer-Patent, gehörig vollzogen und besiegelt, ausgestellt worden.

. . . . . den . . . . . .

(Name der Behörde.)

(L. S.) (Unterschrift.)

Anlage C.

Muster eines Schiffer-Patentes zur Führung von Holzflössen.

Schiffer-Patent.

Vorzeiger dieses,

N. N. . . . . .

aus . . . . . in . . . . . .

hat sich über seine Kenntnisse und Fähigkeiten zum Betriebe der Holzflössung auf der Elbe dergestallt vollkommen ausgewiesen, dass ihm die Erlaubniss zur Führung jedes auf genanntem Strome gehenden Holzflosses unter heutigem Tage unbedenklich ertheilt worden ist.

Nach vorgängiger Angelobung von seiner Seite, das seiner Leitung anvertraute Holzfloss mit aller Sorgfalt und Umsicht zu führen, von demselben Schaden, Unglück oder Gefahr, in welche es nebst den darauf befindlichen Personen und Gegenständen gerathen könnte, nach allen Kräften und besten Fleisses, soweit möglich, abzuwenden, auch bei seinen Fahrten die Bestimmungen der Elbschifffahrts- und der Additional-Akte, so wie die in den einzelnen Staaten geltenden schifffahrts-und strompolizeilichen Vorschriften genau zu befolgen, ist ihm hierüber gegenwärtiges Schiffer-Patent, gehörig vollzogen und besiegelt, ausgefertigt worden.

. . . . . den . . . . . .

(Name der Behörde.)

(L. S.) (Unterschrift.)

1844 Anlage D.

Gewichts - Tabelle

für

elbzollpflichtige, nicht leicht wägbare Gegenstände.

Vorbemerkung. Das hierin genannte Fussmaass ist Rheinisches, das Scheffelmaass Preussisches und das Gewicht der Elbzoll-Zentner.

Position.	Gegenstände.	Brutto-(Zoll-) Gewicht. Ztr.	Pfd.
	A. Flüssige Waaren.		
1.	Theer, a) Harz-Theer, die Tonne	3	25
	b) Steinkohlen-Theer, die Tonne .	3	10
2.	Thran, a) Schwedischer (Kronenthran, Leberthran etc.) die ganze Tonne . .	3	42
	„ halbe „ . .	1	74
	b) Hamburger Thran, die Tonne zu 6 Stechkannen	2	46
3.	Wasser, mineralische, und zwar:		
	I. Oestreichische Mineralwasser, als:		
	1. Biliner Sauerbrunnen:		
	a) in ganzen Krügen, unverpackt à 100 Stück	4	65
	b) in halben Krügen, unverpackt à 100 Stück	2	85
	c) in viertel Krügen, unverpackt à 100 Stück	1	80
	2. Eger Salzquelle:		
	α. in thönernen Krügen:		
	a) in ganzen, unverpackt, à 100 Stück	4	20
	„ dergl. verpackt, „ 60 Krüge	3	36
	„ „ „ „ 36 „	2	15
	„ „ „ „ 18 „	1	6
	„ „ „ „ 12 „	—	74
	b) in halben, unverpackt, à 100 Stück	2	80
	„ dgl. verpackt, in Kisten à 100 Krüge	3	54
	„ „ „ „ „ 72 „	2	35
	„ „ „ „ „ 64 „	2	24
	„ „ „ „ „ 40 „	1	48

Position.	Gegenstände.	Brutto-(Zoll-)Gewicht. Ztr.	Pfd.
	β. in Hyalit-Bouteillen:		
	a) in ganzen, unverpackt, à 100 Stück .	2	70
	„ dgl. verpackt in Kisten à 30 Bouteillen	1	18
	b) in halben, unverpackt, „ 100 „ .	2	10
	„ dgl. verpackt, in Kisten „ 15 „ .	—	62
	3. Eger Franzensbrunnen:		
	α. in thönernen Krügen:		
	a) in ganzen, unverpackt, à 100 Stück .	4	20
	„ dergl. verpackt, in Kisten à 60 Krüge	3	3
	„ „ „ „ „ 36 „	2	13
	„ „ „ „ „ 18 „	1	6
	„ „ „ „ „ 12 „	—	74
	b) in halben, unverpackt, à 100 Stück .	2	75
	„ dergl. verpackt, in Kisten à 100 Krüge	3	43
	„ „ „ „ „ 72 „	2	30
	„ „ „ „ „ 64 „	2	18
	„ „ „ „ „ 40 „	1	48
	β. in Hyalit-Bouteillen:		
	a) in ganzen, unverpackt, à 100 Stück .	2	70
	„ dgl. verpackt, in Kisten à 30 Bouteillen	1	18
	b) in halben, unverpackt, à 100 Stück .	2	10
	„ dgl. verpackt, in Kisten à 15 Bouteillen	—	62
	4. Marienbader Kreuz- und Ferdinands-Brunnen:		
	α. in thönernen Krügen:		
	a) in ganzen, unverpackt, à 100 Stück .	4	30
	„ dergl. verpackt in Kisten à 48 Krüge	2	56
	„ „ „ „ „ 24 „	1	38
	„ „ „ „ „ 12 „	—	74
	b) in halben, unverpackt, à 100 Stück .	2	75
	„ dergl. verpackt, in Kisten à 100 Krüge	3	53
	„ „ „ „ „ 72 „	2	59
	„ „ „ „ „ 50 „	1	68
	„ „ „ „ „ 30 „	1	25
	„ „ „ „ „ 24 „	—	84
	β. in Glas-Bouteillen:		
	a) in ganzen, unverpackt, à 100 Stück .	2	95
	„ dgl. verpackt, in Kisten à 30 Bouteillen	1	8
	„ „ „ „ „ 18 „ .	—	84

1844 Position.	Gegenstände.	Brutto-(Zoll-)Gewicht. Ztr.	Pfd.
	b) in halben, unverpackt, à 100 Stück .	2	15
	„ dgl. verpackt, in Kisten à 36 Bouteillen	1	6
	„ „ „ „ „ 18 „ .	—	50
	5. Pillnaer Bitterwasser:		
	a) in ganzen Krügen, unverpackt, à 100 Stück	4	60
	„ dergl. verpackt, in Kisten „ 40 Krüge	2	39
	„ „ „ „ „ 20 „	1	20
	b) in halben Krügen unverpackt, „ 100 Stück	2	70
	„ dergl. verpackt, in Kisten „ 40 Krüge	1	54
	„ „ „ „ „ 20 „	—	76
	6. Saidschützer und Sedlitzer Bitterwasser:		
	a) in ganzen Krügen, unverpackt, à 100 Stück	4	90
	„ dergl. verpackt, in Kisten „ 40 Krüge	2	57
	„ „ „ „ „ 20 „	1	27
	b) in halben Krügen, unverpackt, „ 100 Stück	2	80
	„ dergl. verpackt, in Kisten „ 40 Krüge	1	49
	„ „ „ „ „ 20 „	—	74
	c) in Achtzehner, blos . . „ 100 Stück	6	5
	7. Gieshübler Säuerling:		
	a) in ganzen Krügen, unverpackt, à 100 Stück	4	20
	b) in halben „ „ „ 100 Stück	2	55
	8. Liebwerdaer Sauer- und Stahlbrunnen: in ganzen gläsernen Flaschen, blos à 100 Stück	2	70
	Anmerkung: Kommen Versendungen von den unter 1—8 aufgeführten Mineralwassern in solcher Kistenverpackung, welche unter diesen Abschnitte nicht befindlich, oder in Körben vor, so sind der gleichen Colli zu verwiegen.		
	II. Andere Mineralwasser, als:		
	a) Salzbrunnen (stets in Kisten von 24 ganzen oder 36 halben Glasflaschen vorkommend) und zwar:		
	à Kiste mit 24 ganzen Glasflaschen .	1	4
	„ „ „ 36 halben „ .	1	14
	b) alle aus dem südlichen Deutschland etc. (in der Regel unverpackt, ausserdem nur in Körben) eingehende Mineralwasser:		
	jeder ganze Krug (Steinkrüge) unverpackt	—	5
	„ halbe „ „ „	—	3

Position.	Gegenstände.	Brutto-(Zoll-) Gewicht. Ztr.	Pfd.
	Bei Verpackung in Körben ist das Bruttogewicht durch Verwiegung zu ermitteln.		
	B. Früchte.		
	a) Getraide und Hülsenfrüchte.		
1.	Bohnen, der Pr. Scheffel (gestrichen gemessen)	—	90
2.	Buchweizen, „ „ „ „	—	70
3.	Erbsen, der „ „ „ „	—	90
4.	Gerste, „ „ „ „ „	—	70
5.	Hafer, „ „ „ „ „	—	50
6.	Hirse, „ „ „ „ „	—	75
7.	Linsen, „ „ „ „ „	—	90
8.	Roggen, „ „ „ „ „	—	80
9.	Weizen, „ „ „ „ „	—	85
10.	Wicken, „ „ „ „ „	—	90
	Anmerkung: Getraide in Säcken und blos geladenes, werden, den Gewichtssätzen nach, gleich behandelt und wird diesen für die Sack-Emballage nichts hinzugerechnet.		
	b) Sämereien:		
11.	Hanfsaamen, der Preussische Scheffel . .	—	55
12.	Kleesaamen, „ „ „ . .	—	90
13.	Leinsaamen, die Tonne (à 113 Preuss. Quart)	1	95
	desgl. der Preussische Scheffel . .	—	70
14.	Mohnsaamen, „ „ „ . .	—	60
15.	Rappsaamen, „ „ „ . .	—	72
16.	Rübsaat, (Rübsen, Leindotter, Dotter, Döder, wie Rappsaamen.		
	c) Obst:		
17.	frisches Obst aller Art, der Preuss. Scheffel	—	65
18.	getrocknete Aepfel, „ „ „	—	35
19.	„ Birnen, „ „ „	—	60
20.	„ Kirschen, „ „ „	—	75
21.	„ Pflaumen, „ „ „	—	70
22.	„ Nüsse, (wälsche) „ „	—	45
23.	„ Hagebutten, der „ „	—	30
	d) andere Fruchtarten:		
24.	Kartoffeln, der Preussische Scheffel . . .	—	85
25.	Kastanien, „ „ „ . . .	—	75
26.	Rüben, a) kleine Märkische, der Preuss. Scheffel	—	50
	b) andere Rüben, als Kohlrüben, Runkelrüben Beetrüben wie Kartoffeln.		

1844

Position.	Gegenstände.	Brutto-(Zoll-)Gewicht. Ztr.	Pfd.
27.	Zwiebeln, (Bollen) der Preussische Scheffel	—	75
	C. Holz.		
1.	Brenn- und Nutzholz, (in Stämmen, Scheiten, Sägeblöcken etc.) und zwar:		
	a) Hartes:		
	Ahorn-, Buchen-, Eichen-, Rüster-, oder Ulmenholz, desgl. Apfel-, Birnen-, Kirschen-, Nuss- und Pflaumenbaumholz, à 2 (Rheinl. oder) Preuss. Kubikfuss	1	—
	b) weiches:		
	Aspen- (Espen-), Birken-, Erlen- (Ellern- oder Elsen-), Fichten-, Kiefern- (Föhren- oder Kienen-), Lerchen-, Tannen-, Pappeln-, Weiden- und alles andere unter a. nicht benannte Holz, à 3 (Rheinl. oder) Preuss. Kubikfuss	1	—
	Hierbei sind folgende Vorschriften in Anwendung zu bringen:		
	1. Bearbeitete oder beschlagene (vollkantige, vierkantige) Balken (Zimmerholz) und dergleichen Nutzhölzer, so wie Bohlen, Planken, Stollen, Bretter, Latten und alle andere Sägewaaren, können nach den Dimensionen einzelner Stücke (ohne Rabatt) kubisch veranschlagt, oder auch, nach Befinden, in ganzen Haufen, Kabeln oder Lagen gemessen und kubisch berechnet werden, in welchem letztern Falle alsdann noch 15 Prozent Rabatt für die leeren Zwischenräume in Abzug zu bringen sind;		
	2. Werden bewaldrechtete oder schalkantig behauene Langhölzer in ganzen Lagen vermessen und kubisch berechnet, so sind von dem hiernach ermittelten Inhalte 20 Prozent zu rabattiren;		
	3. Felgen, Speichen, Fassdauben und Stabhölzer sind entweder ebenfalls in ganzen Haufen zu vermessen und von dem hiernach erlangten kubischen Inhalte annoch für die leeren Zwischenräume 20 Procent zu kür-		

Position.	Gegenstände.	Brutto-(Zoll-) Gewicht. Ztr.	Pfd.	1844

zen, oder es sind solche, so wie Kandiskisten, probeweise zu verwiegen und nach diesem Ergebnisse die übrigen gleichartigen und gleichgrossen Stücke zu berechnen;

4. Unbearbeitete (entwipfelte) Langhölzer, Klötzer etc. — in Flössen und einzelnen Stücken — sind nach Anleitung der Segondat'schen und Hartig'schen Kubiktabellen, kubisch zu ermitteln, zu welchem Ende die Stärke derselben stets am obern und untern Ende zu messen und nach dem Durchmesser in Zollen zu bestimmen ist;

5. Werden Kahn- und Schiffsladungen unbearbeiteter Nutzhölzer, Stangen etc. so wie Brennhölzer im Ganzen kubisch vermessen, so ist der sich ergebende Kubikinhalt, wegen der leeren Zwischenräume
   a) bei Bau- und anderem Nutzholze mit 25 Prozent,
   b) bei rauhem Brennholze mit $33\frac{1}{3}$ Prozent,
   c) „ Band- u. Zweigholze „ 50 „
   d) „ Wellen und Reissigbunden mit 60 Prozent, zu rabattiren;

6. Ist ferner rauhes Kloben- oder Scheitholz in Faden, Haufen, Klaftern etc. abgesondert und so aufgestellt, dass es kubisch vermessen werden kann, so sind von jedem 100 Kubikfuss zu rabattiren:

vom	2	3	4	5	6	füssigen
Schier- oder Nutzholze	25	$26\frac{1}{2}$	28	30	32	Kubikf.;
Brennholze in unebenen Kloben	29	31	33	35	37	„
Brennholze in Stangen .	40	43	46	49	52	„
„ „ Zacken od. Zweigen	44	48	52	56	60	„

7. Gehen andere, in Vorstehendem nicht bezeichnete, Nutzhölzer in runder oder gewöhnlicher Scheitform ein, so sind dieselben ebenso, wie vorher unter 5. und 6. bestimmt, zu behandeln, und ist deren Ge-

1844 Position.	Gegenstände.	Brutto-(Zoll-)Gewicht. Ztr.	Pfd.
	wicht, je nachdem solche zur harten oder weichen Holzart gehören, mit 1 Zollzentner für jede 2 oder 3 Preuss. Kubikfuss festzustellen.		
2.	Dachschindeln, à Schock	—	68
3.	Zaunpfähle, wie Stangen.		
	(Holzborke und Sägespäne, s. unter F.)		
	D. Kohlen und anderes Brennmaterial.		
1.	Braunkohlen, die 10 (Rheinl, oder) Pr. Kubikf.	3	50
2.	Cinders, Coaks, „ 10 „ „ „ „	2	50
3.	Holzkohlen, „ 10 „ „ „ „	1	—
4.	Lohkuchen a) die 1000 St., à 8 bis 10 Zoll Qdr.,	13	—
	b) von anderer Grösse ist das Gewicht vom Kubus festzustellen.		
5.	Steinkohlen jeder Art, die Tonne von 4 Pr. Schffl.	3	60
	oder die 10 Preuss. Kubikfuss	5	—
6.	Torf, in Soden, Steinen, Ziegeln, die 10 Preuss. Kubikfuss	2	85
	E. Steine, Erden, Sand etc.		
1.	Aschenkalk, die 10 Preuss. Kubikfuss .	8	50
2.	Dachschiefer, „ 10 „ „	12	—
3.	Düngekalk, wie Kalk.		
4.	Erden, als:		
	a) Pfeifenerde, die 10 Preuss. Kubikfuss	7	—
	b) Thon-, Töpfer- und Walkeerde, auch Porzellanerde, die 10 Preuss. Kubikf.	7	—
	c) alle übrigen Erdarten sind kubisch zu vermessen und probeweise nach einem oder mehreren Kubikfussen zu verwiegen, wonach alsdann das Gewicht der ganzen Ladung zu ermitteln ist.		
5.	Granit, a) behauener, die 10 Preuss. Kubikf.	18	—
	b) unbehauener „ 10 „ „	13	—
6.	Gyps, a) gebrannter, 10 „ „	5	30
	oder der Preuss. Scheffel	—	95
	b) gemahlner (Gypsmehl), die 10 Pr. Kubikfuss	7	—
	oder der Preuss. Scheffel . .	1	25
7	Gypsstein, roher (Bruch-), die 10 Pr. Kubikf.	9	—

Position.	Gegenstände.	Brutto-(Zoll-)Gewicht. Ztr.	Pfd.
			1844
8.	Kalk, gebrannter, die Preuss. Tonne (zu 4 dergl. Scheffel)	9	—
		3	—
	Anmerkung: Es ist jedoch mit der Anzahl der Tonnen auch das darin enthaltene Gemäss zu deklariren.		
9.	Kalkstein, roher (Bruch-), die 10 Pr. Kubikf.	8	—
10.	Kies, ... „ 10 „ „	10	—
11.	Lehm, klarer oder in St., „ 10 „ „	8	50
12.	Marmor, a) behauener, 10 „ „	16	—
	b) in rohen unbehauenen Stücken oder Blöcken, so wie Marmorfliesen, die 10 Preuss. Kubikfuss	12	—
13.	Mergel, wie Lehm.		
14.	Pflastersteine, gebrochene, oder Feldsteine, die 10 Preuss. Kubikfuss	10	70
15.	Sand, die 10 Preuss. Kubikfuss	9	—
16.	Sandsteine, a) behauene (Mühlsteine etc.) die 10 Preuss. Kubikfuss . .	14	—
	b) in Stücken (Bruchsteine) die 10 Preuss. Kubikfuss . . .	10	—
	(Pfeifen-, Porzellan-, Tohn-, Töpfer- und Walkererde, s. Erden.)		
17.	Ziegel, und zwar:		
	α. gebrannte:		
	a) Mauer oder Backsteine (Mauer-, Platten-, oder Heerdziegel und Klinker), die 10 Preuss. Kubikfuss	9	—
	b) Dachsteine (Dachziegel, die 10 Preuss. Kubikfuss	3	30
	c) Hohlsteine (First und Walmziegel, auch Luft-Dachziegel), die 10 Preuss. Kubikf.	3	30
	β. ungebrannte oder lufttrockne:		
	Mauersteine (Mauerziegel), die 10 Pr. Kubikf.	10	—
	(Allenthalben mit Berücksichtigung der Zwischenräume.)		
	F. Sonstige Gegenstände.		
1.	Dünger, a) Abfall von der Zuckerfabrikation, die 10 Preuss. Kubikfuss . .	5	50
	b) thierischer, die 10 Preuss. Kubikf.	4	25
	(übrigens s. Düngerkalk etc.)		

1844 Position.	Gegenstände.	Brutto-(Zoll-) Gewicht. Ztr.	Pfd.
2.	Düngesalz, die 10 Preuss. Kubikfuss . .	5	—
3.	Glasscherben, „ 10 „ „ . .	5	—
4.	Heringe, die Tonne	3	25
5.	Holzasche, a) unausgelaugte, die 10 Pr. Kubikf.	3	—
	b) ausgelaugte, „ 10 „ „	5	—
6.	Holzrinde (Borke), . . „ 10 „ „	1	50
7.	Knochen, ... „ 10 „ „	2	50
8.	Oelkuchen, die 10 Preuss. Kubikfuss . .	5	50
9.	Pech, „ 10 „ „ . .	6	70
	do. nordisches, in Fässern, sogenannten Tonnen, die Tonne	3	50
10.	Salz, a) in Tonnen, die Preuss. Tonne . .	4	15
	d) in Säcken, à Sack	1	90
11.	Sägespäne, die 10 Preuss. Kubikfuss. .	1	20
12.	Trester, Druse „ 10 „ „ . . .	4	30
13.	Schwefel, roher, 10 „ „ . . .	9	—
	G. Leere Gefässe.		
	Ein Gefäss z. B.		
a.	von 20 bis unter 30 Pr. Quart (der mecklenb. u. hamb. Eimer; der ital. Oel-Baril)	—	12
b.	„ 30 „ „ 40 „ „ (ein Anker jeder Art; dgl. der franz. Baril)	—	16
c.	„ 40 „ „ 50 „ „ (der ungar. Eimer; der Oel-Odor) .	—	20
d.	„ 50 „ „ 60 „ „ (der sächs. u. wiener Eimer; das Arak-Rundlet etc. . .	—	25
e.	„ 60 „ „ 70 „ „ (der pr. Fimer; ein Anthal; ein {Ale-/Wein-} Rundlet) . . .	—	30
f.	„ 70 „ „ 80 „ „ (das engl. Bier-Rundlet) . . .	—	35
g.	„ 80 „ „ 90 „ „ (die sächs. Tonne; der Hectoliter; ½ hannov. Fass .	—	40
h.	„ 90 „ „ 100 „ „	—	45
i.	„ 100 „ „ 120 „ „ (die pr., schwed.,		

Position.	Gegenstände.	Brutto-(Zoll-) Gewicht. Ztr.	Pfd.
	meckl., hamb., und dänische Tonne das engl. Arac- u. Wein-Barrle; d. span. Carga, das franz. Feuillet) . .	—	50
k.	von 120 bis unter 140 Pr. Quart (ein Ahm oder Ohm aller Art; d. Tierçe, Charge und Somma)	—	60
l.	„ 140 „ „ 160 „ „ (das engl. Bier-Barel, die hamb. Bier-Tonne) .	—	70
m.	„ 160 „ „ 180 „ „ (d. hannov. Bierfass; das sächs. ½ Bierfass) . .	—	80
n.	„ 180 „ „ 200 „ „ (das Ale-Hogshead; der pr., hamb. und mecklenb. Oxhoft, die Burgunder-Barrique) . . .	—	85
o.	„ 200 „ „ 220 „ „ (das Arac-, Bier- und Wein Hogshead; die Thran-Quardeel; d. dänische und hannov. Oxhoft; das pr. Bierfass) . .	—	95
p.	„ 220 „ „ 240 „ „	1	—
q.	„ 240 „ „ 260 „ „ (d. Tavell-Trommel)	1	10
r.	„ 260 „ „ 280 „ „ (das engl. Wein-Puncheon) . .	1	20
s.	„ 280 „ „ 300 „ „	1	25
t.	„ 300 „ „ 330 „ „ (die kleine deutsche Piepe) . .	1	35
u.	„ 330 „ „ 360 „ „ (das sächs. Bierf.)	1	45
v.	„ 360 „ „ 390 „ „ (die grosse Piepe		

1844

Position.	Gegenstände.	Brutto-(Zoll-) Gewicht. Ztr.	Pfd.
	(Both); die span. und portug. Oel-Pipa)	1	55
w.	von 390 bis unter 420 Pr. Quart (die Doppel-Barrique, die span. Botta; die Arac-Pipa von Lissabon; die engl. und dänische Pipe). .	1	65
x.	„ 420 „ „ 460 „ „ (die engl. Bier-Piepe; die Pipa von Alicante) . . .	1	80
y.	„ 460 „ „ 500 „ „ (die Pipa (Both) von Oporto). .	1	90
z.	„ 500 „ „ 550 „ „ (das Arac-Gebind von Batavia). .	2	—
	und so weiter, bei jeder Steigerung des Mehrinhalts für 50 Preuss. Quart — 10 Pfd. mehr, so dass z. B. von einer Thran-Stampe à 256 hamb. Stübchen, oder ohngefähr 800 Preuss. Quart Raum-Inhalt, zu veranschlagen sind	2	70
	Anmerkung: Diese Tarifsätze beziehen sich nur auf die einfache nächste Umschliessung; wenn daher Fassgebinde mit Gypsböden, — wie dies z. B. bei den dänischen Tonnen-Gebinden der Fall ist — oder auch mit eisernen Reifen, vorkommen, so ist der betreffende Tarasatz noch um 40 Prozent zu erhöhen.		

H. Lebende Thiere.

Das Gewicht derselben ist nach Abschätzung durch Sachverständige festzustellen.

Bemerkungen:

1. Weitere Berichtigungen und Vervollständigungen bleiben der nächsten Revisionskommission vorbehalten und sind solche von den Zollämtern fleissig zu sammeln und in beglaubter Form aufzuzeichnen, auch am Schlusse jeden Jahres der denselben vorgesetzten resp. höheren Behörde mittelst Berichts anzuzeigen.
2. Zum Behuf der Reduktion der Kubik- und Hohlmasse auch Gewichte, sind die in der Beilage sub † enthaltenen Verhältnisszahlen in Anwendung zu bringen.

† *Vergleichung* 1844

des Rheinischen oder Preussischen Kubik- und Preussischen Hohlmaasses, so wie des Zollgewichts mit nachbemerkten Maassen und Gewichten, und zwar:

I. 10,000 Pr. Kubikf. (oder rheinische)	= 10,000	Anhaltschen Kubikfuss,
	10,000	Dänischen „
	10,918	Englischen „
	30,916	Franz. Kubik-Dezimetres,
	13,148	Hamburger Kubikfuss,
	12,405	Hannoverschen „
	12,994	Lübeckischen „
	12,981	Mecklenburgischen „
	13,613	Sächsischen „
	9,788	Wiener „
II. 10,000 Pr. Quarts	= 10,000	Anhaltschen Quarts,
	11,852	Dänischen Potts,
	2,520	Englischen Imperial Stand. Gallons,
	11,450	Französischen Litres,
	3,163	Hamburger Stübchen (à 2 dergl. = 1 Hamb. Viertel)
	2,940$_5$	Hannover. Stübchen (à 1 dergl. = 2 hann. Kannen)
	1,574	Lübeckischen Virteln,
	12,652	Mecklenb. Pots (à 4 dgl. = 1 Hamb. Stübchen)
	12,239	Sächsischen Kannen,
	8,092	Wiener Maass.
III. 10,000 Pr. Schffl.	= 10,377	Anhaltschen Scheffeln,
	3,951	Dänischen Getreidetonnen,
	15,121	Englischen Imperial-Bushel (8 engl. = 1 Quarter)
	5,496	Franz. Hektolitres,
	10,000	Hamburger Fass,
	17,643	Hannoverschen Himten,
	15,842	Lübeck. Roggenscheffeln,
	13,909	Lübeck. Haferscheffeln,
	14,133	Mecklenburger (Rostocker) Scheffeln,
	5,227	Sächsischen Scheffeln,
	8,937	Wiener Metzen oder
	5,872	Böhmischen Strich.

1844 IV. 10,000 Zoll-Pf. = (oder 100 Zoll-Ztr.)	10,690	Anhaltschen auch Hannov. und Preuss. Pfunden.
	10,018	Dänischen Pfunden,
	11,027	Englischen Avoir du poids-Pfunden,
	10,000	Französischen Pfunden à 500 Grammes,
	10,324	Hamburger Pfunden,
	10,278	Lübeckischen „
	10,319	Mecklenburger „
	10,710	Sächsischen „
	8,929	Wiener „

Vertheilung des Normal-Elbzoll

Uferstaaten, für deren Rechnung der Elbzoll erhoben wird.	Bezeichnung der Strecken.
Oesterreich	a) für die ganze Strecke von Melnik bis zur Sächsischen Grenze . . . .
	b) für die Strecke von Melnik bis Aussig
	c) „ „ „ „ Aussig bis zur Sächsischen Grenze . . . . .
Sachsen	a) für die ganze Strecke von der Böhmischen bis zur Preussischen Grenze
	b) für die Strecke von der Böhmischen Grenze bis Pirna . . . . .
	c) für die Strecke von Pirna bis Dresden
	d) „ „ „ „ Dresden bis an die Preussische Grenze . . . . .
Preussen	a) für die ganze Strecke von der Sächsischen bis zur Mecklenb. Grenze
	b) für die Strecke von der Sächsischen bis zur Anhaltschen Grenze . . .
	c) für die Strecke von der Anhaltschen bis zur Mecklenburgischen Grenze

Anmerkung. 1844

1 Preuss. (oder Berliner) Quart enthält = $\frac{1}{3}$ Pr. Metze oder 64 „ Kubik-Zoll;
27 „ „ „ „ = 1 „ „ Fuss;
50 „ „ „ „ = 1 „ Eimer;
1 „ Oxhoft = 3 Preuss. Eimer,
1 „ Ohm = 2 „ „
1 „ Anker = $\frac{1}{2}$ „ „
1 „ Biertonne = 100 „ Quart,
1 „ Leinsaat-Tonne = 113 „ „
1 „ Kalk, Steinkohlen, Holz-, Salz- etc. Tonne = 192 Pr. Quart oder 4 Pr. Scheffel. „ $7\frac{1}{9}$ „ Kubikf.
1 „ Scheffel = $1\frac{7}{9}$ Preuss. Kubikfuss,
9 „ „ = 16 „ „
9 „ Metzen = 1 „ „ und
9 „ Kalk-etc. Tonn. = 64 „ „

Anlage E.

Satzes auf die einzelnen Strecken.

Zu entrichtender Elbzoll vom Elbzoll-Zentner = 50 Kilogramm in Kourant zum 14 Thalerfusse, 1 Thlr. = 30 Sgr. = 360 Pf.						Bemerkungen.
Für die einzelnen Strecken.			Für die ganze Strecke eines jeden Uferstaats.			
Thlr.	Sgr.	Pf.	Thlr.	Sgr.	Pf.	
....	....	..	—	2	1	Der von Esslingen früher nach Hamburg verlegte Zoll wird nur von stromaufwärts aus Hamburg abgehenden Schiffen mit 4 Schilling Hamburger Kourant per Schiffslast v. 4000 Pfund brutto (und einer geringen Schreibgebühr) entrichtet.
—	1	1				
—	1	—				
....	....	..	—	6	4	
—	1	6				
—	1	6				
—	3	4				
....	....	..	—	16	7	
—	4	10				
—	10	11				

Uferstaaten, für deren Rechnung der Elbzoll erhoben wird.	Bezeichnung der Strecken.
Preussen	d) für das Tochheimer Geleit . . .
	e) aus dem Anhaltschen bis nach Dornburg (Anhalt) . . . . .
	f) für den Kurs von und nach Schnakenburg und Gegend . . . . .
Anhalt-Bernburg . .	für die Berührung des Geleits von Coswig
„ Cöthen . . .	„ „ „ „ „ „ Roslau
„ Dessau . . .	„ „ „ „ „ „ Dessau
Hannover	a) für die ganze Strecke von der Preussischen Grenze bis zum Boitzenburger Geleite . . . . .
	b) für die Berührung des Geleits von Schnakenburg . . . . .
	c) für die Berührung des Geleits von Hitzacker . . . . .
	d) für die Berührung des Geleits von Bleckede . . . . .
Mecklenburg-Schwerin	a) für die ganze Strecke . . . . .
	b) „ „ Berührung des Geleits von Dömitz . . . . .
	c) für die Berührung des Geleits von Boitzenburg . . . . .
Dänemark	für die Berührung des Geleits Lauenburg
	Summe für die Strecke v. Melnik b. Hamb.

Anlage F.

A. *Klassifizirte Zusammenstellung* der Elbzoll-Ermässigungen.

I. Zu Einem Viertheil des Normalsatzes.

Alaun, auch gebrannter (Alumen ustum).

Asphalt (Judenpech), auch sonstiges Erdpech oder Erdharz; ingleichen Asphaltplatten.

Bimstein, sowohl roher wie geschlemmter und geformter.

Blei, rohes, in Blöcken, Mulden, Platten, Rollen etc.; auch altes ingleichen Antimonialblei (Hartblei).

Zu entrichtender Elbzoll vom Elbzoll-Zentner = 50 Kilogramm in Kourant zum 14 Thalerfusse, 1 Thlr. = 30 Sgr. = 360 Pf.						Bemerkungen.
Für die einzelnen Strecken.			Für die ganze Strecke eines jeden Uferstaats.			
Thlr.	Sgr.	Pf.	Thlr.	Sgr.	Pf.	
—	—	10				
—	2	—				
—	1	7				
—	—	10	—	—	10	
—	—	10	—	—	10	
—	—	10	—	—	10	
. . . .	. . .	. .	—	3	2	
—	1	1				
—	1	—				
—	1	1				
. . . .	. . .	. .	—	2	3	
—	1	2				
—	1	1				
—	1	—	—	1	—	
. . . .	. . .	. .	1	3	11	

Chlorkalk, trockener, flüssiger, auch Chlorkalkwasser.

Eisen und Stahl und daraus verfertigte Gegenstände, als: Roheisen aller Art (daher auch Osemund); Luppeneisen (gefrischtes Eisen in der Gestalt von Luppen oder Kuchen); geschmiedetes Eisen in Stäben, auch wenn es zu feineren Sorten (Quadrateisen, façonirtem Eisen etc.) verarbeitet ist; Reckeisen, Reifeisen, Rundeisen, Eisenbahnschienen; Roh-, Cement-, Guss-, Frisch-, Gerbe-, raffinirter und Rund-Stahl; desgleichen Eisen, welches zu groben Bestandtheilen von Maschinen und Wagen

1844 (Kurbeln, Achsen u. dergl.) roh vorgeschmiedet ist; Eisenblech aller Art, einschliesslich des gefirnissten und verzinnten; Bandeisen, Platten, Ambosse, Anker und Ankerketten, Bomben, Eisen- und Stahldraht, desgleichen grobe Gusseisenwaaren in Oefen, Platten, Gittern etc., auch Gewichte Küpen, Kessel, Kugeln, von Gusseisen, endlich gegossene eiserne Nägel.

Bemerk. Aexte, Degenklingen, Feilen, Hämmer, Hecheln, Haspeln, Holzschrauben, Kaffeetrommeln und Kaffeemühlen, Ketten, Maschinen von Eisen, geschmiedete Nägel, Pfannen, Plätteisen, Schaufeln, Schlösser, Schnallen, Schraubstöcke, Sensen, Sicheln, Stemmeisen, Striegeln, Thurmuhren, Waagebalken, Zangen und andere ähnliche Waaren aus geschmiedetem Eisen oder Eisenguss, aus Eisen und Stahl, aus Eisenblech, aus Eisen- oder Stahldraht, auch in Verbindung mit Holz, Horn, Knochen, Leder etc. gefertigt, ingleichen alle feinere Eisen- und Stahlwaaren unterliegen dem Normalsatze.

Erze aller Art (mit Ausschluss der zu $\frac{1}{40}$ tarifirten) in krystallisirten Stücken oder gemahlen, namentlich: Arsenikerz oder Arsenikkies, Bleierz (Bleierde, Bleiglanz, Glasurerz etc.), Braunstein, Chromerz, Eisenerz oder Eisenstein (Blutstein, Glaskopf etc.), Eisenkies oder Schwefelkies, Graphit (Reissblei, Molybdän, Wasserblei), Gusserz, Kobalt, Kobaltspeise, Kupfererz (Kupferlasur etc.), Schmirgel, Spiesglanzerz etc. etc., ingleichen zinkischer Ofenbruch (tutia).

Flachs, Hanf, Heede und Werg.

Getraide und Hülsenfrüchte, als: Bohnen, Buchweitzen, Erbsen, Gerste, Hafer, Hirse, Korn (Roggen), Linsen, Mais, Spelz, Weitzen, Wicken; ingleichen Malz, auch Getraide in Stroh.

Glätte und Pothloth (Blei-, Silber- und Goldglätte); ingleichen Bleiasche; auch grobe Glasurmasse (eine Komposition von Kieselerde, Bleioxyd und Alkali).

Glas und Glaswaaren ohne Unterschied, mit Einschluss von Kronleuchterbehängen, Glasperlen, Glaskorallen, auch wenn sie an Fäden gereiht sind, Glasknöpfen, auch dergleichen mit Metallöhr versehenen oder in Metall gefassten, Glasflüssen, Glasgespinnsten, Glassmasse (die aus dem Hafen ausgestochene, zu unregelmässigen Stücken erkaltete Fritte für die Kunstglasblaserei), Glasschmelz, Glastropfen, ungefassten optischen Gläsern (Brennglläser, Brillengläser etc.), unächten böhmischen Steinen (Glasflüsse zur Nachahmung ächter Steine), belegtem Spiegelglase, gläsernen Bierkrügen mit und

ohne Metalldeckel, ingleichen Flaschenkeller und son- 1844
stige Glaswaaren mit Nebenbestandtheilen.
Hopfen.
Chlorsaurer, essigsaurer und salzsaurer Kalk.
Kanonen und Bombenmörser, sowohl eiserne, als metallne; auch Lafetten.
Leim (Fisch-, Horn-, Lederleim), auch Leimgallerte (durch Salzsäure dekalzinirte Knochen).
Mühlenfabrikate aus Getraide und Hülsenfrüchten, nämlich: geschrötete oder geschälte Körner, Graupen, Gries, Grütze, Mehl, Kleie u. dergl.
Oelkuchen (Leinkuchen etc.) und Mehl hieraus.
Paradieskörner (Guineakörner).
Pottasche, gewöhnliche, auch Drusen-, Perl-, Stein- und Waidasche; ingleichen Pottaschenabfälle (Rückstände bei der Pottaschensiederei).
Saamen, im natürlichen Zustande und gemahlener, als: Anis (excl. Sternanis), Canariensaamen, Coriander, Dill, Fenchel Flohsaamen, Garten-, Blumen-, Klee-, und Wiesensaamen, Kümmel (sowohl gewöhnlicher inländischer als römischer und sonstiger ausländischer), Oelsaat (Hanfsaat, Leinsaat, Leindotter oder Doder, Mohnsaamen, Raps, Rübsaat, ingleichen Erdnüsse oder Erdpistazien, Sonnenblumenkerne etc.), ferner Schwadengrütze, Senfsaat, Zitwer- oder Wurmsaamen, ingleichen Buchkerne und andere Saamen von Waldhölzern (mit Ausschluss der zu $\frac{1}{20}$ besonders tarifirten Eicheln), Bärlappsaamen (semen lycopodii) Bockshornsaamen (foenum graecum), etc.
Salz: Küchen-, See-, Stein- und Düngesalz.
Talg; auch Talgöl (Oelsäure, Oelstoff, oleïne); ingleichen Hirschunschlitt etc.
Vitriol: grüner Eisenvitriol, Kupfervitriol, gemischter Kupfer- und Eisenvitriol, auch weisser (Zinkvitriol, Galitzenstein).
Zunder und Feuerschwamm, roh und bearbeitet.

II. Zu Einem Fünftel des Normalsatzes.

Abfälle von der Gold- und Silberbearbeitung (Münzkrätze), von Horn (Hornspäne), von Leder (Leimleder auch Zinngekrätz und Schabin (Abfall von der Metallschlägerei zur Bereitung der Bronzefarben).
Alabaster und Marmor, roher; auch geschliffene Platten etc. von Alabaster, Marmor, Granit oder Porphyr.

1844 Bier aller Art, sowohl in Fässern als in Flaschen oder Krügen.

Beeren, getrocknete zum Genuss (Flieder-, Heidel-, Preisselbeeren etc.), ingleichen Kreuzbeeren- auch frische und trockne Wachholderbeeren.

Braunroth, (colcothar, caput mortuum, Rückstände bei chemischen Arbeiten).

Curcume (Gelbwurzel).

Erdfarben und Farbenerden, als: gelbe, grüne, rothe, braune Erde, Bergroth, Bolus, Kreide (weisse, schwarze, rothe; roh, gemahlen oder geschlemmt), Oker, (Berggelb), Rothstein (Röthel); ferner gepochter, gemahlener und zu Farbe bereiteter Schwerspath; ingleichen Talk oder Talkerde, terra di Siena, terra sigillata, Tripel.

Essig aller Art, auch Cideressig.

Früchte, gedörrte (Backobst), als; getrocknete Aepfel, Birnen, Kirschen, Pflaumen, auch gedörrte Hagebutten.

Galläpfel.

Geflügel: lebende Vögel und geschlachtetes Federvieh, auch Federwild.

Glasgalle, Glasschaum.

Grabsteine von Marmor, geschliffenem Granit oder Porphyr, insofern durch höhere artistische Bearbeitung hervorgebrachte Kunstwerke hierunter nicht begriffen sind.

Haare und Borsten von Schweinen, Ziegen, Pferden und Rindvieh, auch gehechelt, gesotten und gefärbt.

Holzborke und Baumrinden, als: Eichenborke und Lohrinde, auch Birken-, Fichten-, Ulmen-, Weiden- und Rosskastanien-Baumrinde, ingleichen Bast oder Baumrinde zum Flechten von Matten.

Holzkohlen.

Holzwaaren, gröbere, mit und ohne Eisenbeschlag, namentlich: Acker-, Schiffs- und sonstige ganz grobe hölzerne Geräthe, als: Dreh- und Hobelbänke, auch Bohr-, Hobel- und Sägengestelle, Futterschwingen, Harfensiebe, Harken, Hemmschuhe, Joche, Kornfeger, Kornmaasse, Kornwannen, Leitern, Mulden und Schaufeln, Eggen, Pflüge, Karren, Leiterwagen und Holzschlitten, Holzschuhe, Sattelbäume, Schusterleisten, Stiefelblöcke und Stiefelknechte, Sensenbäume, Sensenstreichen, Ruder, Tröge und Krippen; grobe Böttcherwaaren, leere Fässer und Tonnen aller Art, Stäbe von zerlegten Ge-

binden und Fässern, auch Tonnen, welche zum Tragen der Holzflösse dienen; leere Kisten, Kasten und Schachteln, mit Ausnahme der geheizten, gefärbten etc.; ganz grobe Korbflechterwaaren von ungeschälten Ruthen, Baumwurzeln etc. zu Fastagen und dergl.; auch leere Bienenkörbe; Maschinen; Wagner- oder Rademacherarbeiten, auch ganz grobe Tischlerwaaren, blos aus Holz mit oder ohne Eisenbeschlag bestehend (jedoch nicht gefärbte, gebeizte, polirte oder lackirte, auch nicht mit Leder- oder Polsterarbeit verbundene); Klaviaturholz, europäisches (blos behobelte und übrigens rohe Holzstücke, aus welchen Klaveshölzer geschnitten werden sollen); Fussbodentafeln oder Parquetten; ingleichen Fourniere und Resonnanzbretter, gehobelte von europäischem Holze; Schuster- und Schwertfegerspäne, auch Siebränder. 1844

Horn: Hörner und Füsse (Klauen) von Rindvieh, Bockhörner und Schaaffüsse, sowie alle zu einer weitern Verarbeitung bestimmten Hornspitzen und Hornplatten; ingleichen Hirschgeweihe etc. und Hornspäne (also auch geraspeltes Hirschhorn).

Knochenmehl.

Knoppern (Eckerdoppern, gemahlene und ungemahlene.

Matten von Stroh, Schilf, Bast und Binsen zu Emballagen.

Mennige (Minium).

Metallische Mineralerden.

Russ (Kienruss, Russbutten).

Säcke, alte leere; auch gebrauchte Emballage (Leinwand-, Flanellstücke etc.).

Sauerkraut.

Schleif- und Wetzsteine, feine (zum Schleifen der Rasirmesser, chirurgischen Instrumente etc.).

III. Zu Einem Zehntheil des Normalsatzes.

Blut von geschlachtetem Vieh, sowohl flüssiges als eingetrocknetes.

Butter, die nicht in Tonnen oder andern Holzgebinden, sondern unverpackt oder in Töpfen oder Körben versandt wird.

Brucheisen, altes; Eisenfeile, Hammerschlag, auch alte eiserne Nägel.

Eier.

Erdenwaaren, als: gewöhnliche Töpferwaaren jeder Art, mit Einschluss von Tabackspfeifen, Schmelztiegel und Knicker oder Steinschusser, auch thönerne Zucker-

1844 formen mit und ohne Holzbänden; ingleichen Fayence, Steingut, Siderolith- und Wedgewoodwaaren.

Fische, lebende und frische, zu welchen letzteren auch die, blos zur Erhaltung auf dem Transporte mit Salz bestreuten oder mit Salzwasser begossenen Fische dann zu rechnen sind, wenn sie in Körben eingehen.

Holz, europäisches Bau- und Nutzholz, als: Balken, Sparren, Krummholz, Pfahlholz und Zimmerholz aller Art, Masten, Bugspriete, Spieren, Stangen und Stöcke, Splitt- und Rundholz, Sägewaaren (Bohlen, Bretter, Dielen, Latten, Planken etc.), Dachspäne und Schindeln, Stabholz für Böttcher, ingleichen Band- oder Reifenholz (unverarbeitete Bandstöcke und fertige Tonnenbände), rohe Speichen und Felgen (vom Stellmacher noch nicht bearbeitete), auch Korbruthen (geschälte und ungeschälte), ungehobelte Resonnanzbretter, ungehobeltes Klaviaturholz.

Käse, frische (kleine Handkäse für den Marktverkehr).

Knochen, rohe aller Art, auch ausgelaugte, ingleichen Wallfischrippen.

Laugenfluss, auch im kalzinirten Zustande (Seifensiderfluss, Unterlauge).

Milch, auch Rahm.

Mineralwasser.

Schiefertafeln und Griffel.

Serpentinwaaren.

Theer und Pech: Mineraltheer (z.B. Steinkohlentheer) und anderer, Daggert, gemeines Pech (schwarzes, Schiffspech, welches durch Einkochen von Theer gewonnen wird), Theergalle.

IV. Zu Einem Zwanzigtheil des Normalsatzes.

Bäume, Gesträuche und Gewächse, frische zum Verpflanzen; auch grüne und trockne Reben.

Besen aus Reisig (Birkenbesen etc.), ingleichen Haidebesen.

Blumen, Blüthen, Blätter und Kräuter, frische; Futterkräuter, Gras und Heu; frische Pilze (einschliesslich Trüffeln); Runkelrüben und Runkelrübenblätter, sowohl frische als getrocknete und gedörrte; gemeines Moos.

Brennholz und Busch aller Art, Faschinen, Wellen (Brandbusch, Reisig), Stubben, auch Hobel- und Sägespäne, desgleichen Holzrinden zur Feuerung.

Cichorienwurzeln, grüne; auch geschnittene und gedörrte. 1844

Eicheln; auch Rosskastannien.

Früchte, frische (Obst), mit Einschluss von Beeren, Weintrauben, Nüssen und Obstkernen aller Art.

Gartengewächse, frische, als: Gemüse und Krautarten, Gurken, Melonen, Salat etc.; Kartoffeln, Erdbirnen; Rüben und andere essbare Wurzeln, auch dergl. getrocknete.

Gips, gebrannter, und Gipsmehl.

Kalk, gebrannter (Stein- und Muschelkalk, Bau- und Düngekalk); auch Wiener Kalk, (fein geriebener Kalkmergel).

Marienglas (Frauenglas).

Rohr, Dach- und Schilfrohr, Schachtelhalm und Binsen; ingleichen Stuhlrohr aller Art, mit Einschluss des brasilianischen und sonstigen ausländischen; auch Weberrohr.

Seegras (Seetang).

Stroh und Spreu, Häckerling (Häcksel).

V. Zu Einem Vierzigtheil des Normalsatzes.

Abfall von Sandstein (Steingrus).

Abfall von der Zuckerfabrikation (ausgepresster Schaum).

Asche, gemeine Holz- und Pflanzen-, auch Torf- und Steinkohlenasche, sowohl ausgelaugte (Aschenkalk oder Kalkäscher) als unausgelaugte.

Bienenerde (Bienenkeule, Bienenrab, Abfall von der Wachsbereitung).

Cement oder Mörtel: roher oder gerösteter gemahlener Stein (Puzzolanerde, Tufstein, Trass, Ziegelcement), ingleichen mit Harzen und anderen Materialien präparirter Mastix- etc. Cement.

Drusen (Treber und Trester); ingleichen Branntweinspülig.

Dünger, als: Mist, Stoppeln, Dornschlag, Guano, Kaff.

Erden und Erze, folgende: Ziegelerde, Lehm, Mergel, Sand und Grand oder Steinkies, auch Giesssand (Formsand), gewaschener, geriebener, geschlemmter; ferner Streusand, auch gefärbter, Silbersand etc. und spanischer Sand; Thon-, Porzellan-, Pfeifen- und Töpfererde, auch Zuckerbäcker und Walkererde; Alaunstein und Alaunerde, Schwerspath (schwefelsaure Schwererde) in krystallisirten Stücken; ingleichen Galmeistein, Vitriolerz (Vitriolkies) und Erzschlacken.

1844 Glas- und Topfscherben, Glasbrocken, Glasglanz.

Kalkstein, roher; Muschelschaalen zum Kalkbrennen; auch Gipsstein oder Gipserde (roher Gips).

Kohlen: Braun-, Stein- und Torfkohlen; ingleichen Coaks, Cinders, Carboleïn.

Lohkuchen oder ausgelaugte Lohe als Brennmaterial.

Steine, Bruchsteine, auch behauene, jedoch nicht geschliffene Steine aller Art (mit Ausnahme von Marmor und Alabaster), geschliffene Platten etc. von Sandstein, auch Lithographirsteine (nicht gravirte oder bezeichnete), Mühlsteine, steinerne Kufen, Rinnen, Krippen, Tröge etc.; Grab- oder Leichensteine von Sandstein (insofern durch höhere artistische Bearbeitung hervorgebrachte Kunstwerke hierunter nicht begriffen werden), ingleichen Pflastersteine und rohe Feuersteine, Dachschiefer, Mauersteine, Tropfsteine, auch Tuf oder Tuffstein, roher Speckstein, Talkstein, grobe Schleif- und Wetzsteine (zum Schärfen der Sensen etc.).

Torf.

Vitriolstein.

Ziegel- und Backsteine aller Art (Dachpfannen, Klinker etc.), ingleichen Ziegelmehl.

B. *Verzeichniss*

der

vom Elbzolle gänzlich befreiten Gegenstände.

1) Das Reisegepäck der Reisenden, d. h. die von diesen behuf des Gebrauchs auf der Reise mitgeführten Sachen und deren Behältnisse, auch die im Manifeste nicht verzeichneten Reiseviktualien der Schiffer und Passagiere in verhältnissmässiger Quantität, welche mit der billigsten Umsicht nach der Länge der Reise, der Stärke der Bemannung etc. zu bestimmen ist,

2) Wagen, welche die mit den Dampfschiffen Reisenden mit sich führen,

3) Schiffe und Böte jeder Art,

4) die zum Inventario eines in der Fahrt begriffenen Elbschiffs gehörigen Gegenstände mit Einschluss der zu dem Verdecke eines solchen Fahrzeuges zugerichteten Bretter, auch, in Ermangelung solcher, die zur Bedeckung der Ladung nöthigen losen Bretter und zwar:

1. bei Schiffen unter 10 Last Ladungsfähigkeit 1 Schock, 1844
2. „ „ von 10 b. 25 „ „ 2 „
3. „ „ „ 25 „ 45 „ „ $2\frac{1}{2}$ „
4. „ „ „ 45 u. mehr „ „ 3 „

ingleichen Unterlagebretter zum Bedarf der Schiffer beim Laden der Waaren,

5) Leinpferde, zurückgeführt werdende,

6) Flossgeräthe, rückgehende,

7) Schiffsgeräthschaften, welche aus den zu Hamburg verkauften abgängigen Schiffen elbaufwärts zurückgeführt werden, unter der Bedingung, dass von den Schiffern neben dem Manifeste eine von dem zuerst passirten Zollamte beglaubigte Spezification produzirt werde, auf welcher sich jeder etwaige Abgang durch das betreffende Zollamt verificirt finden muss.

C. *Alphabetisches Verzeichniss* der im Elbzolle ermässigten und elbzollfreien Waaren-Artikel.

Anmerkungen.

1) Waaren, deren deklarirte Benennung in diesem alphabetischen Verzeichnisse nicht aufgeführt ist, unterliegen, falls jene Benennung unzweifelhaft mit einer in diesem Verzeichnisse aufgeführten Waarenbenennung gleichbedeutend oder darunter begriffen ist, dem der letztern beigesetzten Zollsatze, andern Falls aber dem Normalsatze.

2) Waaren mehrerer Klassen, durcheinander verpackt, unterliegen, falls die verschiedenen Waarengattungen und deren Quantitäten nicht durch specielle Revision ermittelt sind und der Schiffsführer diese Ermittelung nicht ausdrücklich verlangt, demjenigen Zolle, welcher die am höchsten tarifirte der, in der Verpackung befindlichen, Waarengattungen trifft.

Gegenstände.	Zahlt vom Normalsatze.
Abfälle von der Gold- u. Silberbearbeitung (Münzkrätze)	$\frac{1}{5}$
„ „ Horn (Hornspäne)	$\frac{1}{3}$
„ „ Leder (Leimleder)	$\frac{1}{3}$
„ „ Sandstein (Steingrus)	$\frac{1}{40}$

1844

Gegenstände.	Zahlt vom Normalsatze.
Abfälle von der Zuckerfabrikation (Knochenschaum oder Zuckererde)	$\frac{1}{40}$
Abziehsteine (feine Wetzsteine)	$\frac{1}{5}$
Akazienholz, s. Holz.	
Achsen, hölzerne mit und ohne Eisenbeschlag . .	$\frac{1}{5}$
Ackerdoppern, (Eckerdoppern) gemahlene und ungemahlene	$\frac{1}{5}$
Ackergeräth, hölzernes, mit und ohne Eisenbeschlag	$\frac{1}{5}$
Aepfel, s. Obst.	
Ahornholz, s. Holz.	
Alabaster, roher, auch geschliffener in Platten etc.	$\frac{1}{5}$
Alaun, auch gebrannter	$\frac{1}{4}$
Alaunerde } Alaunstein }	$\frac{1}{240}$
Ale, (Bier) in Fässern oder in Flaschen	$\frac{1}{5}$
Alquifox (Hafnererz, Bleiglanz)	$\frac{1}{4}$
Alumen ustum (gebrannter Alaun)	$\frac{1}{4}$
Ambosse	$\frac{1}{4}$
Anis (excl. Sternanis)	$\frac{1}{4}$
Anker und Ankerketten	$\frac{1}{4}$
Antimonialblei (Hartblei)	$\frac{1}{4}$
Antimonerz	$\frac{1}{4}$
Apfelbaumholz, s. Holz.	
Aprikosen, s. Obst.	
Armenische Erde (Bolus)	$\frac{1}{5}$
Arsenikerz oder Arsenikkies	$\frac{1}{4}$
Artischocken, frische	$\frac{1}{20}$
Asche:	
a) gemeine Holz- und Pflanzen- auch Torf- und Steinkohlen-Asche, sowohl ausgelaugte als unausgelaugte	$\frac{1}{40}$
b) Pottasche, gewöhnliche, auch Drusen-, Perl-, Stein- und Waidasche, ingl. Bleiasche	$\frac{1}{4}$
Aschenkalk oder Kalkäscher	$\frac{1}{40}$
Asphalt (Judenpech)	$\frac{1}{4}$
Asphaltplatten	$\frac{1}{4}$
Augenstein (weisser Vitriol)	$\frac{1}{4}$
Austerschaalen	$\frac{1}{40}$
Backobst (getrocknetes Obst)	$\frac{1}{5}$

Gegenstände.	Zahlt vom Normalsatze. 1844
Backsteine . . . , ...	$\frac{1}{40}$
Bärlappsaamen (Semen Lycopodii) roh und gemahlen	$\frac{1}{4}$
Bäume zum Verpflanzen	$\frac{1}{20}$
Bandeisen	$\frac{1}{4}$
Bandholz, als: unverarbeitete Bandstöcke und unverarbeitete Tonnenbände	$\frac{1}{10}$
Bandstöcke	$\frac{1}{10}$
Basalt	$\frac{1}{40}$
Bast (Baumrinde) zum Flechten von Matten . .	$\frac{1}{5}$
Bastmatten zu Emballagen	$\frac{1}{5}$
Bauholz, auch abgebundenes	$\frac{1}{10}$
Baumrinde, s. Holzborke.	
Beeren:	
a) frische (mit Ausnahme der Wachholderbeeren)	$\frac{1}{20}$
b) getrocknete zum Genuss (Flieder-, Heidel-, Preisselbeeren etc.); ingleichen Kreuzbeeren; auch frische und trockne Wachholderbeeren . . .	$\frac{1}{5}$
Berberisholz und	
Berberiswurzeln	$\frac{1}{10}$
Berggelb (Oker)	$\frac{1}{5}$
Bergpech (Erdpech)	$\frac{1}{4}$
Bergroth (Farbenerde)	$\frac{1}{5}$
Bergtheer	$\frac{1}{10}$
Besen, aus Reisig (Birkenbesen etc.), ingl. Haidbesen	$\frac{1}{20}$
Bienenerde (Bienenkeule, Bienenrab, Abfall von der Wachsbereitung)	$\frac{1}{40}$
Bienenkörbe oder Bienenstöcke, leere	$\frac{1}{5}$
Bier aller Art, sowohl in Fässern als in Flaschen oder Krügen	$\frac{1}{5}$
Bierkrüge, gläserne, mit und ohne Metall-Deckel	$\frac{1}{4}$
Bierkrüge, thönerne (gemeine irdene)	$\frac{1}{10}$
Bimsstein, sowohl roher wie geschlemmter und geformter	$\frac{1}{4}$
Binsen	$\frac{1}{20}$
Binsenmatten zu Emballagen	$\frac{1}{5}$
Birkenrinde	$\frac{1}{5}$
Birnen, s. Obst.	
Birnbaumholz, s. Holz.	
Blätter, s. Blumen.	

1844

Gegenstände.	Zahlt vom Normalsatze.
Blech: Eisenblech aller Art, einschliesslich des gefirnissten und verzinnten	$\frac{1}{4}$
Blechstreifen, eiserne, zu Fassbändern	$\frac{1}{4}$
Blei, rohes in Blöcken, Mulden, Platten, Rollen etc., auch altes; desgleichen Antimonialblei (Hartblei)	$\frac{1}{4}$
Bleiasche	$\frac{1}{4}$
Bleichpulver (Chlorkalk)	$\frac{1}{4}$
Bleierde, Bleierz, Bleiglanz, (roh und gemahlen) .	$\frac{1}{4}$
Bleiglätte	$\frac{1}{4}$
Bleiplatten	$\frac{1}{4}$
Blumen, Blätter und Blüthen, frische	$\frac{1}{20}$
Blut von geschlachtetem Vieh, sowohl flüssiges als eingetrocknetes	$\frac{1}{10}$
Blutstein, roh und gemahlen	$\frac{1}{4}$
Bockhörner	$\frac{1}{5}$
Bockshornsaamen, (foenum graecum) gemahlen und ungemahlen	$\frac{1}{4}$
Böhmische Steine, unechte (Glasflüsse zur Nachahmung echter Steine)	$\frac{1}{4}$
Böttcherwaaren, grobe (neue und gebrauchte) mit und ohne eiserne Reife	$\frac{1}{5}$
Bohlen	$\frac{1}{10}$
Bohnen (Feld- und Garten-), grüne	$\frac{1}{20}$
„ trockne	$\frac{1}{4}$
Bolus	$\frac{1}{5}$
Bomben	$\frac{1}{4}$
„ Mörser	$\frac{1}{4}$
Borke, s. Holzborke.	
Borsten, Schweins-	$\frac{1}{5}$
Boysalz (Seesalz)	$\frac{1}{4}$
Brantweinspülig	$\frac{1}{40}$
Bratpfannen, eiserne gegossene	$\frac{1}{4}$
„ irdene	$\frac{1}{10}$
Braunkohlen	$\frac{1}{40}$
Braunroth (Colcothar, Caput mortuum etc., Rückstände bei chemischen Arbeiten)	$\frac{1}{5}$
Braunstein, roh und gemahlen	$\frac{1}{4}$
Breihan (Bier) in Fässern, Flaschen oder Krügen	$\frac{1}{5}$
Brein (Hirse)	$\frac{1}{4}$

Gegenstände.	Zahlt vom Normalsatze. 1844
Brennholz	$\frac{1}{20}$
Brennstahl (Cementstahl)	$\frac{1}{4}$
Brettbäume, Bretter, Bletterklötze, von europäischem Holze	$\frac{1}{10}$
Brückenwaagen, s. Maschinen.	
Brucheisen, altes	$\frac{1}{10}$
Bruchglas	$\frac{1}{40}$
Bruchsteine	$\frac{1}{40}$
Brunnenröhren, s. Röhren.	
Bucheckern, Buchkerne	$\frac{1}{4}$
Buchenholz, s. Holz.	
Buchweizen oder Heidekorn	$\frac{1}{4}$
Büffelhörner	$\frac{1}{5}$
Bugspriete	$\frac{1}{10}$
Busch aller Art	$\frac{1}{20}$
Butter, die nicht in Tonnen oder andern Holzgebinden, sondern unverpackt oder in Töpfen oder Körben versandt wird	$\frac{1}{10}$
Canariensaamen	$\frac{1}{4}$
Canarienvögel	$\frac{1}{5}$
Candiskistenbretter (buchene)	$\frac{1}{10}$
Capell-Asche (Gekrätz)	$\frac{1}{5}$
Caput mortuum (Todtenkopf)	$\frac{1}{5}$
Carboleïn (künstliches Brennmaterial aus Steinkohlen, Theer etc.)	$\frac{1}{40}$
Cement, roher oder gerösteter gemahlener Stein (Puzzolanerde, Tufstein, Trass, Ziegelcement); ingleichen mit Harzen und andern Materialien präparirter Mastix etc. Cement	$\frac{1}{40}$
Cementstahl	$\frac{1}{4}$
Champignons, frische	$\frac{1}{20}$
Chlorkalk, trockener, flüssiger, auch Chlorkalkwasser	$\frac{1}{4}$
Chromerz in Stücken oder gemahlen	$\frac{1}{4}$
Cichorienwurzeln, grüne, auch geschnittene und gedörrte	$\frac{1}{20}$
Cinders	$\frac{1}{40}$
Claviaturholz, ungehobeltes von europäischem Holze	$\frac{1}{10}$
„ gehobeltes dergl.	$\frac{1}{5}$
Coaks	$\frac{1}{40}$

1844

Gegenstände.	Zahlt vom Normalsatze.
Colcothar (Caput mortuum)	$\frac{1}{5}$
Coriander	$\frac{1}{4}$
Cornelholz, s. Holz.	
Cucummern (Gurken), frische	$\frac{1}{20}$
Cumin (römischer Kümmel)	$\frac{1}{4}$
Curcume	$\frac{1}{5}$
Cyderessig	$\frac{1}{5}$
Dachpfannen, Dachziegel	$\frac{1}{40}$
Dachplatten, s. Platten.	
Dachrinnen s. Rinnen.	
Dachrohr	$\frac{1}{20}$
Dachschiefer	$\frac{1}{40}$
Dachschindeln, Dachspäne	$\frac{1}{10}$
Dachziegel	$\frac{1}{40}$
Daggert (Birkentheer)	$\frac{1}{10}$
Dampfmaschinen, s. Maschinen.	
Dauben (Fassholz)	$\frac{1}{10}$
Deckelholz, s. Resonanzbretter.	
Dielen	$\frac{1}{10}$
Dillsaamen	$\frac{1}{4}$
Dinkel oder Spelz	$\frac{1}{4}$
Doder (Leindotter)	$\frac{1}{4}$
Doppel-Vitriol (gemischter Vitriol)	$\frac{1}{4}$
Dornschlag	$\frac{1}{40}$
Dosse (Hanf)	$\frac{1}{4}$
Drath: Eisen- und Stahl-Drath	$\frac{1}{4}$
Drathsaiten (Clavierdrath), s. Drath.	
Drehbänke, hölzerne	$\frac{1}{5}$
Drusen	$\frac{1}{40}$
Drusenasche (Weinhefenasche)	$\frac{1}{4}$
Düngekalk	$\frac{1}{20}$
Dünger, als: Mist, Stoppeln etc.	$\frac{1}{40}$
Düngesalz	$\frac{1}{4}$
Ebereschenbeeren (Vogelbeeren) frische	$\frac{1}{20}$
Eckerdoppern, gemahlene und ungemahlene	$\frac{1}{5}$
Effecten der Reisenden	frei
Eggen, s. Ackergeräth.	
Eibenholz, s. Holz.	
Eicheln	$\frac{1}{20}$

Gegenstände.	Zahlt vom Normalsatze. 1844
Eichenholz, s. Holz.	
Eichenrinde	$\frac{1}{5}$
Eier	$\frac{1}{10}$
Eisen und Stahl und daraus verfertigte Gegenstände:	
a) altes Brucheisen, Eisenfeile und Hammerschlag, auch alte eiserne Nägel	$\frac{1}{10}$
b) Roheisen aller Art (daher auch Osemund); Luppeneisen (gefrischtes Eisen in der Gestalt von Luppen oder Kuchen); geschmiedetes Eisen in Stäben, auch wenn es zu feineren Sorten (Quadrateisen, façonirtes Eisen etc.) verarbeitet ist; Reckeisen, Reifeneisen, Rundeisen, Eisenbahnschienen; Roh-, Cement-, Guss-, Frisch-, Gerbe-, raffinirter und Rund-Stahl; desgleichen Eisen, welches zu groben Bestandtheilen von Maschinen und Wagen (Kurbeln, Achsen und dergl.) roh vorgeschmiedet ist; Eisenblech aller Art, einschliesslich des gefirnissten und verzinnten; Bandeisen, Platten, Ambosse, Anker und Ankerketten, Bomben, Eisen- und Stahl-Drath, desgleichen grobe Gusseisenwaaren in Oefen, Platten, Gittern etc.; auch Gewichte, Küpen, Kessel, Kugeln etc. von Gusseisen, endlich gegossene eiserne Nägel	$\frac{1}{4}$
Bemerk. Aexte, Degenklingen, Feilen, Hämmer, Hecheln, Haspeln, Holzschrauben, Kaffeetrommeln u. Kaffeemühlen, Ketten, Maschinen von Eisen, geschmiedete Nägel, Pfannen, Plätteisen, Schaufeln, Schlösser, Schnallen, Schraubstöcke, Sensen, Sicheln, Stemmeisen, Striegeln, Thurmuhren, Waagebalken, Zangen und andere ähnliche Waaren aus geschmiedetem Eisen oder Eisenguss, aus Eisen und Stahl, aus Eisenblech, aus Eisen- oder Stahldrath, auch in Verbindung mit Holz, Horn, Knochen, Leder etc. gefertigt, ingl. alle feinere Eisen- und Stahlwaaren unterliegen dem Normalsatze.	
Eisen, schwefelsaures (Eisenvitriol)	$\frac{1}{4}$
Eisenbahnschienen	$\frac{1}{4}$
Eisenbahnstühle	$\frac{1}{4}$
Eisenblech (schwarzes, gefirnisstes und weisses).	$\frac{1}{4}$
Eisendrath	$\frac{1}{4}$
Eisenerz oder Eisenstein	$\frac{1}{4}$
Eisenfeile oder Eisenfeilspäne	$\frac{1}{10}$

1844

Gegenstände.	Zahlt vom Normalsatze.
Eisenkies oder Schwefelkies	$\frac{1}{4}$
Eisenplatten, gegossene, geschmiedete und gewalzte	$\frac{1}{4}$
Eisenvitriol	$\frac{1}{4}$
Eisenwaaren, s. Eisen und Stahl etc.	
Elenthier-Geweihe	$\frac{1}{5}$
Emballage, gebrauchte, als: Leinwand-, Flanellstücke etc.	$\frac{1}{5}$
Erbsen, grüne	$\frac{1}{20}$
„ trockne	$\frac{1}{4}$
Erdäpfel	$\frac{1}{20}$
Erdbeeren	$\frac{1}{20}$
Erdbirnen	$\frac{1}{20}$
Erden und Erze:	
a) gemeine Erde, als: Ziegelerde, Lehm, Mergel, Sand und Grand oder Steinkies, auch Giesssand (Formsand), gewaschener, geriebener, geschlemmter; ferner Streusand, auch gefärbter, Silbersand etc. und spanischer Sand; Thon-, Porzellan-, Pfeifen- und Töpfererde, auch Zuckerbäcker und Walkererde; Alaunstein und Alaunerde; Schwerspath (schwefelsaure Schwererde) in krystallisirten Stücken; ingleichen Galmeistein, Vitriolerz (Vitriolkies) und Erzschlacken	$\frac{1}{40}$
b) Erdfarben und Farbeerden, als: gelbe, grüne, rothe braune Erde, Bergroth, Bolus, Kreide, weisse, schwarze, rothe, roh, gemahlen und geschlemmt, Oker (Berggelb); Rothstein (Röthel); ferner gepochter, gemahlener und zu Farbe bereiteter Schwerspath; ingleichen Talk oder Talkerde, Terra di Siena, Terra sigillata, Tripel, auch metallische Mineralerden	$\frac{1}{5}$
c) Erze aller Art (mit Ausschluss der unter a. schon genannten) in krystallisirten Stücken oder gemahlen, namentlich: Arsenikerz oder Arsenikkies, Bleierz, (Bleierde, Bleiglanz, Glasurerz etc.), Braunstein, Chromerz, Eisenerz oder Eisenstein (Blutstein, Glaskopf etc.), Eisenkies oder Schwefelkies, Graphit (Reissblei, Molybdän, Wasserblei), Guss-	

Gegenstände.	Zahlt vom Normalsatze.
erz, Kobalt, Kobaltspeise, Kupfererz (Kupferlasur etc.), Schmirgel, Spiessglanzerz etc.; ingleichen zinkischer Ofenbruch (tutia)	$\frac{1}{4}$
Erdenwaaren: gewöhnliche Töpferwaaren jeder Art, mit Einschluss von Tabackspfeifen, Schmelztiegel und Knicker oder Steinschusser, auch thönerne Zuckerformen mit und ohne Holzbänden; ingleichen Fayence, Steingut, Siderolith und Wedgewoodwaaren	$\frac{1}{10}$
Erdfarben (Farbenerden)	$\frac{1}{5}$
Erdharze	$\frac{1}{4}$
Erdmandeln, wie Cichorienwurzeln.	
Erdnüsse (Erdpistazien)	$\frac{1}{4}$
Erdpechkitt (Asphalt)	$\frac{1}{4}$
Erlenholz, s. Holz.	
Erze, s. Erden und Erze.	
Eschenholz, s. Holz.	
Esparsette, s. Klee und Kleesaat.	
Essig aller Art	$\frac{1}{5}$
Fächser (Schösslinge von Bäumen und Reben) .	$\frac{1}{20}$
Fässer, leere, auch Fassstäbe von zerlegten Gebinden und Fässern, ingl. leere Fässer, welche zum Tragen der Holzflösse dienen	$\frac{1}{5}$
Farbenerde, gelbe, grüne, rothe, braune . . .	$\frac{1}{5}$
Faschinen	$\frac{1}{20}$
Fassdaunen (Fassstäbe, Fassholz)	$\frac{1}{10}$
Fassstäbe von zerlegten Gebinden und Fässern .	$\frac{1}{5}$
Fayence	$\frac{1}{10}$
Federvieh	$\frac{1}{5}$
Feldfrüchte, s. Getraide, Gras, Gartengewächse, Stroh.	
Feldspath	$\frac{1}{40}$
Felgen, bearbeitete	$\frac{1}{5}$
„ rohe (Felgenholz), vom Stellmacher noch nicht bearbeitet	$\frac{1}{10}$
Fenchel	$\frac{1}{4}$
Fensterglas	$\frac{1}{4}$
Fensterrahmen, hölzerne, ohne Glas und Farbe .	$\frac{1}{5}$
Fett, von Rind- und Schaafvieh (Talg)	$\frac{1}{4}$
Feuerschwamm, roh und bereitet	$\frac{1}{4}$

1844

Gegenstände.	Zahlt vom Normalsatze.
Feuersteine rohe	$\frac{1}{40}$
Fichtenholz, s. Holz.	
Fichtenrinde.	$\frac{1}{5}$
Fichtensaamen	$\frac{1}{4}$
Fische: lebendige und frische, zu welchen letzteren auch die, blos zur Erhaltung auf dem Transporte mit Salz bestreuten oder mit Salzwasser begossenen Fische dann zu rechnen sind, wenn sie in Körben eingehen	$\frac{1}{10}$
Fischleim	$\frac{1}{4}$
Flacheisen	$\frac{1}{4}$
Flachs	$\frac{1}{4}$
Flaschen, von Glas, auch dergl. Korbflaschen . .	$\frac{1}{4}$
„ von Thon	$\frac{1}{10}$
Flaschenkeller	$\frac{1}{4}$
Flaschenzüge	$\frac{1}{5}$
Flechsen (Thierflechsen)	$\frac{1}{5}$
Flechtweiden	$\frac{1}{10}$
Fliederbeeren, s. Beeren	
Fliederblüthen, frische	$\frac{1}{20}$
Fliegenstein	$\frac{1}{4}$
Fliesen, aus Sandstein.	$\frac{1}{40}$
„ aus Thon gebrannt	$\frac{1}{10}$
„ aus Marmor	$\frac{1}{5}$
Flintglas	$\frac{1}{4}$
Flöhsaamen, gemahlen und ungemahlen	$\frac{1}{4}$
Flossgeräthschaften, zum Behuf der Fahrt, ingleichen rückgehende	frei
Flussspath, roher	$\frac{1}{40}$
Foenum graecum (Bockshornsaamen, Siebenzeiten), roh und gemahlen	$\frac{1}{4}$
Formerarbeit aus Töpferthon, Fayence oder Steingut	$\frac{1}{10}$
Formsand (Giesssand), roh, gewaschen, gerieben oder geschlemmt	$\frac{1}{40}$
Fourniere, ungehobelte von europäischem Holze .	$\frac{1}{10}$
„ gehobelte dergl.	$\frac{1}{5}$
Fraueneis, Frauenglas	$\frac{1}{20}$
Frischstahl	$\frac{1}{4}$
Früchte, s. Getraide, Obst, Gartengewächse.	

Gegenstände.	Zahlt vom Normalsatze. 1844
Fruchtkerne von Obstfrüchten	$\frac{1}{20}$
Fussbodentafeln oder Parquetten, hölzerne . . .	$\frac{1}{5}$
Füsse, Rinds- und Schaaf-	$\frac{1}{5}$
Futterkräuter	$\frac{1}{20}$
Futterschwingen	$\frac{1}{5}$
Gänse	$\frac{1}{5}$
Galitzenstein (weisser Vitriol)	$\frac{1}{4}$
Galläpfel	$\frac{1}{5}$
Gallerte zum Fabrikgebrauch (Leimgallerte) . .	$\frac{1}{4}$
Gallus (Galläpfel)	$\frac{1}{5}$
Galmei und Galmeistein	$\frac{1}{40}$
Gartenerde	$\frac{1}{40}$
Gartengewächse etc.:	
a) frische Gartenfrüchte, als: Gemüse und Krautarten; Gurken, Melonen, Salat etc.; Kartoffeln; Rüben und andere essbare Wurzeln; ferner Cichorienwurzeln, grüne, auch geschnittene und gedörrte; ingleichen Runkelrüben und Runkelrübenblätter, sowohl grün als getrocknet	$\frac{1}{20}$
b) Sauerkraut	$\frac{1}{5}$
(trockne Erbsen und Bohnen s. Getraide und Hülsenfrüchte.)	
Geflügel, lebende Vögel und geschlachtetes Federvieh, auch Federwild	$\frac{1}{5}$
Geigenholz, s. Resonanzbretter.	
Gekrätz (Münzgekrätz)	$\frac{1}{5}$
Gelbwurzel (Curcume)	$\frac{1}{5}$
Gemshörner	$\frac{1}{5}$
Gemüse s. Gartengewächse.	
Geräthe, wie Waaren aus dem Material, woraus sie verfertigt sind.	
Gerberlohe	$\frac{1}{5}$
Gerbestahl	$\frac{1}{4}$
Gerste, auch gemälzte	$\frac{1}{4}$
„ geschälte, gerollte (Graupen)	$\frac{1}{4}$
Gesträuche zum Verpflanzen	$\frac{1}{20}$
Getraide und Hülsenfrüchte, als: Bohnen, Buchweizen, Erbsen, Gerste, Hafer, Hirse, Korn (Rog-	

1844

Gegenstände.	Zahlt vom Normalsatze.
gen), Linsen, Mais, Spelz, Weitzen, Wicken, auch Getraide in Stroh	$\frac{1}{4}$
Getraidekörner, geschrotete oder geschälte . . .	$\frac{1}{4}$
Gewächse, frische zum Verpflanzen	$\frac{1}{20}$
Geweihe (Hörner)	$\frac{1}{5}$
Gewichte von Gusseisen	$\frac{1}{4}$
Giesssand (Formsand) im rohen Zustande oder gewaschen, gerieben, geschlemmt	$\frac{1}{40}$
Gips, roher	$\frac{1}{40}$
„ gebrannter	$\frac{1}{20}$
Gipsmehl	$\frac{1}{20}$
Gitter, eiserne gegossene	$\frac{1}{4}$
Gläser, optische (Brenngl., Brillengl. etc.) ungefasste	$\frac{1}{4}$
Glätte, (Blei-, Silber- und Gold-)	$\frac{1}{4}$
Glas und Glaswaaren ohne Unterschied, mit Einschluss von Kronleuchterbehängen, Glasperlen, Glaskorallen, auch wenn sie an Fäden gereiht sind, Glasknöpfen, auch dergl. mit Metallöhr versehenen oder in Metall gefassten, Glasflüssen, Glasgespinnsten, Glasmasse (die aus dem Hafen ausgestochene zu unregelmässigen Stücken erkaltete Fritte für die Kunstglasblaserei), Glasschmelz, Glastropfen, ungefassten optischen Gläsern (Brenngläser, Brillengläser etc.), unächten böhmischen Steinen (Glasflüsse zur Nachahmung ächter Steine), belegtem Spiegelglase, gläsernen Bierkrügen mit und ohne Metalldeckel, ingl. Flaschenkeller und sonstige Glaswaaren mit Nebenbestandtheilen	$\frac{1}{4}$
Glasbehänge zu Kronleuchtern	$\frac{1}{4}$
Glasbrocken, Glasbruch	$\frac{1}{40}$
Glasflüsse	$\frac{1}{4}$
Glasgalle	$\frac{1}{5}$
Glasgeschirr	$\frac{1}{4}$
Glasgespinnste	$\frac{1}{4}$
Glasglanz (Streuglanz)	$\frac{1}{40}$
Glasknöpfe, auch dergl. mit Metallöhr versehene oder in Metall gefasste	$\frac{1}{4}$
Glaskopf (Eisenerz)	$\frac{1}{4}$
Glasmasse (die aus dem Hafen ausgestochene, zu	

Gegenstände.	Zahlt vom Normalsatze. 1844
unregelmässigen Stücken erkaltete Fritte für die Kunstglasblaserei)	$\frac{1}{4}$
Glasperlen, Glaskorallen, auch wenn sie an Fäden gereiht sind	$\frac{1}{4}$
Glasschaum	$\frac{1}{5}$
Glasschmelz	$\frac{1}{4}$
Glasscherben	$\frac{1}{40}$
Glastropfen	$\frac{1}{4}$
Glasurerz	$\frac{1}{4}$
Glasurmasse, grobe (eine Composition von Kieselerde, Bleioxyd und Alkali)	$\frac{1}{4}$
Glaswaaren, s. Glas.	
Goldglätte	$\frac{1}{4}$
Grabsteine, insofern durch höhere artistische Bearbeitung hervorgebrachte Kunstwerke hierunter nicht begriffen werden:	
a) von Marmor, geschliffenem Granit oder Porphyr	$\frac{1}{5}$
b) von Sandstein	$\frac{1}{40}$
Grätze (Münzgekrätz, Abfälle von der Gold- und Silberbearbeitung)	$\frac{1}{5}$
Grand	$\frac{1}{40}$
Granit	$\frac{1}{40}$
„ geschliffener in Blöcken oder Platten . .	$\frac{1}{5}$
Grapen (grobe Gusseisenwaaren)	$\frac{1}{4}$
Graphit in Stücken oder gemahlen	$\frac{1}{4}$
Gras	$\frac{1}{20}$
Graupen, Gries und Grütze von allen Getraidearten	$\frac{1}{4}$
Griesmehl	$\frac{1}{4}$
Griffel von Schiefer (Schieferstifte)	$\frac{1}{10}$
Grütze	$\frac{1}{4}$
Guano	$\frac{1}{40}$
Guineakörner	$\frac{1}{4}$
Gurken, frische	$\frac{1}{20}$
Gusseisen in Gänsen und Masseln	$\frac{1}{4}$
Gusseisenwaaren, s. Gusswaaren.	
Gusserz	$\frac{1}{4}$
Gussstahl	$\frac{1}{4}$
Gusswaaren aus Gusseisen, grobe, als: Oefen, Platten, Kessel, Gitter etc.	$\frac{1}{4}$

1844

Gegenstände.	Zahlt vom Normalsatze.
Haare und Borsten von Schweinen, Ziegen, Pferden und Rindvieh	$\frac{1}{5}$
Häckerling (Häcksel)	$\frac{1}{20}$
Hafer	$\frac{1}{4}$
Hafergrütze	$\frac{1}{4}$
Hafnererz (Alquifoux	$\frac{1}{4}$
Hagebutten, s. Obst.	
Hammerschlag	$\frac{1}{10}$
Handmühlen s. Maschienen.	
Hanf und Hanfsaat	$\frac{1}{4}$
Harfensiebe, hölzerne	$\frac{1}{5}$
Harken, hölzerne	$\frac{1}{5}$
Hartblei	$\frac{1}{4}$
Haselnüsse	$\frac{1}{20}$
Hausgeräthe, wie Waaren aus dem Material, woraus sie gefertigt sind.	
Heede (Werg)	$\frac{1}{4}$
Heidekorn (Buchweitzen)	$\frac{1}{4}$
Heidelbeeren s. Beeren.	
Hemmschuhe, hölzerne	$\frac{1}{5}$
Heu	$\frac{1}{20}$
Heusaamen	$\frac{1}{4}$
Hexenmehl (Einstreupulver, Semen Lycopodii)	$\frac{1}{4}$
Himbeeren, s. Beeren.	
Himten	$\frac{1}{5}$
Hirschgeweihe	$\frac{1}{5}$
Hirschhorn, geraspeltes	$\frac{1}{5}$
Hirschunschlitt	$\frac{1}{4}$
Hirse, rohe, auch gestampfte oder abgeschälte	$\frac{1}{4}$
Hobelbänke, hölzerne	$\frac{1}{5}$
Hobelgestelle	$\frac{1}{5}$
Hobelspäne	$\frac{1}{20}$
Hörner. s. Horn.	
Hohlglas	$\frac{1}{4}$
Holländisch-Roth (Braunroth)	$\frac{1}{5}$
Holz und Holzwaaren:	
a) Brennholz und Busch aller Art, Faschinen, Wellen (Brandbusch, Reisig), Stubben, auch Hobel- und Sägespäne, desgl. Holzrinden zur Feuerung;	

Gegenstände.	Zahlt vom Normalsatze. 1844
ferner Besen aus Reisig (Birkenbesen etc.) und Haidbesen	$\frac{1}{20}$
b) europäisches Bau- und Nutzholz, als: Balken Sparren, Krummholz, Pfahlholz und Zimmerholz aller Art, Masten, Bugspriete, Spieren, Stangen und Stöcke, Splitt- und Rundholz, Sägewaaren (Bohlen, Bretter, Dielen, Latten, Planken etc.), Dachspäne und Schindeln, Stabholz für Böttcher, ingleichen Band- oder Reifenholz (unverarbeitete Bandstöcke und fertige Tonnenbände), rohe (vom Stellmacher noch nicht bearbeitete) Speichen und Felgen, auch Korbruthen (geschälte und ungeschälte), ungehobelte Resonanzbretter, ungehobeltes Claviaturholz	$\frac{1}{10}$
c) gröbere Holzwaaren mit oder ohne Eisenbeschlag, namentlich: Acker-, Schiffs- und sonstige ganz grobe hölzerne Geräthe, als: Dreh- und Hobelbänke, auch Bohr-, Hobel- und Sägengestelle, Futterschwingen, Harfensiebe, Harken, Hemmschuhe, Joche, Kornfeger, Kornmaasse, Kornwannen, Leitern, Mulden und Schaufeln, Eggen, Pflüge, Karren, Leiterwagen und Holzschlitten, Holzschuhe, Sattelbäume, Schusterleisten, Stiefelblöcke und Stiefelknechte, Sensenbäume, Sensenstreichen, Ruder, Tröge und Krippen; grobe Böttcherwaaren, leere Fässer und Tonnen aller Art, Stäbe von zerlegten Gebinden und Fässern, auch Tonnen, welche zum Tragen der Holzflösse dienen; leere Kisten, Kasten und Schachteln, mit Ausnahme der gebeizten, gefärbten etc.; ganz grobe Korbflechterwaaren von ungeschälten Ruthen, Baumwurzeln etc. zu Fastagen und dergl., auch leere Bienenkörbe; Maschinen; Wagner- oder Rademacher-Arbeiten, auch ganz grobe Tischlerwaaren, blos aus Holz mit oder ohne Eisenbeschlag bestehend (jedoch nicht gefärbte, gebeizte, polirte oder lackirte, auch nicht mit Leder- oder Polsterarbeit verbundene); Claviaturholz (blos behobelte und übrigens rohe Holzstücke, aus welchen Claves-	

1844

Gegenstände.	Zahlt vom Normalsatze.
hölzer geschnitten werden sollen); Fussbodentafeln oder Parquetten; ingleichen Fourniere und Resonanzbretter, gehobelte von europäischem Holze; Schuster- und Schwerdtfegerspäne, auch Siebränder	$\frac{1}{5}$
Holzasche	$\frac{1}{40}$
Holzborke und Baumrinden:	
a) Lohkuchen oder ausgelaugte Lohe als Brennmaterial	$\frac{1}{40}$
b) Eichenborke und Lohrinde, auch Birken-, Fichten-, Ulmen-, Weiden- und Rosskastanien-Baumrinde, ingl. Bast oder Baumrinde zum Flechten von Matten	$\frac{1}{5}$
c) Holzrinden zur Feuerung	$\frac{1}{20}$
Holzflechterarbeit, s. Korbflechterwaaren.	
Holzkohlen	$\frac{1}{5}$
Holzrinden s. Holzborke.	
Holzschuhe	$\frac{1}{5}$
Holzwaaren, s. Holz.	
Hopfen	$\frac{1}{4}$
Horn: Hörner und Füsse (Klauen) von Rindvieh, Bockhörner und Schaaffüsse, so wie alle zu einer weitern Verarbeitung bestimmten Hornspitzen und Hornplatten; ingleichen Hirschgeweihe etc. und Hornspäne	$\frac{1}{5}$
Huano.	$\frac{1}{40}$
Hühner	$\frac{1}{5}$
Hülsenfrüchte	$\frac{1}{4}$
Hufe	$\frac{1}{5}$
Hyalithglas	$\frac{1}{4}$
Inselt (Talg)	$\frac{1}{4}$
Inventarienstücke der Schiffe behuf der Fahrt . .	frei
Joche (Vorrichtung zum Ziehen)	$\frac{1}{5}$
Johannisbeeren, s. Beeren.	
Irdenzeug, s. Erdenwaaren.	
Judenpech (Asphalt)	$\frac{1}{4}$
Kacheln	$\frac{1}{10}$
Kähne	frei
Kälberhaare	$\frac{1}{5}$
Käse, frische (kleine Handkäse für den Marktverkehr)	$\frac{1}{10}$
Kaff	$\frac{1}{40}$

Gegenstände.	Zahlt vom Normalsatze. 1844
Kalk und Gips:	
a) roher Kalkstein, Muschelschaalen zum Kalkbrennen, auch Gipsstein oder Gipserde	$\frac{1}{40}$
b) gebrannter Kalk (Stein- und Muschel-), gebrannter Gips, Gipsmehl, auch Wiener Kalk (fein geriebener Kalkmergel	$\frac{1}{20}$
c) chlorsaurer, essigsaurer und salzsaurer Kalk .	$\frac{1}{4}$
Kalkäscher	$\frac{1}{40}$
Kalksteine	$\frac{1}{40}$
Kanonen und Bombenmörser, sowohl eiserne als metallene.	$\frac{1}{4}$
Kaolin (Porzellanerde)	$\frac{1}{40}$
Karren, beschlagene und unbeschlagene	$\frac{1}{5}$
Kartoffeln	$\frac{1}{20}$
Kastanien, wilde oder Rosskastanien	$\frac{1}{20}$
Kasten, hölzerne rohe	$\frac{1}{5}$
Kerne und Steine von Obstfrüchten	$\frac{1}{20}$
Kessel, eiserne gegossene	$\frac{1}{4}$
Ketten: Ankerketten	$\frac{1}{4}$
Kieferzapfen (Kienäpfel)	$\frac{1}{4}$
Kienruss	$\frac{1}{5}$
Kies (gemeiner Steinkies)	$\frac{1}{40}$
Kirschen, s. Obst.	
Kirschholz, s. Holz.	
Kisten, hölzerne	$\frac{1}{5}$
Klauen	$\frac{1}{5}$
Klee	$\frac{1}{20}$
Kleesaat	$\frac{1}{4}$
Kleie	$\frac{1}{4}$
Klinker	$\frac{1}{40}$
Kloben (Flaschenzüge	$\frac{1}{5}$
Knicker oder Knippkugeln von Marmor oder sonstigem Stein, ingleichen von gebranntem Thon .	$\frac{1}{10}$
Knochen:	
a) rohe Knochen aller Art, auch ausgelaugte; ingleichen Wallfischrippen	$\frac{1}{10}$
b) gemahlene Knochen oder Knochenmehl . . .	$\frac{1}{5}$
Knochenschaum (Zuckererde, Abfall von der Zuckerfabrikation)	$\frac{1}{40}$

1844

Gegenstände.	Zahlt vom Normalsatze.
Knoppern, gemahlene und ungemahlene	$\frac{1}{5}$
Kobalt (Kobaltstufen, Erz) roh und gemahlen . .	$\frac{1}{4}$
Kobaltspeise	$\frac{1}{4}$
Kochsalz	$\frac{1}{4}$
Kohlen:	
a) Braun-, Stein- und Torfkohlen	$\frac{1}{40}$
b) Holzkohlen	$\frac{1}{5}$
Korbflaschen, gläserne	$\frac{1}{4}$
Korbflechterwaaren, grobe von ungeschälten Ruthen Baumwurzeln etc. zu Fastagen u. dgl. . . .	$\frac{1}{5}$
Korbruthen (geschälte und ungeschälte)	$\frac{1}{10}$
Korn (Roggen)	$\frac{1}{4}$
Kornelholz, s. Holz.	
Kornfeger, hölzerne	$\frac{1}{5}$
Kornmaasse.	$\frac{1}{5}$
Kornwannen	$\frac{1}{5}$
Krätze (Gekrätz).	$\frac{1}{5}$
Kräuter, frische	$\frac{1}{20}$
Krauseisen	$\frac{1}{4}$
Kreide (weisse, schwarze oder rothe Farbenerde), roh, gemahlen oder geschlemmt	$\frac{1}{5}$
Kreidenglas	$\frac{1}{4}$
Kreuzbeeren	$\frac{1}{5}$
Krippen, steinerne	$\frac{1}{40}$
„ hölzerne	$\frac{1}{5}$
„ von Gusseisen	$\frac{1}{4}$
Kronleuchter und Kronleuchterbehänge, gläserne .	$\frac{1}{4}$
Kronglas	$\frac{1}{4}$
Krüge, Kruken, s. Erdenwaaren.	
Krystallglas	$\frac{1}{4}$
Kümmel, sowohl gewöhnlicher, inländischer, als römischer und sonstiger ausländischer	$\frac{1}{4}$
Küpen von Gusseisen	$\frac{1}{4}$
Kufen, steinerne	$\frac{1}{40}$
„ hölzerne	$\frac{1}{5}$
Kugeln, von Gusseisen	$\frac{1}{4}$
Kuhhaare	$\frac{1}{5}$
Kupfererz (Kupferlasur etc.)	$\frac{1}{4}$
Kupfervitriol	$\frac{1}{4}$

Gegenstände.	Zahlt vom Normalsatze. 1844
Kupferwasser, gemeines (Eisen- oder grüner Vitriol)	$\frac{1}{4}$
Lafetten	$\frac{1}{4}$
Laternenhorn	$\frac{1}{5}$
Latten	$\frac{1}{10}$
Laugenfluss, auch im kalzinirten Zustande . . .	$\frac{1}{10}$
Leichensteine, s. Grabsteine.	
Lehm	$\frac{1}{40}$
Leim (Fisch-, Horn-, Leder-)	$\frac{1}{4}$
Leimgallerte (durch Salzsäure dekalzinirte Knochen)	$\frac{1}{4}$
Leimleder	$\frac{1}{5}$
Leinkuchen	$\frac{1}{4}$
Leinmehl, Leinkuchenmehl	$\frac{1}{4}$
Leinpferde, zurückgeführt werdende	frei
Leinsaat und Leindotter	$\frac{1}{4}$
Leiterbäume	$\frac{1}{10}$
Leitern	$\frac{1}{5}$
Leiterwagen, beschlagene und unbeschlagene . .	$\frac{1}{5}$
Lerchenholz, s. Holz.	
Linsen	$\frac{1}{4}$
Lippitz (Meth)	$\frac{1}{5}$
Lithographirsteine, rohe (nicht gravirte oder bezeichnete)	$\frac{1}{40}$
Lohe	$\frac{1}{5}$
Lohkuchen. (ausgelaugte Lohe als Brennmaterial)	$\frac{1}{40}$
Lohrinde	$\frac{1}{5}$
Lüstersteine (Glassteine zu Kronleuchterbehängen)	$\frac{1}{4}$
Luppeneisen (gefrischtes Eisen in der Gestalt von Luppen oder Kuchen)	$\frac{1}{4}$
Luzerne, s. Klee und Kleesaat.	
Majolica (Fayence)	$\frac{1}{10}$
Mais (türkischer Weitzen)	$\frac{1}{4}$
Malz	$\frac{1}{4}$
Mangan, Manganoxyd (Braunstein) in Stücken oder gemahlen	$\frac{1}{4}$
Mannagrütze (Schwadengrütze) rohe und gestampfte	$\frac{1}{4}$
Marienglas	$\frac{1}{20}$
Markasitkies	$\frac{1}{4}$
Marmor, roher und geschliffener in Platten oder Blöcken etc.	$\frac{1}{5}$

1844

Gegenstände.	Zahlt vom Normalsatze.
Maschinen und Maschinentheile:	
a) von Holz	$\frac{1}{5}$
b) von Gusseisen	$\frac{1}{4}$
c) theils aus Eisen oder anderen Materialien, theils aus Holz und andern Materialien gefertigt: nach dem Zollsatze des Fabrikats von welchem, dem Gewichte nach, am meisten an der Maschine vorhanden ist, insofern sich die einzelnen Bestandtheile nach dem Gewichte nicht zuverlässig abschätzen oder sonst ohne Aufenthalt ermitteln lassen.	
Masseln (Roheisen)	$\frac{1}{4}$
Masten	$\frac{1}{10}$
Mastixcement	$\frac{1}{40}$
Matten von Stroh, Schilf, Bast und Binsen: zu Emballagen	$\frac{1}{5}$
Mauersteine	$\frac{1}{40}$
Meerrettig	$\frac{1}{20}$
Meersalz	$\frac{1}{4}$
Mehl: gewöhnliches von allen Getraidearten . .	$\frac{1}{4}$
Melonen	$\frac{1}{20}$
Mennige	$\frac{1}{5}$
Mergel	$\frac{1}{40}$
Meth in Fässern oder Flaschen etc.	$\frac{1}{5}$
Metzen, hölzerne (beschlagene und unbeschlagene)	$\frac{1}{5}$
Meubles, hölzerne: blos gehobelte	$\frac{1}{5}$
Milch	$\frac{1}{10}$
Milchglas	$\frac{1}{4}$
Mineralerde, metallische	$\frac{1}{5}$
Mineralkitt (Wassermörtel)	$\frac{1}{40}$
Mineraltheer	$\frac{1}{10}$
Mineralwasser	$\frac{1}{10}$
Minium (Mennige)	$\frac{1}{5}$
Mirabellen, s. Obst.	
Mispeln desgl.	
Mist	$\frac{1}{40}$
Modelle wie Maschinen.	
Möhren (Mohrrüben), frische und getrocknete . .	$\frac{1}{20}$
Mörser, von Serpentinstein	$\frac{1}{10}$

Gegenstände.	Zahlt vom Normalsatze. 1844
Mörser, eiserne	$\frac{1}{4}$
(S. auch Bombenmörser.)	
Mörtel (Cement)	$\frac{1}{40}$
Mohnsaamen	$\frac{1}{4}$
Molden oder Mulden, hölzerne	$\frac{1}{5}$
Molybdän, roh und gemahlen	$\frac{1}{4}$
Moos, gemeines	$\frac{1}{20}$
Morcheln, frische	$\frac{1}{20}$
Mühlenfabrikate aus Getraide von Hülsenfrüchten, nämlich: geschrotete oder geschälte Körner, Graupen, Gries, Grütze, Mehl, Kleie u. dgl. . . .	$\frac{1}{4}$
Mühlsteine	$\frac{1}{40}$
Münzkrätze, Münzgekrätz (Abfall von der Gold- und Silberbearbeitung)	$\frac{1}{5}$
Mumme, in Fässern oder in Flaschen	$\frac{1}{5}$
Murmeln (Marmeln, Knicker)	$\frac{1}{10}$
Muschelkalk	$\frac{1}{20}$
Muschelschaalen zum Kalkbrennen	$\frac{1}{40}$
Nägel, eiserne alte	$\frac{1}{10}$
„ von Gusseisen	$\frac{1}{4}$
Nüsse, Hasel- u. Wallnüsse und dergleichen Schaalen	$\frac{1}{20}$
Nutzholz, s. Holz.	
Obst und Früchte:	
a) frische Aepfel, Birnen, Kirschen, Pflaumen, Beeren, Weintrauben, auch Kerne und Steine von Obstfrüchten; ingleichen Hasel und Wallnüsse .	$\frac{1}{20}$
b) getrocknete Aepfel, Birnen, Kirschen und Pflaumen (Backobst), auch gedörrte Hagebutten und Heidelbeeren etc.	$\frac{1}{5}$
Oelkuchen und Mehl hieraus	$\frac{1}{4}$
Oelsaat, als: Hanfsaat, Leinsaat, Leindotter oder Doder, Mohnsaamen, Raps, Rübsaat, ingl. Erdnüsse oder Erdpistazien und dergl.	$\frac{1}{4}$
Oelsäure (acide oléique, Oelstoff, oléine)	$\frac{1}{4}$
Ofen, thönerne	$\frac{1}{10}$
„ eiserne gegossene	$\frac{1}{4}$
Ofenbruch, zinkischer (tutia)	$\frac{1}{4}$
Oker	$\frac{1}{5}$
Okras (Pottasche)	$\frac{1}{4}$

1844

Gegenstände.	Zahlt vom Normalsatze.
Oleïn	$\frac{1}{4}$
Osemund	$\frac{1}{4}$
Packmatten von Stroh, Schilf, Bast und Binsen .	$\frac{1}{5}$
Pätschen (Kahnruder)	$\frac{1}{5}$
Panicum (ital. Hirse)	$\frac{1}{4}$
Pappelholz, s. Holz.	
Paradieskörner	$\frac{1}{4}$
Parquetten (Fussbodentafeln)	$\frac{1}{5}$
Patinen (Holzschuhe)	$\frac{1}{5}$
Pech und Theer:	
a) Theer (Mineraltheer und anderer), Daggert, gemeines Pech (schwarzes, Schiffspech, Schusterpech, welches durch Einkochen v. Theer gewonnen wird)	$\frac{1}{10}$
b) Asphalt (Judenpech) auch sonstiges Erdpech oder Erdharz	$\frac{1}{4}$
Pechsatz	$\frac{1}{10}$
Perlasche	$\frac{1}{4}$
Perlen, aus gebranntem oder ungebranntem Thon	$\frac{1}{10}$
„ von Glas	$\frac{1}{4}$
Pfähle (Pfahlholz)	$\frac{1}{10}$
Pfeifenerde	$\frac{1}{40}$
Pferde: Leinpferde, zurückgeführt werdende . .	frei
Pferdehaare, auch gehechelte, gesottene, gefärbte .	$\frac{1}{5}$
Pfirsiche, s. Obst.	
Pfirsichkerne	$\frac{1}{20}$
Pflanzen, frische	$\frac{1}{20}$
Pflanzenasche, gemeine	$\frac{1}{40}$
Pflastersteine	$\frac{1}{40}$
Pflaumen, s. Obst.	
Pflüge, hölzerne, beschlagene und unbeschlagene .	$\frac{1}{5}$
Pfosten	$\frac{1}{10}$
Pilze, frische	$\frac{1}{20}$
Pipenholz (Fassholz)	$\frac{1}{10}$
Planken	$\frac{1}{10}$
Platten, aus Sandstein	$\frac{1}{40}$
„ aus Thon	$\frac{1}{10}$
„ aus Marmor, geschliffenem Granit oder geschliffenem Porphyr	$\frac{1}{5}$

Gegenstände.	Zahlt vom Normalsatze. 1844
Platten aus Blei, Gusseisen, geschmiedetem oder gewalztem Eisen	$\frac{1}{4}$
Porphyr, roher	$\frac{1}{40}$
„ geschliffener in Platten und Blöcken etc.	$\frac{1}{5}$
Porter (Bier), in Fässern oder in Flaschen etc.	$\frac{1}{5}$
Porzellanerde	$\frac{1}{40}$
Pottasche, ingl. Pottaschen-Abfälle (Rückstände bei der Pottaschen-Siederei)	$\frac{1}{4}$
Pottloth (Bleiglätte)	$\frac{1}{4}$
„ (Wasserblei)	$\frac{1}{4}$
Pressen, s. Maschinen.	
Preussisch-Roth (Braunroth)	$\frac{1}{5}$
Prünellen, s. Obst.	
Puzzolan oder Puzzellanerde	$\frac{1}{40}$
Quadrateisen	$\frac{1}{4}$
Quarz	$\frac{1}{40}$
Quirle	$\frac{1}{5}$
Quitten, s. Obst.	
Quittensaamen oder Quittenkerne	$\frac{1}{20}$
Rademacherarbeit, bloss aus Holz mit oder ohne Eisenbeschlag bestehend (jedoch nicht gefärbte, gebeitzte oder lackirte, auch nicht mit Leder- oder Polsterarbeit verbundene)	$\frac{1}{5}$
Radfelgen, bloss zugerichtete (Felgenholz)	$\frac{1}{10}$
„ fertig gearbeitete	$\frac{1}{5}$
Radspeichen, blos zugerichtete, vor der Einsetzung einer weitern Bearbeitung bedürfende	$\frac{1}{10}$
„ fertig gearbeitete	$\frac{1}{5}$
Räder, s. Rademacherarbeit.	
Räderwerk, s. Maschinen.	
Rahm (fette Milch)	$\frac{1}{10}$
Rahm (Kienruss)	$\frac{1}{5}$
Raps	$\frac{1}{4}$
Rapskuchen, Rapsmehl	$\frac{1}{4}$
Reben (grün oder trocken)	$\frac{1}{20}$
Rechen, hölzerne	$\frac{1}{5}$
Reckeisen	$\frac{1}{4}$
Reh-Hörner	$\frac{1}{5}$
Reifeisen	$\frac{1}{4}$

1844

Gegenstände.	Zahlt vom Normalsatze.
Reifen, hölzerne	$\frac{1}{10}$
Reifholz	$\frac{1}{10}$
Reisegepäck und Reiseviktualien der Schiffer und Passagiere, letztere in der bestimmten verhältnissmässigen Quantität	frei
Reisig	$\frac{1}{20}$
Reissblei	$\frac{1}{4}$
Rennthier-Geweihe	$\frac{1}{5}$
Resonanzbretter, ungehobelte v. europäischem Holze	$\frac{1}{10}$
„ gehobelte dergl.	$\frac{1}{5}$
Rinden, s. Holzborke etc.	
Rindshörner	$\frac{1}{5}$
Rindsfüsse	$\frac{1}{5}$
Rindviehhaare	$\frac{1}{5}$
Rinnen, steinerne	$\frac{1}{40}$
„ blos behauene hölzerne	$\frac{1}{10}$
„ andere hölzerne	$\frac{1}{5}$
Röhren, steinerne Brunnenröhren	$\frac{1}{40}$
„ hölzerne dgl. (gebohrte Holzstämme), ingl. thönerne Röhren	$\frac{1}{10}$
„ gusseiserne	$\frac{1}{4}$
Röthel (Rothstein)	$\frac{1}{5}$
Roggen	$\frac{1}{4}$
Roggenmehl	$\frac{1}{4}$
Roheisen aller Art	$\frac{1}{4}$
Rohstahl	$\frac{1}{4}$
Rohr: Dach- und Schilfrohr; ingleichen Stuhlrohr aller Art mit Einschluss des brasilianischen und sonstigen ausländischen; auch Weberrohr . .	$\frac{1}{20}$
Rosshaare, auch gehechelte, gesottene, gefärbte .	$\frac{1}{5}$
Rosskastanien	$\frac{1}{20}$
Roste von Gusseisen	$\frac{1}{4}$
Rothstein (Röthel)	$\frac{1}{5}$
Ruder	$\frac{1}{5}$
Rüben, frische und getrocknete	$\frac{1}{20}$
Rübsaat	$\frac{1}{4}$
Rundeisen und Rundstahl	$\frac{1}{4}$
Runkelrüben, sowohl frische als getrocknete und gedörrte	$\frac{1}{20}$

Gegenstände.	Zahlt vom Normalsatze.
Runkelrübenblätter, grün und getrocknet . . .	$\frac{1}{20}$
Russ (Russbutten)	$\frac{1}{5}$
Ruthen (Flechtweiden), s. Holz	
Saamen im natürlichen Zustande und gemahlener, als: Anis (excl. Sternanis), Canariensaamen, Coriander, Dill, Fenchel, Flohsaamen, Garten-, Blumen-, Klee- und Wiesensaamen, Kümmel, sowohl gewöhnlicher inländischer als römischer und sonstiger ausländischer), Oelsaat (Hanfsaat, Leinsaat, Leindotter oder Doder, Mohnsaamen, Raps, Rübesaat, ingleichen Erdnüsse oder Erdpistazien etc.), ferner Schwadengrütze, Senfsaamen, Zitwer- oder Wurmsaamen, ingleichen Buchkerne und andere Saamen von Waldhölzern (mit Ausschluss der zu $\frac{1}{20}$ besonders tarifirten Eicheln), Bärlappsaamen (semen lycopodii), Bockshornsaamen (foenum graecum) etc.	$\frac{1}{4}$
Saamenkerne und Steine von Obstfrüchten . . .	$\frac{1}{20}$
Säcke, alte leere	$\frac{1}{5}$
Sägengestelle, hölzerne	$\frac{1}{5}$
Sägespäne	$\frac{1}{20}$
Sägewaaren	$\frac{1}{10}$
Sämereien	$\frac{1}{4}$
Salat	$\frac{1}{20}$
Salz: Küchen-, See-, Steinsalz und Düngesalz . .	$\frac{1}{4}$
Sand, gemeiner; desgleichen Giessand, gewaschener, geriebener, geschlemmter; Streusand, auch gefärbter, Silbersand etc. und spanischer Sand . . .	$\frac{1}{40}$
Sandstein	$\frac{1}{40}$
Sanitätsgeschirr, s. Fayencen und Eisenwaaren.	
Sattelbäume	$\frac{1}{5}$
Sauerampfer	$\frac{1}{20}$
Sauerkohl oder Sauerkraut	$\frac{1}{5}$
Schaaffüsse	$\frac{1}{5}$
Schabin (Abfall von der Metallschlägerei zur Bereitung der Bronzefarben)	$\frac{1}{5}$
Schachtelhalm	$\frac{1}{20}$
Schachteln, hölzerne, rohe	$\frac{1}{5}$
Schaufeln, hölzerne, mit oder ohne Eisenbeschlag.	$\frac{1}{5}$

1844

Gegenstände.	Zahlt vom Normalsatze
Scheffel, hölzerne, auch dergl. mit Eisenbeschlag.	$\frac{1}{5}$
Schemel, hölzerne, rohe	$\frac{1}{5}$
Schiebkarren, beschlagene und unbeschlagene . .	$\frac{1}{5}$
Schiefer	$\frac{1}{40}$
Schieferstifte, Schiefertafeln	$\frac{1}{10}$
Schienen (Eisenbahnschinen) . . . . . , .	$\frac{1}{4}$
„ hölzerne zu Siebböden	$\frac{1}{5}$
Schiffe	frei
Schiffsgeräthschaften, als: a) die zum Schiffsinventario gehörigen Gegenstände mit Einschluss der zu dem Verdecke einmal ein- und zugerichteten Bretter, auch in Ermangelung solcher, die zur Bedeckung der Ladung nöthigen losen Bretter in der bestimmten Quantität, ingleichen Unterlagebretter zum Bedarf der Schiffer beim Laden der Waaren, auch b) solche Schiffsgeräthschaften, welche aus den zu Hamburg verkauften abgängigen Schiffen elbaufwärts zurückgeführt werden, unter der Bedingung, dass von den Schiffern neben dem Manifeste eine von dem zuerst passirten Zollamte beglaubigte Spezification produzirt werde, auf welcher sich jeder etwaige Abgang durch das betreffende Zollamt verifizirt finden muss . .	frei
Schiffsgeräthschaften, zum Verkauf versandt werdende, s. Holzwaaren und Eisenwaaren.	
Schilf	$\frac{1}{20}$
Schilfmatten zu Emballagen	$\frac{1}{5}$
Schindeln	$\frac{1}{10}$
Schippen s. Schaufeln.	
Schlacken von Erzen	$\frac{1}{40}$
Schlehen, wie Obst.	
Schleifsteine, grobe	$\frac{1}{40}$
„ feine (zum Schleifen chirurgischer Instrumente, Rasirmesser etc.)	$\frac{1}{5}$
Schlempe (Branntweinspülig).	$\frac{1}{40}$
Schliff (Abfall beim Schleifen grober Eisenwaaren)	$\frac{1}{10}$
Schlitten, s. Wagen etc.	
Schlössereisen	$\frac{1}{4}$
Schmeer, s. Fett.	

Gegenstände.	Zahlt vom Normalsatze. 1844
Schmelz (Glasschmelz)	$\frac{1}{4}$
Schmelztiegel, irdene	$\frac{1}{10}$
Schmiedearbeiten, s. Eisenwaaren.	
Schmiedezunder (Hammerschlag)	$\frac{1}{10}$
Schmirgel, in Stücken oder gemahlen	$\frac{1}{4}$
Schönroth (Braunroth, Colcohtar)	$\frac{1}{5}$
Schraubenkluppen, s. Maschienen.	
Schröpfköpfe, gläserne	$\frac{1}{4}$
Schrot (geschrotetes Getraide)	$\frac{1}{4}$
Schüsser (Knicker)	$\frac{1}{10}$
Schuhstifte, eiserne gegossene	$\frac{1}{4}$
Schusterleisten	$\frac{1}{5}$
Schusterspäne	$\frac{1}{10}$
Schwadengrütze, rohe und gestampfte	$\frac{1}{4}$
Schwämme, essbare frische	$\frac{1}{20}$
„ Feuerschwamm (roh und bearbeitet)	$\frac{1}{4}$
Schwefelkies (Eisenkies)	$\frac{1}{4}$
Schweineborsten	$\frac{1}{5}$
Schweinehaare oder s. g. Schweinewolle	$\frac{1}{5}$
Schwerspath in kristallisirten Stücken	$\frac{1}{40}$
„ gepochter, gemahlener und zu Farbe bereiteter	$\frac{1}{5}$
Schwerdtfegerspäne	$\frac{1}{10}$
Schwingen (Futterschwingen)	$\frac{1}{5}$
Seegras (Seetang)	$\frac{1}{20}$
Seesalz	$\frac{1}{4}$
Seifensiederfluss (Unterlauge), auch im kalzinirten Zustande	$\frac{1}{10}$
Senfmehl, Senfpulver	$\frac{1}{4}$
Senfsaat	$\frac{1}{4}$
Sensenbäume	$\frac{1}{5}$
Sensenstreicher	$\frac{1}{5}$
Serpentinsteinwaaren	$\frac{1}{10}$
Siderolithwaaren	$\frac{1}{10}$
Siebränder, hölzerne	$\frac{1}{5}$
Siegelerde (Terra sigillata)	$\frac{1}{5}$
Silberglätte	$\frac{1}{4}$
Silbersand	$\frac{1}{40}$
Silberkrätze (Silbergekrätz)	$\frac{1}{5}$

1844

Gegenstände.	Zahlt vom Normalsatze.
Sonnenblumenkerne	$\frac{1}{4}$
Span (Schuster- und Schwerdtfegerspäne), ingl. Brennspäne, gehobelte (Schleissen)	$\frac{1}{10}$
Spanischer Sand	$\frac{1}{40}$
Spargel	$\frac{1}{20}$
Sparren	$\frac{1}{10}$
Spaten, s. Schaufeln.	
Speckstein, roher	$\frac{1}{40}$
Speichen, bloss zugerichtete, vor der Einsetzung einer weitern Bearbeitung bedürfende (Speichenholz).	$\frac{1}{10}$
Speichen, fertig gearbeitete	$\frac{1}{5}$
Spelz (Dinkel)	$\frac{1}{4}$
Spiegelglas, auch belegte Spiegelgläser	$\frac{1}{4}$
Spieren	$\frac{1}{10}$
Spiessglanzerz, in Stücken oder gemahlen . . .	$\frac{1}{4}$
Splittholz	$\frac{1}{10}$
Spreu	$\frac{1}{20}$
Springgläser	$\frac{1}{4}$
Spülig (Branntweinspülig)	$\frac{1}{40}$
Stabeisen	$\frac{1}{4}$
Stäbe von zerlegten Gebinden und Fässern . .	$\frac{1}{5}$
Stabholz	$\frac{1}{10}$
Stahl: Roh-, Cement-, Frisch-, Gerbe-, Guss-, raffinirter und Rundstahl, gestreckter Stahl (Stahl in Stangen)	$\frac{1}{4}$
Stahlblech	$\frac{1}{4}$
Stahldraht	$\frac{1}{4}$
Sahlkuchen	$\frac{1}{4}$
Stangen (Holzstangen)	$\frac{1}{10}$
Steinasche (Pottasche)	$\frac{1}{4}$
Steine und Steinwaaren:	
a) Bruchsteine, auch behauene, jedoch nicht geschliffene, Steine aller Art (mit Ausnahme von Marmor und Alabaster), geschliffene Platten etc. von Sandstein; auch Lithographirsteine (nicht gravirte oder bezeichnete); Mühlsteine, steinerne Kufen, Rinnen, Krippen, Tröge etc.; Grab- oder Leichensteine von Sandstein (insofern durch höhere artistische Bearbeitung hervorgebrachte Kunstwerke	

Gegenstände.	Zahlt vom Normalsatze. 1844
hierunter nicht begriffen werden); ingl. Pflastersteine und rohe Feuersteine, Dachschiefer, Mauersteine, Tropfsteine, auch Tuf oder Tuffstein, roher Speckstein, Talkstein, grobe Schleif- und Wetzsteine (zum Schärfen der Sensen etc.), ferner Steingruss (Abfall von Sandstein)	$\frac{1}{40}$
b) Serpentinsteinwaaren, Schiefertafeln und Griffel, oder Knicker oder Steinschusser	$\frac{1}{10}$
c) Alabaster und Marmor, roher, auch geschliffene Platten etc. von Alabaster, Marmor, Granit oder Porphyr, ingl. Grabsteine von Marmor, geschliffenem Granit oder Porphyr (insofern durch höhere artistische Bearbeitung hervorgebrachte Kunstwerke hierunter nicht begriffen werden); auch feine Schleif- und Wetzsteine	$\frac{1}{5}$
Steingruss	$\frac{1}{4}$
Steingut	$\frac{1}{10}$
Steinkohlen	$\frac{1}{40}$
Steinkohlenasche	$\frac{1}{40}$
Steinkohlentheer	$\frac{1}{10}$
Steinsalz	$\frac{1}{4}$
Steinwaaren, s. Stein etc.	
Stellmacherarbeit, s. Rademacherarbeit.	
Stiefelblöcke, Stiefelknechte	$\frac{1}{5}$
Stöcke hölzerne rohe	$\frac{1}{10}$
Stoppeln	$\frac{1}{40}$
Sträucher, frische zum Verpflanzen	$\frac{1}{20}$
Strass (Glassteine)	$\frac{1}{4}$
Streu (Spreu)	$\frac{1}{20}$
Streublau, Streuglanz, Streuglas, Streugold und Streusilber	$\frac{1}{40}$
Streusand	$\frac{1}{40}$
Stroh	$\frac{1}{20}$
Strohmatten, s. Matten.	
Strumpfwirkerstühle, s. Maschinen.	
Stubben (Kohlenstubben)	$\frac{1}{20}$
Stühle, s. Meubles	
Stufen (Erz-)	$\frac{1}{4}$
Stuhlrohr (auch brasilianisches)	$\frac{1}{20}$

1844

Gegenstände.	Zahlt vom Normalsatze.
Tabackspfeifen, thönerne	$\frac{1}{10}$
Tafelglas, ohne Unterschied der Farbe	$\frac{1}{4}$
Talg und Talgöl	$\frac{1}{4}$
Talk, Talkerde	$\frac{1}{5}$
Talkstein	$\frac{1}{40}$
Tannenholz, s. Holz.	
Tannenzapfen	$\frac{1}{4}$
Tauben	$\frac{1}{5}$
Teller, gemeine thönerne, auch von Steingut oder Fayence	$\frac{1}{10}$
gläserne aller Art	$\frac{1}{4}$
Terra di Siena, gebrannte und ungebrannte	$\frac{1}{5}$
Terra sigillata (Siegelerde)	$\frac{1}{5}$
Theer (Mineraltheer und anderer)	$\frac{1}{10}$
Theerbutten	$\frac{1}{5}$
Theergalle	$\frac{1}{10}$
Thierflechsen	$\frac{1}{5}$
Thierknochen, s. Knochen.	
Thon, Thonerde, gewöhnlicher Töpferthon und Pfeifenerde, auch Zuckerbäckererde und Porzellanerde	$\frac{1}{40}$
Thongeschirr	$\frac{1}{10}$
Tiegel, aus Thon gebrannte	$\frac{1}{10}$
Tischlerwaaren, s. Meubles.	
Todtenkopf (Caput mortuum)	$\frac{1}{5}$
Töpfe, gemeine irdene	$\frac{1}{10}$
Töpferthon	$\frac{1}{40}$
Töpferwaaren	$\frac{1}{10}$
Topfscherben	$\frac{1}{40}$
Tonnen, leere	$\frac{1}{5}$
Tonnenbände, hölzerne	$\frac{1}{10}$
Torf	$\frac{1}{40}$
Torfasche	$\frac{1}{40}$
Torfkohlen	$\frac{1}{40}$
Trass	$\frac{1}{40}$
Trauben, frische	$\frac{1}{20}$
Treber und Trester	$\frac{1}{40}$
Tripel	$\frac{1}{5}$
Tröge, hölzerne	$\frac{1}{5}$
„ steinerne	$\frac{1}{40}$

Gegenstände.	Zahlt vom Normalsatze. 1844
Tropfstein	$\frac{1}{40}$
Trüffeln, frische	$\frac{1}{20}$
Truthühner	$\frac{1}{5}$
Türkischer Weitzen (Mais)	$\frac{1}{4}$
Tuf oder Tufstein	$\frac{1}{40}$
Tutia (zinkischer Ofenbruch)	$\frac{1}{4}$
Uhrgläser	$\frac{1}{4}$
Unschlitt	$\frac{1}{4}$
Unterlauge (Seifensiederfluss)	$\frac{1}{10}$
Valonen (Knoppern)	$\frac{1}{5}$
Venetianisch-Roth (Braunroth)	$\frac{1}{5}$
Verzehrungsgegenstände zum Reiseverbrauch, s. Reise-Victualien.	
Vitriol, grüner Eisenvitriol, Kupfervitriol, gemischter Kupfer- und Eisenvitriol, auch weisser (Zink-) Vitriol	$\frac{1}{4}$
Vitriolerz (Vitriolkies) und Vitriolstein	$\frac{1}{40}$
Vögel, lebende, auch geschlachtetes Geflügel und Federwild	$\frac{1}{5}$
Vogelleim	$\frac{1}{4}$
Wachholderbeeren, frische und getrocknete	$\frac{1}{5}$
Wagen und Schlitten, bloss aus Holz mit oder ohne Eisenbeschlag bestehend (jedoch nicht gefärbte, gebeitzte oder lackirte, auch nicht mit Leder- oder Polsterarbeit verbundene)	$\frac{1}{5}$
Wagen, welche die mit den Dampfschiffen Reisenden mit sich führen	frei
Wagenschmiere, s. Fett und Theer.	
Wagnerarbeiten, s. Rademacherarbeit.	
Waidasche	$\frac{1}{4}$
Waldholzsaamen	$\frac{1}{4}$
Walkererde	$\frac{1}{40}$
Wallfischrippen	$\frac{1}{10}$
Walzen, s. Maschienen.	
Wascheisen	$\frac{1}{4}$
Wasserblei, in Stücken oder gemahlen	$\frac{1}{4}$
Weberrohr	$\frac{1}{20}$
Weberstühle, s. Maschinen.	
Wedgewoodwaaren	$\frac{1}{10}$

1844

Gegenstände.	Zahlt vom Normalsatze.
Weichselstöcke, rohe	$\frac{1}{10}$
Weinbeeren, frische	$\frac{1}{20}$
Weinessig	$\frac{1}{5}$
Weinhefen, gebrannte (Drusenasche)	$\frac{1}{4}$
Weinreben (grün oder trocken)	$\frac{1}{20}$
Weintrauben, frische	$\frac{1}{20}$
Weissblech	$\frac{1}{4}$
Weitzen	$\frac{1}{4}$
Wellen (Brandbusch, Reisig)	$\frac{1}{20}$
Welleneisen	$\frac{1}{4}$
Werg	$\frac{1}{4}$
Wetzsteine, grobe zum Schärfen der Sensen etc.	$\frac{1}{40}$
„ feine zum Schleifen der Rasirmesser, chirurgischen Instrumente etc.	$\frac{1}{5}$
Wicken	$\frac{1}{4}$
Wiener Kalk (fein geriebener Kalkmergel)	$\frac{1}{20}$
Wissmuth-Erz	$\frac{1}{4}$
Wurmsaamen im natürlichen Zustande oder gemahlen	$\frac{1}{4}$
Wurzeln, essbaare	$\frac{1}{20}$
Zaineisen	$\frac{1}{4}$
Ziegel	$\frac{1}{40}$
Ziegel-Cement	$\frac{1}{40}$
Ziegelerde	$\frac{1}{40}$
Ziegelmehl	$\frac{1}{40}$
Ziegenhörner	$\frac{1}{5}$
Zimmerholz	$\frac{1}{10}$
Zinkvitriol (schwefelsaurer Zink)	$\frac{1}{4}$
Zinngekrätz	$\frac{1}{5}$
Zittwersaamen (Wurmsaamen) im natürlichen Zustande oder gemahlen	$\frac{1}{4}$
Zuckerbäckererde (Thon zum Läutern des Zuckers)	$\frac{1}{40}$
Zuckererde (Knochenschaum, Abfall von der Zuckerfabrikation)	$\frac{1}{40}$
Zuckerformen, thönerne, mit oder ohne Holzbänden	$\frac{1}{10}$
Zunder	$\frac{1}{4}$
Zwecken, eiserne, gegossene	$\frac{1}{4}$
Zwetschen, s. Obst.	
Zwiebeln (Gemüsezwiebeln)	$\frac{1}{20}$

25.

Convention entre l'Autriche, la Prusse, la Saxe, le Hannovre, le Danemarc, le Mecklenbourg-Schwerin, les duchés d'Anhalt et les villes libres anséatiques de Hambourg et de Lübeck sur la publication d'ordonances uniformes de police pour la navigation de l'Elbe. Signée à Drèsde, le 13 *Avril* 1844.

(Gesetzsammlung für die Königl. Preussischen Staaten. 1844. Nro. 37. v. 1. November.)

Um die Sicherheit und Ordnung der Elbschifffahrt zu befördern, haben, sämmtliche Elbuferstaaten durch ihre zur zweiten Elbschifffahrts-Revisions-Kommission versammelten Kommissarien folgende Uebereinkunft unter Vorbehalt der Allerhöchsten, Höchsten und Hohen Ratificationen verabreden lassen.

Art. 1. In Beziehung auf die Stromstrecke zwischen Melnik und Hamburg oder Harburg wird jeder Elbuferstaat für sein Gebiet umfassende schifffahrts- und strompolizeiliche Vorschriften gleichzeitig mit Verkündigung der Additional-Akte erlassen und dabei die in den Art. 2. bis 30. enthaltenen Grundsätze festhalten.

Für die Stromstrecken zwischen Hamburg oder Harburg und der Nordsee werden die betheiligten drei Staaten die erforderlichen schifffahrts- und strompolizeilichen Vorschriften, soweit dies nicht bereits geschehen ist, gleichfalls baldigst erlassen und diese sowohl für die drei Staatsgebiete, als auch, so weit die abweichenden Verhältnisse es gestatten, mit den in den Art. 2. bis 30. enthaltenen Grundsätzen in Uebereinstimmung zu bringen suchen.

Art. 2. Auf die Konstruktion, Ausrüstung und Erhaltung der Fahrzeuge und ihrer Zubehörungen, insbesondere der Maschinen und Kessel auf Dampfschiffen, haben die Eigner eben so, wie die Führer der Fahrzeuge ganz vorzügliche Sorgfalt zu verwenden, und na-

1844 mentlich in Bezug auf die Dampfschiffe die bestehenden, besondern Vorschriften wegen Anlage und Gebrauchs von Dampfapparaten genau zu beobachten.

Sie sind verpflichtet, sich den von Zeit zu Zeit vorzunehmenden amtlichen Untersuchungen ihrer Fahrzeuge nebst Zubehörungen zu unterwerfen, und die etwa hierbei gerügten Mängel sofort abzustellen.

In Fällen entstandener, mit Gefahr verknüpfter Beschädigung des Fahrzeuges während der Reise ist letztere sofort einzustellen und erst nach erfolgter vollständiger Ausbesserung des Schadens weiter fortzusetzen.

Art. 3. Die ein Holzfloss bildenden Stämme, Balken und anderen Materialien müssen unter sich fest und dauerhaft verbunden, und die Flosse selbst an beiden Enden mit einem Steuerruder versehen sein. Die Breite eines Holzflosses darf in der Regel 20 Fuss Preussisch nicht überschreiten. Doch kann von jedem Uferstaate für seine Elbstrecken eine grössere Breite der Holzflosse zugelassen werden.

Art. 4. Kein Schiff oder Floss darf stärker belastet werden, als es die bekannte Beschaffenheit der Fahrbahn und der herrschende Wasserstand erlauben.

Art 5. Bei jedem auf der Fahrt begriffenen, zur Fracht oder Personenfahrt dienenden Schiffe muss sich wenigstens ein gut und dauerhaft gebautes Boot befinden.

Art. 6. Während der Fahrt darf kein Schiff oder Floss die Fahrbahn absichtlich verlassen.

Jede Verunreinigung der letzteren durch Auswerfung von Ballast, Steinen, Steinkohlenschlacken, oder andern der Schifffahrt hinderlichen oder gefährlichen Gegenständen ist verboten.

Aus diesem Grunde müssen die zur Beschwerung der Steuerruder dienenden Steine oder anderen Körper dergestalt befestigt und verwahrt seyn, dass das Herabfallen derselben in die Fahrbahn oder Leichterstellen verhütet wird.

Art. 7. Die Ufer nebst den an den denselben befindlichen Werken und Anlagen, sowie die Brücken, Schiffsmühlen, Fähren u. s. w. dürfen von den Schiffen und Holzflössen auf ihrer Fahrt nicht berührt und beschädigt, auch die Leinpfade von den Zugknechten oder dem Zugvieh weder verdorben, noch zum Nachtheil der anliegenden Grundstücke überschritten werden.

Dampfschiffe müssen sich von den Uferanlagen mög-

lichst entfernt halten, damit letztere vom Wellenschlage 1844
nicht beschädigt werden.

Art. 8. Die Schiffs- und Flossführer dürfen in der Regel nur an den bestimmten Landungs- und Ladeplätzen, oder da, wo es ausserdem für gewöhnlich nachgelassen ist, anlegen und vor Anker gehen.

Nur in Nothfällen ist es gestattet, auch an anderen Uferstellen anzulegen, wobei jedoch Buhnen, Packwerke, Uferbefestigungen (Vernähterungen), Dämme, und unterbrüchige oder durch Verbotstafeln bezeichnete Uferstrecken zu meiden sind.

An das Ufer, auf welchem sich der Leinpfad befindet, darf ein Schiff oder Floss nur dann anlegen, wenn ihm die Ladung oder Löschung seiner Waaren oder das Aus- und Einladen der Hölzer daselbst erlaubt ist, oder wenn Unwetter oder Beschädigung dasselbe hierzu nöthigen.

Dergleichen aussergewöhnliche Landungsplätze sind jedoch von den Schiffs- und Flossführern sofort nach entfernter Gefahr oder erfolgter Ein- oder Ausladung wieder zu verlassen, auch sind die Fahrzeuge und Flosse, so lange sie daselbst liegen, bei Nacht oder dichtem Nebel durch Aussteckung einer erleuchteten Laterne zu signalisiren, und, um den Zug anderer Schiffe an der Leinpfadseite nicht zu hindern, die Masten niederzulegen.

Das Einschlagen von Pfählen auf dem Ufer, um die Schiffe und Flosse mittelst der Taue an solche zu befestigen, ist an solchen aussergewöhnlichen Ankerplätzen, unbedingt untersagt.

Das Anlegen und Ankern unmittelbar vor oder hinter den Pfeilern stehender Brücken ist unter allen Umständen verboten.

Art. 9. In der Fahrbahn darf ein Schiff oder Floss nur an solchen Stellen vor Anker gehen, an welchen jene so breit ist, dass andere, selbst die grössten Fahrzeuge oder Flosse, neben jenem noch bequem vorbeifahren können. Solchenfalls und wenn ein Schiff auf einer vom Ufer entfernten Stelle von Anker geht, treten wegen dessen Signalisirung die Bestimmungen des Art. 8. ein.

Art. 10. Kein Schiff darf im Fahrwasser da um- oder überladen, wo es dem Schiffsverkehr hinderlich ist.

Ist die Ableichtung nöthig, um das Schiff über Untiefen im Fahrwasser zu schaffen, so muss sie stets vor den letzteren und an solcher Stelle geschehen, wo we-

1844 der das beladene Schiff, noch der Leichter den Schiffsverkehr hindern oder erschweren.

Wird ein Schiff im Fahrwasser dergestalt festgefahren, dass dasselbe nicht sofort oder nur durch Ableichtung wieder abgebracht werden kann, so ist der Führer strafbar.

Art. 11. Sind gefährliche oder schwierige Stromstellen den Schiffs- oder Flossführern nicht genau bekannt, so müssen sie dieselben durch vorausgeschickte Häupter untersuchen lassen, insofern sie nicht vorziehen, sich da, wo Lootsen zu haben sind, derselben gegen Erlegung der taxmässigen Gebühren zu bedienen.

Art. 12. Stehende Brücken dürfen von Dampfschiffen nur mit halber Geschwindigkeit und zurückschlagenden Rädern passirt werden.

Beladene Segelschiffe können, bei starker Strömung durch die Brückenbögen, da, wo Lootsen zu haben sind, sich der letzteren bedienen, müssen aber ausserdem die grösste Vorsicht und Aufmerksamkeit beim Passiren der Brücke anwenden und namentlich in der Thalfahrt mittelst des Ankers sacken oder umlegen.

Unbeladene Fahrzeuge und Flosse können stromrecht durchgehen.

Segel- und Dampfschiffe haben dabei ihre Masten und Rauchfänge so weit niederzulegen, dass die Bogenwölbung von denselben nicht berührt werden kann, auch ist von Fahrzeugen und Holzflossen jedes Anstreifen an die Seitenwände der Pfeiler zu vermeiden.

Art. 13. Jedes Schiff, welches im Begriff steht, eine im Gange befindliche Fähre zu passiren, muss in angemessener Entfernung beilegen, bis die Fähre aus dem Bereiche des Fahrwassers und des Wellenschlages gelangt ist.

Dagegen haben die Fährmeister oder Fährknechte während des Vorbeifahrens von Holzflossen den Gang der Fähre so lange, bis diese Flosse vorüber sind, einzustellen.

Art. 14. Während des Fahrens bei finsterer Nacht oder dichtem Nebel muss jedes Schiff oder Floss in der Thalfahrt drei, in der Bergfahrt zwei über einander befindliche, hellerleuchtete Laternen am halben Mast oder, wenn es ohne Mast fährt, an einer, nach allen Seiten hin sichtbaren Stelle führen.

Ausserdem hat jedes Dampfschiff von 5 zu 5 Minuten und, dafern es ein Fahrzeug in seinem Fahrstrich vor sich bemerkt, sofort nach dessen Wahrnehmung ein deut-

lich vernehmbares Zeichen durch die Glocke oder Dampf- 1844
pfeife zu geben.

Art. 15. Von zwei, sich im freien Fahrwasser begegnenden Segelschiffen oder Flossen behält dasjenige, welches gezogen wird, die Leinpfadseite. Wird aber keins derselben gezogen, so muss das zu Berg gehende dem zu Thal fahrenden, so weit es Wind und Oertlichkeit gestatten, ausweichen und gleichzeitig diejenige Seite, auf welcher letzteres vorbeikommen kann, von einem an der Spitze aufgestellten Mann in angemessener Entfernung durch Zuruf und verständliche Zeichen andeuten lassen.

Auf diesen Zuruf ist von dem thalwärtsfahrenden Schiffe oder Flosse, zum Zeichen, dass er richtig verstanden worden, stets zu antworten.

Art. 16. Begegnen sich im freien Fahrwasser zwei Dampfschiffe, so muss jedes derselben beim Ausweichen, so weit es thunlich ist, das ihm zur Rechten liegende Ufer halten. Begegnen sie sich zur Nachtzeit oder bei dichtem Nebel, so hat jedes derselben durch 2 Zeichen mit der Glocke anzukündigen, dass es rechts ausweiche. Ist aber ein Dampfschiff durch die Oertlichkeit verhindert, auszuweichen, so hat dessen Führer solches dem entgegenkommenden Fahrzeuge durch 3 Zeichen mit der Glocke und gleichzeitig durch Zuruf, der beantwortet werden muss (Art. 15.), anzudeuten; in diesem Falle muss das letztere Fahrzeug nach der ihm als fahrbar bezeichneten Stelle ganz ausweichen.

Art. 17. Dampfschiffe müssen im freien Fahrwasser den Segelschiffen oder Flossen ausweichen und zwar nach derjenigen Seite hin, auf welcher sie an letzteren ohne Gefahr vorbeizukommen vermögen. Gestattet indessen die Oertlichkeit dem Dampfschiffe nicht, seinerseits auszuweichen, so hat dessen Führer solches dem entgegenkommenden Fahrzeuge oder Floss zur Tageszeit durch Aufziehung einer blauen Flagge bis zum halben Mast und gleichzeitig durch 3 Zeichen mit der Glocke und durch Zuruf, der nach Art. 15. beantwortet werden muss, zur Nachtzeit oder bei dichtem Nebel aber durch 3 Zeichen mit der Glocke und durch Zuruf, welcher nach Art. 15. beantwortet werden muss, unverzüglich zu erkennen zu geben. Solchenfalls muss das Segelschiff oder Floss nach der, ihm als fahrbar bezeichneten Seite ganz ausweichen.

Art. 18. Ist von zwei sich entgegenkommenden Fahr-

1844 zeugen oder Flossen eine schmale, für das gegenseitige Ausweichen keinen hinlänglichen Raum darbietende Stromrinne zu passiren, und das Eine derselben schon in letztere eingelaufen, so muss das noch ausserhalb der Stromrinne befindliche Fahrzeug oder Floss so lange beilegen, bis das andere dieselbe völlig durchfahren hat. Kommen beide sich entgegenfahrende Fahrzeuge gleichzeitig an den Ein- und Ausgängen der Stromrinne an, so muss das zu Berg fahrende so lange anhalten, bis das zu Thal fahrende die Rinne zurückgelegt hat. Vermöchte jedoch das stromabwärts kommende Fahrzeug oder Floss nicht mit aufgespannten Segeln oder nicht stromrecht hindurch zu fahren, so muss es anhalten und dem zu Berg fahrenden Schiffe oder Flosse das Passiren der Rinne zuerst einräumen.

Das gleichzeitige Einlaufen beider sich entgegenkommender Fahrzeuge in die vor ihnen liegende schmale Stromrinne ist untersagt. Im Falle einer Uebertretung dieses Verbots muss das zu Berg fahrende Fahrzeug oder Floss wieder zurück bis vor die Ausmündung der schmalen Stromrinne gehen und das thalwärts fahrende vorbeilassen.

Art. 19. Erreicht im freien Fahrwasser ein schneller fahrendes Dampf- oder Segelschiff oder Floss das voraus- und langsamer fahrende, so ist ersteres befugt, zu verlangen, dass es von letzterem vorbeigelassen werde. Dieses Verlangen und die Seite, an welcher es vorbeifahren will, hat das hinterdrein kommende Fahrzeug oder Floss dem vorausfahrenden durch die im Art. 15. angeordneten Signale zu erkennen zu geben, und das vorausfahrende Schiff oder Floss ist verpflichtet, diesen Signalen ohne Verzug Folge zu leisten.

Erreicht ein Dampfschiff das Segelschiff oder Floss am Eingange in eine schmale Stromrinne, so müssen letztere das erstere jederzeit vorbeilassen.

Art. 20. In allen Fällen, wo ein Dampfschiff an kleineren Fahrzeugen, oder auch an schwer beladenen grösseren, mit geringer Bordhöhe fahrenden, Schiffen vorüber zu gehen genöthigt ist, muss dies in gehöriger Entfernung und nur mit halber Maschinenkraft geschehen, um jede aus dem Wellenschlage etwa entstehende Gefahr möglichst abzuhalten. Wäre jedoch ersteres den letzteren schon so nahe gekommen, dass der Wellenschlag für diese auch noch bei halber Maschinenkraft gefahrbringend werden könnte, so muss das Dampfschiff die Räder so lange hemmen, bis alle Gefahr vorüber ist.

Hierbei müssen sich übrigens das Dampfschiff und die anderen Fahrzeuge in der vorgeschriebenen Art und Weise vorher gegenseitig signalisiren. Vergl. Art. 15. 1844

Art. 21. die im Strome zur Bezeichnung des Fahrwassers, der Untiefen oder sonst gefährlicher Stellen gelegten oder ausgesteckten Merkmale und Warnungszeichen dürfen von den vorbeifahrenden Schiffern und Schiffsleuten weder beschädigt, noch verrückt, noch weggenommen werden. Ist dies ohne Verschuldung eines Schiffers geschehen, so muss derselbe bei der nächsten Polizeibehörde hiervon Anzeige machen.

Uebrigens hat sich jeder Schiffsführer bei der Fahrt nach dergleichen Merkmalen und Warnungszeichen gebührend zu richten. Namentlich hat derselbe die durch solche bezeichneten, hinderlichen und gefährlichen Stellen sorgfältig zu vermeiden.

Art. 22. Schiffe, welche Schiesspulver geladen haben, müssen eine schwarze Flagge führen und dürfen nicht bei Nacht fahren. Anderen Fahrzeugen, insbesondere den Dampfschiffen, haben sie möglichst fern und vor dem Winde zu bleiben.

Sie dürfen niemals in der Nähe anderer Schiffe vor Anker gehen und müssen sich ankommenden Fahrzeugen bemerklich machen.

Grössere Militair- oder andere ungewöhnliche Pulvertransporte unterliegen den besonderen Sicherheitsvorschriften, die nach dem Ermessen der dabei betheiligten Uferstaaten, entweder im allgemeinen oder für den einzelnen Fall als erforderlich angesehen werden dürften.

Art. 23. Der Schiffsführer hat in allem, was das Fahrzeug selbst, dessen Leitung, Erhaltung, Ladung u. s. w. und die Aufrechthaltung der guten Ordnung auf demselben betrifft, den Oberbefehl über Mannschaft und Passagiere, welche verpflichtet sind, sich dem von ihm in jenen Beziehungen ertheilten Anordnungen ohne Wiederspruch zu fügen. Dasselbe gilt von den Flossführern und den ihm beigegebenen Leuten.

Widerspenstige, unruhige und Unordnung erregende Individuen können noch während der Fahrt aus dem Schiffe oder von dem Flosse entfernt und der nächsten Polizeibehörde zur Bestrafung übergeben werden.

Dagegen ist der Schiffsführer verpflichtet, nicht allein gegen die ihm untergebene Mannschaft ein anständiges, das ihm unbedingt nöthige Ansehen bei derselben sichern-

1844 des Benehmen zu beobachten, sondern auch die Achtung gegen seine Passagiere niemals aus den Augen zu setzen, und dieselben nicht mit Zumuthungen zu behelligen, zu deren Befolgung sie in gedachter ihrer Eigenschaft nicht verbunden sind.

Insbesondere dürfen Handleistungen von den Passagieren nur in Fällen dringender Gefahr gefordert werden.

Art. 24. Sobald ein Lootse die Führung des Fahrzeugs übernommen hat, geht alle Befugniss, Verpflichtung und Verantwortlichkeit in Bezug auf die Leitung des Schiffs vom Schiffsführer auf denselben über, und die Mannschaft ist zur unbedingten Befolgung seiner Befehle verbunden. Nach Zurücklegung der gefährlichen Stelle tritt der Schiffsführer in die, ihm als solchem zukommenden Befugnisse und Verbindlichkeiten ohne weiteres wieder ein.

Art. 25. Der Schiffsführer ist verpflichtet, die grösste Aufmerksamkeit auf die geladenen Fracht- und Passagier-Güter zu verwenden, und nicht allein das Abhandenkommen oder Verderben sondern auch jede Beschädigung derselben möglichst zu verhüten.

Gleiche Fürsorge liegt jedem Einzelnen der Schiffsmannschaft ob.

Für den Ersatz des, durch Abhandenkommen, Verletzung oder Verderben der Ladung herbeigeführten, Schadens ist der Schiffsführer stets zunächst verhaftet, insoweit er nicht nachzuweisen vermag, dass der Schade durch inneren Fehler der Sache, mangelhafte Verpackung oder unabweisliche Ereignisse verursacht worden sei.

Art. 26. An der Waarenladung verübte Diebstähle sind vom Schiffsführer, unmittelbar nach ihrer Entdeckung, der nächsten elbschifffahrtspolizeilichen Behörde unter genauer Angabe aller Umstände zur weitern polizeilichen Erörterung anzuzeigen.

Art. 27. Der auf Frachtschiffen oder Flossen dienenden Mannschaft ist es untersagt, neben den eingeladenen Gegenständen, gleichnamige oder andere Waaren für eigene Rechnung auf dem Schiffe oder Flosse mit sich zu führen und Handel oder ähnliche Geschäfte mit solchen zu treiben.

Der Schiffs- und Flossführer darf über das Fahrzeug oder Floss oder über die auf denselben geladenen Gegenstände in einer, mit dem Manifeste in Widerspruch stehenden Art und Weise nicht verfügen, insofern er sich nicht

als Eigener des Schiffes oder Flosses, oder der Ladung, 1844
soweit er darüber disponiren will, oder endlich, als hierzu vom Schiffs-, Floss- oder Waaren-Eigenthümer ausdrücklich beauftragt, genügend auszuweisen vermag.

Niemand darf sich mit den Schiffsleuten oder mit hierzu nicht gehörig legitimirten Schiffs- oder Flossführern in dergleichen Handelsgeschäfte auf irgend eine Weise mittel- oder unmittelbar einlassen.

Uebertretungen dieser Verbote sollen von den schifffahrtspolizeilichen Behörden zur Untersuchung gezogen und entweder sofort polizeilich bestraft (Art. 30.) oder, dafern sich bei der Untersuchung der Verdacht eines kriminellen Verbrechens herausstellen sollte, zur weiteren Untersuchung und Bestrafung an die zuständige Gerichtsbehörde abgegeben werden.

Art. 28. Bei sich ereignenden, das Fahrzeug oder Floss mit Gefahr bedrohenden Unglücksfällen dürfen Führer und Mannschaft, bei Vermeidung scharfer Ahndung, das Schiff oder Floss nicht sogleich verlassen. Vielmehr müssen sie vor allen Dingen auf Beseitigung der Gefahr, dafern hierzu noch die Möglichkeit vorhanden, wo aber nicht, und wenn die Gefahr dringend ist, vorerst auf Rettung der Passagiere, sodann auf Bergung der Waarenladung die angestrengteste Thätigkeit verwenden. Führer und Mannschaft der in der Nähe befindlichen Fahrzeuge aller Art und der Flosse sind zu schleunigster Hilfsleistung verpflichtet.

Der zuständigen Behörde ist demnächst von dem Vorfall sofort Anzeige zu machen, und deren weiteren Anordnungen Folge zu leisten, auch vom Schiffsführer dem Eigenthümer des Fahrzeuges und den Waarenabsendern baldmöglichst Nachricht zu geben.

Art. 29. Führer, Passagiere und Mannschaften haben die, in den Staaten, auf welche die Fahrt sich erstreckt, geltenden passpolizeilichen Vorschriften zu beobachten.

Der Schiffsführer ist in dieser Beziehung nicht allein für seine Schiffsleute verantwortlich, sondern auch berechtigt und verpflichtet, die Passagiere zur Erfüllung ihrer Obliegenheiten aufzufordern.

Wenn jedoch ein Elbschiff, nach der Gesetzgebung des Staates, welchem es angehört, eine amtlich beglaubigte Musterrolle führt, in welcher Name, Alter und Wohnort der Schiffsleute und die Bedingungen ihres Dienstverhältnisses angegeben sind, so soll eine solche Muster-

1844 rolle zur persönlichen Legitimation der darin aufgeführten Schiffsleute, so lange diese sich bei ihrem Schiffe befinden, in allen Elbuferstaaten als genügend angenommen werden.

Art. 30. Die Uebertretung einer der obigen Vorschriften wird, ausser dem vom Angeschuldigten etwa zu leistenden Schadenersatze, mit einer, nach der grösseren oder geringeren Absichtlichkeit, Schädlichkeit oder Gefährlichkeit der Uebertretung abzumessenden, Ordnungsstrafe von 1 bis 10 Thalern, oder, im Fall des Unvermögens, mit verhältnissmässigem Gefängniss bestraft. Daneben bleibt, insofern die strafbare Handlung ein kriminelles Verbrechen enthält, die Untersuchung und Bestrafung desselben den zuständigen Gerichtsbehörden vorbehalten.

Die erkannten Geldstrafen sind in der Währung des 14 Thalerfusses zu erlegen, mit Ausnahme Böhmens, in welchem letztere im Verhältnisse von 21:20 auf Oestreichische Conventions-Münze reduzirt wird.

Wegen dieser Geldstrafen haften

1) der Schiffsführer für die verurtheilten Individuen von der Schiffsmannschaft, insofern gegen diese weder die erkannte Geldstrafe, noch die subsidiarische Gefängnissstrafe vollstreckt werden kann, wobei jedoch dem Schiffsführer der Regress gegen die Schuldigen vorbehalten bleibt,
2) das Schiff für den Schiffsführer.

Art. 31. Die Ratifikationen dieser Uebereinkunft sollen gleichzeitig und in Verbindung mit denjenigen der Elbschifffahrts-Additional-Akte ertheilt und ausgewechselt werden.

Dessen zur Urkunde ist diese Uebereinkunft von sämmtlichen Kommissarien unterschrieben und untersiegelt worden.

Geschehen zu Dresden, den 13. April, Eintausend Achthundert Vier und Vierzig.

(L. S.) Carl Friedrich Heinrich Albert Gustav Wendt.
(L. S.) Eduard Nikolaus Ritter von Henneberg.
(L. S.) Karl Wehner.
(L. S.) Dr. Otto Carl Franz Klenze.
(L. S.) Carl Philipp Francke.
(L. S.) Leopold Friedrich Heinrich Wendt.
(L. S.) August Ludwig von Behr.
(L. S.) Dr. Heinrich Brehmer.
(L. S.) Dr. Gustav Heinrich Kirchenpauer.

(Die Auswechselung der Ratifikationen dieser Convention hat zu Dresden am 1. October 1844 statt gehabt.)

26.

Traité entre l'Autriche, la Prusse, la Saxe, le Hannovre, le Danemarc, le Mecklenbourg-Schwerin, les duchés d'Anhalt et les villes libres anséatiques de Hambourg et de Lubeck pour regulariser les droits de douanes hanovriennes payables à Brunshaus (ci-devant à Stade) sur l'Elbe. Conclu et signé à Drèsde, le 13 *Avril* 1844.

(Stader- oder Brunshäuser Zolltarif v. J. 1844, nebst den die neue Regulirung betreffenden Verträgen, Bekanntmachungen und Verordnungen. Hamburg, 1845.)

In Gemässheit der Artikel 108. bis 116. der Wiener Kongress-Akte vom 9. Juni 1815. haben die Elb-Uferstaaten über eine verbesserte, Schifffahrt und Handel erleichternde Ordnung des Systems und der Kontrole der Abgaben, welche die Königlich Hannoversche Regierung von den aus der Nordsee gekommenen, elbaufwärts die Mündung der Schwinge passirenden Waaren unter der Benennung des Brunshauser- (ehemals: Stader-) Zolles zu erheben hat, durch die zweite zu Dresden versammelte Elbschifffahrts-Revisions-Kommission eine Verhandlung eintreten lassen. Zu derselben haben

Seine Majestät der König von Preussen, Allerhöchst Ihren Geheimen Regierungsrath und Zollvereinsbevollmächtigten, Carl Friedrich Heinrich Albert Gustav Wendt, Ritter des Königlich Preussischen rothen Adlerordens IV. Klasse;

Seine Majestät der Kaiser von Oestreich, König von Ungarn und Böhmen, Allerhöchst Ihren Gubernialrath und General-Konsul für Ost- und Westpreussen, Eduard Nikolaus Ritter von Henneberg;

Seine Majestät der König von Sachsen, Allerhöchst Ihren Director der ersten Abtheilung im Finanz-Ministerio, Karl Wehner, Ritter des Königlich

1844 Sächsischen Civil-Verdienst-Ordens und des Königlich Preussischen rothen Adlerordens II. Klasse;

Seine Majestät der König von Hannover, Allerhöchst Ihren Ober-Steuer-Rath Dr. Otto Carl Franz Klenze, Ritter des Guelphen Ordens;

Seine Majestät der König von Dänemark, als Herzog von Holstein und Lauenburg, Allerhöhst Ihren Etatsrath und Sektionschef im General-Zoll-Kammer- und Kommerz-Kollegium, Carl Philipp Francke, Ritter des Danebrog-Ordens und Danebrogs-Mann, Ritter des Königlich Preussischen rothen Adler-Ordens II. Klasse und Komthur des Grossherzoglich Oldenburgischen Haus- u. Verdienst-Ordens;

Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von Mecklenburg-Schwerin, Höchst Ihren Kammerrath, Leopold Friedrich Heinrich Wendt;

Seine Durchlaucht der ältestregierende Herzog zu Anhalt-Cöthen,

Seine Durchlaucht der regierende Herzog zu Anhalt-Dessau, und

Seine Durchlaucht der regierende Herzog zu Anhalt-Bernburg,

den Herzoglich Köthenschen Geheimen Finanzrath August Ludwig von Behr, Ritter des Herzoglich Anhaltschen Hausordens, Albrechts des Bären, des K. K. Oesterreichischen Leopold-Ordens III. Klasse, des Kaiserlich Russischen St. Annen-Ordens II. Klasse und des Königlich Preussischen rothen Adler-Ordens III. Klasse; endlich:

der hohe Senat der freien und Hansestadt Lübeck wegen des Mitbesitzes von Bergedorf, den Senator Dr. Heinrich Brehmer, und

der hohe Senat der freien und Hansestadt Hamburg, den Senator Dr. Gustav Heinrich Kirchenpauer,

als Kommissarien bestellt, welche sich, unter Vorbehalt der Allerhöchsten, Höchsten und Hohen Ratifikationen, über folgende Bestimmungen geeinigt haben:

Art. 1. Die Verhältnisse des Brunshauser Zolles sind durch das in der Anlage enthaltene Regulativ geordnet, welches mit dem 1. Oktober 1844. in Kraft tritt und nur unter allseitiger Zustimmung der kontrahirenden Staaten abgeändert werden kann.

Art. 2. Den künftigen Elbschifffahrts-Revisions-Kom-

missionen steht es zu, den Tarif und die sonstigen Verhältnisse des Brunshauser Zolles in derselben Art und Form, wie diejenigen der übrigen Elbzölle zur Erörterung zu ziehen und namentlich die dem Tarife als Anlage 4. beigefügte Gewichts-Tabelle, welche dazu bestimmt ist, die Verzollung derjenigen Waaren zu erleichtern, die regelmässig nach Gewicht nicht verkauft und versandt werden, mit dem wahren und durchschnittlichen Gewichte der darin enthaltenen Gegenstände in Uebereinstimmung zu erhalten und nach Bedürfniss zu vervollständigen. 1844

Art. 3. Die zur Ausführung des vereinbarten Regulativs erforderlichen weiteren Verfügungen werden von der Königlich Hannoverschen Regierung erlassen, dürfen jedoch den Bestimmungen desselben und dieses Staatsvertrages nicht widersprechen.

Art. 4. Sollte die Regierung eines Elb-Uferstaates durch eine Entscheidung des Brunshauser Elbzollgerichts ihre vertragsmässigen Rechte beeinträchtigt finden, so bleibt es derselben vorbehalten, hierüber mit der Königlich Hannoverschen Regierung in Verhandlung zu treten.

Art. 5. Die Königlich Hannoversche Regierung wird in Beziehung auf den Brunshauser Zoll die Schifffahrt sämmtlicher Elb-Uferstaaten stets an allen Vortheilen und Begünstigungen Theil nehmen lassen, welche in jener Beziehung der Schifffahrt der am meisten begünstigten Nationen durch Vertrag zugestanden worden sind oder künftig zugestanden werden.

Es bezieht sich diess jedoch, wie sich von selbst versteht, nicht auf die dem Binnenlandsgute in Binnenlandsfahrzeugen und dem Hamburgischen Bürgergute in Bürgerschiffen zugestandenen oder künftig zuzugestehenden Befreiungen und Erleichterungen.

Art. 6. Der Artikel 15. der Elbschifffahrts-Akte und sämmtliche frühere, diesem Vertrage und dessen Anlagen widerstreitenden Ansprüche und Rechtsverhältnisse sind hiermit aufgehoben.

Art. 7. Die Ratifikationen dieses Vertrages werden gleichzeitig und in Verbindung mit denen zu der Schluss-Akte der zweiten Elbschifffahrts-Revisions-Kommission ertheilt und ausgewechselt werden.

Dessen zur Urkunde ist dieser Vertrag von den Bevollmächtigten unterzeichnet und untersiegelt worden.

1844 So geschehen, Dresden den 13. April, Eintausend Achthundert Vier und Vierzig.

(L. S.) Karl Friedrich Heinrich Albert Gustav Wendt.
(L. S.) Eduard Nicolaus Ritter von Henneberg.
(L. S.) Karl Wehner.
(L. S.) Dr. Otto Karl Franz Klenze.
(L. S.) Karl Philipp Francke.
(L. S.) Leopold Friedrich Heinrich Wendt.
(L. S.) August Ludwig von Behr.
(L. S.) Dr. Heinrich Brehmer.
(L. S.) Dr. Gustav Heinrich Kirchenpauer.

Der vorstehende Staats-Vertrag ist von den sämmtlichen Elb-Uferstaaten ratificirt und Auswechselung der Ratifikations-Urkunden am 1. October 1844. zu Dresden bewirkt worden.

Regulativ
über die
Verhältnisse des Brunshauser Zolles.

§. 1. Eintritt der Zollpflicht. Tarif.

Alle Waaren, welche in der Auffahrt auf der Elbe die Zoll-Linie passiren, welche sich von dem nördlichen Ufer der Schwinge-Mündung quer über die Elbe bis zum Holsteinischen Ufer unterhalb Haseldorf erstreckt, unterliegen nach Maassgabe des unter 1. beiliegenden Tarifs der Zollpflicht, insofern sie nicht unter die im §. 2. aufgeführten Zollbefreiungen fallen.

Aufhebung der Nebenabgaben.

Sämmtliche, neben dem Güterzolle bisher zu Brunshausen oder zu Hamburg erhobenen Geld- und Natural-Abgaben, einschliesslich des Königlichen Schiffszolles und des Ruderzolls der Stadt Stade, sind für immer aufgehoben, und es sollen künftig Neben-Abgaben und Akzidenzien irgend einer Art von den Zollbehörden und Zollbeamten weder für sich, noch für Rechnung der Hannoverschen Staatskasse, noch für diejenige von Kommunen, Korporationen oder Privaten erhoben werden.

Ausgenommen sind hiervon nur die in §§. 7. und 12. erwähnten Schiffergebühren und Kredit-Provision, unter den in jenen §§. angegebenen Voraussetzungen.

§. 2. Zollbefreiungen.

Von dem Brunshauser Zolle sollen folgende Gegenstände befreiet sein:

1) Fürstengut. 1844

Hierunter begriffen sind solche Gegenstände, welche nach Ausweis der vorgezeigten Papiere persönliches Eigenthum souverainer deutscher Fürsten, ihrer Gemahlinnen oder Familien, oder zum persönlichen Gebrauche und zur Hofhaltung souverainer deutscher Fürsten oder ihrer Familien bestimmt sind.

2) Hamburgisches Bürgergut in Hamburgischen Bürgerschiffen unter folgenden Bestimmungen:

Zollfreies Hamburgisches Bürgergut ist solches, welches einem oder mehren der in der Stadt Hamburg selbst wohnenden und derselben durch den Bürgereid verpflichteten Bürger bei Passirung der Zoll-Linie eigenthümlich zugehört und in einem Hamburger Bürgerschiffe oder, wenn dieses wegen kontrairen Windes oder Seichtigkeit des Fahrwassers oder aus einem anderen Grunde die Zollstätte nicht mit ganzer Ladung passiren kann, in einem binnenländischen Leichter-Fahrzeuge die Zoll-Linie passirt, insofern der vorbezeichnete Hamburger Bürger binnen vier Wochen nach Passirung der Zoll-Linie auf seinen Bürgereid unter obrigkeitlicher Beglaubigung versichert, dass das Gut bei Passirung der Zoll-Linie sein Eigenthum gewesen sei.

Die bisher gemachte Ausnahme, nach welcher Hamburgisches Bürgergut in solchen Hamburger Bürgerschiffen, welche aus der See nicht weiter als von Alt-Holland, von der Westküste Jütlands oder von Helgoland herkommen, zu verzollen war, aufgehoben.

Wittwen und minorenne Kinder verstorbener zollfreier Bürger sollen, wenn sie oder ihre Kuratoren die Geschäfte fortsetzen, die Rechte ihrer verstorbenen Ehemänner oder Väter geniessen.

Der Umstand, dass ein zollfreier Hamburgischer Bürger Kommissions-, Faktorei- oder Speditions-Geschäfte treibt, soll denselben rücksichtlich seiner eigenen Güter von der Zollfreiheit nicht ausschliessen. Diese erstreckt sich jedoch auf Hamburger Kommissions-, Faktorei- und Speditionsgut nicht.

Als Hamburger Bürgerschiff gilt ein solches, welches laut des, jährlich auf vorgängig geleisteten Bürgereid ausgestellten, Schiffspasses ganz das Eigenthum eines oder mehrer, durch den Bürgereid verpflichteter, in der Stadt Hamburg selbst oder in der Vorstadt St.

1844 Pauli wohnender Hamburgischer Bürger ist und dessen Kapitain gleichfalls zu den auf den Bürgereid verpflichteten Hamburgischen Bürgern gehört, und entweder in der Stadt selbst, oder in der Vorstadt St. Pauli, oder auf dem Schiffe im Hamburger Hafen wohnt.

Als ganz im Eigenthume Hamburgischer zollfreier Bürger befindlich soll ein Schiff auch dann betrachtet werden, wenn neben solchen Bürgern andere, nicht zu den zollfreien Bürgern gehörende, Hamburger Einwohner oder Schutzverwandte, nicht aber Fremde, einen Antheil, jedoch höchstens von drei Achttheilen, an der Rhederei desselben besitzen. Auf das, in derartige oder andere Schiffe verladene, Gut solcher Hamburgischer Einwohner und Schutzverwandten erstreckt sich jedoch die Zollfreiheit eben so wenig, als auf dasjenige, welches einem ausserhalb der Stadt selbst und namentlich in der Vorstadt St. Pauli wohnenden Bürger oder einem im Hamburger Hafen wohnenden Kapitain gehört.

Bei Hamburgischen Grönlandsfahrern oder Wallfischfängern sollen blosse Einwohner Hamburgs oder dortige Schutzverwandte zwar nicht allein, aber doch neben einem oder mehren Hamburgischen Bürgern, Mitrheder, auch ein solcher Einwohner oder Schutzverwandter, wenn er in Hamburg selbst, in der Vorstadt St. Pauli oder im Hamburger Hafen wohnt, Schiffs-Kapitain sein dürfen, ohne dass dadurch die Ladung, so weit dieselbe aus Wallfisch- oder Robben-Speck oder Barten, so wie aus beigeladenen, selbstgefangenen oder zugekauften Fischen besteht, zollpflichtig wird.

Wenn der Kapitain eines in See gegangenen Hamburger Bürgerschiffes stirbt, oder aus irgend einem Grunde seinen Posten verlassen muss und während der Reise ein Steuermann oder Setzschiffer in seine Stelle tritt, so geht dadurch die sonst vorhandene Zollfreiheit der Ladung nicht verloren.

Die Einrichtung, zufolge welcher bei getheilten Rhedereien zum Beweise des Hamburger Schiffs-Eigenthums alle Mitrheder die Schiffspässe haben beschwören müssen, ist dahin modificirt, dass die Eidesleistung Eines der Rheder genügen soll.

Obgleich die Gültigkeit der Schiffspässe auf ein Jahr beschränkt ist, so soll doch der Umstand, dass etwa die Reise erst nach Ablauf jenes Jahres beendigt ist, die sonst

begründete Zollfreiheit nicht aufheben, insofern nur binnen vier Wochen nach geschehener Passirung der Zoll-Linie durch eine obrigkeitlich beglaubigte, eidliche Erklärung eines der Rheder bezeugt wird, dass die Rhederei wie dieselbe laut der obigen Begriffsbestimmung eines Hamburger Bürgerschiffes beschaffen sein muss, bis zu jener Passirung fortdauernd bestanden habe. 1844

3) Binnenlandsgut, welches im Binnenlande in binnenländische Fahrzeuge verladen ist und in diesen, mit Ursprungs- und Einladungs-Bescheinigungen versehen, die Zoll-Linie passirt.

Binnenlandsgüter sind alle Naturprodukte und Fabrikate, welche im Landdrosteibezirke Stade, im Herzogthume Holstein oder in der Stadt Hamburg und deren Gebiete oder im Amte Ritzebüttel erzeugt worden sind, jedoch, was die Fabrikate betrifft, unter der Voraussetzung, dass dieselben nicht in einer blossen Bearbeitung überseeischer Rohstoffe, wie z. B. bei Syrup, Taback, Thran, Zucker, Wein und den im Binnenlande blos gebleichten, gefärbten oder appretirten, überseeischen Garnen oder Geweben, bestehen.

Binnenländische Einladungsplätze sind solche, welche unterhalb der Schwinge-Mündung am linken Elbufer, bis Cuxhaven einschliesslich, oder auf den Elbinseln, Neuwerk einschliesslich, oder am rechten Elbufer und an der Westküste des Herzogthums Holstein, bis Büsum einschliesslich, belegen sind.

Binnenländische Fahrzeuge sind solche, welche an einem der beiden Elbufer, von Hamburg und Harburg abwärts bis Cuxhaven und Neuwerk oder an der Westküste des Herzogthums Holstein, bis Büsum einschliesslich, zu Hause gehören und auf ihrer Fahrt seewärts nicht weiter als bis Cuxhaven, Neuwerk oder Büsum hinausgekommen sind.

Die Ursprungs-Bescheinigungen sind von der Obrigkeit des Erzeugungsortes, die Einladungs-Bescheinigungen von der Obrigkeit, Hafen- oder Zollbehörde des Einladungsortes auszustellen und beide in der Auffahrt beim Wachtschiffe abzugeben.

4) Zurückgehende Güter, unter nachfolgenden Bestimmungen:

a. Güter, welche bei ihrer ersten Auffahrt den Zoll bereits getragen haben und in denselben Schiffen, in welche

1844 sie bei der Verzollung verladen waren, stromniederwärts und wiederum stromaufwärts die Zollstätte passiren, sind von der abermaligen Verzollung frei, insofern bei Passirung des Wachtschiffes bei diesem, oder binnen vier Wochen nach jenem Zeitpunkt bei dem Elbzoll-Komtoire zu Hamburg, nachgewiesen wird, dass jene Güter früher schon verzollt und seitdem nicht wieder in See gewesen sind.

b. Wenn Schiffe, welche aus einem Elbhafen ausgelaufen waren, vor Erreichung eines ausserhalb der Elbe belegenen Hafens entweder durch Havarie oder durch eingetretenen Frost, ungünstige Winde u. dergl. in der Fortsetzung ihrer Reise verhindert werden, so ist das in diesen Schiffen niederwärts und wegen des eingetretenen Hindernisses in denselben oder anderen Schiffen wieder aufwärts geführte Gut zollfrei, insofern bei Passirung des Wachtschiffes der Grund der Rückkehr nachgewiesen und dem Königlich Hannoverschen Elbzoll-Komtoir zu Hamburg die Zurückkunft des Gutes vor Ausladung desselben angezeigt wird.

5) Strandgut,

a. aus Schiffen, welche aus einem Elbhafen oberhalb der Zoll-Linie abgegangen und vor Erreichung eines ausserhalb der Elbe belegenen Hafens gestrandet sind, nachdem die Identität der Güter und deren Strandung auf die sub 4. a. bezeichnete Weise nachgewiesen sind;

b. insofern dasselbe erweislich schon einmal verzollt war, ohne Rücksicht darauf, ob der Transport stromaufwärts und stromniederwärts in demselben Fahrzeuge geschehen war, jedoch unter der Bedingung einer, auf die sub. 4. a. bezeichnete Weise beizubringenden Nachweisung der schon früher geschehenen Verzollung.

6) Marktgut, unter folgenden Bestimmungen:

a. Alle nach Jahrmärkten des sub 3. bezeichneten Binnenlandes auf binnenländischen Fahrzeugen geführten Gegenstände sind zollfrei, insofern über dieselben eine spezielle schriftliche Deklaration und ein obrigkeitliches Zeugniss darüber, dass jene Gegenstände im Binnenlande eingeladen und zur Feilbietung auf einem oder mehren binnenländischen Jahrmärkten bestimmt sind, bei Passirung des Wachtschiffes in der Auffahrt übergeben wird.

b. Alle nach Jahrmärkten des unterhalb der Zollstätte belegenen Binnenlandes in binnenländischen Fahrzeugen elbniederwärts geführten Gegenstände sind zoll-

frei, insofern sie in binnenländischen Fahrzeugen elbauf- 1844
wärts zuzückgeführt werden und zu Brunshausen bei der Niederfahrt die sub a. erwähnten Deklarationen und Zeugnisse überreicht sind, bei der Zurückführung aber die Wiedereinladung im Binnenlande nachgewiesen worden ist.

7) Die in der Anlage II. aufgeführten Artikel.

§. 3. Legitimation der Schiffe und Deklaration ihrer Ladung.

Jeder Schiffer, mit alleiniger Ausnahme der Binnenlandsfahrer unter der im §. 5. sub 1. bezeichneten Voraussetzung, hat sich, sobald er elbaufwärtsfahrend die im §. 1. bezeichnete Zoll-Linie erreicht, über die Nationalität seines Schiffes auszuweisen und bei den Zoll-Komtoiren zu Brunshausen durch Uebergabe sämmtlicher Schiffs- und Ladungspapiere und, soweit diese über die Ladung oder über Theile derselben nicht vorhanden sind, durch Uebergabe oder Anerkennung schriftlicher Verzeichnisse seine gesammte Ladung in Gemässheit des Tarifs zu deklariren.

Die laut §. 5. vom Setzen befreieten Schiffe haben diese Declaration bei dem Königlichen Wachtschiffe zu beschaffen.

§. 4. Setzen vor der Zollstelle, Visitation und Kontrole.

Die Verpflichtung der Schiffer zum Setzen oder Ankern vor der Schwinge und das Recht der Zollbehörde zur Visitation der Ladung, so wie die sonstigen Kontrole-Befugnisse der Königlich Hannoverschen Regierung bleiben bestehen, so weit dieselben bisher bestanden haben und nicht durch dieses Regulativ modificirt sind.

§. 5. Ausnahmen davon.

Von der Verpflichtung zum Setzen oder Ankern vor der Schwinge sind befreit:

1) Binnenländische Fahrzeuge, welche sich als solche und den Umstand, dass sie lediglich zollfreie Ladung führen, bei Passirung des Wachtschiffs durch ein von diesem aus bemerkbares Zeichen kenntlich machen.

Dieselben haben jedoch die Ursprungs- und Einladungs-Bescheinigungen, durch welche die Zollfreiheit des von ihnen geführten Binnenlandsguts bedingt ist, in der Auffahrt am Wachtschiffe abzugeben.

2) Die Schiffe aller deutschen Bundesstaaten und anderer begünstigter Nationen, insofern

1844 a. deren gesammte zollpflichtige Ladung in Hamburg, im Hannoverschen bis Harburg einschliesslich, in Altona oder an der Holsteinischen Küste von Haseldorf bis Ottensen einschliesslich, gelöscht werden soll, und zwar

α. was Hamburg betrifft, unter Bezugnahme auf die wegen der dortigen Kontrole zwischen den beiderseitigen Regierungen vereinbarten, im §. 8. enthaltenen Bestimmungen,

β. was die Hannoverschen Elbplätze betrifft, unter Vorbehalt der wegen der dortigen Kontrole von der Königlich Hannoverschen Regierung zu treffenden Anordnungen, und

γ. was Altona und die unterhalb desselben belegene Holsteinische Elbküste betrifft, unter der Voraussetzung, dass wegen der dortigen Kontrole eine Vereinbarung zwischen der Königlich Hannoverschen und der Königlich Dänischen Regierung, wie dies für jetzt laut der im §. 9. enthaltenen Bestimmungen der Fall ist, besteht.

b) die Schiffe die mit guten und ordentlichen Schiffs- und Ladungspapieren versehen sind und diese Papiere bei Passirung des Wachtschiffs an dieses abgegeben werden; auch

c) den sub b. erwähnten Papieren eine Versicherung hinzugefügt ist, welche der Kapitain an Eidesstatt und bei Verlust der Ehre und des guten Leumunds darüber abzugeben hat, dass er, so viel er wisse und glaube, andere, als die in diesen Papieren verzeichneten und die daneben etwa sonst deklarirten Ladungsgegenstände nicht an Bord habe.

3) Diejenigen Schiffe, für welche das Setzen wegen Sturms oder Eisganges unthunlich oder gefährlich ist, unter der Bedingung jedoch, dass sofort nach der Ankunft am Bestimmungsorte diese und das eingetretene Hinderniss des Ankerns vor der Schwinge dem Elbzoll-Komtoir zu Hamburg gemeldet und glaubhaft nachgewiesen wird.

Weitere Ausdehnung der Befreiungen vom Setzen bleiben dem Ermessen der Königlich Hannoverschen Regierung überlassen.

§. 6. Retourscheine.

Sämmtliche Schiffe, mit Ausnahme der Elb-Flussschiffe, welche lediglich zollfreies Gut elbaufwärts geführt haben, müssen bei ihrer nächsten Niederfahrt dem Kö-

niglich Hannoverschen Wachtschiffe vor Passirung des- 1844
selben einen sogenannten Retourschein übergeben.

Der Retourschein ist ein Zeugniss darüber, dass für die bei der letzten Auffahrt des Schiffs in dasselbe verladen gewesenen Waaren den Verpflichtungen wegen des Brunshauser Zolls genügt worden sei. Derselbe wird von dem Königlich Hannoverschen Elbzoll-Komtoir zu Hamburg oder den sonst dazu von der Königlich Hannoverschen Regierung ermächtigten Behörden ausgestellt, nachdem die Ausladungsverzeichnisse mit den Ladungspapieren und sonstigen Deklarationen verglichen und richtig befunden sind und der gebührende Zoll bezahlt oder kreditirt worden ist.

§. 7. Hülfeleistungen vom Wachtschiffe.

Wenn das Königlich Hannoversche Wachtschiff einem passirenden Schiffe auf dessen Anforderung ein Boot und Mannschaft stellt, um Personen, Legitimationen, Deklarationen oder Retourscheine an das Zollbüreau oder an das Wachtschiff zu befördern, so sind dafür die in der Anlage III. verzeichneten Gebühren zu entrichten.

Wenn ein Königlich Hannoversches Wachtschiff nicht ausliegen kann, so werden die demselben überwiesenen Geschäfte in Beziehung auf Entgegennahme von Legitimationen, Deklarationen, Retourscheinen und Zahlungen in dem an der Schwinge der Elbe zunächst belegenen Zollgebäude wahrgenommen.

§. 8. Zoll-Kontrole zu Hamburg.

Ueber die Verhältnisse der Zoll-Kontrole zu Hamburg ist zwischen der Königlich Hannoverschen Regierung und dem Senate der freien und Hansestadt Hamburg Folgendes vereinbart.

a. Alle Schiffer haben sich bei ihrer Ankunft in Hamburg, bevor sie mit der Löschung beginnen, behuf Empfangnahme der Löschungsscheine bei dem dortigen Königlich Hannoverschen Elbzoll-Komtoir zu melden, auch diesem entweder gleichzeitig oder doch sofort, nachdem ihre etwa zu Brunshausen zurückgebliebenen Ladungspapiere bei dem Elbzoll-Komtoir zu Hamburg eingegangen und ihnen zur Einsicht vorgelegt sind, ein vollständiges Verzeichniss der Ladungsgegenstände (Kontent-Zettel) zu überreichen.

b. Die Schiffs- und Ladungspapiere über die, nach Hamburg gehenden, zollpflichtigen Güter, für welche der Zoll nicht bereits zu Brunshausen bezahlt worden ist,

1844 werden nebst den Zollrechnungen, unverzüglich nach geschehener Aufstellung der letzteren, dem Königlich Hannoverschen Elbzoll-Komtoir in Hamburg zugestellt, welches dem Schiffer, den Waarenempfängern oder deren Bevollmächtigten deren Einsicht behuf Anfertigung der Kontent-Zettel zu gestatten und dieselben gegen Erlegung des Zolles auszuhändigen hat.

Werden vor geschehener Zahlung des Zolles die fraglichen Papiere ausgehändigt, so wird der Empfänger derselben dadurch für den, von den betreffenden Gütern zu erlegenden Zoll nebst der etwa daneben zu zahlenden Provision (vergl. §. 12.) als Selbstschuldner mit Vorbehalt seines Regresses gegen den ursprünglichen Zollpflichtigen, zu haften verpflichtet.

c. Dem Elbzoll-Kontroleur ist eine genaue Beachtung der Ausladung der Schiffe, namentlich auch wenn solche in St. Pauli, unterhalb des Hamburgischen Zollwachtschiffs, erfolgen sollte, gestattet.

d. Ergiebt sich dabei der Verdacht einer Defraude oder einer die Zoll-Einnahme gefährdenden Ordnungswidrigkeit, so wird der Senat der freien und Hansestadt Hamburg, auf Antrag des Königlich Hannoverschen Elbzoll-Kontroleurs, in dessen Gegenwart die verdächtigen Waarenkolli durch Hamburgische Zollbeamte visitiren lassen.

e. Auch wird die Hamburgische Behörde bei entstandenem Verdacht, auf Requisition des Elbzoll-Kontroleurs, auf die von dem Verdacht betroffener Güter und — soweit dies nach der Hamburgischen Gesetzgebung zulässig ist — auch auf Schiffe Hamburgischer Angehörigen Arrest verfügen, über dessen Rechtmässigkeit indessen hiernächst das kompetente Hamburgische Gericht zu erkennen hat.

f. Die Hamburgische Behörde wird auf Verlangen des Elbzoll-Controleurs demselben nicht nur diensame Nachrichten über einzelne Verzollungsfälle, sondern auch die Hamburgischen Zoll- und Kontent-Zettel zur Vergleichung mit den Brunshauser Zollrechnungen mittheilen. Dagegen werden die Hannoverschen Elbzoll-Behörden zu Brunshausen und Hamburg der Hamburgischen Zoll-Behörde auf deren Verlangen diensame Nachrichten über einzelne Verzollungsfälle aus den Brunshauser Zollregistern mittheilen.

g. Sollte Hamburg sein eigenes dermaliges Zoll- und

Kontrole-System in dem Maasse ändern wollen, dass dadurch die gegenwärtige Wirksamkeit der Brunshauser Zoll-Kontrole in Hamburg aufgehoben oder geschwächt werden könnte, so wird der Senat sich mit Hannover über eine anderweitige genügende Kontrole in Hamburg für den Brunshauser Zoll vereinigen. 1844

h. Der Königlich Hannoversche Elbzoll-Kontroleur zu Hamburg soll befreit sein:

α. von der Verpflichtung zur Erwerbung des Hamburgischen Bürgerrechts und von Leistung des Bürgereides für sich, für die vom Staate ihm beigeordneten Untergebenen und für die dauernd in seinen Privatdiensten stehenden Gehülfen, wogegen er und diese Untergebenen und Gehülfen auch nicht berechtigt sind, in der Stadt Hamburg und deren Gebiete Grundstücke zu erwerben und Handel zu treiben;

β. von Bürgerpflichten, als: Militärdienst, Wachtgeld und dergleichen persönlichen Lasten und Leistungen, nicht weniger von städtischen Abgaben aller Art, mit Ausnahme der indirekten, für sich und die bei ihm wohnenden Mitglieder seiner Familie und Domestiken, nicht weniger für die sub α. bezeichneten Untergebenen und Gehülfen, insofern diese nicht durch sonstige besondere Beziehungen zu der Stadt Hamburg dieser zu solchen Lasten, Leistungen oder Abgaben verpflichtet sind;

γ. von der ordentlichen Einquartierung;

δ. von der städtischen Jurisdiktion und Polizei, in allen den Dienst des Kontroleurs und seiner Untergebenen betreffenden Angelegenheiten.

i. In Kriminal- und Polizei-Angelegenheiten werden, insofern diese nicht eilig sind, die städtischen Gerichts- und Polizeibeamten die Wohnung des Elbzoll-Kontroleurs nur nach vorheriger Anzeige bei dem Königlich Hannoverschen Residenten, insofern ein solcher zu Hamburg anwesend ist, betreten, in eiligen Fällen aber, in denen die vorherige Anzeige nicht thunlich ist, solche unverzüglich nachholen und in beiden Fällen dem Residenten, falls ein solcher zu Hamburg angestellt ist, von der Veranlassung und dem Zwecke des Eintritts in die Wohnung des Elbzoll-Kontroleurs Nachricht geben.

Personalarrest soll nur unter Zuziehung des Residenten, falls ein solcher in Hamburg anwesend ist, gegen den Elbzoll-Kontroleur verfügt werden.

1844 §. 9. Kontrole der in Holstein gelöschten Güter.

Ueber die Kontrole der nach Altona und unterhalb desselben an der Holsteinischen Elbküste bestimmten Schiffsladungen ist zwischen den Königlichen Regierungen von Hannover und Dänemark bis auf weiteres Folgendes vereinbart.

1) Ueber die im Freihafen zu Altona zu löschenden Schiffsladungen, welche in der Auffahrt die Brunshauser Zoll-Linie passirten, hat der Schiffsführer ein Verzeichniss, welches sämmtliche einzelnen Gegenstände der Ladung nebst den Einladungsorten und den Namen der Waarenempfänger enthält, und unter welchem die Richtigkeit und Vollständigkeit des Inhalts mit seiner öffentlich beglaubigten Unterschrift an Eidesstatt und bei Verlust der Ehre und guten Leumunds bezeugt wird, dem Königlich Hannoverschen Zoll-Komtoire in Hamburg zukommen zu lassen, worauf Letzteres, nachdem es dieses Ausladungsverzeichniss mit den, am Wachtschiffe oder sonst behuf der Zolldeklaration übergebenen, Papieren verglichen und sich von der Erfüllung der Zollverbindlichkeiten überzeugt hat, den Retourschein, soweit derselbe nach §. 6. erforderlich ist, sofort ertheilt.

2) Alle Waaren, die aus einem Schiffe, welches elbaufwärts die Zoll-Linie passirt hat, an der Holsteinischen Küste unterhalb des Freihafens von Altona ausgeladen werden sollen, wird die Königlich Dänische Regierung durch Ihre Zollbeamten in Beziehung auf den Brunshauser Zoll gehörig revidiren und darüber ein Verzeichniss, welches — mit Ausnahme der zollfreien Binnenlandsgüter, deren summarische Angabe genügen soll — die Bezeichnung, den Inhalt und die Quantität, den Einladungsort und den Namen des Empfängers jedes einzelnen Kollo oder Waarenpostens enthält und dessen Vollständigkeit zollamtlich zu beglaubigen ist, anfertigen und dasselbe dem Königlich Hannoverschen Zoll-Komtoir in Hamburg zukommen lassen, worauf Letzteres dieses Verzeichniss mit dem beim Wachtschiffe oder sonst behuf der Zolldeklaration überreichten Papieren vergleicht und, nachdem es sich von der Erfüllung der Zollverbindlichkeit überzeugt hat, den Retourschein, soweit derselbe nach §. 6. erforderlich ist, sofort ertheilt.

Binnenlandsfahrern, welche solche Güter ausgeladen haben, die dem Brunshauser Zolle unterliegen, soll von

den Königlich Dänischen Zollbeamten ein beglaubigtes 1844
Duplikat dieses Verzeichnisses ausgehändigt und letzteres beim Königlich Hannoverschen Wachtschiffe, insofern es mit der dort abgegebenen Deklaration und geschehenen Verzollung übereinstimmt, statt des Retourscheins als genügend angenommen werden.

3) Sollte die Königlich Hannoversche Zollbehörde, in Fällen dringenden Verdachts einer begangenen Zolldefraude, über Waaren, welche zu Altona oder an einem andern Orte der Holsteinischen Elbküste oberhalb der Schwinge gelöscht sind, weitere Aufklärungen von Seiten der Waarenempfänger zu haben wünschen, so werden diese, falls sie Unterthanen Sr. Majestät des Königs von Dänemark sind, durch die Königlich Dänische Regiminalbehörde veranlasst werden, dieser ihre Original-Fakturen oder eine, von ihnen an Eidesstatt zu bekräftigende, Angabe über Substanz und Quantität der, mittelst eines bestimmten Schiffes an sie beförderten Waaren, behuf Mittheilung an die Königlich Hannoversche Zollbehörde vorzulegen.

§. 10. Zollberechnung.

Die Berechnung des Zolles geschieht von der Zollhörde baldthunlichst, nach der Reihefolge der abgegebenen Deklarationen, vorbehältlich etwaiger Ausnahmen zu Gunsten der Dampfschiffe oder anderer, der schleunigsten Abfertigung bedürfender Fahrzeuge.

Die Ausfertigung der Zollrechnungen erfolgt sofort nach deren Aufstellung.

§. 11. Grundsätze derselben.

Die Berechnung der Zollbeträge ist tarifmässig auf den Grund der erfolgten Deklarationen und der, zur Ergänzung derselben dienenden Ladungspapiere vorzunehmen.

Es dienen dabei folgende Grundsätze zur Richtschnur.

1) die Waarengattung ist nur insoweit nach generelleren Bezeichnungen zu bestimmen, als aus den Deklarationen und Ladungspapieren oder aus den etwa vor Passirung des Schiffs dem Haupt-Zollbüreau in Brunshausen zugestellten geeigneten Nachweisungen nicht speziellere Angaben zu entnehmen sind.

Die Nachholung einer spezielleren Angabe der Waarengattung unter Vorzeigung der Original-Faktura oder anderer glaubwürdiger Papiere steht dem Schiffsführer oder Waarenempfänger zu:

1844 a. binnen 14 Tagen nach Passirung der Zoll-Linie, ohne Beschränkung,

b. binnen ferneren 10 Wochen, insofern dadurch der Zollbetrag für den fraglichen Waarenposten sich um mehr als 10 Prozent vermindert.

2) Das Gewicht der Waaren wird bestimmt:

a. bei den Artikeln, welche in die Anlage IV. aufgenommen sind, gleichviel ob dabei das wahre Gewicht angegeben wird oder nicht, nach den in jener Anlage aufgeführten festen Sätzen,

b. bei allen übrigen Artikeln nach den darüber in den Deklarationen und Ladungspapieren oder in den etwa vor Passirung des Schiffs dem Haupt-Zollbüreau zu Brunshausen zugestellten geeigneten Nachweisungen enthaltenen Angaben und, soweit diese Angaben fehlen, nach der pflichtmässigen Schätzung der Zollbehörde.

Gegen das Resultat dieser Schätzung kann der Schiffsführer oder Waarenempfänger reklamiren und die Zugrundelegung des wahren Gewichtes bei der Verzollung verlangen, insofern er bei dem Elbzoll-Komtoir zu Hamburg das wahre Gewicht angiebt und durch Vorzeigung der Original-Faktura oder anderer glaubwürdiger Papiere nachweiset. Es treten jedoch auch hierbei die vorstehend sub 1) a. und b. angegebenen Fristen und Bedingungen ein.

3) Die Berechnung des Zolles geschieht nach dem Netto-Gewichte, insofern dieses oder, neben Angabe des Brutto-Gewichtes, die wirkliche Thara aus den Ladungpapieren ersichtlich ist.

Ist in den Ladungspapieren das Brutto-Gewicht als solches bezeichnet und dabei nicht zugleich das Netto-Gewicht oder die wirkliche Thara angegeben, so werden für Thara,

a. bei Waaren in Säcken, Packen, Seronen, Ballen, Bunden und dergleichen 5 Prozent;

b. bei Waaren in Kisten, Kasten, Körben, Fässern und dergleichen 10 Prozent;

c. bei Hanf-, Lein-, Rapp- und Rüböl in Fässern 15 Prozent, und

d. bei verpackten Erdwaaren und Hohlglas, sowie bei Thee und Indigo, insofern beide Artikel in Ostindischen Originalverpackungen vorkommen, 20 Prozent

von dem Brutto-Gewichte abgezogen, und das übrigbleibende als Netto-Gewicht berechnet.

Ist in den Ladungspapieren oder in den etwa vor 1844
Passirung des Schiffes beim Haupt-Zollbüreau zu Brunshausen übergebenen geeigneten Nachweisungen das Gewicht angegeben, ohne dass letzteres als Brutto- oder Netto-Gewicht bezeichnet ist, so wird dasselbe ohne weitere Reduktion als Netto-Gewicht angenommen.

Fehlt die Gewichtsangabe bei Passirung des Schiffes ganz, so steht es dem Schiffer oder Waarenempfänger frei, bei der sub 2. b. ihm gestatteten Nachholung derselben das wirkliche Netto-Gewicht zu Grunde zu legen.

4) Bei Berechnung des Zolles werden die Pfunde derjenigen Orte, an welchen die Waare eingeladen war, ohne Reduktion zu Grunde gelegt, Grossgewichte aber nach dem an dem Einladungsorte geltenden Verhältnisse, sowie solche fremde Gewichtsbenennungen, welche für Pfunde desselben Ortes keinen Maassstab geben, nach der sub V. angehängten Tabelle, auf Pfunde reduzirt.

5) Gewichtsquantitäten, welche nicht in 25 Pfund aufgehen, werden zu einem Viertel Zentner und Bruchpfennige für voll gerechnet.

§. 12. Bezahlung des Zolles.

Die Bezahlung des Zolles geschieht bei Passirung der zollpflichtigen Güter an das Elbzoll-Komtoir zu Brunshausen sofort nach geschehener Aufstellung der Zollrechnung.

Ausgenommen hiervon sind jedoch

1) die Ladungen derjenigen Seeschiffe, welche vom Setzen befreit sind. Für diese ist der Zoll binnen 14 Tagen nach geschehener Passirung der Zollstätte zu bezahlen und zwar:

a. für diejenigen Ladungen, welche zu Hamburg oder Altona gelöscht werden, bei dem Königlich Hannoverschen Elbzoll-Komtoir zu Hamburg;

b. für diejenigen, welche zu Harburg gelöscht werden, bei der dortigen Zollkasse;

c. für die am linken Elbufer unterhalb Harburgs und am rechten Elbufer unterhalb Altona's gelöschten zollpflichtigen Ladungen beim Elbzoll-Komtoir zu Brunshausen, oder einer an dessen Stelle etwa an der Schwinge zu errichtenden Hebungsstelle.

Ein längerer Kredit hängt von dem Ermessen der Zollbehörde ab. Für diejenigen Zollbeträge, welche nicht binnen 14 Tagen bezahlt werden, ist, gleichviel ob ein längerer Kredit ausdrücklich bewilligt wurde, oder nicht,

1844 neben dem ursprünglichen Zollbetrage eine Provision, welche 2 Prozent des letzteren beträgt, zu erlegen. Hierbei ist vorausgesetzt, dass die Zollrechnung spätestens acht Tage nach Passirung der Zoll-Linie beim Elbzoll-Komtoir zu Hamburg zur Aushändigung bereit liege, widrigenfalls die vierzehntägige Frist erst von dieser Aushändigung an zu berechnen ist.

2) Für die in Binnenländische Flussschiffe verladenen Waaren ist der Zoll sofort bei der Auffahrt, insoweit nicht ein Kredit — wofür Provision nicht berechnet werden soll — gegeben wird, und zwar beim Königlich Hannoverschen Wachtschiffe zu erlegen.

§. 13. Münzsorte.

Die Bezahlung des Zolls geschieht in groben Münzsorten des Vierzehnthalerfusses und bei Beträgen, welche nicht in $\frac{1}{6}$ Thaler aufgehen, in Hannoverscher Scheidemünze.

§. 14. Reklamationen.

Reklamationen wegen zu hoher Zollansätze ausser den Fällen des §. 11. N. 1. a. b. und 2. b., können binnen Jahresfrist nach Passirung der Zollstelle bei dem Elbzoll-Komtoir zu Hamburg angebracht, später aber nicht mehr erhoben werden.

Beschwerden gegen Zollverfügungen.

Beschwerden über Verfügungen und Maassregeln der Lokal-Zollbehörden und über das Benehmen der Zollbeamten können an die oberste Zollverwaltungsbehörde und in höchster Instanz an das Königliche Finanzministerium zu Hannover gerichtet werden.

§. 15. Elbzollgericht.

Die Untersuchung und Bestrafung der, in Beziehung auf den Brunshauser Zoll begangenen, Defrauden und Ordnungswidrigkeiten geschieht durch das Königlich Hannoversche Elbzollgericht, welches zu Stade oder Harburg seinen Sitz haben und mit wenigstens drei, zum Richteramt befähigten, Personen besetzt sein muss.

Ueber das Verfahren bei diesem Gerichte wird die Königlich Hannoversche Regierung spätestens bei Ausführung dieses Regulativs eine Verordnung publiziren, in welcher folgende Grundsätze festzuhalten sind:

Das Verfahren soll möglichst kurz und summarisch sein.

Auf erhobene Anzeige ladet das Elbzollgericht den Denunziaten, unter Bezeichnung des angeschuldigten Zollvergehens und des gestellten Strafantrages, zu einem Termine vor, um sich in Person oder durch einen Be-

vollmächtigten auf die Denunziation zu erklären, unter 1844
der Verwarnung, dass, wenn er diess unterlässt, er des ihm angeschuldigten Zollvergehens für geständig angenommen und demgemäss verurtheilt werden wird.

Gegen Erkenntnisse des Elbzollgerichts steht sowohl dem Denunziaten als dem Denunzianten der Rekurs an eine höhere Instanz, nach Maassgabe der Hannoverschen Landesgesetzgebung offen.

Die Gebühren des Elbzollgerichts sollen nach Anleitung der, in dem Königlich Hannoverschen Gesetze über die Ein-, Aus- und Durchgangsabgaben vom 21. April 1835. angenommenen, Sätze regulirt werden.

Die Verfügungen der Rekursbehörde erfolgen gebührenfrei.

Die Prozesskosten hat der Denunziat zu tragen, wenn er zu der Denunziation, gleichviel ob durch Defraude oder durch Ordnungswidrigkeit, Anlass gegeben hat.

War die Denunziation unbegründet, so hat die Zollbehörde, war jene frivol, so hat, unter subsidiarischer Verpflichtung der Zollbehörde, der Denunziant die Kosten zu tragen.

§. 16. Submissionen.

Der Denunziat kann einem ferneren zollgerichtlichen Verfahren jederzeit dadurch entgehen, dass er dem Strafantrage sich unterwirft und die beantragte Strafe nebst den etwaigen Zollrückständen, Schäden und bereits aufgelaufenen Kosten erlegt.

Dabei ist der Strafantrag von der zur Entgegennahme der Submission ermächtigten Behörde nach Maasgabe des §. 18. unter billiger Berücksichtigung der Umstände aufzustellen und, falls derselbe schon vorher beim Elbzollgerichte angebracht war, nach Maasgabe des §. 18. unter billiger Berücksichtigung der Umstände zu berichtigen.

Die Submission kann geschehen bei dem Elbzollgerichte, bei dem Elbzoll-Komtoir zu Hamburg oder bei den ausserdem zu deren Entgegennahme von der Königlich Hannoverschen Regierung ermächtigten Behörden.

Es muss darüber ein Protokoll unter Mitunterzeichnung des Submittenten aufgenommen werden.

§. 17. Rechtshülfe.

Die Gerichtsbehörden sämmtlicher Elb-Uferstaaten werden, innerhalb ihrer Gerichtsbezirke, auf Requisition des im §. 15. bezeichneten Königlich Hannoverschen

1844 Elbzollgerichts, dessen Verfügungen insinuiren, dessen Erkenntnisse vollstrecken und sowohl Denunziaten, als Zeugen und Sachverständige vernehmen.

Dieselben werden auf Antrag der Königlich Hannoverschen Zollbehörde, unter den durch die Landesgesetzgebungen bestimmten Formen und Bedingungen, auf Waaren, welche für Zoll, Strafe, Schäden oder Kosten verhaftet sind, (vergl. §. 19.) Beschlag legen.

Die in allen diesen Beziehungen mit der freien Stadt Hamburg laut §. 8. getroffenen besonderen Verabredungen werden durch Obiges nicht abgeändert.

§. 18. Zoll-Strafbestimmungen.

Wer durch eine Handlung oder Unterlassung die Zollgesetze übertritt, macht sich eines Zollvergehens schuldig. Dasselbe besteht entweder in einer Defraude oder in einem Ordnungsfehler. Jene zieht die Strafe der Zolldefraude, dieser eine Ordnungsstrafe nach sich. Für die Anwendung dieser Strafen gelten folgende Grundsätze:

1) Jede Handlung oder Unterlassung, welche eine Verkürzung der Zollkasse zur Folge gehabt hat oder zur Folge gehabt haben würde, wenn das Zollvergehen unentdeckt geblieben wäre, ist als Zolldefraude zu betrachten und zu bestrafen.

Nach diesem Grundsatze ist namentlich derjenige, welcher es unterlässt, zollpflichtige Gegenstände zu deklariren, oder wer unrichtige Deklarationen und unrichtige Angaben macht, welche geeignet sind, der Zollkasse die Zollgefälle ganz oder zum Theil zu entziehen, mit der Strafe der Zolldefraude zu belegen.

2) Die Strafe der Zolldefraude soll in einer Geldbusse bestehen, welche dem zehnfachen Betrage derjenigen Zollabgabe gleichkommt, um welche die Zollkasse verkürzt ist oder im Falle der Nichtentdeckung würde verkürzt worden sein.

Sind diejenigen Gegenstände, mit welchen eine Defraude begangen ist, nach Menge und Beschaffenheit nicht genügend zu ermitteln und kann daher der Betrag des defraudirten Zolles mit Bestimmtheit nicht berechnet werden, so hat das Gericht den muthmasslichen Betrag des Zolles, nach Einholung des Gutachtens von Sachverständigen, zu bestimmen.

3) Ergeben die Umstände, dass eine Zollverkürzung nicht beabsichtigt ist, oder dass durch die Handlung oder

Unterlassung des Kontravenienten eine Verkürzung der Zollkasse nicht hat Statt finden können, so soll nur eine Ordnungsstrafe erkannt werden. 1844

4) Wenn Gegenstände, welche bei der Zollstelle zu Brunshausen entweder gar nicht oder unrichtig deklarirt sind, binnen 14 Tagen nach deren Ankunft am Bestimmungsorte einer Königlich Hannoverschen Zollkontrole zur Verzollung gehörig angemeldet werden, so soll nur der einfache Zoll erhoben, eine Strafe indess nicht erkannt werden.

Bei den, unter Nr. 8. lit. b. und c. im gegenwärtigen §. erwähnten, unter erschwerenden Umständen verübten Vergehen kommt die vorstehende Bestimmung nicht zur Anwendung.

Auch setzt eine gänzliche Befreiung von der Strafe voraus, dass das Zollvergehen dem Königlich Hannoverschen Elbzollgerichte nicht schon früher zur Anzeige gebracht war.

5) Wegen einer unrichtigen Deklaration, durch welche der Zollbetrag für einen und denselben Waarenposten um weniger als 5 Prozent verkürzt ist, soll, wenn keine absichtliche Defraude vorliegt, nicht die Strafe der Defraude, sondern nur eine Ordnungsstrafe erkannt werden, welche die Hälfte des durch die Unrichtigkeit gefährdeten Zollbetrages nicht übersteigt.

6) Wenn die Zollgefälle zwar verkürzt sind und nicht haben verkürzt werden können, aber andere Vorschriften, welche die Sicherung der Zollgerechtsame oder die Aufrechthaltung der Ordnung des Zollwesens bezwecken, durch Handlungen oder Unterlassungen übertreten werden; so ist eine Ordnungsstrafe verwirkt.

Die Ordnungsstrafen sollen betragen:

bei minder erheblich. Ordnungswidrigkeiten 1 bis 50 Thlr.,
bei grösseren . . . . . 50 — 200 „

7) Das Zollgericht hat, insofern nicht besondere Vorschriften in den folgenden Bestimmungen getroffen worden sind, zu ermessen, ob eine begangene Ordnungswidrigkeit zu den minder erheblichen oder zu den grösseren Zollvergehen zu rechnen ist.

8) Zu den mit einer Strafe von 50 bis 200 Thlrn. zu ahnenden Zollvergehen sollen namentlich gezählt werden:

a) jede thätliche Widersetzlichkeit oder thätliche Beleidigung der im Dienste begriffenen Königlich Hanno-

1844 verschen Zollbeamten oder der in deren Auftrage bei Dienstverrichtungen behülflichen Personen;

b) in Anfertigung oder Benutzung falscher oder verfälschter Dokumente und Papiere;

c) jede eidliche oder an Eides Statt abgegebene, unwahre Versicherung und die Benutzung von Dokumenten etc., welche auf den Grund solcher unrichtigen eidlichen oder an Eides Statt gegebenen Versicherungen ausgestellt worden sind.

9) Ordnungsstrafen von 1 bis 50 Thlrn. sind insbesondere in folgenden Fällen zu erkennen:

a) wenn Schiffe die Zollstelle zu Brunshausen vorbeifahren, ohne sich ordnungsmässig zu melden und zu legitimiren; oder wenn Schiffe, welche zum Setzen verpflichtet sind, dieses unterlassen, welchen Falls unter besonders erschwerenden Umständen die Strafe bis zu 100 Thalern gesteigert werden kann;

b) wenn den, in Ausübung ihres Dienstes befindlichen, Königlich Hannoverschen Zollbeamten oder den, in ihrem Auftrage bei Dienstverrichtungen behülflichen, Personen, Beleidigungen ohne hinzutretende Thätlichkeit zugefügt werden;

c) wenn nach geschehener Anmeldung und erfolgter Abfertigung zu Brunshausen vor Erreichung des Bestimmungsortes Waaren aus dem Schiffe entladen werden, ohne dass die geschehene Entladung binnen 24 Stunden nach der Ankunft des Schiffes oder der Waaren an dem Bestimmungsorte, und, bei geschehener Ueberladung in das, das Hauptschiff zu dessen Bestimmungsorte begleitende oder ihm vorausgehende oder dahin folgende Leichterschiff, vor der Entlöschung des einen und des andern, einer Königlich Hannoverschen Zollkontrole angemeldet wird;

d) wenn am Bestimmungsorte der Anfang mit dem Löschen der Waaren gemacht wird, ohne dass der Löschschein, insofern derselbe nach diesem Regulativ erforlich war, erbeten und ertheilt worden ist;

e) wenn Schiffe auf ihrer Rückkehr die Zollstelle zu Brunshausen vorbeisegeln, ohne den Retourschein, insofern derselbe nach diesem Regulativ erforderlich war, abzugeben.

In den unter a. und e. bezeichneten Fällen wird die Strafe durch die Nachweisung aufgehoben, dass Sturm, Eisgang oder ähnliche Hindernisse die Erfüllung der ordnungsmässigen Verpflichtung unmöglich gemacht haben.

10) Das Zollgericht hat die Grösse der zu erkennen- 1844
den Ordnungsstrafen — innerhalb der in diesem §. vorgeschriebenen Grenzen — nach der Wichtigkeit des Falles, nach der Grösse des Schiffes und der in Frage kommenden Waarenquantitäten, nach dem Grade und der Dauer der Widersetzlichkeit, vorzugsweise aber danach zu bemessen, ob die Ordnungswidrigkeit wegen eines entschuldbaren Irrthums, aus Fahrlässigkeit, oder aus Vorsatz begangen wurde.

11) Die Strafen der Defraude und die verwirkten Ordnungsstrafen sind, insofern die faktischen Voraussetzungen, auf welchen die Strafbestimmungen beruhen, gleichzeitig eintreten, nebeneinander zu erkennen.

Wegen unterlassener oder unrichtiger Deklaration soll indessen neben der Strafe der Zolldefraude eine weitere Ordnungsstrafe nicht erkannt werden können.

12) Wenn Jemand eines Zollvergehens der nämlichen Art nach erfolgter Bestrafung sich wiederholt schuldig macht, so soll die nach dem Obigen aufzulegende Strafe im ersten Wiederholungsfalle um die Hälfte, im zweiten um das Ganze, im dritten um das Doppelte u. s. w. erhöhet werden.

13) Neben der Strafe der Defraude ist jedesmal der verkürzte einfache Zoll zu erlegen.

14) Wenn das Zollvergehen durch eine Handlung begangen oder von einer Handlung begleitet ist, welche nach den Bestimmungen anderer Strafgesetze mit einer kriminellen oder mit einer sonstigen Strafe geahndet werden soll, oder wenn durch jene Handlung ein zivilrechtlicher Anspruch begründet ist, so schliesst das Verfahren vor dem Zollgerichte oder die erkannte Zollstrafe ein weiteres Verfahren vor dem übrigens kompetenten Gerichte nicht aus.

15) Haben Mehre als Miturheber, Gehülfen oder Begünstiger an einem Zollvergehen Theil genommen, so ist gegen jeden Theilnehmer eine, der Theilnahme an dem Vergehen entsprechende Strafe zu erkennen. Ein Gleiches soll auch gegen diejenigen eintreten, welche an den Vortheilen eines begangenen Zollvergehens wissentlich Theil genommen haben.

Die Strafe der Defraude (Nr. 2.) soll indess in jedem einzelnen Falle nur einmal erkannt werden.

16) Wenn binnen einem Jahre, von dem Zeitpunkte an gerechnet, an welchem das Zollvergehen begangen wurde, eine Denunziation bei dem Zollgerichte nicht

1844 eingereicht ist, so soll eine Bestrafung später nicht eintreten.

§. 19. Haftungsverbindlichkeit.

Für Zoll, Strafen, Schäden und Kosten haften, ausser dem Verurtheilten, auch das Schiff und diejenigen Waaren, in Ansehung deren ein Zollvergehen begangen ist, letztere jedoch nur, so lange sich dieselben im Verwahrsam oder Eigenthum des Schiffers oder ersten Empfängers befinden. Für die Strafe des Rückfalls (vergl. §. 18. Nr. 12.), insofern dieser nicht dem Eigenthümer oder Empfänger der Waare zur Last fällt, haftet letztere nicht.

Schiff und Waaren werden durch Bestellung genügender Sicherheit von dieser Haftverbindlichkeit frei.

Der Schiffer und die Eigenthümer der Waaren haften für die Handlungen derjenigen Personen, deren sie sich in Beziehung auf ihre Verpflichtungen gegen den Zoll bedient haben.

Soweit Mehrere wegen eines Zollvergehens verurtheilt sind, steht es der Zollverwaltung frei, ihre Ansprüche gegen einzelne derselben nach ihrer Wahl zu verfolgen.

Denjenigen, welche in Folge einer Haftungsverbindlichkeit Strafen und Kosten für Andere zu erlegen haben, bleibt der Regress gegen den oder die eigentlichen Schuldigen vorbehalten.

Anlage I.

Brunshauser Zoll-Tarif.

Uebersicht der Tarifpositionen.

1) Blei und Bleiwaaren;
2) Blumenzwiebeln;
2) Brennmaterialien;
4) Buch-, Kunst- und Musikalienhandels-Gegenstände;
5) Bürstenbinder- und Siebmacherwaaren;
6) Cichorienwurzeln, trockne;
7) Colonial-, Material- und Conditoreiwaaren:
   A. Cacao und Cacaofabrikate;
   B. Caffee und Caffeesurrogate;
   C. Conditorei- und Delikatessenwaaren;
   D. Getränke (künstlich bereitete);
   E. Gewürze;
   F. Mehlige Substanzen;

G. Südfrüchte, auch Schaalen und Kerne derselben; 1844
H. Syrop;
I. Tabak und Tabaksfabrikate;
K. Thee;
L. Zucker;
8) Droguerie-, Apotheker- und Farbewaaren, auch andere ähnliche Rohstoffe und Fabrikate;
9) Eisen und Stahl, und Waaren daraus;
10) Erden und Erze;
11) Erdenwaaren;
12) Federn;
13) Felle und Häute:
A. Häute zur Lederbereitung;
B. Felle (behaarte) zur Pelzwerkbereitung;
14) Fische und Schaalthiere;
15) Fleisch, Talg und Fett;
16) Gartenfrüchte (Obst etc.);
17) Getraide und Hülsenfrüchte;
18) Glas und Glaswaaren;
19) Gold, Silber und Platina;
20) Haare und Waaren daraus:
21) Holz und Holzwaaren;
22) Hopfen;
23) Horn- und Knochenwaaren;
24) Instrumente;
25) Karden oder Weberdisteln;
26) Kupfer, auch Messing und ähnliche Metallgemische, und Waaren daraus;
27) Kurze Waaren, Quincaillerie-, Galanterie-, Bijouteriewaaren etc.;
28) Landwirthschaftliche Erzeugnisse der Viehzucht und Bienenzucht;
29) Leder und Lederwaaren, und ähnliche Fabrikate;
30) Lichte;
31) Maschinen, Maschinentheile und Modelle;
32) Metalle (anderwärts nicht genannte);
33) Mühlenfabrikate und Backwerk;
34) Naturalien und Antiquitäten;
35) Oel;
36) Papier und Pappe, und Waaren daraus;
37) Pech und Theer etc.;
38) Pelzwerk (fertige Kürschnerarbeit);
39) Salz und Salpeter;
40) Saamen;

1844 41) Seife;
42) Spinnmaterialien, Gespinnste und Gewebe:
A. Spinnmaterialien;
B. Seilerarbeit;
G. Garn und Zwirn;
D. Zeugwaaren (incl. Kleidungsstücke und Wäsche);
43) Steinwaaren;
44) Stroh, Rohr, Bast etc. und Waaren daraus;
45) Wachswaaren;
46) Zink und Zinkwaaren;
47) Zinn und Zinnwaaren.

Nr. der Position.	Benennungen der Waaren.	Maassstab der Verzollung.	Zollsatz im 14 Thlr. Fusse. Thlr.	Ggr.	Pf.
1.	Blei und Bleiwaaren:				
	A. Blei in Blöcken, Mulden, Rollen, Platten etc., und altes Blei, auch Glätte	100 ℔.	—	—	5
	B. Bleiwaaren (fertige), als: Kessel, Röhren, Schrot etc., auch Staniol, Schriftgiesserarbeit, ingl. lackirte Bleiwaaren	do.	—	1	—
2.	Blumenzwiebeln	do.	—	5	—
3.	Brennmaterialien folgende:				
	Holz-, Stein- und Braunkohlen; Koaks, Karboleïn	do.	—	—	1
	Anmerk. Brennholz, Lohkuchen, Torf und Torfkohlen, s. im Verzeichniss der zollfreien Gegenstände.				
4.	Buch-, Kunst- und Musikalienhandels-Gegenstände:				
	gedruckte Bücher und Schriften; Gemälde; Landkarten; auch Kalender und Spielkarten; ingl. gedruckte, gestochene oder lithographirte Noten	do.	—	5	—
5.	Bürstenbinder- und Siebmacherwaaren	do.	—	1	6
6.	Cichorienwurzeln, trockne	do.	—	—	4
	Anmerk. Frische Cichorienwurzeln, s. im Verzeichniss der zollfreien Gegenstände s. m. 5.				
7.	Colonial-, Material- und Conditoreiwaaren:				
	A. Cakao und Cakaofabrikate:				
	a) Cakao (an Bohnen oder gemahlen)	do.	—	1	6

Nr. der Position.	Benennungen der Waaren.	Maasstab der Verzollung.	Zollsatz im 14 Thlr. Fusse. Thlr.	Ggr.	Pf.
	b) Cacaofabrikate: Cacaobutter, Cacaomasse, Chocolade	100 ℔.	—	5	—
	B. Caffee, auch Kaffeesurrogate aller Art	do.	—	1	—
	C. Conditorei- u. Delicatessenwaaren:				
	a) Confitüren, eingemachte Früchte, Zuckerwerk etc.; auch Caviar, fabrizirter Senf, Tafelbouillon, und andere nicht anderwärts genannte Gegenstände des feineren Tafelgenusses	do.	—	5	—
	b) Citronat (Cedro, Succade) . .	do.	—	1	6
	D. Getränke (künstlich bereitete):				
	a) alle nicht niedriger tarifirte, namentlich: Bier und Meth; Branntwein jeder Art (Arrak, Rum, Genever, Sprit etc.); Wein, Most und Cyder etc.	do.	—	—	6
	b) Essig aller Art auch Himbeeressig u. dergl.	do.	—	—	2
	E. Gewürze:				
	a) alle nicht niedriger belegte Gewürze und Spezereiwaaren, z. B. Canehl, Cardamom, Cassia cariophyllata (Nelkenzimmt), Safran, Vanille	do.	—	5	—
	b) Lorbeern und Lorbeerblätter .	do.	—	—	4
	c) Ingber	do.	—	—	6
	d) Pfeffer und Piment	do.	—	1	—
	e) Cassia lignea, Cassiablumen, Sternanis und weisser Zimmt (Canella alba)	do.	—	1	6
	f) Gewürznelken	do.	—	2	—
	g) Macis und Muskatnüsse . . .	do.	—	4	—
	F. Mehlige Substanzen:				
	a) nicht niedriger tarifirte, z. B. Sago, Cassave oder Tapioka, Arrowroot	do.	—	—	6
	b) ungeschälter Reis (paddy) . .	do.	—	—	3

Nr. der Position.	Benennungen der Waaren.	Maassstab der Verzollung.	Zollsatz im 14 Thlr. Fusse. Thlr.	Ggr.	Pf.
	c) Reis, geschälter, und Reismehl	100 ℔.	—	—	4
	Anmerk. Graupen, Gries, Grütze, Mehl, Nudeln etc. s. Pos. 33.				
	G. Südfrüchte, auch Schaalen und Kerne derselben:				
	a) alle nicht ausdrücklich mit einem höhern Zollsatz belegte, namentlich: Apfelsinen, Kastanien, Citronen, Datteln, Granaten, Johannisbrod oder Caroba, Pfirsichkerne, Pistazien etc.; auch Schaalen von Citronen, Granaten, Pomeranzen und anderen Südfrüchten	do.	—	—	4
	b) Korinthen, Rosinen und Feigen, auch geröstete Feigen . . .	do.	—	—	6
	c) Kapern, Mandeln und Oliven .	do.	—	1	6
	H. Syrop, auch Kartoffelsyrop und Runkelrübenmelasse	do.	—	—	3
	I. Tabak und Tabaksfabrikate:				
	a) Tabak in Blättern, Stengeln und Köpfen, auch Tabaksmehl und Tabaksabfälle	do.	—	—	6
	b) Tabaksfabrikate:				
	α) Rauchtabak in Rollen, ingl. gekerbter, geschnittener etc., auch Schnupftaback (Rapé und Karotten).	do.	—	1	—
	β) Cigarren	do.	—	5	—
	K. Thee, auch Theestaub	do.	—	5	—
	L. Zucker:				
	a) Brod- oder Hutzucker, Cassonade, weisser gestossener Zucker, Farin, Bastern, Lumpenzucker etc.	do.	—	—	10
	b) Rohzucker	do.	—	—	5
8.	Droguerie-, Apotheker- und Farbewaaren, auch andere ähnliche Rohstoffe und Fabrikate:				
	A. alle nicht unter B. bis K. ein-				

Nr. der Position.	Benennungen der Waaren.	Maassstab der Verzollung.	Zollsatz im 14 Thlr. Fusse. Thlr.	Ggr.	Pf.
	schliesslich genannte, namentlich Copaivae- und Muscat-Balsam; Bernstein; Dinte; getrocknete Kräuter, Pflanzen, Blüthen, Wurzeln etc.; Kräutertaback und Kräuterthee; Spermaceti; Stearin etc.	100 ℔.	—	1	6
B.	Cocosnüsse; Bein-, Elfenbein-, Knochen-, Kohlen- Lampen- Schwarz; Sodaholz; Vitriolstein; Harz, gewöhnliches, Galipot u. Colophonium	do.	—	—	1
C.	Gelb- u. Blauholz; Vitriol; Wachholderbeeren	do.	—	—	2
D.	Alaun; Braunroth (Englisch-, Holländisch-, Preussisch- und Venetianisch-Roth, Colcothar und Caput mortuum); isländisches Moos; Quercitron; Schwefel; Soda; Sumach; Vitriolöl (Schwefelsäure)	do.	—	—	3
E.	Catechu oder Japanische Erde; Curcume; Rothholz; Salzsäure; Sassafrasholz; Schwefelblumen .	do.	—	—	4
F.	Bleiweiss, Bleigelb, Mennige u. andere Bleifarben; Chlorkalk, trockner und flüssiger; Citronen- und Limonensaft; Drusen-, Pott- und Waid-Asche; Horn und Hornspitzen; Knoppern oder Eckerdoppern; Mineralwasser; Süssholz; Terpentin; Thran, ingl. Wallfisch- und Robbenspeck; Waid und Wau	do.	—	—	6
G.	Aloë und Aloëblätter; Chinarinde; Flohsaamen (semen psyllii); Lack (Körner- Stock-, Schellack) und Firniss; Lakrizensaft; Leim; Orleans; Perlmutter; Salmiak; Salpetersäure und Scheidewasser; Sodasäure; Tamarinden; Tonkabohnen; Weinstein aller Art . .	do.	—	1	—
H.	Farbeholz-Extrakte und Grünspan	do.	—	2	—
I.	Cautchouc oder Gummi elasticum;				

Nr. der Position.	Benennungen der Waaren.	Maass-stab der Verzollung.	Zollsatz im 14 Thlr. Fusse. Thlr.	Ggr.	Pf.
	Fischbein (auch gerissenes u. Fischbeinstäbe); Braunschweiger und Bremer Grün; Lackfarben; Manna; Sennesblätter	100 ℔.	—	3	—
	K. Balsam aller Art, mit Ausnahme von Copaivae- und Muskatbalsam; feine Blaufarben, nämlich: Berg-, Berliner-, Englischblau, Schmalte; Camphor; Carmin; Chromgelb, Chromgrün und andere Chromfarben; Cochenille; Elfenbein; Indigo; Moschus oder Zibeth: Rhabarber; Schildpatt; Tusche; Zinnober	do.	—	5	—
	Anmerk. 1) Oel, s. Pos. 35. 2) frische Pflanzen, Kräuter, Blüthen, Wurzeln etc., s. im Verzeichniss der zollfreien Gegenstände. 3) Farbenerden (Kreide, Oker etc.), s. Pos. 10.				
9.	Eisen und Stahl, und Waaren daraus:				
	A. Eisen und Stahl:				
	a) geschmiedetes, gegossenes und gewalztes Eisen in Stäben, Blechen, Platten etc.; desgl. Luppeneisen, Eisenbahnschienen; auch Roh- u. Cement-, Guss- und raffinirter Stahl; ferner Radkranzeisen; ingl. Eisen, welches zu groben Bestandtheilen von Maschinen und Wagen (Kurbeln, Achsen etc.) roh vorgeschmiedet ist . . .	do.	—	—	3
	b) Roheisen aller Art und altes Brucheisen	do.	—	—	1
	c) Weissblech (tin plates) . . .	do.	—	1	—
	B. Eisen- und Stahlwaaren:				
	a) chirurgische Instrumente, Messerschmiedewaaren, Schwerdtfeger- und Büchsenmacherarbeit, Nadeln, Nadlerwaaren und andere				

Nr. der Position.	Benennungen der Waaren.	Maassstab der Verzollung.	Zollsatz im 14 Thlr. Fusse. Thlr.	Ggr.	Pf.
	feine Eisenkramwaare (Cutlery, Hardware, Ironmongerie etc.), auch Waaren von Eisenblech .	100 ℔.	—	2	—
	b) Anker und Ankerketten; ingl. ganz grobe Gusswaaren, wie Ambosse, Gewichte, Gitter, Pallisaden, Röhren, Roste, Grapen, Pfannen, Kessel, Mörser, Oefen, Kanonen, Lafetten etc. . . .	do.	—	—	3
	c) Eisen- und Stahldraht; grobe Werkzeuge von Eisen oder Stahl, auch dergl. in Verbindung mit Holz oder Leder etc., und Grobschmiedearbeiten aller Art, als: Aexte, Bettstellen, Fensterstangen, Heizapparate und Gestelle dazu, Heugabeln, Hufeisen, Ketten (excl. der Ankerketten), Kisten, Kutsch- und Wagenfedern, Sägen, Schaufeln, Schraubstöcke und Schraubbolzen, Sensen, Sicheln, Striegel, Strohmesser, Thüren und Thürbeschläge, Waffeleisen, Zuckermesser (Negerhauer) etc.; auch gegossene u. geschmiedete Nägel und Knöpfe . .	do.	—	1	—
	Anmerk. Maschinen von Eisen, s. Pos. 31.				
10.	Erden und Erze, alle nicht anderwärts genannte, namentlich:				
	(Erden) Bimstein; Farbenerden (Bolus, Kreide, Oker, Rothstein, Sienaerde etc.); Porzellan- und Zuckerbäckererde; Talk; Töpferthon und Pfeifenerde; Walkererde und dergl. mehr; ferner:				
	(Erze:) Auripigment und andere Arsenikerze; Bleiglanz und andere Bleierze; Blutstein; Braunstein; Galmeistein; Schmirgel, Amarill und Tripel (sowohl roh				

Nr. der Position.	Benennungen der Waaren.	Maassstab der Verzollung.	Zollsatz im 14 Thlr. Fusse. Thlr.	Ggr.	Pf.
	als gemahlen); Wasserblei oder Reissblei u. s. w.	100 ℔.	—	—	1
	Anmerk. Gips (roher), Lehm, Mergel, Sand, ingl. Kobaltspeise und Schlacken von Erzen, s. im Verzeichniss der zollfreien Gegenstände.				
11.	Erdenwaaren:				
	A. alle nicht höher oder nicht niedriger tarifirte, namentlich: Fayence, Steingut, thönerne Tabakspfeifen, Gips- u. Meerschaum-Arbeiten etc.	do.	—	—	6
	B. gemeines Töpfergut aller Art, Schmelztiegel und Knicker . .	do.	—	—	3
	C. Porzellan	do.	—	5	—
	Anmerk. Gips- und Meerschaumwaaren in Verbindung mit edlem Metall etc. s. Pos. 27.				
12.	Federn: gewöhnliche Bettfedern, auch Dunen und Eiderdunen, ingl. Federposen	do.	—	5	—
13.	Felle und Häute:				
	A. Häute zur Lederbereitung:				
	a) gesalzene	do.	—	—	5
	b) trockene	do.	—	—	10
	B. Felle (behaarte) zur Pelzwerkbereitung, einschliesslich Hasen- und Kaninchenfelle; behaarte Lamm-, Schaf- und Ziegenfelle; Affen-, Dachs-, Seehunds-, Zebrafelle etc.; ingl. Schwänze und Spitzen von solchen Fellen	do.	—	2	—
14	Fische und Schaalthiere:				
	A. Fische:				
	a) gesalzene (excl. Heringe), getrocknete, marinirte	do.	—	—	6
	b) Heringe	do.	—	—	2
	Anmerk. Lebende und frische Fische, s. unter den zollfreien Gegenständen.				
	B. Austern und Muscheln, (auch marinirte und eingemachte) . . .	do.	—	1	—
	Anmerk. Hummern und Krebse, s. unter den zollfreien Gegenständen.				

Nr. der Position.	Benennungen der Waaren.	Maassstab der Verzollung.	Zollsatz im 14 Thlr. Fusse. Thlr.	Ggr.	Pf.
15.	Fleisch, Talg und Fett, ingl. Speck, Schinken, Würste u. grosses Wildpret	100 ℔.	—	—	9
	Anmerk. 1) Robben- und Wallfischspeck, s. Pos. 8. F. 2) Geflügel u. kleines Wildpret, s. im Verzeichnisse der zollfreien Gegenstände.				
	Gartenfrüchte (Obst etc.):				
16.	A. getrocknetes oder Backobst (excl. Pflaumen), auch eingekochtes Obst (Mus) und eingesottene Beeren; Nüsse (Hasel-, Wallnüsse etc.); Trauben; Ananas	do.	—	—	9
	B. getrocknete Pflaumen	do.	—	—	6
	Anmerk. Gemüse, Krautarten, essbare Wurzeln, frisches Obst, ferner Melonen, Gurken, Kürbisse u. dergl., s. im Verzeichnisse der zollfreien Gegenstände.				
17.	Getraide und Hülsenfrüchte in Körnern; auch Malz	do.	—	—	1
	Anmerk. Getraide in Garben und grüne oder unausgedroschene Hülsenfrüchte, s. im Verzeichnisse der zollfreien Gegenstände.				
18.	Glas und Glaswaaren:				
	A. alle nicht unter B. begriffene Glassorten, auch Glaswaaren in Verbindung mit unedlen Metallen .	do.	—	—	9
	B. grünes und anderes gemeines farbiges Hohlglas, auch Korbflaschen von dergl. Glase	do.	—	—	4
	Anmerk. Glaswaaren in Verbindung mit edlem Metall etc., ingl. imitirte Edelsteine, s. Pos. 27.				
19.	Gold, Silber und Platina, gemünzt, in Barren und Bruch	1600 ℛ Werth.	1	—	—
	Anmerk. Blech, Draht und fertige Waaren von edlem Metall, s. Pos. 27.				
20.	Haare und Waaren daraus:				
	A. Angora-, Hasen-, Kaninchen-, Reh-, Pferdehaare, Schweins-Haare u. -Borsten etc.; auch Haarmatratzen				

Nr. der Position.	Benennungen der Waaren.	Maassstab der Verzollung.	Zollsatz im 14 Thlr. Fusse. Thlr.	Ggr.	Pf.
	und andere nicht mit Leder verbundene Polsterarbeiten . . .	100℔.	—	2	—
	B. Kuhhaare	do.	—	—	6
	Anmerk. 1) Gespinnste etc. aus Haaren, s. Pos. 42 C. und D. 2) Parückenmacherarbeit, s. Pos. 27.				
21.	Holz und Holzwaaren:				
	A. Holz:				
	a) Bau- und Nutzholz	do.	—	—	1
	b) aussereuropäische Tischler- und Drechslerhölzer, wie: Eben-, Jacaranda-, Mahagony-, Pockholz etc., ingl. Buchsbaumholz . .	do.	—	—	3
	c) Korkholz	do.	—	1	—
	Anmerk. Brennholz, Busch und Reisig, ingl. Weidenruthen, s. im Verzeichnisse der zollfreien Gegenstände.				
	B. Holzwaaren:				
	a) lackirte, bemalte, gebeitzte, polirte, fournirte etc. Drechsler-, Tischler- etc. Waaren; Holzbronze; Bleistifte; auch Korkstöpfel, Korksohlen und andere Korkwaaren	do.	—	3	—
	b) rohe, blos gehobelte Böttcher-, Drechsler-, Tischler- und Wagnerarbeiten, auch dergl. Waaren in Verbindung mit Eisen, Leder, Kupfer oder Messing; ingl. Korbflechterwaaren aller Art . .	do.	—	—	9
	Anmerk. 1) Maschinen, Maschinentheile und Modelle von Holz, s. Pos. 31. 2) Holz- und Korkwaaren in Verbindung mit edlem Metall oder Perlmutter, Elfenbein etc., s. Pos. 27. 3) gebrauchtes Hausgeräth etc. u. leere Gebinde, ingl. 4) Schiffe, s. im Verzeichnisse der zollfreien Gegenstände.				

Nr. der Position.	Benennungen der Waaren.	Maassstab der Verzollung.	Zollsatz im 14 Thlr. Fusse. Thlr.	Ggr.	Pf.
22.	Hopfen	100 ℔.	—	1	—
23.	Horn- und Knochenwaaren, fertige; auch Platten von Horn oder Knochen	do.	—	2	—
	Anmerk. 1) Knochen s. unter den zollfreien Gegenständen. 2) Horn und Hornspitzen, s. Pos. 8. F. 3) Fischbein s. Pos. 8. I. 4) Elfenbein und Schildpatt, s. Pos. 8. K. 5) Horn- und Knochenwaaren in Verbindung mit edlem Metall oder Perlmutter etc.; ingl. Elfenbein-, Fischbein- u. Schildpatt-Waaren, s. Pos. 27.				
24.	Instrumente, astronomische, mathematische, mechanische, musikalische, optische, physikalische, ohne Rücksicht auf die Materialien, aus denen sie gefertigt sind	do.	—	5	—
	Anmerk. 1) Chirurgische Instrumente, s. Pos. 9. B. a. 2) Maschinen etc., s. Pos. 31.				
25.	Karden oder Weberdisteln . . .	do.	—	1	6
26.	Kupfer, auch Messing und ähnliche Metallgemische, und Waaren daraus:				
	A. Kupfer, Messing, Britanniametall, Packfong u. dergl.:				
	a) geschmiedet, gewalzt, gegossen, zu Geschirren; auch Kupfer- etc. Schalen, wie sie vom Hammer kommen; ferner Blech, Dachplatten, Draht, desgl. polirte, gewalzte, auch plattirte Tafeln und Bleche	do.	—	2	—
	b) Rohkupfer in Scheiben und Blöcken; Roh-(Stück-)Messing; altes Bruchkupfer oder Bruchmessing, Kupfer- und Messingfeile, Glockengut und Kupfermünzen				
	B. Waaren (fertige, wie: Kessel, Pfannen etc.) aus Kupfer oder den	do.	—	1	6

Nr. der Position.	Benennungen der Waaren.	Maassstab der Verzollung.	Zollsatz im 14 Thlr. Fusse. Thlr.	Ggr.	Pf.
	vorgenannten Metallgemischen, od. aus Kupfer-, Messing- etc. Blech; auch Gelb- und Glockengiesserarbeit	100 ℔.	—	5	—
27.	Kurze Waaren, Quincaillerie-, Galanterie-, Bijouteriewaaren etc. u. zwar: Corallen, Perlen, ächte und nachgebildete Edelsteine, auch geschliffene Achate, Carneole und dergl. ordinäre Schmucksteine (gefasst od. ungefasst); Waaren, ganz oder theilweise aus edlen Metallen oder mit edlen Metallen belegt, aus Metallbronze (ächt vergoldet), aus Bernstein, Elfenbein, Fischbein, Perlmutter oder Schildpatt gefertigt, auch Waaren aus vorgenannten Stoffen in Verbindung mit Alabaster, Gips, Glas, Holz, Horn, Knochen, Kork, Lack, Leder, Marmor, Meerschaum, unächten Steinen u. dgl.; Filigran-Arbeit; feine Parfümerien, wie sie in kleinen Gläsern etc. im Galanteriehandel und als Galanteriewaare geführt werden; Taschen-, Stutz- und Pendeluhren; Kronleuchter mit Bronze, Gold- oder Silberblatt; Regen- und Sonnenschirme; Fächer; künstliche Blumen; Schmuckfedern; Perückenmacher-Arbeit; überhaupt alle zur Gattung der Kurzwaaren, Bijouterie, Jevellery, Quincaillerie- oder Galanteriewaaren gehörige, nicht niedriger tarifirte Gegenstände; endlich auch Waaren aus Gespinnsten von Baumwolle, Leinen, Seide, Wolle etc., welche mit Eisen, Glas, Holz, Leder, Metallfäden (Lahn), Messing, Stahl, Stroh etc. verbun-				

Nr. der Position.	Benennungen der Waaren.	Maassstab der Verzollung.	Zollsatz im 14 Thlr. Fusse. Thlr.	Ggr.	Pf.
	den sind, z. B. Tuch- oder Zeugmützen in Verbindung mit Leder, Knöpfe auf Holzformen, Klingelschnuren u. dergl. m.	100 ℔.	—	5	—
28.	Landwirthschaftliche Erzeugnisse der Viehzucht und Bienenzucht:				
	A. Honig und Käse	do.	—	—	6
	B. Butter	do.	—	—	10
	C. Wachs	do.	—	3	—
	Anmerk. Eier und Milch. s. unter den zollfreien Gegenständen.				
29.	Leder, Lederwaaren und ähnliche Fabrikate:				
	A. Leder aller Art, auch gegerbte Häute, ingl. Pergament . . .	do.	—	2	6
	B. Lederwaaren ohne Unterschied (Schumacher-, Sattler-, Täschner-, Beutlerwaaren etc.), auch Waaren von lackirtem Leder oder von Pergament; ingl. v. Cautchouc, als: Gummibälle, Gummischuhe und andere Gummiwaaren; Darmsaiten; Goldschlägerhaut u. Waaren daraus	do.	—	5	—
30.	Lichte:				
	A. Spermaceti- od. Wallrath-, Stearin-, Wachslichte etc., auch Wachsstöcke, Wachsfackeln u. dergl. .	do.	—	5	—
	B. Talglichte	do.	—	1	—
31.	Maschinen, Maschinentheile und Modelle, sie mögen aus Holz, Eisen oder andern Materialien oder auch aus verschiedenartigen Stoffen gefertigt sein	do.	—	1	—
32.	Metalle (anderwärts nicht genannte):				
	A. Antimonium, Arsenik, Wissmuth und andere ausgebrauchte Metalle (im Gegensatz metallischer Erze), welche unter den Positionen 1., 9., 19., 26., 46. und 47. nicht begriffen sind	do.	—	—	8

Nr. der Position.	Benennungen der Waaren.	Maassstab der Verzollung.	Zollsatz im 14 Thlr. Fusse. Thlr.	Ggr.	Pf.
	B. Quecksilber	100 ℔.	—	5	—
33.	Mühlenfabrikate und Backwerk:				
	A. Graupen, Gries, Grütze, Mehl; auch Teig und Teigwaaren (Brod, Schiffszwieback etc.)	do.	—	—	4
	B. Amidam oder Stärke; Nudeln (Makaroni, Pasta etc.); auch Puder	do.	—	—	6
	Anmerk. Feines Backwerk (Zuckerwerk), s. Pos. 7. C. a.				
34.	Naturalien und Antiquitäten: Conchilien, Fossilien, Insekten, ausgestopfte oder in Spiritus gesetzte Thiere, ferner Mumien und andere für Sammlungen bestimmte Gegenstände .	do.	—	1	6
35.	Oel:				
	A. Alle nicht höher oder niedriger tarifirte Sorten, namentlich: Braun- oder Oliven-, Cocosnuss-, Hanf-, Lein-, Mandel-, Raps-, Ricinus-, Rüb-, Terpentin-Oel etc. . .	do.	—	—	9
	B. Palmöl	do.	—	—	6
	C. feine ätherische und Parfümerie-Oele, wie: Anis-, Bergamot-, Cassia-, Cedro-, Nelken-, Pfeffermünz-Oel etc.	do.	—	5	—
36.	Papier und Pappe, und Waaren daraus:				
	A. Papier und Pappe:				
	a) weisses, farbiges, gepresstes, bemaltes Papier aller Art; Druck- und Löschpapier; auch Packpapier, Pappe und Pappdeckel .	do.	—	2	—
	Anmerk. Makulaturen und Scripturen, s. unter den zollfreien Gegenständen.				
	B. Papier- und Pappwaaren: Papiertapeten; Buchbinder- und Cartonnage- oder Papparbeit; auch Waaren von Pappmasse (papier maché)	do.	—	5	—
37.	Pech und Theer etc.:				
	A. Pech (gemeines und geläutertes);				

Nr. der Position.	Benennungen der Waaren.	Maassstab der Verzollung.	Zollsatz im 14 Thlr. Fusse. Thlr.	Ggr.	Pf.
	Theer (mineralischer und anderer); auch Pechfackeln u. dgl. .	100 ℔.	—	—	2
	B. Asphalt; ingl. Asphaltplatten .	do.	—	—	6
38.	Pelzwerk (fertige Kürschnerarbeit) aller Art	do.	—	5	—
	Anmerk. Felle zur Pelzwerkbereitung, s. Pos. 13. B.				
39.	Salz und Salpeter:				
	A. Küchen-, See- und Steinsalz, ingl. Düngesalz	do.	—	—	1
	B. Salpeter	do.	—	—	6
40.	Samen:				
	A. Alle nicht niedriger tarifirte Sämereien, namentlich: Canarien-, Esparsette-, Hanf-, Holz-, Klee-, Luzern-, Mohn-, Senfsamen, auch gemahlener, Wiesensamen etc. .	do.	—	1	—
	B. Leinsamen und Leindotter, Raps- und Rübsamen	do.	—	—	3
41.	Seife aller Art	do.	—	—	8
42.	Spinnmaterialien, Gespinnste und Gewebe:				
	A. Spinnmaterialien:				
	a) alle nicht anders tarifirte, namentlich Lamm- und Schaafwolle .	do.	—	1	6
	b) Baumwolle, Flachs und Hanf .	do.	—	—	9
	c) Seide, rohe und bereitete . .	do.	—	5	—
	Anmerk. Haare etc. (Angorahaare etc.), s. Pos. 20. A.				
	B. Seilerarbeit (Tauwerk, Bindfaden etc.)	do.	—	—	8
	Anmerk. Altes Tauwerk, s. im Verzeichnisse der zollfreien Gegenstände.				
	C. Garn und Zwirn:				
	a) soweit sie nicht mit einem anderen Zollsatze belegt sind, insbesondere: Garn und Zwirn von Wolle oder Haar, auch von Wolle oder Haar in Vermischung mit Baumwolle, Flachs oder Hanf	do.	—	2	—
	b) Heedengarn	do.	—	—	8

Nr. der Position.	Benennungen der Waaren.	Maasstab der Verzollung.	Zollsatz im 14 Thlr. Fusse. Thlr.	Ggr.	Pf.
	c) Garn und Zwirn von Baumwolle, Flachs oder Hanf	100 ℔.	—	1	—
	d. Garn und Zwirn von Seide oder von Seide mit anderen Stoffen vermischt	do.	—	5	—
	D. Zeugwaaren:				
	a) Zeuge, Tücher, Gewebe, Bandwaaren, Posamentirarbeit, Putz- und Modewaaren, Stickereien, Spitzen, Strumpfwaaren, Teppiche und Decken; auch fertige neue Kleidungsstücke und Wäsche; Filzwaaren; Wachstuch; Wachstafft etc.	do.	—	6	—
	b) Pack-, Sack- und Segelleinwand	do.	—	—	8
	Anmerk. Getragene Kleider und Wäsche, s. im Verzeichnisse der zollfreien Gegenstände.				
43.	Steinwaaren: Waaren aus Alabaster, Bergkrystall, Gipsspath, Marmor, Speckstein	do.	—	2	—
	Anmerk. 1) Rohe und behauene Steine, ingl. Marmorplatten, s. im Verzeichnisse der zollfreien Gegenstände.				
	2) Edelsteine (Diamanten etc.), ingl. geschliffene ordinäre Schmucksteine (Achat, Jaspis etc.), ferner Waaren aus Alabaster u. dergl. in Verbindung mit edlem Metall, Perlmutter etc. s. Pos. 27.				
44.	Stroh, Rohr, Bast etc. u. Waaren daraus:				
	A. Stuhlrohr, einschliesslich des gespaltenen	do.	—	—	3
	B. Stockrohr (Bambus, Pfefferrohr etc.)	do.	—	—	8
	C. feines Stroh und Bastgeflechte zu Hüten, ingl. Bast-, Stroh-, Span- und Rohrhüte	do.	—	5	—
	Anmerk. Binsen, Dachrohr, Schilf, Flechtstroh, Matten etc., s. im Verzeichnisse der zollfreien Gegenstände.				

Nr. der Position.	Benennungen der Waaren.	Maassstab der Verzollung.	Zollsatz im 14 Thlr. Fusse. Thlr.	Ggr.	Pf.
45.	Wachswaaren: Wachsbüsten, Wachsfiguren, Wachslarven	100 ℔.	—	5	—
	Anmerk. 1) Wachs, s. Pos. 28. C. 2) Wachslichte, s. Pos. 30. A. 3) Wachstuch etc. s. Pos. 42. D. a. 4) Wachsfiguren-Kabinette, s. im Verzeichnisse der zollfreien Gegenstände sub Nr. 2.				
46.	Zink und Zinkwaaren:				
	A. Galmei und zinkischer Ofenbruch (tutia)	do.	—	—	1
	B. roher Zink und Zinkblech . .	do.	—	—	6
	C. fertige Zinkwaaren, auch lackirte	do.	—	1	—
47.	Zinn und Zinnwaaren:				
	A. Zinn in Blöcken, Mulden etc., auch altes Zinn	do.	—	1	6
	B. fertige Zinnwaaren, auch lackirte	do.	—	3	—
	Schlussbemerkung: Für Waaren, welche so allgemein deklarirt werden, dass die für dieselben gebrauchte Benennung mehre verschiedene Tarifpositionen unter sich begreift, darf der höchste der, unter der gebrauchten Benennung begriffenen, Zollsätze angerechnet werden, jedoch kann der Zollpflichtige nach §. 11. Nr. 1. des Regulativs hiergegen nachträglich reklamiren und dadurch bewirken, dass für die zu verzollende Waare nur der, auf dieselbe nach ihrer speziellsten Bezeichnung tarifmässig fallende, Zollsatz zu erheben ist.				

1844 Anlage II.

Verzeichniss

derjenigen Gegenstände, welche bei dem Königlich Hannoverschen Elbzolle zu Brunshausen keiner Abgabe unterworfen sind.

1) Abfälle und Rückstände, alle mit einem Zollsatze nicht ausdrücklich belegte, insbesondere: Asche; Auster- und Muschelschaalen zum Kalkbrennen; Blut von geschlachtetem Vieh (sowohl flüssiges als eingetrocknetes); Branntweinspülig; Cacaoschaalen; Charpie; Därme; thierischer Dünger, auch andere Düngungsmittel, welche nicht anderswo aufgeführt sind (ausgelaugte Asche oder Kalkäscher, Dornschlag, Guano, Knochenschaum oder Zuckererde, Sägespäne etc.); Eisenfeile und Hammerschlag, ingl. Schliff (Abfall beim Schleifen grober Eisenwaaren); Hefe; Heringslake; Holzborke oder Gerberlohe; Hornabfall (Hornspäne, geraspeltes Hirschhorn etc.); Hufe und Klauen; Kleie; Knochen (ganze und zerkleinerte, einschliesslich Knochenmehl); Leimleder und Thierflechsen; Lohkuchen (ausgelaugte Lohe); Lumpen und andere Abfälle zur Papierfabrikation (Papierspäne, Makulatur, altes Tauwerk, alte Fischernetze etc.); Oelkuchen und Oelkuchenmehl; Treber und Trester; alte Gold- und Silbertressen zum Einschmelzen; Tuchecken und Tuchleisten u. dergl. m.
2) Effecten und Reisegeräthe etc., nämlich: gebrauchte Hausgeräthe; getragene Kleider und Wäsche; gebrauchte Fabrikgeräthschaften und gebrauchtes Handwerkzeug; auch Kleidungsstücke und Wäsche aller Art, welche Schiffer, Matrosen und Passagiere zu ihrem Gebrauche, ferner Handwerkszeug, welches reisende Handwerker, ingl. Geräthe, Instrumente und Schaugegenstände, welche reisende Künstler mit sich führen; nicht minder gebrauchte Schiffs-Inventarienstücke; Emballagen; leere Gebinde; auch Verzehrungsgegenstände zum Reiseverbrauch.
3) Eier.
4) Erden, als: Gips (roher), Lehm, Mergel, Sand, ingl. Kobaltspeise und Schlacken von Erzen.
5) Feldfrüchte (alle mit einem Zollsatze nicht aus-

drücklich belegte), lebende Pflanzen etc., nämlich: Bäume und Sträucher zum Verpflanzen; Reben und Schösslinge; Orangerie-, Blumen- und Topfgewächse; Heu, Gras und Futterkräuter; Getraide in Garben und andere Feldfrüchte (einschliesslich Flachs und Hanf) in Büscheln, Bündeln etc., wie sie unmittelbar vom Felde eingebracht werden; frische, gesalzene und abgekochte Gemüse und Krautarten; Beeren (frische); essbare Wurzeln u. Wurzelknollen; frische Kräuter, Blüthen, Wurzeln etc. zum medizinischen und Gewerbsgebruch; ferner Stroh, Spreu u. Häckerling; Schachtelhalm; Eicheln; Erdnüsse oder Erdeicheln; Moos (Berg-, Corallen-, Steinmoos etc.); Schwämme und Pilze (frische und getrocknete); u. dergl. m. 1844

Anmerk. Vergl. die Tarifsätze für Getraide und Hülsenfrüchte in Körnern; Samen; Spinnmaterialien, Drogueriewaaren etc.

6) Fische, lebende und frische (zu welchen letzteren auch die, blos zur Erhaltung auf dem Transporte mit Salz bestreuten oder in Salzwasser gelegten Fische dann gerechnet werden, wenn sie in Körben eingehen); Hummern und Krebse.

7) Gartenfrüchte, als: frisches Obst ingl. Melonen, Gurken, Kürbisse u. dergl.

Anmerk. Gemüse, Krautarten, essbare Wurzeln etc., s. Feldfrüchte.

8) Heede, Werg und Torse, ingl. Seidencocons.

9) Holz, als: Brennholz, Busch und Reisig aller Art, ingl. Weidenruthen.

10) Kalk und Gips, gebrannter.

11) Milch.

12) Muster, Musterkarten und Proben aller Art, welche nur zum Gebrauche als Muster oder Proben geeignet sind und in Quantitäten von gleichzeitig nicht mehr als zwei Pfund derselben Waarengattung passiren.

Anmerk. Alle andere als die oben genannten Muster und Proben tragen den Zoll, der auf der betreffenden Waare ruht.

13) Papier, beschriebenes (Akten und Manuscripte).

14) Schiffe, sowohl kleine Schiffe (Boote), welche sich als Frachtgut in anderen Schiffen verladen befinden, als auch grosse Schiffe (einschliesslich

1844 der Dampfboote), welche von anderen Schiffen als Frachtgut transportirt werden.

15) Steine und Steinwaaren (alle mit einem Zollsatze nicht ausdrücklich belegten), namentlich: Bruch- und behauene Steine aller Art, z. B. Kalk-, Schiefer-, Ziegel-, Back- und Mauersteine, Cement- und Trasssteine, Flussspath, Schwerspath, Speckstein, Talkstein, Puzzolan, Alabaster und Marmor, Mühlsteine, auch Schleif- und Wetzsteine, Flintensteine, Marmorplatten; ferner Cement-, Trass- und Ziegelmehl; Serpentinsteinwaaren; Schieferstifte und Schiefertafeln etc.

16) Stroh, Bast etc. und grobe Waaren daraus, namentlich: Binsen, Dachrohr, Schilf und Flechtstroh; Matten; Fussdecken und Seile aus Stroh, Schilf, Bast und Binsen etc.

17) Thiere, lebende, mit alleiniger Ausnahme der Schaalthiere; namentlich auch Bienen in Bienenstöcken, Blutegel, ingl. alles Zug- und Schlachtvieh etc.

18) Torf und Torfkohlen.

Anlage III.

Verzeichniss

der dem Königl. Elbzoll-Wachtschiffe zu Brunshausen zu zahlenden Gebühren.

		In Courant im 14-Thlalerfuss.		
		Thlr.	Ggr.	Pf.
1.	Von jedem Schiffer oder klarirenden Manne von der Schiffs-Equipage, welchen die Königl. Schiffsmannschaft mit der Königl. Chaloupe vom Bord nach dem Zollhause bringt und nach der Klarirung wieder an Bord seines Schiffes führt	—	16	—
2.	Desgl. von jedem Schiffer, welcher seine Klarirung an Bord des Elbzoll-Wachtschiffes machen muss, und den die Königl. Schiffsmannschaft mit der Königl. Chaloupe dahin bringt und an Bord seines Schiffes zurückführt. .	—	8	—
	Es steht jedem Schiffer frei, sich			

		In Courant im 14-Thalerfuss.			1844
		Thlr.	Ggr.	Pf.	
	zur Ueberfahrt nach dem Zollhause oder nach dem Elbzoll-Wachtschiffe seines eigenen Bootes zu bedienen und bezahlt er alsdann nichts.				
3.	Für das Abholen der Retourscheine von den elbniederwärts fahrenden Schiffen wird bezahlt:				
	von Schiffen über 15 Last . .	—	6	—	
	„ „ unter 15 „ . .	—	3	—	
	Es steht jedem Schiffer frei, den Retourschein selbst an das Elbzoll-Wachtschiff zu bringen, in welchem Falle nichts bezahlt wird.				
4.	Für jedes nicht schon ohnedies vom Setzen befreite Schiff, welchem auf besonderes Ansuchen die Befreiung vom Setzen bewilligt worden, wird der Mannschaft des Königl. Wachtschiffes für das erforderliche Entgegenfahren etc. . . . . gezahlt.	—	16	—	
5.	Schiffer, welche in ihrem eigenen Boote an das Land gegangen sind, indess einen Königl. Matrosen als Wegweiser nach dem Zoll-Komtoir erbitten, zahlen	—	4	—	
6.	Schiffer, welche in ihrem eigenen Boote an das Land gegangen sind, indess, nach beschaffter Klarirung, die im Zoll-Komtoir empfangene Abfertigungsbescheinigung nicht selbst an das Wachtschiff bringen, sondern durch die Mannschaft desselben abholen lassen, zahlen:				
	bei Schiffen über 15 Last . .	—	6	—	
	„ „ unter 15 „ . .	—	3	—	

1844 Anlage IV.

Normal-Gewichtstabelle

zur Berechnung des Zolls für diejenigen bei dem Königl. Hannoverschen Elbzolle zu Brunshausen zollpflichtigen Gegenstände, bei denen eine Gewichts-Deklaration nicht Statt findet.

Anmerk. Die Deklaration der in dieser Tabelle aufgeführten Waaren ist jedesmal nach demjenigen Maassstabe, welcher dem für die Waare festgestellten Normal-Gewichtssatze zu Grunde liegt, zu beschaffen, wohingegen eine gleichzeitige Deklaration des effektiven Netto-Gewichts nicht zu berücksichtigen und daher nicht erforderlich ist.

A. Getraide, Hülsenfrüchte und Saamen. (1 Last = 60 Hamburger Fass = 31½ Hectolitres = 11 Engl. Imp. Quartres = 236 Alqueires in Lissabon = 44½ Sacchi in Livorno = 47 Quarteras in Barcelona = 25 Tonnen in Kopenhagen = 22 Tonnen in Schweden und = 16½ Tschetwert in Russland.)			Netto-Pfd.
Bohnen	1	Last	5600
Buchweitzen	1	„	4300
Erbsen	1	„	5600
Gerste	1	„	4300
Hafer	1	„	3100
Hirse	1	„	4600
Linsen	1	„	5600
Roggen	1	„	5000
Weitzen	1	„	5300
Wicken	1	„	5600
Lein-Saamen in Tonnen	1	Tonne	175
„ „ „ Säcken	1	Last	4300
Rapp- „	1	„	4500
Rübsaat (Rübsen), Leindotter, Dotter, Döder wie Rapp-Saamen.			
B. Flüssige Waaren.			
(Bei Deklarationen nach Litres werden 228 Litres = 30 Veltes oder Viertel gerechnet.)			
Bier, in Fässern . . .	1	Gallon	9
„ „ Flaschen . .	wie Wein in Flaschen.		
Branntwein (Arrac, Rum, Genever, Sprit etc.) und zwar:			

		Netto-Pfd. 1844
Arrac	1 Legel	1000
	$\frac{1}{2}$ „	500
	$\frac{1}{4}$ „	250
	1 Oxhoft	450
Rum	1 Pipe oder Puncheon	800
	$\frac{1}{2}$ „ „ „	400
	$\frac{1}{4}$ „ „ „	200
	1 Oxhoft = $\frac{1}{2}$ Pipe .	400
Genever	1 Stück	870
	1 Oxhoft	435
Branntwein, Cognac u. alle aus Frankreich kommenden Spirituosen.	1 Viertel (Velte) . .	$14\frac{1}{2}$
Branntwein und alle nicht aus Frankreich kommenden Spirituosen, die nicht in solchen Gebinden kommen, wofür ein besonderer Gewichtssatz normirt ist	1 Gallon Imperial . .	$8\frac{3}{5}$
Liqueur in Flaschen .	wie Wein in Flaschen.	
Cyder	wie Wein.	
Essig	„ „	
Mineralwasser aller Art in Krügen oder in Flaschen	100 Krüge oder Flaschen $\frac{2}{2}$ Krüge oder Flaschen werden für $\frac{1}{1}$ Krug oder Flasche gerechnet.	250
Thran: aus Amerika, mit Ausnahme des Grossbritannischen, wo der Inhalt der Fässer nach Imp. Gallons bestimmt wird	1 Gallon	$6\frac{1}{2}$
aus Grossbritannien und dem Grossbritannisch. Amerika	1 „	8
Thran:		

1844

		Netto-Pfd.
aus Norwegen und Dänemark	1 Tonne oder 15 Viertel	200
aus Holland u. Belgien	1 Hectolitre	190
aus allen andern Ländern	1 Stechkanne . . .	36½
Wein, in Fässern:		
von Spanien, Portugal, den Azoren, den Canarischen Inseln und Madeira, überhaupt alle Weine in Piepen oder Bothen . . .	1 Both	950
	1 Pipe	810
	½ Pipe oder Both . .	450
	¼ „ „ „ . .	225
	⅛ „ „ „ . .	112½
von Frankreich . . .	1 Oxhoft (mit Ausnahme der Bayonner Oxhofte)	450
	1 Bayonner Oxhoft .	600
	in andern Gebinden, jedes Viertel (Velte)	15
Wein, in Flaschen . .	1 Kiste von 100 Flaschen	300
	1 „ „ 50 „	150
	andere Quanta nach diesem Verhältniss;	
	⁄ Flaschen werden für ⁄ Flasche gerechnet.	

C. Sonstige Gegenstände.

Anchovis	1 Anker	80
	½ „	40
	1 Tönnchen oder Donker Nordische Anchovis	5
Austern	1000 Stück	200
	oder 5 „	1
Blech, Englisch Weissblech (tin plates) . .	1 Kiste	125
Castanien von Bilbao .	1 Fanega	75
Cigarren	1000 Stück	10
	oder 100 Stück . . .	1
Cocosnüsse.	1 Stück	2
Coquillos	100 Stück	20

		Netto-Pfd. 1844
Felle und Häute:		
trockne Kalbfelle von Russland, Preussen, Norwegen u. Schweden	100 Stück	100
trockne dergleichen von Dänemark und andern Ländern	100 „	225
trockne Schaaffelle, geschorne aller Art . .	100 „	125
trockne Pferdehäute .	10 „	175
gesalzene Felle und Häute der vorstehenden Gattungen werden zum Doppelten dieser Gewichtssätze angenommen.		
Ziegen-, Bock- und Schweinefelle . . .	100 Stück	250
Robben- u. Seehundsfelle	100 „	200
Haasen, Caninchen- und Katzenfelle	100 „	20
Iltis-, Marder-, Hamster- und Kitzfelle . . .	100 „	10
Dachs-, Fuchs-, Hunde-, Ottern- u. Lammfelle	100 „	50
Ratten-, Wiesel- und Eichhörnchenfelle . .	100 „	5
Bärenfelle	100 „	300
Hirschfelle	100 „	300
Luchsfelle	100 „	100
Sterzfelle (Minks) . .	100 „	40
Schuppen oder Waschbärenfelle (Raccoons)	100 „	75
Vielfrassfelle	100 „	120
Wolffelle	100 „	225
Zobelfelle	100 „	25
Fleisch	1 Tonne (Barrel) . . in andern Gebinden nach dem zu deklarirenden Gewichte.	200
Heringe	1 Tonne . . . . . $\frac{2}{2}$ $\frac{3}{3}$ $\frac{4}{4}$ $\frac{8}{8}$ $\frac{16}{16}$ $\frac{32}{32}$ Tonnen werden für eine ganze gerechnet.	250
Hörner und Hornspitzen:		
Büffel-, Ochsen- und Kuhhörner	100 Stück	110
	oder pr. Stück . . .	$1\frac{1}{10}$

1844

		Netto-Pfd.
Hornspitzen	100 Stück	40
	oder pr. Stück . . .	$\frac{2}{5}$
andere Hörner (mit Ausnahme der nach Gewicht zu deklarirenden Hirsch-, Elen- u. Rennthier-Geweihe) . .	100 Stück	50
	oder pr. Stück . . .	$\frac{1}{2}$
Kaberdan, in Tonnen .	wie Heringe.	
Mehl	1 Tonne	183
	in andern Gebinden nach dem zu deklarirenden Gewichte.	
Pech (mit Ausnahme von Archangeler Pech, welches nach dem zu deklarirenden wirklichen Netto-Gewichte verzollt wird)	1 Tonne	250
Rosinen, Muscateller-, in Kistchen von Malaga kommend	1 Kistchen	22
	$\frac{2}{2}$, $\frac{4}{4}$ Kistchen werden für $\frac{1}{1}$ gerechnet.	
Salz	1 Last	4800
Sardellen	wie Anchovis.	
Seife, grüne	1 Tonne	200
	$\frac{2}{2}$, $\frac{4}{4}$, $\frac{8}{8}$ Tonnen werden für eine ganze gerechnet.	
Stabholz, d. h. Stäbe u. Bodenstäbe aller Art, desgl. Pipen-, Oxhoft-, Tonnen- u. Büttenstäbe	1000 Stück	4000
	oder pr. Stück . . .	4
Südfrüchte, als: Citronen, Apfelsinen, Orangen u. Granaten:		
von Malaga und Spanien überhaupt . .	1 Kiste	300
	$\frac{1}{2}$ „	150
	$\frac{1}{4}$ „	75
von Portugal, den Azo-		

			Netto-Pfd. 1844
ren, den Canarischen Inseln, Italien und andern südlichen Ländern (excl. Spanien)	1 Kiste	. . . . .	75
	$\frac{1}{2}$ „	. . . . .	$37\frac{1}{2}$
Theer	1 Tonne	. . . . .	250

Anlage V.

Tabelle

zur Reduction verschiedener fremder Gewichts-Benennungen auf Pfunde der Einladungsorte, behuf der Zollberechnung beim Königlich Hannoverschen Elbzolle zu Brunshausen.

1 Alqueira od. Alquir Paddy v. Brasilien	= 45	brasilianische Pfund.
1 Arroba von Brasilien	= 32	„ „
1 „ „ Havanna u. Matanzas	= 25	spanische „
1 „ „ Portugal	= 32	portugiesische „
1 „ „ Spanien	= 25	spanische „
talla 4 Arrobas von Spanien, (eigentlich 7 Arroben)	= 175	„ „
talla 2 Arrobas von Spanien, (eigentlich 4 Arroben)	= 100	„ „
1 Berkowitz v. Russland = 10 Pud od.	= 400	russische „
1 Bismerpfund von Norwegen . .	= 12	norwegische „
1 Cantar von Alexandrien in Aegypten = 36 Okka od. 100 Rottoli	= 100	ägyptische „
1 Cantar von Cisme à 44 oder 45 Okka = 100 Rottoli oder . .	= 100	türkische „
1 Cantar von Genua à 100 Rottoli	= 150	genuesische „
1 „ „ Neapel à 100 „	= $277\frac{7}{9}$	neapolitan. Pfd.
1 Cantaro grosso oder schweres Gewicht = 100 Rottoli grossi od. 111 Rottoli sottili von Sicilien	= $277\frac{7}{9}$	sicilianische „
1 Cantaro sottile oder leichtes Gewicht = 100 Rottoli sottili von Sicilien	= 250	„ „
1 Cantaro von Sicilien, ohne weitere Bezeichnung à 100 Rottoli, wird gerechnet	= 250	„ „
1 Cantar von Smyrna à 44 oder 45 Okka = 100 Rottoli oder . .	= 100	türkische „
1 Cantaro von Algier = 100 Rottoli od.	= 100	„ „
1 Cantaro von Candia à 44 Okka = 100 Rottoli oder	= 100	„ „

1 Cantaro von der Levante à 44 Okka = 100 Rottoli oder	= 100 türkische Pfund.
1 Cantaro von Malta = 100 Rottoli = 250 Litre oder	= 250 malteser „
1 Cantaro von Tunis = 100 Rotal od.	= 100 türkische „
1 Cantaro von Tripolis — 100 Rotal oder	= 100 „ „
1 Cantaro von Livorno	= 100 toskanische „
1 Cantarello von Sardinien . . .	= 104 sardinische „
1 Centinajo von den Jonischen Inseln	= 100 dortige „
1 Centner im Allgemeinen . . .	= 100 Pfund.
1 englischer Centner	siehe Hundred Weight.
1 preussischer	= 100 Pfund.
1 Centner von Portugal und Brasilien,	siehe Quintal.
1 Centner von Spanien siehe Quintal	
1 „ „ Triest	= 100 dortige (oder Wiener) Pfund.
1 „ Decimalgewicht von Frankreich = 100 Kilogrammes . .	= 200 Pfund.
1 Hundred Weight von Grossbritannien und Irland = 4 Quarters = 8 Stones oder	= 112 „
1 Hundred Weight von Nordamerika = 4 Quarters oder	= 112 „
1 Hundred Weight von Jersey und Guernsey	= $103\frac{1}{2}$ „
1 Kilogramm	= 2 „
1 „ = 10 Hectogrammes .	= 100 Decagr. = 1000 Gr.
1 „	= 10 „ = 100 „
	1 „ = 10 „
1 Bazar Maund von Calcutta . .	= 82 englische Pfund.
1 Factori Maund „ „ . .	= $74\frac{2}{3}$ „ „
1 Millier v. Frankreich = 1000 Kilogr.	= 2000 Pfund.
1 Niederländisches Pfd. oder Kilogr.	= 2 „
Okka, s. Cantar.	
1 Picul oder Pecul von Batavia = 100 Catty	= 127 holländische Pfd.
1 Picul von Manilla = 100 Catty	= $131\frac{1}{5}$ spanische „
1 „ „ Singapore = 100 „	= $133\frac{1}{3}$ englische „
1 „ „ Sumatra = 100 „	= $122\frac{3}{4}$ holländische „
1 „ „ China = 100 „	= $133\frac{1}{3}$ englische „
1 „ „ Japan = 100 „	= 125 holländische „
1 Pud von Russland	= 40 russische „
10 Pud = 1 Berkowitz od. Schiff-Pf.	= 400 russische Pfund.

1 Quarter an Gewicht von Grossbritannien und Irland	=	28	Pfund.
1 Quarter an Gewicht v. Nordamerika	=	28	„
1 Quintal v. Brasilien = 4 Arrobas od.	=	128	brasilianische Pfd.
1 „ „ Portugal = 4 „ „	=	128	portugiesische „
1 „ „ Spanien = 4 „ „	=	100	spanische „
1 „ „ Havan. u. Mantanzas = 4 Arrobas oder	=	100	„ „
1 Quintal macho von Spanien = 6	=	150	„ „
1 Quintal métrique von Frankreich = 100 Kilogrammes oder . .	=	200	französische Pfd.
1 Rottolo sottile oder leichtes Gewicht von Sicilien	=	$2\frac{1}{2}$	sicilianische „
1 Rottolo von Neapel	=	$2\frac{7}{9}$	neopolitan. „
Wegen des Rottolo, s. im übrigen bei Cantar.			
1 Schiff-Pfund v. Russl. incl. Curland	=	20	Liespf. od. 400 Pf.
1 „ „ „ Schweden . . .	=	20	„ „ 400 „
1 „ „ „ Dänemark . . .	=	20	„ „ 320 „
1 „ „ „ Norwegen . . .	=	20	„ „ 320 „
1 „ „ „ allen andern Orten	=	20	„ „ 300 „
96 Solotnik	=	1	Pfund in Russland.
1 Steen von Amsterdam	=	3	Kilogram. od. 6 Pf.
10 Stein von Preussen	=	1	Schiff-Pfund.
1 Sten „ Schweden	=	32	schwedische Pfd.
1 Stone „ Grossbritannien u. Irl.	=	14	Pfund.
1 Stein Flachs von Rostock . .	=	20	Rostocker Pfund.
1 „ „ „ Wismar . .	=	20	Wismarsche „
1 „ Federn „ Lübeck . . .	=	10	Lübecker „
1 „ Flachs „ „ . . .	=	20	„ „
1 „ Wolle „ „ . . .	=	22	„ „
1 „ feine do. von Rostock . .	=	22	Rostocker „
1 „ grobe do. „ „ . .	=	10	„ „
1 „ feine do. „ Wismar . .	=	22	Wismarsche „
1 „ grobe do. „ „ . .	=	10	„ „
1 Ton an Gewicht von Grossbritannien und Irland = 20 Hundred Weights oder	=	2240	englische „
1 Ton an Gewicht von Nordamerika = 20 Hundred Weights oder	=	2240	amerik. „
1 Ton an Gewicht v. Jersey u. Guernsey = 20 Hundred Weights oder	=	2070	Pfund.
1 Vog od. 3 Bismerpf. v. Norwegen	=	36	norwegische Pfd.

Zentner, s. Centner.

1844

27.

Traité de commerce et de navigation entre les royaumes de Hanover et le Danemarc. Signé et conclu à Drèsde le 13 *Avril* 1844.

(Gesetzsamml. für das Königr. Hannover 1844. 1. Abth. Nro. 52. v. 29. November. Königlich Hannoversches Patent v. 15. Novemb. 1844.)

Seine Majestät der König von Hannover und Seine Majestät der König von Dänemark gleich beseelt von dem Wunsche, die Handels- und Schifffahrts-Beziehungen Ihrer Länder durch vertragsmässige, für die beiderseitigen Unterthanen gleich vortheilhafte, auf dem Princip vollständiger Gegenseitigkeit beruhende Bestimmungen erleichtert und befördert zu sehen, haben es angemessen gefunden, zu diesem Zwecke einen Handels- und Schifffahrts-Vertrag verabreden zu lassen. Demgemäss haben

Seine Majestät der König von Hannover, Allerhöchst-Ihren Ober-Steuerrath Dr. Otto Carl Franz Klenze, Ritter des Guelphen-Ordens, und

Seine Majestät der König von Dänemark, Allerhöchst-Ihren Etatsrath, Sections-Chef im Königlichen General-Zoll-Cammer- und Commerz-Collegio, Carl Philipp Francke, Ritter des Danebrog-Ordens und Danebrogsmann, Ritter des Königlich-Preussischen rothen Adler-Ordens 2ter Klasse, Comthur des Grossherzoglich-Oldenburgschen Haus- und Verdienst-Ordens,

zu Ihren Bevollmächtigten ernannt, welche nach Auswechselung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten über die nachstehenden Artikel übereingekommen sind.

Art. 1. Als Hannoversche und Dänische Schiffe werden gegenseitig in beiden Staaten diejenigen betrachtet, welche mit den nach der Gesetzgebung ihres Landes zur Constatirung ihrer Nationalität erforderlichen Schiffspapieren und Certificaten versehen sind und unter der Flagge ihres Landes fahren.

Art. 2. Dänische Schiffe und deren Ladungen sollen

in den Häfen und Ladungsplätzen des Königreichs Hannover in Beziehung auf Schifffahrts- und Hafenpolizei, so wie rücksichtlich des Betrages, der Erhebungsart und der Controle von Abgaben jeder Art dieselbe Behandlung geniessen, wie die Schiffe des begünstigtesten Staates und deren Ladungen. 1844

Hannoversche Schiffe und deren Ladungen sollen in Dänischen Häfen und Landungsplätzen in Bezug auf Schifffahrt und Hafenpolizei, so wie rücksichtlich des Betrages, der Erhebungsart und der Controle von Abgaben jeder Art dieselbe Behandlung geniessen, wie die Schiffe des begünstigtesten Staates und deren Ladungen.

Die Abgaben im Sunde und den beiden Belten, so wie im Schleswig-Holsteinschen Canale haben Hannoversche Schiffe und deren Ladungen nur gleich Schiffen des begünstigtesten Staates zu bezahlen.

Dänische Schiffe und deren Ladungen geniessen rücksichtlich der Abgaben auf der Weser und Ems im Königreiche Hannover ganz dieselbe Begünstigung.

Die wegen der Schifffahrt und Abgaben auf der Elbe und insbesondere wegen des Brunshäuser Zolles vereinbarten Bestimmungen bleiben vorbehalten.

Art. 3. Jedem der beiden Staaten steht es frei, über die Theilnahme an der Schifffahrt von Ort zu Ort und auf den Flüssen und Canälen seines Gebietes Bestimmungen zu treffen.

Soweit indessen Schiffen einer dritten Nation die Theilnahme an der Schifffahrt von Ort zu Ort oder auf den Flüssen und Canälen der Königlich-Dänischen Staaten gestattet ist oder künftig gestattet wird, soll dieselbe auch Hannoverschen Schiffen zustehen.

Dasselbe gilt in den Königlich-Hannoverschen Staaten für Dänische Schiffe.

Art. 4. Dänische Schiffer sollen wegen Ausübung des ihnen durch Verträge oder durch die Landesgesetzgebung eingeräumten Schifffahrtsverkehrs im Königreiche Hannover, falls sie nicht zugleich in diesem wohnhaft sind, mit persönlichen Abgaben oder Leistungen für die Betreibung ihres Gewerbes nicht belastet werden.

Dasselbe gilt für Hannoversche Schiffer in den Königlich-Dänischen Staaten.

Art. 5. Alle Waaren, deren Ein-, Durch- oder Ausfuhr im Königreiche Hannover oder einzelnen Theilen desselben nicht durch die Landesgesetzgebung überhaupt

1844 verboten ist, dürfen in und durch dasselbe aus den Königlich-Dänischen Staaten und aus demselben nach diesen Staaten geführt werden, ohne grösseren und anderen als den gesetzlich die Regel bildenden Zöllen und Landesabgaben zu unterliegen.

Dasselbe gilt in den Königlich-Dänischen Staaten für alle in oder durch dieselben aus dem Königreiche Hannover und aus denselben nach diesem Königreiche zu führenden Waaren.

Art. 6. Consuln Seiner Majestät des Königs von Hannover werden in Dänischen und Consuln Seiner Majestät des Königs von Dänemark in Hannoverschen Häfen und Handelsplätzen zugelassen.

Dieselben sollen in dem Lande, in welchem sie ihr Amt verwalten, nachdem sie von dessen Regierung das Exequatur erhalten haben, sowohl für ihre Person, als für ihre Dienstverrichtungen dieselben Vorzüge geniessen, welche dort den Consuln des begünstigtesten Staates gewährt werden.

Art. 7. Das Strandrecht ist und bleibt hinsichtlich der Unterthanen, Schiffe und Waaren beider Staaten gänzlich abgeschafft.

Gestrandete Schiffe, so wie deren Mannschaft, Passagiere und Ladung werden in jedem der beiderseitigen Staaten nach den in demselben geltenden Vorschriften behandelt, jedoch sollen auch hiebei die Unterthanen, Schiffe und Güter des andern Staates denen des begünstigtesten Staates in jeder Beziehung gleichgestellt werden.

Art 8. Dieser Vertrag bezieht sich, was die Dänischen Staaten betrifft, auf sämmtliche unter der Souverainetät Seiner Majestät des Königs von Dänemark stehenden Länder und Gebiete, jedoch mit gänzlichem Ausschluss der Colonien, so wie Grönlands, Islands und der Faröer.

Art. 9. Dieser Vertrag bleibt zehn Jahre, von der Ratification angerechnet, unkündbar in Kraft.

Nach Ablauf dieses Zeitraumes steht es beiden Regierungen frei, denselben dergestalt zu kündigen, dass derselbe nach Ablauf eines Jahrs, von Mittheilung der Kündigung angerechnet, ausser Wirksamkeit tritt.

Art. 10. Es soll dieser Vertrag gleichzeitig und in Verbindung mit demjenigen über eine vertragsmässige neue Regulirung des Brunshäuser Zolles ratificirt werden und die Auswechselung der ratificirten Exemplare baldthunlichst geschehen.

Zur Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevoll- 1844
mächtigten denselben in doppelter Urschrift unterzeich-
net und untersiegelt.

Geschehen zu Dresden, den dreizehnten April Ein-
tausend Achthundert Vier und Vierzig.

Dr. Otto Carl Franz Klenze. Carl Philipp Francke.
(L. S.) (L. S.)

Separat-Vertrag zwischen Hannover und Dänemark, einige Verhältnisse des Brunshäuser Zolles betreffend.

Seine Majestät der König von Hannover und
Seine Majestät der König von Dänemark
haben in Beziehung auf den unter dem heutigen Tage zwischen sämmtlichen Elbuferstaaten über die Regulirung des Brunshäuser Zolles abgeschlossenen Staats-Vertrag durch Allerhöchst-Ihre Bevollmächtigten bei der zweiten Elbschifffahrts-Revisions-Commission noch folgende Bestimmungen unter Vorbehalt Allerhöchst-Ihrer Ratificationen verabreden lassen.

Art. 1. Die in dem vereinbarten Regulative über die Verhältnisse des Brunshäuser Zolles im §. 2. unter Nro. 3 erwähnten Zollfreiheit der im Binnenlande in binnenländische Fahrzeuge verladenen, mit Ursprungs- und Einladungs-Bescheinigungen versehenen Binnenlandsgüter ist zu Gunsten der Fluss- und Wattenfahrer von der Westküste Holsteins und der Eider-Mündung in nachstehenden Beziehungen erweitert worden:

1) In Rücksicht landwirthschaftlicher Erzeugnisse, welche in binnenländischen Fahrzeugen passiren, soll es, behuf der Befreiung vom Brunshäuser Zolle, nur der von der Königlich-Dänischen Zollbehörde auszustellenden Bescheinigung über die binnenländische Einladung, nicht aber der Bescheinigung über den Holsteinschen Ursprung bedürfen.

Auch soll bei Holsteinschen Fabrikaten die Zollfreiheit ohne die im §. 2 Nro. 3 des Brunshäuser Regulativs wegen bloss bearbeiteter überseeischer Rohstoffe gemachte Ausnahme eintreten. Fabrikate des Herzogthums Schleswig sollen den Holsteinschen gleichgestellt werden.

2) Als binnenländische Einladungsplätze sollen alle Häfen und Landungsplätze an der Holsteinschen Westküste und an beiden Ufern der Eider-Mündung, die Städte

1844 Tönningen und Friedrichsstadt eingeschlossen, betrachtet werden.

3) Als binnenländische Fahrzeuge sollen diejenigen betrachtet werden, welche an der Holsteinschen Westküste oder an einem der beiden Ufer der Eider-Mündung, die Städte Tönningen und Friedrichsstadt eingeschlossen, zu Hause gehören, in so weit deren dasmalige Fahrt seewärts nicht über die Eider-Mündung hinausgegangen ist.

Art. 2. Die in Betreff der Controle des Brunshäuser Zolles für die nach der Holsteinschen Elbküste bestimmten Güter getroffenen Vereinbarungen enthält, so wie dieselben für die Dauer dieses Separat-Vertrages verabredet worden sind, der §. 9 des vereinbarten Regulativs.

Art. 3. Dieser Vertrag dauert und erlischt gleichzeitig mit dem unter dem heutigen Tage zwischen den beiden Hohen Contrahenten abgeschlossenen Handels- und Schifffahrts-Vertrage.

Die Allerhöchsten Ratificationen zu demselben werden gleichzeitig und in Verbindung mit denjenigen zu dem am heutigen Tage wegen Regulirung des Brunshäuser Zolles zwischen sämmtlichen Elbuferstaaten abgeschlossenen Vertrage ertheilt und ausgewechselt werden.

Dessen zur Urkunde haben die beiderseitigen Bevollmächtigten denselben in doppelter Urschrift unterzeichnet und untersiegelt.

Geschehen zu Dresden, den dreizehnten April Eintausend Achthundert Vier und Vierzig.

Dr. Otto Carl Franz Klenze. (L. S.) Carl Philipp Francke. (L. S.)

28.

Traité entre la Prusse, Saxe-Weimar-Eisenach et Saxe-Coburg-Gotha pour l'exécution de la route de fer de Thuringue. Signé et conclu à Berlin, le 19 Avril 1844.

(*Les ratifications de ce traité ont été échangées à Berlin le 4 Juillet* 1844.)

(Regierungsblatt für das Grossherzogth. Sachsen-Weimar-Eisenach 1844. Nro. 8 v. 6. Juli.)

Nachdem die Königlich Preussische, die Grossherzog-

lich Sachsen-Weimar-Eisenachische und die Herzoglich 1844
Sachsen-Coburg und Gothaische Regierung mit Rücksicht auf den am 20. Dezember 1841 in Gemeinschaft mit der Kurfürstlich Hessischen Regierung abgeschlossenen Vertrag, die Herstellung einer Eisenbahn von Halle über Weimar und Gotha nach Cassel u. s. w. betreffend, Sich darüber vereinigt haben, den Ihren Gebieten angehörigen Theil der oben erwähnten Eisenbahn von Halle bis gegen die Kurfürstlich Hessische Grenze bei Gerstungen mit gemeinsamer Betheiligung und Unterstützung durch eine dafür zu errichtende Aktien-Gesellschaft zur Ausführung bringen zu lassen, und nachdem auch von der Herzoglich Sachsen-Meiningenschen Regierung die Zustimmung zur Durchführung dieser Eisenbahn durch das von der Bahnlinie berührte Herzogliche Gebiet bei Ober- und Unter-Neusalza erklärt worden ist, so haben zum Zwecke der nähern Verabredung über das gedachte Eisenbahn-Unternehmen zu Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät, der König von Preussen:
Allerhöchst-Ihren geheimen Ober-Finanz-Rath Adolf von Pommer-Esche, Ritter des Königlich Preussischen rothen Adlerordens dritter Klasse mit der Schleife, Komthur des Grossherzoglich Sächsischen Hausordens vom weissen Falken, Komthur zweiter Klasse des Herzoglich Sachsen-Ernestinischen Hausordens u. s. w.;

Seine Königliche Hoheit, der Grossherzog zu Sachsen-Weimar-Eisenach:
Höchst-Ihren geheimen Staatsrath und Kammer-Präsidenten Carl Thon, Ritter des Grossherzoglich Sächsischen Hausordens von weissen Falken und des Königlich Preussischen rothen Adlerordens dritter Klasse u. s. w.;

Seine Herzogliche Durchlaucht, der Herzog zu Sachsen-Coburg und Gotha;
Höchst-Ihren Minister-Residenten am Königlich Preussischen Hofe, den Obersten und Kammerherrn Otto Wilhelm Carl von Röder, Ritter des Königlich Preussischen rothen Adlerordens zweiter Klasse, Komthur erster Klasse des Herzoglich Sachsen-Ernestinischen Hausordens u. s. w.;

von welchen Bevollmächtigten, unter dem Vorbehalte der Ratifikation, folgender Vertrag abgeschlossen worden ist.

1844 Art 1. Die Königlich Preussische, die Grossherzoglich Sachsen-Weimar-Eisenachische und die Herzoglich Sachsen-Coburg und Gothaische Regierung sind übereingekommen, die Konzession zur Anlegung einer Eisenbahn, welche, an die Magdeburg-Cöthen-Halle-Leipziger Eisenbahn sich unmittelbar anschliessend, von Halle in der Richtung auf Merseburg, Weissenfels, Naumburg, Weimar, Erfurt, Gotha bis nach Eisenach führt und demnächst weiter bis gegen die Kurfürstlich Hessische Grenze bei Gerstungen fortgesetzt werden soll, wenn die Fortführung der Bahn entweder über Rotenburg nach Cassel, oder über Meiningen und Coburg nach Bamberg sichergestellt sein wird, einer für den Bau und Betrieb dieser Eisenbahn in ihrer ganzen Ausdehnung zu errichtenden Aktien-Gesellschaft zu ertheilen.

Art. 2. Von dem für das vorstehend bezeichnete Eisenbahn-Unternehmen vorläufig auf Neun Millionen Thaler bestimmten Aktien-Kapitale übernehmen die hohen kontrahirenden Regierungen zusammen den vierten Theil mit zwei Millionen zweihundert funfzigtausend Thalern, und zwar nach dem in abgerundeten Zahlen angenommenen Längen-Verhältnisse der in den einzelnen Gebieten gelegenen Bahnstrecken: die Königlich Preussische Regierung: achthundert zehen Tausend Thaler, die Grossherzoglich Sachsen-Weimar-Eisenachische Regierung: neunhundert tausend Thaler, und die Herzoglich Sachsen-Coburg und Gothaische Regierung: fünfhundert vierzig tausend Thaler.

Diese Beträge sollen, nachdem die übrigen drei Viertheile des Aktien-Kapitals vollständig eingezahlt sein werden, nach Bedarf und nach Maassgabe des obigen Beitragsverhältnisses in angemessenen Raten an die Gesellschaftskasse abgeführt werden.

Die über obige Beträge Seitens der Gesellschaft auszufertigenden Aktien sollen nicht in den Verkehr gebracht werden, sondern unveräusserlich sein, wenn nicht die drei hohen Regierungen eine andere Vereinbarung treffen.

Sollte sich ein Mehrbedarf über den obigen Vertrag von neun Millionen herausstellen, so ist dieser Mehrbedarf von der Aktien-Gesellschaft im Wege der Anleihe aufzubringen, sofern die drei hohen Regierungen nicht über dessen Deckung mittelst Erhöhung des Aktien-Kapitals sich einigen.

Art. 3. Zur Förderung des Unternehmens erklären

die kontrahirenden Regierungen Sich bereit, für den Fall, 1844
dass nach Eröffnung des Betriebes auf der ganzen Bahn von Halle bis Eisenach die aufkommenden Einnahmen eines Betriebsjahres, nach Abzug der laufenden Verwaltungs-, Unterhaltungs- und Betriebs-Kosten, sowie des zur Bildung eines Reserve-Fonds nöthigen Betrages, nicht einen Reinertrag von drei Prozent für das ganze Aktien-Kapital ergeben sollten, auf eine Dividende für das von ihnen übernommene ein Viertheil des Aktien-Kapitals insoweit zu verzichten, als es nöthig ist, um für die übrigen drei Viertheile eine Dividende von drei Prozent zu gewähren. Dieses Nachstehen des von den kontrahirenden Regierungen übernommenen ein Viertheils des Aktien-Kapitals soll jedoch nach Ablauf der ersten dreissig Betriebsjahre aufhören, und schon innerhalb dieses Zeitraumes hinwegfallen, wenn nach den ersten zehen Betriebsjahren funf Jahre hintereinander für das ganze Aktien-Kapital jährlich eine Dividende von vier Prozent oder darüber aufkommt.

Art. 4. Mit Rücksicht auf die nach dem Obigen von den kontrahirenden Regierungen übernommene Betheiligung und Unterstützung sind dieselben, nach Anhörung des engern Ausschusses, welcher von den Vertretern der für das Unternehmen bereits bestehenden Gesellschaft bestellt worden ist, übereingekommen, das Statut für die Aktien-Gesellschaft, welche in Erfurt ihren Sitz haben soll, in der Art festzustellen, wie solches in der Anlage enthalten ist.

Dieses Statut soll, nachdem die im Wege der Aktien-Zeichnung unterzubringenden sechs Millionen siebenhundert funfzig Tausend Thaler bereits gezeichnet und dabei die Vertreter der vorgedachten Gesellschaft zu den Verhandlungen mit den betheiligten Regierungen ermächtigt worden sind, dem oben bezeichneten engern Ausschusse zur Vollziehung vorgelegt und demnächst in Gemässheit der darin festgesetzten transitorischen Bestimmungen sofort zur Ausführung gebracht werden.

Art. 5. In allen Fällen, in denen es nach dem vorerwähnten Statute auf eine, den drei kontrahirenden Regierungen gemeinschaftlich vorbehaltene Erklärung ankommt, wollen Dieselben, soweit nicht im gegenwärtigen Vertrage etwas Anderes bestimmt ist, diese Erklärung auf Grund eines nach Stimmenmehrheit unter Ihnen zu fassenden Beschlusses abgeben. Die Berathung hier-

1844 über soll durch Kommissare, zu denen auch die nach Inhalt des Statutes von den betheiligten Regierungen zu ernennenden Direktions-Mitglieder bestimmt werden können, gepflogen werden, und es soll die Eröffnung an die Gesellschaft demnächst von Seiten der Kommissare gemeinschaftlich erfolgen.

Art. 6. In Ansehung der in dem Statute den hohen Regierungen vorbehaltenen Bestimmung des Vorsitzenden der Direktion und dessen Stellvertreters soll eine wiederkehrende Reihefolge in der Art eintreten, dass zuvörderst das von der Königlich Preussischen, sodann das von der Grossherzoglich Sachsen-Weimar-Eisenachischen und hiernächst das von der Herzoglich Sachsen-Coburg und Gothaischen Regierung ernannte Direktions-Mitglied den Vorsitz führt, ein Wechsel aber nur bei dem Ausscheiden des vorsitzenden Mitgliedes Statt findet, und dass die Vertretung im Vorsitze demjenigen Mitgliede zusteht, auf welches nach Obigem bei dem nächsten Wechsel der Vorsitz selbst übergehen wird.

Art. 7. In Erwägung der Nothwendigkeit, die für das Unternehmen festzusetzenden allgemeinen Grundsätze und Anordnungen in den verschiedenen Gebieten im Wesentlichen in Uebereinstimmung zu bringen, sind die kontrahirenden Regierungen in Gemässheit des Art. 4 des Vertrages vom 20. Dezember 1841, die Herstellung einer Eisenbahn von Halle nach Cassel etc. betreffend, übereingekommen, bei Ertheilung der Conzession allerseits, soweit nicht in dem ebengedachten, sowie in dem gegenwärtigen Vertrage besondere Bestimmungen und Massgaben vereinbart, oder in dem Statute besondere Festsetzungen getroffen worden sind, die Vorschriften des Königlich Preussischen Gesetzes über die Eisenbahn-Unternehmungen vom 3 November 1838 zu Grunde zu legen, indem übrigens die Grossherzoglich Sachsen-Weimar-Eisenachische, sowie die Herzoglich Sachsen-Coburg und Gothaische Regierung die nähere Bestimmung darüber sich vorbehält, welche Behörden in Ihrem Lande an die Stelle der in jenem Gesetze bezeichneten Behörden treten und zuständig sein sollen. Dabei hat man sich jedoch, abgesehen von den nach den obwaltenden Verhältnissen hier nicht weiter in Betracht kommenden Bestimmungen der §. §. 1, 2, 3, 46 und 48 des ebengedachten Gesetzes, noch über folgende Punkte vereinigt.

Art. 8. zu §. 4 des Gesetzes. Sämmtliche technische 1844
Vorarbeiten zur Feststellung der Bahnlinie und zur Ausführung der Bahn, der Bahnhofsanlagen und der Betriebseinrichtungen sind der Königlich Preussischen Regierung vorzulegen, welche Sich mit den beiden anderen hohen Regierungen darüber verständigen und die erfolgte Genehmigung der Gesellschaft eröffnen wird.

In Ansehung der auf der Bahn anzuwendenden Fahrzeuge, einschliesslich der Dampfwagen, ist man dahin übereingekommen, dass die von der Königlich Preussischen Regierung zu veranlassende Prüfung genüge und eine Genehmigung Seitens der beiden anderen hohen Regierungen nicht erforderlich sei.

Art. 9 zu §. 5 des Gesetzes. In Betreff der Anlage von Zweigbahnen bleibt einer jeden der hohen Regierungen in Ihrem Lande die besondere Genehmigung vorbehalten.

Art. 10 zu §. §. 8 bis 19 des Gesetzes. An die Stelle dieser Bestimmungen treten für das Grossherzogthum Sachsen-Weimar-Eisenach die Vorschriften des Gesetzes über die Verpflichtung zur Abtretung von Grundstücken und zur Aufgabe damit zusammenhängender Rechte bei der Anlage von Eisenbahnen vom 2. Februar 1842, und für das Herzogthum Sachsen-Gotha die Vorschriften des Gesetzes über die Verpflichtung zur Abtretung von Grundstücken und zur Aufgabe damit zusammenhängender Rechte bei Anlegung einer Eisenbahn vom 28. April 1842.

Art. 11 zu §. 21 des Gesetzes. Ueber die Ausführung der hier vorbehaltenen Maassregeln werden die kontrahirenden Regierungen, falls solche wider Erwarten nothwendig werden sollte, die nähere Vereinbarung treffen.

Art. 12 zu §. 23 des Gesetzes. In Betreff des zu erlassenden Bahn-Polizei-Reglements behalten die kontrahirenden Regierungen Sich die gegenseitige Verständigung vor.

Art. 13 zu §. §. 26 bis 35 des Gesetzes. Die in den §. §. 26 bis 35 enthaltenen Bestimmungen finden nur insoweit Anwendung, als nicht rücksichtlich dieser Bestimmungen in dem Statute abweichende Festsetzungen enthalten sind.

Rücksichtlich der Einrichtung des Transport-Betriebes auf der Bahn durch andere Unternehmer, als die Gesellschaft selbst, ist man übereingekommen, dass solche nur nach vorgängiger gegenseitiger Verständigung der kontrahirenden Regierungen Statt finden solle.

1844 Art. 14 zu §. §. 36, 37 des Gesetzes. Die in den §. §. 36 und 37 zum Vortheil der Post bestimmten Leistungen sollen sich, unbeschadet der Verabredungen im Art. 10 des Vertrages vom 20. Dezember 1841, nur auf die Postverwaltung jeder der drei kontrahirenden Regierungen innerhalb des eigenen Gebietes beziehen. Da jedoch in dem Grossherzogthume Sachsen-Weimar-Eisenach und in dem Herzogthume Sachsen-Gotha der Fürstlich Thurn und Taxisschen Postverwaltung die im vorgedachten §. 36 bezeichneten Vorrechte nicht zustehen und eine Entschädigung von derselben nicht in Anspruch zu nehmen ist, so behält sich die Grossherzoglich Sachsen-Weimar-Eisenachische, sowie die Herzoglich Sachsen-Coburg und Gothaische Regierung die Bestimmung darüber vor, ob und inwieweit die fraglichen Leistungen der Fürstlich Thurn und Taxisschen Postverwaltung wirklich überwiesen, oder für die Staatskasse in Anspruch genommen werden sollen.

Im Uebrigen soll eine besondere Entschädigung für die Postverwaltung der Gesellschaft nicht angesonnen werden; die Letztere bleibt jedoch in Ansehung der Beförderung der dem Postzwange unterliegenden Gegenstände den in jedem der betheiligten Staaten bestehenden Vorschriften unterworfen.

Art. 15 zu §. §. 38, 39 des Gesetzes. Die kontrahirenden Regierungen sind übereingekommen, dass ausser der Abgabe, welche in Folge der für die Preussischen Eisenbahnen zu gewärtigenden allgemeinen Bestimmungen von dem Reinertrage des Unternehmens in seiner gesammten Ausdehnung von Halle bis gegen die Kurfürstlich Hessische Grenze bei Gerstungen wird erhoben werden, der Gesellschaft keine besonderen Abgaben für die in den verschiedenen Gebieten belegenen Bahnstrecken, als: Gewerbesteuer-Konzessions-Geld und dergleichen, auferlegt werden sollen, jedoch vorbehältlich der Entrichtung der Grundsteuer und anderer dinglichen Lasten, soweit solche nach der bestehenden Landesgesetzgebung von der Gesellschaft zu übernehmen sind.

Der Ertrag der Eingangs gedachten Abgabe soll ausschliesslich zur Amortisation des in dem Unternehmen angelegten Aktien-Kapitals, soweit solches nicht nach Art. 2 von den kontrahirenden Regierungen Selbst übernommen worden, verwendet werden, und zwar in der Art, dass aus dem aufkommenden Fonds Aktien nach

dem Tages-Kurse angekauft werden und auch die angekauften Aktien fallenden Dividenden diesem Fonds zufliessen. 1844

An dem Amortisations-Fonds soll einer jeden der drei kontrahirenden Regierungen ein nach dem Längenverhältnisse (Art. 2) der Bahnstrecken zu berechnender Antheil zustehen, dergestalt, dass, wenn dereinst die Amortisation zu Stande gebracht sein wird, die in jedem Gebiete belegene Bahnstrecke in das Eigenthum der Regierung übergeht.

Die Königlich Preussische Regierung wird die Erhebung der Abgabe und die Verwaltung des gemeinschaftlichen Amortisations-Fonds übernehmen und die Resultate derselben von drei zu drei Jahren zur Kenntniss der beiden mitbetheiligten Regierungen bringen.

Art. 16 zu § 40 des Gesetzes. Nachdem die im Art 15 gedachte Amortisation vollendet sein wird, wollen die hohen kontrahirenden Regierungen dem Unternehmen eine solche Einrichtung geben, dass der Ertrag desselben denjenigen Bedarf nicht übersteige, welcher zur Deckung der Verwaltungs-, Unterhaltungs- und Betriebs-Kosten, sowie zur angemessenen Verzinsung und Amortisation des von Ihnen hergegebenen Kapitals und der etwa vorhandenen Anleihen erforderlich ist.

Art. 17 zu §. 41 des Gesetzes. Die kontrahirenden Regierungen sind darin einverstanden, dass der Ertrag der Abgabe, welche den mit der Gesellschaft konkurrirenden Transport-Unternehmern auferlegt werden möchte, zur Verstärkung des im Art. 15 erwähnten Amortisations-Fonds verwendet werden soll.

Art. 18 zu §. 42 des Gesetzes. Falls der Ankauf der Bahn nach den Grundsätzen des §. 42 eingeleitet werden sollte, werden die kontrahirenden Regierungen darüber eine vorherige Verständigung eintreten lassen, wobei dann der von einer jeden Regierung zu übernehmende Antheil an der zu leistenden Entschädigung und an den etwaigen Schulden der Gesellschaft, sowie die Vertheilung des von dieser den Regierungen zu übereignenden Inventars und des Reserve-Fonds festzustellen sein wird. Für diesen Fall werden die kontrahirenden Regierungen die zur zweckmässigen Benutzung der Bahn zu treffenden Einrichtungen vereinbaren.

Art. 19 zu §. 49 des Gesetzes. In Betreff der etwa anwendbar zu erklärenden Modifikationen der Bestimmungen des Gesetzes vom 3 November 1838 bleibt die

1844 vorgängige Verständigung unter den kontrahirenden Regierungen vorbehalten.

Art. 20. Die Gesellschaft ist verpflichtet, mit allen Anträgen, welche das Unternehmen in seiner Gesammtheit angehen, sich zunächst an die von der Königlich Preussischen Regierung ihr dazu benannte Behörde zu wenden.

Die Königlich Preussische Regierung wird sich über dergleichen Anträge, sowie überhaupt über alle das Unternehmen in seiner Gesammtheit betreffende Angelegenheiten mit den beiden anderen hohen Regierungen benehmen und, sofern nicht von den im Art. 5 bezeichneten Fällen die Rede ist, nach dem Ergebnisse der Verhandlungen den erforderlichen Bescheid ergehen lassen, auch mit denjenigen Anordnungen, worüber die kontrahirenden Regierungen einverstanden sind, vorangehen, worauf sodann nach erfolgter Mittheilung die beiden mitbetheiligten Regierungen gleichmässige Verfügungen erlassen werden.

Art. 21. Gegenwärtiger Vertrag soll zur Landesherrlichen Genehmigung vorgelegt und die Auswechselung der darüber auszufertigenden Ratifikations-Urkunden sobald als möglich, spätestens aber binnen acht Wochen, bewirkt werden.

Zu Urkund dessen ist derselbe von den gegenseitigen Bevollmächtigten vollzogen und besiegelt worden.

So geschehen Berlin den 19 April 1844.

gez. Adolf v. Pommer-Esche. Carl Thon.
(L. S.) (L. S.)
Otto Wilh. Carl v. Roeder.
(L. S.)

Statut
der Thüringischen Eisenbahn-Gesellschaft.

I. Allgemeine Bestimmungen.

§. 1. Unter der Benennung:

Thüringische Eisenbahn-Gesellschaft

verbindet sich eine mit den Rechten einer juristischen Person versehene Aktien-Gesellschaft zum Baue und Betriebe einer Eisenbahn, welche, an die Magdeburg-Cöthen-Halle-Leipziger Eisenbahn sich unmittelbar anschliessend, von Halle in der Richtung auf Merseburg, Weissenfels, Naumburg, Weimar, Erfurt, Gotha bis nach Eisenach führt und demnächst

weiter bis gegen die Kurfürstlich Hessische Grenze bei 1844
Gerstungen fortgesetzt werden soll, wenn die Fortführung der Bahn entweder über Rotenburg nach Cassel oder über Meiningen und Coburg nach Bamberg sichergestellt sein wird.

Die Festsetzung der Bahnlinie und des Bau-Projekts bleibt der Königlich Preussischen, der Grossherzoglich Sachsen-Weimar-Eisenachischen und der Herzoglich Sachsen-Coburg und Gothaischen Regierung vorbehalten. Die auf Veranlassung der drei hohen Regierungen gefertigten technischen Vorarbeiten sind von der Gesellschaft gegen Erstattung der aufgewendeten Kosten zu übernehmen.

§. 2. Die Gesellschaft hat ausser den im gegenwärtigen Statute enthaltenen Bestimmungen auch die Bestimmungen des Vertrages zwischen Preussen, Kurhessen, Sachsen-Weimar-Eisenach und Sachsen-Coburg und Gotha, die Herstellung einer Eisenbahn von Halle nach Cassel u. s. w. betreffend, vom 20. Dezember 1841, sowie des Vertrages zwischen Preussen, Sachsen-Weimar-Eisenach und Sachsen-Coburg und Gotha, die Ausführung der Thüringischen Eisenbahn betreffend, vom 19. April 1844, als sie bindende Vorschriften anzuerkennen.

§. 3. Sofern die drei betheiligten hohen Regierungen ihre Zustimmung dazu ertheilen, kann die Gesellschaft das Unternehmen sowohl auf Anlage von Zweigbahnen, als auch auf die oben (§. 1) gedachte Fortführung der Bahn nach Bamberg erstrecken.

Dieselbe ist befugt, den Transport auf der Bahn für eigene Rechnung zu betreiben und wird, wenn andere Unternehmer den Transport besorgen möchten, davon ein Bahngeld erheben. Die Direktion der Gesellschaft ist ermächtigt, mit Zustimmung des Verwaltungsrathes und unter Genehmigung der drei hohen Regierungen auch auf anderen Bahnen den Betrieb für eigene Rechnung zu übernehmen und deshalb Verträge abzuschliessen.

§. 4. Der Tarif, sowohl für die Güter- als für die Personen-Beförderung, sowie der Tarif für das Bahngeld, ingleichen jede Aenderung dieser Tarife bedarf der Genehmigung der drei hohen Regierungen. Auch bleibt denselben nicht nur die Genehmigung, sondern, um das nothwendige Ineinandergreifen mit den Fahrten auf anderen Bahnen zu sichern, auch die Abänderung der Fahrpläne vorbehalten.

§. 5. Die Gesellschaft hat ihr Domizil in Erfurt und

1844 ihren ordentlichen Gerichtsstand bei dem dortigen Königlichen Land- und Stadt-Gerichte, jedoch unbeschadet des besondern Gerichtsstandes, welchen dieselbe vor anderen Königlich Preussischen, Grossherzoglich Sachsen-Weimar-Eisenachischen und Herzoglich Sachsen-Coburg und Gothaischen Gerichtsstellen nach der bestehenden Landesgesetzgebung anzuerkennen hat.

§. 6. Das zum Baue der §. 1 bezeichneten Bahn nebst Zubehör, zur Anschaffung des Betriebs-Materials und Inventars, zur Verzinsung der Einzahlungen und Bestreitung der Generalkosten bis zu dem §. 7 bestimmten Zeitpunkte erforderliche Kapital wird vorläufig auf

Neun Millionen Thaler

festgesetzt und durch Aktien zu Einhundert Thalern aufgebracht.

Von diesem Kapitale übernehmen die drei hohen Regierungen den vierten Theil mit 2,250,000 Thalern, worüber besondere Staats-Aktien ausgefertigt werden; die übrigen drei Viertheile mit 6,750,000 Thalern werden durch Privat-Aktien beschafft.

§. 7. Die definitive Feststellung des nöthigen Kapitals erfolgt durch die Direktion mit Zustimmung des Verwaltungsraths und unter Genehmigung der drei hohen Regierungen nach Ablauf desjenigen Jahres, in welchem der Betrieb auf der ganzen Bahn von Halle bis Eisenach eröffnet wird. Sollte sich dabei ein Mehrbedarf über den angenommenen Betrag von 9,000,000 Thalern herausstellen, so wird dieser Mehrbedarf nach der Bestimmung der drei hohen Regierungen entweder durch Erhöhung des Aktien-Kapitals oder durch eine Anleihe aufgebracht.

§. 8. Jeder Zeichner einer Aktie ist Mitglied der Gesellschaft (Aktionair), unterwirft sich dem Statute derselben und nimmt an dem Gewinne und Verluste nach Verhältniss seines Aktien-Kapitals Antheil. Er scheidet durch Veräusserung des Quittungsbogens (§. 13) aus der Gesellschaft, jedoch vorbehältlich der fortbestehenden Verhaftung (§. 15). Der rechtmässige Erwerber des Quittungsbogens wird Mitglied der Gesellschaft. Jeder Vorzeiger eines auf seinen Namen ausgestellten oder auf ihn übertragenen Quittungsbogens wird Seitens der Gesellschaft als legitimirter Eigenthümer angesehen. Die Richtigkeit der Legitimation zu prüfen ist die Direktion zwar befugt, aber nicht verpflichtet. Nach

erfolgter Ausfertigung der Aktien wird jeder Inhaber ei- 1844
ner Aktie Mitglied der Gesellschaft und als solches durch Vorzeigung der Aktie legitimirt.

§. 9. Ueber den Kapital-Vertrag seiner Aktien hinaus ist kein Aktionair zu Zahlungen verpflichtet, der Fall der Konventional-Strafe (§. 16) ausgenommen.

§. 10. Zur Bildung eines Reserve-Fonds für ausserordentliche Fälle und für Vermehrung der Betriebsmittel wird aus dem Ertrage des Unternehmens jährlich mindestens ein halbes Prozent des Aktien-Kapitals vorweg entnommen. Dieser Zuschuss kann bei sich ergebendem Bedürfnisse unter Genehmigung der drei hohen Regierungen von der Direktion bis auf Ein Prozent, mit Zustimmung des Verwaltungsrathes aber noch über diesen Betrag hinaus erhöht werden. Doch darf sich der Bestand des Reserve-Fonds nicht höher, als auf Fünf Prozent des Aktien-Kapitals belaufen.

§. 11. Die statutenmässig zu erlassenden öffentlichen Aufforderungen oder Bekanntmachungen werden als gehörig bewirkt erachtet, wenn sie in der allgemeinen Preussischen Zeitung, dem Beiblatte zur Weimarischen Staatszeitung, der Gothaischen privilegirten Zeitung und der Leipziger Zeitung erschienen sind. Im Falle des Eingehens eines dieser Blätter hat die Direktion in den drei anderen das an dessen Stelle tretende ein für alle Mal bekannt zu machen.

II. Besondere Bestimmungen.

A. Von den Aktien, Zinsen und Dividenden.

§. 12. Die Einzahlung des von den drei hohen Regierungen übernommenen Aktien-Kapitals von 2,250,000 Thalern erfolgt, nachdem das Privat-Aktien-Kapital (§. 6) vollständig eingezahlt worden, auf den Antrag der Direktion nach Massgabe des Bedarfs in angemessenen Raten. Ueber den von jeder betheiligten Regierung eingezahlten Betrag wird derselben Seitens der Direktion eine Akte ausgefertigt, welche von drei Direktions-Mitgliedern oder Stellvertretern zu unterschreiben ist.

§. 13. Die Privat-Aktien werden nach dem anliegenden Schema auf Höhe von 100 Thelern stempelfrei ausgefertigt und erst dann ausgegeben, wenn der volle Betrag für dieselben zur Gesellschaftskasse berichtigt ist; sie werden von wenigstens zwei Direktions-Mitgliedern oder Stellvertretern unterschrieben. Bis zur Ausfertigung dieser Aktien werden mit Nummern bezeichnete Quittungs-

1844 bogen ausgegeben, auf denen über die Einzahlungen vor dem zur Empfangnahme bestellten Beamten unter Mitunterschrift eines Mitgliedes der Direktion quittirt wird. Diese Quittungsbogen werden auf den Namen des ursprünglichen Aktien-Zeichners ausgestellt, und zwar in der Art, dass jeder Zeichner für sämmtliche von ihm gezeichnete Aktien, so lange nicht die Freilassung von der persönlichen Verhaftung (§. 15) erfolgt ist, nur einen einzigen Quittungsbogen erhält.

§. 14. Die Höhe und den Zeitpunkt der auf die Privat-Aktien zu leistenden Einzahlungen setzt die Direktion fest. Die Einforderung geschieht durch zweimalige Bekanntmachung in den §. 11 bezeichneten Blättern, dergestalt, dass die letzte Insertion spätestens vier Wochen vor dem letzten Einzahlungstage erfolgen muss.

§. 15. Die ursprünglichen Aktien-Zeichner sind für den vollen Nominal-Betrag ihrer Aktien verhaftet und können sich von dieser Verpflichtung durch Uebertragung ihrer Rechte an Andere nicht befreien. Dem Verwaltungsrathe der Gesellschaft ist es jedoch vorbehalten, sobald 40 Prozent eingezahlt sind, auf den Antrag der Direktion die Freilassung der ursprünglichen Aktien-Zeichner von der ferneren Verhaftung zu beschliessen. Bis dahin werden alle Einzahlungen als für Rechnung des ursprünglichen Aktien-Zeichners geschehen erachtet.

§. 16. Zahlt ein Aktionair einen eingeforderten Einschuss nicht spätestens an dem bestimmten letzten Zahlungstage ein, so verfällt er für jeden Aktien-Betrag von 100 Thalern in eine Konventional-Strafe von zwei Thalern. Es wird sodann unter zweimaliger öffentlicher Bekanntmachung (§. 11) der Inhaber unter Angabe der Nummer des Quittungsbogens aufgefordert, die rückständige schuldige Rate nebst der Konventionalstrafe einzuzahlen.

Erfolgt auch dann innerhalb vier Wochen nach der letzten Einrückung der Bekanntmachung die Zahlung der rückständigen Rate und der Strafe nicht, so verfallen die auf den betreffenden Quittungsbogen gemachten Einzahlungen der Gesellschaft; der Bogen selbst wird für ungültig erklärt und dieses öffentlich bekannt gemacht. Statt des für ungültig erklärten Quittungsbogens wird ein anderer, welcher die nämlichen Rechte und Pflichten, wie der frühere, begründet, ausgefertigt und zum

Besten der Gesellschaft an der Berliner Börse durch 1844
einen vereideten Mäkler verkauft.

So lange jedoch die persönliche Verpflichtung des ursprünglichen Aktien-Zeichners dauert (§. 15), ist die Direktion auch berechtigt, denselben wegen der rückständigen Einzahlung und der verwirkten Konventional-Strafe in gerichtlichen Anspruch zu nehmen.

§. 17. Nach erfolgter Einzahlung des ganzen Nominal-Betrages werden die Privat-Aktien gegen Rückgabe der Quittungsbogen ausgehändigt. Die Richtigkeit der Legitimation desjenigen, der den Quittungsbogen präsentirt, um die Aktie in Empfang zu nehmen, ist die Direktion zu prüfen zwar berechtigt, aber nicht verpflichtet, und es finden Ansprüche Dritter an die Gesellschaft nach erfolgter Aushändigung der Aktie nicht weiter Statt.

§. 18. Das eingezahlte Aktien-Kapital wird während der Bauzeit bis zum Schlusse desjenigen Jahres, in welchem der Betrieb auf der ganzen Bahn von Halle bis Eisenach eröffnet wird, mit vier Prozent jährlich verzinst. Die Zinsen werden aus dem Bau-Fonds entnommen, soweit sie nicht schon aus dem während der Bauzeit durch den Betrieb aufkommenden Ertrage gedeckt werden.

Die Verzinsung der Staats-Aktien (§. 12.) läuft vom Schlusse des Monats an, in welchem der entsprechende Betrag eingezahlt worden ist.

Die Verzinsung der einzelnen Einzahlungen auf die Privat-Aktien beginnt mit dem in der Ausschreibung bestimmten Schluss-Einzahlungstage. Die Berichtigung der Zinsen bis zur letzten Theilzahlung geschieht durch Abrechnung auf die jedesmaligen ferneren Theilzahlungen. Die über die letzteren auf die Quittungsbogen zu setzenden Vermerke enthalten daher zugleich den Beweis der erfolgten Berichtigung der von den früheren Einzahlungen bis dahin aufgelaufenen Zinsen. Durch Cession eines Quittungsbogens wird das Recht auf die Zinsen der Einzahlungen, auch ohne dass deren besondere Erwähnung geschieht, mit übertragen.

§. 19. Von dem Zeitpunkte ab, mit welchem die im §. 18 festgesetzte Verzinsung aus dem Bau-Fonds aufhört, werden die nach Abzug der laufenden Verwaltungs-, Unterhaltungs- und Betriebs-Kosten, sowie des zum Reserve-Fonds fliessenden Betrages (§. 10) verbleibenden Einnahmeüberschüsse — der Reinertrag — jährlich als Di-

1844 videnden auf sämmtliche Staats- und Privat-Aktien vertheilt.

§. 20. Sollte der Reinertrag eines Betriebsjahres sich nicht auf drei Prozent für das ganze Aktien-Kapital belaufen, so verzichten die drei hohen Regierungen auf die Dividende für die Staats-Aktien insoweit, als es nöthig ist, um für die Privat-Aktien eine Dividende von drei Prozent zu gewähren. Dieses Nachstehen der Staats-Aktien hört jedoch nach Ablauf der ersten dreissig Betriebsjahre auf und fällt schon innerhalb dieses Zeitraumes hinweg, wenn nach den ersten zehen Betriebsjahren in fünf auf einander folgenden Jahren für das ganze Aktien-Kapital jährlich eine Dividende von vier Prozent oder darüber aufkommt.

§. 21. Mit jeder Aktie werden für eine angemessene Anzahl von Jahren Dividenden-Scheine ausgegeben, welche nach Ablauf des letzten Jahres durch neue ersetzt werden. Sie sind nach dem beigefügten Schema auszufertigen und von mindestens einem Mitgliede der Direktion zu unterschreiben.

Dividenden-Scheine, welche innerhalb vier Jahren, von der Verfallzeit ab gerechnet, nicht erhoben werden, verfallen zum Vortheil eines für die Beamten der Gesellschaft zu bildenden Pensions- und Unterstützungs-Fonds.

§. 22. Sind Aktien oder Quittungsbogen angeblich vernichtet worden, verloren gegangen oder sonst abhanden gekommen, so müssen solche öffentlich aufgeboten und mortificirt werden, bevor eine neue Ausfertigung erfolgen kann. Der Gerichtsstand für diese Aufgebote ist das Königliche Land- und Stadt-Gericht zu Erfurt.

B. Von den General-Versammlungen.

§. 23. Ueber besonders wichtige Angelegenheiten der Gesellschaft wird in General-Versammlungen ihrer Mitglieder Beschluss gefasst. Eine solche Versammlung wird in jedem Jahre, der Regel nach im zweiten Quartale, gehalten, jedoch auch ausserordentlich einberufen, so oft es von den drei hohen Regierungen, dem Verwaltungsrathe oder der Direktion für nöthig erachtet wird.

§. 24. Die General-Versammlungen werden von der Direktion berufen und abwechselnd in Halle, Merseburg, Weissenfels, Naumburg, Apolda, Weimar, Erfurt, Gotha und Eisenach gehalten, wenn nicht nach dem Ermessen der Direktion besondere Gründe vorliegen, sie in deren Sitze anzuberaumen.

Die Einladung erfolgt durch dreimalige Bekanntmachung. Die letzte Insertion muss spätestens vierzehen Tage vor dem Tage der Versammlung erfolgen. 1844

§. 25. Jede der drei hohen Regierungen wird in den General-Versammlungen durch das von ihr zu bestellende Direktions-Mitglied (§. 45), welches nicht Aktionair zu sein braucht, vertreten und übt durch dieses ihr Stimmrecht aus:

Denselben steht in jeder General-Versammlung ein Viertheil der gesammten Stimmen zu und zwar dergestalt, dass von diesem Viertheil auf Preussen $\frac{9}{25}$, auf Sachsen-Weimar-Eisenach $\frac{10}{25}$ und auf Sachsen-Coburg und Gotha $\frac{6}{25}$ fallen.

§. 26. An den General-Versammlungen können nur solche Aktionaire Theil nehmen, welche mindestens fünf Aktien oder dieser Aktien-Zahl entsprechende Quittungsbogen besitzen. Der Besitz von fünf bis zehen Aktien gewährt eine Stimme; bei dem Besitze einer grössern Anzahl steht jedem Theilnehmer für je zehen Aktien eine Stimme zu; eine grössere Anzahl als zehen Stimmen kann jedoch kein Privat-Aktionair für sich in Anspruch nehmen.

Bei Zählung der Stimmen werden die eigenen des Aktionairs mit denen seiner Machtgeber dergestalt zusammengerechnet, dass ein in der Versammlung anwesender Aktionair für sich und als Bevollmächtigter anderer Aktionaire zusammen höchstens zehen Stimmen erhält.

§. 27. Der General-Versammlung beizuwohnen und darin die Rechte der Aktionaire auszuüben, sind nur diejenigen berechtigt, welche spätestens acht Tage vor der Versammlung die von ihnen eigenthümlich besessenen Aktien oder vor deren Ausfertigung die auf ihren Namen lautenden oder ihnen gehörig cedirten Quittungsbogen in dem Büreau der Gesellschaft, oder sonst auf eine der Direktion genügende Weise niedergelegt und dadurch die Zahl der Stimmen, zu welchen sie berechtigt sind, nachgewiesen haben. Hierüber empfangen sie eine Bescheinigung, welche zugleich als Einlasskarte in die Versammlung dient. Es steht jedoch den Aktionairen auch frei, ihre Aktien oder Quittungsbogen spätestens acht Tage vor der General-Versammlung nur bei einem von der Direktion zu bestimmenden Beamten, welcher dieselben nach der Nummer zu verzeichnen hat, anzumelden

1844 und vorzuzeigen, die Aktien oder Quittungsbogen selbst aber in ihrem Besitze zu behalten. Dieselben empfangen über die geschehene Anmeldung eine Bescheinigung, die gleichfalls als Einlasskarte in die General-Versammlung dient; sie sind aber schuldig, alsdann ausser der Bescheinigung, die Aktien oder Quittungsbogen selbst bei dem Eintritte in die Versammlung an einen, von der Direktion zu bestimmenden Beamten, der dieselben mit den Nummern des bei der Anmeldung aufgenommenen Verzeichnisses zu vergleichen hat, vorzuzeigen. Das nach den bei dem Eintritte in die General-Versammlung vorgezeigten Bescheinigungen zu fertigende und von der Direktion zu attestirende Verzeichniss liefert den Nachweis der Zahl der anwesend gewesenen Aktionaire und der ihren zugestandenen Stimmen. An den nächsten Tagen nach dem Schlusse der General-Versammlung können die deponirten Aktien oder Quittungsbogen gegen Rückgabe der darüber ertheilten Bescheinigung wieder in Empfang genommen werden. Abänderungen der obigen Bestimmungen zur Erleichterung der Legitimation können von der Direktion unter Zustimmung des Verwaltungsrathes beschlossen werden; es sind jedoch solche Beschlüsse zugleich mit der Einladung zu der General-Versammlung bekannt zu machen.

§. 28. Es ist jedem nach §. 27 legitimirten Aktionair gestattet, sich durch einen aus der Zahl der übrigen Aktionaire gewählten Bevollmächtigten auf Grund einer schriftlichen, lediglich der Prüfung der Direktion unterliegenden Vollmacht vertreten zu lassen.

Moralische Personen werden durch einen Bevollmächtigten vertreten, welcher entweder aus der Zahl ihrer Repräsentanten erwählt, oder ein Aktionair sein muss.

Handlungshäuser können durch ihre Procura-Träger, selbst wenn diese nicht Aktionaire sind, vertreten werden.

Minderjährige und Ehefrauen dürfen durch ihre Vormünder und Ehemänner, wenn diese auch nicht selbst Aktionaire sind, und ohne dass es für dieselben einer Autorisation oder Vollmacht bedarf, vertreten werden.

Frauen können der General-Versammlung nur durch Bevollmächtigte beiwohnen.

Nichterscheinende Aktionaire sind den Beschlüssen der Anwesenden unterworfen.

§. 29. Regelmässige Gegenstände der Berathung und 1844
Beschlussnahme der General-Versammlungen sind:

1) der Bericht der Direktion über die Ausführung des Baues und über die Geschäfte des verflossenen Jahres unter Vorlegung des Rechnungsabschlusses;
2) die Entscheidung über solche Rechnungserinnerungen des Verwaltungsrathes, in Betreff deren derselbe sich mit der rechnungslegenden Direktion nicht einigen kann, vorbehältlich des Rechtsweges;
3) die Wahl und etwaige Entlassung der Mitglieder des Verwaltungsrathes;
4) diejenigen Angelegenheiten, welche der General-Versammlung von den drei hohen Regierungen, dem Verwaltungsrathe, der Direktion oder einzelnen Aktionairen zur Entscheidung vorgelegt werden.

Bei Berufung einer ausserordentlichen General-Versammlung muss der Gegenstand der Verhandlung in der Einladung kurz angedeutet werden.

§. 30. Der Verwaltungsrath und die Direktion sind verpflichtet, diejenigen Gegenstände, welche sie in der General-Versammlung zur Berathung zu bringen beabsichtigen, sich spätestens drei Tage zuvor gegenseitig mitzutheilen. Besondere Anträge einzelner Aktionaire (§. 29 zu 4) müssen spätestens acht Tage vor der General-Versammlung dem Vorsitzenden der Direktion schriftlich mitgetheilt werden, widrigenfalls dem Letztern freisteht, den Vortrag darüber bis zur nächsten General-Versammlung zu vertagen.

§. 31. Erforderlich ist der Beschluss einer General-Versammlung:

1) zur Anlegung von Zweig- und Verbindungs-Bahnen;
2) zur Vermehrung des Aktien-Kapitals und Aufnahme von Darlehen auf Prioritäts-Obligationen, mit Ausnahme des im §. 7 gedachten Falles;
3) zur Abänderung und Ergänzung der Statuten;
4) zur Aufhebung der Beschlüsse früherer General-Versammlungen;
5) zur Auflösung der Gesellschaft.

Soll in einer ordentlichen Versammlung über irgend einen der vorstehend zu 1 bis 5 verzeichneten Gegenstände Beschluss gefasst werden, so ist der Gegenstand der Berathung in der Einladung zu dieser Versammlung besonders zu bemerken.

Zur Rechtsgültigkeit der Beschlüsse zu 1, 2, 3 und 5

1844 ist die Genehmigung der drei hohen Regierungen erforderlich.

§. 32. Der Vorsitzende der Direktion führt den Vorsitz in der General-Versammlung und leitet die Verhandlung. Er bestimmt insbesondere die Folgeordnung der zu verhandelnden Gegenstände, ertheilt das Wort und setzt das bei der Abstimmung zu beobachtende Verfahren fest.

Die Beschlüsse werden durch absolute Stimmenmehrheit der anwesenden Aktionaire gefasst. Eine Ausnahme findet Statt bei den Beschlüssen, welche eine Abänderung der Statuten oder Auflösung der Gesellschaft festsetzen, indem ein solcher Beschluss nur durch eine Majorität von zwei Dritttheilen der anwesenden Stimmen gefasst werden kann.

Bei Stimmengleichheit giebt die Stimme des Vorsitzenden den Ausschlag.

Bei der Wahl der Mitglieder des Verwaltungsrathes und bei dem Verfahren über die Decharge haben sich die Mitglieder der Direktion ihrer Stimme zu enthalten; diese Beschränkung findet jedoch auf die von den drei hohen Regierungen ernannten Direktions-Mitglieder keine Anwendung.

§. 33. Bei der Wahl der Mitglieder des Verwaltungsrathes findet folgendes Verfahren Statt:

a) die Wahl erfolgt durch Stimmzettel, auf denen jeder anwesende Aktionair eine der Anzahl der zu Erwählenden gleiche Zahl von Gesellschaftsmitgliedern bezeichnet;
b) als erwählt werden diejenigen erachtet, welche nach Inhalt der Stimmzettel die grösste Anzahl der Stimmen (§. §. 25 und 26) erhalten haben;
c) bei Stimmengleichheit wird durch das Loos, nach einer von dem Vorsitzenden in der Versammlung selbst zu treffenden Anordnung bestimmt, wer für gewählt zu achten ist;
d) das Resultat der Wahl wird in dem über die Verhandlung aufgenommenen Protokolle registrirt, die Stimmzettel aber werden mit dem Siegel der Gesellschaft verschlossen und bis nach der nächsten ordentlichen General-Versammlung aufbewahrt.

Sollten Einer oder Mehre der in den Verwaltungsrath Gewählten das Amt ausschlagen, was angenommen wird, sofern sie sich nach erfolgter Benachrichtigung

von der Wahl zur Annahme derselben nicht binnen vier- 1844
zehen Tagen schriftlich bereit erklärt haben, so treten diejenigen ein, welche nach den Gewählten die meisten Stimmen erhalten haben.

§. 34. Das über die Verhandlung jeder General-Versammlung aufzunehmende Protokoll wird von einer Gerichtsperson oder einem Notar geführt und von den anwesenden Mitgliedern der Direktion, sowie von denjenigen Aktionairen unterschrieben, welche dieses in der Versammlung verlangen oder von der Versammlung hierzu bestimmt werden. Das Protokoll, welchem ein von der Direktion zu beglaubigendes Verzeichniss der erschienenen Aktionaire und deren Stimmenzahl beizufügen ist, hat vollkommen beweisende Kraft über den Inhalt der von der Gesellschaft gefassten Beschlüsse.

C. Vom Verwaltungsrathe.

§. 35. Der Verwaltungsrath besteht aus zwölf Mitgliedern und zwar aus den drei von den hohen Regierungen bestellten Direktions-Mitgliedern und neun anderen Mitgliedern, welche von der General-Versammlung gewählt werden (§. 33).

§. 36. Die von der Gesellschaft zu erwählenden Mitglieder des Verwaltungsrathes müssen zehen Aktien oder dieser Aktienzahl entsprechende Quittungsbogen, welche während der Dauer des Amtes bei der Direktion niederzulegen sind, besitzen oder erwerben.

Nicht wahlfähig sind:

1) die von der Gesellschaft erwählten Direktions-Mitglieder und deren Stellvertreter, sofern sie nicht von der Direktion ausscheiden;
2) Beamte der Gesellschaft und solche Personen, die mit der Gesellschaft in Kontrakts-Verhältnissen stehen;
3) Personen, welche in Konkurs versunken sind oder ihre Zahlungen eingestellt haben und nicht im Stande sind, die vollständige Befriedigung ihrer Gläubiger nachzuweisen;
4) Personen, welche über zwei Meilen von der Bahn entfernt wohnen.

§. 37. Von den neun gewählten Mitgliedern des Verwaltungsrathes scheiden alljährlich mit dem Schlusse des Quartals, worin die ordentliche General-Versammlung gehalten wird, drei Mitglieder aus, welche durch neue Wahl in dieser General-Versammlung ersetzt werden. Die bei dem Beginn des Unternehmens gewählten neun

1844 Mitglieder bleiben jedoch im Amte bis zum Schlusse desjenigen Quartals, in welchem die erste ordentliche General-Versammlung nach Eröffnung des Betriebs auf der ganzen Bahn von Halle bis Eisenach Statt findet. Das Ausscheiden erfolgt nach dem Amtsalter und bei gleichem Amtsalter durch das Loos. Die ausscheidenden Mitglieder sind wieder wählbar.

§. 38. Jedes von der Gesellschaft gewählte Mitglied des Verwaltungsrathes ist berechtigt, sein Amt nach vorgängiger achtwöchentlicher schriftlicher Aufkündigung niederzulegen, ist aber zum Ausscheiden verpflichtet, falls während der Amtsdauer eins der §. 36 gedachten Hindernisse eintritt oder die General-Versammlung es verlangt.

§. 39. Der Ersatz von Mitgliedern, die vor Ablauf ihrer statutenmässigen Amtsdauer ausscheiden, erfolgt aus denjenigen Personen, die bei der letztvergangenen Wahl die meisten Stimmen nach den wirklich eingetretenen Mitgliedern gehabt haben, und zwar in der Reihenfolge der erhaltenen Stimmenzahl.

§. 40. Der Verwaltungsrath bildet ein Kollegium, in welchem der Vorsitzende der Direktion den Vorsitz führt und die Beschlüsse nach Stimmenmehrheit gefasst werden. Bei Stimmengleichheit entscheidet die Stimme des Vorsitzenden.

Die Versammlungen finden nach der Bestimmung der Direktion in Erfurt, Weimar oder Gotha Statt und werden von dem Vorsitzenden so oft veranstaltet, als die Geschäfte es erfordern. Jedes Mitglied des Verwaltungsrathes ist mindestens sechs Tage vor der Zusammenkunft schriftlich dazu einzuladen.

Zur Gültigkeit eines Beschlusses, der auch durch schriftliches Votiren gefasst werden kann, ist es nothwendig, dass wenigstens sieben Mitglieder ihre Stimmen abgeben.

§. 41. Dem Verwaltungsrathe steht zu:

1) die Wahl und etwaige Entlassung der vier von Seiten der Gesellschaft zu bestellenden Mitglieder der Direktion und ihrer Stellvertreter (§. 45);
2) die Feststellung des von der Direktion zu entwerfenden Etats;
3) die Zustimmung zu den Bahn- und Transportgeld-Tarifen und deren Abänderung;

4) die Erhöhung des Reserve-Fonds über ein Prozent 1844
des Anlage-Kapitals für ein Jahr (§. 10);
5) der Beschluss über die Entlassung der ursprünglichen Aktien-Zeichner aus der persönlichen Verbindlichkeit (§. 15);
6) die Begutachtung der nach §. 29 dem Beschlusse der General-Versammlung unterliegenden Gegenstände;
7) die Abnahme der von der Direktion zu legenden Bau- und Betriebs-Rechnung und die Ertheilung der Decharge;
8) die Zustimmung zur Anlegung eines zweiten Bahngeleises;
9) die Abhaltung ausserordentlicher Kassen-Revisionen;
10) die Festsetzung der Remuneration der gewählten Direktions-Mitglieder;
11) die Suspension einzelner Mitglieder des Verwaltungsrathes, jedoch nur bis zur Entscheidung der nächsten General-Versammlung.

§. 42. Werden die vom Verwaltungsrathe gegen die Bau- und Betriebs-Rechnungen gemachten Erinnerungen nach seiner Meinung durch die Erklärungen der Direktion nicht erledigt, so werden sie der Entscheidung der General-Versammlung und, wenn sich die Direktion oder das betheiligte Mitglied derselben hierbei nicht beruhigt, zur rechtlichen Entscheidung verwiesen. Sind aber Erinnerungen nicht gemacht oder haben sie ihre Erledigung gefunden, so werden diese Rechnungen nebst Belegen auch noch zur Einsicht eines jeden Aktionairs sechs Wochen lang im Büreau der Gesellschaft ausgelegt. Wenn alsdann innerhalb vierzehen Tagen nach diesem Zeitpunkte keine Einwendungen von Seiten der Aktionaire bei der Direktion oder dem Verwaltungsrathe eingehen, so ist dieser zur Ertheilung der Decharge an die Direktion ermächtigt. Gehen aber Einwendungen ein, so müssen sie, gleich ursprünglichen Erinnerungen des Verwaltungsrathes, erst durch die General-Versammlung und nöthigenfalls noch im Wege Rechtens erledigt werden.

§. 43. Im Falle einer Meinungsverschiedenheit zwischen dem Verwaltungsrathe und der Direktion über die §. 41 zu 1, 2, 3, 4 und 7 verzeichneten Gegenstände ist die Direktion, falls dieselbe sich bei der Entscheidung des Verwaltungsrathes nicht beruhigen will, berechtigt, eine gemischte Konferenz zu verlangen, in welcher die streitige Frage von sämmtlichen anwesenden Mitgliedern

1844 des Verwaltungsrathes und der Direktion nach Stimmenmehrheit entschieden wird.

Den Vorsitz in der gemischten Konferenz führt der Vorsitzende des Verwaltungsrathes, dessen Votum auch bei Stimmengleichheit den Ausschlag giebt. Zur Gültigkeit eines Beschlusses einer gemischten Konferenz ist nöthig, dass sowohl die Mitglieder des Verwaltungsrathes als der Direktion, jede für sich, wenigstens in beschlussfähiger Zahl ihre Stimmen abgegeben haben.

In gleicher Weise wird in gemischter Konferenz über diejenigen Gegenstände berathen und beschlossen, welche nach §. §. 3, 7 und 27 der gemeinsamen Bestimmung der Gesellschaftsvorstände anheim gegeben sind.

§. 44. Die Mitglieder des Verwaltungsrathes erhalten ausser ihren baaren Auslagen, deren Festsetzung von dem Kollegium erfolgt, keine Remuneration. Die Auslagen derselben an Reisekosten und Diäten werden von dem Vorsitzenden, andere Auslagen von dem Kollegium selbst festgesetzt.

D. Von der Direktion.

§. 45. Die Direktion der Gesellschaft hat in Erfurt ihren Sitz und besteht aus sieben Mitgliedern. Drei Mitglieder werden von den hohen Regierungen ernannt, denen es vorbehalten bleibt, für jedes derselben einen Stellvertreter zu bestellen. Die übrigen vier Direktions-Mitglieder, ingleichen vier Stellvertreter für dieselben, werden durch Wahl des Verwaltungsrathes (§. 41) aus der Zahl der in Erfurt, Weimar und Gotha wohnenden Aktionaire bestellt und zwar muss aus jeder dieser drei Städte mindestens ein Mitglied und ein Stellvertreter erwählt werden.

§, 46. Die von den drei hohen Regierungen zu ernennenden Direktions-Milglieder und deren Stellvertreter brauchen nicht Aktionaire zu sein.

Die von der Gesellschaft durch den Verwaltungsrath gewählten Mitglieder der Direktion und deren Stellvertreter müssen zwanzig Aktien oder dieser Aktien-Zahl entsprechende Quittungsbogen, welche während der Dauer des Amtes bei der Direktion niederzulegen sind, besitzen oder erwerben.

Nicht wahlfähig sind:

1) Personen, welche mit der Gesellschaft in Kontrakts-Verhältnissen stehen;
2) Personen, welche in Konkurs versunken sind, oder

ihre Zahlungen eingestellt haben und nicht im Stande 1844
sind, die vollständige Befriedigung ihrer Gläubiger nachzuweisen.

Werden Beamte dieser oder einer andern Eisenbahn-Gesellschaft gewählt, so müssen sie spätestens innerhalb vierzehen Tagen nach erfolgter Bekanntmachung der Wahl ihr Amt niederlegen, widrigenfalls die auf sie gefallene Wahl ungültig ist und diejenigen, die nach ihnen die meisten Stimmen haben, der Reihefolge nach eintreten.

Auch dürfen zwei Mitglieder oder Stellvertreter der Direktion nicht Theilnehmer an demselben Handlungsgeschäfte sein.

§. 47. Von den gewählten vier Direktions-Mitgliedern und vier Stellvertretern scheiden alljährlich regelmässig, nach abgehaltener ordentlicher General-Versammlung, ein Mitglied und ein Stellvertreter aus, welche sofort durch neue Wahl des Verwaltungsrathes zu ersetzen sind.

Das Ausscheiden erfolgt nach dem Amtsalter und bei gleichem Amtsalter durch das Loos. Die Ausscheidenden sind wieder wählbar. Jede neue Wahl muss mit Rücksicht auf die Bestimmung des §. 45 über den Wohnsitz der Direktions Mitglieder und Stellvertreter erfolgen.

Die bei dem Beginne des Unternehmens gewählten vier Mitglieder und vier Stellvertreter bleiben jedoch im Amte bis nach Abhaltung der ersten ordentlichen General-Versammlung, welche nach Eröffnung des Betriebes auf der ganzen Bahn von Halle bis Eisenach Statt findet.

§. 48. Jedes von der Gesellschaft gewählte Direktions-Mitglied, sowie jeder Stellvertreter ist berechtigt, sein Amt nach vorgängiger dreimonatlichen schriftlicher Aufkündigung niederzulegen, ist aber zum Ausscheiden verpflichtet, falls während der Amtsdauer eine Aenderung des Wohnortes oder eins der §. 46 gedachten Hindernisse eintritt, oder der Verwaltungsrath es verlangt.

§. 49. Bei einzelnen Vacanzen, welche durch Tod, Niederlegung des Amtes oder gezwungenes Ausscheiden eintreten, erfolgt der Ersatz Eines der gewählten Direktions-Mitglieder aus der Zahl der Stellvertreter nach der bei der Wahl als Stellvertreter Statt gefundenen Stimmenmehrheit.

Ein auf diese Weise in die Direktion als Mitglied einrückender Stellvertreter verwaltet seine Stelle nur

1844 bis zum Eintritte des neuen Direktions-Mitgliedes, welches in der nächsten Versammlung des Verwaltungsrathes zu wählen ist.

§. 50. Die drei hohen Regierungen bestimmen aus den von ihnen bestellten Mitgliedern den Vorsitzenden der Direktion und dessen Stellvertreter. Der Vorsitzende ladet zu den Versammlungen ein und leitet die Verhandlungen.

§. 51. Die Direktion entwirft nach ihrem Zusammentritte eine Geschäftsordnung, auf deren Ausführung der Vorsitzende zu wachen hat. Dieselbe versammelt sich wöchentlich Ein Mal; ausserdem aber so oft, als es der Vorsitzende für nöthig erachtet, oder zwei Mitglieder es verlangen.

Die Fassung der Beschlüsse erfolgt durch Stimmenmehrheit, wobei für den Fall der Stimmengleichheit die Stimme des Vorsitzenden den Ausschlag giebt. Zur Fassung eines gültigen Beschlusses müssen ausser dem Vorsitzenden mindestens noch drei Mitglieder oder Stellvertreter anwesend sein.

Die Stellvertreter sind herechtigt, jeder Versammlung der Direktion mit berathender Stimme beizuwohnen.

§. 52. Die Direktion leitet sämmtliche Angelegenheiten der Gesellschaft, bringt ihre eigenen, sowie die Beschlüsse der General-Versammlungen und des Verwaltungsrathes in Ausführung, ernennt die Beamten der Gesellschaft, bestimmt deren Gehalte und etwaigen Gratifikationen innerhalb des Etats, verwaltet den Gesellschafts-Fonds und alle sonstige Einnahmen der Gesellschaft, erwirbt die zu Erreichung des Gesellschaftszweckes erforderlichen Grundstücke, bewirkt die vollständige Erbauung der Bahn, sowie demnächst deren Unterhaltung, desgleichen die Aufführung, Anschaffung und Unterhaltung der erforderlichen Gebäude, Materialien, Transport-Mittel und Utensilien, organisirt und leitet den Transport-Betrieb, schliesst alle zu den gedachten Zwecken erforderliche Kauf- und Verkauf-, Tausch-, Pacht- und Mieths-, Engagements-Anleihe- und sonstige Verträge Namens der Gesellschaft und repräsentirt die letztere in allen Verhältnissen nach Aussen auf das Vollständigste, auch in solchen Fällen, wozu es sonst einer Spezial-Vollmacht bedarf. Insbesondere ist die Direcktion ermächtigt, die Gesellschaft bei allen gerichtlichen Verhandlungen zu

vertreten, Pfandrechte zu bestellen, Eintragungen jeder 1844
Art in die Hypotheken-Bücher und Löschungen in denselben zu bewilligen, Wiederveräusserungen vorzunehmen, Entsagungen und Verzichte zu erklären, Cessionen zu leisten, Vergleiche zu schliessen und Streitigkeiten schiedsrichterlicher Entscheidung zu unterwerfen.

Die Direktion kann zur Ausübung ihrer Befugnisse auch Bevollmächtigte ernennen.

§. 53. Zur Ausübung aller der Direktion nach §. 52 zustehenden Befugnisse bedarf dieselbe gegen dritte Personen und Behörden keiner weitern Legitimation, als eines gerichtlichen oder notariellen Attestes über die Personen ihrer jedesmaligen Mitglieder und deren Stellvertreter. Dieses Attest wird auf Grund der Ernennungsurkunden und der Wahlverhandlungen ausgefertigt. Den Nachweis, dass die Direktion innerhalb der ihr statutenmässig zustehenden Befugnisse handelt, ist dieselbe gegen dritte Personen und Behörden niemals zu führen verpflichtet. Dieselbe verbindet durch ihre Handlungen die Gesellschaft gegen Dritte unbedingt.

§. 54. Zu allen gerichtlichen und aussergerichtlichen Erklärungen, insbesondere Verträgen und Vollmachten ist die Unterschrift von drei Mitgliedern der Direktion oder Stellvertretern erforderlich und ausreichend, doch muss sich die Unterschrift des Vorsitzenden oder dessen Stellvertreters im Vorsitze darunter befinden. In Betreff der Unterschrift der Aktien oder Quittungsbogen und der Dividenden-Scheine finden jedoch die besonderen Bestimmungen der §. §. 12, 13 und 21 Anwendung.

§. 55. Der Direktion liegt insbesondere ob:

1) eine vollständige Buch- und Rechnungs-Führung über die Geschäfte der Gesellschaft einzurichten und zu beaufsichtigen;
2) die Aufsicht über die Beamten zu führen, namentlich die regelmässigen sowie die nöthigen ausserordentlichen Kassen-Revisionen vorzunehmen;
3) die Etats aufzustellen;
4) den Tarif des Bahn- und Transport-Geldes zu entwerfen;
5) mit jedem Jahre den Abschluss der Bücher zu veranlassen und die Bilançe nach den Grundsätzen der kaufmännischen Buchführung aufzunehmen;
6) die Höhe der Dividende festzusetzen:
7) über die Verwaltung des abgelaufenen Jahres und

1844 deren Resultate der General-Versammluug einen umfassenden Bericht zu erstatten, von welchem gedruckte Exemplare spätestens vierzehen Tage vor deren Zusammenkunft in den von der Direktion zu bestimmenden Städten zum Ankaufe bereit liegen müssen;

8) alle Verträge bei Lieferungen von Material oder bei Ausführung von Bau- und Handwerks-Arbeiten, ingleichen die Anschaffung von Maschinen und anderen Geräthschaften nur auf Grund öffentlichen Aufgebots abzuschliessen, wenn es sich um einen Betrag von mehr als 200 Thalern., für einen einzelnen Fall handelt.

Zu einer Abweichung hiervon bedarf es der schriftlichen Zustimmung des Vorsitzenden.

§. 56. Die Mitglieder der Direktion verwalten ihr Amt nach bester Einsicht und sind nur für jeden der Gesellschaft aus Vorsatz oder grobem Versehen zugefügten Schaden verantwortlich.

§. 57. Die von den hohen Regierungen ernannten drei Direktions-Mitglieder erhalten aus der Gesellschaftskasse keine Vergütung für ihre Mühwaltung, den gewählten Mitgliedern dagegen wird für jedes Jahr bei dem Anfange desselben durch den Verwaltungsrath unter Genehmigung der drei hohen Regierungen eine Remuneration ausgesetzt.

Reisekosten und andere Auslagen werden sämmtlichen Direktions-Mitgliedern und Stellvertretern aus der Gesellschaftskasse erstattet.

E. Von den Beamten der Gesellschaft.

§. 58. Die Beamten der Gesellschaft werden auf Grund des Etats von der Direktion unter den von derselben festzusetzenden Bedingungen angestellt, jedoch bleibt den drei hohen Regierungen die Bestätigung

a) der höheren technischen Beamten, einschliesslich der Sektions-Ingenieure,

b) des ersten Administrativ-Beamten und seines etwaigen Substituten,

c) des ersten Kassenbeamten,

vorbehalten und zwar hinsichtlich der unter a und b gedachten Beamten mit der Maassgabe, dass es den drei hohen Regierungen freisteht, die von der Direktion hierzu vorgeschlagenen Personen ohne Angabe von Gründen zu

verwerfen und ihrerseits in einem solchen Falle diese 1844
Beamten zu bestimmen.

Sowohl die Besoldung der drei zu a, b und c gedachten Beamten, als die sonstigen Verhältnisse derselben und die Bedingungen ihrer Entlassung sind unter Genehmigung der hohen Regierungen festzusetzen.

Die Direktion hat darauf Rücksicht zu nehmen, dass die in den einzelnen Gebieten anzustellenden Beamten, soweit thunlich, aus den dortigen Unterthanen gewählt werden.

Anstellungen auf Lebenszeit oder vertragsmässige Zusicherungen von Austrittsentschädigungen sind rücksichtlich sämmtlicher Gesellschaftsbeamten nur mit Zustimmung des Verwaltungsrathes und unter Genehmigung der drei hohen Regierungen zulässig.

III. Transitorische Bestimmungen.

§. 59. Bis zur erfolgten Einsetzung der Direktion (§. 62) werden die zur weiteren Vorbereitung des Unternehmens erforderlichen Geschäfte und Verhandlungen von dem bereits bestehenden Ausschusse für die Thüringische Eisenbahn-Gesellschaft fortgeführt.

§. 60. Da die 67,500 Privat Aktien (§. 6) bis auf 16,250 Stück bereits vertheilt sind, hierauf aber bei der durch den Ausschuss (§. 59) veranlassten weitern Zeichnung eine so hohe Summe angemeldet worden ist, dass eine Vertheilung der 16,250 Aktien pro rata nicht Statt finden kann, so soll die Vertheilung in der Weise eintreten, dass die

Zeichner von 1 bis 5 Aktien eine Aktie,
Zeichner von 6 „ 10 „ zwei Aktien,
Zeichner von mehr als 10 „ drei Aktien

erhalten. Die hierbei noch übrig bleibenden Aktien, deren gleichmässige Vertheilung nicht möglich ist, sind von dem Ausschusse (§. 59) oder von der Direktion (§. 62) zum Besten der Gesellschaft zu veräussern.

Von dem Ausschusse (§. 59) ist sofort, sofern es nicht bereits geschehen, eine Einzahlung im Betrage von 10 Thalern auf jede Privat-Aktie (§. 6) auszuschreiben (§.14) und einzuziehen.

Die Einzahlungen sind nach den von dem Ausschusse zu treffenden näheren Bestimmungen zu leisten und es werden die eingezahlten Beträge bis zur erfolgten Einsetzung der Direktion (§. 62) bei den Magisträten der an der Bahnlinie gelegenen Städte oder bei sonstigen

1844 Behörden sicher niedergelegt. Jedem Aktien-Zeichner wird über die Einzahlung auf sämmtliche ihm zugetheilte Aktien Eine Quittung ertheilt, welche bei der zweiten Einzahlung gegen Einen Quittungsbogen (§. 13) ausgetauscht wird.

Wer die ausgeschriebene erste Einzahlung auf sämmtliche ihm zugetheilte Aktien nicht vollständig leistet, kann von dem Ausschusse, oder nach Einsetzung der Direktion von dieser, sofort seines Anrechtes verlustig erklärt werden.

§. 62. Innerhalb vier Wochen nach dem für die erste Einzahlung bestimmten Termine ist Behufs der Wahl der von der Gesellschaft zu bestellenden Mitglieder des Verwaltungsrathes eine General-Versammlung in Erfurt zu halten, welche von dem Ausschusse (§. 59) nach Massgabe des §. 24 zu berufen ist. In Betreff der Legitimation zur Theilnahme an dieser General-Versammlung, sowie in Betreff der Stimmberechtigung, der Schlussfassung und des Wahlverfahrens finden die Vorschriften im Abschnitte II, B des Statuts auch hier Anwendung. Nach Zusammentritt des Verwaltungsrathes werden von diesem die Seitens der Gesellschaft zu ernennenden Direktions-Mitglieder und deren Stellvertreter erwählt. Nachdem sodann die Direktion eingesetzt worden, hat der Ausschuss die Leitung und Verwaltung der Geschäfte an die Direktion zu übergeben, welche insbesondere auch zur Disposition über die nach §. 61 eingezahlten Beträge befugt ist und die von dem Ausschusse auf die Vorbereitung des Unternehmens bis dahin verwendeten Kosten zu erstatten hat.

So geschehen Berlin, den 19. April 1844.

Unterzeichnet:

v. Pommer-Esche. Thon. v. Röder.

29.

Circulaire adressée par le Ministre des affaires étrangères de la république de Mexique à tous les agens étrangers résidans à Mexico. En date du 19 Avril 1844.

Mexico le 19 avril 1844.

Le ministre soussigné des affaires étrangères a l'hon-

neur d'annoncer à M. . . . que S. Exc. le président pro- 1844
visoire ayant appris que plusieurs familles françaises avaient émigré au Texas pour s'y fixer et que des aventuriers texiens avaient vendu à une société anglaise des terres pour y établir 5000 familles de différente origine, il croit de son devoir d'informer M. . . . que le gouvernement mexicain, en considération des droits légitimes qu'il a sur ce territoire, proteste, comme il l'a fait auparavant, de la manière la plus formelle contre cet acte et qu'il ne reconnaîtra ni les personnes ni les intérêts personnels de tous ceux qui se sont rendus au Texas, de quelque origine qu'ils soient et quelques prétextes qu'ils puissent alléguer. De même, le gouvernement mexicain n'aura aucun égard aux reclamations qui pourraient lui être adressées en faveur de ces émigrés, dans le cas où ils seraient pris par les troupes de la république; au contraire, il regardera comme intrus et ennemis tous ceux qui sont arrivés au Texas, et il leur fera infliger les punitions conformes aux lois du pays et au droit international reconnu. En outre, le président proteste contre toute reconnaissance des consuls étrangers qui pourraient se trouver dans le département du Texas lors de l'entrée des troupes mexicaines; il ne leur sera accordé d'autres droits que ceux d'étrangers neutres, pourvu toutefois qu'ils ne s'opposent ni indirectement ni directement aux prétentions légitimes du Mexique, par lesquelles la république cherchera à recouvrer son territoire. Le soussigné, en portant cet avis du président provisoire à la connaisance de M. . . . saisit cette occasion pour lui réitérer l'assurance de sa considération distinguée.

Sig. Jose Maria de Bocanegra.

30.

Décret du gouvernement de la république dominicaine en Hayti, du 19 *avril* 1844, *qui établit l'égalité de traitement pour tous les pavillons.*

La junte centrale de gouvernement, considérant que les motifs qui ont déterminé la république haïtienne à établir un droit additionnel sur les navires des nations

1844 qui n'avaient point de consuls à Haïti, n'existent pas pour la république dominicaine, qui désire entrer en relation et maintenir la meilleure harmonie, sur la base de la réciprocité, avec tous les gouvernemens, a décrété et décrète ce qui suit:

Art. 1er. Les droits d'importation et d'exportation, de tonnage, d'ancrage et autres, jusqu'à présent établis, seront les mêmes pour tous les navires qui entreront dans les ports de la république dominicaine, ouverts au commerce, quel que soit leur pavillon, à partir du 1er mai prochain.

2. Est abrogé et supprimé le droit additionel de 10 p. 100, qui était établi en sus du régime de douane en vigueur.

Le présent décret sera imprimé, publié et exécuté dans tout le territoire de la république dominicaine.

Santo-Domingo, le 19 août de l'an 1844 et 1er de la patrie.

Signé: Bobadilla, président de la junte.
S. Pujol, secrétaire de la junte.

31.

Notification publiée à Milan, le 28 avril 1844, relative à l'abolition de l'affranchissement forcé entre l'Autriche, la Prusse et quelques Etats de la Confédération germanique.

Il a été conclu, le 3 janvier dernier, avec l'administration royale des postes de Prusse, une convention pour faire cesser l'obligation qui existait jusqu'alors d'affranchir les lettres jusqu'aux frontières, et pour leur entier affranchissement entre l'Autriche, la Prusse et quelques Etats de la Confédération germanique dont la correspondance avec l'Autriche traverse la Prusse, convention dont les clauses, conformément à la dépêche du 21 janvier dernier, numéro 277 de la présidence de l'imperiale et royale chambre aulique, devront être mises en vigueur à dater du 1er mai prochain. On porte en conséquence à la connaissance du public les dispositions suivantes:

1⁰ L'obligation d'affranchir les lettres qui s'échangent 1844
entre la monarchie autrichienne et les arrondissemens postaux de la Prusse cessera d'avoir lieu, excepté dans les cas indiqués au § 12, et il sera libre, des deux parts, de les imposer, soit en les affranchissant entièrement, soit en ne les affranchissant pas du tout; et il ne sera plus permis de les affranchir seulement en partie, c'est-à-dire jusqu'aux frontières ou jusqu'à un lieu donné intermédiaire. Et cela devra s'observer non-seulement pour les lettres qui s'échangeront entre un lieu quelconque de la monarchie autrichienne et de la Prusse, mais aussi pour celles qui partent de la monarchie autrichienne ou qui y arrivent des endroits désignés ci-après et faisant partie des Etats de la Confédération germanique dans lesquels il existe des bureaux royaux de poste prussiens:

a. Dans le duché d'Anhalt-Bernbourg: Bernbourg, Coswig, Hoym, Ballenstedt, Gernrode, Harzgerode, Grossmühlingen et Alexisbad;

b. Dans le duché d'Anhalt-Dessau: Dessau, Grobzig, Icszenitz, Radegast et Zerbst;

c. Dans le duché d'Anhalt-Cöthen: Cöthen, Gusten, Münch-Nienbourg et Roslau;

d. Dans la principauté de Waldeck et dans le comté de Pyrmont: Arolsen, Corbach, Mengeringhausen, Pyrmont, Rhoden, Sachsenberg, Sachsenhausen et Wildungen;

e. Dans la principauté d'Oldenbourg-Birkenfeld: Birkenfeld, Idar, Nohfelden et Oberstein;

f. Dans le vicomté de la principauté de Schwarzbourg- Sondershausen;

g. Dans le vicomté de Rudolstadt: Frankenhausen et Schlotheim;

h. Dans Allstädt de Weimar: Allstädt;

i. Dans la principauté de Lippe: Horn, Oerlinghausen et Salzuffeln;

k. Dans la principauté de Schaumbourg-Lippe: Buckebourg;

l. Dans le grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin: Boitzenbourg.

2⁰ Quant aux lettres qui pourront être expédiées de la monarchie autrichienne par la Prusse dans les Etats de la Confédération germanique où il n'existe point de bureaux royaux de poste prussiens, il sera permis de les imposter sans les affranchir, comme aussi de les af-

1844 franchir jusqu'au lieu où elles sortent du territoire prussien. Les lettres qui desdits Etats seront expédiées en Autriche, pourront n'être pas affranchies ou devront l'être jusqu'au lieu de leur destination.

Les Etats de la Confédération germanique pour lesques on peut actuellement expédier des lettres des bureaux de poste autrichiens à ceux de Prusse, sont les suivans:

Le royaume de Hanovre;

Les grands-duchés de Mecklenbourg-Schwerin et Strelitz;

Le grand-duché de Luxembourg;

Le duché de Brunswick.

3° Il est établi pour la correspondance entre les deux offices de poste, une taxe commune de port de deux degrés, suivant le plus ou moins de distance en ligne droite, sans avoir égard aux frontières territoriales ou aux domaines étrangers intermédiaires. Cette taxe pour les lettres simples sera de 6 carantani pour une distance qui n'excédera pas dix milles géographiques entre le lieu d'impostation et celui de destination, et de douze pour les distances plus considérables.

4° Outre la taxe commune indiquée au paragraphe précédent, on paiera provisoirement, au profit de la caisse royale des postes de Prusse, une taxe additionnelle de port de 6 carantani pour toute lettre simple qui proviendra ou qui sera destinée pour la province de Prusse et pour les gouvernemens de Coslin et de Bromberg.

5° Comme la correspondance ne peut être expédiée en partie que moyennant les bureaux de poste étrangers, et comme l'administration royale des postes de Prusse doit payer des taxes de transit pour que lesdits bureaux se prêtent au transport des lettres, on exigera une taxe additionnelle du même genre pour le compte de la caisse royale des postes de Prusse:

a. Pour les lettres qui s'échangeront entre les gouvernemens de Stralsund et Stettin, la province de Saxe, celle de Brandebourg excepté les cercles de Soravie et Spremberg, ainsi que pour celles qui s'échangeront entre les stations postales prussiennes existant à l'étranger, à l'est du Weser, d'une part, et le Tyrol, le Voralberg, la principauté de Lichtenstein et le royaume Lombard-Vénitien, de l'autre, et la taxe sera de 10 carantani par chaque lettre simple, et pour les lettres qui parvien-

dront des pays étrangers indiqués ci-dessus dans les Etats 1844
autrichiens, excepté la Galicie et la Silésie autrichienne, ou qui seront expédiés des uns aux autres, la taxe sera de 6 carantani.

b. pour les lettres qui s'échangeront entre la province de Westphalie, du Rhin et les stations postales prussiennes placées à l'étranger à l'est du Weser, d'une part, et la Bohême, la Moravie, la Galicie autrichienne, d'autre part, on paiera 6 carantani; et pour celles qui seront destinées ou expédiées des autres parties des Etats autrichiens pour ces pays, 10 carantani.

6⁰ On pourra relever des tableaux que l'on trouvera dans les I. I. R. R. bureaux de poste, quels sont les endroits de l'Autriche et de la Prusse pour lesquels il y aura lieu de payer la taxe commune de port de 6 ou de 12 carantani par lettre, et quelles sont les lettres pour lesquelles il faudra payer les taxes additionnelles de port et de transit.

7⁰ Les lettres qui seront expédiées des Etats indiqués au § 2 et d'autres Etats de la Confédération germanique par la Prusse en Autriche, seront traitées quant à leur taxation, comme si elles eussent été impostées dans le bureau royal de poste prussien qui les reçoit le premier dans le royaume, et en conséquence ou on les affranchit entièrement, ou le destinataire devra payer pour elles à leur arrivée en Autriche, la taxe commune de port, celle additionnelle de port et de transit prussien et la taxe de port étrangère.

Les lettres qui seront expédiées de l'Autriche dans les Etats de la Confédération germanique indiqués au § 2, seront traitées, quant aux taxes, comme si elles étaient adressées en Prusse, ou mieux encore, au bureau postal prussien qui les reçoit en dernier lieu avant qu'elles ne passent à l'étranger; en conséquence, ceux qui voudront les affranchir jusque-là, devront payer la taxe commune de port, ainsi que celle additionnelle de port et de transit prussien.

8⁰ Les taxes indiquées aux §§ 3 et 5 sont applicables aux lettres simples qui ne pèsent pas plus d'un ½ lot; pour celles qui ont un poids plus considérable, on paiera la taxe commune de port, ainsi que celle additionelle de port et de transit, suivant le tableau ci-joint.

9⁰ Les lettres qui n'outrepassent pas le poids de 6 lots de Vienne, devront être expédiées par la poste; mais

1844 celles qui excèdent ce poids pourront être expédiées par la diligence, et dans ce cas, elles seront soumises aux taxes établies à cet effet.

10° Des réductions seront accordées, soit sur la taxe commune de port, soit sur celle additionnelle de port et de transit prussien pour les expéditions suivantes:

a. Pour les gazettes, journaux, brochures, livres, mercuriales et lettres circulaires imprimées, musique et catalogues; pourvu qu'ils soient fermés de manière à ce qu'on puisse voir qu'ils ne contiennent d'autres objets, on ne paiera que le tiers de la taxe des lettres, mais jamais moins de la moitié de la taxe que l'on paie pour une lettre simple. Il n'est d'ailleurs permis de joindre aucun écrit d'aucune espèce à de semblables expéditions.

b. Pour les échantillons de marchandises qui seront renfermés d'une manière visible ou qui seront suspendus aux lettres, on exigera également le $\frac{1}{3}$ des droits du tarif; mais jamais moins que la taxe de lettres simples; si la lettre qu'ils accompagnent pèse plus qu'une lettre simple, on paiera, pour le surplus, la taxe du port de la lettre suivant le tarif.

Pour les expéditions indiquées aux lettres a et b, il faudra payer les taxes au moment de leur impostation, si l'on veut jouir des réductions de port indiquées plus haut.

11° Pour les lettres recommandées qui s'échangeront entre les offices de l'Autriche et de la Prusse, les bureaux qui les recevront, devront, au moment de leur impostation, exiger pour le compte de leur propre administration, les droits spéciaux établis pour de semblables lettres; tandis que les taxes de port et celles additionnelles pourront être payées, soit par l'expéditionnaire, soit par le destinataire.

12° Quant aux catégories de la correspondance qui sont exemptes de la taxe, et quant aux cas d'exception mentionnés au § 1er, pour lesquels continue l'obligation d'affranchir les lettres, il a été établi ce qui suit:

a. Les lettres que les particuliers enverront d'Autriche en Prusse ou de Prusse en Autriche, aux bureaux et aux autorités, soit aux ministres d'Etat ou aux chefs des départemens en Prusse, soit aux présidens des dicastères auliques en Autriche, devront être affranchies entièrement à leur impostation, excepté le cas indiqué à la lettre d.

b. Les lettres qui s'échangeront entre les autorités 1844
et les bureaux de l'Autriche et ceux de Prusse pour objet de service public ou officiel, seront exemptes de la taxe dans les deux pays, pourvu qu'elles soient contresignées des lettres D S. (*dienst-sache*, objet de service public), ou R S. (*regierungs-sache*, affaire du gouvernement), ou des mots *ex-officio*, et qu'il y soit apposé le cachet officiel.

c. Pour les lettres qui, pour affaires contentieuses, seront expédiées par les autorités ou par les bureaux d'un office postal aux autorités et bureaux ou à des particuliers de l'autre, l'autorité ou la personne à la demande de laquelle ou dans l'intérêt de laquelle aura eu lieu la correspondance, devra payer la taxe au moment de l'impostation ou de la remise. Pour mieux les distinguer, on apposera sur ces lettres les mots: *Affaire contentieuse autrichienne, ou affaire contentieuse prussienne.* En tant que de semblables affaires contentieuses seraient exemptes des droits de port dans l'un ou l'autre des deux offices, l'autorité, sur la demande ou pour le compte de laquelle aura eu lieu la correspondance, paiera seulement la taxe qui appartient à l'administration postale étrangère.

d. Quant à l'exemption personnelle des taxes de port de lettres, il a été établi ce qui suit:

a. Les correspondances échangées entre LL. MM. l'empereur et l'impératrice d'Autriche et les membres de l'auguste maison impériale et LL. MM. le roi et la reine de Prusse, l'auguste maison royale, la sérénissime maison régnante d'Oldenbourg, pour ce qui concerne la principauté de Birkenfeld, et les sérénissimes maisons régnantes ducales et princières d'Anhalt, de Schwarzbourg, Waldeck et Lippe, seront réciproquement exemptes de taxe.

b. Les personnes qui, en Autriche ou en Prusse, jouissent de l'exemption des droits de port, lorsqu'elles voudront faire parvenir les lettres entièrement franches aux personnes auxquelles elles les adressent, ou celles qui y seront tenues par les dispositions contenues à l'article ci-dessus a, devront, pour les correspondances entre les postes autrichiennes et celles de Prusse, payer pour le compte de l'administration postale qui doit en effectuer la remise, la moitié de la taxe commune de port, et, suivant les cas, celles additionnelles de port et de transit.

13° Les lettres qui seront expédiées dans les Pays-

1844 Bas, en Belgique, en Suède ou en Norwège par le moyen des postes prussiennes, continueront à devoir être affranchies jusqu'au point de leur sortie de l'Autriche, et celles qui arriveront des Pays-Bas ou de la Belgique en Autriche, paieront la taxe intérieure autrichienne en outre de celle étrangère de transit dont elles seront déjà frappées.

Milan, le 28 avril 1844.

Signé: Le comte DE SPAUR, gouverneur.
Le comte DE MONTECUCOLI, vice-président.
SPADACINI, conseiller de gouvernement.

Voir, pour le calcul de la taxe commune de port, ainsi que celles additionnelles de port et de transit prussiennes, le tableau suivant.

Tableau du calcul de la taxe commune de port, ainsi que de celles additionnelles de port et de transit prussiennes, tant pour les lettres affranchies que pour celles non affranchies qui s'échangeront entre l'office de poste autrichien et celui de Prusse.

POIDS DE LA LETTRE.	TAXE COMMUNE de port. 1re classe, à 6 carantani.		TAXE COMMUNE de port. 2e classe, à 12 carantani.		TAXE additionnelle de port pour la Prusse.		TAXE ADDITIONNELLE de transit pour la Prusse. 1re classe, à 6 carantani.		TAXE ADDITIONNELLE de transit pour la Prusse. 2e classe, à 10 carantani.	
	liv.	sous.	liv.	sous.	liv.	sous.	liv.	sous.	liv.	sous.
Jusqu'à $\frac{1}{2}$ once (loth)	„	6	„	12	„	6	„	6	„	10
de $\frac{1}{2}$ once à 1	„	9	„	18	„	9	„	9	„	15
1 — $1\frac{1}{2}$	„	12	„	24	„	12	„	12	„	20
$1\frac{1}{2}$ — 2	„	18	„	36	„	18	„	18	„	30
2 — $2\frac{1}{2}$	„	24	„	48	„	24	„	24	„	40
$2\frac{1}{2}$ — 3	„	30	„	60	„	30	„	30	„	50
3 — $3\frac{1}{2}$	„	36	„	72	„	36	„	36	„	55
$3\frac{1}{2}$ — 4	„	36	„	72	„	36	„	36	„	60
4 — $4\frac{1}{2}$	„	42	„	84	„	42	„	39	„	65
$4\frac{1}{2}$ — 5	„	42	„	84	„	42	„	42	„	70
5 — $5\frac{1}{2}$	„	42	„	84	„	42	„	45	„	75
$5\frac{1}{2}$ — 6	„	42	„	84	„	42	„	48	„	80
6 — $6\frac{1}{2}$	„	48	„	96	„	48	„	51	„	85
$6\frac{1}{2}$ — 7	„	48	„	96	„	48	„	54	„	90
7 — $7\frac{1}{2}$	„	48	„	96	„	48	„	57	„	95
$7\frac{1}{2}$ — 8	„	48	„	96	„	48	„	60	5	„
8 — $8\frac{1}{2}$	„	54	5	8	„	54	„	63	5	5
$8\frac{1}{2}$ — 9	„	54	5	8	„	54	„	66	5	10
9 — $9\frac{1}{2}$	„	54	5	8	„	54	„	69	6	15
$9\frac{1}{2}$ — 10	„	54	5	8	„	54	„	72	6	„
10 — $10\frac{1}{2}$	„	54	5	8	„	54	„	75	6	5
$10\frac{1}{2}$ — 11	„	54	5	8	„	54	„	78	6	10
11 — $11\frac{1}{2}$	„	54	5	8	„	54	„	81	6	15
$11\frac{1}{2}$ — 12	„	54	5	8	„	54	„	84	7	„
12 — $12\frac{1}{2}$	„	60	6	„	„	60	„	87	7	5
$12\frac{1}{2}$ — 13	„	60	6	„	„	60	„	90	7	10
13 — $13\frac{1}{2}$	„	60	6	„	„	60	„	93	7	15
$13\frac{1}{2}$ — 14	„	60	6	„	„	60	„	96	8	„
14 — $14\frac{1}{2}$	„	60	6	„	„	60	„	99	8	5
$14\frac{1}{2}$ — 15	„	60	6	„	„	60	5	2	8	10
15 — $15\frac{1}{2}$	„	60	6	„	„	60	5	5	8	15
$15\frac{1}{2}$ — 16	„	60	6	„	„	60	5	8	9	„
16 de 8 en 8 onces on augmentera.	„	6	„	12	„	6	„	3	„	5

1844

32.

Ukas de l'empereur de la Russie concernant le commerce extérieur. En date de St. Petersbourg, le 29 Avril 1844.

Da Wir für gut befunden haben, die Einfuhr einiger bisher verbotener Waaren zu erlauben, insofern solches der inländischen Industrie nicht nachtheilig ist, und andere Veränderungen im Tarif zur Erleichterung des Handels zu machen, so haben Wir das in diesem Sinn vom Finanz-Minister angefertigte und im Reichsrath durchgesehene Verzeichniss von ausländischen Waaren, deren Einfuhr erlaubt worden, und von solchen, für welche der Ein- und Ausfuhrzoll entweder verändert oder ganz aufgehoben ist, nebst den diesem Verzeichnisse angehängten Vorschriften, bestätigt. Indem Wir das erwähnte Verzeichniss dem dirigirenden Senate übersenden, befehlen Wir, die nöthige Vorkehrung zu treffen, damit dasselbe in Kraft trete:

Benennung der Waaren.	Gewicht.	Einfuhrz. in Silber. R. K.
Stammbücher oder Bücher mit weissem und buntem Papier, mit und ohne Verzierungen	v. Pfd.	5 —
Anmerkung. Namenbücher mit Zeichnungen, musikalischen Noten und gedruckten Worten unterliegen der Censur-Durchsicht, nach allgemeiner Grundlage.		
Bronzene und aus anderen Compositionen verfertigte, ganz zusammengesetzte, nicht vergoldete, nicht versilberte, nicht mit Platina belegte und nicht bronzirte Sachen	do.	— 60
— Dergleichen vergoldete, versilberte, mit Platina belegte und bronzirte Sachen, welche in abgesonderten Theilen oder zusammengesetzt eingeführt werden, als: Armleuchter, Uhren, Tischleuchter und allerlei andere, wenn das Gewicht einer jeden dieser Sachen nicht mehr als 20 Pfd. beträgt	do.	3 —

Benennung der Waaren.	Einfuhrz. in Silber. Gewicht.	R.	K.
			1844
Bronzene für dergleichen Sachen, von denen jede über 20 Pfd. wiegt, sollen 3 S. R. für das Pfd., jedoch nur bis zu 20 Pfd., bei höherem Gewicht aber für jedes Pfd. 1 R. 80 K. erhoben werden.			
Anm. 1. Kleine Bronzesachen von weniger als einem halben Pfunde sollen mit dem für Galanteriesachen festgesetzten Zoll durchgelassen werden.			
Anm. 2. Mit Passagieren sollen von nun an keine zur Zimmer-Möblirung und Verzierung dienende Bronzesachen zollfrei durchgelassen, sondern, wenn sie dergleichen mitbringen, der festgesetzte Zoll für selbige erhoben werden. Kleine Bronzesachen als Ringe, Ketten, Schnallen und dergleichen, dürfen mit den Passagieren nach bisheriger Grundlage durchgelassen werden.			
Galanterie-Waaren von Bronze und anderen Metall-Compositionen, so wie auch vergoldete und versilberte, als: Ringe, Ohrgehänge, Brasseletts, Ketten, Schnallen und andere ähnliche Gegenstände, deren jeder nicht mehr als ein Pfund im Gewicht hat	v. Pfd.	6	—
Armleuchter und Kronleuchter von Bronze und jedem anderen Metall, mit und ohne Verzierungen	do.	3	—
— Dergleichen von Papiermasché und alle nicht metallene	do.	5	—
Anm. 1. Silberne und plattirte Armleuchter sollen nach den diese Artikel betreffenden Tarifsätzen durchgelassen werden.			
Anm. 2. Bei der Einfuhr von bronzenen Arm- und Kronleuchtern, deren jeder mehr als 20 Pfd. wiegt, 3 Silb. R. pro Pfd. erhoben werden, für das ganze übrige dieses übersteigende Gewicht aber 1 Rub. 80 Kop. pro Pfd.			
Marmor, Porphyr- und andere ähnliche Steine, verarbeitet und mit Verzierungen von Bronze und dem ähnlichen	v. Pud.	6	—
Strumpfbänder, allerlei	v. Pfd.	7	50
Tragbänder, allerlei	do.	7	50

1844

Benennung der Waaren.	Einfuhrz. in Silber. Gewicht R. K.
Uhren: Wand-, Tisch-, Reise-Uhren und alle andere mit Verzierungen von Metall, Marmor, Alabaster etc.	v. Pfd. 3 —
Anm. Bronzene Uhren sollen nach dem Tarifsatz „Bronzene Sachen" durchgelassen werden.	
— Vergoldete Böden zu Uhren . . .	do. 3 —
Seidene und halbseidene bedruckte Fabrikate jeder Art, die besonders genannten ausgenommen, sollen gegen den für bunte Fabrikate der Gattung, zu welcher sie ihrer Eigenschaft nach gehören, bestimmten Zoll durchgelassen werden.	

Ueberdies wird vorgeschrieben:

1) Rübsaamen, Rapps und Colzat, Mohnsaamen, wie auch andere ähnliche unter verschiedenen Provinzial-Namen bekannte Oelsaamen, sollen bei ihrer Ausfuhr zur See und zu Lande zollfrei durchgelassen werden.
2) Thee jeder Art wird vom Ausfuhrzoll von 20 Kop. S. pro. Pud befreit.

33.

Lettres patentes du roi de Sardaigne du 30 *avril* 1844, *relatives aux réductions de la taxe des correspondances.*

Nous, Charles-Albert, par la grâce de Dieu, roi de Sardaigne, de Chypre et de Jérusalem, duc de Savoie et de Gênes, etc., prince du Piémont, etc.

Depuis que l'administration de nos postes a établi concurremment avec les Etats étrangers, pour l'avantage du service du roi et du public, le système de correspondances journalières, les relations commerciales, prenant un accroissement notable, ont déterminé l'établissement de communications plus étendues et plus faciles qui ont successivement eu lieu sur les divers points du royaume, et en conséquence, la création de nouveaux bureaux de poste. La même administration, trouvant de nouveaux

moyens de transport avec économie de frais, pour ces rap- 1844
ports multipliés qui s'introduisent aussi de temps en temps dans les provinces, nous met en état de faire jouir nos bien-aimés sujets de quelques réductions de taxe indépendamment de la plus grande célérité qui est déjà apportée dans toutes les parties du service, et d'autres facilités à cet égard, résultant de conventions récemment stipulées avec les gouvernemens étrangers: voulant aujourd'hui établir ces réductions, et réorganiser en même temps le tarif sur les distances précises existant en ligne droite des bureaux d'origine jusqu'à ceux de la destination des correspondances, et, en les introduisant d'une manière régulière et uniforme, par là, faciliter à l'avenir l'exacte taxation des paquets de lettres; par les présentes de notre science certaine et autorité royale, et après avoir pris l'avis de notre conseil, avons ordonné et ordonnons ce qui suit:

Art. 1er. Le tarif général ou autre disposition quelconque en vigueur pour la taxe des correspondances et de tout article compris dans le droit royal et la poste aux lettres, cessera d'avoir son plein effet le 31 mai prochain; et dès lors, le tout sera réglé coformément aux présentes, et d'après les dispositions de l'édit du règlement y annexé du 30 mars 1836, dont elles font partie.

Art. 2. A cet effet, il sera formé sans retard par l'inspection générale de nos postes, un nouveau tarif général, composé des tarifs particuliers nécessaires pour chaque bureau avec tous les autres du royaume, lesquels comprendront les droits de port établis pour les lettres et paquets, gazettes et autres imprimés, échantillons de marchandises, manuscrits, provenant tant de l'intérieur que de l'étranger, à la destination de nos Etats royaux; lequel tarif, à l'exception de quelques stipulations diverses passées avec des gouvernemens voisins, sera réglé sur les bases de prix et de distances indiquées plus bas.

Art. 3. Les distances pour l'application des taxes avec progression de décime en décime de livre, sont déterminées ainsi que dans la nouvelle feuille de poste jointe aux présentes, et signée d'après nos ordres par le premier secrétaire d'Etat du ministre des affaires étrangères, et surintendant-général des postes, à savoir:

Du bureau de départ jusqu'à celui de la destination intérieure, et jusqu'aux frontières de nos Etats, pour chaque lettre simple qui devra parcourir une distance:

1844 Jusqu'à concurrence de 25 kil, est établie la taxe de 1 décime ou 10 centimes de livre, valant 2 sous, qui devra être marquée sur la lettre, attendu que cette monnaie est partout en circulation.

65 inclus.	la taxe de 2 décimes	20 cent.	4 sous.
110	3	30	6
165	4	40	8
235	5	50	10
325	6	60	12
Jusqu'aux frontières	7	70	14

En conséquence, pour les lettres et paquets dont la destination sera pour le même lieu où ils auront été imposés, il ne sera payé que demi-taxe, c'est-à-dire cinq centimes ou un sou, pour chaque lettre simple, et un paquet ou une lettre sous enveloppe dont le poids ne s'élèvera pas à sept grammes et demi, continuera aussi à être considéré comme lettre simple.

Pour les distributions par districts, le tarif sera celui du bureau dont elles dépendent.

Art. 4. Quant à ce qui regarde les correspondances provenant de l'étranger, et ayant nos Etats pour destination, nous ordonnons qu'on cesse de percevoir le droit accoutumé de frontières, de dix centimes, relatif au trajet qu'elles ont à parcourir depuis l'extrémité de la frontière jusqu'au premier bureau de nos postes.

Art. 5. La taxe des lettres et paquets dits de poids, c'est-à-dire dépassant celui de sept grammes et demi, sera réglée sur la proportion des distances indiquées plus haut, avec l'augmentation relative de droits, comme il est dit à l'article 84 de l'édit du 30 mars 1836, à savoir:

De sept grammes et demi à dix inclusivement une fois et demie la taxe. — De dix à quinze idem, deux fois. — De quinze à cinquante idem, on ajoutera toujours de cinq en cinq grammes la moitié de la taxe d'une lettre simple. — De cinquante à cent idem, on ajoutera de dix en dix grammes la moitié de la taxe comme ci-dessus. — De cent à tout autre poids supérieur, on ajoutera une fois la taxe comme plus haut, par chaque cinquante grammes.

Les lettres simples adressées aux sous-officiers et soldats en activité de service, qui se presenteront à l'affranchissement, seront imposées seulement de même que par le passé, à vingt centimes ou quatre sous, pour quelque

destination que ce soit, suivant l'art. 88 de l'édit; mais, 1844
pour les distinations rapprochées, le droit sera celui porté sur le nouveau tarif.

Art. 6. A l'égard des correspondances que l'on voudra affranchir pour la Sardaigne ou pour l'île de Capraia, la taxe sera réduite de vingt centimes à dix, c'est-à-dire deux sous pour chaque lettre simple, quant à leur trajet de mer, sans compter la taxe du bureau auquel elles seront présentées pour l'affranchissement jusqu'à celui de Gênes.

Un droit égal sera exigé sur les correspondances de la Sardaigne ayant cet Etat pour leur destination.

Art. 7. Les paquets de papiers manuscrits, comme ceux des échantillons de marchandises. jouiront, soit pour la taxe, soit pour l'affranchissement, de l'avantage de n'être imposés que d'un tiers du droit établi pour les correspondances, avec la même progression de poids. Ces paquets ne doivent contenir d'autres lettres que celle d'envoi qui sera ouverte, c'est-à-dire qu'elle ne sera pas pliée sous forme de lettre; et seront placés sous une bande qui n'excédera pas en largeur le tiers de celle des mêmes paquets, lesquels seront faits de manière à ce qu'on puisse reconnaître si des lettres ou autres objets n'y sont pas annexés. Enfin le droit de ces paquets, quoique sans lettre d'envoi, ne pourra jamais, comme celui des échantillons de marchandises, être imposé au-dessous de la taxe et d'une lettre simple. Celui qui désirerait expédier quelqu'un de ces paquets par un autre moyen de transport que nos postes, devra le faire timbrer d'une manière particulière, suivant les formalités prescrites et les précautions énoncées plus haut. Reste maintenue, à l'égard de ces mêmes paquets, la défense relative au transport clandestin, dont traite l'article 7 de l'édit déjà cité, et l'article 1er du règlement y annexé, sous les peines et amendes établies pour les contrevenans.

Art. 8. Les fractions qui se présenteront dans la composition des taxes pour les moitiés de droit à ajouter en raison du poids, devront, comme par le passé, se calculer à cinq centimes.

Art. 9. Les journaux, les gazettes, les imprimés, les lithographies, les gravures de toute espèce, le papier de musique imprimé ou manuscrit, tous ces objets, pourvu qu'ils soient présentés à l'affranchissement sous bande,

1844 seront sujets à un droit fixe de quatre centimes pour chaque feuille. Les supplémens des journaux publiés et ayant leur destination dans nos Etats, n'excédant pas en grandeur la feuille principale, et remis à la poste en même temps de celle-ci, seront exemptés de la taxe. Mais les journaux, ainsi que les imprimés susdits, toutes les fois qu'ils seront jetés à la boîte de la poste pour une destination intérieure, seront taxés dix centimes ou deux sous à la charge du destinataire.

Art. 10. Les expéditions d'argent qui ont déjà été autorisées en faveur des sous-officiers et soldats, continueront à avoir lieu au moyen de la poste, jusqu'à concurrence de dix livres avec franchise de port, et pour quelque destination que ce soit dans ce royaume; il sera payé toutefois, au moment de la remise, cinq centimes pour droit fixe d'expédition. Quant l'envoi sera de plus de dix livres, il sera payé pour l'excedant cinq centimes par livre. Mais ces expéditions ne seront acceptées qu'après qu'il se sera écoulé dix jours depuis le dernier envoi, à moins qu'il ne soit payé pour toute la somme le même droit de cinq centimes par livre, comme il est établi pour les fonds qui sont expédiés aux commandans des corps, pour lesquels l'administration pourra se charger de faire payer en un ou plusieurs mandats jusqu'à trois cents livres à un seul réclamant, lorsqu'on pourra présumer que les fonds nécessaires sont retenus près dudit bureau pour les fonds ordinaires de poste.

Art. 11. L'administration pourra aussi se charger pour les particuliers de petits paiemens au moyen de ses bureaux; mais, quant à ceux-ci, non pour une somme supérieure à cent livres, et moyennant le rapport de cinq pour cent, établi plus haut, par les cinq livres et au-dessus, et d'un droit fixe de quinze centimes pour chaque somme moindre; ces droits seront exigibles au moment où les fonds seront reçus. Afin d'éviter le transport matériel du numéraire, le bureau qui le recevra, devra remettre au déposant un mandat sur le bureau indiqué pour le paiement, indépendamment d'une reconnaissance de dépôt pour celui qui fait l'envoi, reconnaissance qui sera détachée du registre à souche, suivant les instructions.

Le paiement sera fait ensuite au destinataire, sur la remise du mandat.

L'administration des postes est responsable des sommes régulièrement payées avec de telles formalités à ses

agens, si elles venaient à être dérobées ou égarées, sans 1844
exception de cas.

Art. 12. Le nouveau tarif formé sur les bases ci-dessus établies, sera considéré comme les présentes, partie intégrante de notre édit et règlement y annexé du 30 mars 1836, cités plus haut, et le même tarif, pour ce qui regardera chaque bureau de poste, sera gardé dans chacun d'eux, exposé pour la plus grande commodité du public. Nous enjoignons à notre chambre des comptes d'entériner les présentes avec leur annexe susdite, et mandons à tous ceux qu'elles concernent de les observer et de les faire observer, abrogeant entièrement toute disposition contraire; et ordonnons qu'elles soient insérées dans le recueil des actes de notre gouvernement: telle est notre volonté.

Donné à Turin, le 30 du mois d'avril, an du Seigneur 1840, et de notre règne le quatorzième.

Signé : CHARLES-ALBERT.

SUPPLÉMENS

AUX

TOMES ANTÉRIEURS

DE CE

RECUEIL.

1.

Traité secret d'Alliance entre la Prusse et la Russie. Signé à Berlin le 24 Mai 1804 et à St. Petersbourg le... 1804 en forme de Déclaration des deux cours *).

I. Déclaration de la cour de Prusse.

Nous Fréderic-Guillaume III, roi de Prusse, etc. etc.

La guerre qui s'est ralluméc entre l'Angleterre et la France ayant exposé le nord de l'Allemagne à une invasion étrangère, les suites qui dès à présent en sont resultées pour notre monarchie et pour nos voisins, ont excité toutes nos sollicitudes; mais celles surtout qui pourraient en résulter encore, ont exigé de nous de peser et de préparer à temps les moyens d'y porter remède.

Quelque pénible que soit l'occupation de Hanovre et son résultat indirect, la clôture des fleuves, après avoir épuisé, pour faire cesser cet état de choses, tout ce qui n'était pas la guerre, nous avons résolu, de faire à la paix ces sacrifices de ne point revenir sur le passé, et de ne point procéder à des mesures actives tant que de nouvelles usurpations ne nous y auront pas forcé.

Mais si, malgré les promesses solennelles données par le gouvernement français, il étendait au delà du *statu quo* de ce moment-ci ses entreprises contre la sûreté de quelqu'un des Etats du Nord, nous sommes décidé à leur opposer les forces que la Providence a mises entre nos mains.

Nous en avons fait à la France la déclaration, et la France l'a acceptée; mais c'est surtout envers Sa Maj. l'empereur de toutes les Russies que la confiance et l'amitié nous faisaient un devoir de nous en ouvrir et nous

*) Ce Traité important n'a encore paru dans aucun Recueil diplomatique; il était même resté inconnu à la France. C'est à M. Thiers que nous en devons la première publication dans son Histoire du Consulat et de l'Empire (T. V. Livr. XIX.).

1804 avons eu la satisfaction de nous convaincre que nos résolutions étaient absolument dans les principes de notre auguste Allié, et que lui-même était décidé à les maintenir avec nous. En conséquence nous sommes tombé d'accord avec Sa. Maj. impériale des points suivans:

1⁰ On s'opposera de concert à tout nouvel impiétement du gouvernement français sur les Etats du Nord étrangers à sa querelle avec l'Angleterre.

2do Pour cet effet, on commencera à donner une attention suivie et sévère aux préparatifs de la République. On attachera un oeil vigilant sur les corps de troupes qu'elle entretient en Allemagne; et, si le nombre en est augmenté, on se mettra, sans perte de temps, en posture de faire respecter la protection que l'on est intentionné d'accorder aux Etats faibles.

3⁰ Si le cas d'une nouvelle usurpation existe en effet, nous sentons qu'avec un adversaire aussi dangereux les demi-moyens seraient funestes. Ce serait alors avec des forces porportionnées à la puissance immense de la République que nous marcherions contre elle. Ainsi, en acceptant avec reconnaissance l'offre de notre auguste Allié, de faire joindre incessamment nos troupes par une armée de 40 ou de 50 mille hommes, nous n'en comptérions pas moins sur les stipulations antérieures du traité d'alliance entre la Russie et la Prusse; stipulations qui lient tellement les destinées des deux empires, que dès qu'il s'agit de l'existence de l'un, les devoirs de l'autre n'ont pas de bornes.

4⁰ Pour déterminer le moment où le *casus foederis* existera, il faut voir les choses en grand et dans leur esprit. Les petits Etats d'Empire situés audelà du Weser peuvent offrir passagèrement des scenes qui répugnent aux principes, soit parcequ'ils sont le théatre continuel du passage des troupes françaises, soit parceque leurs Souverains sont ou vendus par l'intérêt à la France, comme le comte de Bentheim, ou dépendants d'elle sous d'autres rapports, comme le comte d'Aremberg. Là les déviations minutieuses qu'une représentation redresse, comme à Meppen, ou qui ne compromettent la sûreté de personne sont étrangères à un concert dont la sûreté fut le motif. C'est sur les bords du Weser que les intérêts deviennent essentiels parce que de ce points là il s'agit du Danemarc, du Mecklenbourg, des villes anséatiques etc.; et le *casus foederis* par consé-

quent aura lieu à la première entreprise des Français 1804
contre un Etat de l'Empire situé sur la droite du Weser, et particulièrement contre les provinces danoises et le Mecklenbourg, dans la juste attente où nous sommes que S. M. le roi de Danemarc fera alors conjointement avec nous cause commune contre l'ennemi.

5° Les marches énormes que les troupes russes auraient à faire pour joindre les notres, et la difficulté d'arriver à temps pour prendre part aux coups décisifs, nous font juger qu'il serait convenable qu'on adoptât pour les différentes armes un mode de transport différent. Ainsi, tandis que la cavalerie russe et les chevaux d'artillerie défileront à travers nos provinces, il semblerait préférable que l'infanterie et le canon partissent par mer et fussent débarqués dans quelque port de la Poméranie, du Mecklenbourg ou du Holstein, selon les opérations de l'ennemi.

6° Immédiatement après le commencement des hostilités, ou plûtôt si la convenance en est reconnue par les deux cours contractantes, le Danemarc et la Saxe seront invités à adhérer à ce concert, et à y coopérer par des moyens proportionnés à leur puissance, ainsi que tous les autres princes et Etats du nord de l'Allemagne qui, par la proximité de leur pays, doivent participer aux bienfaits du présent arrangement.

7° Dès lors, nous nous obligeons à ne poser les armes et à n'entrer en accommodement avec l'ennemi que du consentement de S. M. Impériale, et après un accord préable avec elle, plein de confiance dans notre auguste allié, qui a pris les mêmes engagements envers nous.

8° Après qu'on aura atteint le but qu'on s'y propose, nous nous réservons de nous entendre avec S. M. Impériale sur les mesures ultérieures à prendre, afin de purger entièrement le Nord de l'Allemagne de la présence des troupes étrangères, et d'assurer d'une manière solide pour l'avenir cet heureux résultat, en avisant à un ordre de choses qui n'expose plus l'Allemagne aux inconvénients dont elle a dû souffrir depuis le commencement de la guerre actuelle.

Cette déclaration devant être échangée contre une autre signée par S. M. l'empereur de Russie et conçue dans le même sens, nous promettons sur notre foi et parole royale de remplir fidèlement les engagements que nous y avons pris.

1804 En foi de quoi nous avons signé les présentes de notre main, et y avons fait apposer notre seau royal. Fait à Berlin, le 24 de mai, l'an de grâce 1804, et de notre règne le huitième.

Signé: Frédéric Guillaume
Contresigné, Hardenberg.

II. Contre-déclaration de la port de la Russie.

La situation critique où se trouve le nord de l'Allemagne et la gêne imposée à son commerce, de même qu'à celui de tout le Nord, par le séjour des troupes françaises dans l'Electorat de Hanovre; de plus, les dangers immenents qui sont à prévoir pour la tranquillité des Etats, qui, dans cette partie du continent, n'ont pas encore subi le joug des Français, ayant excité toute notre sollicitude, nous nous sommes appliqué à chercher les moyens propres à calmer nos appréhensions à cet égard.

L'invasion de l'Electorat de Hanovre n'ayant pu être prévenue, et les circonstances ayant malheureusement empêché dans le temps de la délivrer de la présence des troupes françaises, nous avons jugé convenable de n'adopter pour le moment aucune mesure active, tant que le gouvernement français se bornera à l'occupation des possessions allemandes de S. M. Britannique; mais aussi de ne point permettre que les armées françaises dépassent en Allemagne la ligne derrière laquelle elles se trouvent maintenant.

S. M. le roi de Prusse, que nous avons prévenu en toute confiance de nos alarmes et des mesures qui nous paraisent indispensables pour écarter le danger que nous prévoyons, ayant exprimé son assentiment à nos vues, ainsi que son desir de concourir à des soins aussi salutaires, et de s'opposer à de nouveaux empiétements du gouvernement français sur d'autres Etats de l'empire étrangers à la querelle avec l'Angleterre, nous sommes tombé d'accord avec Sa dite Majesté des points suivants.

1° L'audace et l'activité reconnues du gouvernement français lui faisant entreprendre et exécuter spontanément ses desseins, il est de nécessité absolue de surveiller les préparatifs qu'il peut employer pour la confection de ses projets sur le nord de l'Allemagne. On attachera donc un oeil vigilant sur le corps de troupes qui séjourne dans ces contrées, et, en cas que leur nombre soit augmenté, on s'impressera sans perdre de tems à se mettre

en posture propre à faire respecter la protection qu'on 1804
est intentionné d'accorder aux Etats qui, par leur faiblesse, ne sauraient se soustraire aux dangers dont ils sont menacés.

2° Pour prévenir toute incertitude sur l'époque de la mise en activité des moyens destinés de part et d'autre, et ci-dessus énoncés, à préserver le nord de l'Allemagne de toute invasion étrangère, il est convenu avant tout, entre nous et S. M. Prussienne de déterminer le *casus fœderis* du présent arrangement. A cet effet, on s'est accordé à l'envisager comme échu au premier empiétement que les troupes françaises stationnées dans les Etats électoraux de S. M. Britannique se permettront sur les pays adjacents

3° Le *casus fœderis* échéant, S. M. le roi de Prusse, se trouvant plus à portée du théatre des évènements, n'attendra pas pour agir la réunion des forces respectives qui seront ci-dessous spécifiées, et fera commencer les opérations aussitôt qu'elle aura la nouvelle que les troupes françaises ont franchi la ligne qu'elles occupent présentement dans le nord de l'Allemagne.

4° Tous les moyens que nous nous proposons d'employer à cette même fin se trouvant prêts pour être mis en activité, nous nous engageons de la manière la plus formelle à marcher au secours de S. M. Prussienne, au premier signal qui nous en sera donné et avec toute la célérité possible.

5° Les forces qui seront employées de notre part à la défense du reste du nord de l'Allemagne s'éléveront à 40 mille hommes de troupes règlées, et pourront être augmentées jusqu'à 50 mille hommes, suivant le besoin. S. M. le roi de Prusse s'oblige, de son côté, d'employer à ce même usage un nombre égal de troupes règlées. Une fois les opérations militaires commencées, nous nous obligeons de ne poser les armes, ni d'entrer en accommodement avec l'ennemi commun, que du consentement de S. M. Prussienne, et après un accord préalable avec elle; bien entendu que S. M. le roi de Prusse s'imposera également l'obligation de ne poser les armes ni d'entrer en accommodement avec l'ennemi commun que de notre consentement et après un accord préalable avec nous.

6° Immédiatement après le commencement des hostilités, ou plustôt si la convenance en est reconnue entre les deux cours contractantes, le roi de Danemarc et l'E-

1804 lecteur de Saxe seront invités à adhérer à ce concert, et à y coopérer par des moyens proportionnés à leur puissance, ainsi que tous les autres princes d'Etats du nord de l'Allemagne, qui, par la proximité de leur pays, doivent participer aux bienfaits du présent arrangement.

7° Après qu'on aura atteint le but qu'on s'y propose, nous nous reservons de nous entendre avec S. M. Prussienne sur les mesures ultérieures à prendre, afin de purger entièrement le sol de l'empire germanique de la présence des troupes étrangères, et d'assurer d'une manière solide pour l'avenir cet heureux résultat, en avisant à un ordre de choses qui n'expose plus l'Allemagne aux inconvénients dont elle a dû souffrir depuis le commencement de la guerre actuelle.

Cette déclaration devant être échangée contre un acte signé par S. M. le roi de Prusse et conçu dans le même sens, nous promettons sur notre foi et parole impériale de remplir fidèlement les engagements que nous y avons pris.

En foi de quoi nous l'avons signée de notre propre main, et y avons fait apposer le seau de notre empire.

Donné à Saint-Petersbourg le... l'an 1804, de notre règne le quatrième.

2.

1834 *Transactions à la Diète germanique à Francfort s.M. relativement aux prétensions des Puissances étrangères de s'immiscer dans les affaires intérieures de la confédération germanique.*

I.

Verbalnote des Königlich Grossbritannischen bevollmächtigten Ministers, Herrn Cartwright, die in das Frankfurtische Gebiet verlegten Bundestruppen, und das Obercommando über die Frankfurtischen Truppen betreffend, vom 21. *Mai* 1834.

Le gouvernement de sa Majesté Britannique s'est abstenu depuis longtems de faire une communication formelle à la haute Diète au sujet de l'occupation militaire

de Francfort — non parcequ'il régardait cette occupation 1834
avec indifférence, ou q'il l'envisagea comme une affaire, qui n'avait aucun rapport aux interêts de la Grande-Bretagne, — mais parceque des communications non — officielles qui avaient déjà eu lieu, avaient fait naître l'espoir, que la haute Diète de son propre mouvement ne tarderait pas à mettre fin à une mesure si contraire aux droits d'un état indépendant.

Même à l'heure qu'il est le Gouvernement de sa Majesté Britannique n'est pas disposé à faire une remontrance formelle là — dessus, quoi qu'il en ait pleinement le droit comme partie contractante du traité de Vienne; — et si même ce traité n'eut pas été signé, il se règarde néanmoins en droit de considérer comme intérêt Brittannique le maintien de l'indépendance politique même du plus petit Etat de l'Europe.

En faisant cette déclaration à Son Excellence le Ministre de Prusse, président de la haute Diète ad intérim, le Ministre d'Angleterre est aussi chargé de lui représenter qu'une résolution de la part de cette Assemblée de persister à occuper le territoire de Francfort par les troupes de la Confédération en dépit des remontrances graves du Senat, et une tentative d'arracher aux Autorités de la Ville le commandement militaire de leurs propres troupes, seront necessairement regardés par le Gouvernement Britannique comme une infraction directe des droits d'un Etat indépendant.

De tels actes renfermeraient des considérations d'une gerne beaucoup plus sérieux et plus étendu que celles qui émanent d'une question pûrement fédérale entre la Diète et un membre de la Confédération, — et c'est par cette raison que la Gouvernement de Sa Majesté Brittannique ne cesse pas d'espérer que la sagesse et la modération de la haute Diète la porteront à faire preuve de ce même respect pour les droits de l'Etat de Francfort, que chacun membre de la Confédération doit s'attendre à voir observer envers lui par toute autre puissance. —

II.

Note des Königlich Französischen bevollmächtigten Ministers Baron Alley de Cyprey, vom 24. Mai d. J. 1834.

Lorsque l'occupation de la ville de Francfort fut

1834 décidée par la diète Germanique, le Gouvernement français, qui ne pouvait voir qu'avec inquiétude une mésure qui ménacait le principe de l'indépendance des Etats allemands, fit des représentations sur les conséquences, qu'elle pouvait avoir.

D'après les communications verbales, qui eurent lieu à ce sujet, cette intervention militaire, qui était représentée comme un acte de précaution temporaire, nécessité par des circonstances imprévues et urgentes, ne devait gêner en rien l'action du Gouvernement de Francfort; l'autorité des magistrats devait rester libre de toute influence étrangère, et la ville devait conserver la disposition de ses forces militaires. Sans être complétement rassuré par ces déclarations, le Gouvernement du roi, toujours soigneux décarter les causes de récrimination, crût devoir s'obstenir d'ensister.

Un an s'est écoulé depuis-lors et les inquiétudes, qu'il avait justement conçues loin de se dissiper semblent devoir devenir plus sérieuses. Des avis, qui méritent toute confiance lui font craindre, que l'occupation de Francfort ne prenne un caractère de permanence. Il paraîtrait, que la Diète veut revenir aujourdhui sur les ménagemens dont elle avait d'abord usé à l'égard d'une Ville libre, et qu'elle serait disposée à priver cet état de certains droits essentiellement inhérents à la souveraineté et au pouvoir exécutif.

Le Gouvernement français a peine à croire, que des souverains, qui attachent sans doute autant de prix à leur indépendance que les autres Puissances Européennes puissent eu préparer la ruine par un précédent, dont on ne manquerait pas de se prévaloir contre eux dans l'occasion. C'est ce qui le persuade, qu'ils ouvriront les yeux et s'arrêteront avant de faire un pas aussi décisif.

Mais si le Gouvernement du roi se trompait, s'il était vrai, qu'il dût y avoir une résolution de la Diète attaquant l'indépendance de la Ville de Francfort, s'il était vrai, que la volonté du Gouvernement de cet état dût être violentée, le gouvervement de sa Majesté ne doit pas laisser ignorer, que la France, partie contractante au traité de Vienne, autorisée par conséquence à protester contre toute violation des clauses qu'il renferme ne pourraît reconnaître la légitimité de l'atteinte funeste qui serait portée à l'indépendance Germanique.

J'amais elle n'admettra qu'on ait le droit de réduire 1834
cette indépendance à un vain mot.

III.

Die Bundesversammlung beschloss hierauf den 12. *Juni* 1834 *die nachstehende Verbalnote gleichlautend den bevollmächtigten Ministern von Frankreich und England zuzustellen.*

Die Bundesversammlung, welche von der Verbalnote des Königlich Grossbrittannischen bevollmächtigten Herrn Ministers vom 21. Mai d. J. Kenntniss genommen hat, kann nur bedauern, dass derselbe von seiner Regierung zur Communication über einen Gegenstand beauftragt worden ist, hinsichtlich dessen eine nähere Erläuterung — wenn es auch zur Berichtigung thatsächlich irriger Voraussetzung — zu geben, die Bundesversammlung sich selbst dann versagen müsste, wenn ihr solche in den freundschaftlichsten Ausdrücken abverlangt würde.

Denn das Recht, seine innern Angelegenheiten ohne fremde Einmischung zu ordnen, ist ein Recht des eigends zur Bewahrung der Unabhängigkeit der einzelnen deutschen Staaten und zur Erhaltung der Sicherheit Deutschlands gestifteten Bundes. — Dieses Recht unverletzt zu bewahren, wird sich die Bundesversammlung eben so getreulich zur angelegentlichen Pflicht machen, als der deutsche Bund, hinsichtlich der Massregeln, welche auswärtige Mächte zur Vorbeugung und Dämpfung von Unruhen und zur Unterdrückung der Unruhen im Umfang ihrer Staaten zu ergreifen in dem Falle sind, sich zu irgend einer Intervention nie berechtigt achten wird.

IV.

Weitere Note des K. Fr. bevollmächtigten Ministers Baron Allege de Cyprey, vom 30. *Juli* 1834.

Le Soussigné, ministre plénipotentaire de Sa Majesté le Roi des Français, auprès de la sérenissime Confédération Germanique à transmis à son Gouvernement la note verbale, que Monsieur le Président de la Diète lui a fait l'honneur de lui adresser le 12 Juin. Il vient de recevoir l'ordre de faire la reponse suivante.

Le Gouvernement français en s'élevant contre des exigences, qu'il jugeait contraires à l'indépendance de la ville de Francfort, s'est appuyé sur l'article du traité de Vienne, qui a consacré cette indépendance, qui, par

1834 conséquent, a donné à toutes les Puissances signataires de cet acte le droit de la protéger, soit dans l'intérêt de la ville soit même dans leur propre l'intérêt.

Pour répousser des répresentations établies sur une pareille base, la Diète aurait dû prouver ou que les mesures en question ne menacaient pas l'indépendance francfortoise ou que l'article de l'acte de Vienne n'a pas le sens que lui attribue le Gouvernement français.

Cependant sans effectuer, sane même essayer aucune de ces démonstrations, la Diète pour justifier son refus d'entrer en explication se borne à alleguer en termes généraux le droit qu'a tout Etat indépendant diriger sans controle ses affaires intérieures et à déclarer que de son coté la Confédération Germanique ne s'ingérera jamais dans les mésures que des Puissances étrangères pourront prendre pour étouffer l'anarchie dans l'étendue de leurs Etats.

Outre que ce raisonnement ne répond que d'une manière indirecte à celui, qu'il semble destiné à réfuter, outre qu'il n'oppose à une stipulation précise et spéciale qu'un principe général susceptible par conséquent de modifications et d'exceptions, une discussion tant soit peu approfondie prouverait aisement que ce principe est ici sans application; que si la confédération Germanique constitue une Puissance collective, elle n'est pas un Etat, mais une fédération d'Etats, fédération constituée par l'acte de Vienne et soumise par conséquent aux conditions prescrits par cet acte; qu'on ne saurait sans aucun rapport la comparer à des Gouvernemens existant par eux mêmes et indépendamment de toute stipulation, que cette impossibilité ressort même des termes de la proposition actuelle, puisque évidemment un état ne peut attenter à sa propre indépendance, tandis qu'il peut très bien arriver qu'une Confédération soit entrainée à violer l'indépendance de quelques uns de ses membres.

Le Gouvernement français ne poussera pas plus loin cette discusion. Il lui suffit d'avoir prouvé, qu'il n'a pas dépassé la limite de ses droits, n'a méconnu le veritable sens des traités, lorsquil s'est décidé a intervenir dans une contestation dont les résultats s'emblaient devoir être bien plus regrettables encore, qu'ils ne l'ont été en réalité.

Les formes mésurés et l'extrême réserve, qui ont caractérisé cette intervention mettent d'ailleurs le Gou-

vernement français hors d'état de comprendre ce qu'a 1834
voulu dire Monsieur le Président de la Diète en déclarant, qu'il lui aurait été impossible d'entrer dans aucune explication, lors même que la demande lui en eut été adressée dans les expressions les plus amicales. Il est plus que probable qu'en rédigeant cette phrase Monsieur le Président n'avait pas sur les yeux le texte de la note que le consigné lui a remise le 24. Mai.

V.

Weitere Note des K. Grossbritannischen bevollmächtigten Ministers Herrn Cartwright, vom 18. Juli d. J., das Verhältniss der freien Stadt Frankfurt betreffend.

Le soussigné, Ministre plenipotentiaire de sa Majesté Britannique auprès de la Sérénissime Confédération Germanique, a transmis à son Gouvernement la note verbale datée du 12. Juin, qui lui avait été remise par son Excellence Mr. de Nagler, président par substitution de la haute Diète, rélativement à l'occupation militaire de la ville de Francfort.

Il vient de recevoir l'ordre d'y faire la réponse suivante:

Le gouvernement de sa Majesté Britannique voit avec peine d'après une phrase dans la dite note, que la communication, que le soussigné avait été chargé de faire à la haute Diète sur l'affaire en question, a été regardée comme n'étant pas rédigée dans des termes assez amicaux.

Il était loin de l'intention du Gouvernement de Sa Majesté de donner aux expressions de cette communication un caractère non — amical; et il est d'avis, en ce qui concerne la substance même de cette communication que les obligations imposées par l'amitié ne s'opposent nullement à ce que les Parties contractantes dans un traité ne se fassent à temps des remontrances quand il y a lieu de craindre qu'on ne s'écarte de ses stipulations.

La note verbale du 12 Juin réclâme pour la Confédération le droit de régler ses affaires intérieures sans aucune intervention étrangère, et soutient, que la Confédération a été établie expressément pour le maintien de l'indépendance de chacun des Etats allemands qui la composent.

Le gouvernement de Sa Majesté n'a à faire aucune

1834 objection contre l'une ou l'autre de ces propositions. La Grande-Bretagne n'a aucun désir de se mêler des affaires pûrement intérieures de la Confédération, et loin de nier que le maintien de l'indépendance de chacun des Etats confédérés soit un des buts principaux et réconnus pour lesquels la confédération a été fondé, c'est precisément pour ce fait que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique base son droit de remontrance. La Grande-Bretagne ayant été une Partie contractante au traité de Vienne, a le droit de s'opposer à toute infraction aux stipulations de ce traité.

La confédération Germanique a été créée par le traité de Vienne, et quant à ses relations avec d'autres Etats, les droits de la Confédération, ses pouvoirs et ses obligations doivent être récherchés dans les stipulations de ce traité, et dans ces stipulations seules.

Les états confedérés sont indubitablement libres de prendre, entre eux, toutes les dispositions qu'ils jugeront à propos par rapport à leurs affaires pûrement intérieures, et aucune autre Puissance n'a le droit de se mêler de ces dispositions, tant qu'elles ne sont pas contraires aux stipulations des traités en vertu duquel la Confédération Elle-même a obtenue une existence reconnue en l'Europe. Mais „le maintien de *l'indépendance* et *l'inviolabilité* de chacun des Etats confédéres", a été solennellement établi dans le traité de Vienne, comme étant un des principaux buts pour lesquels la Confédération a été créée; et la Diète ne peut jamais croire que les Puissances de l'Europe Parties contractantes dans ce traité, qui pour des principes généraux, ou pour des interêts particuliers, trouvent qu'il est important que l'indépendance nationale soit respectée, même quand il s'agit du plus petit Etat; la Diète ne peut l'assurément croire que ces Puissances puissent jamais admettre, que sous prétexte de règler des affaires intérieures, la majorité des Etats qui composent la Confédération soit en droit d'anéantir l'indépendance et de détruire l'inviolabilité de leurs Associés, — et de convertir ainsi cette Confédération qui fut créée pour la protection des faibles, en un instrument d'oppression dans les mains des puissants.

Le gouvernement de Sa Majesté Britannique désire fonder sa protestation à cette ocassion sur des principes généraux et sur des faits notoires. Il s'appuie sur le

traité de Vienne, et il ne peut admettre qu'aucun acte 1834
postérieur de la Diète, — non sanctionné par les Puissances qui ont contracté ce traité, puisse en abroger les stipulations ou en invalider les principes. Mais il serait facile de prouver par plusieurs actes et par plusieurs résolutions de la Diète, qui a différentes réprises ont été portés à la connaissance du public, entre autres par les articles 25, 26 et 32 de l'acte finale de 1820, que les démarches qui forment le sujet de la présente note, sont aussi contraires aux principes énoncés antérieurement par la Diète Elle-même, qu'elles sont en opposition à la lettre du Traité de Vienne.

La note du 12 Juin déclare dans sa conclusion, que la Confédération ne réclâmera jamais le droit de se mêler des mesures, que des Etats étrangers pourraient juger convenable de prendre pour prévenir, ou pour réprimer, des troubles dans l'enceinte de leurs propres territoires.

Si, comme il paraît, que c'est le cas, le but de cette déclaration est moins indiquer la voie que la haute Diète veut poursuivre, que de blamer indirectement la conduite, que la Grande-Bretagne a tenue à cette occasion, le Gouvernement de Sa Majesté croit devoir déclarer que ce reproche est sans fondement.

Le Gouvernment de Sa Majesté ne s'est jamais arrogé le droit d'intervenir dans les mesures qu'un Etat indépendant quelconque pourrait juger convenable de prendre pour soutenir l'ordre dans son propre territoire; mais en renonçant à ce droit pour la Grande-Bretagne, il ne saurait le concéder à d'autres Puissances.

C'est strictement sur un pareil droit que sont fondées et la présente communication, et la note du Soussigné du 24. Mai dernier:

La confédération n'est point un Etat, qui possède un territoire; Elle n'est investie d'aucun droit souverain. Elle est une Ligne formée entre des Etats indépendans, dont chacun posside son territoire à lui, et exerce sur son propre territoire ses propres droits souverains.

Le traité de Vienne a défini jusqu'à quel point l'action indépendante de chaque Gouvernement est subordonné à la volonté générale des autres par la formation de la Confédération. Au-delà de ce point toute intervention de la part d'un ou de plusieurs membres de la Confédération dans les affaires intérieures d'un autre membre est une violation du principe de l'independance nationale.

1834 Et si la force acclablante d'une puissante majorité oblige un Etat à se soumettre, contre son gré et en protestant, à l'occupation militaire de son territoire pas des troupes qui ne réconnaissent point son autorité, ainsi qu'à transférer le commandement de ses propres régimens à un Général obéissant à un autre Souverain, — un pareil résultât peut, — il est vrai — démontrer l'ascedant de la supériorité numérique, mais ne saurait changer l'injustice du principe, sur lequel de pareils démarches sont basées.

VI.

Sitzung der deutschen Bundesversammlung zu Frankfurt, am 18. *September* 1834.

Präsidium eröffnet: Es wolle die bereits in voriger Sitzung vertraulich mitgetheilte Präsidialproposition heute hiermit in das Protokoll legen:

Es kann in dieser hohen Versammlung nur ein Urtheil über die Anmassung bestehen, welche dem Inhalt der Note des K. Französ. bevollmächtigten Ministers vom 30. Juni, und jenen des K. Grossbr. bevollmächtigten Ministers vom 18. Juli l. J. zum Grunde liegt.

Es werden in diesen Noten für jene Regierungen als Mitunterzeichner der Congressacte dem deutschen Bunde gegenüber Rechte und Befugnisse in Anspruch genommen, welche keine Macht einer andern zugestehen kann, ohne auf ihre Selbstständigkeit und Unabhängigkeit Verzicht zu leisten.

Der deutsche Bund ist ausschliessend von den souveränen Fürsten und freien Städten Deutschlands errichtet — nur von diesen Paciscenten ist die Bundesacte als für alle gleichverbindlich unterzeichnet worden. Die Einverleibung des Bundesvertrages in die Congressacte ist, wie die Eingangsworte dieser letzten Urkunde ausdrücklich besagen, nur darum geschehen, um die Resultate der verschiedenen zu Wien stattgefundenen Verhandlungen, sofern solche von höherem und bleibendem Interesse waren, in ein Hauptinstrument zu vereinigen. Zu solchem Ende sind auch andere Verträge, Conventionen, Declarationen und Reglements als integrirende Theile der Congressverhandlungen diesem Hauptacte beigefügt worden. —

Durch die Aufnahme des Bundesvertrags in die Congressacte ist sonach nur die formelle Anerkennung des

Bundes als solchen von Seiten derjenigen Mächte, welche die 1834
Congressacte unterzeichnet haben, ausgesprochen worden.

Wenn fremde Mächte hieraus ein Recht, die Aufrechthaltung der im Bundesvertrage sanctionirten Grundsätze in ihrer Anwendung zu beaufsichtigen, oder eine Verpflichtung die Unabhängigkeit der einzelnen Glieder des deutschen Bundes zu beschützen, ableiten wollen, so stellt sich dies als eine unbefugte fremde Einmischung dar, welche der Bund nicht früh genug mit Ernst und Würde zurückweisen kann.

Deutschland ist durch die Bundesverfassung ein eigener durch sich selbst entstandener, für sich bestehender politischer Körper, für innere und äussere Zwecke so vollständig gebildet und in sich selbst begründet, dass es als Schlussstein des europäischen Staatengebäudes alle Mittel besitzt, um ohne fremde Beihülfe seine innere Ruhe ebenso als die unverbrüchliche Sicherheit und Selbstständigkeit der im Bunde vereinten souveränen Fürsten und freien Städte zu verbürgen.

Dieser Standpunkt ist so einfach und klar in den der Congressacte einverleibten Bestimmungen des Bundesvertrags bezeichnet, dass die Bundesversammlung den Regierungen von Grossbritannien und Frankreich mit voller Beruhigung auf das von ihren Repräsentanten am Bundestage in den übergebenen Noten vom 30. Juni und 18. Juli selbst gewählte Terrain der Congressacte folgen kann, um die irrigen Theorien und falschen Doctrinen zu widerlegen, von welchen ihre Noten angefüllt sind. Der 53. Art. der Congressacte gibt den 1. Art. des deutschen Bundesvertrags, und bezeichnet als einzige Paciscenten die souveränen Fürsten und die freien Städte Deutschlands. Der 54. Art. der Congressacte spricht als den Zweck des Bundes die Erhaltung der innern und äussern Sicherheit Deutschlands und die Unabhängigkeit und die Unverletzbarkeit der einzelnen deutschen Staaten aus. Der 55. Art. verpflichtet alle Glieder des Bundes, die Bundesacte unverbrüchlich zu halten. Nach dem 56. Art. werden die Angelegenheiten des Bundes durch die Bundesversammlung besorgt. Der Bestimmung des 58. Art. zufolge steht der Bundesversammlung das Recht zu, die Grundgesetze des Bundes abzuändern oder neu abzufassen. Der 59. Art. bestimmt die Fälle, in welchen die Bundesversammlung durch Stimmenmehrheit oder Einhelligkeit gültige Beschlüsse zu fassen berechtigt ist. Nach

1834 dem 60. Art. ward das Geschäft, die organische Einrichtung des Bundes in Rücksicht auf seine militärischen, inneren und auswärtigen Verhältnisse zu ordnen, ausdrücklich der Bundesversammlung zugewiesen. Endlich versprechen nach dem 63. Art. alle Mitglieder des Bundes, sowohl ganz Deutschland, als jeden einzelnen Bundesstaat gegen jeden Angriff in Schutz zu nehmen, und garantieren sich gegenseitig (ohne irgend wo und irgend wie die Garantie fremder Mächte in Anspruch zu nehmen) ihre sämmtlichen unter dem Bunde begriffenen Besitzungen, so wie dieselben sich verbindlich machen, einander unter keinerlei Vorwand zu bekriegen, sondern ihre Streitigkeiten bei der Bundesversammlung anzubringen.

Dieses ist der deutsche Bund nach seinen in die Congressacte aufgenommenen Grundzügen.

Wenn man nun diesen bündigen, einer verschiedenen Auslegung gar nicht fähigen Bestimmungen des Bundesvertrags, den Behauptungen der bevollmächtigten Minister von Grossbritannien und Frankreich in den erwähnten Noten entgegenhält, so gelangt man bald zur Ueberzeugung, dass nur vollständige Unkenntniss des eigentlichen Bundesverhältnisses oder eine unbegreifliche Verwirrung in den einfachsten Begriffen bei der Redaction obiger Noten vorgeherrscht haben müssen. Denn wie liesse sich sonst die vom K. Grossbritannischen Ministerium getheilte Behauptung Frankreichs, dass den Unterzeichnern der Congressacte ein Recht zustehe, die Unabhängigkeit der einzelnen deutschen Staaten zu beschützen, mit der Bestimmung des 54. Art. der Congressacte vereinigen, nach welchem die Bewahrung der Unabhängigkeit der einzelnen deutschen Staaten ausschliessend Aufgabe und Zweck des deutschen Bundes selbst ist, — wie vertrüge sich die Behauptung Englands, dass die Verhältnisse des Bundes zu den fremden Staaten, so wie dessen Rechte und Verbindlichkeiten, nur allein in den Bestimmungen des Bundesvertrags zu suchen seien, und die daraus abgeleitete monströse Folgerung, dass alle späteren Bundesbeschlüsse dem Urtheil der Unterzeichner der Congressacte, ob sie den Grundsätzen der Bundesacte entspreche, verfallen seien, mit der sonnenklaren Bestimmung des 58. Art. der Congressacte, nach welchem der Bundesversammlung das Recht zusteht, die Grundgesetze des Bundes abzuändern oder neu abzufassen, oder mit dem 62. Art., nach welchem die organi-

schen Einrichtungen des Bundes in Rücksicht auf seine militärischen, inneren und auswärtigen Verhältnisse zu ordnen, ausdrücklich der Bundesversammlung und nur dieser vorbehalten ist, — wie hätte man endlich K. Grossbritannischer Seits versucht sein können, in einem Beschlusse der Majorität der Bundesversammlung eine Unterdrückung der Unabhängigkeit eines einzelnen deutschen Staates zu finden, wenn man den 59. Art. der Congressacte im Auge gehalten hätte, nach welchem die Bundesversammlung nach Beschaffenheit des Falles ausdrücklich, die von sämmtlichen Bundesgliedern vertragsmässig festgesetzte Befugniss hat, gültige Bundesbeschlüsse nach der Stimmenmehrheit zu fassen? 1834

Es wird überflüssig sein, weiter zu gehen und die übrigen, theils schiefen, theils ganz verworrenen Behauptungen und daraus gezogenen ebenso unrichtigen Folgerungen, von welchen vorzüglich die Note des K. Grossbrittannischen bevollmächtigten Ministers angefüllt ist, in ihren Details zu verfolgen, um den Beweis zu vervollständigen, dass in jenen Noten an den Bund Aufforderungen geschehen, welche, wenn sie zugestanden oder nur mit Stillschweigen übergangen würden, das ganze Verhältniss des Bundes verrücken, so wie die Selbstständigkeit gefährden und ihm eine Abhängigkeit gegen das Ausland geben müssten, welche nicht nur den Absichten der Stifter desselben widerstreben, sondern ihn früher oder später der sichern Auflösung entgegen führen würden.

Die einzige Frage, von welcher es sich in dieser hohen Versammlung gegenwärtig handeln kann, ist diese: in welcher angemessenen Weise diese Einmischung Frankreichs und Englands in die innern Angelegenheiten Deutschlands zu beantworten sein werde?

Offenbar würde bei den ohnehin so einfach klaren Bestimmungen des deutschen Bundesvertrags jede weitere Discussion mit den beiden fremden Mächten nur zu verlängerter polemischer Erörterung führen, und die Bundesversammlung würde ihre Stellung verkennen, wenn sie sich dazu herbeiliesse, den Bundesbeschluss, welcher zu diesem Notenwechsel Anlass gegeben hat, gegen die fremden Mächte zu rechtfertigen. Es ist zwar zu erwarten, dass die herbe Erfahrung, welche die beiden Mächte gemacht haben, dass nämlich derjenige deutsche Staat, zu dessen Gunsten dieselben eine Intervention versuchten, sich nicht nur gegen dieselbe verwahrt hat, sondern offenbar darin das

1834 dringendste Motiv finden musste, sich mit ächt föderativem Sinne an die übrigen Bundesglieder enge anzuschliessen, um durch die That den Beweis zu führen, dass die deutschen Regierungen in ihren gemeinsamen innern Angelegenheiten, nur ein Gesetz über sich erkennen, welches der von ihnen feierlich eingegangene Bundesvertrag ist; es ist zu erwarten, dass diese Erfahrung, den deutschen Bund für alle Zukunft vor ähnlicher unberufener Einmischung bewahren werde. Nichts desto weniger wird es erforderlich, dass die Bundesversammlung, um nicht durch Stillschweigen zur Missdeutung Anlass zu geben, den bevollmächtigten Ministern beider Mächte, in Erwiederung auf ihre Noten vom 30. Juni und 18. Juli, in angemessener Weise erklären: dass der deutsche Bund sich gegen die in jenen Zuschriften aufgestellten Theorien, als mit der deutschen Bundesacte im directen Widerspruche, feierlich verwahre, — dass derselbe den Unterzeichnern der Congressacte in Bundesangelegenheiten niemals Rechte zugestehen werde, welche, nach dem Wortlaute des Bundesvertrags, ausdrücklich nur den Gliedern des deutschen Bundes und dessen Gesammtheit zustehen, — dass der wahre Schutz und Schirm der einzelnen Bundesstaaten gegen Verletzung ihrer Unabhängigkeit in der ausschliessend nur von den Bundesgliedern gegenseitig übernommenen Garantie, ihrer im Bunde begriffenen Besitzungen liegen, und dass der Bund in der ruhigen und consequenten Entwickelung und Ausbildung seiner Gesetzgebung und in der gewissenhaften und treuen Anwendung der im Bundesvertrage festgesetzten Grundsätze, sich durch keinen Versuch irgend einer Einmischung stören lassen werde. Präsidium trägt sonach darauf an, dass eine Erwiederung in diesem Sinne an die beiden Gesandtschaften von Frankreich und Grossbritannien gerichtet werde, und da bereits in der vorigen Sitzung statt gefundenen vertraulichen Berathung die Ansicht geäussert wurde, dass die Grundsätze für das von der Bundesversammlung, bei künftigen ähnlichen fremden Einmischungen zu beobachtende Benehmen durch einen Bundesbeschluss festzustellen seien und dass letzterer den oben gedachten beiden Gesandtschaften mitgetheilt werde; so will Präsidium den aus dieser Berathung hervorgegangenen Beschlussentwurf hoher Bundesversammlung nunmehr zur Genehmigung vorlegen.

VII. 1835

Der hierauf dem Präsidialantrage gemäss von der deutschen Bundes-Versammlung noch in der nämlichen Sitzung einhellig gefasste Beschluss S. Nouv. Recueil T. XVI. (Nouv. Série T. VII. Partie 1ere) Nro. 15. S. 56 u. f.

3.

Lettre du baron d'Anstett, Envoyé de la Russie à Francfort s. M. adressée au comte de Münch-Bellinghausen, Président de la Diète germanique. En date de 4 Avril 1835.

Monsieur le Comte,

Je m'empresse d'avoir l'honneur de Vous transmettre ci-joint la copie textuelle d'un dépêche de ma Cour et d'après le devoir qu'elle m'impose, je viens prier Votre Excellence de vouloir bien en donner communication à la haute Diète.

C'est une pièce de principes et d'avenir. Elle renferme un touchant témoignage de l'amitié indissoluble et des sentimens si purs et si vrais qui unissaient Sa Majesté l'Empereur Nicolas à Sa Majesté l'impereur François I d'inobliviscible mémoire: Elle contient également la garantie solennelle de la continuation de la même intimité, de la même confiance, du même attachement, en un môt, du même système conservateur, dont Sa Majesté l'Empereur Ferdinand a hérité de Son Auguste Père, et qui fait la bâse de l'alliance inébranlable, sur laquelle reposent les plus hauts intérêts.

Recevez, Monsieur le Comte, les témoignages renouvelés de ma haute considération.

Francfort sur Main le $\frac{\text{23. Mars}}{\text{4. Avril}}$ 1835.

signé: D'ANSTETT.

Annexe.

Depeche du comte de Nesselrode au baron d'Anstett à Francfort. Datée de St. Petersbourg, le 25 Mars 1835.

C'est dans la journée du 26. Février que nous avons

1835 appris l'affligeante nouvelle du décès de l'Empereur François.

Notre Auguste Maitre a été profondement affecté de cette perte, qui enlève à Sa Majesté l'un de ses plus intimes Amis et Alliés, et prive l'Europe de l'un des Monarques, auxquels elle doit depuis vingt années le maintien de son repos.

Fidèle au principe conservateur qui a fait la règle constante de sa vie, l'Empereur François, à son heure dernière, s'est plu à fixer encore Sa pensée sur le besoin d'environner la paix générale d'une haute garantie de durée. Dans cette intention généreuse il a legué à Son Auguste Successeur le soin de conserver à jamais les liens, qui unissent l'Autriche et ses Alliés; il Lui a transmis en même temps les droits imprescriptibles, qu'il avoit acquis à l'amitié franche et loyale de Notre Auguste Maître.

Une première communication du Cabinet de Vienne, en nous offrant la preuve la plus touchante de la fidélité, avec laquelle l'Empereur Ferdinand remplit des dernières intentions de son Auguste Père, vient de nous confirmer dans la conviction, que la solidarité de l'Alliance restera à jamais inviolable.

Avant de reçevoir cette assurance, l'Empereur avoit déjà éprouvé le besoin d'aller Lui-même audevant de Sa Majesté Imperiale et Royale Apostolique par un témoignage spontané d'intérêt et d'affection. Il avoit résolu aussitôt d'envoyer a Vienne en Ambassade extraordinaire le Comte Orloff: Ce général a quitté St. Petersbourg le 1 de ce mois.

Sa mission a pour objet d'attester hautement, à la face de l'Europe, l'indissoluble union de la Russie et de l'Autriche. Jl est chargé de réiterer nommément à l'Empereur Ferdinand l'assurance formelle, que Notre Auguste Maître, fidèle à ses engagemens envers feu l'Empereur François, considérera le maintien de la tranquillité intérieure de deux Monarchies et leur inviolabilité au dehors comme une cause, qui leur est commune et qu'il est fermement resolu de consacrer a ce but conservateur toutes les forces, et tout le pouvoir, dont la providence Divine a daigné de le rendre dépositaire.

Telles sont les assurances, que le Comte Orloff a reçu l'ordre de porter à Vienne au nom de Sa Majesté Impériale.

Vous êtes autorisé à vous énoncer dans le même 1835
esprit envers les Gouvernemens, auprès desquels vous êtes accrédité. L'amitié intime entre la Russie et l'Autriche étant l'une des garanties les plus solides de la paix de l'Europe, nous sommes persuadés que tous les amis de l'ordre acquerront avec satisfaction et reconnoissance la rassurante certitude, que le décès de l'Empereur François n'altérera absolument en rien les relations des deux cours Impériales, mais que leur indissoluble union sera consacrée, comme par le passé, à l'affermissement de la paix, au maintien des traités existans et à la protection des droits qui en derivent.

Il est de l'intention expresse de l'Empereur que ces verités salutaires soient hautement attestées par tous ses représentans à l'étranger. Je saisis cette occasion. de réiterer à votre Excellence l'assurance de ma haute consideration.

(signé:) Nesselrode.

4.

Depêche du Prince de Metternich adressée au comte de Bombelles, Envoyé d'Autriche en Suisse. En date de Vienne, le 8 *Juillet* 1835.

J'ai recu Votre rapport en date de Berne le 27 Juin et d'y ai vu avec satisfaction que les obstacles, qui jusqu'à cette époque s'étaient opposés à Votre apparation dans cette ville, se trouvent applanis.

Vous me faites l'honneur de me mander, que Mr. de Tavel Vous a exprimé le voeu, que nous nous prêtions a retirer les mesures restrictives, qui sont encore en vigueur relativement au voyage et au séjour des garçons ouvriers en Suisse. La manière dont Vous avez répondu Mr. le comte à ce magistrat, est parfaitement conforme aux intentions de l'Empereur. Ce n'est point de nous, mais des dispositions des gouvernemens cantonnaux, et des mesures, qu'ils prendront, que dépendra le rétraît d'une mesure, que nous avons prise, de ouvert et d'accord avec les autres Gouvernemens allemands, dans des vues, qui ne tiennent nullement à une politique abstraite,

1835 mais à des considérations administratives d'une haute valeur pour tout Gouvernement, qui connait ses devoirs. Jamais l'Empereur ne consentira à exposer ses sujets à une séduction systematiquement organisée, qui tend évidemment à troubler le repos intérieur de son Empire et à faire des victimes.

J'approuve entièrement V. E. d'avoir donné lecture à Mr. de Tavel de ma dépêche 13. Juin dr. Cette dépêche exprimait clairement notre pensée, que nous n'avons point l'habitude de dissimuler. Aujourdhui, que des explications directes peuvent avoir lieu entre nous et le gouvernement Bernois, je Vous charge expressément, Mr. le Comte, de tenir en toute occasion à Mr. de Tavel la langage de la vérité. C'est le seul qui puisse aux hommes qui ne veulent que ce, pui est juste, et ce qui est en même tems conforme aux règles les moins contestables du droit public. —

Nous ne faisons point de politique avec la fédération helvétique et nous désirons, qu'elle n'en fasse point avec nous. Nous n'avons rien à demander et nous ne demandons rien à la Suisse; nous désirons sincèrement, qu'elle soit heureuse, et les Etats ne sont heureux que lorsqu'ils sont tranquilles.

L'Autriche veut, que la Suisse réponde aux conditions politiques, sous lesquelles elle occupe sa place parmi les Etats indépendans. L'Autriche désire egalement entretenir des relations satisfaisantes avec ses voisins; mais des rélations de cette nature reposent sur des bases connues, et parmi les moyens, qui peuvent conduire à ce but, le respect pour le principe de la réciprocité tient le premier rang.

La Suisse est livrée, depuis quelques années, à un grand mouvement interieur. C'est un fait, que nous regrettons vivement, mais dont nous ne nous mêlons pas. Un esprit de propagande déplorable s'est développé au milieu de ce mouvement, c'est contre cet esprit, qu'ont été et que seront constamment dirigées nos mesures. Entrer ici dans l'énumération des faits, ce serait faire injure à Mr. de Tavel; il les connait aussi bien que nous, et je désire même qu'il les connaisse mieux que nous. Le Gouvernement Bernois doit en effet savoir, ce qui se passe sur le terrain de son action, il ne peut nier des faits, et s'il le tentait, il échouerait, d'ailleurs, s'il l'essayait, quel droit aurait-il à la justice, que nous

nous plaisons à rendre aux efforts indubitables qu'ont 1835
faits dans son sein des hommes modérés pour circonscrire le mal là, où il ne leur a point été possible encore de le réprimer entièrement? Mr. de Tavel Vous a exprimé des doutes sur la disposition, dans laquelle nous serions de rendre justice aux efforts qu'il aurait fait dans ce but. Qu'il se rassure; nous sommes parfaitement instruits des faits et des diverses positions, et plus nous détestons ce qui est mal et ce qui par conséquent est dangereux — plus nous sommes tout aussi disposés à rendre justice aux efforts de ceux, qui ne veulent pas ce que nous condamnons.

La Suisse a récueilli dans son sein une foule d'agitateurs étrangers à son sol. Parmi eux nous signalerons le comité central de la jeune Italie, transplanté de Marseille en Suisse, quelques mois avant l'expédition de Savoie; les restes de cette migration de réfugiés polonais, arrivés en Suisse à l'improviste, lors de l'attentat de Francfort; cette nuée d'allemands échappés des prisons ou avertis par le cri de leur conscience de se dérober à la vindicte des lois; les débris enfin de l'émeute de Lyon et les emissaires de la société des droits de l'homme.

Mais que veulent ces gens? Expulsés de leur patrie pour avoir voulu renverser le gouvernement, ils ont cherché sur une terre étrangère et hospitalière ce qu'ils ne pouvaient pas trouver chez eux: les moyens d'abattre l'ordre des choses légalement existant, pour y substituer un régime prétendu republicain. Ils se sont gérés comme les fondés de pouvoir de cette alliance générale, que ces hommes nomment l'alliance des peuples contre les Rois; ils se sont cru assez forts pour jétter le gant à tous les souverains et à toutes les institutions existantes. Cette alliance — il ne faut pas se le dissimuler — existe réellement, non entre les peuples (le bon sens du peuple fait tot ou tard justice de ces extravagances) — mais entre les cerveaux brûlés et les chevaliers d'industrie de presque tous les pays. Décidés à remplacer par l'audace et la ruse, ce qui leur manque en nombre et en force réelle, ces hommes ont résolu de frapper un grand coup et même plusieurs à la fois, dans l'espoir de dérouter les Gouvernemens et de les reduire à un rôle purement défensif. Pour organiser cette attaque, préparer en silence les matériaux et se ménager, en cas

1835 de défaite, une retraite assurée, il fallait aux meneurs un terrain neutre; ils firent choix de la Suisse qui, sous tous les rapports, était précisément ce qu'il fallait à la propagande revolutionaire. En effet, la position géographique de ce pays rend faciles les communications avec l'Italie, la France et l'Allemagne; la subdivision du territoire assurait aux meneurs la faculté de s'établir à quelques lieues du Canton, qui aurait voulu les expulser; enfin, dans une contrée régie par des institutions républicaines, des aventurieurs, qui annoncaient vouloir républicaniser l'Europe, devaint comter sur les simpathies d'une portion du peuple helvétique, moins éclairée que fanatisée.

Les propagandistes ont mis tout en oeuvre pour faire croire à la Suisse, que sa cause et la leur étaient identiques; il est facheux pour le bon-sens helvétique passé en proverbe, de devoir dire, qu'en cette occassion les sophismes et les déclamations des hommes aussi méprisables ont réussi à mettre en défaut une qualité, dont la nation Suisse avait toujours fait preuve.

Cette alliance avec la partie de la nation Suisse, dont l'opinion s'était laissée égarer, a donné à la propagande une force, qu'elle même n'avait pas. Dès-lors Mazzini a pu élaborer tranquillement le plan de sa campagne de Savoie. Après le honteux résultat de cette expédition, ceux qui en avaient fait partie, ont été couverts de la protection de quelques Cantons; et lorsqu'enfin la confédération a été obligée d'avouer, que le droit d'asyle était inaplicable à ceux, qui s'en etaient fait un bouclier contre les Gouvernements attaqués; lorsquil fut reconnu en principe, que tout ce qui avait pris part à l'invasion, devait être expulsé du territoire Suisse, par quels supterfuges cette promesse n'a-t-elle pas éludée? Il a suffi à la plupart de ces aventuriers de changer de nom ou de domicille pour être à l'abri de toute récherche; Mazzini, Antonini, Ruffini, Usiglio, Fabrizi, Rosales, Rauschenplatt et tant d'autres, dont la liste serait trop longue, sont, à l'heure qu'il est, tranquillement en Suisse; ils y tiennent leurs conciliabules, et loin d'être décuragés par l'échec, qu'a éprouvé leur première entreprise, ils ourdissent de nouveaux complots et ont fondé en Suisse une association plus vaste que la première sous le titre de la jeune Europe. Nous en avons sous les yeux les premiers statuts et ceux qui,

tout dernièrement, viennent de leur être substitués. 1835
Nous connaissons l'organisation de la jeune Italie, celle de la jeune France, de la jeune Pologne, de la jeune Allemagne, et celle de la jeune Suisse. Cette dernière a depuis le 1. Juillet, son organe officiel, qui se publie sous les yeux du Canton directeur.

A peine écrassée en Savoie, la propagande méditait déjà de nouvelles entreprises; cette fois-ci elles étaient dirigées contre le midi de l'Allemagne. Il fallait aux meuneurs une milice dévouée, obéissante, fanatisée; elle s'est emparée de la classe des ouvriers, que l'Allemagne laisse voyager dans l'étranger pour leur propre instruction, et avec grand avantage des divers métiers qu'ils professent. C'est cette tourbe de soi-disant hommes des lettres, d'étudians, qui, après avoir tenté de soulever l'Allemagne par leurs confrères italiens, échoueraient en Savoie, c'est, disons-nous, cette tourbe, que l'Allemagne a réjetée de son sein, qui s'est chargée du rôle de réunir les ouvriers, d'échauffer leurs têtes; de leur donner une instruction toute révolutionaire, de les enrégimenter de les dresser au maniement des armes, pour en faire la légion destinée à une attaque contre l'Allemagne. Nous possédons les publications infames, au moyen desquelles les ouvriers ont été pervertis; nous connaissons les chansons, qu'on a composées à leur usage; nous pourrions citer jusqu'aux harangues dégoutantes prononcées dans ces clubs, pour enflammer ces néophytes; nous savons que des armes ont été achetées et cachées, et nous n'ignorons pas, que le moment d'en faire usage dépend des décisions du Comité central de la jeune Europe.

Les Gouvernemens menacés dans les premiers élémens du repos intérieur des Etats, devaient-ils, pouvaient-ils se taire sur des faits pareils, se vouer à une tolérance, que les factieux les premiers eussent fait valoir en faveur de leurs coupables entreprises en face d'hommes, que la vindicte des lois communes eût déjà atteints, s'ils ne s'étaient soustraits par la fuite à l'action de ces lois? Le droit d'asyle, dans son acception la plus large, peut-il être appliqué à des circonstances pareilles? Quel serait le sort du corps social, que deviendrait la civilisation européenne, si ce droit sacré chez tous les peuples pouvait jamais être interpreté dans un sens aussi dangereux? Non Monsieur le Comte, les factieux les

1835 plus déhontés ne se permettent pas d'élever une prétention aussi evidemment absurde; ils se régardent comme placés sous l'égide d'un privilège, et sont toujours prêts à se reconnaitre des droits, qu'ils refusent à d'autres; en cela, comme en toute chose, ils s'écartent des seuls principes, sur lesquels peuvent exister et prosperer des relations internationales. Quant à nous, qui professons le principe de la réciprocité, nous n'avons jamais demandé et nous ne demandérons jamais à un Etat libre et indépendant, que ce, que nous permettrions pas envers un enemi — car la guerre a également ses lois — nous ne pouvons le souffrir de la part d'un Etat voisin, avec lequel nous sommes en paix. La justice, pour avoir ce caractère, doit être distributive, et en prenant constament cet axiome pour base de notre marche, nous croyons avoir fourni — et cela tout récement — plus d'une preuve, que si nous ne pouvons et ne voulons admettre une position des choses intolérable, nous savons néanmoins user de ménagemens envers ceux, qui nous en parraisent dignes, et ne pas confondre les faibles avec les coupables. Veuillez, Mr. le comte, donner lecture à Mr. de Tavel de la presente depêche. Ce sera dans la franchise du langage, qui la caractérise, que Mr. le Landaman devra reconnaitre un gage des sentimens, qui nous animent. —

L'Autriche est un grand corps politique, qui sait ce qu'il se doit, qui n'oublie jamais ce qu'il doit à d'autres Etats. L'Empereur ne veut et ne voudra jamais se mêler d'affaires, qui ne le régardent pas, mais ce qu'il considère comme le premier de ses devoirs, c'est la protection, qu'il doit à ses peuples. Il n'aime pas à voir créer des victimées par la séduction, qu'on exerce sur des innocens. Le jour, ou ce risque n'existera plus, les mésures restrictives viendront à cesser. Qu'un homme doué d'un ésprit conciliant, comme l'est Mr. de Tavel, se pénètre bien de ces vérités, et si nous pouvons l'aider à faire ce que lui-même doit reconnaitre comme un bien desirable, qu'il compte sur nos dispositions bienveillantes.

Recever etc. etc.

5.

Notification de M. J. Rhizos, Ministre des affaires étrangères en Grèce. En date d'Athènes le $\frac{18}{30}$ Janvier 1837.

Par ordre de S. M. le secrétariat de l'état de la maison royale et des affaires étrangères notifie ce qui suit:

Les grandes puissances, la France, la Grande-Bretagne et la Russie, considérant la divergence d'opinion qui a surgi entre le gouvernement grec et la Porte ottomane touchant l'exécution du sixième paragraphe du protocole du 3 février 1830 et de l'interprétation de ce paragraphe, qui est contenue au protocole du 16 juin de la même année; eu égard aussi au traité conclu le 21 juillet 1832 à Constantinople relativement au droit de transmigration réciproque dans les deux pays, droit réservé à ceux d'entre les sujets grecs et ottomans qui l'ont réclamé en raison des susdites discussions et au milieu des circonstances qui en ont été la suite, se sont chargées, avec la bonté qui les distingue, de résoudre ces difficultés, en sorte que, prenant pour base le protocole rédigé le 18 (30) janvier 1836 par les ministres de ces grandes puissances, accrédités près la conférence de Londres, ainsi que d'autres traités plus récens, on est convenu de ce qui suit:

I. Les délais accordés pour les transmigrations ne sont pas encore expirés: l'année unique accordée aux Grecs pour cela par les protocoles de Londres du 3 février et du 16 juin 1830, de même que les dix-huit mois accordés aux muselmans par le traité de Constantinople en date du 21 juillet 1832, ne compte qu'à partir du jour où les cartes qui déterminent les frontières grecques seront remises à chacun des deux gouvernemens.

II. Ce délai, étendu au 1er (13) juillet 1837, ne sera écoulé qu'alors.

III. Le droit de transmigration accordé aux sujets grecs de la Porte, s'étend encore aux individus et aux habitans des provinces qui sont désignés séparément dans le commentaire ajouté par la conférence de Londres au protocole du 3 février 1830, §. 6 et dans le protocole du 16 juin de la même année; savoir: d'une

1837 part toutes les îles et toutes les parties de la Grèce continentale qui, après avoir pris une part quelconque à la lutte grecque, sont retombées sous la puissance et la domination ottomane ou en ont été subjugées; d'autre part, les familles et les individus grecs de Constantinople et du littoral de l'Asie-Mineure, qui ont été en butte à des persécutions et qui ont vu confisquer leurs biens soit pour cause de bannissement, soit par rapport aux circonstances de l'époque.

Seront reconnus Grecs et comme tels jouiront du droit de transmigration:

1° Tous les Grecs nés dans l'empire ottoman, sujets de la Turquie, qui, passés en Grèce avant le 16 juin 1830, ne sont pas retournés en Turquie avec le dessein d'y demeurer à permanence.

2° Les Grecs, sujets de la Turquie, à qui le protocole du 16 juin 1830 garantit le droit de transmigration, et qui sont en effet passés en Grèce, à cette époque, entre l'émission du protocole et le jour où la carte des frontières fut remise à la Sublime-Porte, toujours sous réserve des obligations que le susdit protocole impose à ceux qui font usage de ce droit.

IV. Tout Grec qui, en vertu des dispositions ci-dessus, se proposerait de changer de pays, est tenu de quitter l'empire ottoman dans l'espace d'une année, de se rendre en Grèce, de s'y établir et de ne plus jamais retourner en Turquie, à moins de la traverser pour passer de là dans un autre pays; et cela aussi longtems qu'il ne sera pas encore établi en Grèce avec tout ce qu'il possède et quil n'y aura pas encore séjourné trois ans.

V. Le gouvernement grec ne fera délivrer de passeport à aucun Grec venu des provinces ottomanes qu'il n'ait rempli les conditions exprimées ci-dessus.

VI. Enfin, à l'égard des Grecs compris dans les précédentes catégories, et qui font métier de marins, ils peuvent, au bout d'une année de séjour et d'établissement en Grèce, faire des courses sur mer, mouiller dans les ports turcs, et, envisagés comme sujets grecs, exercer librement leur négoce dans la surquie même.

Ceci est dit pour que chacun le sache et s'y conforme.

6.

Convention entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et la République de Pérou sar l'acquittement des sommes reclamées par certains citoyens des premiers. Conclue et signée à Lima, le 17 Mars 1841.

Publication officielle faite à Washington.

(Acts and Resolutions passed at the first Session of the 28 Congress of the United States. Published by Authority. Washington, 1844. Appendix p. 145 sqq.)

By the President of the United States of America.

A Proclamation.

Whereas a Convention for the adjustment of claims of citizens of the United States upon the Gouvernement of Peru was concluded and signed at Lima on the seventeenth day of March, in the year of our Lord, one thousand eight hundred and forty-one, which Convention is, word for word, as follows:

The United States of America and the Republic of Peru, desirous of consolidating permanently, the good understanding and friendship now happily existing between the parties, have resolved to arrange and terminate their differences and pretensions, by means of a Convention, that shall de termine exactly, the responsibilities of Peru, with respect to the claims of certain citizens of the United States against her: And with this intention, the President of the United States has appointed James C. Pickett, Chargé d'Affaires of said States, near Peru, and his excellency the President of the Republic of Peru, has appointed Don Manuel del Rio, principal officer of the Department of Finance, acting minister of the same Department and supernumerary Councillor of State; and both Commissioners, after having exchanged their powers, have agreed upon and signed the following articles:

Art. I. The Peruvian Government, in order to make full satisfaction for various claims of citizens of the

1841 United States, on account of seizures, captures, detentions, sequestrations and confiscations of their vessels, or for the damage and destruction of them, of their cargoes, or other property, at sea, and in the ports and territories of Peru, by order of said Government of Peru or under its authority, has stipulated, to pay to the United States, the sum of three hundred thousand dollars, which shall be distributed among the claimants in the manner and according to the rules that shall be prescribed by the Government of the United States.

Art. II. The sum of three hundred thousand dollars, which the Government of Peru has agreed to pay, in the Preceding article, shall be paid at Lima, in ten equal annual instalments of thirty thousand dollars each, to the person or persons that may be appointed by the United States, to receive it. The first instalment shall be paid on the first day of January, in the year one thousand eight hundred and forty-four, and an instalment on the first day of each succeeding January, until the whole sum of three hundred thousand dollars shall be paid.

Art. III. The Peruvian Government agrees also, to pay interest on the before mentioned sum of three hundred thousand dollars, at the rate of four per centum per annum, to be computed from the first day of January one thousand eight hundred and forty-two, and the interest accruing on each instalment, shall be paid with the instalment. That is to say; interest shall be paid on each annual instalment, from the first day of January one thousand eight hundred and forty-two. —

Art. IV. All the annual payments made on account of the three hundred thousand dollars shall be paid in hard dollars of the same standard and value as those now coined at the mint in Lima, and the annual payments, as well as the accruing interest may be exported from Peru, free of all duty whatever.

Art. V. There shall not be demanded of the Government of Peru, any other payment or indemnification, on account of any claim of the citizens of the United States, that was presented to it by Samuel Larned esquire, when Chargé d'affaires of the United States, near Peru. But the claims subsequent to those presented by Mr. Larned to the Government of Peru, shall be examined and acted, upon hereafter.

Art. VI. It is further agreed that the Peruvian Go-

vernment shall have the option of paying each annual 1841
instalment, when it is due, with orders on the custom-house at Callao which shall be endorsable in sums of any amount, and receivable in the Treasury, as cash, in payment of duties on importations of all kinds; and the orders shall be given in such a manner as, that in case similar orders shall be at a discount in the market, the full value of each annual payment shall be secured and made good to the United States, as though it had been paid in cash, at the time of its falling due; and any loss occasioned by discount, or delay in the collection, shall be borne and made good by the Peruvian Government.

Art. VII. This Convention shall be ratified by the contracting parties and the Ratifications shall be exchanged within two years from its date, or sooner, if possible, after having been approved by the President and Senate of the United States, and by the Congress of Peru.

In witness whereof, the respective Commissioners have signed the same, and affixed thereto their seals.

Done in triplicate at the city of Lima, this seventeenth day of March, in the year of our Lord one thousand eight hundred and forty-one.

J. C. Pickett. (Seal:)
Manuel del Rio. (Seal:)

And whereas the said Convention has been duly ratified on both parts, and the respective ratifications of the same have been exchanged:

Now, therefore, be it known, that I, John Tyler, President of the United States, have caused the said Convention to be made public, to the end that the same, and every article and clause thereof may be observed and fulfilled with good faith by the United States, and the citizens thereof.

In witness whereof, I have hereunto set my hand and caused the seal of the United States to be affixed. Done at the city of Washington, this twenty-first day of February, in the year of our Lord one thousand eight hundred and forty-four, and of the Independence of the United States, the sixty-eight.

John Tyler.

By the President:
(L. S.) A. P. Upshur, Secretary of State.

7.

Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Indiens Chippewa, sur le Mississippi et le lac supérieur. Conclu et signé dans le territoire de Wisconsin le 4 Octobre 1842.

Publication faite à Washington.

(Acts and Resolutions passed at the first Session of the 28 Congress of the United States. Published by authority. Washington, 1844. Appendix p. 152 sqq.)

John Tyler President of the United States of America.

To all and singular to whom these presents shall come Greeting.

Whereas a treaty was made and concluded at La Pointe of Lake Superior in the Territory of Wisconsin, between Robert Stuart, commissioner on the part of the United States, and the Chippewa Indians of the Mississippi and Lake Superior, by their chiefs and headmen, on the fourth day of October, in the year of our Lord, one thousand eight hundred and forty-two, which treaty is word for word, as follows, to wit:

Articles of a treaty made and concluded at La Pointe of Lake Superior, in the Territory of Wisconsin, between Robert Stuart commissioner on the part of the United States, and the Chippewa Indians of the Mississippi and Lake Superior, by their chiefs and headmen.

Art. 1. The Chippewa Indians of the Mississippi and Lake Superior, cede to the United States all the country within the following boundaries; viz: beginning at the mouth of Chocolate river of Lake Superior; thence nordwardly across said lake to intersect the boundary line between the United States and the Province of Canada; thence up said Lake Superior, to the mouth of the St. Louis, or Fond du Lac river (including all the islands in said lake); thence up said river to the American

Fur Company's trading post, at the southwardly bend thereof, about 22 miles from its mouth; thence south to intersect the line of the treaty of 29th July 1837, with the Chippewas of the Mississippi; thence along said line to its southeastwardly extremity, near the Plover portage on the Wisconsin river; thence northeastwardly, along the boundary line, between the Chippewas and Menomonees, to its eastern termination, (established by the treaty held with the Chippewas, Menomonees, and Winnebagoes, at Butte des Morts, August 11th 1827) on the Skonawby river of Green Bay; thence northwardly to the source of Chocolate river; thence down said river to its mouth, the place of beginning; it being the intention of the parties to this treaty, to include in this cession, all the Chippewa lands eastwardly of the aforesaid line running from the American Fur Company's trading post on the Fond du Lac river to the intersection of the line of the treaty made with the Chippewas of the Mississippi July 29th 1837. 1842

Art. II. The Indians stipulate for the right of hunting on the ceded territory, with the other usual privileges of occupancy, until required to remove by the President of the United States, and that the laws of the United States shall be continued in force, in respect to their trade and intercourse with the whites, until otherwise ordered by Congress.

Art. III. It is agreed by the parties to this treaty, that whenever the Indians shall be required to remove from the ceded district, all the unceded lands belonging to the Indians of the common property and home of all the Indians, party to this treaty.

Art. IV. In consideration of the foregoing cession, the United States, engage to pay to the Chippewa Indians of the Mississippi, and Lake Superior, annually, for twentyfive years, twelve thousand five hundred (12,500) dollars, in specie, ten thousand five hundred (10,500) dollars in goods, two thousand (2,000) dollars in provisions and tobacco, two thousand (2,000) dollars for the support of two blacksmiths shops, (including pay of smiths and assistants, and iron steel etc.) one thousand (1,000) for pay of two farmers, twelve hundred (1,200) for pay of two carpenters, and two thousand (2,000) dollars for the support of shools for the Indians party to this treaty; and further the United States engage to

1842 pay the sum of five thousand (5,000) dollars as an agricultural fund, to be expended under the direction of the Secretary of War. And also the sum of seventy-five thousand (75,000) dollars, shall be allowed for the full satisfaction of their debts within the ceded district, which shall be examined by the commissioner to this treaty, and the amount to be allowed decided upon by him, which shall appear in a schedule hereunto annexed. The United States shall pay the amount so allowed within three years.

Whereas the Indians have expressed a strong desire to have some provision made for their half breed relatives, therefore it is agreed, that fifteen thousand (15,000) dollars shall be paid to said Indians next year, as a present, to be disposed of, as they, together with their agent, shall determine in council.

Art. V. Whereas the whole country between Lake Superior and the Mississippi, has always been understood as belonging in common to the Chippewas, party to this treaty; and whereas the bands bordering on Lake Superior, have not been allowed to participate in the annuity payments of the treaty made with the Chippewas of the Mississippi, at St. Peters July 29th 1837, and whereas all the unceded lands belonging to the aforesaid Indians, are hereafter to be held in common therefore, to remove all occasion for jealousy and discontent, it is agreed that all the annuity due by the said treaty, as also the annuity due by the present treaty, shall henceforth be equally divided among the Chippewas of the Mississippi and Lake Superior, party to this treaty, so that every person shall receive an equal share.

Art. VI. The Indians residing on the Mineral district, shall be subject to removal there from at the pleasure of the President of the United States.

Art. VII. This treaty shall be obligatory upon the contracting parties, when ratified by the President and Senate of the United States.

In testimony whereof, the said Robert Stuart commissioner on the part of the United States, and the chiefs and headmen of the Chippewa Indians of the Mississippi and Lake Superior, have hereunto set their hands, at la Pointe of Lake Superior, Wisconsin Territory this

fourth day of October in the year of our Lord one thous- 1842
and eight hundred and forty-two. —

ROBERT STUART, Commissioner.
INO. HULBERT, Secretary.

Crow-wing River,	Po go ne gi shik,	1st chief his X mark.
Do.	Son go com ick,	2d do. his X mark.
Sandy Lake,	Ka non do ur uin zo,	1st do. his X mark.
Do.	Na tum e gaw bon,	2d do. his X mark.
Gull Lake,	Ua bo jig,	1st do. his X mark.
Do.	Pay pe si gon de bay,	2d do. his X mark.
Red Ceder Lake,	Kui ui son shis,	1st do. his X mark.
Do.	Ott taw wance,	2d do. his X mark.
Po ke gom maw,	Bai ie jig,	1st do. his X mark.
Do.	Show ne aw,	2d do. his X mark.
Wisconsin River,	Ki uen zi,	1st do. his X mark.
Do.	Wi aw bis ke kut te way,	2d do. his X mark.
Lac de Flambeau,	A pish ka go gi,	1st do. his X mark.
Do.	May tock cus e quay,	2d do. his X mark.
Do.	She maw gon e,	2d do. his X mark.
Lake Bands,	Ki ji ua be she shi,	1st do. his X mark.
Do.	Ke kon o tum,	2d do. his X mark.
Fond du Lac,	Shin goob,	1st do. his X mark.
Do.	Na gan nab,	2d do. his X mark.
Do.	Mong o zet,	2d do. his X mark.
La Pointe,	Gitchi waisky,	1st do. his X mark.
Do.	Mi zi,	2d do. his X mark.
Do.	Ta qua gon e,	2d do. his X mark.
Onlonagan,	O kon di kan,	1st do. his X mark.
Do.	Kis ke taw wac,	2d do. his X mark.
Ance,	Pe na schi,	1st do. his X mark.
Do.	Guck we san sish,	2d do. his X mark.
Vieux Desert,	Ka she osh e,	1st do. his X mark.
Do.	Medge waw gwaw wot,	2d do. his X mark.
Mille Lac,	Ne qua ne be,	1st do. his X mark.
Do.	Ua shash ko kum,	2d do. his X mark.
Do.	No din,	2d do. his X mark.
St. Croix,	Be zhi ki,	1st do. his X mark.
Do.	Ka bi na be,	2d do. his X mark.
Do.	Ai aw bens,	2d do. his X mark.
Snake River,	Sha go bi,	1st do. his X mark.
Chippewa River,	Ua be she shi,	1st do. his X mark.
	Que way zhan sis,	2d do. his X mark.
Lac Courtulle,	Ne na nang eb,	1st do. his X mark.

Lac Courtulle,	Be bo kon uen,	2d chief, his X mark.
Do.	Ki cun zi,	2d do. his X mark.

HENRY BLATCHFORD, Interpreter.
SAMUEL ASHMUN, Interpreter.

In presence of

JUSTIN RICE, C. H. BEAULIEU,
CHARLES H. OAKES, L. T. JAMISON,
WILLIAM A. ATTKIN, JAMES P. SCOTT.
WILLIAM BREWSTER, CYRUS MENDENHALL,
CHARLES M. BORUP, L. M. WARREN.
Z. PLATT,

Schedule of claims examined and allowed by Robert Stuart commissioner, under the treaty with the Chippewa Indians of the Mississippi and Lake Superior, concluded at La Pointe, October 4th 1842, setting forth the names of claimants, and their proportion of allowance of the seventy-five thousand dollars provided in the fourth article of the aforesaid treaty, for the full satisfaction of their debts, as follows:

No. of claim	Name of claimant.		Proportion of 75,000, set apart in 4th article of treaty.
1.	Edward F. Ely		50 80
2.	Z. Platt, esq., attorney for George Berkett		484 67
3.	Cleveland North Lake Co		1,485 67
4.	Abraham W. Williams		75 03
5.	William Brewster		2,052 67
	This claim to be paid as follows, viz:		
	William Brewster, or order	1,929 77	
	Charles W. Borup, or order	122 90	
		2,052 67	
6.	George Copway		61 67
7.	John Kahbege		57 55
8.	Alixes Carpantier		28 58
9.	John W. Bell		186 16
10.	Antoine Picard		6 46
11.	Michael Brisette		182 42
12.	François Dejaddon		301 48
13.	Pierre C. Duvernay		1,101 00
14.	Jean Bts. Bazinet		325 46
15.	John Hotley		69 00
	Carried forward,		6,468 62

No. of claim	Name of claimant.	Proportion of 75,000, set aport in 4th article of treaty.
	Brought forward,	6,468 62
16.	François Charette	234 92
17.	Clement H. Beaulieu, agent for the estate of Bazil Beaulieu, agent, dec'd . . .	596 84
18.	François St. Jean and George Bonga . .	366 84
19.	Louis Ladebauche	322 52
20.	Peter Crebassa	499 27
21.	B. T. Kavanaugh	516 82
22.	Augustin Goslin	169 05
23.	American Fur Company	13,365 30
	This claim to be paid as follows, viz:	
	American Fur Company . . 12,565 10	
	Charles W. Borup . . . 800 20	
	13,365 30	
24.	William A. Attkin	935 66
25.	James P. Scott	73 41
26.	Augustin Bellanger	192 35
27.	Louis Corbin	12 57
28.	Alexes Corbin	596 03
29.	George Johnston	35 24
30.	Z. Platt, esq., attorney for Sam'l Ashman	1,771 63
31.	Z. Platt, esq., attorney for Wm. Johnson	390 27
32.	Z. Platt, esq., attorney f. estate of Dan'l Dingley	1,991 62
33.	Lyman M. Warren	1,566 65
34.	Estate of Michael Cadotte, disallowed .	
35.	Z. Platt, esq. attorney for estate of E. Roussain	959 13
36.	Joseph Dufault	144 32
37.	Z. Platt, esq., attorney for Antoine Mace	170 35
38.	Michael Cadotte	205 60
39.	Z. Platt esq., att'y for François Gauthier	167 05
40.	Z. Platt esq., att'y for Joseph Gauthier	614 30
41.	Z. Platt esq., attorney for J. B. Uoulle .	64 78
42.	Jean Bts. Corbin	531 50
43.	John Hulbert	209 18
44.	Jean Bts. Couvellion	18 80
45.	Nicholas Da Couteau, withdrawn . . .	
46.	Pierre Cotté	732 50
	Carried forward	33,923 13

No. of claim	Name of claim.		Proportion of 75,000 set in 4th article of treaty.
	Brought forward		33,923 13
47.	W. H. Brockway and Henry Hott. executors to the estate of John Holiday, dec'd .		3,157 10
48.	John Jacob Astor		27,994 98
	This claim to be paid as follows, viz:		
	Charles W. Borup . . .	1,676 90	
	Z. Platt, esq.	2,621 80	
	John Jacob Astor	23,696 28	
		27,994 98	
49.	Z. Platt, esq., attorney for Thos. Connor		1,118 60
50.	Charles H. Oakes		4,309 21
51.	Z. Platt, esq., attorney for Wm. Morrison		1,074 70
52.	Z. Platt, esq., att'y for Isaac Butterfield .		1,275 56
53.	J. B. Van Rensselaer		62 00
54.	William Brewster and James W. Abbott		2,017 10
	The parties to this claim request no payment be made to either without their just consent, or until a decision of the case be had, in a court of justice.		
55.	William Bell.		17 62
			75,000 00

ROBERT STUART, Commissioner.
INO. HULBERT, Secretary.

Now, therefore, be it known, that I. John Tyler, President of the United States of America, having seen and considered said treaty, in pursuance of the advice and consent of the Senate, as expressed in their resolution of the tenth of February, one thousand eight hundred and forty-three, accept, ratify, and confirm the same, and every article and clause thereof.

In testimony whereof, J. have caused the seal of the United States to be hereunto affixed, having signed the same with my hand. Done at the city of Washington the twenty-third day of March, one thousand eight hundred and forty three, and of the Independence of the United States, the sixty-seventh.

By the President:

(L. S.) DANIEL WEBSTER, Secretary of State.

8.

Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Indiens de Sac et Fox. Conclu et signé dans le territoire de Jowa le 11 *Octobre* 1842.

Publication faite à Washington.

(Acts and Resolutions passed at the first Session of the 28 Congress of the United States. Published by Authority. Washington, 1844. Appendix p. 158 sqq.)

John Tyler, President of the United States of America.

To all and singular to whom these presents shall come, greeting:

Whereas a treaty was made and concluded at the agency of the Sac and Fox Indians, in the Territory of Jowa, between the United States of America, by John Chambers, their commissioner thereto speceally authorized by the President, and the confederated tribes of Sac and Fox Indians, represented by their chiefs, headmen, and braves, on the eleventh day of October, Anno Domini, one thousand eight hundred and forty-two; which treaty is word for word, as fallows, to wit:

Articles of a treaty made and concluded at the agency of the Sac and Fox Indians in the Territory of Jowa, between the United States of America, by John Chambers their commissioner thereto specially authorized by the President, and the confederated tribes of Lac and Fox Indians represented by the chiefs, headmen and braves:

Art. I. The confederated tribes of the Sacs and Foxes cede to the United States, forever, all the lands west of the Mississippi river, to which they have any claim or title, or in which they have any interest whatever; reserving a right to occupy for the term of three years from the time of signing this treaty, all that part of the land hereby ceded which lies west of a line running due north and south from the painted or red rocks on the White Breast fork of the Des Moines river, which rocks will be found about eight miles, when reduced

1842 to a straight line, from the junction of the White Breast with the Des Moines.

Art. II. In consideration of the cession contained in the preceding article, the United States agree to pay annually to the Sacs and Foxes, an interest of five per centum upon the sum of eight hundred thousand dollars, and to pay their debts mentioned in the schedule annexed to and made part of this treaty, amounting to the sum of two hundred and fifty-eight thousand, five hundred and sixty-six dollars and thirty-four cents; and the United States also agree.

First. That the President will as soon after this treaty is ratified on their part, as may be convenient, assign a tract of land suitable and convenient for Indian purposes, to the Sacs and Foxes for a permanent and perpetual residence for them and their descendants, which tract of land shall be upon the Missouri river, or some of its waters.

Second. That the United Státes will cause the blacksmiths and gunsmiths tools, with the stock of iron and steel on hand at the present agency of the Sacs and Foxes to be removed, as son after their removal as convenient, to some suitable point at or near their residences west of the north and south line mentioned in the first article of this treaty; and will establish and maintain two blacksmiths- and two gunsmiths-shops convenient to their agency and will employ two blacksmiths, with necessary assistance, and two gunsmiths to carry on the said shops for the benefit of the Sacs and Foxes; one blaksmiths- and one gunsmiths-shop to be employed exclusively for the Sacs, and one of each to be employed exclusively for the Foxes, and all expenses attending the removal of the tools, iron and steel, and the erection of new shops, and the purchase of iron and steel, and the support and maintenance of the shops, and wage of the smiths and their assistants, are to be paid by the tribe, except such portion thereof as they are now entitled to have paid by the United States, under the 4th article of the treaty made with them on the 4th August 1824, and the 4th article of the treaty of the 21st of September 1832. And when the said tribes shall remove to the land to be assigned them by the President of the United States, under the provisions of this treaty, the smiths-shops above stipulated for shall be re-esta-

blished and maintained at their new residence, upon the same terms and conditions as are above provided for their removal and establishment west of the north and south line mentioned in the first article of this treaty. 1842

Third. That the President of the United States will as soon as convenient after the ratification of this treaty, appoint a commissioner for the purpose, and cause a line to be run north from the painted or red rocks on the Whiste Breast, to the southern boundary of the neutral ground, and south from the said rocks to the northern boundary of Missouri; and will have the said lines so marked and designated, that the Indians and white people may know the boundary which is to separate their possessions.

Art. III. The Sacs and Foxes agree that they will remove to the west side of the line running north and south from the painted or red rocks on the White Breast, on or before the first of May next, and that so soon after the President shall have assigned them a residence upon the waters of the Missouri, as their chiefs shall consent to do so, the tribe will remove to the land so assigned them; and that if they do not remove before the expiration of the term of three years, they will then remove at their own expense; and the United States agree, that whenever the chiefs shall give notice to the Commissioner of Indian Affairs of the time at which they will commence their removal to the land to be assigned them by the President, a quantity of provisions sufficient for their subsistence while removing, shall be furnished them at their agency, and an additional quantity, not exceeding one years supply shall be delivered to them upon their arrival upon the lands assigned them; the cost and expenses of which supplies shall be retained out of any money payable to them by the United States.

Art. IV. It is agreed that each of the principal chiefs of the Sacs and Foxes, shall hereafter receive the sum of five hundred dollars annually, out of the annuities payable to the tribe, to be used and expended by them for such purposes as they may think proper, with the approbation of their agent.

Art. V. It is further agreed that there shall be a fund amounting to thirty thousand dollars retained at each annual payment to the Sacs and Foxes, in the hands of the agent appointed by the President for their tribe, to be expended by the chiefs, with the approbation of

1842 the agent, for national and charitable purposes among their people; such as the support of their poor, burying their dead, employing phisicians for the sick, procuring provisions for their people in cases of neccessity, and such other purposes of general utility as the chiefs may think proper, and the agent approve. And if at any payment of the annuities of the tribe, a balance of the fund so retained from the preceding year shall remain unexpended, only so much shall be retained in addition as will make up the sum of thirty thousand dollars.

Art. VI. It is further agreed that the Sacs and Foxes may,at any time, with the consent of the President of the United States, direct the application of any portion of the annuities payable to them, under this or any former treaty, to the purchase of goods or provisions, or to agricultural purposes, or any other object tending to their improvement, or calculated to increase the comfort and happiness of their people.

Art. VII. The United States agree, that this unexpended balance of the fund created by the seventh paragraph of the second article of the treaty of the twenty-first of October, 1837, for agricultural purposes, or so much thereof as may be necessary, shall be used and employed in the cultivation of the pattern farm near the present Sac and Fox agency, in the year 1843, for the exclusive use and benefit of the tribe. — And they further agree, that such portion of the fund for creating mills, and supporting millers, specified in the fourth paragraph of the second article of the aforesaid treaty of October 21st, 1837, as may be and remain unexpended on the 1st day of May next, shall be transferred to and made part of the sum designated in the fifth praragraph (as amanded) of the article and treaty above named, for breaking up land and other beneficial objects, and become thereafter applicable to the same purposes, as were in the said fifth paragraph, originally intended.

Art. VIII. The Sacs and Foxes have caused the remains of their late distinguished chief Wa-pel-lo to be buied at their agency, near the grave of their late friend and agent General Joseph M. Street, and have put into the hands of their agent the sum of one hundred dollars to procure a tombstone to be erected over his grave, similar to that which has been erected over the grave of General Street; and because they wish the graves

of their friend and their chief to remain in the posses- 1842
sion of the family of General Street, to whom they were indebted in his life-time for many actes of kindness, they wish to give to his widow Mis. Eliza M. Street one section of land to include the said graves, and the agency house and enclosures around and near it; and as the agency house was built at the expense of the United States, the Sacs and Foxes agree to pay them the sum of one thousand dollars the value of said building assessed by gentlemen appointed by them, and Governor Chambers commissioner on the part of the United States, to be deducted from the first annuity payable to them under the provisions of this treaty. And the United States agree to grant to the said Eliza M. Street by one or more patents, six hundred and forty acres of land in such legal subdivisions, as will include the said burial ground, and near it, in good convenient form, to be selected by the said E. M. Street or her duly authorized agent.

Art. IX. It is finally agreed that this treaty shall be binding on the two contracting parties, so soon as it shall have been ratified by the President and Senate of the United States Provided always. That should the Senate disagree to and reject, alter or amend any portion or stipulation thereof, the same must be again submitted to the Sacs and Foxes, and assented to by them, and if they disagree to such alteration or amendment, the treaty shall be returned to the Senate for ratification or rejection, in the form in which it was signed.

In wittness whereof, the said John Chambers, commissioner on the part of the United States and the undersigned chiefs, braves, and headmen of the Sac and Fox nation of Indians, have hereunto set their hands, at the Sac and Fox agency, in the Territory of Jowa, this eleventh day of October, Anno Domini one thousand eight hundred and forty two.

Sacs.	John Chambers.
Ke o kuk,	his X mark.
Ke o kuk, Jr.,	his X mark.
Wa ca cha,	his X mark.
Che kaw que,	his X mark.
Ka pon e ka,	his X mark.
Pa me kow art,	his X mark.
Ap pe noose,	his X mark.

1842

Wa pe,	his X mark.
Wa sa men,	his X mark.
Wis ko pe,	his X mark.
As ke po ka won,	his X mark.
Jo nah,	his X mark.
Wish e co ma que,	his X mark.
Pash e pa ho	his X mark.
Ka pe ko ma,	his X mark.
Tuk quos,	his X mark.
Wis ko sa	his X mark.
Ka kon we na,	his X mark.
Na cote e we na,	his X mark.
Sho wa ke,	his X mark.
Mean ai to wa,	his X mark.
Muk e ne,	his X mark.
Foxes	
Pow a shick,	his X mark.
Wa co sha she,	his X mark.
An au e wit	his X mark.
Ka ka ke,	his X mark.
Ma wha why	his X mark.
Ma che na ka me quat	his X mark.
Ka ka ke mo,	his X mark.
Kish ka naqua hok,	his X mark.
Pe a tau a quis,	his X mark.
Ma ne ni sit,	his X mark.
Mai con ne,	his X mark.
Pe she she mone,	his X mark.
Pe shab Koa,	his X mark.
Puck aw koa,	his X mark.
Qua co ho se,	his X mark.
Wa pa sha kon,	his X mark.
Kish ke kosh,	his X mark.
Ale mo ne qua,	his X mark.
Cha ko kow a,	his X mark.
Wah ke mo wa ta pa,	his X mark.
Muk qua gese,	his X mark.
Ko ko etch,	his X mark.

Signed in presence of:

John Beach, U. S. Ind. Agt. and Sec'y.
Antoine Le Claire, U. S. Interpreter.
Josiah Swart, U. S. Interpreter.
J. Allen, Capt. 1st dragoons.
C. F. Ruff, Lieut 1st U. S. dragoons.
Arthur Bridgmann. Alfr. Hebard. J. O. Phister.

Schedule of debts due from the confederated tribes of the Sac and Fox Indians to be paid by the United States under the provisions of a treaty made and concluded at he Sac and Fox agency in thn territory of Jowa on the eleventh day of October in the year 1842, to which this schedule is anexed as a part thereof.

Name of claimant	Place of residence	Amount.
Pierre Chouteau, jr et Co	St. Louis, Missouri, licensed traders	112,109 47
W. G. et G. W. Erving	Indiana do. do.	66,371 83
J. P. Eddy et Co. . . .	Joway do. do.	52,332 78
Thomas Charlton . . .	Van Buren c'ty Joway	76 69
R. B. Willoughby . .	Do. do.	25 00
Francis Withington . .	Lincoln county Missouri	4,212 58
Jesse B. Webber . . .	Burlington Joway	116 60
J. C. Wear.	Jefferson do. do.	50 00
W. C. Cameron, assignee of A. M. Bissel (bankrupt)	Burlington . . .	284 14
David Bailey	Lincoln c'ty Missouri	75 00
Thomes W. Bradley .	Joway	20 00
John J. Grimos . . .	Lincoln c'ty Missouri	625 00
William Settles . . .	do. do.	320 00
John S. David . . .	Burlington Joway .	20 00
F. Hancock	Van Buren do.	20 00
C. G. Pelton	Burlington do.	34 00
J. Tolman	Van Buren Joway	115 00
J. L. Burtiss	Lee county do.	715 00
Isaac A. Lefevre . . .	Von Buren do.	348 00
Jeremiah Smith, jr. . .	Burlingten do.	4,000 00
William et Sampson Smith	Jefferson county do.	60 00
John Koontz	. . . . .	6 50
Robert Moffet	New Lexigton Joway	129 63
Antoine Leclair . . .	Davenport do.	1,375 00
Margaret Price . . .	Lee county do.	9 00
Jesse Sutton	Van Buren do.	22 00
Jefferson Jordon . . .	Do. do.	175 00
Jeremiah Wayland . .	St. Francisville Missouri	15 00
Robert Brown, assignee of Cutting and Gordon . .	Van Buren c'ty Joway	73 25
William Rowland . .	Do. do.	460 32
Edward Kilbourne . .	Lee county do.	10,411 80
Perry and Best . . .	Do.	22 75
	Carried forword	254,630 34

Name of claimant	Place of residence	Amount.
	Brought forward	254,630 34
P. Chouteau, jr. et Co .	St. Louis Missouri . .	26 00
Job Carter	Van Buren c'ty . . .	28 00
Francis Bosseron . . .	St. Louis Mo. . . .	26 00
James Jordon	Van Buren Joway . .	1,775 00
Sampson Smith . . .	. . . . do. . .	54 00
Louis Laplant	Joway	122 00
William Phelps . . .	Clark county Missouri	310 00
William B Street . .	Joway	300 00
Julia Ann Goodell . .	Do.	855 00
George L. Davenport .	Davenport Joway . .	320 00
G. C. R. Mitchell . .	Do do. . .	100 00
David Noggle	Van Buren do. . .	20 00
	Amount	258,566 34

JOHN CHAMBERS.
Commissioner on the part of the U. S.

ALFRED HEBART,
ARTHUR BRIDGMANN,

Comimissioners appointed by the commission on the part of the U. S. for examining and adjusting claims.

Now, therefore, be it known, that J. John Tyler, President of the United States of America, having seen and considered said treaty, do, in pursuance of the advice and consent of the Senate, as expressed in their resolution of the fifteenth of February, one thousand eight hundred and forty-three, accept, ratify, and confirm the same, and every article and clause thereof.

In testimony whereof J. have caused the seal of the United States to be hereunto affixed, having signed the same with my hand. Done at the city of Washington, the twenty-third day of March, one thousand eight hundred and forty-three, and of the Independence of the United States the sixty-seventh.

(L. S.) JOHN TYLER.

By the President:
DANIEL WEBSTER, Secretary of State.

9.

Ordonnance royale donnée en France le 6 Novembre 1842, portant fixation du Tarif des droits à percevoir dans les chancelleries consulaires *).

Lous-Philippe, Roi des Français, etc.;

Sur le rapport de notre ministre et secrétaire d'Etat au département des affaires étrangères.

Nous avons Ordonné et ordonnons ce qui suit:

Art. 1er A dater du 1er janvier 1843, les droits de chancellerie consulaires seront perçus conformément au tarif joint à la présente ordonnance, et selon la catégorie dans laquelle chaque pays est classé par l'article suivant.

2. Sont compris dans la première catégorie: les Etats d'Italie, l'Autriche, la Turquie, les Etats barbaresques et la Grèce.

Dans la seconde catégorie: l'Espagne, le Portugal, la Belgique, la Hollande, la Prusse, les Etats de la Confédération germanique, le Danemarck, la Suède, la Russie, Malte et les îles loniennes;

Dans la troisième catégorie: la Grande-Bretagne, ses possessions en Afrique, en Asie et en Amérique; Gibraltar, les Etats de l'Amérique septentrionale et méridionale, Haïti, les possessions espagnoles en Asie et en Amérique, et la Chine.

3. Les taxations des actes particuliers à certaines localités, et dont l'énonciation n'était pas susceptible d'être comprise dans la nomenclature du tarif général des chancelleries consulaires, seront soumises par nos consuls, sous forme de tarif annexe, à l'approbation de notre ministre et secrétaire d'Etat au département des affaires étrangères.

4. Le tarif des droits de chancellerie, ainsi que le tarif annexe, seront constamment affichés dans la chancellerie, conformément à l'article 1er de l'ordonnance du 23 août 1833.

5. Les droits de chancelleries consulaires pourront, en cas d'urgence, être modifiés par décisions de notre

*) Publiée dans le *Bulletin des lois* à la date du 1er juillet 1845

1842 ministre et secrétaire d'Etat au département des affaires étrangères. Ces modifications partielles seront ultérieurement soumises à notre approbation.

Signé: LOUIS-PHILIPPE.
Et plus bas: GUIZOT.

Tarif des droits à percevoir dans les Chancelleries consulaires.

Ire CATÉGORIE.

NOS D'ORDRE.	NATURE DES ACTES.	BASE DE LA PERCEPTION.	TAXATION.
	ACTES DE L'ETAT CIVIL (1).		
1	Expédition d'un acte de naissance, — de décès	Par acte	2f. „c.
2	Expédition d'un acte de mariage, — d'un acte de reconnaissance d'enfant naturel, — d'un acte de naissance *avec mention* de reconnaissance d'enfant naturel faite par acte de mariage, — d'un acte d'adoption	Idem	4 „
3	Expédition d'un acte de mariage comprenant reconnaissance d'enfant naturel.	Idem	6 „
4	Affiche d'acte de publication de mariage. — Certificat de publication et de non-opposition. .	Idem	1 „

OBSERVATIONS GENERALES.

I. *Tout acte non porté au tarif sera délivré gratuitement, conformément à l'article 2 de l'ordonnance du 23 août 1833.*

II. *Aucun acte taxé ne sera délivré gratis sans l'autorisation du consul.*

III. *Les rôles taxés dans le tarif sont de vingt-cinq lignes à la page et de douze syllabes à la ligne, ou évalués sur ce pied.*
Le droit entier est dû pour tout rôle commencé.

IV. *Les vacations sont de trois heures. Le droit entier est dû pour toute vacation commencée.*

V. *Il n'est pas dû de droit pour la minute des procès-verbaux dressés dans les vacations.*

VI. *Pour tous les actes taxés en minute à un droit fixe, au rôle ou à la vacation, le droit d'expédition est dû sur toute expédition délivrée.*
Pour les actes taxés au droit proportionnel, le droit d'expédition n'est pas dû sur la grosse ou la première expédition.

---

(1) La minute des actes de l'Etat civil ne donne lieu à aucune perception.

NOS D'ORDRE.	NATURE DES ACTES.	BASE DE LA PERCEPTION.		TAXATION.	
	ACTES DE LA JURIDICTION CIVILE ET COMMERCIALE.				
5	Actes de consentement d'adoption, —d'émancipation.— Citations.— Significations. — Sommations — Offres réelles. — Oppositions. — Déclarations. — Requêtes. — Actes de reconnaissance d'écritures. — Dépôts de procès-verbaux d'experts, de rapports d'arbitres ou interprètes. — Récusations de juges, arbitres ou experts. — Acceptation ou répudiat. de successions. — Procès-verbaux de conciliation. — Certificats de non-conciliation. — Procès-verbaux de non-comparation des parties ou de refus de répondre.—Réception de cautions. — Dépôts de testamens et procès-verbaux de leur ouverture.—Dépôt et affirmation de sentences arbitrales. —Prestation de serment. — Cédules ou décrets du consul (3) — Ordonnances et jugemens consulaires. — Exécutoires de frais. — Actes d'appel, — et tous autres actes non dénommés de la juridiction civile et commerciale . . .	Minute ou original (2) . .	Premier rôle	4f.	,, c.
			Chaque rôle en sus . .	2	50
		Expéditions ou extraits des mêmes actes . .	Par rôle d'expédition .	2	50
		Notification, signification, remise ou affiche des mêmes actes .	Premier rôle de copie	4	,,
			Chaque rôle de copie en sus . . .	2	50
6	Enquêtes, expertises ou interrogatoires faits hors l'audience. — Visites de lieux. — Descentes de justice. — Apposition, levée ou reconnaissance de scellés. — Ouvertures de portes. — Saisies-exécutions.— Assemblées de famille.	Par vacation		8	,,

(2) Le droit de minute ou original ne sera pas perçu pour tous les actes que la partie dépose ou rédige elle-même, quand elle y est autorisée.

(3) Les décrets qui n'ont pour objet que la signification ou la transmission de requêtes ou de tous autres actes ne donnent lieu à aucune perception.

NOS D'ORDRE.	NATURE DES ACTES.	BASE DE LA PERCEPTION.	TAXATION.
	ACTES DE LA JURIDICTION CRIMINELLE.		
7	Plaintes déposées par les parties. — Dénonciations. — Citations. — Significations. — Sommations. — Enquêtes. — Procès-verbaux d'audition de témoins. — Cédules ou décrets (3). — Ordonnances. — Jugemens. — Procès-verbaux de visites de lieux. — Actes de dépôt de pièces. — Actes de cautionnement. — Dépôt de sommes versées à ce titre ou du montant des condamnations pécuniaires. — Décharges et quittances. — Exécutoires de frais. — Actes d'appel, — et tous autres actes non dénommés de la juridiction criminelle.	Minute ou original (2) — Prem. rôle	1f 50 c.
		Minute ou original (2) — Chaque rôle en sus	1 „
		Expéditions ou extraits des mêmes actes . . — Par rôle d'expédition .	1 „
		Notification, signification, remise aux parties ou affiche des mêmes actes . — Premier rôle de copie	1 50
		Notification, signification, remise aux parties ou affiche des mêmes actes . — Chaque rôle en sus	1 „
8	Transport sur les lieux, expertises et enquêtes *faites hors d'audience*, dans la résidence . . .	Par vacation	5 „
	ACTES NOTARIES (4) et (5)		
9	Compromis. — Révocation d'arbitres	Par acte	6 „
10	Rétablissement de communauté. — Donation entre époux. — Dissolution de société sans liquidation. — Séquestre conventionnel, — et tous autres actes bilatéraux ou collectifs non dénommés du ministère du notariat	Par acte	10 „
11	Procuration générale	Par acte en minute ou en brevet	9 „
12	Procuration spéciale. — Révocation de mandat. Prorogation. — Rectification. — Décharge. — Avération. — Consentement à mariage. — Désistement ou main-levée — Protêt (6). — Aval. — Notoriété, — et généralement tous		

(4) Si le même acte contient plusieurs contrats, il n'est dû de droits que sur le contrat principal.

(5) La taxe proportionnelle sur tout acte accessoire d'un acte précédemment reçu en chancellerie ne sera perçue que pour la partie du capital ajoutée au capital primitif, et, s'il n'y est rien ajouté, il sera perçu un droit fixe de 10 fr.

(6) Si le protêt est fait pour plusieurs lettres de change tirées sur la même personne, il sera perçu 1 fr. par chaque lettre en sus de la première.

NOS D'ORDRE.	NATURE DES ACTES.	BASE DE LA PERCEPTION.	TAXATION.
	autres actes unilatéraux non dénommés du ministère du notariat	Idem	6 f. „ c.
13	Bail. — Cession, résiliation et prolongation de bail. — Contrat de louage.	Sur la valeur de la location pendant une année (7)	2 p. 0/0
14	Vente d'immeubles (8) et de meubles (9) aux enchères. . . .	Sur le prix { jusqu'à 20,000 f. / sur le surplus.	2 p. 0/0 / 1 p. 0/0
15	Acte de société (10). — Modification (10). — Continuation (10). — Liquidation et partage de société (10) et (11). — Compte de gestion, de tutelle. — Reddition de compte par le chancelier. — Liquidation et partage de communauté, de suscession (11). — Donations entre-vifs. — Constitution de rente. — Marché. — Contrat de rente. — Contrat d'échange (12). — Obligation. Transport.	Jusqu'à 20,000 fr. (8). . / Sur le surplus	1 p. 0/0 / ½ p. 0/0
16	Prorogation d'obligation. — Cession de biens à des créanciers. — Cautionnement. — Garantie. — Nantissement. — Quittance. — Transaction. — Contrat de marige (13).	Jusqu'à 20,000 fr. (8). . / Sur le surplus	½ p. 0/0 / ¼ p. 0/0
17	Certificat de propriété . . .	Jusqu'à 20,000 fr. (7) . . / Sur le surplus	½ p. 0/0 / ⅛ p. 0/0
18	Testament. — Inventaire. — Acte respectueux. — Concordat. — Contrat d'union. — Compulsoire,		

Pour chaque présentation aux *indications au besoin,* ou intervenans quelconques, il sera aussi perçu un droit de 2 fr.

(7) Le droit proportionnel sera remplacé par une taxe fixe de 10 fr., quand il ne donnera qu'une perception inférieure à cette taxe combinée avec le droit d'expédition.

(8) Le droit proportionnel sera remplacé par une taxe fixe de 20 fr., quand il ne donnera qu'une perception inférieure à cette taxe combinée avec celle de l'expédition.

(9) Le droit proportionnel sera remplacé par une taxe fixe de 6 fr., quand il ne donnera qu'une perception inférieure à cette taxe combinée avec celle de l'expédition.

(10) Sur le capital social. La partie de ce capital excédant 100,000 fr. ne donne lieu à aucune perception.

(11) Sur la masse brute, dans laquelle ne sont pas comprises les valeurs fictives.

(12) Sur la valeur de l'immeuble le plus important.

(13) Sur l'apport dotal le plus fort.

NOS D'ORDRE.	NATURE DES ACTES.	BASE DE LA PERCEPTION.	TAXATION
	— et tous autres procès-verbaux du ministère du notariat . .	Par vacation	9 f. „ c.
19	Expédition ou grosse de tout acte du ministère du notariat . .	Par rôle.	3 „
	ACTES RELATIFS A LA NAVIGATION (14).		
20	Expéditions (15) d'un bâtiment qui a opéré son déchargement ou son chargement complet ou partiel	Droit fixe par navire . .	4 „
		Droit proportion. par tonn. jusqu'à 300 tonneaux (16)	„ 20
21	Expéditons d'un bâtiment faisant échelle avec opération de commerce, s'il a déjà payé les droits entiers à une chancellerie consulaire, dans chacun des ports subséquens	Droit fixe par navire . .	4 „
		Droit proportion. par tonn. jusqu'à 300 tonneaux (16)	„ 20
22	Expéditions d'un paquebot à vapeur faisant un service régulier dans chaque port de la ligne.	Droit fixe par navire . .	10 „
		Droit proportionnel par tonn.	„ 10
23	Expéditions d'un bâtiment à voile ou à vapeur en relâche forcée ou volontaire, qui n'a débarqué ou embarqué ni marchandises ni passagers, si la relâche a duré plus de vingt-quatre heures .	Droit fixe par navire — au-dessous de 100 tonneaux.	5 „
		Droit fixe par navire — de 100 à 200 ton.	10 „
		Droit fixe par navire — au-dessus de 200 tonneaux . .	15 „

(14) Les actes concernant la navigation, non dénommés dans le présent chapitre, payeront les droits spécifiés dans les autres chapitres du tarif. — Dans les opérations relatives à un naufrage, tout acte fait par le consul ou chancelier, comme remplissant à l'étranger les fonctions dont les commissaires des classes sont chargés en France, ne donne lieu à aucune perception (art. 76 de l'ordonn. du 29 octobre 1833).

(15) Comprenant l'ensemble des formalités et actes *ordinaires* qui peuvent être requis du consulat à l'arrivée et au départ, savoir: 1° consulat simple ou rapport à l'arrivée; 2° certificats d'arrivée et de départ; 3° rapport concernant la santé; 4° visa du journal ou registre de bord, du congé, du rôle d'équipage; 5° visa et enregistrement des manifestes d'entrée et de sortie; 6° déclaration de simple relâche; 7° dépôt et procès-verbaux de dépôt de tout acte dressé par le capitaine pour cause de désertion, à l'occasion d'un crime, d'un délit, d'une naissance, d'un décès; dépôt de testament, d'inventaires faits en mer, ainsi que des objets inventoriés; 8° délivrance ou visa d'une patente de santé; 9° acte de dépôt ou de cautionnement des sommes destinées aux frais de rapatriement, de maladie, d'enterrement de marins laissés à terre; 10° certificat quelconque, exigé par l'autorité locale pour permettre la sortie du navire.

(16) Le droit proportionnel n'est pas dû sur les tonneaux qui excèdent 300.

NOS D'ORDRE.	NATURE DES ACTES.	BASE DE LA PERCEPTION.	TAXATION.
	Expéditions d'un bâtiment à voile ou à vapeur en relâche forcée ou volontaire, qui n'a débarqué ou embarqué ni marchandises ni passagers, si la relâche a duré moins de vingt-quatre heures (17) .	. . . . .	Demi - droit
24	Courtage et interprétation dans les cas prévus par les traités et lorsqu'ils sont requis	Droit proportionnel par tonneau (18)	,,f. 10 c.
25	Rédaction du manifeste de sortie lorsqu'elle est demandée . .	Droit fixe par navire: au - dessous de 20 tonneaux .	5 ,,
		de 20 à 100 ton.	10 ,,
		au - dessus de 100 tonneaux	15 ,,
26	Consulat ou rapport extraordinaire avec ou sans audition de l'équipage et des passagers . . .	Premier rôle	5 ,,
		Chaque rôle en sus . .	3 ,,
27	Mouvement sur le rôle d'équipage (19) et (20).	Par marin débarqué ou embarqué	1 ,,
28	Mention sur le rôle d'embarquement ou de débarquement de passagers (20) et (21) . . .	Par passager	2 ,,
29	Certificat de visite d'un bâtiment	Par certificat	3 ,,
30	Addition de feuille au journal de navigation ou au rôle d'équipage.		

(17) Toute relâche ayant pour objet l'acquittement d'une taxe ou l'accomplissement d'une formalité quelconque imposée par l'autorité étrangère et nécessitant l'intervention de la chancellerie, sera considérée comme ayant duré plus de vingt-quatre heures.

(18) Sont comprises dans ce droit la rédaction du manifeste, ainsi que les traductions et copies de cette pièce exigées par les autorités locales.

(19) Les mentions excédant le tiers du nombre des hommes de l'équipage ne donneront lieu à aucune perception.

(20) Pour les marins disgraciés ou autres personnes embarquées ou débarquées, soit en vertu d'ordres des consuls, soit gratuitement et par humanité de la part du capitaine, le droit n'est pas dû.

(21) Le droit n'est pas applicable aux paquebots ni aux navires n'ayant à bord que des passagers.

Le consul aura la faculté de faire réduire à demi le droit pour les personnes peu fortunées ,et de faire payer qu'un seul droit pour tous les membres d'une même famille qui seraient dans le même cas.

Au-delà de six (ayant payé le droit entier), les mentions de débarquement ou d'embarquement sur le même navire seront gratuites.

NOS D'ORDRE.	NATURE DES ACTES.	BASE DE LA PERCEPTION.	TAXATION.
	— Remplacement (22), en cas de perte, d'un rôle d'équipage	Par feuille	2f. „
31	Remplacement (22), en cas de perte, d'un journal de navigation, d'un congé	Par pièce délivrée . . .	5 „
32	Remplacement (22), en cas de perte, d'une patente de santé.	Idem.	5 „
33	Délivrance (22) d'un passavant avec rôle d'équipage, dans le même cas	Par pièce délivrée . . .	10 „
34	Visa de la patente de santé et des autres pièces de bord s'il devient nécessaire après la délivrance des expéditions . . .	Par visa	2 „
35	Désarmement (23), armement ou réarmement (24) d'un bâtiment	Droit fixe par navire . .	10 „
		Droit proportionnel par ton. jusqu'à 300 tonneaux (16)	„ 30
36	Ordonnance du consul en matière maritime. — Homologation d'un règlement d'avaries. — Procès-verbal de prestation de serment d'experts (25). — Rapport d'experts dressé par le chancelier. — Dépôt de rapport d'experts dressé par ceux-ci. — Acte de délaissement d'un navire ou de marchandises	Premier rôle	3 „
		Chaque rôle en sus . .	2 „

(22) Sur la déclaration affirmée et signée du capitaine, en tête de la pièce donnée en remplacement.

(23) Comprenant l'ensemble des formalités et actes nécessaires pour le désarmement, savoir: 1° déclaration de désarmement; 2° rôle de désarmement; 3° acte de dépôt et visa de l'acte de francisation, du congé, du rôle d'équipage; 4° apostille et visa du journal de navigation et de l'acte de propriété; 5° expéditions des actes ci-dessus qui doivent être remises au capitaine.

Nota. Le droit dit *d'expédition* (articles 20, 21, 22 et 23) n'est pas dû pour le navire qui désarme, lorsque le désarmement a lieu immédiatement après l'accomplissement des formalités d'arrivée; il est dû lorsque le désarmement a lieu après l'accomplissement des formalités de départ.

(24) Comprenant l'ensemble des formalités et actes nécessaires pour l'armement ou le réarmement, savoir; 1° déclaration d'armement ou de réarmement; 2° délivrance et enregistrement d'un rôle d'équipage, d'un congé provisoire, d'un passavant, d'un journal de navigation coté et paraphé; 3° tous actes ou formalités quelconques comprises dans les expéditions (note 15).

(25) Si l'intervention des experts est suivie de la réception d'un acte

NOS D'ORDRE.	NATURE DES ACTES.	BASE DE LA PERCEPTION.	TAXATION.
37	Contrat d'affrétement ou charte-partie.	Sur le prix convenu (7) .	$\frac{1}{4}$ p. %
38	Police de chargement (rédaction de) ou connaissement . . .	Par exemplaire	„ f. 50c.
39	Police ou contrat d'assurances maritimes	Par acte	10 „
40	Résiliation. — Modification dudit contrat	Idem	5 „
41	Contrat de prêt à la grosse aventure ou de prêt sur marchandises prévu par l'article 234 du Code de commerce	Sur la valeur du prêt, jusqu'à 20,000 fr. (7) . . Sur le surplus	$\frac{1}{2}$ p. % $\frac{1}{4}$ p. %
42	Vente aux enchères de marchandises dans le cas prévu par le même article (9); — d'un bâtiment, (8) ou d'une portion de bâtiment, d'embarcation, d'agrès et autres articles d'inventaire (9) . . .	Jusqu'à 1,000 fr. . . . Sur le surplus	$1\frac{1}{2}$ p. % 1 p. %
43	Vente par contrat d'un bâtiment (8) ou d'une portion de bâtiment, d'embarcation, d'agrès et autres articles d'inventaire (9) . . .	Jusqu'à 1,000 fr. . . . Sur le surplus	1 p. % $\frac{1}{2}$ p. %
44	Droit de dépôt sur les sommes provenant de bris, naufrages et prises	Par 100 fr.	„ f. 15 c.
45	Enregistrement littéral (26), copie collationnée, expédition, extrait litteral ou analytique, publication par affiches de procès-verbaux et autres pièces concernant la navigation	Par rôle	2 „
	ACTES ADMINISTRATIFS.		
46	Passeports (27). { aux Français .	Par acte	5 „
	{ aux étrangers .	Idem	8 „
47	Patente de santé pour un navire étranger	Idem	6 „

en chancellerie, la mention de prestation de serment sera insérée en tête de cet acte et ne donnera lieu à aucun droit spécial.

(26) Cet enregistrement ne s'entend que des actes qui n'ont pas été reçus en chancellerie.

(27) Les consuls ont la faculté de faire délivrer les actes dont il s'agit à demi-droit, lorsque l'état de fortune du redevable lui rendrait trop onéreux le paiement du droit entier, et qu'il ne serait cependant pas dans le cas de les recevoir *gratis*.

NOS D'ORDRE.	NATURE DES ACTES.	BASE DE LA PERCEPTION.	TAXATION.
48	Certificats (27) d'immatriculation, de nationalité. — Patente de protection (27)	Idem	4f. ,, c.
49	Certificats de vie pour perception de rentes, pensions annuelles ou sommes quelconques . . .	Au-dessus de 1,000 fr. .	5 ,,
		De 300 fr. à 1,000 fr. .	3 ,,
		Au-dessous de 300 fr. .	2 ,,
50	Certificats de vie pour motifs non énoncés	Par certificat	5 ,,
51	Visa de passeports (27) de Français	Par visa	2 ,,
	Visa de passeports (27) d'étrangers	Idem	3 ,,
52	Visa de patente de santé d'un navire étranger	Idem	5 ,,
53	Visa de manifeste d'un navire étranger (lorsqu'il est requis) .	Idem	5 ,,
54	Visa (27) de certificat d'immatriculation, de nationalité, de patente de protection, — et tout autre visa non spécifié (27) .	Idem	2 ,,
55	Certificat quelconque requis par l'autorité locale	Par certificat	2 50
56	Certificat d'origine, de destination, de débarquement	Idem	5 ,,
57	Décharge d'acquit-à caution .	Par acte	4 ,,
58	Légalisation (28)	Par légalisation	5 ,,
	ACTES DIVERS.		
59	Déclaration, — certificat, — procès-verbal quelconque, dans tous les cas non spécifiés	Premier rôle	5 ,,
		Chaque rôle en sus . .	3 ,,
60	Dépôt (29) de sommes d'argent, valeurs, marchandises ou effets mobiliers	Par acte de dépôt . . .	5 ,,
		Droit de dépôt sur le montant de la somme ou de la valeur estimée	2 p. 0/0
61	Dépôt, remise, retrait de pièces ou registres. — Communication		

(28) La légalisation par le consul d'un acte reçu par le chancelier, de même que celle d'un acte fait ou légalisé par un agent du consulat, ne donnent lieu à aucune perception.

Lorsque le droit de légalisation d'un acte délivré par l'autorité étrangère excédera le chiffre du droit qui aurait été erigible sur le même acte, s'il eût été passé en chancellerie, ce dernier droit sera perçu.

Si le même acte est présenté, en même temps, à la légalisation en plusieurs expéditions, la première seulement donne lieu au paiement du droit entier, et les suivantes au demi-droit.

(29) Le droit proportionnel ne se perçoit que lors du retrait du dépôt, et l'acte de retrait ne donne lieu à aucun droit.

NOS D'ORDRE.	NATURE DES ACTES.	BASE DE LA PERCEPTION.	TAXATION.
	de pièces ou registres en chancellerie. — Remise de pièces aux intéressés.	Par acte	3f. „c.
62	Actes énoncés dans l'article 61, s'il y a inventaire de pièces .	Par rôle	3 „
63	Enregistrement littéral (26), copie collationnée, expédition, extrait litteral ou analytique, publication par affiches de pièces ou actes quelconques, dans tous les cas non spécifiés	Premier rôle	4 „
		Chaque rôle en sus . .	3 „
63	Copie en langue étrangère. .	Premier rôle	5 „
		Chaque rôle en sus . .	3 „
65	Traduction certifiée conforme .	Premier rôle	6 „
		Chaque rôle en sus . .	4 „
66	Tenue d'un compte courant de recettes et dépenses en chancellerie	Par article de compte . .	„ 50
67	Vacations du chancelier dans tous les cas non spécifiés	Par vacation	8 „
68	Frais de voyage du consul, de l'élève-consul ou du chancelier .	. . . . .	le montant des déboursés (30)
69	Frais de séjour du consul . .	Par journée d'absence . .	18f. „ c.
	Frais de séjour de l'élève-consul ou du chancelier.	Idem	12 „
	IIe CATEGORIE.		
	ACTES DE L'ETAT CIVIL (1).		
1	Expédition d'un acte de naissance, — de décès	Par acte	3 „
2	Expédition d'un acte de mariage, — d'un acte de reconnaissance d'enfant naturel, — d'un acte de naissance *avec mention* de reconnaissance d'enfant naturel faite par acte de mariage, — d'un acte d'adoption	Idem	6 „
3	Expédition d'un acte de mariage comprenant reconnaissance d'enfant naturel	Idem	9 „

(30) Le compte de ces frais, que les agens s'efforceront, d'ailleurs, de renfermer dans les limites les plus étroites, sera affirmé par le consul, pour les dépenses qui le concernent, et visé par lui, pour celles qui concernent l'élève ou le chancelier.

(1) Voir la note (1) de la première catégorie.

NOS D'ORDRE.	NATURE DES ACTES.	BASE DE LA PERCEPTION.	TAXATION.
4	Affiche d'acte de publication de mariage. — Certificat de publication et de non-opposition. .	Idem	1f. 50c.
	ACTES DE LA JURIDICTION CIVILE ET COMMERCIALE.		
5	Actes de consentement d'adoption, — d'émancipation. — Citation. — Significations. — Sommations. — Offres réelles. — Oppositions. — Déclarations. — Requêtes. — Actes de reconnaissance d'écritures. — Dépôts de procès-verbaux d'experts, de rapports d'arbitres ou interprètes. — Récusations de juges, arbitres ou experts. — Acceptation ou répudiation de successions. — Procès-verbaux de conciliation. — Certificats de non-conciliation. — Procès-verbaux de non-comparation des parties ou de refus de répondre. — Réception de cautions. — Dépôts de testamens et procès-verbaux de leur ouverture. — Dépôt et affirmation de sentences arbitrales. — Prestation de serment. — Cédules ou décrets du consul (3). — Ordonnances et jugemens consulaires. — Exécutoires de frais. — Actes d'appel, — et tous autres actes non dénommés de la juridiction civile et commerciale . . .	Minute ou original (2) . { Premier rôle	6 „
		Minute ou original (2) . { Chaque rôle en sus. .	3 50
		Expéditions ou extraits des mêmes actes. . { Par rôle d'expédition . .	3 50
		Notification, signification, remise ou affiche des mêmes actes . { Premier rôle de copie .	6 „
		Notification, signification, remise ou affiche des mêmes actes . { Chaque rôle de copie en sus . . .	3 50
6	Enquêtes, expertises ou interrogatoires faits hors l'audience. — Visites de lieux. — Descentes de justice. — Apposition, levée ou reconnaissance de scellés. — Ouvertures de portes. — Saisies-exécutions. — Assemblées de famille	Par vacation	12 „

OBSERVATIONS GENERALES.

Voir à la page 625 les articles I, II, III, IV, V, et VI, des *Observations générales* de la première catégorie.

(2) Voir la note (2) idem.

(3) Voir la note (3) idem.

NOS D'ORDRE.	NATURE DES ACTES.	BASE DE LA PERCEPTION.	TAXATION.
	ACTES DE LA JURIDICTION CRIMINELLE.		
7	Plaintes déposées par les parties. — Dénonciations. — Citations. — Significations. — Sommations. — Enquêtes. — Procès-verbaux d'audition de témoins. — Cédules ou décrets (3). — Ordonnances. — Jugemens. — Procès-verbaux de visite de lieux. — Actes de dépôt de pièces. — Actes du cautionnement. — Dépôt de sommes versées à ce titre ou du montant des condamnations pécuniaires. — Décharges et quittances. — Exécutoires de frais. — Actes d'appel, — et tous autres actes non dénommés de la juridiction criminelle	Minute ou original (2) . Premier rôle	1f. 50 c.
		Minute ou original (2) . Chaque rôle en sus . .	1 „
		Expéditions ou extraits des mêmes actes . . Par rôle d'expédition . .	1 „
		Notification, signification, remise aux parties ou affiche des mêmes actes . Premier rôle de copie .	1 50
		Notification, signification, remise aux parties ou affiche des mêmes actes . Chaque rôle de copie en sus	1 „
8	Transports sur les lieux, expertises et enquêtes *faites hors l'audience*, dans la résidence	Par vacation	5 „
	ACTES NOTARIES (4) et (5).		
9	Compromis. — Révocation d'arbitres	Par acte	7 50
10	Rétablissement de communauté. — Donation entre époux. — Dissolution de société sans liquidation. — Séquestre conventionnel, — et tous autres actes bilatéraux ou collectifs non dénommés du ministère du notariat	Idem	15 „
11	Procuration générale	Par acte en minute ou en brevet	10 „
12	Procuration spéciale. — Révocation de mandat. — Prorogation. — Rectification. — Décharge. — Avération. Consentement à mariage. — Désistement ou main-levée. —		

(4) Voir la note (4) de la première catégorie.

(5) La taxe proportionnelle sur tout acte accessoire d'un acte précedemment reçu en chancellerie ne sera perçue que pour la partie du capital ajoutée au capital primitif, et, s'il n'y est rien ajouté, il sera perçu un droit fixe de 15 fr.

NOS D'ORDRE.	NATURE DES ACTES.	BASE DE LA PERCEPTION.	TAXATION.
	Protêt (6). — Aval. — Notoriété, — et généralement tous autres actes unilatéraux non dénommés du ministère du notariat . .	Par acte en minute ou en brev.	7f. 50 c.
13	Bail. — Cession, résiliationet prolongation de bail. — Contrat de louage	Sur la valeur de la location pendant une année (7) .	2 p. 0/0
14	Vente d'immeubles (8) et de meubles (9) aux enchères . . .	Sur le prix jusqu'à 20,000 f.	2 p. 0/0
		Sur le prix sur le surplus.	1 p. 0/0
15	Acte de société (10). — Modification (10). — Continuation (10). — Liquidation et partage de société (10) et (11). — Compte de gestion, de tutelle. — Reddition de compte par le chancelier. — Liquidation et partage de communauté, de succession (11). Donations entre-vifs. — Constitution de rente — Marché. — Contrat de vente. — Contrat d'échange (12). — Obligation. — Transport .	Jusqu'à 20,000 fr. (8). .	1 p. 0/0
		Sur le surplus	½ p. 0/0
16	Prorogation d'obligation. — Cession de biens à des creanciers. — Cautionnement. — Garantie. — Nantissement. — Quittance. — Transaction. — Contrat de mariage (13)	Jusqu'à 20,000 fr. (8) . .	½ p. 0/0
		Sur le surplus	¼ p. 0/0

(6) Si le protêt est fait pour plusieurs lettres de change tirées sur la même personne, il sera perçu 1 fr. 50 c. par chaque lettre en sus de la première. Pour chaque présentation aux *indications au besoin*, ou intervenans quelconques, il sera aussi perçu un droit de 3 fr.

(7) Le droit proportionnel sera remplacé par une taxe fixe de 15 fr., quand il ne donnera qu'une perception inférieure à cette taxe combinée avec le droit d'expédition.

(8) Le droit proportionnel sera remplacé par une taxe fixe de 30 fr., quand il ne donnera qu'une perception inférieure à cette taxe combinée avec celle d l'expédition.

(9) Le droit proportionnel sera remplacé par une taxe fixe de 7 fr. 50 c., quand il ne donnera qu'une perception inférieure à cette taxe combinée avec celle de l'expédition.

(10) Voir la note (10) de la première catégorie.

(11) Voir la note (11) idem.

(12) Voir la note (12) idem.

(13) Voir la note (13) idem.

NOS D'ORDRE.	NATURE DES ACTES.	BASE DE LA PERCEPTION.	TAXATION.
17	Certificat de propriété . . .	Jusqu'à 20,000 fr. (7) . .	$\frac{1}{4}$ p. 0/0
		Sur le surplus	$\frac{1}{8}$ p. 0/0
18	Testament. — Inventaire. — Acte respectueux. — Concordat. — Contrat d'union.— Compulsoire, — et tous autres procès-verbaux du ministère du notariat . .	Par vacation	12 f. „ c.
19	Expédition ou grosse de tout acte du ministère du notariat . .	Par rôle	4 50
	ACTES RELATIFS A LA NAVIGATION (14).		
20	Expéditions (15) d'un bâtiment qui a opéré son déchargement ou son chargement complet ou partiel	Droit fixe par navire . .	4 „
		Droit proportionnel par ton. jusqu'à 300 tonneaux (16)	„ 20
21	Expéditions (15) d'un bâtiment faisant échelle avec opération de commerce, s'il a déjà payé les droits entiers à une chancellerie consulaire, dans chacun des ports subséquens	Droit fixe par navire . .	4 „
		Droit proportionnel par ton. jusqu'à 300 tonneaux (16)	„ 10
22	Expéditions (15) d'un paquebot à vapeur faisant un service régulier dans chaque port de la ligne.	Droit fixe par navire . .	10 „
		Droit proportionnel par ton.	„ 10
23	Expéditions (15) d'un bâtiment à voile ou à vapeur en relâche forcée ou volontaire, qui n'a débarqué ou embarqué ni marchandises ni passagers, si la relâche a duré plus de vingt-quatre heures	Droit fixe par navire — au-dessous de 100 tonneaux .	5 „
		Droit fixe par navire — de 100 à 200 ton.	10 „
		Droit fixe par navire — au dessus de 200 tonneaux . .	15 „
	Expéditions (15) d'un bâtiment à voile ou à vapeur en relâche forcée ou volontaire, qui n'a débarqué ou embarqué ni marchandises ni passagers, si la relâche a duré moins de vingt-quatre heures (17)	. . . . .	Demi-droit
24	Courtage et interprétation dans les cas prévus par les traités et lorsqu'ils sont requis	Droit proportionnel par tonneau (18)	„ f. 10 c.

(14) Voir la note (14) de la première catégorie.
(15) Voir la note (15) idem.
(16) Voir la note (16) idem.
(17) Voir la note (17) idem.
(18) Voir la note (18) idem.

NOS D'ORDRE.	NATURE DES ACTES.	BASE DE LA PERCEPTION.	TAXATION.
25	Rédaction du manifeste de sortie lorsqu'elle est demandée . .	Droit fixe par navire au-dessus de 20 tonneaux . .	7f. 50 c.
		de 20 à 100 ton.	15 „
		au-dessus de 100 tonneaux . .	22 50
26	Consulat ou rapport extraordinaire avec ou sans audition de l'équipage et des passagers . . .	Premier rôle	7 50
		Chaque rôle en sus . .	4 50
27	Mouvement sur le rôle d'équipage (19) et (20).	Par marin débarqué ou embarqué	1 „
28	Mention sur le rôle d'embarquement ou de débarquement de passagers (20) et (21)	Par passager	2 „
29	Certificat de visite d'un bâtiment	Par certificat	4 50
30	Addition de feuilles au journal de navigation ou au rôle d'équipage. — Remplacement (22), en cas de perte, d'un rôle d'équipage .	Par feuille	3 „
31	Remplacement (22), en cas de perte, d'un journal de navigation, d' un congé	Par pièce delivrée . . .	7 50
32	Remplacement (22), en cas de perte, d'une patente de santé.	Idem	5 „
33	Délivrance (22) d'un passavant avec rôle d'équipage dans le même cas	Idem	15 „
34	Visa de la patente de santé et des autres pièces de bord s'il devient nécessaire après la délivrance des expéditions . . .	Par visa.	2 „
35	Désarmement (23), armement ou réarmement (24) d'un bâtiment	Droit fixe par navire . .	10 „
		Droit proportionnel par ton. jusqu'à 300 tonneaux (16)	„ 30

(19) Voir la note (19) de la première catégorie.
(20) Voir la note (20) idem.
(21) Voir la note (21) idem.
(22) Voir la note (22) idem.
(23) Voir la note (23) idem.
(24) Voir la note (24) idem.

NOS D'ORDRE.	NATURE DES ACTES.	BASE DE LA PERCEPTION.	TAXATION.
36	Ordonnance du consul en matière maritime. — Homologation d'un règlement d'avaries. — Procès-verbal de prestation de serment d'experts (25). — Rapport d'experts dressé par le chancelier. — Dépôt de rapport d'experts dressé par ceux-ci. — Acte de délaissement d'un navire ou de marchandises.	Premier rôle. . . . . Chaque rôle en sus . .	4f. 50 c. 3 „
37	Contrat d'affrétement ou charte-partie	Sur le prix convenu (7) .	$\frac{1}{4}$ p. %
38	Police de chargement (rédaction de) ou connaissement . . .	Par exemplaire	1 f. „ c.
39	Police ou contrat d'assurances maritimes	Par acte.	15 „
40	Résiliation. — Modification dudit contrat	Idem	7 50
41	Contrat de prêt à la grosse aventure ou de prêt sur marchandises prévu par l'article 234 du Code de commerce	Sur la valeur du prêt, jusqu'à 20,000 fr. (7) . . . . Sur le surplus	$\frac{1}{2}$ p. % $\frac{1}{4}$ p. %
42	Vente aux enchères de marchandises dans le cas prévu par le même article (9); — d'un bâtiment (8) ou d'une portion de bâtiment, d'embarcation, d'agrès et autres articles d'inventaire (9) . . .	Jusqu'à 1,000 fr. . . . Sur le surplus	$1\frac{1}{2}$ p. % 1 p. %
43	Vente par contrat d'un bâtiment (8) ou d'une portion de bâtiment, d'embarcation, d'agrès et autres articles d'inventaire (9) . . .	Jusqu'à 1,000 fr. . . . . Sur le surplus	1 p. % $\frac{1}{2}$ p. %
44	Droit de dépôt sur les sommes provenant de bris, naufrages et prises	Par 100 fr.	„ 15
45	Enregistrement littéral (26), copie collationnée, expédition, extrait littéral ou analytique, publication par affiches de procès-verbaux et autres pièces concernant la navigation . . , ...	Par rôle	2 50
	ACTES ADMINISTRATIFS.		
46	Passeports (27) aux Français .	Par acte	6 „
	aux étrangers .	Idem	10 „

(25) Voir la note (24) de la première categorie.

(26) Voir la note (26) idem.

(27) Voir la note (27) idem.

NOS D'ORDRE.	NATURE DES ACTES.	BASE DE LA PERCEPTION.	TAXATION.
47	Patente de santé pour un navire étranger	Idem	8f. „c.
48	Certificats (27) d'immatriculation, de nationalité. — Patente de protection (27)	Idem	6 „
49	Certificats de vie pour perception de rentes, pensions annuelles ou sommes quelconques	Au-dessus de 1,000 fr. .	6 „
		De 300 fr. à 1,000 fr. .	4 50
		Au-dessous de 300 fr. .	3 „
50	Certificats de vie pour motifs non énoncés	Par certificat	6 „
51	Visa de passeports (27) de Français	Par visa	2 50
	Visa de passeports (27) d'étrangers	Idem	5 „
52	Visa de patente de santé d'un navire étranger.	Idem	5 „
53	Visa de manisfeste d'un navire étranger (lorsqu'il est requis).	Idem	8 „
54	Visa (27) de certificat d'immatriculation, de nationalité, de patente de protection, — et tout autre visa non spécifié, (27) .	Par visa	3 „
55	Certificat quelconque requis par l'autorité locale.	Par certificat	3 50
56	Certificat d'origine, de destination, de débarquement	Idem	10 „
57	Décharge d'acquit-à-caution .	Par acte	5 „
58	Légalisation (28)	Par légalisation	6 „
	ACTES DIVERS.		
59	Déclaration, — certificat, procès-verbal quelconque, dans tous les cas non spécifiés	Premier rôle	7 50
		Chaque rôle en sus . .	4 50
60	Dépôt (29) de sommes d'argent, valeurs, marchandises ou effets mobiliers	Par acte de dépôt . . .	7 50
		Droit de dépôt sur le montant de la somme ou de la valeur estimée	2 p. 0/0
61	Dépôt, remise, retrait de pièces ou registres. — Communication de pièces ou registres en chancellerie. — Remise de pièces aux intéressés.	Par acte	4 50
62	Actes énoncés dans l'article 61, s'il y a inventaire de pièces .	Par rôle	4 50

(28) Voir la note (28) de la première catégorie.
(29) Voir la note (29) idem.

NOS D'ORDRE.	NATURE DES ACTES.	BASE DE LA PERCEPTION.	TAXATION.
63	Enregistrement littéral (26), copie collationnée, expédition, extrait litteral ou analytique, publication par affiches de pièces ou actes quelconques, dans tous les cas non spécifiés	Premier rôle	6f. „c.
		Chaque rôle en sus . .	4 50
64	Copie en langue étrangère. .	Premier rôle	7 50
		Chaque rôle en sus . .	4 50
65	Traduction certifiée conforme .	Premier rôle	9 „
		Chaque rôle en sus . .	6 „
66	Tenue d'un compte courant de recettes et dépenses en chancellerie	Par article de compte . .	„ 50
67	Vacations du chancelier dans tous les cas non spécifiés	Par vacation	10 „
68	Frais de voyage du consul, de l'élève-consul ou du chancelier .	. . . . .	le montant des déboursés (30)
69	Frais de séjour du consul . .	Par journée d'absence . .	24f. „ c.
	Frais de séjour de l'élève-consul ou du chancelier.	Idem	15 „

IIIe CATEGORIE.

ACTES DE L'ETAT CIVIL (1).

1	Expédition d'un acte de naissance, — de décès	Par acte	4 „
2	Expédition d'un acte de mariage, — d'un acte de reconnaissance d'enfant naturel, — d'un acte de naissance *avec mention* de reconnaissance d'enfant naturel faite par acte de mariage, — d'un acte d'adoption	Idem	8 „
3	Expédition d'un acte de mariage comprenant reconnaissance d'enfant naturel	Par acte	12 „

OBSERVATIONS GENERALES.

Voir les articles I, II, III, IV, V, et VI des *Observations générales* de la première catégorie.

---

(30) Voir la note (30) de la première categorie.

(1) Voir la note (1) idem.

NOS D'ORDRE.	NATURE DES ACTES.	BASE DE LA PERCEPTION.	TAXATION.
4	Affiche d'acte de publication de mariage. — Certificat de publication et de non-opposition. .	Idem	2f. „c.
	ACTES DE LA JURIDICTION CIVILE ET COMMERCIALE.		
5	Actes de consentement d'adoption, — d'émancipation. — Citations. — Significations. — Sommations — Offres réelles. — Oppositions. — Déclarations. — Requêtes. — Actes de reconnaissance d'écritures. — Dépôts de procès-verbaux d'experts, de rapports d'arbitres ou interprètes. — Récusations de juges, arbitres ou experts. — Acceptation ou répudiat. de successions. — Procès-verbaux de conciliation. — Certificats de non-conciliation. — Procès-verbaux de non-comparation des parties ou de refus de répondre. — Réception de cautions. — Dépôts de testamens et procès-verbaux de leur ouverture. — Dépôt et affirmation de sentences arbitrales. — Prestation de serment. — Cédules ou décrets du consul (3) — Ordonnances et jugemens consulaires. — Exécutoires de frais. — Actes d'appel, — et tous autres actes non dénommés de la juridiction civile et commerciale . . .	Minute ou original (2) . . — Premier rôle	8 „
		Minute ou original (2) . . — Chaque rôle en sus . .	4 50
		Expéditions ou extraits des mêmes actes . . — Par rôle d'expédition .	4 50
		Notification, signification, remise ou affiche des mêmes actes . — Premier rôle de copie	8 „
		Notification, signification, remise ou affiche des mêmes actes . — Chaque rôle de copie en sus . . .	4 50
6	Enquêtes, expertises ou interrogatoires faits hors l'audience. — Visites de lieux. — Descentes de justice. — Apposition, levée ou reconnaissance de scellés. — Ouvertures de portes. — Saisies-exécutions. — Assemblées de famille.	Par vacation	16 „

(2) Voir la note (2) de la première catégorie.
(3) Voir la note (3) idem.

NOS D'ORDRE.	NATURE DES ACTES.	BASE DE LA PERCEPTION.	TAXATION.
	ACTES DE LA JURIDICTION CRIMINELLE.		
7	Plaintes déposées par les parties. — Dénonciations. — Citations. — Significations. — Sommations. — Enquêtes. — Procès-verbaux d'audition de témoins. — Cédules ou décrets (3). — Ordonnances. — Jugemens. — Procès-verbaux de visite de lieux. — Actes de dépôt de pièces. — Actes du cautionnement. — Dépôt de sommes versées à ce titre ou du montant des condamnations pécuniaires. — Décharges et quittances. — Exécutoires de frais. — Actes d'appel, — et tous autres actes non dénommés de la juridiction criminelle	Minute ou original (2) . Premier rôle	1f. 50 c.
		Minute ou original (2) . Chaque rôle en sus . .	1 „
		Expéditions ou extraits des mêmes actes . . Par rôle d'expédition . .	1 „
		Notification, signification, remise aux parties ou affiche des mêmes actes . Premier rôle de copie .	1 50
		Notification, signification, remise aux parties ou affiche des mêmes actes . Chaque rôle de copie en sus	1 „
8	Transports sur les lieux, expertises et enquêtes *faites hors l'audience*, dans la résidence	Par vacation	5 „
	ACTES NOTARIES (4) et (5).		
9	Compromis. — Révocation d'arbitres	Par acte.	12 50
10	Rétablissement de communauté. — Donation entre époux. — Dissolution de société sans liquidation. — Séquestre conventionnel, — et tous autres actes bilatéraux ou collectifs non dénommés du ministère du notariat	Idem	25 „
11	Procuration générale	Par acte en minute ou en brevet	20 „
12	Procuration spéciale. — Révocation de mandat. — Prorogation. — Rectification. — Décharge. — Avération. Consentement à mariage. — Désistement ou main-levée. —		

(4) Voir la note (4) de la première catégorie.

(5) La taxe proportionnelle sur tout acte accessoire d'un acte précedemment reçu en chancellerie ne sera perçue que pour la partie du capital ajoutée au capital primitif, et, s'il n'y est rien ajouté, il sera perçu un droit fixe de 25 fr.

NOS D'ORDRE.	NATURE DES ACTES.	BASE DE LA PERCEPTION.	TAXATION.
	Protêt (6). — Aval. — Notoriété, — et généralement tous autres actes unilatéraux non dénommés du ministère du notariat . .	Idem	12 f. „ c.
13	Bail. — Cession, résiliation et prolongation de bail. — Contrat de louage.	Sur la valeur de la location pendant une année (7)	2 p. %
14	Vente d'immeubles (8) et de meubles (9) aux enchères. . . .	Sur le prix { jusqu'à 20,000 f. / sur le surplus.	2 p. % 1 p. %
15	Acte de société (10). — Modification (10). — Continuation. — Liquidation et partage de société (10) et (11). — Compte de gestion, de tutelle. — Reddition de compte par le chancelier. — Liquidation et partage de communauté, de succession (11). — Donations entre-vifs. — Constitution de rente. — Marché. — Contrat de rente. — Contrat d'échange (12). — Obligation. Transport.	Jusqu'à 20,000 fr. (8). . Sur le surplus	1 p. % ½ p. %
16	Prorogation d'obligation. — Cession de biens à des créanciers. — Cautionnement. — Garantie. — Nantissement. — Quittance. — Transaction. — Contrat de mariage (13).	Jusqu'à 20,000 fr. (8). . Sur le surplus	½ p. % ¼ p. %

(6) Si le protêt est fait pour plusieurs lettres de change tirées sur la même personne, il sera perçu 2 fr. par chaque lettre en sus de la première. Pour chaque présentation aux *indications au besoin*, ou intervenans quelconques, il sera aussi perçu un droit de 4 fr.

(7) Le droit proportionnel sera remplacé par une taxe fixe de 25 fr., quand il ne donnera qu'une perception inférieure à cette taxe combinée avec le droit d'expédition.

(8) Le droit proportionnel sera remplacé par une taxe fixe de 50 fr., quand il ne donnera qu'une perception inférieure à cette taxe combinée avec celle d l'expédition.

(9) Le droit proportionnel sera remplacé par une taxe fixe de 12 fr. 50 c., quand il ne donnera qu'une perception inférieure à cette taxe combinée avec celle de l'expédition.

(10) Voir la note (10) de la première catégorie.

(11) Voir la note (11) idem.

(12) Voir la note (12) idem.

(13) Voir la note (13) idem.

NOS D'ORDRE.	NATURE DES ACTES.	BASE DE LA PERCEPTION.	TAXATION
17	Certificat de propriété . . .	Jusqu'à 20,000 fr. (7) . .	$\frac{1}{4}$ p. 0/0
		Sur le surplus	$\frac{1}{8}$ p. 0/0
18	Testament. — Inventaire. — Acte respectueux. — Concordat. — Contrat d'union. — Compulsoire, — et tous autres procès-verbaux du ministère du notariat . .	Par vacation	18f. ,, c.
19	Expédition ou grosse de tout acte du ministère du notariat . .	Par rôle.	6 ,,
	ACTES RELATIFS A LA NAVIGATION (14).		
20	Expéditions (15) d'un bâtiment qui a opéré son déchargement ou son chargement complet ou partiel	Droit fixe par navire . .	4 ,,
		Droit proportionnel par ton. jusqu'à 300 tonneaux (16)	,, 20
21	Expéditions (15) d'un bâtiment faisant échelle avec opération de commerce, s'il a déjà payé les droits entiers à une chancellerie consulaire, dans chacun des ports subséquens	Droit fixe par navire . .	4 ,,
		Droit proportionnel par ton. jusqu'à 300 tonneaux (16)	,, 10
22	Expéditions (15) d'un paquebot à vapeur faisant un service régulier dans chaque port de la ligne.	Droit fixe par navire . .	10 ,,
		Droit proportionnel par ton.	,, 10
23	Expéditions (15) d'un bâtiment à voile ou à vapeur en relâche forcée ou volontaire, qui n'a débarqué ou embarqué ni marchandises ni passagers, si la relâche a duré plus de vingt-quatre heures	Droit fixe par navire — au-dessous de 100 tonneaux.	5 ,,
		Droit fixe par navire — de 100 à 200 ton.	10 ,,
		Droit fixe par navire — au dessus de 200 tonneaux . .	15 ,,
	Expéditions (15) d'un bâtiment à voile ou à vapeur en relâche forcée ou volontaire, qui n'a débarqué ou embarqué ni marchandises ni passagers, si la relâche a duré moins de vingt-quatre heures (17)	. . . . .	Demi-droit
24	Courtage et interprétation dans les cas prévus par les traités et lorsqu'ils sont requis	Droit proportionnel par tonneau (18)	,,f. 10 c.

(14) Voir la note (14) de la première catégorie.
(15) Voir la note (15) idem.
(16) Voir la note (16) idem.
(17) Voir la note (17) idem.
(18) Voir la note (18) idem.

NOS D'ORDRE.	NATURE DES ACTES.	BASE DE LA PERCEPTION.	TAXATION.
25	Rédaction du manifeste de sortie lorsqu'elle est demandée . .	Droit fixe par navire { au-dessus de 20 tonneaux . .	10f. „ c.
		de 20 à 100 ton.	20 „
		au-dessus de 100 tonneaux . .	30 „
26	Consulat ou rapport extraordinaire avec ou sans audition de l'équipage et des passagers . . .	Premier rôle	10 „
		Chaque rôle en sus . .	6 „
27	Mouvement sur le rôle d'équipage (19) et (20).	Par marin débarqué ou embarqué	1 „
28	Mention sur le rôle d'embarquement ou de débarquement de passagers (20) et (21)	Par passager	2 „
29	Certificat de visite d'un bâtiment	Par certificat	6 „
30	Addition de feuilles au journal de navigation ou au rôle d'équipage. — Remplacement (22), en cas de perte, d'un rôle d'équipage .	Par feuille	4 „
31	Remplacement (22), en cas de perte, d'un journal de navigation, d' un congé	Par pièce delivrée . . .	10 „
32	Remplacement (22), en cas de perte, d'une patente de santé.	Idem	5 „
33	Délivrance (22) d'un passavant avec rôle d'équipage dans le même cas	Idem	20 „
34	Visa de la patente de santé et des autres pièces de bord s'il devient nécessaire après la délivrance des expéditions . . .	Par visa.	2 „
35	Désarmement (23), armement ou réarmement (24) d'un bâtiment	Droit fixe par navire . .	10 „
		Droit proportionnel par ton. jusqu'à 300 tonneaux (16)	„ 30

(19) Voir la note (19) de la première catégorie.
(20) Voir la note (20) idem.
(21) Voir la note (21) idem.
(22) Voir la note (22) idem.
(23) Voir la note (23) idem.
(24) Voir la note (24) idem.

NOS D'ORDRE.	NATURE DES ACTES.	BASE DE LA PERCEPTION.	TAXATION.
36	Ordonnance du consul en matière maritime. — Homologation d'un règlement d'avaries. — Procès-verbal de prestation de serment d'experts (25). — Rapport d'experts dressé par le chancelier. — Dépôt de rapport d'experts dressé par ceux-ci. — Acte de délaissement d'un navire ou de marchandises	Premier rôle	6f. „ c.
		Chaque rôle en sus . .	4 „
37	Contrat d'affrétement ou charte-partie.	Sur le prix convenu (7) .	$\frac{1}{4}$ p. %
38	Police de chargement (rédaction de) ou connaissement . . .	Par exemplaire	1 f. 50c.
39	Police ou contrat d'assurances maritimes	Par acte	20 „
40	Résiliation. — Modification dudit contrat	Idem	10 „
41	Contrat de prêt à la grosse aventure ou de prêt sur marchandises prévu par l'article 234 du Code de commerce.	Sur la valeur du prêt, jusqu'à 20,000 fr. (7) . .	$\frac{1}{2}$ p. %
		Sur le surplus	$\frac{1}{4}$ p. %
42	Vente aux enchères de marchandises dans le cas prévu par le même article (9); — d'un bâtiment (8) ou d'une portion de bâtiment, d'embarcation, d'agrès et autres articles d'inventaire (9) . . .	Jusqu'à 1,000 fr. . . .	$1\frac{1}{2}$ p. %
		Sur le surplus	1 p. %
43	Vente par contrat d'un bâtiment (8) ou d'une portion de bâtiment, d'embarcation, d'agrès et autres articles d'inventaire (9) . . .	Jusqu'à 1,000 fr. . . .	1 p. %
		Sur le surplus	$\frac{1}{2}$ p. %
44	Droit de dépôt sur les sommes provenant de bris, naufrages et prises	Par 100 fr.	„f. 15 c.
45	Enregistrement littéral (26), copie collationnée, expédition, extrait littéral ou analytique, publication par affiches de procès-verbaux et autres pièces concernant la navigation	Par rôle	4 „

(25) Voir la note (25) de la première catégorie.

(26) Voir la note (26) idem.

NOS D'ORDRE.	NATURE DES ACTES.	BASE DE LA PERCEPTION.	TAXATION.
	ACTES ADMINISTRATIFS.		
46	Passeports (27). aux Français	Par acte	10 f. 50 c.
	aux étrangers	Idem	12 50
47	Patente de santé pour un navire étranger	Par acte	10 50
48	Certificats (27) d'immatriculation, de nationalité. — Patente de protection (27)	Idem	8 „
49	Certificats de vie pour perception de rentes, pensions annuelles ou sommes quelconques	Au-dessus de 1,000 fr.	12 50
		De 300 fr. à 1,000 fr.	6 25
		Au-dessous de 300 fr.	4 „
50	Certificats de vie pour motifs non énoncés	Par certificat	12 50
51	Visa de passeports (27) de Français	Par visa	5 „
	d'étrangers	Idem	10 50
52	Visa de patente de santé d'un navire étranger	Idem	10 50
53	Visa de manifested'un navire étranger (lorsqu'il est requis)	Idem	10 50
54	Visa (27) de certificat d'immatriculation, de nationalité, de patente de protection, — et tout autre visa non spécifié (27)	Idem	4 „
55	Certificat quelconque requis par l'autorité locale	Par certificat	5 „
56	Certificat d'origine, de destination, de débarquement	Idem	12 50
57	Décharge d'acquit-à-caution.	Par acte	6 „
58	Légalisation (28)	Par légalisation	12 50
	ACTES DIVERS.		
59	Déclaration, — certificat, procès-verbal quelconque, dans tous les cas non spécifiés	Premier rôle	10 „
		Chaque rôle en sus	6 „
60	Dépôt (29) de sommes d'argent, valeurs, marchandises ou effets mobiliers	Par acte de dépôt	10 „
		Droit de dépôt sur le montant de la somme ou de la valeur estimée	2 p. %
61	Dépôt, remise, retrait de pièces ou registres. — Communication de pièces ou registres en chancellerie. — Remise de pièces aux intéressés	Par acte.	6 f „ c.

(27) Voir la note (27) de la première catégorie.
(28) Voir la note (28) idem.
(29) Voir la note (29) idem.

NOS D'ORDRE.	NATURE DES ACTES.	BASE DE LA PERCEPTION.	TAXATION.
62	Actes énoncés dans l'article 61, s'il y a inventaire de pièces .	Par rôle	6 f. „ c.
63	Enregistrement litteral (26), copie collationnée, expédition, extrait littéral ou analytique, publication par affiches de pièces ou actes quelconques, dans tous les cas non spécifiés	Premier rôle	8 „
		Chaque rôle en sus . .	6 „
64	Copie en langue étrangère . .	Premier rôle	10 „
		Chaque rôle en sus . .	6 „
65	Traduction certifiée conforme .	Premier rôle	12 „
		Chaque rôle en sus . .	8 „
66	Tenue d'un compte courant de recettes et dépenses en chancellerie	Par article de compte . .	„ 50
67	Vacations du chancelier dans tous les cas non spécifiées . . .	Par vacation	12 „
68	Frais de voyage du consul, de l'élève-consul ou du chancelier	. . . . .	le montant des déboursés
69	Frais de séjour du consul . .	Par journée d'absence .	30 f. „ c.
	Frais de séjour de l'élève-consul ou du chancelier	Idem	18 „

10.

Correspondance diplomatique entre l'agent hannovrien Witte et le Ministre prussien de Bulow concernant les relations du commerce et des douanes.

I.

Berlin, den 15ten Juni 1843.

Ew. Excellenz haben in dem geehrten Schreiben an das Königliche Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten zu Hannover vom 21sten v. M. den Wunsch ausgesprochen, dass sogleich von dort ein Bevollmächtigter abgesandt werde, um mit den von der hiesigen Regierung zu ernennenden Kommissarien, über die Erneuerung der zwischen dem Steuer- und Zollvereine bestehenden Verträge zur Unterdrückung des Schleichhandels und zur

1843 Erleichterung des gegenseitigen Verkehrs, insbesondere aber über die Modificationen zu unterhandeln, welche das bevorstehende Ausscheiden des Herzoglich Braunschweigischen Harz- und Weser-Districts aus dem Steuervereine erforderlich machen wird. Auf diesen Wunsch hat das Königlich Hannoverische Gouvernement, welches, wie Ew. Exzellenz bekannt ist, schon im Voraus mich zum Kommissarius für die bezeichnete Unterhandlung ernannt hat, mir den Befehl zugehen lassen, mich zu dem angegebenen Zwecke hierherzubegeben. Ich schätze mich glücklich, den Auftrag erhalten zu haben, Ew. Exzellenz die Versicherung zu wiederholen, dass die diesseitige Regierung den höchsten Werth auf die Erhaltung der freundschaftlichen Verhältnisse legt, welche bisher zwischen dem Steuer- und Zollvereine bestanden haben, und dass sie im vollen Vertrauen auf eine entsprechende Bereitwilligkeit, von Seiten der Staaten des Zollvereins, ihrer Seits mit dem grössten Vergnügen Alles thun wird, was mit Billigkeit von ihr erwartet werden kann, um den Störungen vorzubeugen, welche die gegebene Lage der Dinge besorgen lassen könnte. Mit dem Uebergange des Herzogthums Braunschweig aus dem Steuerverbande zum Zollvereine sind die bis dahin wohlgeordneten Verhältnisse zwischen beiden Vereinen verwickelt geworden, und drohen jetzt durch den Anschluss des Herzoglich Braunschweigischen Harz- und Weser-Districts an den Zollverein noch verwickelter zu werden. Unter solchen Umständen aber entstehen leicht Wünsche und Erwartungen, welche der andere Theil nicht zu befriedigen vermag. Um daher von Anfang an keinen Zweifel über die Basis, auf welcher man diesseits unterhandeln kann, zu lassen und um die ohnehin schon vorhandenen Schwierigkeiten der Unterhandlung nicht noch durch getäuschte Erwartungen zu vermehren, erlaube ich mir, Ew. Exzellenz hierneben ganz ergebenst eine Denkschrift vorzulegen, worin die Hauptpunkte, von welchen man diesseits bei der Unterhandlung nicht würde abgehen können, angegeben und die Motive, worauf man sich dabei stützt, vollständig und ohne Rückhalt auseinandergesetzt sind. Die Weisheit der hohen Regierung, für welche diese Denkschrift bestimmt ist, verbürgt ihre richtige und unbefangene Prüfung und ich glaube mich der Hoffnung überlassen zu dürfen, dass eine solche Prüfung nichts darin finden wird, was dem Vorwurfe der Unbilligkeit mit

Recht unterläge. Ist dies gegründet, so darf ich zugleich 1843
auch hoffen, dass eine Unterhandlung auf jener Basis, nicht wird zurückgewiesen werden. In diesem Falle hätte ich dann ganz ergebenst zu bitten, mir die Herren Kommissarien bekannt zu machen, welche Königlich Preussischer Seits für die Unterhandlung bestimmt werden. Für den entgegengesetzten Fall aber füge ich die gehorsamste Bitte hinzu, mir eine Benachrichtigung über die Ablehnung der angebotenen Vereinbarung hochgeneigtest zukommen zu lassen.

Mit der ausgezeichnetesten Hochachtung habe ich die Ehre zu verharren

Ew. Exzellenz
ganz gehorsamer Diener
(gez.) Witte.

II.

Denkschrift.

Bei den Verträgen, durch welche im Jahre 1837 die Verhältnisse zwischen dem Steuer- und Zollvereine geordnet sind, hat man zur Beförderung der beiderseitigen Interessen drei Mittel in Anwendung gebracht, nämlich Gebiets-Abrundungen, Verkehrs-Erleichterungen und ein Zoll-Kartell. Es kommt daher auch bei der jetzt beabsichtigten Erneuerung jener Verträge auf die Modificationen an, welche durch die veränderten Verhältnisse in dieser dreifachen Beziehung nothwendig geworden sind, und der Zweck der gegenwärtigen Denkschrift ist eine motivirte Angabe dessen, was der Steuer-Verein bei einem Jeden der bezeichneten drei Gegenstände zu wünschen und anzubieten hat, um auf diese Weise für die erforderlichen specielleren Verabredungen eine Grundlage zu gewinnen, die natürlich als ein zusammenhängendes Ganzes zu betrachten ist, wenn auch jeder Gegenstand einzeln durchgegangen werden muss.

I. Was zunächst die Gebiets-Abrundungen betrifft, so hat man hierin das wesentliche Mittel gesehen, nicht nur die Ausführung der beiderseitigen Steuer- und Zoll-Systeme zu erleichtern, sondern auch die Kommunication und den Verkehr zwischen einzelnen Theilen desselben Vereins zu befördern. Aus beiden Rücksichten hat der Steuerverband mehrere Gebietstheile dem Zollvereine angeschlossen und noch zuletzt den südlichen Theil des

1843 Amts Fallersleben, hauptsächlich um der Herzoglich Braunschweigischen Regierung eine bessere Verbindung zwischen ihrem Hauptlande und dem Amte Vorsfelde zu gewähren. Eine sehr bedeutende Abweichung von den Rücksichten, welche jene Anschlüsse motivirt haben, liegt dagegen in der Vereinigung des Herzoglich Braunschweigischen Harz- und Weser-Districts mit dem Zollvereine. Denn für die Königlich Hannoversche Regierung wird dadurch der Verkehr zwischen ihren nördlichen und südlichen Provinzen erschwert und zwar ohne allen Nutzen für den Zollverein, dessen Grenz-Verhältnisse nachtheiliger werden, als sie es vor dem Jahre 1837 gewesen. Als Grund indess für die Verbindung jenes Districts mit dem Zollvereine ist von Seiten Braunschweigs die Unzuträglichkeit, welche das Bestehen zweier Steuer-Systeme in demselben Lande hat, von Seiten des Zollvereins aber das Princip angegeben, keinem deutschen Lande die Aufnahme in den Verein zu verweigern. Der eine wie der andere Grund war zwar nach der diesseitigen Ansicht nicht von der Art, dass dadurch die gegen die Massregel sprechenden Gründe aufgewogen würden, allein man war auch nicht befugt, sie als blosse Scheingründe anzusehen und deshalb hat man bisher keine Erinnerungen dagegen gemacht. Gegenwärtig aber zeigt sich, dass beide, wenigstens für einen bedeutenden Theil des fraglichen Districts, völlig wegfallen. In dem Schreiben nämlich, womit am 21sten v. M. das Königl. Preussische Ministerium des Auswärtigen das diesseitige beehrt hat, ist die offizielle Anzeige gemacht, dass nur die westliche Hälfte des Districts mit dem Zollvereine vollständig verbunden, in der östlichen Hälfte aber ein geringerer Zolltarif eingeführt werden solle, so dass hiernach die letztere Hälfte keinesweges in den Zollverein aufgenommen wird, sondern von ihm, wie bisher, durch die erforderliche Grenzbewachung ausgeschlossen bleibt und auch die Herzoglich Braunschweigische Regierung nach wie vor neben dem Systeme des Zollvereins noch ein zweites im Lande behalten wird, welches sich von dem fraglichen Districte jetzt bestehenden diesseitigen Systeme auf keine erhebliche Weise unterscheiden kann. Letzteres geht aus den Verhältnissen selbst hervor. Der Zweck bei der Anordnung des geringeren Tarifs kann nur die Ersparung der Grenzbewachungskosten sein, und erfordert also nicht, dass der Tarif noch unter den diesseitigen gestellt werde.

Geschähe dieses, so läge die Absicht am Tage, jenen Gebietstheil zum Schmuggeldepot gegen den diesseitigen Verein zu machen, und der Ausführung einer solchen Absicht treten schon die Grundsätze der Moral entgegen, welche das Königlich Preussische Gouvernement bei den Verhandlungen des Jahrs 1837 und bei anderen passenden Gelegenheiten mit dem glänzendsten Eifer schriftlich und mündlich hat vertheidigen lassen. Daneben dürfte sich aber auch die einfache Betrachtung aufdrängen, dass der fragliche Theil des Harz- und Weser-Districts nur auf eine Strecke von etwa 20 Meilen an den Steuer-Verein gränzt, während die Gränzen des letzteren gegen den Zollverein über 200 Meilen lang sind, so dass, auch abgesehen von dem höheren Tarif des Zoll-Vereins, welcher den Reiz zum Schmuggeln steigert, zu mehr als zehnfachen Vergeltung jener Massregel eine Gelegenheit sich darböte, deren rücksichtslose Benutzung in dem angenommenen Falle offenbar eben so rechtmässig als zweckmässig sein würde. Wenn demnach für die Möglichkeit, zu irgend einer Vereinbarung zu gelangen, nothwendig vorausgesetzt werden muss, dass in dem mehrerwähnten Landestheile kein geringerer Tarif eingeführt werde, als der diesseitige, so bringt auf der andern Seite der Zweck, die Grenzbewachungskosten zu ersparen, mit sich, dass der dortige Tarif in keinem wesentlichen Punkte höher sein kann als letzterer. Dieser würde also der Hauptsache nach beibehalten und nur die Bevölkerung jenes Landestheils, welcher in keinen freien Verkehr mit dem Zollvereine käme, auch noch von ihren nächsten Nachbarn im Hannoverschen abgesperrt werden, so dass die Frage entstehen müsste, in welchem Sinne eine solche Einrichtung getroffen wäre. — Es könnte darin kein anderer gefunden werden, als der, dass man, selbst ohne Rücksicht auf die Bedrückung der eigenen Unterthanen, nur dahin strebe, dem Steuervereine die Grenzbewachung und den Verkehr unter seinen einzelnen Gebietstheilen zu erschweren. Ist dies aber der Fall, so würde es dem letztern ohne Zweifel von Jedermann verdacht, wenn er nicht sofort diejenigen seiner Gebietstheile aus dem Zollvereine zurücknähme, durch deren Ueberweisung man diesem die Grenzbewachung und den Verkehr hat erleichtern wollen. Gegen diesen Schritt liesse sich auch nicht der Einwurf machen, dass er theilweise weniger gegen Braunschweig, welches ihn provozirt habe, als gegen den

1843

1843 übrigen Zollverein gerichtet sei, denn es liegt auf der Hand, dass der Zollverein es wäre, welcher der Herzoglich Braunschweigischen Regierung die Mittel zur Ausführung der bezeichneten Maassregel suppeditirte, indem er den fraglichen Gebietstheil, nicht etwa den bestehenden Principien gemäss, zur Aufnahme in den Verein zuliesse, sondern, ohne ihn wirklich aufzunehmen, der Braunschweigischen Regierung nur den Ertrag der von dort zu beziehenden Zoll-Einkünfte garantirte und ihr noch dazu gegen seinen erst kürzlich als unverbrüchlich hingestellten Grundsatz für die dortige Bevölkerung ein Präzipuum bewilligte, da es augenscheinlich im Wesentlichen auf das Nämliche herauskommt, ob für diejenigen, welche die Zoll-Vereinssteuern entrichten, ein dreifacher Kopftheil von der Einnahme vergütet wird oder ein einfacher für solche, von denen die Steuern nach einem dreifach geringeren Tarife kontribuirt werden. Unter diesen Umständen würde es gewiss in den Augen aller Unbetheiligten als gerechtfertigt erscheinen, wenn der Steuerverein ganz aus einem Vertrags-Verhältnisse herausträte, worin der andere Theil, statt im Sinne des Vertrags seine Hand zu bieten, sich sogar Opfer und Beschwerden auferlegte, um ersteren in eine ungünstigere Lage zu versetzen. Es liegt indess dem Steuervereine daran, mit der grössten Mässigung zu Werke zu gehen, damit er in dem unverhofften Falle, wenn dennoch keine Vereinbarung zu Stande käme, den Beweis führen kann, dass er nicht die Schuld trägt und mithin auch nicht für die ziemlich klar vorliegenden Folgen verantwortlich ist. Aus diesem Grunde wird man diesseits die Erneuerung der jetzt bestehenden Verträge selbst dann nicht schlechthin verweigern, wenn der Zollverein die östliche Hälfte des Harz- und Weser-Districts, von welcher er, nach den jetzt abgegebenen Erklärungen, keinen Gebrauch machen kann, nicht im Steuervereine lassen will. Man wird vielmehr in diesem Falle, unter der schon gemachten Voraussetzung, dass dort wenigstens kein geringerer Tarif als der diesseitige eingeführt wird, sich darauf beschränken, dem Verfahren des Zollvereins in ganz gleicher Art zu begegnen, und auf die Abrundung seiner Grenzen durch den Anschluss oder die Belassung diesseitiger Gebietstheile keine fernere Rücksicht nehmen, wie es denn auch, abgesehen von allem Andern, augenscheinlich eine sehr unerspriessliche Mühe sein würde, wenn man dem Zollverein an der einem Stelle

seine Grenzen abrunden wollte, während er selbst beflis- 1843
sen wäre, sie sich an einer anderen Stelle so verwirrt zu machen wie möglich, damit man diesseits abermals etwas abzurunden habe. In dem Falle dagegen, wenn die östliche Hälfte des Harz- und Weser-Distrikts unter den festzustellenden Bedingungen im Steuervereine gelassen und nur die westliche vom Zollvereine an sich genommen würde, konnte man zwar diesseits die Ueberzeugung nicht aufgeben, dass die Maasregel auch in diesem beschränkteren Umfange beiden Theilen nicht zum Nutzen, sondern nur zur Last und Beschwerde gereiche. Man würde indess in diesem Falle nicht abgeneigt sein, zur Abrundung jenes Theils, wenn auch der Zollverein ihn, mit Berücksichtigung der diesseitigen Interessen abgränzte, behülflich zu sein, und deshalb wegen Ueberlassung der in demselben an der Weser belegenen diesseitigen Gebietstheile in Unterhandlung zu treten.

II. Was die Verkehrs-Erleichterungen anbelangt, so werden davon, dem Zwecke dieser Denkschrift gemäss, hier nur die durch den Harz- und Weser-Distrikt führenden Verbindungstrassen zwischen den nördlichen und südlichen Provinzen des Königreichs Hannover, so wie die durch das Hannoversche gehenden Handels- und Verbindungswege des Herzogthums Braunschweig zu erwähnen sein, denn unter Allem, was sonst noch in Beziehung auf Verkehrs-Erleichterungen zur Sprache kommen könnte, wird wenigstens diessseits nichts als eine nothwendige Bedingung des Vertrags hingestellt und wenn daher das Nämliche auf Seiten des Zollvereins der Fall ist, so wird bei diesen anderen Punkten die Unterhandlung nur zur Aufgabe haben, die beiderseitigen Zugeständnisse gegeneinander abzumessen.

Mit den vorhin bezeichneten Wegen aber liegt die Sache anders. Bei den im Guelphenhause vorgenommenen Erbtheilungen ist an einen Fall, wie der jetzt eingetretene, nicht gedacht und die Besitzungen der Königlichen und Herzoglichen Linie liegen daher zum Theil so durch einander, dass ohne eine bereitwillige Vereinbarung über die Kommunikationswege an die aufrichtige Erhaltung vertragsmässiger Verhältnisse nicht zu denken sein wird. Diesseits kann man sich hierüber unverhohlen aussprechen, weil es einem Jeden, der mit den Verhältnissen einigermassen vertraut ist, in die Augen fallen muss, dass Hannover das geringere Interesse bei der Sache

1843 hat. Für letzteres handelt es sich nämlich nur um ein Paar der durch den Harz- und Weser-Distrikt führenden Strassen, die ihm aber nichl durchaus nothwendig sind, da es, um nach dem Göttingenschen und nach dem Harze zu kommen, auf der einen Seite die Weser, auf der anderen die vertragsmässig zollfreie Chaussee von Goslar nach Klausthal hat. Der Hauptverkehr auf den andern Strassen kann auch nicht belästigt werden, da er mit den Waaren getrieben wird, die nach Kurhessen und den südlicher belegenen Staaten des Zollvereins gehen, die folglich keinen Durchgangszoll, sondern den Eingangszoll bezahlen und höchstens einer lästigen Kontrole unterworfen werden könnten, wenn nicht die Staaten des Zollvereins, wohin sie gehen, noch ein grösseres Interesse als Hannover dabei hätten, dass ihr Verkehr nicht unnöthiger Weise bedrückt werde. — Es kommt hier also nur auf das Quantum Waaren an, welches die 213,000 Einwohner der südlichen Hannoverschen Provinzen für sich gebrauchen und hiervon gehen auch noch alle die Waaren ab, welche schon jetzt auf der Weser und auf der Goslarschen Chaussee transportirt werden, weil dies für sie die nächsten Wege sind. Der Rest bildet das geringe Objekt, für welches man durch die Unterhandlung zu erstreben hat, dass es nicht genöthigt werde, den in keinem Falle bedeutenden Umweg über die Weser oder über Goslar zu nehmen.

Auf Seiten Braunschweigs hingegen sind dessen Haupt-Handelswege in Frage. Es bezieht seine Waaren von den Hansestädten, haupsächlich von Hamburg, und sein Absatz geht nach Westen und Südwesten, da gegen Osten und Südosten ihm Magdeburg vorliegt, dessen Konkurrenz es nur dadurch aushalten kann, dass es einen bequemen Landweg nach Hamburg behält, welcher ihm eben so wie seine Hauptabsatzwege nur von Hannover gewehrt werden kann. Das Angeführte wird schon dadurch bestätigt, dass das Versprechen einer Chaussee von Hamburg auf Magdeburg zu, welches Hannover an Preussen gegeben hatte und nachher nicht eludiren wollte, die nächste Veranlassung dazu geworden ist, dass Braunschweig aus dem Steuerverbande ausschied.

Man kann hier auf diese Verhältnisse unbedenklich Bezug nehmen, weil sie der Königlich Preussischen Regierung ohnehin zur Genüge bekannt sind und dieser auch das unbedingte Vertrauen geschenkt werden kann, dass

sie nicht die Verhandlungen zum Bruch führen werde, 1843
um zu Gunsten Magdeburg's den Handel des verbündeten Braunschweig's zu ruiniren. Bis jetzt ist dieser auf seinen Transportwegen nicht beeinträchtigt, weil Braunschweig bisher den Harz- und Weser-Distrikt im Steuervereine gelassen hat, und hierfür ihm diesseits auf allen Wegen, deren es bedarf, die nöthigen Erleichterungen zugestanden sind. Gegenwärtig aber will es auch jenen Distrikt aus dem Steuerverbande herausnehmen und es läge daher noch keine Unbilligkeit darin, wenn man diesseits nicht Lust hätte, das, was für die Ueberlassung des ganzen Distrikts gegeben worden, ihm für ein Paar kurze Wege und für den ungehinderten Transport eines ganz geringen Quantums Waaren zu bewilligen, das ohne sehr bedeutende Unbequemlichkeit auch auf anderen Wegen transportirt werden könnte.

Man ist aber dennoch, um auch hier seine Willfährigkeit zu zeigen, dazu bereit, die Begünstigungen, die den Braunschweigischen Handels- und Kommunications-Wegen zugestanden sind, bestehen zu lassen, wenn auf den in Frage kommenden durch den Harz- und Weser-Distrikt laufenden Strassen der Verkehr weder durch Transit-Abgaben noch durch Kontrole-Massregeln gedrückt wird, wobei indess die Bemerkung hinzuzufügen ist, dass hier geringe Erleichterungen in beider Beziehung als gar keine zu betrachten wären, da eben wegen der Nähe zweier anderer Strassen ein auch nur etwas fühlbarer Druck den davon betroffenen Theil der Waaren sofort auf diese beiden lenken würde. Sollten indess die Staaten des Zollvereins glauben, eine Verkehrs-Erleichterung der bezeichneten Art nicht zugestehen zu können, so würde man diesseits, aus den vorhin bemerkten Gründen, die Fortsetzung der jetzt mit ihnen bestehenden Vertrags-Verhältnisse mit dem grössten Bedauern als unthunlich ansehen müssen.

III. In Beziehung auf das Zoll-Kartell endlich hat man diesseits keine besonderen Anträge zu machen, wie man denn auch dasselbe von jeher als weniger erheblich für die diesseitigen Interessen betrachtet, und nur den Wünschen des Zollvereins damit zu entsprechen gesucht hat. Kommt es zu einer Erneuerung der Verträge, so wird man mit dem grössten Vergnügen bereit sein, auch noch ferner auf diese Wünsche, so weit es, der diesseitigen Steuer-Verfassung nach möglich ist, hineinzugehen.

1843

III.

Ew. Hochwohlgeboren gefälliges Schreiben vom 15ten d. M. nebst beigefügter Denkschrift habe ich erhalten und Einsicht davon genommen. Form und Sach-Inhalt dieses Schreibens gestatten mir nicht, Ew. Hochwohlgeboren mit einer Antwort darauf zu versehen, auch wenn Ihre Bevollmächtigung durch die Königlich Hannoverische Regierung genügender, als dies geschehen ist, nachgewiesen werden würde. Für Ew. Hochwohlgeboren sehe ich daher keinen Anlass, Ihre Rückreise nach Hannover zu verzögern und habe, indem ich mir die nach den Umständen erforderliche Mittheilung an das dortige Königliche Ministerium vorbehalte, nur die Versicherung meiner vollkommensten Hochachtung hinzuzufügen.

Berlin den 20sten Juni 1843.

(gez.) Bülow.

An
den Königlich Hannoverischen
Ober-Finanzrath Herrn Witte
Hochwohlgeboren.

11.

Convention entre la France et les Etats-Unis d'Amérique pour l'extradition réciproque des malfaiteurs. Conclue et signée à Washington le 9 *Novembre* 1843.

(Les ratifications ont été échangées à Washington le 12 Avril 1844. L'ordonnance royale qui préscrit la publication en France est datée de Paris, le 12 Juin 1844.)

Sa majesté le roi des Francais et les Etats-Unis d'Amérique, ayant jugé convenable, en vue d'une meilleure administration de la justice, et pour prévenir les crimes dans leurs territoires et juridictions respectifs, que les individus accusés des crimes ci-après énumérés, et qui se seraient soustraits par la fuite aux poursuites de la justice, fussent, dans certaines circonstances, réciproquement extradés; sa majesté le roi des Français et les Etats-Unis d'Amérique ont nommé pour leurs plénipotentiaires, à l'effet de conclure, dans ce but, une convention, savoir:

Sa majesté le roi des Français, le sieur *Pageot*, officier de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur, son ministre plénipotentiaire par intérim près les Etats-Unis d'Amérique; et le président des Etats-Unis d'Amérique, *Abel P. Upshur*, secrétaire d'Etat des Etats-Unis; 1843

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et conclu les articles suivans:

Art. 1er. Il est convenu que les hautes parties contractantes, sur les réquisitions faites en leur nom par l'intermédiaire de leurs agens diplomatiques respectifs, seront tenues de livrer en justice les individus qui, accusés des crimes énumérés dans l'article suivant, commis dans la juridiction de la partie requérante, chercheront un asile ou seront rencontrés dans les territoires de l'autre, pourvu que cela n'ait lieu que dans le cas où l'existence du crime sera constatée de telle manière que les lois du pays où le fugitif, ou l'individu ainsi accusé, sera rencontré, justifieraient sa détention et sa mise en jugement, si le crime y avait été commis.

2. Seront livrés, en vertu des dispositions de cette convention, les individus qui seront accusés de l'un des crimes suivans, savoir: meurtre (y compris les crimes qualifiés, dans le Code pénal français, d'assassinat, de parricide, d'infanticide et d'empoisonnement), ou tentative de meurtre, ou viol, ou faux, ou incendie, ou soustractions commises par les dépositaires publics, mais seulement dans le cas où elles seront punies de peines infamantes.

3. L'extradition ne sera effectuée, de la part du Gouvernement français, que sur l'avis du ministre de la justice, garde des sceaux; et, de la part du gouvernement des Etats-Unis, l'extradition ne sera effectuée que sur l'ordre de l'exécutif des Etats-Unis.

4. Les frais de toute détention et extradition opérées en vertu des articles précédens, seront supportés et payés par le Gouvernement au nom duquel la réquisition aura été faite.

5. Les dispositions de la présente convention ne s'appliqueront en aucune manière aux crimes énumérés dans l'article 2, commis antérieurement à sa date, ni aux crimes ou délits purement politiques.

6. Cette convention continuera d'être en vigueur jusqu'à ce qu'elle soit abrogée par les parties contractantes,

1843 ou l'une d'elles; mais elle ne pourra être abrogée que d'un consentement mutuel, à moins que la partie qui désirerait l'abroger ne donne avis, six mois d'avance, de son intention de la faire. Elle sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées dans l'espace de six mois, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention en double, et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Washington, le 9e jour de novembre, l'an de grâce 1843.

(L. S.) Signé: A Pageot.
(L. S.) Signé: A Upshur.

12.

Ordonnances royales données à Paris le 16 Décembre 1843 concernant le commerce et la navigation entre la France et l'Algérie.

Louis-Philippe, Roi des Français, etc.:

Vu notre ordonnance du 22 juillet 1834 sur l'organisation et l'administration générale de l'Algérie;

Vu nos ordonnances des 11 novembre 1835, 23 février 1837 et 7 décembre 1841, sur les droits de navigation et de douanes en Algérie;

Sur le rapport de nos ministres secrétaires d'Etat aux départemens de la guerre, de l'agriculture et du commerce, et des finances,

Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit:

Titre Ier. *Navigation.*

Art. 1er. Les transports entre la France et Algérie ne pourront s'effectuer que par navires français, sauf le cas d'urgence et de nécessité absolue pour un service public.

Art. 2. Le cabotage d'un port à un autre de l'Algérie pourra s'effectuer par navires français, par *sandales* algériennes, et, jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, par bâtimens étrangers.

Art. 3. Les navires étrangers, chargés ou sur lest, paieront, à leur *entrée* dans les ports de l'Algérie, un droit de 4 francs par tonneau de jauge.

Ce droit sera pareillement perçu à l'égard des navires étrangers, dans le cas où ils seront admis, par ap-

plication de l'article précédent, à faire le cabotage d'un 1843
port à un autre de cette possession.

Art. 4. Seront affranchis de tous droits de navigation:

1° Les navires francais et les sandales algériennes;

2° Les bateaux et embarcations étrangers exclusivement affectés à la pêche du corail ou du poisson, ainsi qu'aux transports comme alléges dans l'intérieur des ports de l'Algérie;

3° Les navires étrangers entrant en relâche forcée ou librement dans ces ports, et qui n'y feront aucune opération de commerce.

Art. 5. Les embarcations étrangêres employés en Algérie à la pêche du corail ou du poisson, ou aux transports comme alléges dans l'intérieur des ports, et les embarcations françaises attachées auxdits ports, porteront un numéro d'ordre, aiusi que l'indication du nom des propriétaires et du port d'attache, sous peine de 500 fr. d'amande. Ces indications seront reproduites dans un passe-port ou congé dont chacune de ces embarcations devra être accompagnée, sous peine d'une amende de 100 fr.

Ces passe-ports ou congés seront valables pour un an.

Leur prix est fixé ainsi qu'il suit, savoir:

Congés des bateaux français de tous tonnages		1 f.
Passe-ports des bateaux étrangers	de moins de 10 tonneaux	5
	de 10 tonneaux à 30 tonn.	15
	de plus de 30 tonneaux	30

Art. 6. Les navires étrangers seront tenus, à leur sortie des ports de l'Algérie, de se pourvoir d'un passe-port. Le prix de ce passe-port, ainsi que celui des permis qui seront délivrés pour l'embarquement et le débarquement des marchandises, est fixé à 50 centimes.

Il ne sera pas exigé de droit d'expédition, d'acquit, ni de certificat.

Titre II. *Importations.*

Art. 7. Les produits du sol et de l'industrie du royaume, à l'exception des sucres, et les produits étrangers nationalisés en France par le paiement des droits, seront admis en Algérie en franchise des droits d'entrée, sur la présentation de l'expédition de douane délivrée à leur sortie de France et constatant leur origine.

Art. 8. Seront pareillement admises en franchise, venant de l'étranger ou des ports de France, les marchandises étrangères énumérées ci-après: les grains et farines, légumes frais, bois à brûler, charbons de bois et de terre,

1843 bois de construction et de menuiserie, marbre brut et scié en tranches sans autre main-d'œuvre, pierre à bâtir, chaux, plâtre, pouzzolane, briques, tuiles, ardoises, carreaux en terre cuite ou en faïence, verres à vitres, fonte, fers et aciers fondus ou forgés, fers-blancs, plomb, cuivre, zinc, étains à l'état brut ou simplement étirés ou laminés, chevaux et bestiaux, plantes d'arbres, graines pour semences.

Art. 9. Les produits étrangers, à l'exception de ceux mentionnés en l'article 12 ci-après, les produits des colonies françaises et le sucre provenant des fabriques du royaume, acquitteront à l'importation, par navires français, les droits portés au tarif suivant:

§ 1er.				par kil.
Tissus de coton	Purs ou mélangés d'autres matières que de soie ou de laine	Unis ou croisés, dits: calicots, percales, jaconas, coutils, printanières, etc., présentant, plus ou moins découverts, dans l'espace de 5 millimètres.	Moins de 15 fils en chaîne	Ecrus	0f 85
				Blancs	0 95
				Teints ou imprimés	1 70
			15 fils et moins de 20 fils	Ecrus	1 30
				Blancs	1 40
				Teints ou imprimés	2 50
			20 fils et moins de 25 fils	Ecrus	2 90
				Blancs	3 00
				Teints ou imprimés	5 00
			25 fils et au-dessus	Ecrus	8 00
				Blancs	8 35
				Teints ou imprimés	12 10
		Mouchoirs		Ecrus	3 15
				Blancs	3 35
				Teints ou imprimés	4 00
		Mousselines, gazes, organdis, etc., présentant, plus ou moins découverts, dans l'espace de 5 millimètres	unis ou brochés, Moins de 12 fils	Ecrus	2 00
				Blancs	2 15
				Teints ou imprimés	3 55
			12 fils et pas plus de 15 fils	Ecrus	11 65
				Blancs	12 25
				Teints ou imprimés	17 00
			16 fils et au-dessus	Ecrus	32 95
				Blancs	33 75
				Teints ou imprimés	45 40
			Brodés	Le double du droit ci-dessus, suivant l'espèce.	
		Tulles et dentelles		Mêmes droits que les tissus brodés de 16 fils et au-dessus.	
		Couvertures, bonneterie, rubannerie et passementerie		Mêmes droits que les tissus de 12 fils et de moins de 15 fils.	
	Mélangés de soie, présentant, plus ou moins découverts, dans l'espace de 5 millimètres.			Moins de 16 fils	8f 40
				16 fils et plus	18 60

				par kil.
Tissus de laine	Purs ou mélangés d'autres matières que le soie, valant par mètre,	foulés et drapés (Draps)	Moins de 10 francs	6f 90
			10 francs et moins de 20 francs.	9 15
			20 francs et moins de 20 francs.	11 70
			30 francs et au-dessus	16 90
		foulés légèrement, foulés ou non foulés (Casimirs, mérinos, mousselines, nouveautés, etc.)	Moins de 10 francs	6 60
			10 francs et moins de 20 francs.	6 90
			20 francs et moins de 30 francs.	7 90
			30 francs et au-dessus	10 80
	Mélangés de soie			25 85
Suite des Tissus de laine	Couvertures		Ordinaires	2 40
			A raies de couleur	4 20
	Bonneterie	Orientale	Mêmes droits que les tissus drapés valant par mètre plus de 10 francs et moins de 20 francs.	
		Autre	Mêmes droits que les tissus de moins de 10 francs.	
	Châles	Autres que de cachemire	Mêmes droits que les tissus non foulés selon l'espèce.	
		De cachemire	Les droits du tarif général de France.	
	Passementerie et rubannerie			
	Tapis			

Poterie de grès fin.	En blanc.	Platerie	27f 50	par 100 kilogrammes.
		Creux	55 00	
	Imprimés.	Platerie	50 00	
		Creux	77 50	
	Peinte et décorée		137 50	
Sel marin			3 00	

§ II.

Sucres	non raffinés provenant	des colonies françaises et des fabriques de la métropole,	10 francs par 100 kilogr.		
		de l'étranger, extraits des entrepôts de France	Les drois quarts des droits du tarif général de France, selon l'espèce et la provenance.		
		directement de l'étranger.	Les droits du tarif général de France, selon l'espèce et la provenance.		
	raffinés en France		20 fr.	00 c.	par 100 kilog.
Cafés	venant des entrepôts de France		12	00	id.
	venant d'ailleurs		15	00	id.
Foin, paille et fourrages			00	50	id.
Toutes autres marchandises	admissibles en France, autres que celles reprises à l'art. 12 ci-après.	venant des entrepôts de France.	$\frac{1}{4}$	des droits du tarif général de France.	
		venant d'ailleurs.	$\frac{1}{3}$		
	prohibées en France.	venant des entrepôts de France.	20	p. % de la valeur.	
		venant d'ailleurs.	25		

1843 A l'égard des produits étrangers dont les similaires, importés d'Algérie, jouiront en France d'une modération de tarif, les droits en vigueur seront augmentés de la même quotité dont lesdits similaires auront été dégrevés en France.

Art. 10. A l'égard des marchandises importées par navires étrangers, le droit fixé *au poids* sera augmenté, savoir:

1° Jusque et y compris 50 cent. par kilogramme, du dixième de ce même droit;

2° Au-dessus de 50 centimes, du vingtième de cette seconde portion du droit.

Art. 11. L'embarquement et le départ des productions coloniales françaises et des marchandises étrangères prises dans les ports de France devront être justifiés par les manifestes de sortie, certifiés par la douane, et indiquant les marques et numéros des colis, ainsi que le poids, l'espèce et l'origine des objets.

Art. 12. Sont et demeurent prohibés en Algérie les sucres raffinés à l'étranger, et, quelles qu'en soient la provenance et l'origine, les armes, munitions et projectiles de guerre, les contrefaçons en matière de librairie, de typographie, de gravures et de musique gravée.

Titre III. *Exportations.*

Art. 13. Les marchandises expédiées à destination d'un port français, sous les formalités prescrites, en France, pour le cabotage, seront affranchies des droits de sortie.

Art. 14. A l'exception des grains et farines, dont l'exportation demeure affranchie de tous droits, les marchandises expédiées pour l'étranger paieront, savoir:

Celles qui ne sont pas prohibées à la sortie de France, les droits établis par le tarif général;

Celles dont la sortie est prohibée en France, 15 p. $\frac{0}{0}$ de la valeur.

Titre IV. *Restrictions d'entrée.*

Art. 15. Les marchandises imposées en Algérie à la valeur, ou à un droit de plus de 15 fr. par 100 kilogrammes, ne pourront être importées que par les ports d'Alger, Mers-el-Kébir, Oran, Tenez, Philippeville et Bône.

Art. 16. Sauf l'exception relatée à l'article 21 ci-dessous, toute importation par terre est prohibée, sous peine,

1° De la confiscation des objets saisis et des moyens de transport;

2° D'une amende de 1,000 à 3,000 fr. et d'un emprisonnement d'un à six mois.

Titre. V. *Cabotage.* 1843

Art. 17. Les marchandises provenont de l'Algérie, celles qui, en vertu des articles 7 et 8 de la présente ordonnance, y auront été admises en franchise, et celles qui, passibles des droits, les auront acquittés, pourront être transportées, en franchise de tout droit d'entrée et de sortie, d'un port à un autre de l'Algérie, moyennant les formalités prescrites en France pour le cabotage.

Titre VI. *Entrepôts.*

Art. 18. Il pourra être établi, pour les marchandises étrangères et les productions des colonies françaises, un entrepôt réel dans chacune des villes d'Alger, Mers-el-Kébir, Oran, Tenez, Philippeville et Bône, à la charge par ces villes de se conformer à l'article 25 de la loi du 8 floréal an 11.

Art. 19. Jusqu'à ce que ces entrepôts soient régulièrement constitués, les marchandises pourront être admises en entrepôt fictif, sous les formalités prescrites par l'article 15 de la loi du 8 floréal an 11, et sous la condition de renoncer à la faculté de réexportation.

La durée de cet entrepôt est fixée à une année; toutefois, sur la demande motivée de l'entrepositaire, elle pourra être prolongée de six mois.

Art. 20. Les marchandises extraites des entrepôts de l'Algérie seront exemptes de tous droits de réexportation.

Titre VII. *Dispositions générales.*

Art. 21. Des arrêtés du gouverneur général de l'Algérie, délibérés en conseil d'administration, et approuvés par notre ministre secrétaire d'Etat au département de la guerre, pourront,

1° Régler les formalités et les mesures de surveillance nécessaires pour assurer l'effet de la prohibition prononcée par l'article 16;

2° Déterminer ceux des produits des Etats limitrophes de l'Algérie qui pourront être importés par terre, sous le paiement des droits fixés par l'article 9, et régler les conditions et formalités relatives à ces importations;

3° Désigner, parmi les ports de l'Algérie où il n'existe pas d'établissemens de douane, ceux dont les provenances seront admises en franchise dans les autres ports de cette possession, en ce qui concerne les objets ci-après:

Grains, légumes verts, lait, beurre, œufs volailles, gibier, bois à brûler, charbon de bois, bois de construction, matériaux à bâtir et savon noir.

1843 Toutes les autres marchandises, venant de ces ports ou y allant, seront traitées comme venant de l'étranger ou y allant.

Art. 22. Les droits de douane et de navigation, perçus en vertu de la présente ordonnance, seront affranchis du décime additionnel.

Art. 23. Les lois, décrets, ordonnances et règlemens qui régissent les douanes de France seront applicables en Algérie, en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions de la présente ordonnance.

Art. 24. La présente ordonnance recevra son exécution aussitôt après sa promulgation officielle en Algérie; elle sera imprimée en français et en arabe, et affichée dans les bureaux de douane de cette possession.

Art. 25. Toutes les dispositions contraires à la présente ordonnance sont et demeurent abrogées.

Art. 26. Nos ministres, etc.

Signé: Louis-Philippe.
Et plus bas: Mal duc de Dalmatie.

Ordonnance du 16 *décembre* 1843, *relative aux importations de l'Algérie en France, et aux exportations de France en Algérie.*

Louis-Philippe, Roi des Français, etc.;

Vu l'article 34 de la loi du 17 décembre 1814 sur les douanes;

Vu l'ordonnance du 11 novembre 1835 sur le régime commercial de l'Algérie;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'agriculture et du commerce.

Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit:

Art. 1er. *Importations de l'Algérie en France.*

Les marchandises importées de l'Algérie par navires français seront admises aux conditions indiquées ci-après, lorsqu'elles arriveront directement des ports d'Alger, Mers-el-Kébir, Tenez, Oran, Philippeville et Bône, et qu'il sera dûment justifié, par les expéditions de douane dont elles seront accompagnées, qu'il ne s'agit pas de marchandises étrangères sortant des entrepôts:

1843

Laine en masse	Moitié des droits fixés pour la provenance la plus favorisée.
Huile d'olive	
Peaux brutes, sauf les grandes peaux sèches	
Suif brut	
Fruits de table, frais, secs ou tapés . . .	
Kermès en grains	
Olives fraîches, amandes, noix, noisettes et faînes	
Ecorce de citron, d'orange et de leurs variétés, et écorces médicinales non spécialement tarifées.	
Fleurs et feuilles médicinales	
Racine de réglisse et racines médicinales non nommées	
Lichens tinctoriaux	
Liége brut	
Plumes de parure brutes	
Corail brut.	
Soies en cocons, soie grège écrue, et bourre de soie en masse écrue	
Minerais de plomb, de cobalt, de cuivre, de zinc et minerais non dénommés	
Terres savonneuses	
Cornes de cerf	
Grandes peaux brutes sèches.	Mêmes droits que pour les articles de l'espèce importés du Sénégal.
Cire non ouvrée, jaune ou brune	
Dents d'éléphant de toute sorte	
Arachides et noix de Touloucouna. . . .	
Coton en laine	Mêmes droits que pour les articles de l'espèce importés des colonies françaises.
Végétaux filamentaux non spécialement tarifés	

Ces modérations de droits ne seront accordées que dans les ports ouverts à l'importation des marchandises taxées à plus de 20 fr. par 100 kilogrammes.

Les marchandises autres que celles dénommées ci-dessus continueront de payer, à leur importation en France, les droits déterminés par le tarif général.

Art. 2. *Exportations de France en Algérie.*

Les marchandises et denrées expédiées de France à destination des ports d'Alger, Mers-el-Kébir, Tenez, Oran, Philippeville et Bône, sous les formalités prescrites pour les expéditions aux colonies françaises, seront affranchies de tous droits de sortie. Toutefois, cette exemption ne s'appliquera pas aux objets ci-après:

Bois de fusil, et bois de noyer propres à les faire; cornes et os de bétail; fil de mulquinerie; grains et farines; peaux brutes,

1843 y compris celles de lièvre et de lapin; poils propres à la filature ou à la chapellerie; soies et bourre de soie.

Les marchandises dont l'exportation est prohibée ne pourront être expédiées pour l'Algérie.

Art. 3. Nos ministres, etc.

Signé: LOUIS-PHILIPPE.

Et plus bas: L. CUNIN-GRIDAINE.

TABLE CHRONOLOGIQUE.

1804.

Pag.

24. Mai. Traité secret d'Alliance entre la Prusse et la Russie. Signé à Berlin et à St. Petersbourg en forme de Déclaration des deux cours. 579

1834.

Mai — Septembre. Transactions à la Diète germanique à Francfort s. M. relativement aux prétensions des Puissances étrangères de s'immiscer dans les affaires intérieures de la confédération germanique. 584

1835.

25. Mars. Depêche du Comte de Nesselrode à St. Petersbourg au baron d'Anstett à Francfort s. M. 597

8. Juillet. Depêche du Prince de Metternich adressée au Comte de Bombelles, Envoyé d'Autriche en Suisse. 599

$\frac{18}{30}$. Janvier. Notification de M. de Rhizos, Ministre des affaires étrangères en Grèce, datée d'Athènes. 605

1841.

17. Mars. Convention entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et la République de Pérou, conclue et signée à Lima, sur l'acquittement des sommes reclamées par certains citoyens des premiers. 607

1842.

4. Octobre. Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Indiens Chippewa sur le Mississippi et le lac supérieur conclu et signé dans le territoire de Wisconsin. 610

11. Octobre. Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Indiens de Sac et Fox, conclu et signé dans le territoire de Jowa. 617

6. Novembre. Ordonnance royale donnée en France portant fixation du Tarif des droits à percevoir dans les chancelleries consulaires. 625

1843.

Pag.

Juin. Correspondance diplomatique entre l'Agent hanovrien Witte et le Ministre prussien de Bulow, concernant les relations du commerce et des douanes. 651

9. Novembre. Convention entre la France et les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, conclue et signée à Washington. 660

16. Décembre. Ordonnances royales données à Paris, concernant le commerce et la navigation entre la France et l'Algérie. 662

18$\frac{43}{44}$.

3. Novembre 1843 — 25. September 1844. Pièces relatives à l'occupation des Isles de la Société (Taïti) dans l'Océanie par la France. 58

28. Novembre 1843 — 19. Mars 1844. Documens relatifs aux négociations commerciales entre la Prusse au nom de l'union douanière et l'Angleterre. 2

1844.

13. Janv. Traité de Gwalior conclue par le compagnie des Indes-orientales de la grande Bretagne d'une part et S. A. Ali-Jahjiac-Rao-Scindia de l'autre part. 103

„ „ Arrangement à l'amiable conclu à Mexico par les commissaires Yucatanais avec le gouvernement mexicain pour mettre fin aux différends entre le Yucatan et le Mexique. 102

. . . Janv. Publication semiofficielle du Gouvernement Prussien concernant les rapports de l'union douanière allemande vis à vis du royaume de Hannovre. 107

12. Février. Traité de commercée conclu entre la Grande-Bretagne et les Isles Sandwich, signé à Lahina. 128

13. — Memorandum remis par la Sublime Porte aux ministres des diverses légations. 130

14. Févr. Traité de navigation entre le royaume de Hanovre et la ville libre anseatique de Lubeck. Conclu et signé à Dresden. 131

19. — Patente du roi de Hanovre concernant les relations de commerce et de douanes entre le royaume de Hannovre et l'union douanière Prussienne. 133

20. — Traité de commerce et de navigation entre Sa Majesté le roi de Prusse et S. M. la reine de Portugal et des Algarves, conclu et signé à Berlin. 134

20. Févr. — 20. Sept. Négociations diplomatiques entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis de l'Amérique relatives au territoire d'Oregon. Pag. 152

„ „ „ Mémoire publié par le gouvernement hanovrien à la fin du mois de Février 1844 sur les résultats des négociations avec la Prusse concernant le systême de commerce et de douanes. 190

„ „ „ Observations publiées officiellement par la Prusse sur le mémoire précédent du gouvernement hanovrien. 224

Mars Mémoire officiel publié par le Gouvernement du Duché de Brunswic sur le même sujet. 254

6. Mars. Convention postale entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et la République de la Nouvelle-Granade. Conclue et signée à Bogata. 302

11. — Traité entre la Prusse et le Grand-duché de Luxembourg sur l'extradition réciproque des criminels fugitifs. Conclu et signé à la Haye. 308

14. — Convention postale conclue et signée à Vienne entre l'Autriche et la Sardaigne. 313

18. Mars. / 18. Juillet. } Actes relatifs aux relations de commerce et de douanes entre l'union douanière prussienne et la Belgique. 330

„ „ Mars. Exposé du Ministre des affaires étrangères des Pays-bas sur la position, où se trouve le Duché de Limbourg vis à vis de la confédération germanique et du Royaume des Pays-bas. Présenté aux Etats généraux. 356

4. Avril. Traité de commerce et de navigation entre la Grande-Bretagne et le Grand-duché d'Oldenbourg, conclu et signé à Londres. 362

9. — Traité entre le royaume de Hanovre et la ville libre de Hambourg concernant la liberté de navigation sur l'Elbe. Conclu et signé à Drèsden. 370

10. Avril. Convention entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et le royaume de Würtemberg sur l'abolition mutuelle du droit d'aubaine. Conclue et signée à Berlin. 373

12. — Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et la république de Texas, signé et conclu à Washington. 378

13. — Acte additionnel au traité du 23 Juin 1821 sur la navigation de l'Elbe, signé à Drèsde, entre l'Au-

Pag.

triche, la Prusse, la Saxe royale, le Hanovre, le Danemarc, le Grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin, les Duchés d'Anhalt-Coethen, d'Anhalt-Dessau, et d'Anhalt-Bernbourg, et les villes libres anséatiques de Hambourg et de Lubeck. 386

13. Avril. Convention entre l'Autriche, la Prusse, la Saxe, le Hanovre, le Danemarc, le Mecklenbourg-Schwerin, les Duchés d'Anhalt et les villes libre, anséatiques de Hambourg et Lubeck sur la publication d'ordonnances uniformes de police sur la navigation de l'Elbe. Signée à Drèsden. 463

13. — Traité entre l'Autriche, la Prusse, la Saxe, le Hanovre, le Danemarc, le Mecklenbourg-Schwerin, les Duchés d'Anhalt et les villes libres anséatiques de Hambourg et de Lubeck pour régulariser les droits de douanes hanovriennes payables à Brunshaus, (cidevant à Stade) sur l'Elbe. Conclu et signé à Drèsden. 473

13. — Traité de commerce et de navigation entre les royaumes de Hanovre et de Danemarc. Signé et conclu à Drèsden. 526

19. — Traité entre la Prusse, Saxe-Weimar-Eisenach et Saxe-Cobourg-Gotha pour l'exécution de la route de fer de la Thuringue. Signé et conclu à Berlin. 530

19. — Circulaire adressée par le Ministre des affaires étrangères de la république de Mexique à tous les agens étrangers résidans à Mexico. 558

28. — Notification publiée à Milan, relative à l'abolition de l'affranchissement forcé entre l'Autriche, la Prusse et quelques Etats de la confédération germanique. 560

29. — Ukase de l'Empéreur de la Russie concernant le commerce extérieur. En date de St. Petersbourg. 568

30. — Lettres patentes du Roi de Sardaigne, relatives aux réductions de la taxe des correspondances. 570

19. Août. Décret du gouvernement de la république dominicaine en Hayti qui établit l'égalité de traitement pour tous les pavillons. 559

TABLE ALPHABÉTIQUE.

Allemagne. (Confédération germanique.)

Pag.

1834. Mai — Septembre. Transactions à la Diète germanique à Francfort s. M. relativement aux prétentions des Puissances étrangères de s'immiscer dans les affaires intérieures de la confédération germanique. 584

1834. Mars. Depêche du Comte de Nesselrode à St. Petersbourg au baron d'Anstett à Francfort s. M. 597

1844. Mars. Exposé du Ministre des affaires étrangères des Pays-Bas, présenté aux Etats-généraux, sur la position où se trouve le Duché de Limbourg vis à vis de la confédération germanique et du Royaume des Pays-Bas. 356

Amérique. (Etats-Unis.)

1841. 17. Mars. Convention avec la République de Pérou, conclue à Lima, sur l'acquittement des sommes reclamées par certains citoyens des Etats-Unis. 607

1842. 4. Octobre. Traité conclu et signé dans le territoire de Wisconsin avec les Indiens Chippewa sur le Mississippi et le lac supérieur. 610

„ 11. Octobre. Traité conclu et signé dans le territoire de Jowa avec les Indiens de Sax et Fox. 617

1843. 9. Novembre. Convention conclue et signée à Washington avec la France sur l'extradition réciproque des malfaiteurs. 660

1844. 20. Février — 20. Septembre. Négociations diplomatiques avec la Grande-Bretagne relativement au territoire d'Oregon. 152

„ 6. Mars. Convention postale conclue et signée à Bogata avec la République de la Nouvelle-Granada. 302

Pag.

1844. 10. Avril. Convention conclue et signée à Berlin avec le royaume de Würtemberg sur l'abolition mutuelle du droit d'aubaine. 373

„ 12. Avril. Traité conclu et signé à Washington avec la république de Texas. 378

Anhalt (Duchés.)

„ 13. Avril. Acte additionel au traité du 23. Juin 1821 sur la navigation de l'Elbe, signé à Drêsde, avec l'Autriche, la Prusse, la Saxe-royale, le Hanovre, le Danemarc, le Mecklenbourg-Schwerin et les villes libres anséatiques de Hambourg et de Lubeck. 386

„ 13. Avril. Convention conclue et signée à Drèsde avec les mêmes sur la publication d'ordonnances uniformes de police sur la navigation de l'Elbe. 463

„ 13. Avril. Traité conclu et signé à Drèsde avec les mêmes, pour régulariser les droits de douanes hanovriennes payables à Brunshaus (ci-devant à Stade) sur l'Elbe. 473

Autriche.

1835. 8. Juillet. Depêche du Prince de Metternich adressée au Comte de Bombelles, Envoyé d'Autriche en Suisse. 599

1844. 14. Mars. Convention postale conclue et signée à Vienne avec la Sardaigne. 313

„ 13. Avril. Acte additionnel au traité du 23 Juin 1821 sur la navigation de l'Elbe signé à Dresde avec la Prusse, la Saxe-royale, le Hanovre, le Danemarc, le Grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin, les Duchés d'Anhalt et les villes libres anséatiques de Hambourg et de Lubeck. 386

„ 31. Avril. Convention signée à Drèsde avec les mêmes sur la publication d'ordonnances uniformes de police sur la navigation de l'Elbe. 463

, 13 Avril. Traité conclu et signé à Drèsde avec les mêmes, pour régulariser les droits de douanes hanovriennes payables à Brunshaus (ci-devant à Stade) sur l'Elbe. 473

Pag.

1844. 28. Avril. Notification publiée à Milan relative à l'abolition de l'affranchissement forcé vis à vis de la Prusse et quelques Etats de la confédération germanique. 560

Belgique.

1844. 18. Mars — 18. Juillet. Actes concernant les relations de commerce et de douanes avec la Prusse et l'union douanière. 331

Brunswick.

1844. Mars. Mémoire officiel sur le Mémoire publié par le gouvernement hanovrien concernant le systême du commerce et des douanes. 254

Danemarc.

1844. 13. Avril. Acte additionnel au traité du 23 Juin 1821 sur la navigation de l'Elbe, signé à Drèsde avec l'Autriche, la Prusse, la Saxe-royale, le Hanovre, le Mecklenbourg-Schwerin, les Duchés d'Anhalt et les villes libres anséatiques de Hambourg et de Lubeck. 386

„ 13. Avril Convention conclue et signée à Drèsde avec les mêmes sur la publication d'ordonnances uniformes de police sur la navigation de l'Elbe. 463

„ 13. Avril. Traité conclu et signé à Drèsde avec les mêmes, pour régulariser les droits de douanes hanovriennes payables à Brunshaus (ci-devant à Stade) sur l'Elbe. 473

„ 13. Avril. Traité de commerce et de navigation conclu et signé à Drèsde avec le royaume de Hanovre. 526

France.

1842. 6. Novembre. Ordonnance royale portant fixation du tarif des droits à percevoir dans les chancelleries consulaires. 625

1843. 9. Novembre. Convention conclue et signée à Washington avec les Etats-Unis d'Amérique sur l'extradition réciproque des malfaiteurs. 660

„ 16 Décembre. Ordonnances royales concernant le commerce et la navigation entre la France et l'Algérie. 662

Pag.

1843/44. Novembre 1843 — Septembre 1844. Pièces relatives à l'occupation des Isles de la Société (Taïti) dans l'Océanie par la France. 58

Grande-Bretagne.

1843/44. Documens relatifs aux négociations commerciales avec la Prusse. 2

1844. 13. Janvier. Traité de Gwalior conclu par la compagnie des Indes orientales avec Ali-Jahjiac-Rao-Scindia. 103

„ 12. Février. Traité de commerce conclu et signé à Lahina avec les Isles Sandwich. 128

„ 20. Février — 20. Septembre. Négociations diplomatiques avec les Etats-Unis d'Amérique relativement au territoire d'Oregon. 152

„ 4. Avril. Traité de commerce et de navigation, conclu et signé à Londres avec le Grand-duché d'Oldenbourg. 362

Grèce.

1837. 18/30. Janvier. Notification de M. de Rhizos, Ministre des affaires étrangères, datée d'Athènes. 605

Hanovre.

1843. Juin. Correspondance diplomatique avec la Prusse, concernant les relations du commerce et des douanes. 651

1844. 14. Février. Traité de navigation conclu et signé à Drèsde avec la ville libre anséatique de Lubeck. 131

„ 19. Février. Patente royale concernant les relations du commerce et des douanes avec l'union douanière Prussienne. 133

Mémoire sur les resultats des négociations avec la Prusse concernant le systême de commerce et de douanes. 190

„ 9. Avril. Traité conclu et signé à Drèsde avec la ville libre de Hambourg, concernant la liberté de navigation sur l'Elbe. 370

„ 13. Avril. Acte additionel au traité du 23 Juin 1821 sur la navigation de l'Elbe, signé à Drèsde, avec l'Autriche, la Prusse, la Saxe royale, le Danemarc, le Mecklenbourg-Schwerin, les

Pag.

Duchés d'Anhalt et les villes libres anséatiques de Hambourg et de Lubeck. 386

1844. 13. Avril. Convention conclue et signée à Drèsde avec les mêmes sur la publication d'ordonnances uniformes de police sur la navigation de l'Elbe. 463

„ 13. Avril. Traité conclu et signé à Drèsde avec les mêmes, pour régulariser les droits de douanes payables à Brunshaus (ci-devant à Stade) sur l'Elbe. 473

„ 13. Avril. Traité de commerce et de navigation conclu et signé à Drèsde avec la Danemarc. 526

Hambourg (ville libre).

1844. 9. Avril. Traité conclu et signé à Drèsde avec le royaume de Hanovre, concernant le liberté de navigation sur l'Elbe. 370

„ 13. Avril. Acte additionel au traité du 23 Juin 1821 sur la navigation de l'Elbe, signé à Drèsde avec l'Autriche, la Prusse, la Saxe-royale, le Danemarc, le Hanovre, le Mecklenbourg-Schwerin, les Duchés d'Anhalt et la ville libre de Lubeck. 386

„ 13. Avril. Convention conclue et signée à Drèsde avec les mêmes sur la publication d'ordonnances uniformes de police sur la navigation de l'Elbe. 463

„ 13. Avril. Traité conclu et signé à Dresde avec les mêmes, pour régulariser les droits de douanes hanovriennes payables à Brunshaus (ci-devant à Stade) sur l'Elbe. 473

Lubeck (ville libre).

1844. 14 Février. Traité de navigation conclu et signé à Drèsde avec le royaume de Hanovre. 131

„ 13. Avril. Acte additionel au traité du 23 Juin 1821 sur la navigation de l'Elbe, signé à Drèsde, avec l'Autriche, la Prusse, la Saxe-royale, le Hanovre, le Danemarc, le Mecklenbourg-Schwerin, les Duchés d'Anhalt et la ville libre de Hambourg. 386

„ 13. Avril. Convention conclue et signée à Dresde avec les mêmes sur la publication d'ordonnances uniformes de police sur la navigation de l'Elbe. 463

Pag.

1844. 13. Avril. Traité conclu et signé à Drèsde avec les mêmes pour régulariser les droits de douanes hanovriennes payables à Brunshaus (ci-dévant à Stade) sur l'Elbe. 473

Hayti (République dominicaine).

1844. 19. Août. Décret du gouvernement qui établit l'égalité de traitement pour tous les pavillons. 559

Mecklenbourg-Schwerin.

1844. 13 Avril. Acte additionel au traité du 23 Juin 1821 sur la navigation de l'Elbe, signé à Drèsde avec l'Autriche, la Prusse, la Saxe-royale, le Hannovre, le Danemarc, les Duchés d'Anhalt et les villes libres anséatiques de Hambourg et de Lubeck. 386

„ 13. Avril. Convention conclue et signée à Drèsde avec les mêmes sur la publication d'ordonnances uniformes de police sur la navigation de l'Elbe 463

„ 13 Avril. Traité conclu et signé à Drèsde avec les mêmes, pour régulariser les droits de douanes hanovriennes payables à Brunshaus (ci-devant à Stade) sur l'Elbe. 473

Mexique.

1844. Janvier. Arrangement à l'amiable conclu à Mexico avec les Commissaires Yucatanais pour mettre fin aux différends avec le Yucatan. 102

„ 19. Avril. Circulaire adressée par le Ministre des affaires étrangères à tous les agens étrangers résidans à Mexico. 558

Nouvelle-Granada (République).

1844. 6. Mars. Convention postale, conclue et signée à Bogata avec les Etats-Unis d'Amérique 302

Oldenbourg (Grand-duché).

1844. 4. Avril. Traité de commerce et de navigation, conclu et signé à Londres, avec la Grande-Bretagne. 362

Pays-Bas (Hollande).

1844. 11. Mars. Traité conclu et signé à la Haye avec

Pag.

la Prusse sur l'extradition réciproque des criminels fugitifs relativement au Grand-duché de Luxembourg. 308

1844. 11. Mars. Exposé du Ministre des affaires étrangères sur la position où se trouve le Duché de Limbourg vis à vis de la confédération germanique et du Royaume des Pays-Bas, présenté aux Etats-généraux 356

Porte ottomane.

1844. 13. Février. Memorandum remis par la Sublime Porte aux Ministres des diverses légations à Constantinople. 130

Portugal.

1844. 20. Février. Traité de commerce et de navigation, conclu et signé à Berlin, avec la Prusse. 134

Prusse.

1804. 24. Mai. Traité secret d'Alliance avec la Russie, signé à Berlin et à St. Petersbourg en forme de Déclaration des deux cours. 579

1843. Juin. Correspondance diplomatique avec le gouvernement hanovrien concernant les relations du commerce et des douanes. 651

18$\frac{43}{44}$. Documens relatifs aux négociations commerciales avec l'Angleterre. 2

1844. Janvier. Publication semi-officielle concernant les rapports de l'union douanière vis à vis du Royaume de Hanovre. 107

„ 20. Février. Traité de commerce et de navigation, conclu et signé à Berlin avec le Portugal. 134

„ 20. Février. Observations publiées officiellement sur le Mémoire du gouvernement hanovrien concernant le systême de commerce et de douanes. 224

„ 11 Mars. Traité conclu et signé à la Haye sur l'extradition réciproque des criminels fugitifs avec le Grand-duché de Luxembourg. 308

„ 18. Mars — 18. Juillet. Actes relatifs aux relations de commerce et de douanes avec la Belgique. 331

„ 13. Avril. Acte additionel au traité du 23 Juin

Pag.

1821 sur la navigation de l'Elbe, signé à Drèsde, avec l'Autriche, la Saxe-royale, le Hanovre, le Danemarc, le Grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin, les Duchés d'Anhalt et les villes libres anséatiques de Hambourg et de Lubeck. 386

1844. 13. Avril. Convention conclue et signée à Drèsde avec les mêmes sur la publication d'ordonnances uniformes de police sur la navigation de l'Elbe. 463

„ 13. Avril. Traité conclu et signé à Drèsde avec les mêmes pour régulariser les droits de douanes hanovriennes payables à Brunshaus (ci-devant à Stade) sur l'Elbe. 473

„ 19. Avril. Traité conclu et signé à Berlin avec la Saxe-Weimar-Eisenach et la Saxe-Cobourg-Gotha pour l'exécution de la route de fer de la Thuringue. 530

Russie.

1804. Mai. Traité secret d'Alliance avec la Prusse, signé à Berlin et à St. Petersbourg, en forme de Déclaration des deux cours. 579

1835. Mars. Depêche du Comte de Nesselrode à St. Petersbourg transmise au baron d'Anstett à Francfort s. M. 597

„ 29. Avril. Ukase de l'Empereur concernant le commerce extérieur. 568

Sardaigne.

1844. 14. Mars. Convention postale conclue et signée à Vienne avec l'Autriche. 313

„ 30. Avril. Lettres patentes du Roi relatives aux réductions de la taxe des correspondances. 570

Saxe (royaume).

1844. 13. Avril. Acte additionel au traité du 23 Juin 1821 sur la navigation de l'Elbe, signé à Drèsde, avec l'Autriche, la Prusse, le Hanovre, le Mecklenbourg-Schwerin, les Duchés d'Anhalt et les villes libres anséatiques de Hambourg et de Lubeck. 386

„ 13. Avril. Convention conclue et signée à Dresde

Pag.

avec les mêmes sur la publication d'ordonnances uniformes de police sur la navigation de l'Elbe. 463

1844. 13. Avril. Traité conclu et signé à Drèsde avec les mêmes pour régulariser les droits de douanes hanovriennes payables à Brunshaus (ci-devant à Stade) sur l'Elbe. 473

Saxe-Weimar-Eisenach.

1844. 19. Avril. Traité conclu et signé à Berlin avec la Prusse et la Saxe-Cobourg-Gotha sur l'exécution de la route de fer de la Thuringue. 530

Saxe-Cobourg-Gotha.

1844. 19. Avril. Traité conclu et signé à Berlin avec la Prusse et la Saxe-Weimar-Eisenach sur l'exécution de la route de fer de la Thuringue. 530

Suisse.

1835. 8. Juillet. Depêche du Prince de Metternich adressée au Comte de Bombelles, Envoyé d'Autriche en Suisse. 599

Würtemberg.

1844. 10. Avril. Convention conclue et signée à Berlin avec les Etats-Unis d'Amérique sur l'abolition mutuelle du droit d'aubaine. 373

131518
Law
Internat
M376rg
Author Martens, Georg Friedrich von (ed.)
Title [Recueil de traités]:Nouveau recueil... par
Murhard. Vol.6.
DATE.

UNIVERSITY OF TORONTO
LIBRARY

Do not
remove
the card
from this
Pocket.

Acme Library Card Pocket
Under Pat. "Ref. Index File."
Made by LIBRARY BUREAU